MAIRIE DE PARIS

N° 9 - Vendredi 21 novembre 2008
Imprimé sur papier recyclé

BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL

VILLE DE PARIS



Raymond MESNILDREY - Mairie de Paris

Débats du Conseil de Paris

Séance des lundi 29 et mardi 30 septembre 2008

http://www.paris.fr

Abonnement annuel : 10,80 euros. Prix au numéro : 1 euro. Les paiements sont effectuées par chèque bancaire ou postal à l'ordre du TRESOR PUBLIC et adressés à la "Régie de la Caisse intérieure - Service des Publications administratives - Bureau 262 - 4, rue de Lobau - 75196 Paris cedex 04". Pour les réclamations, changements d'adresse et renouvellements, prière de joindre la dernière étiquette d'abonnement.
Jouve, 11, boulevard de Sébastopol 75001 Paris *ISSN 0151-8291*

La séance est ouverte à neuf heures, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, Maire de Paris, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAULT et Mme Hélène BIDARD, secrétaires de séance.

M. le Préfet de police est présent en séance.

Ouverture de la séance.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Condoléances.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, le Conseil de Paris a appris avec tristesse le décès survenu le 21 juillet dernier de M. Michel Junot, ancien député et ancien conseiller de Paris, ancien conseiller régional d'Ile-de-France.

(Les conseillers se lèvent).

Sous-préfet, membre de plusieurs cabinets ministériels sous la IVe République, M. Junot fut en 1958 élu député de la deuxième circonscription de la Seine, circonscription formée par les 2e et 3e arrondissements, sous l'étiquette des Indépendants et paysans d'action sociale. Il assuma aussi la responsabilité de maire de Nanteuil-le-Haudouin.

Elu au Conseil de Paris, il y siégea de 1977 à 1995 et occupa les fonctions d'adjoint au maire de Paris, chargé des fonctions de médiateur entre l'administration municipale et les usagers, et devint ainsi le premier médiateur parisien.

M. Junot fut également président de la Maison de l'Europe de 1978 à 2003 et président de la Délégation générale à l'action artistique de la Ville de 1996 à 2002. Il fut député européen de 1981 à 1983, ainsi que conseiller général d'Ile-de-France de 1979 à 1986.

M. Junot était commandeur dans l'Ordre national de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre 39-45, de la médaille des Engagés volontaires, de celle de la France libre et de celle de l'aéronautique, ainsi que détenteur de nombreuses distinctions étrangères.

Au nom du Conseil de Paris et en mon nom personnel, je vais exprimer à son épouse et à ses enfants, ses petits-enfants ainsi qu'à l'ensemble de sa famille, les condoléances de notre Assemblée.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Nous avons aussi appris le décès avec tristesse de M. Alain Griotteray le 30 août dernier. Il était ancien député, ancien conseiller municipal de Paris, ancien conseiller de la Seine, ancien conseiller régional d'Ile-de-France.

(Les conseillers se lèvent).

Alain Griotteray fut un résistant de la première heure. Agé de 18 ans, il compta parmi les organisateurs du défilé des étudiants et des lycéens du 11 novembre 1940 à l'Arc de triomphe, puis il appartint au réseau de renseignements Orion qu'il dirigea à partir de 1943. Enfin, il participa au combat pour la Libération de la France en 1944, en qualité de capitaine dans les commandos de parachutistes.

En 1959, il devint conseiller municipal dans le deuxième secteur, c'est-à-dire les 13e et 14e arrondissements. Puis il remplit les fonctions de rapporteur général du budget de la Ville de Paris. Par ailleurs, M. Griotteray fut maire de Charenton-le-Pont de 1973 à 2001, député du Val-de-Marne de 1967 à 1973 et de 1986 à 1997, conseiller général d'Ile-de-France de 1976 à 1986 ainsi que membre du Conseil économique et social de 1979 à 1985.

M. Griotteray était grand officier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre 39-45 avec palme, de la médaille de la Résistance et de la médaille des Evadés, grand officier de l'ordre de Léopold II de Belgique ainsi que de nombreuses autres distinctions étrangères.

Au nom du Conseil de Paris et en mon nom personnel, je veux exprimer à sa fille, à ses petits-enfants ainsi qu'à l'ensemble de sa famille, les condoléances de notre Assemblée.

(L'Assemblée, debout, observe une minute de silence).

Remerciements.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, je voudrais d'abord adresser nos remerciements à Mme BLANCHARD qui, pendant sept ans, a été Secrétaire générale du Conseil de Paris, appelée à d'autres fonctions, et accueillir avec beaucoup de confiance la nouvelle Secrétaire générale du Conseil de Paris : Mme Catherine SCHMITT.

(Applaudissements).

Félicitations.

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'adresse de très chaleureuses félicitations à deux de nos collègues : Danièle POURTAUD et Brigitte KUSTER, qui ont été promues au grade de Chevaliers dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur.

(Applaudissements).

Adoption de comptes rendus.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chers collègues, le compte rendu sommaire de la séance des lundi 7 et mardi 8 juillet 2008 a été affiché.

Les comptes rendus intégraux des séances des lundi 26 et mardi 27 mai 2008, du lundi 16 juin 2008 ainsi que des lundi 7 et mardi 8 juillet 2008 ont été publiés au Bulletin municipal officiel.

Avez-vous des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

2008, DASCO 164 - Communication de M. le Maire de Paris sur la rentrée scolaire.
Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans à Paris.
Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place par M. le Maire de Paris d'un droit d'accueil à l'école les jours de grève.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous commençons donc notre ordre du jour par la communication sur la rentrée scolaire.

Je me permets, mes chers collègues de vous en dire quelques mots.

Ce sujet de la vie scolaire à Paris est parmi les plus importants. La réussite des petits Parisiens est l'une des priorités de l'action municipale, car nous voulons qu'ils aient toute leur place dans leur ville.

Depuis sept ans, nous avons consacré chaque année 120 millions d'euros au patrimoine scolaire, ce qui représente une augmentation de 54 % par rapport à la période 1995/2001.

Ainsi, 28 écoles et 4 collèges ont pu être livrés, et nous avons développé les activités périscolaires pour que l'école s'inscrive harmonieusement dans la ville et dans la vie.

Ces résultats constituent d'abord une exigence et une invitation à aller plus loin. Je remercie d'ailleurs notre nouvel adjoint M. Pascal CHERKI de s'y consacrer avec énergie, conviction et efficacité.

Car, disons-le d'emblée : le contexte national ne nous aidera pas. L'école de la République affronte un malaise que nous devons prendre en compte dans toutes ces dimensions. En ces temps difficiles, je tiens à dire en notre nom à tous ma reconnaissance et mon estime à tous les enseignants de Paris.

Trois menaces majeures pèsent en cette rentrée sur le bon fonctionnement des écoles de la Capitale.

La première est la réduction de leurs moyens. Cinq classes d'initiation viennent de fermer dans les 10e, 11e et 20e arrondissements. Or, le but de ces classes était de permettre aux élèves non francophones d'acquérir rapidement la maîtrise de notre langue pour qu'ils puissent ensuite suivre les cours avec les autres enfants. D'autre part, cinq postes soutien/lecture sont supprimés dans deux écoles du 18e arrondissement et dans trois écoles du 20e. C'est bien l'accès équitable de tous au savoir élémentaire qui est affaibli.

La deuxième atteinte portée à nos écoles, c'est la réforme abrupte du temps scolaire. La suppression des cours le samedi matin aboutit à un résultat singulier. La France est désormais l'un des pays d'Europe où le nombre de jours de classe est le moins important. Il sera de 140 par an, contre 200 en Italie et au Danemark, 188 en Finlande, et 190 en Grande-Bretagne.

Mais, dans le même temps, notre pays est l'un de ceux où le nombre d'heures de cours par jour sera le plus élevé. Enfin, l'instauration du service minimum d'accueil pour les jours de grève contraindra les communes à assumer l'échec du dialogue social mené par l'Etat.

Les élus locaux ont posé des questions légitimes : comment ferons-nous pour faire face aux urgences, trouver des personnels qualifiés, assumer ces missions qui ne relèvent pas de nos compétences ? Le Ministre de l'Education nationale a répondu aux élus locaux, je le cite : "Débrouillez-vous !".

Cela signifie que nous devrons être prêts à organiser en 48 heures un accueil dans nos 660 écoles maternelles et élémentaires. Tel est en effet le délai peu réaliste fixé par la loi. Espérons au moins qu'il sera respecté.

Que les choses soient claires : la loi est promulguée ; nous sommes républicains, nous l'appliquerons. Nous aurions toutefois aimé être au moins associés à cette décision et à la réflexion qui la précédait. Mais tant d'imprévoyance conduit à se demander si cette réflexion a vraiment eu lieu.

En dépit de ce contexte, mes chers collègues, nous avancerons et d'abord dans un domaine qui cette fois, relève indiscutablement pour le primaire et le collège, de nos compétences : il s'agit du patrimoine scolaire.

Nous poursuivrons la construction d'équipements neufs. 14 écoles et 5 collèges sont programmés dans les six ans qui viennent, ce qui permettra notamment de répondre aux besoins des Z.A.C. "Paris-Rive gauche", "Batignolles" et "Paris Nord-Est". Dès cette rentrée 2008, une école maternelle de six classes a ouvert ses portes rue de Saussure, dans le 17e arrondissement. L'an prochain, c'est le collège Pajol, dans le 18e arrondissement, qui sera livré. Bien entendu, toutes ces opérations sont conduites dans le strict respect du plan climat.

Moderniser, rénover, adapter, c'est aussi nous donner les moyens de rendre l'ensemble de nos établissements accessibles aux élèves handicapés. Nous avons fait passer en septembre de 20 à 100 le nombre des écoles accessibles. Nous amplifierons cet effort sur la base d'un audit dont les résultats seront connus cet automne, et un plan général d'action pour l'accueil des enfants handicapés vous sera présenté au printemps prochain.

Mais nous ne voulons pas seulement poursuivre l'effort entrepris depuis 2001. Nous engageons une nouvelle étape, à la fois pour l'ouverture des plus jeunes à la vie de la cité et pour leur réussite, car l'échec scolaire n'est pas une fatalité.

Je souhaite insister sur quatre éléments essentiels de cette nouvelle phase.

D'abord, la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants de moins de 3 ans. C'est à cet âge que se structure le langage et que s'éveille le sens de la relation avec les autres. Aujourd'hui, dans notre Ville, seuls 4 % des enfants de cette classe d'âge sont scolarisés. Si l'État accepte de renforcer enfin les moyens humains, nous mettrons à disposition tous les locaux nécessaires.

D'autre part, nous avons une priorité pour ce nouveau mandat : les adolescents. L'adolescence est un moment où la perte de repères à l'école peut entraîner un sentiment de grande solitude. Nous développerons des dispositifs d'aide et d'accompagnement pour les adolescents en situation de décrochage scolaire. La réussite d'Action Collégiens, qui a permis à de nombreux adolescents de retrouver l'envie d'apprendre est un encouragement à aller plus loin.

Troisième priorité : la santé.

Ainsi, dans les écoles maternelles et primaires, nous lancerons un nouveau programme d'éducation nutritionnelle et d'activité physique. Ce programme, conçu en partenariat avec les professionnels, aura notamment pour but de lutter contre l'obésité des enfants.

Enfin, nous avons une ambition : développer le périscolaire, véritable pont entre l'école et la cité. 90.000 familles parisiennes font appel aux prestations scolaires municipales. Nous devons en simplifier l'usage et, dans ce but, nous allons créer un compte famille qui sera opérationnel à la rentrée 2010.

Ce dispositif doit permettre aux usagers de disposer d'une facture unique regroupant toutes les activités pour l'ensemble d'une fratrie.

Par ailleurs, nous développerons notre offre de vacances en la rendant à la fois plus lisible, mieux connue et plus attractive.

Enfin, nous ouvrirons de nouveaux centres de loisirs dans les collèges.

Chers collègues, l'école, c'est aussi le lieu de l'éveil à la culture dans sa diversité. Nous allons développer les ateliers artistiques dans les établissements scolaires et encourager les jumelages entre collèges et institutions culturelles.

Et puis l'école est le lieu de l'apprentissage de la citoyenneté où s'acquièrent le sens de la tolérance et celui de la mémoire.

Disant cela, je pense notamment aux événements survenus en cette rentrée dans le 19e arrondissement.

La première réponse est bien sûr la fermeté et le refus de transiger avec le rejet de l'autre, mais il y a une deuxième réponse qui est tout simplement l'éducation au respect.

La Ville mettra en place avec le Rectorat, dans les écoles et les collèges, des mesures supplémentaires de sensibilisation à l'idée de vivre ensemble.

Nous souhaitons que les enfants de Paris sachent dès le plus jeune âge comprendre et aimer leurs différences.

Nous voulons qu'ils apprennent à reconnaître la seule communauté à laquelle ils appartiennent tous : la République.

Enfin mes chers collègues, pour conclure, je tiens à adresser nos félicitations aux élèves du collège "Françoise Dolto" dans le 20e arrondissement qui ont obtenu, pour leur film "Entre les murs", la Palme d'or au Festival de Cannes.

Ils nous ont donné une belle image de ce que peuvent faire des adolescents parisiens quand ils donnent libre cours à leur talent, à leur imagination et à leur générosité.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mes chers collègues, en notre nom à tous, je veux souhaiter à tous les enfants de Paris comme à leurs parents et à leurs professeurs une année scolaire pleine de découvertes, de bonheur mais aussi de réussite.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Je vais donc ouvrir le débat en vous rappelant qu'il y a deux vœux : le voeu n° 1 déposé par le groupe U.M.P.P.A. ainsi qu'un vœu n° 2 déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Les échanges sur ces vœux se font pendant le débat général et non au moment où ils seront soumis au vote.

Je précise que sur la communication, il n'y aura pas de vote. Je vais donc donner la parole dans l'ordre décidé par la conférence d'organisation en commençant par le groupe parti socialiste, radical de gauche et apparentés.

Je donne la parole à M. Daniel ASSOULINE.

M. Daniel ASSOULINE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais d'abord souligner l'importance de l'ensemble du dispositif d'accompagnement éducatif des jeunes enfants de l'école élémentaire et maternelle qui est mis en place à Paris.

Il est d'une importance considérable pour aider les jeunes Parisiens à progresser et à réussir sur le plan scolaire.

Ces âges sont ceux où l'enfant est en pleine construction de soi. Il est acquis aujourd'hui que ce sont les âges où l'école est la plus efficace pour aider à surmonter les déterminismes sociaux et permettre aux enfants d'acquérir les ressources indispensables pour s'élever dans une société de la connaissance.

Les remédiations qui interviennent plus tard au collège, au lycée voire à l'université et dans la vie professionnelle se révèlent en général peu efficaces, parce qu'elles se heurtent à la fragilité ou à la mauvaise acquisition des fondamentaux au cours de l'enfance et de la petite enfance. Ce sont les âges où se construit de façon déterminante l'égalité des chances.

L'esprit de responsabilité que vous avez exposé, Monsieur le Maire, de notre partenariat entre la Ville et l'Education nationale est important parce que, quelles que soient les difficultés, ce qui prime pour nous est d'aider le plus efficacement possible les enfants parisiens dans leurs parcours scolaires.

C'est un rappel qui vient fort à propos pour nous guider dans les nombreux changements introduits par l'Etat au niveau des classes maternelles et élémentaires.

Le Ministre de l'Education nationale justifie tous ces changements par la volonté d'en finir avec l'échec scolaire en réduisant en particulier le nombre grandissant d'enfants qui arrivent au collège sans avoir acquis les fondamentaux du langage écrit et parlé, du calcul et des règles comportementales et civiques.

Ils sont 15 % en France, ce qui est évidemment extrêmement élevé. On peut cependant déjà prévoir que c'est l'objectif qui risque d'être le moins bien servi par ces réformes. Car elles ne visent pas à atteindre une meilleure efficacité dans ces domaines par une rationalisation et un redéploiement des moyens au profit de ceux qui en ont le plus besoin, mais tout simplement à faire une économie générale de postes et de moyens.

L'école maternelle est la première variable d'ajustement de cette politique. La scolarisation des enfants de deux à trois ans a reculé de 27 % entre 2003 et 2007. C'est 105.000 enfants accueillis en moins chaque année !

Pour les enfants des familles les plus défavorisées, l'importance de cette scolarisation pour leur socialisation, leur intégration scolaire et les premiers apprentissages fondamentaux, en particulier du langage, n'est plus à démontrer.

L'Académie de Paris est la lanterne rouge du pays dans ce domaine : elle accueille quatre fois moins d'enfants de moins de trois ans en maternelle que la moyenne française. Et de récentes déclarations rectorales annoncent de nouveaux reculs dans ce domaine ! C'est pourquoi nous applaudissons à votre volonté réaffirmée de favoriser la scolarisation des enfants de moins de trois ans. Non seulement il faut rappeler que la Ville est prête à mettre à disposition les locaux nécessaires mais également qu'elle cherchera à compenser les reculs de l'Etat en la matière en construisant des projets autour des familles en difficulté, pour faciliter la première scolarisation de leurs enfants.

Les nouveaux programmes de l'école élémentaire ne vont pas faciliter les apprentissages fondamentaux des enfants des familles populaires. De nombreux spécialistes soulignent qu'on n'aide pas à l'acquisition de la langue en imposant trop tôt la connaissance de règles grammaticales abstraites, que la majorité des enfants ne peuvent associer à une pratique suffisante du langage parlé et écrit. Dans ce domaine, ce sont les savoir-faire qui comptent, ils doivent précéder les savoirs et il est nécessaire de consacrer un temps aux activités d'écrit et de lecture qui favorisent l'acquisition d'automatismes.

Rappelons que les études menées par la Direction de l'Evaluation du Ministère de l'Education nationale montrent que les enfants qui entrent au collège avec une maîtrise insuffisante de l'écrit, les 15 % dont je parlais tout à l'heure, n'ont en général précisément pas automatisé les mécanismes de la lecture.

Comme vous le souligniez, Monsieur le Maire, la semaine de quatre jours n'est pas faite non plus pour aider les enfants qui ont le plus de difficultés à l'école. Le compactage du temps scolaire sur quatre jours ne leur donne pas le temps d'assimilation nécessaire.

La demi-heure de soutien placée durant le temps de l'interclasse du midi risque d'être surtout consacrée par eux à regarder par la fenêtre avec envie les autres enfants s'amuser dans la cour. On ne fera pas aimer l'école aux élèves en difficulté en la leur rendant plus contraignante et détestable !

Reste en cette rentrée scolaire la mise en place de l'accompagnement éducatif dans les écoles de l'éducation prioritaire. Il concerne potentiellement 25.000 enfants scolarisés dans 112 écoles élémentaires publiques classées en Z.E.P. et en R.E.P. dans neuf arrondissements parisiens : les 2e, 3e, 10e, 11e, 13e, 17e, 18e, 19e et 20e.

La politique de restriction budgétaire du gouvernement peut nous laisser craindre que cet accompagnement éducatif ne soit pas mis en oeuvre dans des conditions optimales d'efficacité.

Les personnels concernés nous alertent déjà sur les risques de disparition des Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, R.A.S.E.D., alors que leur efficacité constatée devrait mener à la généralisation de ces dispositifs à chaque regroupement d'écoles, au-delà des zones d'éducation prioritaire.

Malgré ces craintes, nous devons cependant tout mettre en œuvre pour que cet accompagnement éducatif soit une réussite et qu'il permettre aux enfants parisiens en difficulté scolaire de renouer avec l'école, avec l'envie d'apprendre, avec l'estime et la confiance en soi.

C'est pourquoi il est important de veiller à la mise en synergie du très important dispositif déjà mis en œuvre par la Ville (étude surveillée, atelier bleus culturels, éducatifs et sportifs, clubs "coup de pouce", etc.), avec celui que devrait proposer l'Académie de Paris.

Enfin, Monsieur le Maire, nous devons saluer le dévouement remarquable des enseignants et des personnels des écoles maternelles et élémentaires. Ils affrontent en première ligne les difficultés engendrées par les nombreux et profonds changements actuels de l'école. Ils ont été meurtris par de récentes déclarations du Ministre, qui montrent non seulement qu'il connaît mal leur métier mais aussi qu'il n'en apprécie guère ni les difficultés ni l'importance pour la Nation.

Le service minimum d'accueil dans les écoles du 1er degré va faire supporter à la Ville des charges qui résultent de l'incapacité de l'Etat à bien traiter ses personnels et à construire avec eux un dialogue social, moderne et constructif.

La loi du 20 août 2008, qui institue ce service minimum d'accueil, restreint dans les faits leur droit de grève, puisqu'ils seront contraints d'annoncer 48 heures à l'avance leur participation à la grève, là où, avant, ils pouvaient se déterminer en conscience jusqu'à la dernière minute, en fonction d'éventuelles négociations et propositions de leur administration.

Ils exprimeront leur ras-le-bol dans la rue le 19 octobre. Nous les assurons de notre sympathie et de notre soutien.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

La parole est à Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

A l'heure de la première rentrée scolaire, sous cette deuxième mandature qui s'ouvre, nous sommes satisfaits des axes de politique scolaire présentés ici, qui sont, pour beaucoup, le prolongement du travail et des efforts importants engagés par la majorité municipale depuis 2001.

Vous avez eu raison, Monsieur le Maire, de rappeler dans cette présentation la situation extrêmement délabrée et préoccupante dans le domaine scolaire, laissée par vos prédécesseurs et leurs équipes, et qui a exigé d'entreprendre d'importants efforts.

Efforts pour la rénovation et la création de nombreuses écoles et de nombreux collèges.

Efforts pour soutenir et professionnaliser le personnel de ces établissements, en particulier les agents de services et les animateurs, dont beaucoup trop étaient dans un statut de précarité indigne.

Des efforts aussi pour un meilleur accueil des enfants et de leurs parents, et notamment en direction des enfants en situation de handicap. Et je tiens ici à saluer le travail volontaire et efficace de Pénélope KOMITÈS lors de la précédente mandature dans ce domaine. Et je suis certain que Véronique DUBARRY poursuivra et amplifiera les actions en direction de ces enfants trop longtemps ignorés.

Vous avez eu également tout à fait raison, Monsieur le Maire, de pointer que cette rentrée scolaire parisienne s'inscrit dans un contexte national que vous qualifiez de difficile et que nous serons tentés de qualifier de scandaleux. Mais je laisserai mon collègue Jacques BOUTAULT, qui suit les questions scolaires pour le groupe "Les Verts", développer ces attaques contre le système scolaire dans quelques minutes.

En effet, l'école est gravement malmenée par le Gouvernement actuel. Elle l'est aussi parfois à Paris.

Je voudrais prendre un exemple que nous avons déjà souligné dans le 18e arrondissement : c'est celui d'un enseignant, Dominique PIVETEAU, qui est enseignant dans l'école de la rue Cavé, que vous connaissez bien, je crois, Monsieur DELANOË, où il a enseigné et assuré la formation de jeunes depuis plusieurs années dans ce quartier classé en Z.E.P.

Or, ce dernier, par ailleurs bien noté lors des premières inspections et apprécié de ses élèves et de leur famille, s'est vu muté d'office en septembre dernier, sans aucun motif réel, sauf celui certainement de déplaire au Rectorat par le choix de ces supports d'activité. Cette décision inique a provoqué une grève dans cette école le jour de la rentrée scolaire. Nous avons interpellé à ce sujet le maire du 18e et espérons que nous aurons prochainement des éclaircissements sur les raisons réelles qui ont poussé le Rectorat à sanctionner cet enseignant.

C'est envoyer un message bien malheureux aux enseignants et aux familles de ces quartiers, qui auraient à l'inverse grand besoin d'un soutien clair.

Nous ne pouvons aussi que déplorer la multiplication des arrestations d'enfants de sans-papiers scolarisés dans les écoles parisiennes. A chaque fois, cela provoque d'importants traumatismes chez les familles concernées mais également chez les camarades de classe des jeunes menacés d'expulsion.

Tout ce que je viens de décrire contribue à fragiliser un système scolaire, à l'heure où celui-ci aurait besoin au contraire d'une politique volontaire, solidaire et courageuse.

Nous sommes donc satisfaits d'entendre que vous souhaitez poursuivre cette politique dans le domaine scolaire et périscolaire. Mais nous serons, dans ce domaine comme dans d'autres, des partenaires attentifs et exigeants.

C'est pour cela que l'on nous aime !

M. LE MAIRE DE PARIS. - A la folie ! A commenté un des adjoints !

La parole est à Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Chers collègues, chaque année, le mois de septembre est l'occasion de nous interroger sur la santé de l'école et son évolution.

Chacun sait à quel point cette question recouvre des enjeux fondamentaux qui engagent l'avenir d'un pays, l'avenir d'une ville.

Un enjeu de justice sociale d'abord, car transmettre un savoir, c'est gommer les injustices de naissance.

Un enjeu de citoyenneté, vous l'avez dit aussi, parce que c'est dans un premier temps à l'école que l'on apprend la sociabilité, le respect et le rapport à l'autre.

Un enjeu économique, enfin, et il faut l'assumer, parce que l'école accueille aujourd'hui ceux qui demain seront des créateurs de richesse.

C'est dire que beaucoup se joue à l'école et il n'est pas étonnant, par conséquent, que nos concitoyens placent l'éducation en tête des domaines d'action dans lesquels ils voudraient voir l'Etat participer.

J'ai en mémoire, et j'imagine que d'autres élus du 18e l'ont aussi, j'ai en mémoire ces centaines de parents d'élèves réunis dans la salle des fêtes de la mairie du 18e en juin dernier. Ils étaient là, venus pour une réunion d'information à l'appel d'enseignants de l'arrondissement. Certains étaient venus avec leurs enfants, certains n'avaient d'ailleurs jamais franchi le seuil de la mairie d'arrondissement. Il y avait là des familles venues de tout le 18e et notamment de ses quartiers les plus populaires. Ils étaient là parce qu'ils s'inquiétaient des contre-réformes en cours qui allaient s'appliquer à la rentrée 2008.

Cette affluence en disait long sur l'importance que ces parents accordent à l'école. Cette affluence bat en brèche cette idée fausse, cette idée perfide que la droite véhicule à longueur de journée, selon laquelle les parents seraient démissionnaires. La réalité, c'est que plus on est issu d'un milieu populaire, plus on accorde d'importance à l'école, plus on compte sur l'école pour permettre à ses enfants de réussir dans la vie.

On peut donc être surpris du sort que le Gouvernement fait subir en ce moment à l'école. Et, comme l'éducation est encore nationale, et c'est heureux, nous dépendons pour une large part, à Paris comme ailleurs, des choix faits par le Gouvernement dans ce domaine.

Comme le souligne à très juste titre la communication que vous nous avez présentée, ce contexte national est difficile. Depuis que ce Gouvernement est en place, c'est une véritable entreprise de casse de l'école qui est mise en œuvre par la droite au pouvoir, une entreprise de casse méthodique qui met à mal tous les fondements de l'école de la République. Cet affaiblissement de l'éducation nationale passe d'abord par la suppression de milliers de postes : 11.200 postes cette année, 13.500 postes l'année prochaine, 80.000 postes qui pourraient disparaître d'ici 2012.

Alors, on nous explique qu'il s'agit de s'adapter à la démographie. Mais comment expliquer alors que, alors que la démographie progresse à Paris, on ne crée aucun poste dans la Capitale.

On nous explique de la même manière que la droite cherche à miser sur le qualitatif et non sur le quantitatif. Il faut n'avoir jamais tenu une classe pour croire qu'on puisse séparer le qualitatif du quantitatif parce qu'on ne fait pas le même cours selon que l'on a 20 élèves dans une classe ou selon qu'on en a 30.

Cet affaiblissement de l'école passe aussi par les menaces qui pèsent sur l'école maternelle, cela a été dit. Vous vous souvenez des propos du ministre. Vous vous souvenez aussi de ce qu'a dit tout à l'heure mon collègue ASSOULINE sur la scolarisation des moins de 3 ans.

Dans le même temps, parce que le Ministre de l'Education nationale ne fait pas les choses à moitié, nous assistons à un affaiblissement de l'école primaire, avec la suppression de la classe le samedi matin. Il faut une bonne dose de mauvaise foi pour affirmer, comme le fait le Ministre, qu'il s'agit, à travers cette mesure, de travailler moins pour travailler mieux, tant il est vrai que cette disposition va conduire, au contraire, à un resserrement et à une densification du temps scolaire sur quatre jours, dont vont pâtir les élèves les plus en difficulté.

Affaiblissement du collège aussi, avec la mise à mal de la carte scolaire. L'explosion d'ailleurs du nombre de dérogations accordées par le Rectorat cette année conduit de fait à un système à deux vitesses, avec d'un côté des collèges enviés, des collèges très fréquentés et, de l'autre, des collèges délaissés et évités.

Au-delà de cet empilement de mesures, ce qui se dessine à travers toutes ces dispositions, c'est le renoncement à une ambition : celle de faire réussir tous les élèves, quelle que soit leur origine, quel que soit leur milieu social. Un renoncement à l'entreprise de démocratisation de l'enseignement. C'est un coût d'arrêt donné à 50 ans d'efforts collectifs, et on retrouve là le vieux fond de conservatisme culturel et de pessimisme social cher à la droite qui vise à faire croire que la réussite, ce n'est pas donné à tout le monde.

Agir ainsi, faire le choix de sacrifier l'Education nationale, c'est prendre l'avenir à contresens. Dans un monde qui accorde de plus en plus d'importance aux qualifications et à la mobilité, il n'y a rien de plus absurde que de renoncer aux ambitions de l'école.

Tout le monde dit et répète, et à juste titre, que les carrières de demain seront moins linéaires, moins continues, qu'elles nécessiteront des capacités d'adaptation, de formation professionnelle et de reconversion. Si cela est vrai, et cela l'est, alors nous ne pouvons pas nous contenter de l'excellence pour quelques-uns, de sélectionner des élites et de laisser les autres sur le bord du chemin.

Ce contexte devrait, à rebours de ce que fait la droite, nous inciter à franchir de nouvelles étapes dans la démocratisation des savoirs et des connaissances, et chacun voit bien qu'il y a là un enjeu de justice sociale autant qu'un enjeu d'efficacité économique.

Le Ministre de l'Education nationale disait encore tout récemment, pour justifier cette batterie de dispositions rétrogrades, qu'il faut, je cite : "réduire la dépense publique pour ne pas laisser de dettes aux générations futures". Quelles dettes lèguera-t-il aux générations futures si rien n'a été fait pour leur permettre d'acquérir le niveau de formation dont elles ont besoin pour construire leur vie, pour la réussir ?

Dans un contexte national aussi lourd, le poids qui pèse sur les épaules de notre Municipalité n'en est que plus important. Il l'est d'autant plus que les attentes des parents et celles des enfants, elles, n'ont pas baissé.

Dans ce contexte, les élus du groupe communiste souhaitent plus particulièrement insister sur trois points.

Premier point, nous devons maintenir le cap de l'école de la réussite pour tous.

Agir pour la réussite de tous, cela suppose d'abord, vous l'avez dit d'ailleurs, d'accueillir les petits Parisiens dans de bonnes conditions. Nous nous réjouissons que les efforts sur l'entretien du patrimoine scolaire soient poursuivis. Nous nous réjouissons aussi des efforts de construction.

Agir pour la réussite de tous, c'est aussi faciliter l'accueil des enfants porteurs de handicap. Nous faisons d'ailleurs remarquer que les effets d'annonce du Président de la République, là aussi, sur le plan autisme n'ont débouché sur rien de concret et qu'une fois de plus, c'est la Ville de Paris qui supportera les dépenses nécessaires à l'intégration des enfants autistes. Nous le ferons en responsabilité.

Agir pour la réussite de tous, Sylvain GAREL l'a dit tout à l'heure à juste titre, c'est également apporter notre soutien aux enfants sans papiers. Chaque jour, nous sommes, nous, élus de la majorité, parce qu'évidemment, c'est à nous que l'on s'adresse et pas aux élus de l'opposition, sollicités régulièrement par le réseau "Education sans frontières" au sujet d'enfants, d'adolescents, de parents d'élèves menacés d'expulsion. Chacun sait qu'on ne peut pas réussir à l'école lorsqu'on vit dans la peur. Or, pour ces enfants, l'école, c'est essentiel. Il y a donc un enjeu majeur à ce que nous continuions à soutenir ces enfants et leurs familles.

Ensuite, deuxième point, développer le périscolaire. Plus l'école est affaiblie, plus les attentes à l'égard du périscolaire grandissent. Sans nous substituer à l'éducation nationale, il nous revient d'amplifier nos efforts dans ce secteur et nous souhaitons en particulier qu'un effort soit fait pour jeter des passerelles entre les établissements culturels et l'école.

De plus, vous savez que le groupe communiste porte depuis longtemps l'idée d'un accueil avant l'école, qui correspond à une attente réelle des familles et en particulier des familles monoparentales et je me réjouis que cela figure dans la communication et dans les projets de notre prochaine mandature.

Troisième point, le soutien aux métiers de l'éducation. Dans un contexte où les métiers de l'éducation sont dévalorisés régulièrement…

M. LE MAIRE DE PARIS. - S'il vous plaît, pourriez-vous écourter ?

M. Ian BROSSAT. - Vous savez, la différence entre vous et nous - je m'adresse aux élus de l'opposition -, c'est que nous vous invitons à débattre à la fête de l'Huma et que vous nous chahutez pendant que l'on intervient. Comme quoi le sectarisme n'est pas toujours là où l'on croit.

(Mouvements divers sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Je parlais, et je m'adressais un peu à vous d'ailleurs aussi, du soutien aux métiers de l'éducation. Vous l'avez vu, le Ministre tente par tous les moyens de stigmatiser les enseignants. Le service minimum dans les écoles d'ailleurs, par-delà l'affichage, ne vise qu'à faire passer les enseignants pour des gréviculteurs et vise aussi à esquiver les vraies questions et les vraies inquiétudes que les enseignants expriment.

Nous souhaitons, comme la Ville l'a fait jusqu'à présent, que la Ville tienne bon dans ce domaine. Nous n'avons pas vocation à jouer le rôle de casseur de grève que le Gouvernement voudrait nous confier.

En tout état de cause, dans ce domaine, rien ne doit être fait sans les enseignants et sans leurs représentants. Je parlais du soutien que nous devons apporter aux métiers de l'éducation, je pense aussi aux animateurs que nous employons dans les écoles et je me réjouis que nous poursuivions notre plan de résorption de la précarité dans ce domaine.

Voilà quelques-unes des remarques que nous voulions faire sur cette communication que nous apprécions très positivement.

(Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Jean-François LAMOUR.

M. Jean-François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, à la lecture de cette communication, Monsieur le Maire, vous voulez nous faire croire une fois de plus que l'Etat se désengage de ses responsabilités en matière d'enseignement scolaire, que les réformes du Ministre de l'Education nationale sont à l'origine d'un contexte difficile.

On regrette alors de ne pas retrouver, dans la tonalité générale de votre communication, les propos de votre adjoint, Pascal CHERKI, qui évoquait dans les colonnes du Parisien, je le cite, "une rentrée satisfaisante".

Oui, Monsieur le Maire, cette rentrée a été réussie, mais rien n'y fait, comme d'habitude, vous n'avez de cesse de polémiquer sur une soi-disant inaction de la Municipalité entre 1995 et 2001. Mais les chiffres sont tenaces, Monsieur le Maire. En 2000, le budget consacré à ce secteur était de 482 millions d'euros sur un budget total de 5 milliards. En 2008, il n'est que de 222 millions d'euros sur un budget total de 7 milliards. 10 % du budget général en 2000 et seulement 3 % en 2008.

Vous nous dites que la réussite scolaire est plus que jamais une priorité de l'équipe municipale. Bien entendu, nous partageons tous cet objectif, mais, permettez-moi de vous le préciser, l'Etat aussi, à travers les réformes récemment engagées.

J'en veux pour preuve la semaine de quatre jours. Vous l'aviez déjà inscrite dans votre programme municipal en 2001, "Changer d'ère", mais jamais appliquée ces dernières années. Vous l'avez de nouveau promise pendant la campagne municipale de 2008…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, la réforme que j'avais proposée en 2001, c'était 4,5 jours. Ce n'est pas pareil.

M. Jean-François LAMOUR. - Vous avez fait un retrait en rase campagne après avoir lancé une consultation à laquelle d'ailleurs j'ai participé en tant que parent d'élève.

Mais à l'initiative du Président de la République et sous l'impulsion du Ministre de l'Education nationale, elle est mise en place pour cette rentrée 2008 et aujourd'hui, vous ne pouvez vous empêcher d'égratigner cette mesure, alors que, je vous le rappelle, 72 % des Français approuvent cette nouvelle organisation.

Cette réforme est d'autant plus utile que les deux heures dégagées pour la mise en place de la semaine de quatre jours sont réaménagées dans l'emploi du temps hebdomadaire pour du soutien scolaire, en particulier à destination des élèves en difficulté.

C'est une mesure à caractère social et solidaire que l'Etat a prise et que vous évoquez à peine dans votre communication, soulignant surtout les problèmes qui sont normaux, liés à son organisation.

En plus de ces deux heures de soutien hebdomadaire, les élèves en difficulté de cours moyens peuvent bénéficier des stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires. Je vous rappelle que c'est un vrai succès : 14 % des élèves de CM1 et CM2 y ont participé, tant et si bien d'ailleurs que les lycéens demandent maintenant l'application de cette mesure en leur direction. Ce sera fait à la rentrée 2009.

Quant à vos craintes relatives "au contenu pédagogique" - je vous cite encore dans votre communication -, on voit mal comment ces stages seraient contestables, puisqu'ils sont animés par les enseignants eux-mêmes, enseignants dont vous avez souligné à juste titre tout à l'heure l'engagement et la détermination.

La Ville aurait donc tort de faire obstacle à cette démarche plébiscitée par les parents et les élèves et qui a suscité chez les enseignants un nombre de candidats largement supérieur aux besoins.

A ce propos, vous nous indiquez que vos dispositifs sont régulièrement évalués, mais, Monsieur le Maire, pourrait-on enfin disposer des conclusions de ces évaluations ? La culture de la transparence, de l'évaluation et de la bonne information n'est malheureusement, visiblement, toujours pas votre priorité.

Mais la grande nouveauté de cette rentrée, Monsieur le Maire, c'est le service minimum d'accueil. Lors de l'annonce de sa création par le Président de la République, vous vous êtes montré pour le moins réticent ; j'ai même cru entendre - d'ailleurs, je l'ai entendu dans la bouche de Ian BROSSAT - votre adjoint utiliser l'expression "briseur de grève", comme si, finalement, vous étiez gêné par l'utilité évidente d'une telle réforme qui répond concrètement à une demande formulée de longue date par les parents d'élèves. 70 % des Français sont favorables à la mise en place de ce service minimum d'accueil.

La vraie question est de savoir aujourd'hui qui est le mieux placé pour organiser cet accueil. Ce sont les communes qui organisent déjà l'accueil des enfants le matin avant les cours et le soir après la classe, qui gèrent les centres de loisirs dans lesquels travaillent des animateurs qualifiés. Elles sont l'échelon territorial adapté pour assurer de façon ponctuelle l'accueil des enfants les jours de grève.

Vous pouvez même, si vous le souhaitez, déléguer l'organisation de ce service d'accueil aux caisses des écoles des arrondissements si elles en font la demande, comme la loi le permet, après que nous, Monsieur le Maire, Députés U.M.P. de Paris, ayons fait voter un amendement dans ce sens.

Nous serons particulièrement attentifs, Monsieur le Maire, à cette bonne coordination et à cette capacité que vous avez à déléguer cette organisation auprès des Maires d'arrondissement.

Sur le problème de responsabilité, Xavier DARCOS a tenu compte des observations de l'A.M.F. La loi est très claire à cet égard, elle prévoit que la responsabilité de l'Etat se substitue à celle de la commune.

A la lecture de la communication, et après vous avoir entendu, je note avec une certaine satisfaction que vous appliquerez la loi. J'en déduis, par conséquent, que les services de la Municipalité, en liaison avec ceux du Rectorat de Paris, collaboreront le plus efficacement possible.

Je pense également que vous aurez à cœur d'informer en temps réel tous les Maires d'arrondissement de cette mise en place coordonnée du S.M.A. Telle est d'ailleurs la motivation du vœu déposé par notre collègue Catherine DUMAS et cosigné par les huit Maires d'arrondissement U.M.P.

Monsieur le Maire, vous nous parlez de moyens également, mais votre bilan en matière scolaire parle de lui-même : sur les vingt-huit écoles supplémentaires ouvertes depuis 2001, seules deux l'ont été à votre initiative.

L'Etat a, quant à lui, accompagné cet effort en apportant les moyens humains en personnel enseignant. Entre la rentrée 2001 et la rentrée 2007, cinquante-trois classes ont été ouvertes. Et faut-il vous rappeler que Paris cette année fonctionnera avec onze classes supplémentaires alors que les effectifs globaux devraient être en légère baisse ?

Par ailleurs, pour ce qui est de l'accueil des élèves handicapés, dans les écoles et les collèges, vous annoncez un audit des collèges parisiens qui sera terminé cet automne et un plan pour le printemps. Pourra-t-on disposer des conclusions de cet audit et surtout, Monsieur le Maire, participer à l'élaboration de ce plan ?

C'est un dossier très sensible et prioritaire qui nécessite la concertation la plus large possible et des dotations budgétaires nouvelles. Nous attendons évidemment, dans le cadre de la séance des orientations budgétaires présentées au prochain Conseil de Paris, que vous nous fassiez dans ce domaine des annonces fortes.

Enfin, dans un souci d'égalité de traitement de tous les collégiens, vous avez établi des critères de répartition des crédits entre les collèges pour maintenir un niveau d'équipement homogène. Ces critères intègrent entre autres le nombre d'élèves et la superficie du collège, mais là aussi est-il possible de les connaître précisément ? Votre adjoint en charge de ces dossiers nous dit, dès qu'il en a l'occasion, qu'il est disposé à nous transmettre toutes ces informations. Qu'il le fasse, nous en serions évidemment particulièrement satisfaits.

Vous annoncez également, entre autres, des mesures de valorisation pour certains personnels, en particulier des agents spécialisés des écoles maternelles, la titularisation et la contractualisation pour les animateurs de la Ville, mais à quel coût, Monsieur le Maire ? Là aussi, dans le cadre de la séance sur les orientations budgétaires, nous souhaitons que vous y répondiez particulièrement précisément.

Quant à votre politique périscolaire, le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne nous fait pas rêver, même si vous croyez judicieux de nous rappeler votre effort sans précédent en la matière. Encore une fois, vous prétendez que rien n'existait avant 2001, mais c'est finalement assez lassant parce que c'est tout simplement faux. Dois-je vous rappeler "Action collégiens" ? Vous entendez reconduire ce dispositif, c'est une bonne chose. Il a été créé d'ailleurs à l'initiative de Claude GOASGUEN, qui était chargé des Affaires scolaires à l'époque.

Mais il est frappant de constater à quel point votre communication manque d'opérations événementielles visant justement à développer la créativité des écoliers parisiens. Ne peut-on pas, par exemple, imaginer de la même manière que le dispositif "Paris invite les enfants à lecture" qui avait permis à 23.000 écoliers de CE1 de recevoir un chèque livre, que vous organisiez une opération interactive à partir de l'utilisation d'Internet à l'école qui pourrait s'appeler les "Olympiades de l'Internet" en lien avec des établissements européens.

Tout ce que vous nous proposez, c'est la reconduction des dispositifs existants, tels que les "samedis matins sans classe" et les "ateliers bleus". Monsieur le Maire, c'est un peu court.

Vous réalisez également - je l'ai entendu tout à l'heure - que Paris est en retard pour accueillir les enfants le matin avant les cours. Mais pensez-vous vraiment qu'il soit utile d'effectuer une analyse des besoins réels et d'expérimenter un dispositif ? C'est trop de précautions, Monsieur le Maire. Je ne comprends pas une telle lenteur alors qu'il y a urgence à le rendre opérationnel.

Pour conclure, Monsieur le Maire, je veux aborder un autre sujet de préoccupation majeure : la scolarisation des enfants de moins de trois ans. Les quelques lignes de votre communication ne sont pas suffisantes pour traiter ce dossier sensible. La médiatrice de la Ville de Paris d'ailleurs, que vous venez de nommer, Mme Claire BRISSET, alors qu'elle était défenseur des enfants, a elle-même parlé de maltraitance, Monsieur le Maire, pour qualifier l'accueil des moins de trois ans en milieu scolaire.

Je vous propose donc, pour éviter toute polémique inutile, la constitution d'un groupe de travail ouvert à l'opposition. Nous débattrons sans tabou de cette question importante, afin d'être en mesure de faire des propositions concrètes et adaptées aux Parisiens pour la rentrée 2009.

Voilà, Monsieur le Maire, pour conclure, c'est une communication bien terne au regard des défis que doivent relever les jeunes Parisiens et leurs parents. J'aurais aimé percevoir un autre souffle et surtout une grande ambition porteuse de dynamisme, de créativité, à l'image de cette citation de Benjamin Franklin : "Tu me dis, je te lis, tu m'enseignes, je me souviens, tu m'impliques, j'apprends".

Eh bien, Monsieur le Maire, je veux que la Ville s'implique plus et mieux, et autrement, pour que nos enfants apprennent.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame Marinette BACHE, vous avez la parole.

Mme Marinette BACHE. - Monsieur le Maire, notre Municipalité peut s'honorer d'avoir engagé dès 2001 une politique éducative de grande envergure, audacieuse, efficace et responsable. Ce qui nous a permis, cette année encore, de bien accueillir les jeunes Parisiens dans nos établissements scolaires.

Car, chers collègues, nous faisons face. Oui, nous faisons face pour permettre à tous nos enfants l'accès à la réussite par l'école publique. Mais nous faisons face aussi aux attaques sans précédent portées par le Gouvernement depuis six ans contre l'école de la République : moins d'heures de cours, donc moins d'enseignants, moins de moyens donc moins d'égalité des chances. L'engrenage fonctionne et le choix politique est clair.

Cette politique-là, celle de la droite, est l'exact contraire de ce que nous construisons à Paris depuis 2001: je veux parler du projet éducatif impulsé alors par notre collègue Eric FERRAND, poursuivi aujourd'hui par notre Municipalité et votre adjoint M. CHERKI.

Votre communication le souligne parfaitement. Les efforts ont été immenses pour la rénovation des locaux, pour donner un statut aux animateurs, pour la formation des agents, l'encadrement des élèves, les équipements mis à leur disposition et à ceux des enseignants. Et mon groupe se félicite de la poursuite de cette dynamique qui a replacé l'école au cœur de la cité et de son avenir.

Un avenir menacé cependant par une énième déclaration fracassante du Ministre de l'Education nationale, cette fois sur l'école maternelle. Que de mépris, que de méconnaissance du terrain ! A moins que ce ne soit l'annonce du futur coup de grâce porté à une partie importante de cette institution républicaine.

A maintes reprises, dans notre Assemblée, mon groupe a tenu à réaffirmer haut et fort, son attachement à la maternelle, à ces enseignants et au travail exceptionnel qui y est accompli. Nous militions même pour la scolarisation dès avant l'âge de trois ans, c'est une question d'enjeu social et éducatif, ces deux notions étant indissociables.

Mais, mes chers collègues, le pouvoir national poursuit lui un autre objectif : transférer aux collectivités la garde - je dis bien la garde, il n'est plus de référence à l'école - des enfants avant six ans dans des haltes-garderies ou des jardins d'enfants. Eh bien, non et non, ce n'est pas acceptable, et nous nous battrons pied à pied pour maintenir notre système national, ce système exceptionnel dans le premier sens du terme, que l'on observe de l'étranger mais que l'on s'emploie en France à essayer de détruire.

De plus, tout cela est une absurdité économique et sociologique, comme vient de le démontrer la Cour des comptes qui souligne qu'en raison du désengagement déjà effectif du Ministère de l'Education nationale, le taux de scolarisation des deux à trois ans a diminué de 27 % entre 2003 et 2007, et qu'à la rentrée 2005, 5.000 enfants étaient en attente de scolarisation en maternelle.

Et, c'est toujours le rapport qui parle, cette évolution apparaît peu cohérente au regard de la bonne utilisation de l'argent public. Le coût par enfant est moindre s'il est accueilli en maternelle plutôt qu'en établissement d'accueil de jeunes enfants : 13.368 euros pour un accueil en établissement d'accueil de jeunes enfants contre 4.570 euros en maternelle.

Mais revenons à notre communication, et je n'aborderai pas tous les champs, je me contenterai d'en mettre quelques-uns en exergue. D'abord, je veux noter, après vous, Monsieur le Maire, les suppressions des postes et les fermetures de classe d'initiation qui touchent particulièrement les arrondissements populaires et les écoles en Z.E.P.

Si nous avons limité les dégâts et permis que la rentrée se déroule à Paris de manière correcte, nous ne le devons qu'à nous-mêmes et à l'ensemble de la communauté scolaire, au premier rang desquels les enseignants et les parents que je veux saluer ici.

Quelques mots sur les conséquences des dérogations, prérogative de l'Etat. Alors que notre travail et celui des équipes enseignantes commençaient à payer sur les élèves en Z.E.P., que va-t-il en être maintenant si on détruit la mixité sociale de leur recrutement à coup d'augmentation de dérogations ? Alors que l'on sait très bien que la reconquête des établissements, pour reprendre votre expression, Monsieur le Maire, reposerait à la fois sur le périmètre scolaire et sur la valorisation des enseignements par l'offre judicieuse et volontariste de certaines options.

Côté travaux, je veux souligner la construction de nouvelles écoles maternelles et élémentaires. Deux ouvertes cette année, ainsi qu'un collège et une importante programmation sur la mandature, poursuivant ainsi l'effort entamé depuis 2001. Je veux aussi insister sur la volonté de notre Municipalité d'entretenir notre patrimoine scolaire : quatorze opérations de travaux lourds, restructuration d'internats, 1.600 opérations de travaux réguliers d'entretien par an et de nombreux petits travaux. Tout cela est à noter et à comparer au désengagement de l'Etat dans nos universités, à l'état lamentable des bâtiments de Tolbiac, par exemple, que je vous invite à aller voir ; comment peut-on laisser nos étudiants travailler dans te telles conditions ?

Je profite de mon intervention pour vous interroger directement sur certains points qui restent à éclaircir pour notre groupe.

Tout d'abord, pour le second degré, pourriez-vous m'indiquer, si le plan collèges, dessiné il y a trois ans, sera développé ? Avez-vous un calendrier ?

Ensuite, s'agissant des élèves handicapés, si nous avions bien noté la poursuite de l'augmentation du forfait pour les élèves en Z.E.P. et hors Z.E.P., nous devons constater la stagnation du forfait supplémentaire en cas d'intégration d'un élève handicapé.

Troisièmement, dans le 11e arrondissement, il avait été très largement débattu, avec les parents, les enseignants et les élus locaux, de la création à l'horizon 2010 de la grande bibliothèque enfantine de Belleville sur une partie du groupe scolaire du boulevard, cet équipement ayant pour vocation d'apporter des moyens scolaires et périscolaires rayonnant sur l'Est parisien, au service des enfants, de la culture, du livre et de la langue française. Il n'en est pas fait mention dans votre document ; pourriez-vous nous confirmer le maintien de ce projet ?

Enfin, les petits Parisiens scolarisés bénéficient pour leur scolarité de la surveillance de 232 écoles par des vacataires de la D.P.P., dispositif particulièrement apprécié des parents et que notre programme municipal prévoit d'étendre à 268 écoles supplémentaires, ainsi qu'aux collèges sensibles, sous une forme appropriée. Nous souhaitons bien sûr que ces engagements soient tenus le plus vite possible.

Vous me permettrez enfin trois remarques.

La première concerne la possibilité d'un accueil du matin dans les écoles. Ce sujet, comme vous le savez, est extrêmement sensible. Il doit bien évidemment faire l'objet d'un examen attentif, sans oublier quiconque et il s'agit de bien peser les enjeux. Cela implique que les agents de la Ville, c'est-à-dire le service public, soient pleinement associés à cette réflexion. De la même manière, les parents doivent être entendus, comme doivent être entendus les spécialistes - chronopsychologues -, qui alertent sur la tendance néfaste consistant à augmenter l'amplitude horaire quotidienne de présence des enfants dans l'école.

La deuxième concerne la suppression, sans débat, du samedi matin, que vous dénoncez à juste titre. Nous savons que cette affaire du samedi a toujours fait remous dans la Capitale et vous aviez intelligemment permis, Monsieur le Maire, dès 2003, l'instauration de la classe un samedi sur deux et l'organisation d'ateliers périscolaires les samedis sans classe. Dès lors que tous les samedis sont libérés, ne pourrait-on pas organiser le dispositif chaque samedi matin ? Rappelons que si certains ateliers ont connu un effectif modeste, d'autres, notamment dans les quartiers en Z.E.P., rencontrent de grands succès. Avec un samedi sur deux sans rien, ces ateliers risquent de perdre leur sens, certains enfants restant sans autre possibilité d'activité.

La dernière remarque concerne la fin de votre communication, je cite : "L'école, lieu d'éveil à la citoyenneté". Si, vous vous en doutez, nous partageons votre élan et vos convictions, il nous semble indispensable de faire attention à ne pas omettre le principe de laïcité, sans lequel l'école et la République ne seraient pas.

Nous savons que vous partagez cette conviction et que cela peut paraître évident à beaucoup dans cette Assemblée. Nous aimerions, au-delà des circonstances et de l'actualité, que ce principe soit rappelé avec force et constance.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. POZZO di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Comme tous les élus ici présents, notre groupe accorde une grande importance à cette rentrée scolaire. Il est primordial pour les enfants que l'atmosphère du début d'année soit apaisée et porteuse d'équilibre.

L'implication municipale dans ce domaine est essentielle et nous soutenons ses efforts marqués pour l'amélioration de l'éducation dans notre ville, même si, comme nos collègues de l'U.M.P., nous les trouvons insuffisants.

De manière générale, cette rentrée s'est faite dans un esprit de consensus et nous n'avons pas à déplorer de problèmes particulièrement sensibles. Nous aurions en revanche apprécié que vous ne teniez pas cet habile langage politique, avec des affirmations subliminales, telle la fameuse réduction de postes dans l'Education nationale. Nous savons que les 11.200 postes supprimés cette année sont directement liés à la baisse de la démographie et qu'ils affectent en réalité le second degré et non le premier degré. Il n'y a pas eu de postes supprimés à Paris pour cette rentrée 2008, ce que vous traduisez par : aucun poste supplémentaire n'a été attribué à l'Académie de Paris pour cette rentrée.

Votre communication soulève toutefois deux points de polémique en dehors de celui-ci qu'il nous semble opportun d'éclaircir.

D'abord, sur l'application de la loi sur le service minimum d'accueil dans les écoles et ensuite, sur votre opinion sur la scolarisation des enfants de moins de trois ans, sur laquelle nous divergeons et sur laquelle nous vous demandons d'être très prudent.

Sur le premier point, il nous paraît indéniable que la loi sur le SMA pendant le temps de grève est une véritable avancée, à la fois pour les enfants qui ne se voient pas privés d'un encadrement, et pour les parents qui n'ont plus à se soucier de trouver des solutions impossibles dans l'urgence.

Le SMA est bien la réussite d'un esprit de dialogue et de responsabilité. Il est vain et inutile de vouloir mener une polémique sur ce sujet : les Parisiens ne le comprendraient pas. Le SMA n'est pas un service minimum d'enseignement, mais un service minimum d'accueil. C'était, je vous le rappelle, et mon collègue LAMOUR l'a rappelé, une mesure très attendue des familles. Selon le sondage exclusif réalisé par le CSA pour le Parisien et I-TELE, 60 % des Français estiment qu'il s'agit d'une bonne initiative. Ce pourcentage atteint 69 % chez les femmes, celles-ci étant souvent les premières à devoir organiser la garde de leurs enfants. Ce dispositif d'accueil est crucial pour toutes les femmes qui élèvent seules leurs enfants, pour toutes les familles, tout particulièrement pour les familles modestes, quand elles ne peuvent compter sur la solidarité familiale.

Voici une mesure vraiment sociale dont vous devriez vous réjouir. La Municipalité est appelée à participer à la mise en place du SMA. Pour assurer cette mission, elle n'est pas seule. Cette mission s'effectue en concertation avec le Rectorat et sa mise en place doit être le fruit d'un travail en amont. Nous souhaitons qu'il se fasse dans un bon esprit, dans un esprit de responsabilité et dans l'intérêt des écoliers parisiens.

Il n'est pas bon, Monsieur le Maire, de présumer d'une mauvaise volonté de chacune des parties, ni de votre part, ni de celle de l'Académie, ni de celle d'éventuels enseignants grévistes. Nous souhaitons que ce travail soit effectué dans un bon esprit républicain, d'autant plus que dans la loi instituant le SMA, toutes les garanties juridiques et financières réclamées par les communes ont été accordées, en particulier en matière de responsabilité, de qualification des personnels d'accueil, de seuil d'absentéisme professoral pour le déclenchement du système de compensation.

Le SMA est aussi un filet de sécurité : il ne porte d'obligation qu'en direction des communes qui n'ont pas encore prévu un tel dispositif. Que Paris fasse partie de ces municipalités, c'est cela qui est difficilement incompréhensible.

Sur le point de la scolarisation des enfants de moins de trois ans, vous proposez de multiplier l'offre de scolarisation. Vous fondez votre projet sur des affirmations que je considère un peu péremptoires. Nous les contestons, car dans ce domaine, il faut être très prudent. Le mode le plus pertinent de socialisation et de scolarisation pour les enfants de moins de trois ans n'est pas encore tranché. Pourquoi faire le choix de scolariser ces enfants au lieu de privilégier la mise en place de structures de crèches, plus adaptées ?

A deux ans, un enfant a besoin d'une attention toute particulière ; il aborde une période de transition tout à fait cruciale entre la très petite enfance et l'âge de trois ans ; il vit une phase complexe de sa construction ; il perfectionne son langage ; il développe des jeux et des dessins spontanés, ainsi que son imagination.

Mais c'est aussi la maîtrise de son agressivité qu'il acquiert. Il lui faut un cadre reposant et favorable au calme, des activités, des personnels d'accompagnement et du matériel spécialement adapté.

Ce n'est pas dans une classe de 25 ou 30 enfants que l'on peut satisfaire de tels besoins : un instituteur seul, malgré son courage et sa bonne volonté, même aidé d'une assistante, ne peut pas favoriser au mieux le développement du jeune enfant. Les chiffres de l'I.N.S.E.E. démontrent que les élèves scolarisés à deux ans ne réussissent pas forcément mieux que ceux entrés à l'école maternelle à trois ans. 86 % des élèves scolarisés à l'âge de deux ans entrent à l'heure ou en avance en sixième contre 82 % pour ceux scolarisés à trois ans, soit un écart de quatre points seulement.

Les pédopsychiatres alertent fortement contre les éventuels effets néfastes d'une entrée trop précoce à l'école. Elle pourrait se traduire notamment par des réactions de solitude, d'inhibition ou d'agressivité qui se développeraient à l'adolescence sous la forme de conduites dépressives, addictives ou violentes.

Nous ne pouvons et ne voulons pas laisser des enfants encore trop fragiles entrer dans l'arène de l'école si peu adaptée à leurs besoins.

En mettant un enfant de deux ans à l'école, on voudrait exiger de lui qu'il soit propre avant que la maturation biologique ne le permette. La crèche répond à ses besoins, elle a été conçue pour relayer la cellule familiale et assumer la liaison avec l'entrée à l'école à trois ans quand l'enfant est déjà plus solide et plus apte à affronter la socialisation massive qui l'attend.

Tout est étudié pour favoriser au mieux le développement du jeune enfant : matériel de jeux, configuration des salles, proximité immédiate des sanitaires, nombre des personnels, cadre et structure relayant ceux des familles.

On argumente souvent pour vanter la scolarisation des deux ans parce qu'elle serait souhaitable et favorable aux enfants issus de milieux sociaux défavorisés. Nous entendons bien cette opinion, elle est d'ailleurs justifiée et nous ne contestons pas son fondement, mais pourquoi vouloir la généraliser à tous les enfants quand nous en connaissons les dangers ?

Si le choix des familles est de scolariser les enfants dès deux ans ils doivent le faire en connaissance de cause et en sachant l'alternative offerte par les crèches.

(Mme Anne HIDALGO, première adjointe, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

Cette scolarisation n'est pas opportune pour tous les enfants et pour toutes les écoles. L'initiative publique qui doit intervenir est la création de crèche, c'est votre domaine en cohérence avec les besoins réels de chacun.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur POZZO di BORGO.

Mme Anne-Christine LANG a la parole.

Mme Anne-Christine LANG. - Merci, Madame la Maire.

Mes chers collègues, outre les réductions drastiques du nombre de postes d'enseignant, les réformes controversées des programmes et des rythmes scolaires ainsi que l'instauration du service minimum dans les écoles, cette rentrée scolaire aura été marquée en ce qui concerne le second degré par les modifications du système d'affectation dans les lycées et l'assouplissement de la carte scolaire dans les collèges qui a été amorcée l'an dernier mais n'est devenue véritablement effective que cette année.

On commence donc à pouvoir mesurer les effets de l'assouplissement de la carte dans les collèges et notre collectivité se voit aujourd'hui confrontée à une situation préoccupante de déséquilibre et de forte concurrence entre les collèges parisiens qui, si elle n'est bien sûr pas nouvelle, se trouve aujourd'hui nettement amplifiée.

Comme il fallait s'y attendre, les demandes convergent toujours vers les mêmes établissements : ceux qui ont bonne réputation, que l'on dit bien fréquentés, qui proposent des options variées, cotées, valorisantes et qui sont en général les plus proches du centre de Paris.

A l'inverse et on le voit dans les arrondissements, certains collèges sont de plus en plus délaissés et menacent de se ghettoïser.

Dans mon arrondissement par exemple, le 13e, certains collèges et un en particulier, le plus excentré, a perdu cinq classes en cinq ans et fait clairement les frais d'une stratégie d'évitement de la part des familles quand d'autres affichent des classes de 30 et refusent des élèves.

Rien de bien nouveau me direz vous, c'était déjà le cas avant l'assouplissement de la carte. Certes, mais la suppression de la carte scolaire n'a fait qu'aggraver le phénomène. En autorisant les bons élèves boursiers à fuir certains collèges, on entérine l'idée que ce sont de mauvais établissements pour lesquels il n'y a plus rien à faire, où l'on ne peut pas suivre une scolarité normale, où l'on ne peut pas être un bon élève.

On renonce tout simplement à tout mettre en œuvre pour tirer les collèges vers le haut, on cautionne la hiérarchie et la concurrence entre les établissements.

Non pas qu'il ne faille pas permettre aux élèves prometteurs issus de milieu défavorisés d'étudier dans les meilleures conditions et de poursuivre leurs études, y compris dans les filières les plus sélectives de l'enseignement supérieur.

Les expériences d'ouverture sociale menées par de nombreuses grandes écoles, dans le prolongement de ce qu'a initié "Science Po" avec les conventions d'éducation prioritaire, ont le mérite de permettre à des jeunes qui n'en auraient jamais eu même l'idée, de poursuivre leurs études après le bac, d'intégrer une classe préparatoire et une grande école.

Le taux de jeunes issus de milieux défavorisés dans les grandes écoles n'a jamais été aussi bas et la volonté de restaurer l'ascenseur social, même si ce n'est encore que pour très peu d'élèves, n'est en soi pas condamnable.

Ce qui est condamnable en revanche, c'est de ne rien faire pour tous les autres, pour l'ensemble des élèves défavorisés. Le problème, c'est que sous prétexte d'en sauver quelques uns, on a tout simplement renoncé à la démocratisation globale du système éducatif.

Ce n'est pas en proposant à une poignée d'élèves, ceux qui l'auront mérité, de prendre le bus tous les matins pour fuir un collège considéré comme sinistré que l'on résoudra la question de la démocratisation de l'école.

La tâche est évidemment ardue mais la mixité sociale nous semble être un objectif constant pour lequel il faut se battre sans relâche.

Bien sûr, il y a des établissements difficiles où la plupart des élèves cumulent toutes les difficultés, de tous ordres et ce sont précisément ces établissements sur lesquels on doit concentrer les moyens.

Dans de nombreux cas, on constate au contraire que les moyens vont toujours aux mêmes, à ceux qui sont déjà bien dotés et auxquels on propose en plus une sixième bilingue, une classe européenne, du russe ou bien encore du chinois afin de les rendre encore plus attractifs pour les familles qui délaissent évidemment les collèges en difficulté auxquels on ne propose rien ou pas grand-chose.

Nous sommes aujourd'hui dans une situation de vive concurrence où certains Principaux de collège consacrent le plus clair de leur temps à tenter d'obtenir une ou deux options au Rectorat et craignent à chaque rentrée scolaire de voir les famille bouder leur établissement et de voir ce dernier se transformer en ghetto.

La hiérarchie est instaurée à tous les niveaux, non seulement entre les collèges d'un arrondissement mais aussi au sein des établissements dans lesquels on n'a de cesse de trouver des moyens, des subterfuges pour rétablir les bonnes classes au détriment des autres auxquelles on ne propose rien, ni projet ni option.

Sous prétexte de créer un collège pour tous ou pour chacun, on crée en fait un collège pour les mêmes.

Pascal CHERKI a décidé de se lancer dans une stratégie de reconquête de ces établissements en difficulté et d'engager une réflexion avec l'ensemble des partenaires sur cette question, ce dont nous nous félicitons.

En effet, la responsabilité des périmètres des collèges, assumée par les départements depuis la loi d'août 2004, ne peut en effet être dissociée de celle des moyens et des options qui sont la clef essentielle de l'équilibre et de l'égalité sur le territoire.

Accepter de définir les périmètres et laisser les autorités académiques distribuer seules les options et accorder les dérogations aux secteurs, ce serait accepter un marché de dupes.

En attendant, l'adjoint aux affaires scolaires a déjà mis en œuvre une aide accrue en direction des collèges en difficulté afin de rétablir l'égalité sur le territoire parisien.

La volonté de renforcer "Action Collégiens" et celle de mettre en place des contrats de réussite pour les collèges les plus en difficulté nous semblent aller dans le bon sens, tout comme les jumelages entre les collèges et les établissements culturels, les voyages scolaires et les projets culturels et sportifs qui pourront se développer dans les collèges grâce à l'intervention des associations de quartier.

Ce qui compte, c'est bien sûr de permettre à tous les élèves de collège d'apprendre dans les meilleures conditions possibles, de poursuivre leurs études et d'obtenir un diplôme, mais c'est aussi de faire en sorte que ceux d'entre eux qui sont les plus en difficulté puissent retrouver une meilleure estime et une meilleure image d'eux-mêmes.

Le film de Laurent CANTET qui a été projeté ici il y a quelques jours ainsi que l'immense succès qu'il a remporté nous en apportent la preuve incontestable. Cela nous conforte dans l'idée qu'il faut défendre ces collèges et ces enfants. Ils le méritent.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous remercie.

Monsieur BOUTAULT, vous avez la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Les conditions d'accueil des élèves dans les écoles de Paris sont l'une des priorités de la majorité municipale et en particulier des élus Verts parisiens.

Aussi, je crois qu'il est important de remercier non seulement les enseignants et les directeurs pour leur dévouement, mais aussi les agents de la Direction des Affaires scolaires pour leur mobilisation et le travail effectué qui a largement contribué à ce que cette rentrée se déroule au mieux pour les petits Parisiens.

Cependant, force est de constater que les décisions de l'Etat ne nous facilitent pas la tâche. En fin du dernier trimestre de l'année dernière, le Ministre de l'Education nationale a décidé de supprimer l'école le samedi matin, sans souci ni des rythmes de l'enfant ni de ce qu'il peut advenir des élèves qui y étaient accueillis.

Les parents qui travaillent sont mis devant l'obligation de trouver un système de garde alternatif sans aucune aide particulière.

Notons encore une fois que ce sont les familles les moins aisées ou les enfants les plus en difficulté qui, comme à l'accoutumée, font les frais de cette nouvelle donne.

Vous avez dit, Monsieur le Maire, dans votre communication que les maires d'arrondissement seront consultés sur les développements des activités culturelles et sportives les samedis matin.

C'est une bonne idée et je vous en remercie. Dans l'immédiat, le dispositif gratuit d'accueil et d'activité des samedis libérés est reconduit un samedi sur deux. C'est bien mais cela n'est pas suffisant. Il conviendrait que les écoles d'accueil déjà existantes soient dotées des moyens pour être en mesure de proposer des activités tous les samedis.

J'ai bien conscience que l'Etat, qui cumule déjà une dette de 300 millions d'euros à l'égard de la Ville, n'est pas, en la matière, le partenaire le plus disposé à fournir ces moyens. Cependant, la situation relève de sa responsabilité, mais je voudrais toutefois insister sur la relative urgence à avancer sur ce dossier, la rentrée scolaire étant déjà bien entamée.

Le service minimum d'accueil en cas de grève est une autre nouveauté de cette rentrée, qui s'impose comme une nouvelle charge pour notre collectivité territoriale. Là encore, il est significatif que l'Etat n'assume pas jusqu'au bout ses fonctions d'employeur en cas de conflit avec les enseignants et se décharge de sa responsabilité sur les élus locaux.

Cette nouvelle mission nous incombe, mais nous sommes mal à l'aise. La loi qui nous y contraints nous apparente à des briseurs de grève contre notre gré.

La légalité n'étant pas toujours synonyme de légitimité, nous nous sommes interrogés sur la nécessité de la désobéissance civique, qui aurait pu conduire les écologistes à s'opposer à la mise en œuvre de cette mesure. Nous prenons acte de votre décision, Monsieur le Maire. Nous comprenons que la place de l'enfant dans la société et notre considération pour les générations futures, plus encore que le désarroi des parents les jours de grève, ne nous laissent pas le choix.

Réunir les organisations syndicales pour débattre du mode d'application de cette loi me paraît essentiel. Les associations de parents d'élèves devraient, elles aussi, être consultées.

La scolarisation des enfants de moins de 3 ans semble également dans le collimateur du Ministre. Dois-je rappeler que les instituteurs de maternelle n'ont pas pour fonction essentielle de faire faire des siestes à des enfants et de changer leurs couches ? Quel mépris ! Le Ministre feint d'ignorer qu'une scolarisation précoce accroît l'égalité des chances.

Si cette mesure était décidée, ce sont encore les enfants des parents les moins favorisés socialement qui en feront en premier les frais.

Aussi le groupe "Les Verts" votera le vœu que le groupe socialiste a déposé à ce sujet.

Enfin, je terminerai sur la question de la restauration scolaire.

Le Grenelle de l'Environnement propose d'offrir aux élèves qui prennent leurs repas à l'école 30 % de produits bio dans l'assiette d'ici 2012. Et c'est bien naturellement, Monsieur le Maire, que vous reprenez cet objectif à votre compte. Nous vous aiderons à l'atteindre, mais force est de reconnaître que cela ne sera pas facile. Sans une mise en œuvre dans notre pays d'une réforme des aides de la P.A.C. résolument orientée vers les paysans qui travaillent en agriculture biologique, les filières bio auront du mal à se constituer et l'approvisionnement de nos restaurants scolaires sera difficile à assurer.

(M. le Maire de Paris reprend place au fauteuil de la présidence).

J'espère que, sur ce point, l'Etat se donnera les moyens de tenir sa parole. A défaut, ce Grenelle n'aura été décidément pas grand-chose d'autre qu'un show médiatique, un effet de communication sans contenu réel.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. LECOQ.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, il y a quatre ans, notre Assemblée avait adopté une délibération relative aux logements de fonction des directeurs et directrices d'école, à la suite d'un certain nombre de décisions juridiques qui imposaient à la Ville notamment de faire payer un loyer aux directeurs et directrices d'école. Vous savez, mes chers collègues, que cela avait donné lieu à un certain nombre de débats.

A la suite de ces débats, une carte de rattachement des logements de fonction correspondant aux différentes écoles a été établie par la Direction des Affaires scolaires et publiée au Bulletin officiel.

On a d'ailleurs constaté à cette occasion qu'un nombre non négligeable, environ 10 à 15 % d'écoles, n'avaient pas de logement de fonction qui leur soit rattaché et d'ailleurs, en l'occurrence, les deux arrondissements les plus déficitaires en la matière étaient le 19e et le 6e arrondissements. Depuis lors, un certain nombre de progrès ont été faits.

Mais je souhaitais surtout profiter de cette communication, Monsieur le Maire, pour vous demander où nous en étions sur la mise en œuvre de ce plan, car chacun sait, nous le savons tous, nous, maires d'arrondissement, appartenant à la majorité ou appartenant à l'opposition - et c'est une question très sensible qui dépasse, me semble-t-il, les clivages de notre Assemblée -, que ce plan a pris un peu de retard. Nous connaissons tous des situations difficiles, héritées pour un certain nombre d'entre elles du passé, où des personnes qui n'ont aucun droit occupent des logements de fonction. C'est soit le fait du passé, soit même c'est le cas d'attributions plus récentes où nous savons que certaines personnes, fils de ou amis de fils de directeur d'école, occupent des logements de fonction. J'en ai d'ailleurs un exemple dans le 6e arrondissement, et la directrice des Affaires scolaires le connaît bien, où, depuis quatre ou cinq ans, une situation inacceptable perdure.

Alors, je sais bien que la Ville n'a pas les moyens d'enquête de la police, et c'est bien normal. Je sais bien qu'elle ne peut pas tout faire, mais quand, manifestement, les preuves sont là, lorsque le maire d'arrondissement leur en a fourni, je crois qu'il est bon de mettre fin à cette situation.

Et je pars de cette situation particulière pour, plus généralement, Monsieur le Maire, vous demander où vous en êtes en ce qui concerne la mise en œuvre de ce plan. Des engagements avaient été pris. On devait en 2008 arriver à un certain nombre de résultats. Je souhaiterais que, soit aujourd'hui dans le cadre de ce débat, soit un petit peu plus tard - car je suis bien conscient que l'on ne peut pas, s'agissant d'un plan qui concerne plus de 500 écoles, y répondre rapidement -, l'adjoint au Maire et l'excellente Directrice des Affaires scolaires nous donnent toutes les informations nécessaires en leur possession.

Merci, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Excellente Directrice des Affaires scolaires et toute l'équipe autour d'elle qui fait de l'excellent travail.

Mme Léa FILOCHE a la parole.

Mme Léa FILOCHE. - Merci.

J'interviens sur cette communication notamment en tant qu'élue du 19e arrondissement, puisque, on l'a tous vu, le 19e arrondissement, depuis ces quelques semaines, ces quelques mois, a fait la une de l'actualité, mettant en lumière l'existence de besoins importants, que vous avez très bien relevés, Monsieur le Maire, dans votre communication, en matière de gestion du temps hors scolaire des jeunes.

Les élus du 19e travaillent actuellement activement à faire en sorte que ce temps-là soit le mieux traité et le mieux organisé possible.

On est souvent interpellés sur ce temps libre hors temps scolaire et, au-delà des questions sociales que posent ces incidents graves et au-delà des conséquences de l'augmentation de la pauvreté liée notamment aux politiques antisociales menées depuis des années dans ce pays, il nous faut pouvoir continuer à notre niveau à formuler des propositions concrètes, suivies d'actes pour que la jeunesse de notre ville trouve, par les structures que nous pouvons mettre à sa disposition, une offre d'activités variées et correspondant à ses attentes.

Tout ceci doit pouvoir se faire en lien et en parallèle avec la question strictement éducative. C'est pourquoi il me semblait important d'intervenir sur cette question ce matin.

Tout en gardant pour objectif clair que c'est l'intérêt des jeunes qui doit nous guider et non simplement l'occupationnel, que certains proposent, qui éviterait que ces mêmes jeunes ne restent à traîner dehors, je me permets d'intervenir parce que nos engagements pour cette nouvelle mandature nous ont fait formuler des propositions innovantes en matière de structure d'accueil permettant aux jeunes de s'y retrouver et de s'y investir. Ces lieux prenant en compte leurs demandes, leur permettant d'accéder à une autonomie intellectuelle, à une approche de la citoyenneté, à un engagement collectif, doivent aussi permettre aux adolescents de mener des activités variées et nouvelles et aussi permettre aux jeunes qui seraient exclus des cadres institutionnels que nous connaissons de pouvoir trouver des rails sur lesquels repartir.

La Municipalité, depuis 2001, a déjà largement créé ces lieux parallèles.

La DASCO, la D.J.S., la D.A.C. ont tout un tas de centres d'animation et ont pu répondre aux demandes croissantes des 13-18 ans, mais ces structures rattachées à ces différentes directions manquent malheureusement de lisibilité et de cohérence. Tous ces dispositifs importants sur nos arrondissements ont leur propre fonctionnement, avec leurs propres offres, ne se souciant pas toujours de ce que la structure d'à côté peut bien proposer.

En lien avec les choix imposés par l'Etat en matière d'éducation populaire, nous devons travailler à définir des objectifs clairs et coordonnés pour nos dispositifs, afin de les rendre plus lisibles pour les premiers concernés : les jeunes.

Et je terminerai sur le fait qu'un maillage construit en lien avec toutes les directions amenées à intervenir sur les questions de la jeunesse, tout en se basant sur l'échange et la confiance avec les jeunes concernés, doit pouvoir non pas régler tous les problèmes que nous connaissons mais permettre aux jeunes et aux familles de se retrouver entre tous les dispositifs, et ainsi, de mieux les utiliser.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Pour répondre à tous les orateurs, je vais donner la parole à Pascal CHERKI qui va faire une réponse globale mais pas trop longue. Très brièvement, après, Jean-Marie LE GUEN et Véronique DUBARRY diront un mot. Pascal répond pour l'ensemble, simplement, vous avez l'un et l'autre des précisions brèves à donner.

M. Pascal CHERKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Après ce débat assez riche et assez prévisible compte tenu des positions des uns et des autres, et c'est normal - je me réjouis que sur ce sujet, les différences entre la gauche et la droite apparaissent nettement -, je voudrais commencer par le point qui n'est pas le plus essentiel mais qui préoccupe de manière quasi névrotique la droite parisienne : la question du service minimum d'accueil qui ne concerne que six jours par an, puisque la moyenne des jours de grève est de six jours par an, pour leur répondre, non pas sur le fond, car on en a amplement débattu et les positions sont connues, mais sur deux aspects.

Le premier, la loi ne précise pas la nature des personnels auxquels nous devons avoir recours pour organiser cet accueil, mais le choix que nous avons fait, après discussion avec M. le Maire, est de prévoir des personnels formés pour accueillir les enfants : les ASEM et les animateurs, les personnels qui interviennent habituellement dans les établissements scolaires, qui sont des titulaires ou des contractuels de la Ville de Paris. Donc, il n'est pas possible, pour cette raison, de transférer la responsabilité de l'organisation de ce service aux mairies d'arrondissement. Ces personnels ont un statut Ville, il appartient à la Ville de Paris de les gérer et de prendre ses responsabilités.

La deuxième raison pour laquelle nous refusons de mettre en œuvre la faculté offerte par la loi - je dis bien la faculté, car les élus U.M.P. qui ont déposé l'amendement ne sont pas si naïfs que cela -, c'est l'égalité de traitement entre les Parisiens, parce que vous verrez, Monsieur LAMOUR, que ce Gouvernement, comme, avant lui, son prédécesseur, a l'habitude de transférer des charges sur les collectivités locales sans compenser financièrement intégralement et la compensation qui est prévue dans la loi ne sera pas intégrale pour la bonne et simple raison qu'il y aura toujours un décalage entre le nombre d'animateurs mis à disposition pour l'accueil et le nombre d'enfants qui seront réellement présents. Or, la compensation se fait sur la base des enfants présents.

Si vous en confiez la responsabilité aux caisses des écoles, ce sont celles-ci qui vont payer ce décalage. Or, je rappelle, Monsieur LAMOUR, que les caisses des écoles sont en partie financées par l'argent des parents et nous considérons qu'il n'est pas normal de faire supporter par les parents le financement de l'incapacité de l'Etat à assumer le dialogue social !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Notamment dans les arrondissements populaires, Monsieur LAMOUR, car les parents auront peut-être les moyens de le faire dans quelques arrondissements, mais je pense aux familles populaires dont soi-disant M. le Ministre de l'Education nationale se préoccupe tant qu'il met en place le service minimum d'accueil et je ne trouve pas normal qu'on leur fasse financer l'incapacité du Gouvernement à assurer un dialogue social normal. La Ville prend ses responsabilités sur la base du budget de la Ville de Paris.

On va revenir maintenant à ce qui est l'essentiel : le fond.

La question, tout d'abord, de la politique des moyens, beaucoup l'ont dit - Daniel ASSOULINE, Sylvain GAREL, Ian BROSSAT -, tout le monde a insisté là-dessus, comment pouvez-vous, Monsieur LAMOUR, considérer que l'Etat ne se désengage pas budgétairement ? 11.200 postes supprimés en 2008, 13.500 en 2009. Aujourd'hui, c'est la liquidation des réseaux d'aide et de soutien aux élèves en difficulté qui est à l'ordre du jour, puisque les 3.000 enseignants, les maîtres E et les maîtres G, ont été recentralisés dans des circonscriptions scolaires et risquent d'être ensuite désaffectés de leur tâche de soutien.

Mais pour une raison simple, ce n'est pas un procès d'intention, c'est M. FILLON qui le dit, c'est M. DARCOS qui le dit : il faut supprimer plus de 80.000 postes dans l'éducation nationale pour des raisons budgétaires, pas pour des raisons d'ordre démographique, Monsieur LAMOUR.

A tel point, Monsieur LAMOUR, que si la rentrée s'est bien passée à Paris, j'assume, nous avons eu 10 classes ouvertes en plus, à quel prix s'est-elle faite, Monsieur LAMOUR, puisque l'Etat n'a pas affecté de moyens supplémentaires ? Elle s'est faite au prix du fait que l'Académie a dû tirer sur la brigade de réserve ; neuf postes de la brigade de réserve ont dû être affectés en catastrophe pour l'ouverture des classes surnuméraires.

Cela veut dire quoi, Monsieur LAMOUR ? Cela veut dire qu'il y aura moins d'enseignants qui seront affectés au remplacement des enseignants malades et il y en a.

Et là, vous nous bassinez, je m'excuse de le dire, avec le service minimum d'accueil qui concerne six jours par an ! Mais le vrai service d'accueil pour les familles, c'est que les enseignants soient là toute l'année. Si vous diminuez les postes affectés, notamment les brigades de réserve, vous allez voir, et pas simplement à Paris, plein de jours de classe non assurés parce que les enseignants seront malades, cela arrive, et ne seront pas remplacés.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Sur la question des moyens, je dirai que le Gouvernement a comme mot d'ordre : "ce n'est qu'un début, continuons le combat !" et comment ne pas rattacher cela à l'offensive en règle qui est menée contre l'école maternelle ?

Qu'un Ministre de l'Education nationale ose dire que le rôle des enseignants n'est pas de changer des couches ou de faire faire la sieste aux enfants ! Quand on est Ministre de l'Education nationale, le premier des devoirs est de connaître le secteur dont on a la responsabilité.

Une telle méconnaissance est inquiétante et indigne de la part d'un ministre. Les enfants sont théoriquement censés arriver propres et je peux vous dire que la grande majorité des écoles maternelles refuse les enfants qui ne sont pas propres.

Quant à la sieste, on la fait en moyenne une heure par jour sur une scolarité quotidienne qui dure plus de six heures.

Considérer que les enseignants passent leur temps à changer des couches ou à faire faire la sieste aux enfants, c'est ne pas connaître la réalité de l'école maternelle dont on a la charge !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Or, Monsieur LAMOUR, il est bien connu que quand on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage et on voit bien la stratégie assez fine qui est mise à l'œuvre, à savoir expliquer que l'école maternelle ne sert à rien, qu'il faudrait des jardins d'enfants renforcés et, bien évidemment, derrière, transférer aux collectivités locales l'accueil des enfants de trois à six ans, alors que l'école maternelle, c'est le premier niveau de scolarisation dans ce pays.

D'ailleurs, sur la question de la scolarisation des enfants de moins de trois ans, très brièvement, Monsieur LAMOUR, il n'a jamais été dit de la part du Maire de Paris ou de la Ville de Paris que nous voulions tous les scolariser. Nous savons que c'est un sujet qui fait débat, mais nous savons aussi que la scolarisation des enfants de moins de trois ans est extrêmement positive pour une partie de ces enfants. D'ailleurs, en Bretagne, plus de 20 % des enfants de moins de trois ans sont scolarisés et je ne pense pas que les Bretons, Monsieur LAMOUR, soient des gens inconséquents, stupides, qui n'aiment pas leurs enfants et cela donne de bons résultats.

Donc si cela marche en Bretagne, je ne vois pas pourquoi cela ne pourrait pas marcher à Paris. D'ailleurs, nous avons les locaux, nous avons près de 70 classes pour le faire.

Or, la réalité, c'est que pour des raisons budgétaires, l'Académie nous a dit qu'elle refusait de le faire. Elle a arrêté ce processus en 2003, nous avons moins de 2 % des enfants scolarisés, nous sommes passés de 524 enfants scolarisés sur tout Paris à 399 parce que l'Académie a supprimé quelques-uns des rares postes qui subsistaient et là, oui, en effet, il y a un écart entre le discours soi-disant pro famille de ce Gouvernement et ses actes qui vont dans le sens contraire.

Comme vous l'avez dit, Monsieur le Maire, sur les programmes, on le voit aussi. Monsieur LAMOUR, comment pouvez-vous dire que ces programmes vont dans l'intérêt des enfants ? Concentrés sur la semaine de quatre jours, Monsieur LAMOUR !

M. le Maire a eu raison d'insister là-dessus, la France est le pays où nous avons le moins de jours de cours effectifs de classe, mais le plus d'heures pendant ces jours.

Je dirai que ce n'est pas parce que M. le Ministre de l'Education nationale vient du Sud-ouest qu'il doit vouloir gaver nos enfants comme des oies !

(Rires).

Nous savons qu'il y a une nécessité, si l'on veut lutter contre l'échec scolaire, de mener une politique combinée sur deux questions…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il est très bon !

M. Pascal CHERKI, adjoint, rapporteur. - … des rythmes adaptés aux enfants et une mixité sociale à l'école. Or, cela va à l'inverse…

Comment pouvez-vous dire, Monsieur LAMOUR, que les deux heures dégagées pour le temps scolaire vont être un plus pour les enfants ? Il n'y a même pas d'organisation nationale de ce temps scolaire. On aurait pu penser peut-être que l'on remette à ce moment-là les deux heures de soutien scolaire le mercredi matin.

Que dit l'Académie, qui est censée représenter l'Education nationale ? Elle considère qu'elle fera une organisation par défaut, c'est-à-dire qu'elle laisse chaque école faire comme elle veut.

Laissez chaque école faire comme elle veut, cela veut dire quoi, Monsieur LAMOUR ? Cela veut dire que nous avons des cas où nous aurons trois fois 40 minutes ou quatre fois une demi-heure le midi. Quelle est l'effectivité d'un soutien scolaire d'une demi-heure le midi quand on sait qu'il faut au moins un quart d'heure à l'enfant pour arriver, se concentrer et se mettre dans son sujet.

Tout cela est une gigantesque fumisterie et une façon très habile d'habiller une politique dont l'objectif n'est pas la lutte contre l'échec scolaire.

Venons-en maintenant à la politique de la ville.

Vous avez rappelé, Monsieur le Maire, un chiffre très important et je ne doute pas que mon collègue aux finances l'ait noté avec grand intérêt : la Ville de Paris a investi 120 millions d'euros par an dans la précédente mandature, ce qui a représenté un doublement de l'effort d'investissement réalisé jusqu'alors et ne s'est pas traduit simplement par la livraison de collèges ou d'écoles neuves qu'il faudra poursuivre en corrélation avec les besoins démographiques et notamment les livraisons de logement - car il ne s'agit pas de construire pour construire mais de construire pour anticiper et répondre à des besoins démographiques – mais également, bien évidemment, par une augmentation de l'effort de l'entretien du patrimoine.

Nous effectuons 1.600 opérations de travaux par an dans nos 660 écoles ; cela représente quoi ? Des travaux sur l'amiante, sur le plomb, sur les toilettes, sur les logements des gardiennes et des gardiens, sur l'accessibilité, sur l'entretien des locaux, sur la création de nouveaux espaces périscolaires. Et c'est la fonction première d'une collectivité que d'entretenir son patrimoine et c'est un engagement qui sera poursuivi parce qu'il est nécessaire d'offrir un cadre solaire adéquat pour nos enfants dans des écoles qui soient adaptées aux besoins d'une éducation moderne.

A ce point, d'ailleurs, je me félicite de l'engagement qui a été pris dans le contrat de mandature d'amplifier l'effort en matière d'informatisation. Nous avons prévu d'affecter dans chaque école élémentaire un ordinateur pour dix élèves, ce qui représentera d'ici 2012, 8.500 postes informatiques. Dans ce domaine, Paris veut prendre un temps d'avance, de même que nous généralisons dans les collèges des environnements numériques de travail que nous testons cette année dans 7 collèges et nous livrerons en 2013 un collège tout numérique.

L'objectif est de pouvoir apporter aussi une solution concrète au problème lancinant du poids des cartables, qui ne se réglera pas, Monsieur LAMOUR, simplement par des effets d'annonce du Ministère. On aimerait bien à cet égard d'ailleurs, qu'il engage une politique vigoureuse en direction des éditeurs scolaires, pour que ceux-ci, eux aussi, se mettent à éditer en masse des formats électroniques des livres ; on peut le faire, il y a un marché pertinent.

Sur la question du périscolaire, pour aller très brièvement, beaucoup a été dit. Je voudrais remercier Eric FERRAND pour l'effort conséquent de déprécarisation des personnels et de formation de ceux-ci qui a été fait dans la précédente mandature.

Nous avons mis en place dans la précédente mandature une vraie filière d'animation. C'est très important et d'ailleurs cela a porté ses fruits en six ans : la fréquentation dans les centres de loisirs a augmentée de 25 %. Nous sommes passés de 20.000 à près de 26.000 enfants fréquentant ces centres. Et les Parisiens nous sont reconnaissants de la qualité qui doit être toujours améliorée de notre offre périscolaire.

D'ailleurs, c'est un des premiers actes que nous faisons en matière de politique sociale dans cette ville, car la situation difficile en matière de pouvoir d'achat qui affecte les Parisiens se retrouve dans la hausse de la fréquentation des centres de loisirs, + 12 % en juillet 2008, liée au fait que les familles partent moins en vacances désormais. C'est pour elles justement que nous allons faire des réformes de simplification, notamment le compte famille pour éviter qu'elles reçoivent vingt-cinq factures dans l'année. Cela a été dit.

Mais nous demanderons aussi la préinscription pour pouvoir mieux prévoir nos besoins et mieux affecter nos personnels. En effet, nous avancerons vers la question de l'accueil le matin. Et, Monsieur LAMOUR, je vous le dis, en évaluant les choses, car il s'agit de ne pas gaspiller les moyens, il y a des endroits où ce ne sera pas nécessaire et d'autres où il faudra le faire.

De même que pour le samedi matin. Nous avancerons, le Maire l'a dit, nous proposerons le plus rapidement possible des activités dans toutes les écoles où ce sera nécessaire, mais pas forcément sous forme municipale. Nous travaillons avec les associations de manière à pouvoir offrir une offre nouvelle dans ces écoles.

Je conclurai, Monsieur le Maire, je vous rassure, sur la question des collèges. Tout d'abord sur les dérogations : je n'ai rien à ajouter à l'excellente intervention de Anne-Christine LANG, car en effet il ne sert à rien de transférer au Département la responsabilité de faire la carte scolaire si on "dynamite" celle-ci par la multiplication des dérogations.

Je tiens à dire d'ailleurs que ce n'est pas que la faute de la Droite, nous avons nous-mêmes été coupables, en étant un peu faibles sur la question de l'assouplissement de la carte scolaire - je parle nationalement dans ma formation politique. Mais je voudrais tout de même donner un chiffre : il y a 25 % des familles parisiennes qui demandent des dérogations et dedans il n'y a que 6 % d'élèves boursiers.

Donc, si l'on m'explique que les dérogations sont liées à la mixité sociale, je réponds que ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai ! 30 % des demandes de dérogation sont motivées par d'autres motifs que les regroupements de fratrie, les demandes de boursier ou la volonté d'intégrer des collèges où il y a des classes spécialisées. Nous voyons donc bien que l'assouplissement de la carte scolaire est un levier dont se servent certaines familles pour quitter des établissements qu'elles n'estiment pas adaptés à leurs enfants.

Je pense qu'il y a deux stratégies : soit on ouvre les vannes, et dans ce cas nous aurons une carte scolaire à deux vitesses, soit - et c'est ce que je vais essayer de faire avec le Rectorat - nous travaillerons à la combinaison d'une offre scolaire adaptée, notamment dans les établissements dépressionnaires, des moyens et de la composition de la carte scolaire. Sinon à terme, la Ville - je le pense, c'est ma position - ne devra plus assumer la carte scolaire et renvoyer le Gouvernement à ses responsabilités.

Je terminerai en vous remerciant, Monsieur le Maire, de l'attention que vous portez au développement d'"Action collégiens" et en soulignant l'importance qu'il y a à amplifier l'effort sur les voyages. Les enseignants nous demandent qu'on les aide à faire des voyages scolaires, notamment dans le second degré. Je pense que c'est nécessaire pour l'ouverture culturelle et qu'en même temps cela permettra de donner une conscience européenne.

Je sais, Monsieur le Maire, que nous y sommes attachés. Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - J'ai beaucoup apprécié, y compris la dernière phrase, Pascal. Je ne regrette vraiment pas de vous avoir proposé les Affaires scolaires.

La parole est très brièvement à M. Jean-Marie LE GUEN.

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - Très brièvement après l'excellente intervention de Pascal CHERKI.

J'ai simplement noté, dans plusieurs interventions de nos collègues de l'opposition municipale, un discours que je trouve très dangereux s'agissant de l'accueil des jeunes enfants.

Je crois qu'il y a aujourd'hui un consensus scientifique très puissant pour dire que les conditions d'accueil du jeune enfant sont un des éléments déterminants à la fois de la capacité de chacun de se réaliser plus tard dans la société, mais aussi de réaliser l'égalité réelle et le véritable ascenseur social dans notre société.

C'est pourquoi nous avons souvent prôné l'idée d'un service public de la petite enfance. Or, plusieurs de nos collègues interviennent en parlant d'enfant que je dirais "médian". En fait, l'image qu'ils projettent est surtout celle d'un enfant qui est issu des classes les plus favorisées. Et on voit aujourd'hui dans le discours de l'opposition municipale, repris d'ailleurs au Gouvernement, une vision qui développe une offensive contre l'école maternelle - Pascal CHERKI le rappelait - et aussi, j'allais dire un certain nombre de discours qui visent à retarder la socialisation de l'enfant, et la socialisation y compris en milieu éducatif.

Il est aujourd'hui prouvé à tous points de vue que pour les enfants, notamment des classes défavorisées, et à ce moment-là... Mais mon cher collègue, l'école, l'instruction obligatoire, est à six ans ; elle est au cours élémentaire et préparatoire. Donc, laissez développer et favoriser, pour les écoles maternelles notamment, ou pour l'accueil de la petite enfance d'une façon plus générale, des politiques qui sont des politiques d'égalité réelle, c'est-à-dire qui vont aider notamment ces enfants qui sont en situation de difficulté. Ne développez pas un discours qui laisse accroire qu'en restant dans leur famille tout ira bien lorsque ces familles en question rassemblent parfois deux ou trois enfants dans un logement et où la mère, parfois célibataire, plus souvent que le père en l'occurrence, est amenée à travailler à temps partiel dans de difficultés sociales très difficiles.

Notre rôle, et c'est l'action de la Municipalité, est de défendre une certaine conception de l'accueil de l'enfant, est de mettre en œuvre effectivement un combat pour l'égalité réelle. Donc, n'essayez pas de promouvoir une image idyllique qui ne correspond qu'à des discours et des rationalités scientifiques tout à fait minoritaires et qui ne correspond qu'à une petite partie des enfants parisiens.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur LE GUEN.

Monsieur GOASGUEN, vous n'êtes même pas inscrit dans ce débat !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je sais bien que vous êtes au mieux avec Ségolène ROYAL. Demandez-lui ce qu'elle a fait ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous le confirme !

Il y a quelque chose d'assez révélateur : quand vous dites des choses qui ne nous plaisent pas, on écoute. On écoute, cela s'appelle la démocratie ! Et vous, dès qu'on vous répond dans un débat contradictoire, cela vous agace ! Le débat sur la rentrée est terminé.

Maintenant, Madame DUBARRY.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - J'ai demandé la parole.

M. LE MAIRE DE PARIS. - On verra après si je vous la donne : il y a un règlement. Nous verrons. N'ayez pas ce tempérament qui consiste à remettre en cause notre ordre démocratique.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - C'est un comportement fougueux !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Oh, fougueux…

Allez, Madame DUBARRY, qui a une vraie fougue utile.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais vous donner quelques chiffres et vous faire part des difficultés que je rencontre en tant que présidente de la Maison départementale des personnes en situation de handicap.

La M.D.P.H., par le biais de sa commission d'accès au droit tel que prévu par la loi de février 2005, a rendu un certain nombre d'arrêtés pour l'aide à la scolarisation d'enfants en situation de handicap. 896 élèves sont concernés par ces décisions et, voyez-vous, mon problème, en tant que présidente de la M.D.P.H. et en tant qu'adjointe au Maire en charge des personnes en situation de handicap, est que pour répondre à cette demande, je ne dispose que de 285 personnes, données de l'Education nationale. Cela veut dire que les grandes annonces du Ministre sur les je-ne-sais-plus-combien d'enfants en situation de handicap scolarisés en milieu ordinaire, "c'est du flan !" Excusez-moi d'être aussi abrupte, mais c'est juste faux.

Dans les familles parisiennes, des enfants en situation de handicap n'auront pas accès à la scolarisation, car il n'y aura pas de personnel dédié par l'Education nationale mis dans les classes. Par ailleurs, les classes spécialisées - les U.P.I. et les C.L.I.S. - sont toutes complètes.

M. Jean-François LAMOUR. - Qui a mis en place ces classes ? Est-ce nous ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Du calme, Monsieur le Président, respectez la démocratie ! Respectez un Exécutif légitime qui vous répond : c'est la moindre des choses ! Comme je respecte votre parole quand vous la prenez au nom de votre légitimité. La nôtre vaut bien la vôtre.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - On donne de faux espoirs aux parents d'enfants en situation de handicap qui, du coup, sont en train de prendre eux-mêmes les choses en main. C'est exactement ce qui se passe au niveau parisien en ce qui concerne l'autisme. Le Plan autisme qu'a mentionné Ian BROSSAT tout à l'heure ne se traduit effectivement, pour l'instant, par rien de concret et les parents ont décidé de créer un certain nombre d'associations, de créer des structures innovantes. A l'heure actuelle, ils ne sont soutenus que par la Municipalité parisienne, et absolument pas par l'Etat. Voilà les réponses que nous apportons pour les enfants en situation de handicap, seuls, et nous y consacrons et nous continuerons à y consacrer des budgets conséquents.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes "Les Verts" socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et du Mouvement républicain et citoyen).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mes chers collègues, la conférence d'organisation répartit les temps de parole.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - J'ai cinq minutes, car je suis maire d'arrondissement, et dans le règlement il est dit que...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Cette conférence d'organisation répartit les temps de parole. Bien sûr que la majorité et l'opposition ne disent pas la même chose, mais vous ne pouvez pas, Monsieur GOASGUEN, empêcher le fait que le dernier mot revient à l'Exécutif, ce qui est légitime. Vous essayez toujours de reprendre la parole derrière. Comme je suis très laxiste, je vais vous la donner très brièvement, mais acceptez un peu d'organisation collective de cette Assemblée. Exceptionnellement, deux mots à M. GOASGUEN.

Vous voyez ! La majorité n'est pas contente !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Ils ont raison de ne pas être contents. Il faut que ce Conseil vive, sinon on va s'ennuyer.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Non, on ne s'ennuie pas, ne vous inquiétez pas.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - On peut dire tout ce que l'on veut sur les enfants de deux ans à l'école, mais il faut connaître le dossier un minimum.

Permettez-moi de vous dire qu'à l'Education nationale, cela ne s'est pas passé comme cela. Lorsque ce dossier des enfants de deux ans à l'école a été annoncé par Mme Ségolène ROYAL, elle a fait une annonce qui n'a été suivie par rien. Je vous répète…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Faite une motion.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Monsieur le Maire, puisque vous avez tant d'idées sur les enfants de deux ans, nous proposons depuis dix ans que la Mairie de Paris organise des jardins pédagogiques. Vous en avez montés quelques-uns, vous en avez fait dans un certain nombre de résidences. La Municipalité précédente les a montés, pourquoi ? Pourquoi la Mairie de Paris ne fait-elle pas une action pédagogique indépendante de l'Education nationale dans le cadre des enfants de deux à trois ans ?

Expliquez-moi pourquoi !

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Un peu de temps perdu, car il vous a été répondu tout à l'heure très clairement.

La parole est à M. LECOQ.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Je voulais simplement rappeler que M. CHERKI n'a pas répondu à mon interrogation.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Certes, mais il vous a dit qu'il vous répondrait plus tard !

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Non, c'est moi qui l'ai dit.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Soit, nous l'avons entendu.

M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement. - Vous nous ferez un point sur le plan de rattachement et je vous en remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - M. CHERKI répondra, mais comme M. LECOQ le lui avait proposé : pendant son temps.

Nous avons à voter, non pas la communication qui n'est pas soumise au vote, mais deux vœux.

Je mets d'abord aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, assorti d'un avis favorable.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 134).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est repoussé.

2008, SGCP 34 - Adoption du Règlement intérieur du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous allons maintenant examiner conjointement les projets de délibérations SGCP 34 et SGCP 17 G, qui ont trait à l'adoption du Règlement intérieur du Conseil de Paris.

J'avais compris qu'il y avait un consensus. Je vois beaucoup d'inscrits. Je vous demande d'être raisonnables dans l'utilisation de votre temps de parole et M. DAGNAUD répondra brièvement.

La parole est au président CAFFET pour cinq minutes.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire. Je serai moins long et je n'utiliserai pas mes cinq minutes.

Monsieur le Maire, vous nous proposez aujourd'hui un projet de délibération portant modification du Règlement intérieur de notre Assemblée.

C'est évidemment un moment important de notre vie démocratique et je veux, au nom de mon groupe, me réjouir que les efforts de concertation menés par François DAGNAUD conduisent, si j'ai bien compris, à ce que, aujourd'hui, l'ensemble des groupes politiques vote cette proposition de nouvelles règles communes.

Il s'agit en effet ici de trouver le juste équilibre entre une amplification de la transparence lancée dès 2001, avec son corollaire de droits supplémentaires, tant pour l'opposition que pour les citoyens, et une plus grande efficacité de nos travaux, souci partagé, j'en suis sûr, par l'ensemble de nos bancs.

En mars 2008, nous nous sommes tout d'abord engagés devant les citoyens à prendre un certain nombre de décisions pour accroître encore les droits de l'ensemble des groupes et donc de l'opposition. Dès le mois d'avril 2008, nous avons proposé l'attribution d'une présidence de commission à chacun des groupes politiques représentés au Conseil de Paris.

Aujourd'hui, nous proposons également d'augmenter le temps de parole consacré à la présentation des questions d'actualité et de leurs réponses, de même que celui consacré aux explications de vote des groupes sur un amendement et un vœu.

Ce projet contient de plus une novation que je sais très attendue : la création de missions d'information sur des questions d'intérêt local. Il vous reviendra très bientôt, Monsieur le Maire, de nous présenter un projet de délibération précisant les modalités de leur fonctionnement.

On pourrait également citer bien d'autres exemples contenus dans ce règlement, comme l'institutionnalisation d'un espace réservé à chaque groupe politique dans les bulletins d'information générale de la Ville.

Surtout, vous nous proposez d'instituer un droit de pétition et de saisine du Conseil de Paris par nos concitoyens, ce qui apportera, j'en suis sûr, un souffle nouveau à notre dialogue avec les Parisiens.

Je crois donc qu'en matière de transparence et de démocratie, nous apportons la preuve que nous voulons poursuivre notre travail et que nous continuons de changer d'ère à Paris.

Cette réglementation toutefois sera ce que nous en ferons. Nous devrons donc tous être très vigilants dans son application et donc, je veux le dire, notre autodiscipline pour la respecter dans son esprit comme dans sa lettre.

Pour finir, Monsieur le Maire, je souhaiterais apporter une suggestion dans ce débat, je crois en effet que pour parachever cet effort commun, l'ensemble des conseillers de Paris que nous sommes devrions porter une attention particulière aux règlements intérieurs des 20 arrondissements.

En effet, il me semble important pour ne pas dire primordial que ceux-ci garantissent des droits équivalents à chacun des conseillers d'arrondissement, selon les mêmes principes de transparence.

Cela étant dit, vous l'aurez compris, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés votera avec une particulière satisfaction ce projet de délibération.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie.

Madame Danielle FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Le Règlement intérieur est la base de relations régulées et constructives au sein de notre Conseil. Aussi, le groupe "Les Verts" a participé activement à la modification de ce Règlement intérieur et a apprécié la tenue des réunions qui se sont tenues et les allers-retours productifs pour améliorer la première version.

Nous avons fait beaucoup de propositions pour faire évoluer ce Règlement intérieur dans le sens de la démocratie et de l'efficacité, comptant aussi sur l'autodiscipline de chacun comme l'a souligné Jean-Pierre CAFFET.

Si toutes n'ont pas été retenues, nous sommes satisfaits que certaines figurent dans le Règlement intérieur que nous allons voter, comme par exemple la présentation préalable des vœux, préalable à la réponse de l'Exécutif, elle-même préalable à une réponse ensuite de ceux qui auront présenté les vœux.

Cela nous semble être vraiment une ouverture et un dispositif démocratique qui se met en place. Nous sommes aussi satisfaits que les vœux non rattachés à des délibérations puissent être mis en débat et que la garantie d'ouverture du Conseil soit maintenue.

Pour terminer, je souhaite insister sur une de nos demandes, que ce règlement devienne ce que nous en ferons comme il vient d'être dit, c'est-à-dire qu'il soit mis en application et qu'il soit répondu aux questions orales dans les délais prévus par le Règlement intérieur.

Pour notre part, nous nous conformerons bien sûr à ce Règlement intérieur et nous le voterons.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

La parole est à Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Mes collègues ont dit plusieurs choses avec lesquelles je suis d'accord.

Comme cela a été souligné, ce Règlement intérieur est le fruit d'un long travail de concertation entre l'ensemble des groupes représentés au Conseil de Paris. Je voudrais d'ailleurs saluer ce travail qui nous a permis d'avancer ensemble.

Un Règlement intérieur est toujours une forme de compromis entre la nécessité de faire vivre le débat, de permettre l'expression démocratique et le besoin, en même temps, de déboucher sur des décisions et d'être efficace.

De ce point de vue, nous estimons que le point d'équilibre auquel nous arrivons avec ce Règlement intérieur est positif et c'est la raison pour laquelle nous le voterons.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

M. POZZO di BORGO a la parole.

M. Yves POZZO di BORGO. - Ce règlement a été bien travaillé, il y a une sorte de logique et l'opposition, de façon constructive, y a participé.

Premièrement, nous avions fait une proposition, à savoir que concernant la fixation de l'ordre du jour, les groupes puissent au moins une fois par an proposer quelque chose.

Cela nous a été refusé, je le regrette parce que je considère que, évidemment, nous ne sommes pas aux Etats-Unis où chaque commune comprend un Exécutif et un Législatif. Cela aurait permis d'étoffer cet esprit.

Deuxièmement, dans le cadre de la mise en place des Présidents de Commission, avec l'U.M.P. nous avons accepté de prendre une présidence de Commission. Nous commençons à évaluer ce travail. L'idée était bonne et nous remercions la Municipalité et notamment le Maire d'avoir proposé cela.

Nous commençons cependant à voir ses limites et je me demande, sans en avoir parlé avec mes collègues de l'U.M.P. ni avec les Présidents de Groupe, s'il n'y aurait pas intérêt à ce que ces présidences de Commission, notamment celles de l'opposition, puissent participer plus en amont au travail de l'Exécutif et des Directions.

Monsieur le Maire, je ne demande pas qu'ils vous remplacent.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Ce n'est pas cela mais les Présidents de Commission, ce serait même une déviation de l'esprit démocratique, ne peuvent pas être membres de l'Exécutif.

M. Yves POZZO di BORGO. - Ce n'est pas ce que je dis.

Ils reçoivent des informations et se contentent de présider des réunions. Une réflexion est à avoir là-dessus. Je le signale simplement.

Troisièmement, il existait dans les précédentes mandatures et dans le Règlement intérieur des questions orales qui étaient des questions écrites déposées 15 jours à l'avance.

En général, sous les précédentes mandatures, ces questions orales étaient traitées en Conseil de Paris et avaient une certaine importance.

Je voudrais attirer votre attention, Monsieur le Maire, sur la lenteur parfois excessive des réponses, je m'adresse aussi à M. le Préfet.

Nous aimerions que lorsque qu'un groupe pose des questions écrites, la Préfecture de police comme les services de la Mairie de Paris répondent plus rapidement.

Deuxièmement, j'ai constaté, depuis que je suis au Conseil de Paris, une dégradation de la qualité des réponses. On a souvent l'impression que l'on donne à un jeune stagiaire l'occasion de faire la réponse à l'élu.

J'attire l'attention là-dessus et ajoute que nous voterons évidemment le Règlement intérieur.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - A mon tour et très rapidement je voudrais saluer l'état d'esprit qui a présidé aux travaux de la Commission du règlement avec la volonté manifeste de trouver un consensus positif, à la fois de la part du Président de la Commission, M. François DAGNAUD et de l'ensemble des représentants des groupes.

Je voudrais également saluer rapidement les avancées que l'on trouve dans ce nouveau Règlement intérieur concernant d'une part le travail des Commissions sur leurs nouveaux périmètres, la valorisation de leurs travaux entre autres par les missions d'enquête qui seront un outil assez fort de la transparence mais aussi d'autre part la prise en compte de l'identité des groupes, à la fois des groupes de l'opposition mais également des divers groupes de la majorité. Je salue le point d'équilibre auquel on est arrivé, comme le saluait Danielle FOURNIER avant moi, sur la présentation des vœux.

Cependant, ce Règlement intérieur ne vaudra évidemment que par la manière dont on le fera vivre, à la fois dans la maîtrise des temps de parole comme dans la participation à l'ensemble des travaux et en particulier ceux des Commissions.

Nous voterons bien sûr ce Règlement intérieur.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie.

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Je voudrais tout d'abord féliciter M. DAGNAUD et rendre hommage à ses qualités de diplomate. Il a parfaitement su conduire ces travaux avec efficacité.

Avant l'application de ce règlement, je voudrais formuler quelques observations qui le concernent et qui concernent aussi la tenue de notre Assemblée.

Le premier point concerne le règlement. Je me réjouis du fait qu'il donne aux Commissions, qui sont d'ailleurs plus judicieusement découpées, une nouvelle impulsion en leur donnant à conduire et organiser des missions d'information et d'évaluation.

Nous attendons le projet de délibération sur les modalités et les moyens qui leur seront dévolus pour voir s'ils répondent bien aux espérances que nous formulons aujourd'hui.

En ce qui concerne les vœux dont on constate la multiplication et qui entraînent parfois pour leur examen un temps qui peut aller jusqu'à dépasser le temps consacré aux délibérations, il me semble important d'établir une distinction entre les vœux qui, rattachés directement ou non, s'occupent des affaires de nature municipale et ceux qui manifestement n'ont aucun rapport avec les compétences de notre Assemblée.

Les Parisiens nous ont donné à tous le même mandat, celui de nous occuper des affaires de notre Ville.

Ils ne nous ont pas donné celui de nous occuper d'autres sujets pour lesquels d'autres assemblées sont mandatées.

Je souhaiterais donc qu'il soit fait appel de manière efficace à l'autodiscipline des groupes pour éviter les vœux de cette nature qui n'ont pas leur place ici et qui prennent sur le temps que nous devons à nos électeurs pour la conduite des affaires qu'ils nous ont confiées.

Pour continuer sur l'usage du temps de parole, je voudrais également me tourner vers l'Exécutif pour lui demander de modérer le temps de réponse parfois excessif de ses adjoints.

Je ne parle pas bien évidemment de celui dévolu aux réponses consacrées à l'affaire prioritaire, je pense à celui parfois qui concerne les délibérations pour lesquelles les orateurs qui se sont inscrits ont eu cinq minutes pour parler sur une délibération délimitée et l'adjoint saisit cette occasion pour exposer l'intégralité de la politique du domaine qui lui est confié.

Mes deux dernières remarques concerneront la conduite des débats. La première portera sur la présence du Maire dont il serait souhaitable qu'elle soit plus fréquente en raison de l'importance croissante des débats et en dépit de ses nouvelles ambitions.

Cela ferait partie des progrès qui seraient appréciés. La seconde et dernière concerne la présidence de cette Assemblée qui est effectuée par certains adjoints en l'absence du Maire.

Il est choquant et déplacé, Monsieur le Maire, d'entendre des félicitations à l'issue de l'intervention de chacun des membres de la majorité et des critiques et des appréciations défavorables à l'issue de celle des membres de l'opposition.

A quoi cela sert-il ? Nous savons ici tous à quoi nous en tenir, sans avoir besoin de s'entendre remettre un bon point ou affliger un zéro de conduite ! Nous ne sommes pas à l'école, où d'ailleurs cela ne se pratique plus ! Cette attitude n'est pas celle de nombreux présidents d'autres assemblées. Elle est négative, elle est une manifestation de mépris pour les Parisiens qui ont voté pour exprimer une opinion différente de celle de l'Exécutif.

Pour conclure, mon vœu, et je sais qu'il est partagé, est que ce nouveau règlement soit aussi l'occasion de changer ces pratiques ; notre Conseil s'en trouverait grandi.

Un dernier mot quant au règlement d'arrondissement, puisque Jean-Pierre CAFFET en a parlé : nous souhaiterions que les arrondissement majoritaires respectent tous les droits de l'opposition, comme ces droits sont respectés dans les arrondissement où l'opposition a la majorité.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vais donner la parole à l'excellent François DAGNAUD, pour réagir. Je me permettrai peut-être quelques remarques après.

M. François DAGNAUD, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, il n'est pas si fréquent qu'une assemblée soit ainsi capable de s'auto-réformer pour intégrer des avancées démocratiques et je crois que cette démarche maîtrisée est tout à l'honneur du Conseil de Paris. Et je veux moi aussi m'associer à l'appel lancé par la plupart des orateurs, pour rappeler qu'il appartiendra à chacune et à chacun des 163 conseillères et conseillers de Paris de s'approprier chacune des dispositions nouvelles du Règlement intérieur, de s'approprier aussi l'esprit d'auto-responsabilisation qui a été mentionné et qui sera une des conditions de la réussite du travail que nous avons mené en commun.

Je voudrais, très rapidement puisque beaucoup d'entre vous l'ont déjà fait, revenir sur les quatre avancées principales de ce nouveau Règlement intérieur du Conseil de Paris.

D'abord, le renforcement des compétences des élus, avec des pouvoirs renforcés du Conseil qui pourra désormais demander, à la demande de 1/6e de ses membres, la création de missions d'information sur des questions d'intérêt communal ou d'évaluation de services publics locaux.

Dans le même état d'esprit, la revalorisation du rôle des commissions, avec une nouvelle répartition des périmètres de compétence des neuf commissions, et la possibilité qui leur est ouverte de conduire des auditions et d'organiser des visites de terrain.

Par ailleurs, et cela a été porté avec force par certain des membres de la commission, afin d'inciter les élus à participer aux travaux des commissions - nous avons écarté toute mesure trop contraignante - nous avons souhaité rendre publique, dans le cadre du B.M.O., la liste des participants aux travaux des commissions ; et nous faisons le pari que c'est une façon pédagogique de favoriser la participation des élus aux commissions, même si nous sommes conscients que la vraie condition d'une présence renforcée des élus réside dans l'intérêt et la qualité des travaux qui s'y font.

Second chapitre important : c'est la reconnaissance d'un statut de l'opposition. Il a été rappelé que ce Règlement intérieur prévoit qu'une présidence de commission au moins est proposée à chacun des groupes constitués en début de mandature. C'est dans ce cadre-là que, par anticipation, la 1ère et la 9e Commissions sont désormais présidées par des élus de l'opposition. Je veux, moi aussi, souhaiter que cet état d'esprit préside également à l'ensemble des vies démocratiques dans les 20 mairies d'arrondissement et je crois, sans chercher à distribuer les bons et les mauvais points, que la qualité d'une culture démocratique se mesure assez souvent à la capacité qu'a une majorité, quelle qu'elle soit, de respecter son opposition. On a tous, quelque part, des progrès à faire, mais que personne ne s'en sente exempté.

Troisième chapitre : des outils de démocratie participative avec l'intégration du droit de pétition au règlement. C'est un engagement de campagne porté par Bertrand DELANOË, qui va trouver très concrètement sa traduction et qui permettra, à l'initiative de citoyens, d'aborder tel ou tel sujet à l'ordre du jour du Conseil de Paris.

Nous proposerons, avant la fin de cette année, je le souhaite, une délibération spécifique qui précisera les modalités de mise en œuvre de ce droit de pétition, et je fais la proposition, pour y parvenir, que nous puissions continuer dans le même état d'esprit que celui qui nous a permis d'avancer sur ce Règlement intérieur et que la Commission du règlement, puisqu'elle est constituée, soit le cadre naturel d'élaboration collective de cette innovation démocratique.

Quatrième élément sur lequel je veux dire un mot : c'est l'amélioration des moyens du débat, avec - je n'y reviens pas - le renforcement de l'expression des groupes. Je veux insister sur le fait que, si les temps de parole ont été augmentés par rapport à ce qui pouvait exister ou ce qui n'existait pas dans le règlement précédent, nous serons d'autant plus vigilants et exigeants sur le respect des temps de parole et qu'à partir du moment où les temps de paroles prévus sont, je crois, conformes à ce qui est utile pour que s'expriment les points de vue des uns et des autres, nous serons très attentifs et très vigilants à leur strict respect.

Le fonctionnement plus écologique du Conseil est aussi une des innovations. On a déjà eu l'occasion d'évoquer la dématérialisation des travaux des séances du Conseil de Paris. Sachez que cette dématérialisation des documents de séance et leur transmission permettent d'économiser 6 millions de photocopies papier par an et la mise à disposition de bureaux nomades aux élus leur permettra de disposer de tous les éléments utiles à leur travail en séance.

Je veux remercier le Secrétariat général du Conseil du Paris qui a fourni un immense travail et de grande qualité, sur ce domaine tout spécialement. L'Exécutif a évidemment souhaité que ce nouveau Règlement intérieur soit à la fois consensuel sur la forme et innovant sur le fond.

Consensuel, il l'a été, et merci aux groupes, de l'avoir rappelé. C'est une élaboration collective et je veux à mon tour saluer et remercier les membres de cette commission du règlement qui ont contribué à cette élaboration. C'est un travail de qualité et innovant qui nous permettra d'améliorer l'efficacité démocratique du Conseil, tant vis-à-vis des élus que des citoyens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Mes chers collègues, très brièvement.

D'abord, je voudrais féliciter tous les groupes, car tous les groupes ont apporté une contribution à cette amélioration de notre vie démocratique.

Deuxièmement, dire que cette avancée considérable n'aurait pas pu se réaliser, s'il n'y avait pas les qualités politiques et humaines de François DAGNAUD. Et j'apprécie particulièrement qu'il ait mêlé créativité et sens des responsabilités, du sérieux.

C'est un progrès que nous faisons faire ensemble à la démocratie parisienne sur l'intervention des Parisiens, sur la capacité de cette Assemblée de vivre la diversité des opinions. Cela m'importe. Cela exige donc de nous tous, au-delà de nos différences, beaucoup d'honnêteté intellectuelle.

Par exemple, cela signifie que, si on pense qu'il faut que les vœux soient valorisés, il faut peut-être qu'il y en ait moins ! On regarde combien il y en a aujourd'hui de chaque groupe ...

Voilà ! Je ne cite pas le chiffre, pour être sympathique !

Mais cela veut dire que, si on pense qu'il faut à la fois que les élus, les groupes valorisent leurs vœux, mais qu'il en faut un peu moins, si on fait la leçon le matin, il faut l'appliquer l'après-midi et le lendemain.

Voilà, vous connaissez les chiffres des vœux déposés aujourd'hui.

Même chose sur ce qui se passe dans les arrondissements. Je suis favorable à ce qu'il y ait exactement le même état d'esprit dans les 20 arrondissements. Et si, dans des arrondissements de la majorité municipale, il n'y a pas assez de sens de la diversité, je ferai en sorte que cela évolue.

Mes chers amis, regardez les 20 ! Donc n'oubliez pas de regarder les 8, que vous connaissez mieux que moi !

Troisièmement, évitons-nous les petits trucs mesquins sur la présence du Maire ! C'est ridicule !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A et Centre et Indépendants).

Ecoutez, je suis membre de cette Assemblée depuis 31 ans - cela ne me rajeunit pas ! -, avec une interruption de trois ans ! Je suis le Maire de Paris qui participe le plus aux séances. Et mes prédécesseurs savent comme moi qu'il n'y a pas qu'en séance que se fait le travail. Et même avec les Parisiens, chers amis, vous n'aviez pas et vous ne faites toujours pas les comptes rendus de mandat réguliers dans les 20 arrondissements ! Vous pouvez le faire, si vous voulez, vous ! Y compris l'opposition ! Vous pouvez aller dans les 20.

Et d'ailleurs vous espériez que je ne puisse plus les faire. Mais non, je compte les faire, chaque année, les 20 soirées dans chacun des arrondissements de Paris.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et du Mouvement républicain et citoyen).

Regardez ce matin, on a la communication rentrée scolaire, tout le monde s'exprime vraiment largement à la proportionnelle. Il y a une réponse et boum, cela repart de deux interventions du même groupe. Chers amis, comme je suis sympa, vous avez tendance, de temps en temps, à en abuser.

Comme je trouve que Mme DOUVIN a dit des choses justes par rapport à notre travail collectif, mettons-les en œuvre ! Je crois vraiment que tout dépendra de l'esprit et de la concrétisation que nous donnerons à ce travail.

Je vous en remercie très sincèrement et sur un sujet comme celui-là, je trouve très bien qu'il y ait un consensus.

Pour le reste, que quand on préside une séance, on veille à la fois à faire régner le débat mais qu'on donne un sentiment, nous ne sommes pas apolitiques, Madame DOUVIN, et nous ne prétendons pas l'être, nous avons des convictions, les maires adjoints qui président la séance ont des convictions…

Mais là aussi, ne nous racontez pas d'histoire, on connaît quand même cette assemblée depuis longtemps. Honnêtement, je ne veux pas être sévère ni même taquin, mais je suis prêt à comparer notre Règlement intérieur au fonctionnement réel des grandes villes de France, y compris - du coup, Monsieur DESTREM, c'est un geste - s'agissant des droits de l'opposition. Si vous voulez que je vous montre un certain nombre d'endroits où j'ai des échos précis, ne me cherchez pas trop là-dessus !

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Vous faites un peu les malins, mais ne me cherchez pas, parce que je connais des villes où l'opposition de gauche n'a quasiment pas le droit de parler. Si vous voulez les noms, je peux vous les garder pour la prochaine fois.

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Revenez à votre état d'esprit constructif, cordial.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération SGCP 34.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SGCP 34).

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Dites du bien de mes adjoints ! Cela me fait plaisir. M. DESTREM insiste : DAGNAUD est excellent. Il a dit "très bien", mais…

M. Alain DESTREM. - On aurait dû le prendre comme Maire il y a six ans !

M. LE MAIRE DE PARIS. - Il n'aurait peut-être pas accepté ; tout le monde n'est pas à vendre et je connais François DAGNAUD et la fermeté de ses convictions.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à onze heures vingt minutes, est reprise à onze heures vingt-cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous revenons en formation de Conseil municipal.

Vœu déposé par Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Gilles ALAYRAC et Jean-Bernard BROS relatif à la mise en place d'un Observatoire parisien de la laïcité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous examinons maintenant des vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Je donne la parole à Mme GOLDGRAB.

Mme Laurence GOLDGRAB. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, le principe de la laïcité tel qu'il fut énoncé dans l'article 10 de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 se veut le garant de la liberté de conscience et de l'égalité des droits de tous les citoyens.

Toutes les opinions religieuses, philosophiques ou politiques sont permises, avec pour seule limite le respect de l'ordre public.

La loi de 1905 relative à la séparation de l'Eglise et de l'Etat garantit la neutralité des institutions publiques par rapport au pouvoir spirituel et religieux. Le principe en est simple : l'Etat n'intervient pas dans la religion pas plus que la religion n'intervient dans le fonctionnement de l'Etat.

Mais la laïcité n'est pas limitée aux affaires religieuses, c'est une attitude d'esprit qui permet de vivre ensemble, c'est le contraire du repliement sur soi, c'est le respect de l'indépendance et de toutes les diversités, même culturelles et surtout culturelles, mais dans un rapport ouvert avec autrui.

La laïcité est le rempart contre le communautarisme, mais s'oppose également à l'uniformisation et au formatage des idées. C'est pourquoi la laïcité est un concept éminemment moderne. Des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour lui conférer une valeur universelle applicable à toutes les démocraties.

Néanmoins, sa mise en pratique dans la conduite des affaires locales pose plusieurs questions. C'est pourquoi, avec Gilles ALAYRAC et Jean-Bernard BROS, nous souhaitons proposer un vœu, car le Conseil de Paris est de plus en plus fréquemment confronté à des demandes d'autorisations diverses, des demandes de mise à disposition de lieux et de financements publics émanant des communautés religieuses, notamment les crèches, les écoles, des lieux de culte.

La multiplication de ce type de demandes entraîne la nécessité pour la collectivité locale de trouver des réponses justes, des solutions pérennes, équitables et équilibrées pour tous.

Nous demandons donc que soit mis en place un groupe de travail pour réfléchir à la création d'un observatoire parisien de la laïcité qui aura pour mission de donner des avis sur tous les sujets ayant trait à l'application de la loi de 1905 dans la Capitale et ainsi faire des propositions quant à son application locale.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Madame BOISTARD, vous avez la parole.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Dites au passage l'avis de l'Exécutif sur ce vœu !

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - J'émets un avis favorable à ce vœu.

Je souhaitais juste ajouter que, comme vous l'avez dit, l'importance de la laïcité est la garantie de notre vivre ensemble et c'est aussi la garantie pour toutes les religions, mais aussi pour ceux qui ne croient pas, d'être respectés.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup, Pascale BOISTARD.

Je suis content d'avoir assisté à cette partie de notre ordre du jour, car j'ai beaucoup aimé l'intervention de Laurence GOLDGRAB, beaucoup plus que quelques commentaires que j'ai lus dans la presse que j'ai trouvés faux et injustes.

La République et la laïcité sont neutres, il n'y a pas de vérité officielle religieuse, mais ce n'est ni indifférence, ni ignorance.

La laïcité, c'est la capacité de respecter également chacun, qu'il soit croyant ou incroyant, et s'il est croyant, et quelle que soit sa foi, qu'il puisse, dans la cité, vivre sa conviction religieuse.

Je le dis, parce que, lorsqu'il y a, pour une religion, un mois qui est un mois particulier et qu'il y a besoin, à un moment donné, de permettre à ces croyants de pratiquer leur religion, c'est légitime de les aider à le faire, dans la neutralité la plus totale.

Contrairement aux dérives que je vois au niveau de l'Etat, qui ont vocation à indiquer comment il faut espérer, je suggère plutôt de s'occuper de la désespérance sociale.

Mais la laïcité à laquelle je suis particulièrement attachée et que nous faisons vivre à Paris n'est pas non plus indifférence ou empêchement pour des croyants de vivre leur foi et je suis donc particulièrement favorable à cet observatoire - c'est une très bonne suggestion -, mais je nous suggère d'éviter les interprétations ou les procès d'intention - désolé -, qui ne sont pas, à mon avis, adaptés.

Je suis donc très content, et j'ai trouvé que l'intervention de Laurence GOLDGRAB était excellente.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 135).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la condamnation à mort de Troy DAVIS.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Point suivant : le vœu n° 4 qui est présenté par le groupe "Les Verts".

Monsieur GAREL, c'est à vous !

Anne HIDALGO aussi, c'est à vous !

(Mme Anne HIDALGO, première adjointe, remplace M. le Maire de Paris au fauteuil de la présidence).

M. Sylvain GAREL. - C'est un vœu que nous avons fait un peu en urgence et que nous avons exceptionnellement déposé en 1ère Commission, ce que nous nous sommes engagés à ne plus faire, simplement parce qu'il y a eu quelque chose de nouveau et peut-être, j'espère, de positif pour cet homme qui a été condamné à mort il y a déjà fort longtemps pour un crime qu'il nie avoir commis. Ce n'est bien sûr pas à nous, dans cette Assemblée, de savoir s'il est coupable ou non. La question est celle de la peine de mort et de la façon dont elle est appliquée aux Etats-Unis.

Comme vous le savez, beaucoup de jeunes afro-américains sont les victimes de ce châtiment. On avait d'abord écrit une lettre au Maire de Paris qui a bien voulu transmettre notre intervention en son nom à l'Ambassade des Etats-Unis, Troy DAVIS devait être exécuté au milieu de la semaine dernière. Il ne l'a pas été mais son sursis risque d'être de courte durée.

C'est pourquoi nous avons proposé ce vœu. Je souhaiterais vraiment, pour que notre intervention nouvelle auprès de l'Ambassade ait plus de force, que ce vœu soit adopté à l'unanimité parce que je crois que, contre la peine de mort, tous nos groupes de la majorité et de l'opposition seront unis sur cette question.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GAREL.

Mme BOISTARD a la parole pour vous répondre.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - J'émets un avis favorable à ce vœu et précise que l'exécution de Troy DAVIS, comme cela vient d'être dit, n'a été que suspendue. Il paraît nécessaire de donner un avis largement favorable à ce vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Avant de mettre aux voix ce vœu n° 4 avec un avis favorable de l'Exécutif, une demande préalable de M. le Président POZZI di BORGO.

M. Yves POZZO di BORGO. - Ce sont toujours des domaines d'une sensibilité extraordinaire. Il est toujours difficile de s'impliquer dans les faits.

Je crois, ne serait-ce que parce que je suis membre du Conseil de l'Europe et que la France a voté en 1981 contre la peine de mort, que ce combat contre la peine de mort est un combat sur les Droits de l'Homme.

Je le soutiendrai donc avec mon groupe.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup pour votre explication de vote.

Je mets aux voix, à main levée le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 136).

2008, DPVI 40 - Subventions à 9 associations dans le cadre du plan d'accompagnement social en direction des résidents de foyers de travailleurs migrants parisiens. - Montant total : 76.500 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DPVI 40 sur lequel un amendement n° 4 bis a été déposé par l'Exécutif. Il s'agit de subventions à neuf associations dans le cadre du plan d'accompagnement social en direction des résidents de foyers de travailleurs migrants pour un montant total de 76.500 euros.

Madame BOISTARD, je vous donne la parole.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci, Madame la Maire.

Pour cet amendement technique qui supprime l'article 5 et qui modifie l'article 10, nous passons de 76.500 euros de subventions à 66.500 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 4 bis de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 4 bis est adopté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DPVI 40 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DPVI 40).

Vœu déposé par le groupe communiste relatif à la régularisation administrative de travailleurs intérimaires.
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés visant à demander au Préfet de police d'examiner les dossiers des travailleurs sans-papiers de l'agence d'intérim Man-BTP.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous allons examiner en 6e Commission les vœux n° 5 et 6 qui ont trait à la régularisation de travailleurs sans papiers.

Le vœu n° 5 a été déposé par le groupe communiste, le vœu n° 6 par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Ces vœux s'adressent à M. le Préfet de police.

Je donne tout d'abord la parole à M. Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Merci, Madame la Maire.

Il s'agit effectivement d'un vœu qui vise à la régularisation de travailleurs employés dans notre arrondissement par les agences de travail temporaire et qui sont en grève maintenant depuis des semaines.

Il faut savoir que ces travailleurs sont depuis très longtemps sur notre territoire, exercent leur activité et leur emploi de façon quasi permanente pour les mêmes employeurs, même si cette activité passe par l'activité d'intérim.

Cette situation est maintenant connue et reconnue. Nous constatons qu'il y a des résistances à la régularisation et qu'on renvoie la balle entre les employeurs.

Un jour on leur dit : votre employeur est l'agence d'intérim, un autre jour on leur dit : il faudrait que vous ayez une relation salariale avec des grands donneurs d'ordre des bâtiments et des travaux publics.

Cet examen dure et les difficultés de ces salariés sont grandes. Je pense qu'il est indispensable de faire comme on l'a fait dans d'autres situations, de réduire ces délais et de créer les conditions, puisqu'ils ont maintenant déposé l'ensemble de leurs documents. Il s'agit donc des entreprises Perfect Interim, 12 boulevard Magenta et MAN-BTP, 5 rue Saint-Vincent-de-Paul.

Il y a un consensus, y compris avec les employeurs, pour régulariser cette situation. Il faut qu'une réponse positive soit apportée à leur légitime revendication.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Alain LHOSTIS.

La parole est à M. le Préfet de police.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Je réponds, Madame le Maire, aux deux vœux puisqu'il s'agit de questions de principe qui concernent les sociétés d'intérim.

Nous avons pu constater effectivement que les mouvements sociaux en faveur de l'admission au séjour de travailleurs étrangers en situation irrégulière concernent, au-delà de travailleurs permanents, maintenant, des personnes recrutées par les sociétés d'intérim.

Sur le plan du principe, les critères d'admission au séjour fixés par l'article 40 de la loi du 20 novembre 2007 et ses circulaires d'application n'excluent nullement les salariés de l'intérim.

Le principe est la possibilité de répondre favorablement pour l'application de cet article 40, mais il est vrai que les conditions de durée d'engagement minimal et d'ancienneté dans l'entreprise ne correspondent pas toujours aux pratiques professionnelles des secteurs concernés.

Toutefois, dans le cadre de missions longues, certains salariés intérimaires obtiennent la requalification de leur contrat de mission en contrat de travail, conclu avec le donneur d'ordre, ce qui constitue une incitation forte pour ce dernier à conduire une réflexion rigoureuse sur ce qui relève de l'intérim ou de l'emploi salarié permanent au sein de l'entreprise.

Dans l'intérêt de l'équilibre du marché du travail et de la protection de l'ensemble des salariés modestes vis-à-vis de pratiques de concurrence sur les salaires et les conditions de travail, il convient donc d'être prudent en la matière.

On ne doit pas prendre le risque que l'intérim, en dehors des cas où il répond à des besoins économiques légitimes, puisse devenir un facteur de déséquilibre.

Ce sont donc les raisons pour lesquelles des contacts ont été noués avec les entreprises d'intérim à tous les niveaux de représentation professionnelle. Je réponds là au point précis pour lequel M. LHOSTIS faisait référence à des réticences plus déterminées puisqu'il s'agissait de réticences préfectorales.

Il n'y a aucune réticence et nous avons vu les entreprises d'intérim pour voir dans quelles conditions nous pourrions appliquer la législation.

Je précise également, parce que c'est important pour les équilibres que j'évoquais tout à l'heure, qu'il y a à Paris 25.000 ressortissants étrangers en situation irrégulière qui sont toujours demandeurs d'emploi.

Nous avons signalé aux sociétés d'intérim, comme aux employeurs dont on perçoit mal quelquefois les nouvelles manières d'intervention, qu'il convient aussi de se référer au service public de l'emploi pour pouvoir recruter les personnes qui sont régulièrement inscrites à l'A.N.P.E.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Préfet.

Madame BOISTARD ?

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Je donne un avis favorable aux deux vœux.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à M. LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Je veux simplement remercier M. le Préfet. Je dirai simplement qu'il ne faut pas rendre responsables ces salariés qui ont une expérience professionnelle, une qualification professionnelle et qui parfois travaillent depuis plusieurs années pour les mêmes employeurs, les mêmes donneurs d'ordre et donc je crois qu'il faudrait effectivement mettre un peu d'ordre et cette régularisation pourrait permettre aussi de donner un signal fort sur ces salariés.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur LHOSTIS.

Est-ce que M. FÉRAUD veut dire un mot. Il ne présente pas le vœu puisqu'il a été apporté une réponse, mais un mot suite à la réponse de M. le Préfet et ensuite M. Yves POZZO di BORGO.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - Cela fait un moment que ces mouvements de grève durent : il y en a deux dans le 10e arrondissement. Ce sont des salariés qui n'ont d'intérimaires que le nom. Ils ont besoin d'une sortie par le haut et nous en avons aussi besoin dans le 10e arrondissement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur FÉRAUD**.**

Monsieur POZZO di BORGO, explication de vote ?

M. Yves POZZO di BORGO. - Je voulais dire simplement que la réponse du préfet rend presque caduque le vœu. Je voudrais profiter de cela pour dire que dans ce domaine, il y a quand même des fonctionnaires qui travaillent, qui sont de qualité et qui travaillent avec humanité. Je crois que quelquefois on a tendance, et surtout mes collègues de gauche, à un peu diaboliser. Je crois qu'il doit y avoir beaucoup de respect pour ce travail qui est fait et c'est la raison pour laquelle je considère que ces vœux devraient être retirés puisque la réponse du Préfet nous satisfait.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Les vœux ne seront pas retirés et les fonctionnaires ne sont pas en cause, c'est une question relative à l'application de la loi, et nous sommes nombreux à intervenir auprès de la Préfecture pour des régularisations de personnes écartées de ces procédures.

Je mets aux voix à présent, à main levée, le vœu déposé par le groupe communiste assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 137).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 138).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'attribution des places en résidences pour personnes âgées.
Vœu déposé par l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous allons maintenant examiner les voeux n° 7 et n° 7 bis qui ne se rattachent à aucun projet de délibération. Le vœu n° 7 est relatif à l'attribution des places en résidence pour personnes âgées. Il a été déposé par le groupe U.M.P.P.A. et le vœu n° 7 bis par l'Exécutif.

Monsieur MENGUY, vous avez la parole.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Merci, Madame la Maire.

Ce voeu porte sur les critères d'admission dans les résidences pour personnes âgées et demande à ce que le Maire de Paris mette en place une commission centrale d'admission associant les arrondissements dans un souci de transparence et d'équité.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Madame CAPELLE, vous avez la parole pour répondre.

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - Merci, Madame la Maire.

Je propose un vœu n° 7 bis et je demande donc à mes collègues de bien vouloir retirer leur vœu n° 7 parce que dans le vœu n° 7 bis, les explications sont plus approfondies et plus complètes.

Je souhaite simplement dire que ce projet est déjà à l'étude et déjà dans les tuyaux du Centre d'action sociale de la Ville de Paris puisqu'à la demande de certains maires, je crois, M. le Maire de Paris a déjà répondu par avance qu'il mettrait en place cette commission.

Cette commission sera effectivement mise en place courant 2009. Vous savez simplement qu'il y a des règlements du Centre d'action sociale qui font que, à l'instar d'ailleurs de ce que font les bailleurs, la commission désigne, et c'est en fin de compte la directrice générale du Centre d'action sociale qui décide, puisque la commission peut uniquement faire des propositions.

Je précise que c'est la même chose pour les bailleurs sociaux. Les commissions proposent et les bailleurs décident après à partir des critères qui leur sont personnels. Mais ici les critères retenus sont naturellement l'urgence sociale, naturellement les ressources puisque nous voyons maintenant arriver les premiers retraités qui ont connu des périodes sombres dans leur vie professionnelle et qui ont du mal à régler les loyers.

Evidemment, je sentais bien l'inquiétude mais naturellement les personnes âgées préfèrent rester dans leurs arrondissements et dans leurs quartiers. C'est évidemment un des critères. Mais les résidences ne sont pas placées de la même manière partout sur le territoire parisien et on ne peut se contenter de dire que tout le monde restera dans son arrondissement puisqu'il faut aussi de l'équité sur le territoire parisien.

Je précise également que les maires d'arrondissement sont déjà informés deux fois par an de tous les mouvements qui se passent dans leurs arrondissements puisque le Maire de Paris leur communique deux fois par an les mouvements, les admissions, les refus, les départs dans les résidences. Et juste une précision que je souhaite apporter tout de suite : cette commission ne pourra effectivement traiter que des admissions en résidence appartement ou résidence services.

En tout état de cause, pas dans les E.H.P.A.D. puisque ce sont là des établissements à vocation médicale ou paramédicale et que donc l'avis du médecin est tout à fait prépondérant.

Je précise également que dans le cas des attributions des places en résidences, il y a déjà un avis médical. Pour toutes ces raisons, puisque le vœu de l'Exécutif précise plus au fond notre accord, je souhaiterais bien entendu que l'U.M.P.P.A. retire son vœu et que nous votions tous ensemble le vœu n° 7 bis.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci. Est-ce que vous retirez votre voeu n° 7, Monsieur MENGUY ?

M. Jean-Baptiste MENGUY. - Non, Madame la Maire, nous le maintenons parce que ce n'est pas la première fois que cela arrive.

Nous maintenons le voeu parce qu'encore une fois l'Exécutif récupère nos vœux, ce qui à mon avis une très mauvaise façon d'opérer. Je demande donc plutôt que le n° 7 bis soit retiré et que vous votiez le n° 7 avec nous.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'U.M.P.P.A. assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 139).

2008, SG 58 - Subvention à l'association "Comité des Métallos" pour son parcours filles/femmes. - Montant : 5.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération SG 58. Il s'agit d'une subvention à l'association "Comité des Métallos" pour son parcours filles/femmes pour un montant de 5.000 euros.

Je donne la parole à Mme Marinette BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Madame la Maire.

Je ferai une très courte intervention, qui concernera d'ailleurs l'ensemble des subventions qui sont accordées par les projets de délibération SG 58 à SG 118, pour saluer le soutien apporté par la Municipalité à toutes ces associations qui apportent quotidiennement leur aide à toutes ces personnes en grande détresse physique et morale, qui subissent prostitution, esclavage moderne, violences conjugales, etc.

Bien souvent, ces gens ignorent leurs droits et ne savent comment les faire respecter. Ces associations, souvent dans un anonymat relatif, avec de faibles moyens, effectuent un travail remarquable et pas suffisamment mis en valeur. Je veux également souligner l'importance du travail de prévention et de formation citoyenne qu'elles mènent, quand il s'agit de sensibiliser les jeunes au respect mutuel entre les sexes.

Voilà, Madame la Maire, un travail que le groupe M.R.C. tenait à saluer. Madame la Maire, merci pour ce soutien. A travers vous, la Municipalité prouve son engagement aux côtés de ceux qui luttent pour vivre dans la dignité. Et c'est avec fierté que le groupe M.R.C. votera l'ensemble de ces subventions.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup pour ce soutien.

Je donne la parole à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci beaucoup.

C'est à propos du "Comité des métallos" que je souhaitais intervenir. Le "Comité des métallos" est une association du 11e arrondissement très active, qui s'intéresse beaucoup aux questions de mémoire, de patrimoine industriel et aussi aux actions citoyennes ouvertes sur le quartier.

C'est pourquoi nous sommes satisfaits que soit proposée une subvention de 5.000 euros pour un événement qui s'est tenu et qui s'intitulait "Parcours fille femme". Mais à cette occasion, nous rappelons que la subvention demandée était de 7.000 euros et que cette association, comme beaucoup d'autres en cette période, attend avec impatience une autre subvention de la Direction des affaires culturelles. Il est vrai que, de manière générale, pour les petites structures, le versement tardif des subventions peut les fragiliser.

Aussi, nous souhaitons saluer le travail accompli par cette association et nous nous associons à la proposition d'attribuer une subvention de 5.000 euros.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Mme Fatima LALEM a la parole pour vous répondre.

Mme Fatima LALEM, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci à Marinette BACHE et au groupe M.R.C. de leur soutien et de l'intérêt qu'ils portent à l'action que nous menons au niveau de l'égalité femme/homme, au niveau de la prévention des violences sexistes et sexuelles et de l'ensemble des violences, y compris les violences conjugales.

Nous nous appuyons sur le réseau associatif pour mener un certain nombre d'actions concrètes sur le terrain, actions qui participent de l'éducation à la citoyenneté, du vivre-ensemble et de l'égalité réelle entre les sexes.

En ce qui concerne les remarques faites plus particulièrement sur l'association "Les métallos", nous accordons effectivement une subvention de 5000 euros à cette association qui fait un travail remarquable sur le terrain à travers un parcours fille/femme dans le cadre de la Journée internationale des femmes dans deux quartiers "politique de la ville" : Fontaine-au-Roi et Ternaux-Jacquard.

En 2007, cette action a vu la participation de 500 habitants et habitantes. En 2008, pour la cinquième édition, les thématiques du corps et les nouveaux enjeux de santé ont été abordés avec le même succès. Les femmes des différents groupes ont été accompagnées par des artistes, des musiciens, des graphistes, des comédiens et des vidéastes, afin que les paroles multiples soient collectées, restituées, valorisées et entendues.

Je voudrais également souligner que cette manifestation portée par l'association "Comité des métallos" est réalisée avec un large partenariat, rassemblant les associations et les acteurs de terrain de ces quartiers, mais aussi des structures comme la Maternité des Bluets, les centres sociaux, etc.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 58.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SG 58).

2008, SG 94 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Je. Tu. Il..." pour l'attribution d'une subvention pour son action de sensibilisation des jeunes au respect mutuel entre les sexes au titre de 2007. - Montant : 110.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons au projet de délibération SG 94. Il s'agit de la signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Je. Tu. Il…" pour l'attribution d'une subvention pour son action de sensibilisation des jeunes au respect mutuel entre les sexes au titre de 2007, le montant de cette subvention étant de 110.000 euros.

Je donne la parole à Mme Frédérique PIGEON.

Mme Frédérique PIGEON. - Je souhaitais en effet prendre la parole pour attirer l'attention sur le fait que l'éducation, l'école et la sensibilisation jouent un rôle de premier plan pour promouvoir une société du respect et de la non-violence. A cet égal, M. le Maire nous l'a rappelé, la Ville est fortement aux côtés de ce mouvement et de cette lutte.

Nous soutenons l'association "Je. Tu. Il…" depuis 2003. Cette association promeut une action toute particulière en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes auprès des jeunes. Je voulais à cette occasion interroger Mme Fatima LALEM sur les initiatives qu'elle compte déployer en vue de la sensibilisation des jeunes.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Madame PIGEON.

La parole est à Mme LALEM pour vous répondre.

Mme Fatima LALEM, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci à Frédérique PIGEON de me donner l'occasion de mettre l'accent sur la qualité de l'action menée par cette association et cela dans un contexte de grande fragilisation des populations sur de nombreux territoires, avec une aggravation des phénomènes de violence, notamment dans le cadre des rapports entre filles et garçons. Les indicateurs sont lourds et les statistiques restent alarmantes, notamment celles produites par l'Observatoire national de la délinquance.

En conséquence, il est important de mener une politique volontariste de prévention pour promouvoir d'autres rapports entre les genres, porteurs d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, il est nécessaire d'agir sur les représentations dès le plus jeune âge, car la construction des rapports sociaux fille/garçon pendant l'enfance et l'adolescence joue un rôle déterminant sur les perceptions et les comportements que l'on adopte à l'âge adulte.

De surcroît, l'image que les jeunes adolescents ont de la sexualité, de ce que l'on peut faire accepter ou refuser a une influence sur les éventuelles violences sexuées qu'ils seront susceptibles de commettre ou de subir une fois parvenus à l'âge adulte. Oui, la prévention est primordiale pour lutter contre les rapports de domination qui enferment autant les garçons que les filles dans des représentations stéréotypées de leur place et de leur rôle dans la société. Il est donc primordial que des actions de sensibilisation au respect mutuel entre les sexes soient menées de façon systématique auprès des jeunes scolaires.

Cela correspond à des objectifs que s'est assignés l'équipe municipale dès la première mandature. Je voudrais souligner à ce niveau la qualité des partenariats engagés et la mobilisation de ceux qui, au quotidien, font de la prévention une priorité de leur action, qu'il s'agisse des différentes structures gérées par le Département, la Ville ou le réseau associatif.

Dans ce cadre, je voudrais particulièrement saluer le travail de l'association "Je. Tu. Il…", qui a initié depuis 2003 une démarche pédagogique interactive très innovante mobilisant à la fois de jeunes collégiens et la communauté éducative. Ce programme pédagogique performant s'appuie notamment sur l'utilisation de vidéos régulièrement actualisées mettant en scène une graduation des actes de violence entre collégiens en mobilisant les nouveaux outils à leur disposition : les téléphones portables, Internet, etc.

Le bilan est très encourageant. En cinq ans, cette association a assuré des actions auprès de 17.000 jeunes au sein de 70 collèges parisiens et en mobilisant à leurs côtés plus de mille adultes de la communauté éducative.

Dans le cadre de cette nouvelle mandature, nous allons amplifier ce mouvement et développer de nouvelles cohérences avec les structures qui dépendent de la Ville, avec notre réseau des centres de planification, avec les mairies d'arrondissement, le réseau associatif, et en recherchant un partenariat avec le Rectorat. Notre objectif est de renforcer ces interventions en direction des jeunes, autour de la prévention des risques sexuels, des comportements sexistes, et de l'éducation au respect.

Cependant, j'aimerais souligner que ces interventions indispensables sont aujourd'hui encore très largement financées par les collectivités territoriales, alors qu'elles relèvent d'une prérogative qui incombe à l'Etat, Etat qui reste à ce niveau largement défaillant.

A titre d'exemple, je voudrais rappeler qu'une loi a été votée en 2001, qui prévoit une information à l'éducation à la sexualité à raison de trois séances par an tout au long du cursus scolaire ; elle n'est toujours pas appliquée faute d'une mobilisation de moyens par l'Etat.

Je voudrais juste insister sur le rôle fondamental qui incombe aux pouvoirs publics et particulièrement à l'Education Nationale. Je le dis d'autant plus solennellement que ce qui se dit ici actuellement et qui a fait l'objet de plusieurs interventions ce matin dans le cadre de la communication du Maire de Paris à propos de la rentrée scolaire est très préoccupant.

En effet, toutes les suppressions de poste laissent peu d'espace aux chefs d'établissement et aux enseignants pour mener à bien cette mission éducative primordiale. Nous pensons que cette éducation, dès le plus jeune âge, a plus d'efficacité que l'arsenal répressif ou le fichage des jeunes que le Gouvernement veut mettre en place.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Vous avez eu raison d'insister sur cette très belle initiative que nous suivons, à la Ville, depuis 2003, et insister aussi sur le fait que l'Etat qui, via le Rectorat autorise, et nous sommes ravis de ce partenariat, l'équipe de "Je. Tu. Il…" à venir faire ce travail dans les collèges, ne finance absolument pas cette initiative. Elle est financée exclusivement sur les fonds de la Mairie de Paris. Cela fait déjà plusieurs années que la demande est faite au Rectorat d'apporter les moyens complémentaires. Merci, Madame LALEM, de poursuivre avec force ce travail et cette demande vis-à-vis de l'Etat.

M. Sylvain GAREL. - Une explication de vote : je donne la parole à Véronique DUBARRY.

Mme Véronique DUBARRY. - Je voudrais ajouter un point qui me paraît extrêmement important. Vous avez souligné le fait que le Rectorat doit accorder des autorisations à des associations pour qu'elles interviennent dans les collèges et certains lycées.

Je voudrais attirer votre attention, comme je l'ai fait à de nombreuses reprises lors de la précédente mandature, sur le fait que certaines associations n'ont pas encore d'autorisation pour rentrer dans les collèges et lycées. Vous avez parlé, Madame LALEM, de stéréotypes, d'idées préconçues, de préjugés, etc. En matière de sexualité, de conduite sexuelle, il y a encore énormément de préjugés et d'inégalités qui touchent les jeunes homosexuels et les jeunes lesbiennes.

Je pense qu'il faudrait vraiment s'atteler à cette inégalité et à cette discrimination et travailler, non seulement sur les conduites sexuées, mais aussi sur les différentes orientations sexuelles, ce que ne fait pas totalement "Je. Tu. Il…". J'ai vu un certain nombre de leurs interventions, et je pense que d'autres associations, qui ont un travail plus ciblé en la matière, devraient avoir les mêmes autorisations.

L'année dernière, le thème de la Marche des Fiertés, c'était justement l'éducation. Et, vraiment, j'insiste sur le fait que nous devons encore amplifier cet effort, même si vous avez raison de le souligner une fois encore : nous sommes les seuls à faire cet effort.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je suis tout à fait d'accord avec vous et je pense que Fatima LALEM, avec vous, verra à quelles autres associations vous faites référence, mais j'insiste, pour avoir vu et participé à des séances de formation de "Je. Tu. Il…", sur le fait que l'un des trois films concerne l'homosexualité et la façon dont des enfants, des jeunes reconnaissent, se reconnaissent comme homosexuels. Cela fait partie justement de ce travail très, très intéressant fait par "Je. Tu. Il…".

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 94.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SG 94).

2008, SG 98 - Subvention à l'association "ProChoix" (11e) pour ses actions d'information. - Montant : 12.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération SG 98 : subventions à l'association "ProChoix" pour un montant de 12.000 euros.

Je donne la parole à M. Gauthier CARON-THIBAULT.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Madame le Maire, mes chers collègues, la défense des libertés individuelles a été et reste un des enjeux majeurs de la vie publique, comme le montrent les mobilisations citoyennes qui ont vu le jour récemment au moment de l'instauration du fichier "Edvige". Aujourd'hui, de plus en plus de libertés individuelles sont remises en cause, que ce soit par des mouvements extrémistes, religieux ou sectaires, à travers le retour de la tentation obscurantiste ou encore par des reculs institutionnels et qui font faire marche arrière à des combats qui avaient réussi à faire prévaloir l'individu et sa liberté de choix.

Je fais référence à la suppression du Service des Droits des Femmes et de l'Egalité, à l'annulation du mariage, à la banalisation du financement des écoles privées, à ce Français déchu de sa nationalité pour s'être marié avec un homme aux Pays-Bas, à la prise en compte des fœtus morts sur les livrets d'état-civil et, au niveau international, aux conditions de vie des femmes et aux traitements inhumains infligés aux homosexuel(le)s. Tout cela nous interpelle, mais les mobilisations contre ce genre de recul sont trop rares, à tel point que la mobilisation contre le fichier "Edvige" fait figure d'exception.

Il est donc important de faire vivre les acquis des luttes passées pour les libertés individuelles afin de préparer celles de demain.

Le projet de délibération qui nous est proposé concerne l'association "ProChoix" fondée en 1997 par Fiammetta VENNER, première chercheuse à avoir écrit un livre sur l'histoire des mouvements anti-avortements en France. Rejoint par une journaliste, Caroline FOUREST, et une militante, Moruni TURLOT, "ProChoix" s'est inspiré du mouvement américain féministe "Pro-Choice" pour devenir peu à peu une école de pensée pour la liberté dans le progrès pour tous. Leur conception de la liberté individuelle les amène donc à combattre tout essentialisme, racisme, intégrisme et idéologie totalitaire.

Leur action est orientée avant tout vers les acteurs de terrain, le monde journalistique et toutes celles et ceux qui s'intéressent à ce domaine de réflexion.

Afin d'informer au mieux les acteurs de terrain que sont les associatifs, les chercheurs et même les élus, "ProChoix" édite une revue trimestrielle. Dans cette revue, la parole est donnée à des chercheurs, des investigateurs qui s'emploient à dénoncer copieusement, avec force détails et faits, les mouvements existants qui peuvent être dangereux pour notre démocratie, comme les mouvements fondamentalistes ou les réseaux de l'extrême droite française. Cette publication et ses auteurs sont devenus pour de nombreux universitaires une référence de plus en plus citée.

Cette revue est adossée à un centre de documentation qui, depuis 1997, recense, surveille, archive et analyse les évolutions des mouvements qui cherchent à remettre en cause la laïcité dans notre pays. Fort de leur exhaustivité en la matière, ce centre sert à de nombreux journalistes et chercheurs qui s'intéressent à la remise en cause du féminisme, la reconversion politique des militants d'extrême droite, les fondements de la droite religieuse américaine ou encore l'homophobie institutionnelle. C'est aujourd'hui 400 boîtes d'archives qui sont à la disposition du public sur simple demande.

Enfin, et afin de faire partager le fruit de leurs recherches au plus grand nombre, une newsletter de 31.000 inscrits et un site Internet exhaustif et très fouillé ont été créés, ainsi qu'une équipe de bénévoles, afin de répondre aux 600 mails reçus en une journée. Le succès de cette initiative se voit dans le nombre de connexions comptabilisées quotidiennement, 16.000 avec des pics à 40.000 lors de la médiatisation de sujets ayant rapport avec le droit de choisir, en particulier l'avortement.

Cette association fait donc véritablement œuvre de défenseur des libertés individuelles et d'aiguillon du débat public, afin de les faire progresser. De plus en plus de nos concitoyennes et concitoyens se tournent vers eux, aussi bien pour trouver des réponses concrètes à leurs interrogations mais aussi des conseils avisés quant à leur éventuelle situation.

"ProChoix" est donc une association qui, à travers les thèmes traités, comme la lutte contre l'homophobie, la laïcité ou encore la défense de l'I.V.G., rejoint les valeurs de Paris et mérite une fois encore de bénéficier de notre soutien.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je donne la parole à Mme LALEM pour vous répondre.

Mme Fatima LALEM, adjointe, au nom de la 6e Commission. - Merci, cher collègue.

Oui, vous venez vraiment de mettre l'accent très justement sur une association qui porte de manière forte et très pertinente des interventions sur le champ de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre l'homophobie et le racisme, pour le droit de choisir, le droit à l'I.V.G., etc. Je crois que vous avez fait une présentation assez exhaustive, en rappelant que cette association réunit des gens de qualité, des chercheurs, des journalistes et des militants, qui produisent une revue consultée et présente dans les bibliothèques de la Ville. Cette revue est tirée à 200 exemplaires et traite des sujets de société que vous avez développés.

"ProChoix", c'est aussi un centre de documentation qui sert vraiment de base documentaire pour de nombreux travaux scientifiques, reconnus, sur toutes les thématiques que vous avez développées. C'est également un site Internet très actif, effectivement : 31.000 connexions tous les jours.

Je crois que nous partageons l'intérêt et le soutien à cette association et je vous en remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Madame LALEM.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 98.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SG 98).

Voeu déposé par le groupe communiste sur le projet de regroupement des établissements de l'A.P.-H.P.
Voeu déposé par l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons, toujours en 6e Commission, le vœu n° 8 relatif au projet de regroupement des établissements de l'A.P.-H.P., vœu qui a été déposé par le groupe communiste, et le vœu n° 8 bis déposé par l'Exécutif.

Je donne la parole à Alain LHOSTIS.

M. Alain LHOSTIS. - Merci, Madame la Maire.

Le vœu, je dirais, se suffisait à lui-même, mais je veux attirer l'attention sur le fait qu'une transformation profonde est engagée à l'Assistance publique et que cette transformation, qui se situe dans le sillage des réformes précédentes et dans la perspective du projet de loi "Hôpital, patients, santé et territoire", vise en réalité à tenter de réduire les marges de manœuvre du secteur public hospitalier, au profit évidemment du secteur privé.

C'est la suite logique de la tarification à l'activité à 100 % qui asphyxie actuellement entièrement l'Assistance publique et la met face à une équation insoluble qui lui impose d'augmenter son activité tout en réduisant ses effectifs.

Parallèlement, le système qui est mis en place, suite à la réorganisation en quatre groupes hospitalo-universitaires faite il y a maintenant trois ou quatre ans et qui n'avait, paraît-il, vocation qu'à être un lieu de coordination, verrait une transformation structurelle qui aboutirait à l'éclatement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Dans ces conditions, nous souhaitons que le Maire de Paris, président du Conseil d'administration de l'Assistance publique, saisisse le Directeur général de l'A.P. pour qu'aucune mesure de regroupement de ses établissements ne soit mise en œuvre avant que ne s'engage un vrai travail de concertation avec toutes les parties concernées et que, d'autre part, compte tenu du débat qui va avoir lieu sur le projet de loi dont je parlais antérieurement, il s'adresse à la Ministre des Sports et de la Santé - je cite les sports parce qu'elle a l'air de plus s'occuper de cette question que de la santé - pour qu'elle garantisse le respect des valeurs du service public (accessibilité pour tous sans discrimination, qualité de l'accueil et des soins, haut niveau de recherche) et qu'elle prenne, parallèlement, l'engagement - et c'est une question centrale sur laquelle jusqu'à présent, le Maire de Paris s'est toujours prononcé favorablement - de maintenir l'unité de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, garante de la continuité de la qualité et de l'excellence des hôpitaux qui la composent.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Alain LHOSTIS.

Monsieur LE GUEN, je crois, avec un vœu n° 8 bis de l'Exécutif.

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - Merci, Madame la Maire.

Très rapidement. Tout simplement, nous partageons la volonté de vigilance exprimée par le vœu émis par le groupe communiste. Nous sommes tout à fait mobilisés sur l'idée qu'il faut à la fois continuer d'accompagner l'Assistance publique dans sa volonté de réforme et, en même temps, la protéger d'un certain nombre de tentations permanentes qui peuvent exister de l'affaiblir ou même d'essayer d'en privatiser un certain nombre de pans.

Je suis intervenu personnellement lorsque nous avons abordé cette question du regroupement d'un certain nombre de sites, pour veiller à ce que cela se fasse très explicitement avec la volonté préserver l'unité de l'Assistance publique mais aussi le contenu, le périmètre actuel de l'offre de soins de l'Assistance publique.

Avec le Maire de Paris, nous avons souhaité effectivement que le dialogue social se noue, qu'il soit mis en œuvre. Il l'a été notamment puisque j'ai reçu l'ensemble des organisations syndicales avec lesquelles j'ai pu dialoguer autour de ces considérations.

Néanmoins, nous ne pensons pas qu'il est aujourd'hui possible de demander à passer d'une position de vigilance à une position par nature critique.

Deuxièmement, lorsque nous nous adressons à la Ministre, nous souhaitons le faire d'une façon légèrement différente, non pas sur le fond, mais plus articulée avec ce que nous connaissons aujourd'hui de la loi "Hôpital, Patients, Santé, Territoire" qui, si elle devait rester inchangée, poserait des problèmes majeurs ; je ne parle pas du débat politique général sur l'avenir de l'hôpital public, je parle d'un problème majeur et spécifique à l'Assistance publique, puisque, pour l'instant, il n'est pas prévu que l'Assistance publique soit traitée d'une façon particulière alors que le statut de l'Assistance publique l'amène à ce qu'elle soit traitée de façon particulière.

C'est pourquoi nous demanderions volontiers au groupe communiste de se rallier à notre proposition, qui est à la fois moins définitive dans une logique de blocage et plus adaptée spécifiquement à ce qui figure dans la loi, mais qui reprend très largement l'idée de vigilance, l'idée de dialogue social exprimée par le vœu du groupe communiste et par notre collègue LHOSTIS.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Alain LHOSTIS, est-ce que vous acceptez de retirer le voeu n° 8 au profit du voeu n° 8 bis ?

M. Alain LHOSTIS. - Non, je crois que Jean-Marie LE GUEN a bien expliqué pourquoi nous ne pourrons pas retirer notre vœu : nous avons un désaccord de fond.

Il vient de l'expliquer, il pense que la loi en cours n'est peut-être pas fondamentalement dangereuse. Je répète qu'elle est fondamentalement dangereuse ; elle met en cause les bases de notre système public de santé.

Il ne peut donc pas y avoir de conciliation sur ce plan.

La deuxième chose concernant la concertation. Bien sûr, je ne doute pas du tout que le président suppléant de l'Assistance publique ait reçu les organisations syndicales, sauf que celles-ci, apparemment - excusez-moi, mais depuis 10 jours, j'ai été, malheureusement, pour des raisons très personnelles, obligé d'être en permanence dans un hôpital parisien - sont vent debout à l'unanimité contre ce qui se prépare et manifesteront d'ailleurs le 2 octobre.

Enfin, concernant la concertation avec les élus, je préside la commission de surveillance de l'hôpital Saint-Louis, dont il est prévu qu'il se regroupe avec l'hôpital Lariboisière. Si je n'avais pas été alerté par des discussions avec des syndicalistes, avec la direction, avec les représentants des médecins, je n'aurais pas su ce qui se tramait sur ce plan ; cela n'a jamais été mis à l'ordre du jour.

Dans ces conditions, nous maintenons notre vœu, même si, évidemment, des éléments du vœu proposé par Jean-Marie LE GUEN nous conviennent.

Je le répète, nous avons un désaccord de fond sur l'appréciation des réformes en cours, dont il revendique qu'elles s'inscrivent dans la continuité des restructurations précédentes. Assez de restructurations à l'hôpital ! Cela va comme cela ! Une loi tous les deux ans, alors que la précédente n'est même pas digérée, que tous les textes règlementaires de la précédente ne sont pas encore parus ! Laissons les personnels dans leur diversité, soigner les patients ! C'est ce qu'on leur demande.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Alain LHOSTIS.

Monsieur LE GUEN ?

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint, rapporteur. - Juste pour rassurer notre collègue LHOSTIS, et je me suis mal fait comprendre, je n'ai pas développé ici mon point de vue sur la loi "Hôpital, Patients, Santé, Territoire" ; j'aurai l'occasion de le faire dans d'autres instances… Je le rassure, je pense que mon esprit critique rejoindra très fortement le sien.

Simplement, au point où nous en sommes et lorsque nous avons, nous, Conseil de Paris, à nous exprimer, nous nous exprimons dans un cadre un peu différent et nous ne pouvons pas nous contenter de dénoncer un éventuel projet de loi qui d'ailleurs n'est toujours pas débattu ni même proposé en Conseil des Ministres.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu du groupe communiste assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 140).

Voeu déposé par le groupe communiste relatif au soutien à l'association des familles victimes du saturnisme.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le vœu n° 9 relatif au soutien à l'Association des familles victimes du saturnisme déposé par le groupe communiste.

Je donne la parole à Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci.

L'Association des familles victimes du saturnisme réalise depuis 1998 une action importante en direction de familles en situation de précarité. Cette association est implantée dans le 20e arrondissement depuis sa création.

Jusqu'à présent, cette association était hébergée par la Fondation l'Abbé Pierre, qui souhaite désormais récupérer ses locaux. Il y a donc un problème de locaux pour cette association qui souhaiterait pouvoir disposer d'un local approprié à Paris. Elle a déposé sa candidature auprès de la R.I.V.P. qui n'a pu, jusqu'à présent, lui fournir un local approprié.

Au vu du travail utile mené par cette association, au vu aussi de l'importance de cette question du saturnisme, le vœu présenté par notre groupe viserait à demander à notre Ville d'intervenir pour que l'association puisse disposer d'un local.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

M. Jean-Marie LE GUEN a la parole.

M. Jean-Marie LE GUEN, adjoint. - Je voudrais dire à M. le Président que nous travaillons tout à fait dans l'état d'esprit qui est le sien, au contact de cette association et nous avons bien le souci de pouvoir reloger cette association qui fait un travail tout à fait intéressant et tout à fait fondamental quand on voit ce qu'a pu coûter aux familles et aux enfants cette affaire du saturnisme.

Il est donc tout à fait légitime d'aider les victimes de cette grave crise de santé publique, à pouvoir se défendre, s'exprimer et donc se regrouper.

J'aurais dit volontiers que nous le faisons sans le vœu, mais nous le ferons encore plus volontiers avec le vœu.

J'ai une nuance : puisque vous vous adressez directement à la R.I.V.P. - je pense que vous pourriez amender votre vœu en ce sens -, on peut demander à la R.I.V.P. de se mobiliser pour essayer de trouver un local mais il est difficile de lui demander de payer les travaux car je pense que cela pose un problème d'ordre juridique. En revanche, la Ville de Paris serait tout à fait ouverte à l'idée de pouvoir subventionner éventuellement ces travaux.

Je pense que si vous étiez d'accord pour modifier légèrement la rédaction de votre vœu sur ce point précis, nous pourrions lui donner un avis favorable.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Ian BROSSAT est-il d'accord ?

M. Ian BROSSAT. - Nous l'amendons bien volontiers.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Le débat en attestera également.

Compte tenu de ces précision, je mets aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 141).

2008, DFPE 10 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Bethléem" (6e). - Montant : 395.939 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DFPE 10 relatif à la signature d'un avenant à la convention passée avec la fondation "Œuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Bethléem" pour un montant de 395.939 euros.

Mme Marinette BACHE a la parole.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Madame la Maire.

Je vais intervenir globalement sur l'ensemble des subventions aux associations gérant des crèches et des haltes-garderies.

De nombreux projets de délibération concernant des subventions de fonctionnement aux crèches associatives nous sont régulièrement soumis au Conseil de Paris. A la lecture de celle-ci, il apparaît que les subventions pour le fonctionnement des crèches associatives et les frais de personnel sont très hétérogènes. Cette disparité suscite, pour mon groupe, quelques interrogations.

En effet, les subventions rapportées au nombre de places varient ainsi, pour ce Conseil, d'un peu plus de 1.500 euros à 13.198 euros alors que la moyenne se situe entre 4.000 et 4.500 euros.

Or, cet écart ne semble dépendre ni du taux de remplissage, ni être lié aux subventions C.A.F., ni être lié au milieu social, ni enfin être lié aux types de structure.

Serait-il possible d'avoir quelques explications et de connaître le coût moyen de fonctionnement d'une place en crèche collective ou en halte-garderie en gestion directe sur Paris ?

Je me permets également d'attirer votre attention sur les revenus des personnels de ces associations qui varient de moins de 400 euros bruts par mois et par place à plus de 1.800 euros bruts par mois et par place alors que la moyenne se situe légèrement en dessous de 1.000 euros.

Hormis certains cas où le bénévolat a une très grande place, je ne comprends pas ce qui peut justifier un tel écart. Soit dans certaines crèches associatives l'enfant n'est pas suffisamment encadré et le personnel suffisamment formé, soit il existe des abus de rémunération.

En effet, je serais étonnée qu'une employée dans le secteur associatif soit rémunérée à hauteur de 5.400 euros bruts par mois.

Cette intervention n'a pas pour but de stigmatiser le tissu associatif qui effectue, dans sa quasi unanimité, un travail réel et désintéressé. Le travail qu'effectue cette Municipalité est remarquable, il permet aux Parisiennes et aux Parisiens de pouvoir accéder de moins en moins difficilement au service public de la petite enfance.

Service public auquel je sais que vous êtes, Monsieur NAJDOVSKI, particulièrement attaché.

Il s'agit simplement d'attirer votre attention pour vous demander s'il est possible d'avoir prochainement, à moins que vous ne soyez en mesure de nous éclaircir à ce sujet dès à présent, un point précis sur cette question.

Afin d'être totalement serein sur cette question, ne serait-il pas possible de demander lors des prochaines demandes de subventions un descriptif de l'encadrement et de le joindre à la fiche technique des prochains projets de délibération ?

En attendant, il est pour nous évident que nous voterons l'ensemble de ces subventions pour ne pas empêcher certains de nos concitoyens d'accéder à ces structures.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je donne la parole à Christophe NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 6e Commission. - Merci, Madame la Maire.

J'ai bien noté que l'intervention de Mme Marinette BACHE ne portait pas spécifiquement sur le projet de délibération DFPE 10 qui concernait une crèche collective dans le 6e arrondissement mais sur l'ensemble des projets de délibération relatifs aux subventions de fonctionnement aux associations.

Elle s'interroge sur les disparités qu'on peut observer en terme de coût au berceau entre autres.

Je peux vous donner un certain nombre d'éléments. Tout d'abord ces associations sont diverses de par leur taille, de par le nombre d'établissements gérés, leurs modalités de fonctionnement ou l'offre d'accueil. On a tantôt des haltes-garderies, tantôt des crèches collectives.

Certaines de ces associations sont propriétaires de leur patrimoine tandis que d'autres sont locataires. De plus, comme pour les établissements municipaux, certaines structures nécessitent des remises aux normes avec des fermetures temporaires, ce qui va peser sur les recettes annuelles de fonctionnement.

Enfin, certains établissements bénéficient des dispositions du contrat enfance que nous avons signé avec la Caisse d'allocations familiales de par leur localisation alors que d'autres établissements en sont exclus parce qu'ils ne sont pas situés dans des arrondissements jugés comme étant prioritaires.

Je rappelle que, dans le contrat enfance, les établissements situés dans les secteurs identifiés comme prioritaires, à savoir les 18e, 19e, 20e, 16e et 8e arrondissements ainsi que certains secteurs d'aménagement comme "Paris Rive gauche", "Clichy - Batignolles" et le secteur de la Porte de Vanves bénéficient de la prestation de service enfance et jeunesse en complément de la prestation de service unique qui s'applique à tous les établissements.

S'agissant des coûts de personnel, certaines associations recourent au bénévolat, c'est le cas notamment des crèches parentales, d'autres font appel à des contrats aidés pour lesquels elles ont d'ailleurs à faire face à un désengagement de l'Etat.

Les personnels sont soumis également à diverses réglementations : rémunération plancher du droit du travail ou rémunération plus avantageuse qui résulte à titre principal de deux conventions collectives applicables, celle de 1951 et celle de 1966.

Toutes ces raisons font qu'on observe une disparité dans les situations et donc dans les coûts des crèches associatives.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup.

Je mets donc aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 10.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 10).

2008, DFPE 298 - Approbation et signature d'un avenant à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage passée avec la SEM "PariSeine" (ex SEMEA 15) pour la réhabilitation du pavillon Lenègre de l'ancien hôpital Boucicaut, rue Lacordaire (15e), et l'aménagement dans une partie de celui-ci d'une crèche collective de 66 places.
Voeu déposé par les groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons à l'examen du projet de délibération DFPE 298 sur lequel un voeu n° 10 a été déposé par les groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.

Il s'agit de l'approbation et de la signature d'un avenant à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage passée avec la S.E.M. "PariSeine" pour la réhabilitation du pavillon Lenègre de l'ancien hôpital Boucicaut dans le 15e arrondissement et l'aménagement dans une partie de celui-ci d'une crèche collective de 66 places.

Madame BRUNO, je vous donne la parole.

Mme Catherine BRUNO. - Je vous remercie.

La S.E.M. "PariSeine" est en train de terminer la réhabilitation du pavillon Lenègre dans l'ancien hôpital Boucicaut pour y installer la crèche du même nom qui, j'ai repris les délibérations précédentes, aurait dû être livrée début 2008.

Les retards dus à différentes causes ne permettront pas d'ouvrir cet établissement avant le premier trimestre 2009.

Mon souci vient de ce que, pour ouvrir cette crèche, il faut une directrice. Sans logement de fonction, le recrutement devient très compliqué. Il est actuellement en panne pour la crèche Boucicaut.

L'indemnité de logement de 150 euros par mois ne permet pas de se loger à Paris dans le 15e avec une famille. Je trouve inéquitable et injuste la différence de traitement qui est faite entre les chefs d'établissement logés et ceux qui ne le sont pas.

Dans le même ordre d'idée nous avons actuellement dans le 15e une autre directrice qui attend depuis un an un logement promis à proximité de sa crèche.

Si la Ville considère que l'utilité du service, que les logements de fonction sont une conception dépassée, qu'elle le dise. Si elle considère que le bon fonctionnement du service et la sécurité des enfants ne nécessitent plus d'avoir le responsable d'établissement à proximité, qu'elle le dise, mais qu'il n'y ait pas deux poids et deux mesures et que ce problème soit revu dans son ensemble.

Comme le dit le rapport d'étude de l'Inspection générale de juillet 2001 concernant les logements de fonction, il s'agit là d'un arbitrage de nature politique qui incombe aux élus.

Tel est l'objet de ce vœu présenté également par le Président Jean-François LAMOUR, Philippe GOUJON et par mes collègues des groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - M. NAJDOVSKI a la parole pour vous répondre.

Madame BRUNO, je rappelle tout de même que nous, nous faisons des crèches.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 6e Commission. - Et avec des logements de fonction, Madame la Maire, parce qu'honnêtement, l'intervention de Mme BRUNO était pour le moins partiale et même quelque peu politicienne.

Je le regrette parce qu'aujourd'hui, la Ville de Paris essaie, dès que cela est possible, de systématiquement intégrer des logements de fonction aux nouveaux établissements qu'elle réalise et je ne voudrais pas être cruel en lui rappelant qu'avant 2001 ce n'était pas une politique systématique.

C'est peut-être de la préhistoire mais c'est aussi un héritage qui nous a été légué par les anciennes mandatures.

Si on a aujourd'hui un certain nombre d'établissements où il n'y a pas de logement de fonction c'est précisément parce qu'avant 2001 on n'y avait pas pensé.

Le Conseil de Paris a, lors d'une délibération en avril 2005, approuvé la possibilité d'attribuer des logements de fonction aux responsables de crèches collectives et familiales pour nécessité absolue de service.

Cette situation est très favorable par rapport aux conditions qui sont faites dans les communes limitrophes. Cette disposition n'existe pas partout. La contrepartie de cet avantage en nature, ce sont des sujétions et obligations professionnelles quotidiennes auxquels les directrices sont soumises et la Ville de Paris, comme je le disais, intègre désormais la nécessité et l'obligation de réaliser un logement de fonction dans chacun des nouveaux établissements qu'elle réalise.

Ceci étant, quand le bâti ne permet pas une telle implantation parce qu'il arrive parfois dans les secteurs très contraints de récupérer des surfaces réduites qui ne permettent pas d'offrir un logement de fonction aux directrices, la Ville s'efforce de trouver un logement à proximité de l'établissement dont l'éloignement ne peut excéder un quart d'heure et, à ce jour, près de 80 % des responsables sont logés dans leur établissement ou à proximité.

Par ailleurs, la question de l'indemnité dite compensatrice de logement au bénéfice des responsables non logés, sera examinée dans le cadre des discussions à venir sur le régime indemnitaire des personnels. La situation des encadrantes sera prise en compte.

Enfin, pour ce qui concerne plus spécifiquement le 15e arrondissement, il est à noter que pour deux crèches avenue Félix-Faure et rue Lecourbe, des logements ont été loués et affectés aux directrices.

Concernant la crèche Boucicaut, celle-ci va être livrée à la fin de l'année et une recherche de logement pour cette échéance est en cours.

La crèche rue de la Convention sur le terrain de la D.G.S.C. est prévue avec un logement de fonction dans le même immeuble.

Comme vous le voyez, en règle générale, nous réalisons des établissements avec logement de fonction, et quand nous n'avons pas la possibilité de le faire, nous recherchons des logements à proximité.

Dans ces conditions, je vous demande de retirer ce vœu, faute de quoi je serai obligé de donner un avis défavorable, et je regrette qu'une exploitation politicienne et pas très proche de la réalité soit faite de cette question.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - J'ai le même regret que vous.

Madame BRUNO, retirez-vous ce vœu ?

Mme Catherine BRUNO. - Non, et je voudrais m'en expliquer.

Je me préoccupe des 20 % de directrices de crèches qui ne sont pas logées et qui perçoivent une indemnité de 150 euros par mois. Si vous voulez jouer sur les mots et vous en sortir par une pirouette, libre à vous, mais la question que je soulève par ce vœu n'en demeure pas moins légitime et opportune sur le fond. Elle nécessite donc une réponse claire.

La Mairie de Paris a une marge d'appréciation pour décider de l'octroi d'un logement de fonction. En revanche, il n'est pas équitable, en pratique, de faire bénéficier certaines directrices de cet avantage, et pas d'autres. Je demande donc une réflexion d'ensemble et je souhaite maintenir ce vœu.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu des groupes Centre et Indépendants et de l'U.M.P.P.A., assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif suite à une explication très documentée et argumentée de Christophe NAJDOVSKI.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Je pense qu'il serait bon de faire parvenir votre réponse très argumentée, Monsieur NAJDOVSKI, à l'ensemble des directrices de crèches du 15e arrondissement.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 298.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 298).

2008, DFPE 331 - Signature d'un marché relatif à l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 19, rue Charles Lecocq (15e). - Montant : 5.011.954 euros.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous passons au projet de délibération DFPE 331. Il s'agit de la signature d'un marché relatif à l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de petite enfance situé rue Charles-Lecocq dans le 15e arrondissement, pour un montant de 5.011.954 euros.

Madame BRUNO, vous avez la parole.

Mme Catherine BRUNO. - A la lecture de ce projet de délibération, qui est passé au Conseil du 15e arrondissement, je me suis inquiétée de voir que la société "Crèche Attitude", qui gérait la crèche Charles-Lecocq depuis la reprise par la Ville en 2005 de cet établissement, était remplacée par une autre société gestionnaire de crèche choisie par la Ville : "People & Baby". Je n'ai rien contre cette société que je ne connais pas particulièrement ; je sais comme tout le monde qu'elle a été créée par Thomas FABIUS, puisque la presse s'en était fait largement l'écho à l'époque, même s'il s'en est retiré depuis.

"Libération" de jeudi dernier nous expose que le secteur des sociétés privées de gestion des crèches est en pleine expansion. Du reste, le patron de "People & Baby" explique que le chiffre d'affaires de sa société est passé de 7 millions d'euros en 2007 à 28 millions d'euros pour 2009, mais là n'est pas le sujet d'aujourd'hui.

Je me suis demandée où était passée la société "Crèche Attitude" qui, lors de la reprise de Charles-Lecocq en 2005, avait répondu à toutes les exigences de la Ville, avait travaillé en vraie professionnelle avec l'équipe de la crèche toujours en place, avait établi de très bons contacts avec la mairie d'arrondissement.

Au bout de trois ans, lors du renouvellement normal de la convention avec la Ville, cette société, comme cinq autres, avait répondu à l'appel d'offres et on lui demande finalement de "dégager" pour mettre quelqu'un d'autre à leur place.

Je trouve le procédé, même s'il est juridiquement imparable, quelque peu étonnant. Je voudrais surtout savoir quelles critiques la Commission d'appel d'offres a émises envers "Crèche Attitude". Pourquoi n'a-t-on pas demandé à la directrice et au personnel comment s'étaient déroulées les trois années de gestion par cette société car, ce que je trouve le plus contestable, c'est la méthode employée vis-à-vis de l'équipe de la crèche ?

La directrice a été prévenue lundi dernier que dans six semaines, ses interlocuteurs ne seraient plus "Crèche Attitude", mais "People & Baby". Aucune information ne lui a été fournie auparavant sur ce changement, ni à elle-même, ni à son équipe. Il est donc logique qu'elle s'inquiète des conditions de reprise de gestion pour son personnel et pour l'accueil des enfants.

Le cahier des charges précise que l'équipe doit être formée et "coachée" pour se réapproprier le nouveau projet pédagogique. Cela veut-il dire que l'ancien projet pédagogique récemment élaboré sera "jeté aux orties" pour en établir un autre ? Y aura-t-il toujours trois journées pédagogiques par an pour le personnel ? La rentabilité ne primera-t-elle pas sur la qualité de l'accueil ?

Certes, les 23 salariés seront maintenus, nous dit-on, dans les mêmes conditions de travail. Encore heureux, puisque les dispositions de l'article L. 122-12 du Code du travail l'exigent, mais est-ce une raison pour traiter ces personnels comme des pions sur un échiquier ? Dans tous vos discours, votre communication, vous évoquez votre volonté de concertation, de dialogue, de diffusion de l'information, et de démocratie de proximité, c'est même votre leitmotiv.

Mais oui ! La concertation et le dialogue, cela existe. Force est de regretter que dans les actes, cette volonté affichée ne se retrouve pas. La correction et la recherche de la paix sociale, mais surtout du bon fonctionnement de ce service aux familles, auraient impliqué que ce changement de gestionnaire puisse faire l'objet d'une information aux parents et d'une présentation au personnel, que vous les rassuriez sur leur devenir, bref que vous accompagniez cette mutation.

Je trouve que la gestion de ce dossier par la Ville a été regrettable et fait preuve d'un grand mépris à l'encontre de personnes qui s'inquiètent à juste titre de leur avenir.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - La parole est à M. NAJDOVSKI.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 6e Commission. - Comme vous le savez certainement, il s'agit là d'une structure en gestion déléguée avec un marché dit "article 30". On a quelques structures gérées sous cette forme aujourd'hui à Paris pour lesquelles on a une délégation de service public. Ces marchés ont une durée maximale de trois ans. Lorsque des associations ou des entreprises soumissionnent et emportent le marché, elles savent que c'est pour une durée limitée.

La crèche collective municipale de la rue Charles-Lecocq, dans le 15e, fait partie de ces structures, et le marché public de prestation de service article 30 a été attribué le 5 décembre 2005.

En prévision de la mise en concurrence obligatoire de ce marché, la Sous-Directrice de la Petite Enfance a rencontré les parents des enfants accueillis, ainsi que les personnels de l'établissement, et donc, je suppose, la directrice, dans les locaux de la crèche le mardi 18 mars 2008, afin de les informer des modalités de cette procédure avant qu'elle ne débute. Le personnel a été informé de ses droits en cas de reprise de la gestion de cet établissement par un tiers, et notamment des conséquences de l'article L. 122-12 du Code du travail faisant obligation au repreneur de maintenir le personnel en place aux mêmes conditions pendant douze mois.

A l'inverse, les personnels n'ont pas obligation de rester. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, partir. Il a été souligné que la Ville veillerait particulièrement aux conditions dans lesquelles la reprise interviendrait, si celle-ci devait se produire. La Commission d'appel d'offres du 3 septembre 2008 ayant attribué ce marché à la société "People & Baby", une réunion doit être organisée le 8 octobre 2008 à la DFPE afin de préparer la reprise avec le gestionnaire sortant, le nouveau titulaire du marche et la directrice de l'établissement. Il sera rappelé à cette occasion que la Ville de Paris se réserve la possibilité d'intervenir dans ce processus à tout moment, notamment à la demande des salariés.

Ce sont les éléments que je peux vous donner, sachant que ce marché ne concerne actuellement que quelques structures, et si la Ville a recours à ces marchés, c'est notamment pour offrir des horaires décalés et une plus large amplitude horaire aux Parisiens. Les entreprises et associations qui concourent à ces marchés le font dans un cadre défini et nous essayons, dans la mesure du possible, lorsque le gestionnaire change, d'accompagner le processus afin de ne laisser personne sur le carreau.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur NAJDOVSKI, d'avoir rappelé ces règles élémentaires relatives au Code des marchés. Je pense qu'elles avaient un peu échappé à Mme BRUNO, mais qu'elle sera tout à fait favorable à l'idée de pouvoir informer les personnels sans chercher à les inquiéter de façon inappropriée.

En tous les cas, là aussi, nous ferons notre travail d'information.

Mme Catherine BRUNO. - Je n'ai absolument pas contesté la valeur juridique de la façon de procéder à l'appel d'offres. J'ai simplement regretté que le personnel ait été si tardivement informé, notamment la directrice, que j'ai rencontrée très récemment.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Très bien. Mars 2008, c'est-à-dire peu de temps avant, ce qui est tout à fait conforme au droit.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 331.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 331).

2008, DFPE 107 - Signature d'une convention passée avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Gan Kitov" (17e). - Montant : 209.658 euros.
2008, DFPE 108 - Signature d'une convention et d'un avenant avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Léa Frankforter" et du jardin d'enfants "Sinaï" (18e). - Montant : 283.194 euros.
2008, DFPE 224 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Jeunesse Loubavitch" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 102.609 euros.
2008, DFPE 227 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Crèche Gan Esther" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 65.260 euros.
2008, DFPE 229 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 266.998 euros.
2008, DFPE 233 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche familiale (19e). - Montant : 285.868 euros.
2008, DFPE 234 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Orh Eliahou" (19e). - Montant : 67.965 euros.
2008, DFPE 236 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Ohel Esther" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (19e). - Montant : 33.228

euros.

2008, DFPE 240 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son jardin d'enfants (19e). - Montant : 115.484 euros.

2008, DFPE 295 - Subvention à l'association "Ozar Hatorah" (13e) pour le changement de fenêtres et l'acquisition de matériel dans la crèche, 31, rue des Cordelières (13e). - Montant : 19.490 euros.

Voeu déposé par l'Exécutif.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Nous examinons le projet de délibération DFPE 107 : signature d'une convention passée avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Gan Kitov" dans le 17e arrondissement pour un montant de 209.658 euros.

Comme il y a beaucoup d'inscriptions, je vous propose de grouper la discussion avec les projets de délibération DFPE 108, DFPE 224, DFPE 227, DFPE 229, DFPE 233, DFPE 234, DFPE 236, DFPE 240, DFPE 295 et sans oublier le voeu n° 11 de l'Exécutif.

Je donne la parole à M. ALAYRAC.

M. Gilles ALAYRAC. - Merci, Madame la Maire.

La position du parti radical de gauche sur le financement des établissements confessionnels à caractère communautariste a déjà été exprimée dans cette enceinte, lors de la mandature précédente. Elle est constante.

Aujourd'hui encore, les élus radicaux, comme ils l'ont fait dans les arrondissements, voteront contre les subventions à ces structures. S'agit-il d'une hostilité de principe à un financement public de ce secteur au motif qu'il serait confessionnel ? La réponse est non. Nous ne nous laisserons pas enfermer dans cet angle mort, nous ne laisserons pas présentés comme une formation politique à la vision passéiste, voire intégriste, de la laïcité.

Non, nous ne sommes pas les ringards de la laïcité face aux tenants de la pseudo laïcité positive. Justement, ce terme de "laïcité positive" est tout de même d'une belle habileté rhétorique. Laïcité positive, on a l'impression que c'est la même chose que la laïcité mais en mieux. En réalité, cette expression vide le concept de laïcité de son sens, puisque la définition de la laïcité serait alors forcément minimaliste et négative.

On se constitue comme citoyen, et d'abord à l'école, indépendamment de ce qu'on est préalablement au plan religieux et culturel. Le principe de laïcité impose donc un devoir d'abstention de la puissance publique, en matière de croyance et d'incroyance.

Ceci dit, pour nous, il est possible d'apporter un concours financier public à une structure qui s'affiche confessionnelle si elle rend un service d'intérêt général, un service public et qu'elle ne valorise pas le communautarisme. Avec les 22 crèches confessionnelles, avec les 3 millions d'euros que l'on nous invite à voter, c'est tout le contraire. Un service public, sûrement pas : ces crèches n'accueillent pas tous les enfants domiciliés à Paris sans distinction de leur appartenance religieuse ; elles ne participent pas aux commissions d'attribution des places en mairie d'arrondissement ; elles n'ouvrent pas durant la totalité des jours ouvrables puisqu'elles sont fermées au moment des fêtes juives ; elles ne répondent donc ni à l'impératif d'universalisme ni à l'impératif de continuité du service public.

Pour terminer, ces établissements affichent et revendiquent un net caractère communautariste. Si on doit respecter le libre choix des parents de faire grandir leurs enfants dans une ambiance communautariste, il est de notre devoir de ne pas encourager ce repli sur soi par un financement public.

Jusqu'où peut-on revendiquer son identité sans tomber sur le repli identitaire ? Le communautariste est un danger. Grandir dans l'ignorance du monde qui nous entoure, c'est la porte ouverte à la bêtise, aux préjugés et à l'intolérance. Nous exprimons ici une conviction profonde et nous demandons qu'elle soit respectée si elle n'est pas partagée.

Mais les radicaux sont ouverts au dialogue sur cette question. Tel a été d'ailleurs le sens du vœu présenté tout à l'heure par Laurence GOLDGRAB en faveur d'un Observatoire de la laïcité. Tel sera le sens de notre vote favorable du vœu de l'Exécutif n° 11 qui annonce une remise à plat du partenariat de la Ville avec ces établissements de petite enfance. Un tel effort ne peut que recueillir nos encouragements.

Merci.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

Je donne la parole à Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Madame la Maire, chers collègues.

Cette année encore, nous abordons la question controversée des subventions attribuées à certaines crèches gérées par les associations confessionnelles, dont le moins qu'on puisse dire, et cela a été dit tout à l'heure, est qu'elles ne respectent pas le principe de laïcité auquel nous sommes, du moins sur les bancs de la majorité, tous attachés.

Cette année, ce débat s'ouvre dans un contexte où la laïcité est en permanence attaquée par le Président de la République. Un Président de la République…

(Protestations sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

J'avais cru comprendre pendant la campagne électorale que désormais la droite était décomplexée. Il faut croire qu'elle a de complexes qui ont la vie dure ! Remarquez, je vous comprends.

Cette année, ce débat s'ouvre dans un contexte où la laïcité est en permanence attaquée par le Président de la République, un Président de la République qui, vous vous en souvenez, n'a pas hésité à comparer le rôle du curé à celui de l'enseignant pour expliquer aussitôt que le premier était supérieur au second. Un Président de la République incapable de parler de laïcité sans lui accoler le qualificatif de positif comme si par le passé il avait existé une laïcité négative !

Dans ce contexte de remise en cause de la laïcité, d'attaques incessantes contre ce principe constitutif de notre République, avons-nous vraiment intérêt à apporter notre soutien à des adversaires de la laïcité ? Je ne le pense pas. La ville que nous voulons est une ville dans laquelle la diversité ne créé pas du repli communautaire mais tout au contraire du brassage, du métissage et de la rencontre.

Les crèches que nous nous apprêtons à subventionner reposent sur un fonctionnement qui est aux antipodes de cette conception de la Ville, qui, je le sais, est partagée sur les bancs de la majorité. Chacun voit bien d'ailleurs que cette situation ne peut perdurer, qu'il nous faut obtenir de nouvelles garanties afin que le principe de laïcité soit respecté partout. Chacun voit bien aussi que si nous continuons sur les mêmes bases, nous ouvririons la voie à toutes les dérives.

Dans le même temps, j'entends bien entendu la détermination de l'Exécutif municipal visant à ce que cette situation ne reste pas telle quelle. Je vois notamment le voeu qui est présenté à cette occasion, j'en prends acte : il marque une inflexion que nous apprécions. Nous avons donc fait le choix de ne pas participer au vote.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Je donne la parole à Sylvain GAREL puis à M. GOASGUEN.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Madame la Maire.

Je suis d'abord moi aussi satisfait qu'il y ait un vœu de l'Exécutif qui va dans le bon sens, mais je crains un peu que ce voeu malheureusement ne reste un vœu pieux parce que cela fait maintenant sept ans que nous nous opposons à ces délibérations. Et cela fait plusieurs fois qu'on nous promet des changements et ces changements n'ont jamais eu lieu.

Je vais reprendre ce que nous avons dit très récemment à la mairie du 18e arrondissement concernant les deux subventions à l'association "Gan Ménahem", qui gère les crèches du 18e arrondissement mais qui en gère ailleurs, ce qui a motivé notre opposition à la mairie du 18e arrondissement et ce qui motive notre opposition aussi aujourd'hui au Conseil de Paris.

Un rapport de l'Inspection générale de la Ville en 2004 a relevé trois dysfonctionnements importants chez ces établissements. D'abord un dysfonctionnement financier. Je cite : "cavalerie de trésorerie entre les trois associations gestionnaires de quatorze activités, d'obédience Loubavitch, absence de structure gestionnaire propre à l'association aggravant l'opacité comptable" pour reprendre les termes du rapport, "comptes de gestion ne reflétant pas la réalité, non paiement des charges sociales", tel était le constat.

Les éléments contenus dans la délibération qu'on nous demande de voter aujourd'hui ne suffisent pas à nous rassurer sur la transparence de la gestion financière. Je cite de nouveau : "Les financements publics hors Ville de Paris sont surévalués et mériteraient d'être confirmés par la C.A.F. d'autant que l'association ne respecte pas la règle du rattachement des produits à l'exercice". Le rapport souligne l'importance des opérations exceptionnelles, sans dire lesquelles, qui permet de couvrir 2,4 millions d'euros de créances douteuses. Ou encore, il déplore que certaines sommes importantes n'apparaissent pas au bilan, et conclut sur la persistance d'anomalies et la précarité de la situation financière de ces crèches.

Autre critique faite par l'Inspection générale en 2004, la vie associative de ces associations était apparemment fictive puisque le rapport indiquait que les membres du Conseil d'administration de "Gan Ménahem" considérèrent qu'effectuer des dons à la S.C.I. en faillite les dispensait de cotiser à leur association - ce qui n'est pas tout à fait la même chose -, que le paiement de la prestation demandée aux parents et enfin distincte de la cotisation qu'ils devaient acquitter à l'association gestionnaire, mais il n'y a pas de cotisation, et que la seule réunion d'association qui a été trouvée lors de l'inspection, c'est simplement la réunion de rentrée des parents d'élèves avec les enseignants, ce qui n'est pas tout à fait la réunion d'une gestion associative.

A toutes ces questions soulevées par le rapport, nous n'avons jamais eu aucune réponse, ni perçu de changement dans ces crèches.

Troisièmement, ce qui est peut-être pour nous le plus important, comme pour les collègues qui sont intervenus avant moi : la discrimination religieuse dans le recrutement. Que disait le rapport là-dessus ?

Page 3, "ces associations ont pour objet l'accueil d'enfants et de jeunes d'origine et de confession israélites". Le Règlement intérieur précise dans son introduction "le caractère propre de la crèche est d'être un établissement à caractère communautaire".

Page 16, lors des visites des crèches et du jardin d'enfants, les rapporteurs ont constaté que - je cite - "ce caractère propre et clairement affirmé à la crèche Léa Frankforter et au jardin Sinaï, présence de symboles religieux, prières en hébreux affichées au mur, photo du rabbi Loubavitch, etc.".

Un peu plus loin : "Tout le personnel féminin respecte la tenue vestimentaire traditionnelle : pas de port de pantalon, longueur des jupes ou robes à mi-mollets, coiffe des cheveux".

Le rapport ne fait que constater une réalité connue depuis longtemps : la discrimination religieuse. Dans les premières années d'ouverture de l'établissement "Sinaï", il était demandé aux familles des documents rabbiniques attestant leur judaïté. Cette pratique de jure a cessé après que des parents d'élèves des écoles publiques voisines s'en furent émus. Elle est devenue de facto, c'est d'ailleurs ce que dit le rapport page 16 - je cite de nouveau : "En ce qui concerne l'accord parental mentionné dans le Règlement intérieur pour la transmission de certaines valeurs éthiques aux enfants, celui-ci reste oral, les directrices de crèche et du jardin d'enfants s'employant à commenter le Règlement intérieur aux parents."

En juin 1905, Pascal JULIEN, adjoint au Maire du 18e... En juin 2005, pardon !

C'est parce qu'on me coupe, aussi, donc ce n'est pas simple !

En juin 2005, Pascal JULIEN, adjoint au maire du 18e, a pu constater de visu tout cela en obtenant non sans difficulté de pouvoir visiter la crèche et le jardin d'enfants.

Il y a trois ans, suite à ses protestations et à celles de nos collègues communistes, le Maire de Paris et celui du 18e s'étaient engagés à mettre en œuvre une solution qui devait, à leurs yeux, régler les difficultés. Le FSJU, la Fondation Rothschild et la Fondation Mémoire de la Shoah devaient fonder une nouvelle S.C.I. reprenant les biens immobiliers et les dettes, puis créer une nouvelle association reprenant les activités de Gan Ménahem, avec un nouveau C.A. comprenant des personnalités ayant la confiance des repreneurs. Rien de tout cela n'a été fait.

A un moment où le Président de la République et sa majorité malmènent la laïcité, il serait souhaitable que le Maire de Paris évite de lui emboîter le pas.

On nous dit : "soit vous souhaitez une association qui viole la laïcité, soit vous fermez des crèches et des jardins d'enfants, et vous êtes alors des irresponsables". A ce chantage odieux, nous répondons qu'il y a une troisième voie : exiger des associations Loubavitch qu'elles fassent comme les autres établissements d'obédience chrétienne ou israélites subventionnées, qu'elles respectent la convention qu'elles ont signée et notamment son article premier qui interdit la discrimination, sous peine de perte de bénéfice de la subvention.

En attendant que cette décision soit prise, nous voterons contre ces projets de délibération.

Pour conclure, laissez-moi vous lire ce que disait en 1997 au Conseil de Paris Bertrand DELANOË à propos d'un vote sur le sujet : "Comment ne pas s'interroger sur ce que doit être l'attitude de notre collectivité face à des orientations de certains mouvements religieux et, disant cela, je ne limite évidemment pas mon propos à telle ou telle communauté. Nous sommes face à un vrai problème. Certaines dérives émanant de communautés spirituelles ou religieuses caractérisent aujourd'hui le monde dans lequel nous vivons. Elles heurtent légitimement la conscience de citoyens soucieux de défendre les valeurs républicaines et laïques, tout particulièrement en ce qui concerne la place des enfants dans la société. Nous choisirons ce que j'assumerai personnellement avec lucidité comme la solution la moins imparfaite et c'est pourquoi le groupe socialiste et apparentés s'abstiendra sur ce projet de délibération".

Dix ans plus tard, rien n'a changé, sauf le vote du Maire de Paris et probablement celui du groupe socialiste. Je le regrette.

Je vous remercie.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Son sens de la responsabilité est toujours là !

Monsieur GOASGUEN, vous avez la parole.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Je voudrais remercier l'intervenant précédent qui a su aller chercher dans les archives le passé des déclarations du Maire de Paris. Et ma foi, pour une fois, tenez-vous bien, je vais dire du bien du Maire de Paris, je me félicite que le Maire de Paris se soit converti, si j'ose dire, à une option de laïcité positive !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Vous allez un petit peu loin, là ! Je pense que vous allez un petit peu loin, et sur la conversion et sur la laïcité positive.

Mais poursuivez, Monsieur GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Si cela vous embête que je dise du bien de DELANOË, je peux recommencer à en dire du mal !

Ne vous inquiétez, je suis intarissable !

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Faites comme vous faites d'habitude, cela vous va très bien !

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Très bien !

Donc, je me félicite de la conversion, je le répète, de Bertrand DELANOË à la laïcité positive ; mais, comme il est en période électorale, je ne dirai pas que Bertrand DELANOË a suivi Nicolas SARKOZY sur ce chemin ! Je n'oserai pas le dire parce que cela pourrait lui porter préjudice au sein du Congrès du parti socialiste !

Mais je le souligne quand même parce que j'ai été choqué par l'article du Parisien ce matin.

En réalité, il n'y a pas de communautarisme en question. Le communautarisme, cela signifie, dans un certain nombre de pays anglo-saxons, que des établissements, qui ne demandent rien à la collectivité publique, évidemment, ne sont pas sous contrôle de la collectivité publique.

Effectivement, c'est le cas aux Etats-Unis, c'est le cas en Angleterre. Ce n'est pas le cas en France. Car je vous rappelle que toutes les institutions en question, et notamment les institutions Loubavitch, pour lesquelles, j'espère, nous allons voter à la quasi-unanimité le maintien des aides auxquelles elles ont parfaitement droit, sont sous contrôle de l'administration. Elles sont sous contrôle de l'Etat. Elles sont sous contrôle de l'administration municipale.

L'enseignement lui-même est sous contrôle académique.

Par conséquent, prétendre que le financement public que l'on donne à ces institutions est quasiment un don gratuit à des gens qui s'en servent sans contrôle, est une erreur fondamentale que je ne peux mettre qu'au compte d'un certain sectarisme dans la vision de la laïcité.

La laïcité n'est pas un enfermement. Il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre que dans la Ville de Paris, comme ailleurs, il y a un développement que l'on peut trouver sûrement saugrenu mais un développement du contexte religieux quel qu'il soit : du contexte musulman, du contexte catholique ou encore du contexte protestant.

Vous avez deux solutions : ou bien vous niez en bloc l'existence d'une certaine tension sans doute due aux circonstances politiques internationales qui mettent l'individu en question, ou bien vous considérez cette tension comme positive. Dans ce cas, vous acceptez sans discrimination que la collectivité publique y prenne sa part, non dans les développements mais dans l'application juste de la laïcité.

Vous pouvez également vous borner à ce que j'appelle une laïcité régressive, c'est-à-dire une position qui est une position de refus systématique non justifié, car rien ne peut justifier le refus de la participation de la collectivité publique dans la mesure où il n'y a pas d'atteinte à la légalité.

C'est sans doute vrai qu'il y a des abus qu'il faut contrôler, mais en toute hypothèse il n'est pas question que la Ville de Paris ne se joigne pas à un mouvement qui dépasse très largement l'agglomération parisienne.

Encore une fois, je me félicite pour une fois que le Maire de Paris ait bien compris l'évolution de la laïcité en prônant, comme Nicolas SARKOZY, une laïcité positive.

C'est la raison pour laquelle nous voterons à la fois toutes les délibérations mais aussi le vœu présenté par l'Exécutif qui permet de contrôler les abus toujours possibles dans ce genre de circonstances.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI a la parole pour la réponse et le vœu de l'Exécutif.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, au nom de la 6e Commission. - Tout d'abord, je tiens à remercier l'ensemble des orateurs pour la qualité de leurs interventions concernant un débat qui est éminemment complexe et passionné.

Comme cela a été rappelé par différents orateurs, il ne faut pas le cacher ni le nier, il existe des divergences d'appréciation sur la question des subventions à un certain nombre d'associations à caractère confessionnel au sein de la majorité, comme cela a été rappelé par MM. ALAYRAC, BROSSAT et GAREL.

Je peux vous donner aujourd'hui la position de l'Exécutif municipal sur ce sujet précis. Nous sommes liés à travers des conventions types qui ont été adoptées en 2003. Ces conventions définissent les droits et les devoirs de chacune des deux parties.

L'Exécutif souhaite donc, dans le cadre de la nouvelle mandature qui commence, remettre à plat les relations avec l'ensemble des associations, notamment dans la perspective du prochain renouvellement des conventions et s'assurer du respect scrupuleux des engagements inscrits dans celles-ci.

La Ville de Paris notamment, et c'est l'objet du vœu que je présenterai à l'occasion, rappellera à toutes les associations la nécessité de respecter sous peine de rupture de la convention, l'article premier de la convention-type qui stipule que l'association s'engage à accueillir chaque année dans les établissements des enfants domiciliés à Paris sans distinction d'origine sociale, ethnique ou d'appartenance religieuse.

La Ville s'assurera également de la participation de toutes les associations gestionnaires de crèches à la Commission d'attribution des places en crèche de l'arrondissement pour leur permettre de coordonner leur politique d'attribution des places, là encore, conformément à l'engagement figurant à l'article 9 de la convention.

La Direction des Familles et de la Petite Enfance s'assurera, de son côté, de la domiciliation parisienne des enfants admis. Cela a été observé par le passé par des rapports de l'Inspection générale. D'ailleurs, les préconisations de l'Inspection générale ont été, pour la plupart, suivies d'effets, puisque les taux d'admission avec 20 % d'enfants non parisiens qu'on pouvait observer dans un certain nombre de crèches sont aujourd'hui en très net recul.

Tout ceci, ainsi que la mise en place d'un comité de suivi qui se réunira régulièrement pour vérifier la mise en œuvre des préconisations issues des rapports de l'Inspection générale concernant le fonctionnement des associations, sont les engagements que nous prenons vis-à-vis de l'ensemble des conseillers ici présents.

L'Exécutif souhaite que le subventionnement de ces associations soit prolongé dans le cadre de ces avenants - il s'agit bien d'avenants - à des conventions biannuelles ou triannuelles. Nous aurons l'occasion, avec le renouvellement des conventions l'an prochain, de remettre à plat la question des subventions à l'ensemble des associations gestionnaires de crèches à Paris.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci.

La parole est au président Jean-Pierre CAFFET.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Madame la Maire.

Je voudrais faire, pour mon groupe, une rapide explication de vote.

Mon groupe a pris la décision de voter ces projets de délibération. Il le fera en conscience, il le fera en pleine connaissance de cause, il le fera en pleine connaissance des difficultés qui surviennent de manière récurrente quand ces délibérations arrivent au Conseil de Paris et il le fera surtout parce que je crois que pour la première fois depuis de nombreux Conseils de Paris, ces projets de délibération sont assortis d'un vœu qui, me semble-t-il, pose bien le problème.

Pour ma part, je considère que le problème qui nous est posé n'est pas celui du fondement de la laïcité et je crois, Monsieur GOASGUEN, que vous avez tort de gloser sur je ne sais quelle conversion à une laïcité soit positive, soit négative. Pour moi, Monsieur GOASGUEN, la laïcité n'est pas positive, elle n'est pas négative ; c'est la laïcité, un point c'est tout.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et radical de gauche, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

D'ailleurs, je vous ferai remarquer que mon groupe vote ces projets de délibération depuis sept ans et n'a pas attendu les innovations présidentielles sur la laïcité, avec le côté positif, le côté négatif et un jour, on aura peut-être le côté neutre, pour prendre ses responsabilités.

Pour mon groupe, la laïcité est la laïcité et c'est tout et ce n'est pas la peine de gloser là-dessus.

La deuxième remarque que je voulais faire est que ces projets de délibération interviennent toujours dans un cadre légal. Le problème qui nous est posé, et c'est vrai, de manière récurrente depuis des années et des années, est de savoir si le cadre légal en vertu duquel la Ville subventionne ces établissements est respecté ou non. C'est vrai que quand on entend les maires d'arrondissement et un certain nombre d'élus, on peut avoir quelques inquiétudes sur ce sujet, sur l'ouverture des crèches à tous les enfants, sur l'ouverture des crèches aux enfants parisiens et uniquement aux enfants parisiens, puisque la subvention est financée grâce aux recettes en provenance des contribuables parisiens, la domiciliation des enfants.

Très franchement, je crois, et c'est la raison pour laquelle mon groupe a pris cette décision de voter favorablement pour ce projet de délibération, qu'avec la mise en place d'un comité de suivi qui figure dans ce vœu, nous allons, j'espère, dans les semaines et dans les mois qui viennent et en tout cas avant que le problème ne se repose à nouveau à ce Conseil de Paris, c'est-à-dire pour les subventions 2009, faire véritablement le point sur ce qui se passe dans ces établissements et faire en sorte que les conventions qui lient ces établissements à la Ville de Paris en contrepartie d'une subvention soient respectées à la lettre et de A à Z.

Voilà pourquoi mon groupe votera ces projets de délibération.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Merci beaucoup, Monsieur CAFFET.

Je mets tout d'abord aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 142).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 107.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 107).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 108.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 108).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 224.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 224).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 227.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 227).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 229.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 229).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 233.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 233).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 234.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 234).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 236.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 236).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 240.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 240).

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DFPE 295.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DFPE 295).

Dépôt de question d'actualité.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, présidente. - Avant de suspendre la séance, je vous informe que des questions d'actualité ont été déposées.

La première question est posée par Mme Marinette BACHE et les élus du groupe du Mouvement républicain et citoyen à M. le Maire de Paris. Elle est relative "aux immeubles de grande hauteur".

La deuxième question émane du groupe communiste. Elle est adressée à M. le Préfet de police et concerne "l'expulsion des habitants du 150, boulevard Vincent-Auriol dans le 13e arrondissement".

La troisième question d'actualité, du groupe "Les Verts", concerne "la situation dans le 19e arrondissement et les moyens à mettre en œuvre pour un bien vivre dans tous les quartiers".

La quatrième question est posée par le groupe Centre et Indépendants et concerne "la culture cet été à Paris (acte2)".

La cinquième question d'actualité du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés est adressée à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police en ces termes :

"Depuis 2001, la Mairie de Paris a entrepris un véritable rééquilibrage de son action au profit des quartiers longtemps délaissés et des secteurs les plus en difficulté. Le Plan local d'urbanisme illustre parfaitement ces orientations en privilégiant le logement social dans les quartiers qui en étaient le plus dépourvus ou en favorisant le développement économique des arrondissements aux plus forts taux de chômage.

La politique de la ville menée durant ces années a permis d'accentuer cet effort en ciblant et en priorisant les actions indispensables à une meilleure cohésion sociale et à un développement territorial plus harmonieux. Ces travaux et ces projets qui concernent plus particulièrement un ensemble de 14 quartiers politique de la ville sont en effet une partie essentielle de la réponse apportée aux enjeux du "vivre ensemble", de sécurité et de cohésion sociale au bénéfice de quartiers et de populations fragiles.

Pour autant, ces efforts sont tels qu'ils nécessitent la mobilisation de toutes les parties prenantes à cette politique. A cet égard, ils ont toujours été envisagés dans un partenariat étroit avec l'ensemble des intervenants dont la Région ou l'Etat. Aujourd'hui cependant, le recul de l'engagement de l'Etat les menace de façon de plus en plus alarmante. Les annonces du Comité interministériel des villes du 20 juin dernier d'un resserrement de la géographie prioritaire de plus de 2.000 quartiers à seulement 215 ont fortement inquiété les 8 arrondissements de la Capitale concernés par la politique de la ville. En effet, aucun territoire parisien n'est mentionné dans cette nouvelle liste restreinte. A titre d'exemple, le fait que le Gouvernement n'ait, contrairement à ses engagements, toujours pas pris sa part au financement de la requalification de la résidence Edmond Michelet engagée par la Ville dans le 19e arrondissement et soutenue par la Région s'avère très pénalisant sur la poursuite des travaux.

Plus globalement, ce désengagement ne peut qu'aggraver la lente détérioration de notre tissu social, de son vivre-ensemble, de son contrat social et poser la question même de l'existence d'une politique de la ville dans notre pays.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire de Paris, les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés vous demandent de bien vouloir rappeler l'Etat à ses engagements afin d'éviter qu'une fois encore, les Parisiens déjà les plus en difficulté ne fassent les frais des arbitrages et incohérences de la politique gouvernementale.

Je vous remercie."

Enfin, la dernière question d'actualité est de Mme Françoise de PANAFIEU, au nom de groupe U.M.P.P.A. Elle est relative "à la fiscalité".

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures cinq minutes, est reprise à quatorze heures quarante-cinq minutes, sous la présidence de M. le Maire de Paris).

Examen des questions d'actualité.

I - Question d'actualité du groupe M.R.C. à M. le Maire de Paris relative aux immeubles de grande hauteur.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous poursuivons nos travaux en commençant par l'examen de la question d'actualité du groupe M.R.C.

Mme Karen TAÏEB a la parole.

Mme Karen TAÏEB. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, notre Conseil a, à plusieurs reprises et très récemment encore, débattu de la création d'immeubles de grande hauteur et, faut-il rappeler, le groupe Mouvement Républicain et Citoyen se félicite de cette volonté de ne pas figer Paris en ville musée et de donner une opportunité une fois de plus à la créativité.

Le projet de la pyramide de verre de 200 mètres de haut au coeur du Parc des Expositions Porte de Versailles dans le 15e arrondissement apporte enfin un sujet de débat concret, à même de pouvoir bouleverser certaines visions conservatrices.

Ce projet est remarquable, nous semble-t-il, et architecturalement audacieux. Enfin, le débat sur les immeubles de grande hauteur peut se focaliser sur un projet réel, il me semble que nous voyons bien qu'il serait dommage de se passer de telles œuvres.

Aussi, la concertation pourra se faire sur une base solide. Nous aimerions savoir, Monsieur le Maire, comment celle-ci sera effectuée, dans quels délais et nous aimerions également avoir des précisions sur le devenir du projet de créer des chambres pour les séminaristes du Parc des Expositions.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vais donner la parole à Anne HIDALGO qui va nous dire quel est son programme pour les chambres de séminaristes.

Karen TAÏEB a posé cette question en liaison avec le Palais des Congrès qui organise des séminaires.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie Karen TAÏEB pour cette question, dans le droit fil de ce qu'elle nous avait dit au mois de juillet, puisque je me souviens qu'elle avait fait une très belle intervention se terminant par la beauté de Paris.

Je pense que cette proposition de Jacques HERZOG et Pierre de MEURON, au-delà de son utilité pour Paris, ajoutera aussi de la beauté à Paris.

Sur la concertation tout d'abord, je l'avais dit lors de la délibération du mois de juillet, nous allons engager, sur l'ensemble du processus des hauteurs à Paris, une série de réunions publiques courant décembre.

Nous allons les organiser dès décembre sur les évolutions urbaines et architecturales de Paris et de sa couronne. Nous lancerons en janvier 2009 une conférence citoyenne qui sera aussi un lieu d'approfondissement.

Indépendamment de ce débat sur l'ensemble du territoire parisien, il y aura bien sûr sur chacun des sites concernés par la question des hauteurs, je pense à Bercy-Charenton, Masséna, Clichy-Batignolles, porte de la Chapelle, porte de Montreuil et bien sur porte de Versailles, des concertations spécifiques.

Pour la porte de Versailles et pour le projet triangle du Parc des Expositions, il y aura à partir du 15 octobre une exposition dans le Parc des Expositions consacrée à ce projet qui permettra aux habitants de le découvrir.

Deux réunions publiques seront organisées d'ici la fin de l'année. La première réunion devrait se situer autour du 20 octobre, nous sommes en train de préciser la date. J'aurais l'honneur et le plaisir de copiloter cette réunion publique, bien entendu, avec le Maire du 15e arrondissement.

Beaucoup de sujets vont intéresser la population, bien évidemment la question de la hauteur fera sans doute débat, mais ce qui intéressera beaucoup les habitants et les Parisiens, c'est le lien entre cet immeuble et son environnement immédiat : son lien avec Paris, son lien avec le Parc des Expositions, son lien avec le quartier, comment les habitants pourront s'approprier cet immeuble, la place d'un équipement public peut-être dédié à l'enfance, non pas à la petite enfance mais un lieu qui pourrait accueillir des enfants. On sait que les centres de loisirs fréquentent beaucoup le Parc des Expositions. Il pourrait y avoir quelque chose qui leur soit dédié.

Il y a aussi bien sûr les cheminements à l'intérieur de cet immeuble qui offrira de nouveaux balcons et de nouvelles vues sur Paris, comment les Parisiens et les touristes pourront passer, traverser cet immeuble et grimper dans ses étages et la question...

M. LE MAIRE DE PARIS. - Désolé, Madame la Première Adjointe, mais seules trois minutes sont prévues pour la réponse.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Je suis très enthousiaste. Tous ces sujets seront débattus avec les habitants.

Quant à l'offre d'hôtellerie pour les séminaristes du Parc des Expositions, elle fait partie du projet sur l'ensemble du site. On aura l'occasion d'y revenir. Il y aura bien sûr des chambres d'hôtel, peut-être pas dans cet immeuble mais à l'intérieur de l'enceinte du Parc des Expositions.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

Les nouvelles règles qu'on a votées quant aux temps de parole prévoient deux minutes et demie pour la question et trois minutes pour la réponse.

Nous appliquons aujourd'hui l'ancien règlement à savoir deux minutes et demie pour la question et deux minutes et demie pour la réponse.

II - Question d'actualité du groupe communiste à M. le Préfet de police relative à l'expulsion des habtiants du 150, boulevard Vincent-Auriol (13e).

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Emmanuelle BECKER pour le groupe communiste.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Préfet, chers collègues, je me permets d'attirer votre attention sur la situation des résidents du 148-150, boulevard Vincent-Auriol dans le 13e arrondissement et de rappeler les faits concernant cette ancienne Maison des étudiants de Côte d'Ivoire.

Cet immeuble de 77 chambres fait l'objet d'une procédure d'expulsion depuis 1972 car la vétusté des lieux mettait la vie des habitants en réel danger. Au regard des conclusions d'une expertise sur l'état de l'immeuble, la Préfecture de police a envisagé cet été de faire évacuer l'immeuble.

Suite à une réunion de crise regroupant la Préfecture de police, la Préfecture de Paris, la Mairie de Paris et celle du 13e arrondissement, il avait été convenu de renoncer temporairement à cette opération et de mettre en place un accompagnement social.

L'objectif était de reloger toutes les familles en situation irrégulière en mobilisant les contingents de logement de la Préfecture, de la Mairie de Paris et de celle du 13e arrondissement ainsi que de "Paris Habitat" qui devrait devenir le futur propriétaire.

Cependant, en expulsant jeudi 25 septembre de nombreux habitants, M. le Préfet de police a choisi la politique de la force au détriment d'un processus concerté, ce qui n'a pu susciter que réprobation, incompréhension et inquiétude auprès des habitants du 13e arrondissement, des associations et autres.

Je rappelle qu'un processus de relogement des habitants de l'ancienne Maison des étudiants de Côte d'Ivoire était en cours, pour lequel la Ville de Paris, l'O.P.A.C. et la Préfecture de Paris étaient parties prenantes, processus qui avait commencé à porter ses fruits puisqu'une vingtaine de logements avaient été proposés en peu de temps et que les efforts se poursuivaient pour les 124 dossiers prioritaires.

Je considère que l'expulsion des habitants de l'ex M.E.C.I. fragilise les démarches entreprises par toutes les parties prenantes. Les relogements précaires, principalement en hôtels à la périphérie ne pourront en aucun cas remplacer le processus qui est en cours et posent d'énormes problèmes parmi lesquels figure la scolarisation des enfants.

Je m'interroge ainsi que l'ensemble du groupe communiste. Comment, alors que la sénatrice Nicole BORVO COHEN-SEAT, Présidente du groupe communiste républicain et citoyen, a adressé une lettre datant du 24 septembre à M. le Préfet de Paris ainsi qu'à M. le Préfet de police, leur demandant de faire tout ce qui est en leur pouvoir en vue et je cite : "de ne pas procéder à l'expulsion par la force des résidents et au contraire d'accélérer le processus de relogement en cours", comment se fait-il que ces derniers soient restés sourds à ces demandes ?

Cette expulsion prend le risque de remettre en cause l'expropriation de l'immeuble engagée par la mairie. Qui peut assurer aujourd'hui que la société propriétaire de l'immeuble n'aura pas le champ libre pour le rénover et le louer à qui elle le souhaite ?

Monsieur le Préfet, et avec tout le respect que je vous dois, je vous prie de bien vouloir m'éclairer sur cette situation et surtout sur le relogement des ex-résidents de la M.E.CI.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Tout d'abord, je remercie Mme le Conseiller de ses mots. Je suis sensible à ce petit passage.

Je voudrais tout simplement rappeler que la Préfecture de police a procédé jeudi dernier à l'évacuation partielle des occupants de l'immeuble du 148-150, boulevard Vincent-Auriol : 86 personnes dont 65 adultes et 21 enfants étaient concernés. Une chose montre bien que l'affaire n'a pas été conduite de façon masquée, intempestive : une partie de ces personnes concernées avaient pris leurs dispositions à l'avance pour quitter les lieux et il n'y a eu que 47 personnes, et c'est heureux, peu d'enfants, qui ont quitté les lieux ce jour-là.

Cette opération, si elle était délicate, a été préparée avec beaucoup de minutie et de transparence avec les services municipaux et sociaux, et aussi avec les associations chargées de faire de la médiation et les représentants des habitants eux-mêmes. Un recensement complet, fiable et contradictoire des occupants réels des lieux avait été réalisé au début de l'été.

Le jour de l'opération, les élus qui l'ont souhaité ont pu être admis dans le périmètre de sécurité car la Préfecture de police ne veut pas, sur ce type d'opération, cacher quoi que ce soit en la matière. Et c'est avec une certaine amertume que j'ai pris connaissance des critiques réitérées aujourd'hui sur cette opération jugée trop précipitée. Car, au regard de l'énergie déployée par les services de la Préfecture de police, de la Préfecture de Paris, de la Ville et du G.I.P. "Paris Habitat", je trouve que cette critique est injuste et je veux ainsi apporter à l'ensemble du Conseil de Paris quelques précisions.

L'évacuation a été effectuée pour des motifs de sécurité bâtimentaire. Nous avions pris soin de solliciter l'intervention d'un expert indépendant qui a été désigné par le Tribunal administratif de Paris en juillet 2008. Cet expert a confirmé l'aggravation du danger, qui avait été repérée par les architectes de sécurité de la P.P., lors d'une dernière visite qui avait eu lieu le 19 mai dernier. La vétusté des installations électriques, la non-conformité des normes d'évacuation en cas d'incendie - je rappelle que la partie que nous avons évacuée était inaccessible aux sapeurs-pompiers -, la mauvaise connexion des tableaux de gaz, la faiblesse des structures, constituent évidemment un danger grave. Et, si j'avais suivi ma simple impulsion et une vision étroite de la responsabilité, je crois que nous aurions dû évacuer sans délai, ce qui sans doute aurait été, puisque vous faites référence à une politique de force, la solution la plus facile.

Mais particulièrement attachés comme vous au respect de la dignité des personnes et considérant le caractère relativement structuré de cette organisation humaine qui était en ce lieu, nous avons décidé de procéder à une opération d'évacuation ordonnée et échelonnée. Je rappelle qu'il s'agit d'un immeuble - vous avez eu l'objectivité de le rappeler - qui est occupé sans droit ni titre depuis 1971 et a été acquis par son propriétaire actuel en 1996. Je pense que l'argument du caractère précipité paraît un peu limité.

L'Etat refuse donc depuis douze ans le concours de la force publique et il a déjà payé 1,6 million d'euros d'indemnités. Par un ultime délai, depuis le mois de mai, j'ai souhaité permettre aux autorités compétentes, c'est-à-dire beaucoup de celles que vous avez citées, de mener un véritable diagnostic social approfondi. Et fait inhabituel que vous avez également souligné, je le note, pour ce type d'opération, dix-huit propositions de logements fermes avaient été faites aux familles prioritaires. D'autres suivront.

Toutes les familles évacuées bénéficient d'un hébergement financé sur fonds publics. Il me paraît donc déraisonnable de laisser les habitants à nouveau pour un nouvel hiver dans ce bâtiment, hiver au cours duquel, compte tenu de cette situation que j'ai décrite, les personnes qui étaient là auraient probablement, comme malheureusement cela s'est passé ailleurs, eu recours à des dispositifs de chauffage artisanal pour se trouver dans des conditions plus confortables, ce qui aggrave les risques.

C'est pourquoi les personnes les plus vulnérables ont été évacuées en priorité, les occupants des chambres non directement accessibles au secours, comme je l'ai déjà indiqué, les familles avec enfant, les personnes âgées ou handicapées. Le reste des habitants, conformément au calendrier fixé en juillet, sera évacué dans quelques semaines et en tout état de cause avant l'hiver.

La Préfecture de police, bien loin de vouloir réaliser un coup de force, place constamment au centre de ses préoccupations la sécurité des personnes et notamment la protection des vies humaines.

Malheureusement, et cela concerne aussi tous ceux qui voudront bien travailler avec nous, nous avons d'autres sites de ce type qui, depuis dix ou vingt ans et en l'occurrence c'était plus de trente ans, sont à l'origine de situations qui pourraient nous amener - comme malheureusement dans ce même quartier les choses se sont passées ainsi il y a quelques mois - à retrouver des personnes brûlées ou blessées.

C'est donc en concertation que ce dispositif de libération des lieux a été mis en oeuvre, de façon progressive, ce qui ne remet en rien en cause l'intention de la Ville, de la Mairie, d'acquérir ce bâtiment. Je crois que l'on sortira de cette affaire qui n'a que trop duré, et je vous rassure sur le caractère tout à fait concerté de cette restitution de bâtiment qui est dans un état lamentable. Je pense que vous l'avez vu comme moi.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Monsieur le Préfet.

Je crois que Jean-Yves MANO veut apporter un complément.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais simplement compléter en disant clairement que nous avons, sur ce dossier, mené une action en une parfaite collaboration avec les services de l'Etat, que ce soit la Préfecture de police ou la Préfecture de Paris. Cette situation n'était pas simple parce qu'il y a beaucoup d'hommes, de femme et d'enfants en jeu : notre responsabilité est d'assumer la situation, nous l'avons fait. Et on ne peut pas éternellement faire perdurer une situation telle que celle-ci où des gens vivent dans des conditions où leur vie peut être en danger du jour au lendemain.

Il y a donc un moment où il faut agir et je crois que le moment est opportun, sachant que la Ville de Paris préalablement a lancé une déclaration d'utilité publique, procédure qui devrait se terminer début 2009, qui verrait la Ville de Paris assumer le devenir à travers un bailleur social de ce site.

Des engagements ont été pris avec les habitants. Un certain nombre a déjà visité des appartements, notamment les familles avec enfants. La question pourrait se poser des familles avec enfants qui ne sont pas tout à fait en situation régulière sur notre sol. Je crois que ce dossier doit être regardé de près et avec intérêt par la Préfecture de police pour envisager les possibilités de régularisation si nécessaire, leur permettant d'avoir accès au logement social, ce que je souhaite bien évidemment.

Tout ceci se fait en concertation avec une association très impliquée localement : "Malaïka". La présence et l'action extrêmement importantes du G.I.P. "Paris Habitat" qui a l'habitude de ce type de négociations difficiles, fut d'une aide ô combien précieuse, notamment pour maîtriser les flux permanents que nous avons au sein de ces immeubles de façon classique. Mais je crois qu'il était utile effectivement de mettre fin à cette occupation qui pouvait entraîner des dangers extrêmement graves pour les habitants.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

III - Question d'actualité présentée par le groupe "Les Verts" relative à la situation dans le 19e arrondissement et les moyens à mettre en œuvre pour un bien vivre dans tous les quartiers.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je passe à la question du groupe "Les Verts".

M. Yves CONTASSOT a la parole.

M. Yves CONTASSOT. - Depuis plusieurs mois, des incidents plus ou moins graves se répètent dans le 19e arrondissement. Les affrontements entre bandes pour le contrôle du territoire deviennent de plus en plus violents. Le principal lieu de confrontation est d'ailleurs situé dans un quartier GPRU. Et depuis 2001, sous l'impulsion de Martine DURLACH, ancienne adjointe en charge de la Politique de la ville, un travail très important a été réalisé et je tiens à lui rendre hommage, compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a tenu à accomplir son mandat.

Cependant, chacun sait que cela n'a pas été suffisant pour enrayer la spirale sociale toujours plus forte, pour lutter contre les trafics de toutes sortes qui constituent une économie parallèle et pour stopper la violence. Les dernières déclarations effectuées par des responsables politiques sont convergentes. Il faut plus de policiers.

Alors, "Les Verts" ne font pas dans l'angélisme, ne nient pas qu'il faille parfois avoir recours aux services de police, cependant ils constatent que les causes les plus profondes de la situation ne sont pas touchées par cet appel au seul renforcement policier. De même, ils constatent que ces quartiers ne sont qu'un immense chantier de rénovation, accentuant encore hélas l'impression d'être hors la ville. De même, il est choquant de constater la nécessité de développer des lieux de rencontre culturels, socioéducatifs, en pointant l'Etat pour ses carences, tout en poursuivant une politique de séparation dès la plus jeune enfance ; on ne protège pas en isolant.

"Les Verts" ont proposé que la Ville de Paris ose innover en matière sociale à travers le revenu parisien d'existence pour toutes et tous. Les "Verts" ont fait voter un Plan climat qui prévoit de lutter en même temps contre les injustices sociales et environnementales par la réhabilitation des logements sociaux. Les "Verts" ont suggéré des renforts importants d'effectifs en matière de prévention, constatant les faibles présences sur le terrain.

Sur toutes ces propositions, sauf pour le Plan climat, nous avons enregistré une fin de non-recevoir et, pour le Plan climat, nous attendons, évidemment, les réalisations qui vont prendre un certain temps.

Nous avons pris note, Monsieur le Maire, de vos déclarations de ce matin concernant les écoles, même s'il reste à en préciser les moyens. Aussi, aimerions-nous savoir ce que la Mairie de Paris entend promouvoir comme action concrète pour faire reculer la misère sociale et culturelle dans ces quartiers. Nous aimerions notamment savoir quels moyens seront mis en œuvre en matière de prévention pour renforcer les équipes de terrain, quels effectifs supplémentaires seront décidés pour assurer les activités périscolaires ambitieuses, tant il est patent qu'il faut commencer à agir dès le plus jeune âge, quelles structures d'aide aux familles monoparentales notamment pour le soutien scolaire et l'aide aux tâches administratives, quel calendrier de réhabilitation des immeubles sociaux, etc.

Quant à vous, Monsieur le Préfet de police, nous aimerions que vous nous disiez comment vous envisagez de recréer enfin une véritable police de proximité, seule à même de prévenir certains dérapages.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

Madame Anne HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais répondre en faisant un point très concret sur la situation, notamment dans le 19e, puisqu'un comité de pilotage a été réuni sous la présidence de M. le Maire de Paris et du Maire du 19e, réunissant de nombreux adjoints, des acteurs locaux, M. le Préfet de police, le Procureur de la République et cette réunion a été, je crois, fructueuse. Nous tiendrons d'ailleurs ce type de réunion selon un rythme mensuel ; la prochaine aura lieu à la mairie du 19e arrondissement.

D'ores et déjà, la Mairie de Paris et du 19e ont pris plusieurs engagements.

D'abord, le renforcement des moyens du centre social J2P, du club de prévention AJAM et de l'Antenne Jeunes Solidarité, qui elle aussi a été annoncée.

Nous avons également prévu le développement de la vidéo-protection dans les squares Petit et Buttes-Chaumont, qui a été proposée en complément du plan de la Préfecture de police qui concerne la voie publique.

Pour agir aussi en priorité auprès des 10-15 ans, plusieurs démarches éducatives sont envisagées, par exemple, la prise en charge des élèves exclus temporairement ou définitivement, des actions de communication en partenariat avec l'Education nationale. Je pense que M. le Préfet de police évoquera les mesures qui relèvent de son autorité. Le Procureur de la République a aussi indiqué qu'il réunirait le 29 septembre le Groupement local de Traitement de la Délinquance, qu'il expérimenterait sur un quartier, à déterminer en concertation, un territoire pilote pour une meilleure coopération entre les acteurs pour agir auprès des jeunes. Il a également exprimé son souhait d'étendre au 19e le dispositif en direction de la parentalité qui a été engagé et mis en œuvre dans le 18e.

Et puis, bien sûr, il y a le développement aussi de réponses pénales graduées. L'Education nationale a fait part de son souhait d'engager également des actions en matière de citoyenneté et d'interculturalité, d'ailleurs avec des associations, comme la Ligue de l'Enseignement, qui se sont proposées.

Et enfin, les associations locales, d'une part, et, pour ce qui est du 19e arrondissement, les représentants de la communauté juive, d'autre part, ont aussi fait part de leur souhait d'engager des actions en partenariat avec les Pouvoirs publics, pour permettre aux familles, aux enfants et aux jeunes de se rencontrer, même lorsque les enfants fréquentent des écoles différentes et notamment à travers les activités sportives.

La mairie du 19e a indiqué qu'elle prendra, bien évidemment, toute sa part pour mettre en place des actions qui participent à l'amélioration du vivre ensemble.

Monsieur CONTASSOT, la réponse doit être globale, bien évidemment. Il ne peut pas y avoir un seul levier pour agir. Si j'ai pris cet exemple, c'est d'abord que votre question concernait le 19e, mais ce qui se passe dans le 19e peut nous permettre aussi d'inventer des méthodes, appliquées non pas à chaud mais à froid, dans des quartiers qui connaissent aujourd'hui des difficultés.

En tout cas, je pense que les différents leviers mis en œuvre par tous les acteurs administratifs, associatifs, politiques, police ou encore Procureur de la République, sont de nature sans doute à améliorer la situation dans le 19e et dans les quartiers qui connaissent les mêmes difficultés.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

La parole est à M. le Préfet de police.

M. LE PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Il n'était pas prévu, je crois, que la Préfecture de police soit interrogée sur la situation dans le 19e, mais cela donnera sans doute plus de spontanéité à ma réponse. C'est ce que souhaitait sans doute M. CONTASSOT. Certains évoquent le respect, d'autres la spontanéité. Moi, je suis prêt à répondre à toutes les préoccupations des différents groupes de cette Assemblée.

S'agissant du 19e, comme vient de le dire Mme HIDALGO, il est évident que la réponse qui doit être apportée est une réponse globale, et j'ai, pour ma part, à deux reprises, eu l'occasion de me déplacer dans cet arrondissement et de participer, comme cela vient d'être rappelé, à la réunion dont vous avez pris l'initiative, Monsieur le Maire, à l'Hôtel de Ville.

Le paradoxe de la situation, c'est que la situation, puisque vous avez évoqué, Monsieur CONTASSOT, l'évolution de la délinquance - est plutôt relativement satisfaisante sur le plan global, puisque, là comme ailleurs, la délinquance a baissé, y compris depuis le début de l'année.

Néanmoins, ce serait inconvenant de considérer que nous avons parfaitement réglé toutes les situations.

Comme vous l'avez dit, nous avons connu depuis le début de l'année des incidents particulièrement regrettables. Et ce que je dois déjà signaler, pour l'information du Conseil, c'est que la police a travaillé, puisque, s'agissant des deux agressions de la rue Petit, les auteurs présumés ont été interpellés dans des délais relativement brefs, inférieurs à 15 jours, et notamment, ce qui vous fera, je pense, très plaisir, grâce à la vidéo-protection ; je pense à l'affaire de la rue Petit pour laquelle j'ai pu montrer aux uns et aux autres, la photographie des cinq personnes qui étaient les agresseurs et qui ont été arrêtées.

S'agissant du coup de couteau qui a été à l'origine d'une grave blessure d'un jeune garçon, là aussi, nous avons pu très rapidement interpeller les agresseurs. Il est triste d'ailleurs de voir que l'un d'entre eux n'avait que 15 ans et était déjà connu pour un nombre de faits assez considérables.

Au-delà de ce travail au quotidien, je pense qu'il convient, au niveau de la police, de poursuivre le travail qui est fait de manière structurelle, puisque vous avez évoqué les phénomènes de bande et l'économie souterraine. Vous savez que nous avons pris l'initiative depuis l'année dernière d'un plan "drogue" et il est évident que le 19e et le 18e arrondissement, notamment mais parmi d'autres, sont prioritaires.

Sur la présence policière par ailleurs, nous avons renforcé la présence tout au cours de l'été et chaque jour 65 îlotiers auxquels s'ajoutaient 11 V.T.T.istes ont sillonné le 19e arrondissement. La compagnie de sécurisation et les B.A.C. sont également très souvent intervenues et, après la visite de Mme ALLIOT-MARIE au mois de juillet dernier, nous avons donné des consignes pour que cette présence policière soit renforcée.

Voilà ce qui est fait côté police.

Bien sûr, cet arrondissement - j'aurai l'occasion d'en parler et de présenter notre dispositif au mois d'octobre prochain - sera l'objet d'une attention, comme tous les arrondissements, sur la mise en place de la vidéo-protection. Comme chacun des arrondissements, nous aurons à y installer entre 50 et 70 caméras. Par ailleurs, comme vous l'avez vu, M. le Procureur de la République a pris l'initiative d'un G.L.T.D. à l'image de ce qui s'est passé dans le 18e arrondissement et qui devrait conforter ce que l'on fait pour le plan "drogue". Je suis convaincu qu'il y a une grosse problématique drogue et je vais jusqu'à dire que, s'il y a quelquefois davantage d'agitation, c'est tout simplement parce que nous nous préoccupons du démantèlement des réseaux de trafic de stupéfiants, ce qui génère quelquefois quelques réactions.

Voilà ce que je voulais vous dire.

Au-delà de cela, s'agissant du volet de la Ville et des autres partenaires, je ne pense pas que la police ait un rôle uniquement répressif. Nous devrons et nous serons associés à tout le travail de prévention qui doit être fait, car je suis tout à fait conscient que si des enfants de 14 ou 15 ans sont dans la situation où ils se trouvent actuellement, ce n'est pas forcément une question de police.

Je disais, et je reprends cette formule, dans la réunion que M. le Maire avait programmée à l'Hôtel de Ville, qu'il y a aussi un autre service public qui pourrait être mieux accepté dans le cadre du vivre ensemble : le service de police.

Je suis fier d'être à la tête d'un service public qui est un service public au service des plus faibles très souvent et je trouve assez regrettable - bien sûr, aucune personne ici n'est responsable de cela, mais c'est l'état que nous constatons - que ces policiers reçoivent des pierres. Dans la catégorie des gens qui sont mal acceptés dans le cadre du vivre ensemble, il y a la police.

Il serait bon, là aussi, que dans la prévention, que dans le travail préparatoire fait, dans le travail éducatif que nous avons programmé - nous en avions parlé dès la réunion du 1er juin à la mairie du 19e avec M. MADEC -, on explique à nos jeunes concitoyens ce qu'est exactement la police et quel est son rôle. Voilà ce que je voulais signaler et préciser de façon tout à fait impromptue sur votre question non prévue pour le Préfet de police.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci.

IV - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la culture cet été à Paris (acte 2).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la question du groupe Centre et Indépendants.

Mme BRUNO a la parole.

Mme Catherine BRUNO. - Merci, Monsieur le Maire.

La question d'actualité que nous vous soumettons aujourd'hui vient en écho à celle formulée par notre président Yves POZZO di BORGO lors du dernier Conseil de juillet au nom du groupe Centre et Indépendants.

Nous vous interrogions alors sur la capacité de l'Exécutif parisien à répondre à la léthargie de Paris dans le domaine culturel pendant la période estivale.

A cette question, M. GIRARD avait répondu de manière polémique et caustique en énonçant une litanie d'activités culturelles - rappelez-vous le festival du hip-hop - subventionnées par la Ville de Paris durant l'été.

Force est de constater aujourd'hui que notre question était malheureusement fondée, à preuve la lecture de la presse de ces derniers jours qui situe notre Ville dans les plus mal classées en termes d'offres et d'activités culturelles pendant l'été.

En effet, Monsieur le Maire, il était inutile de nous répondre à cette question par une liste de manifestations ayant lieu essentiellement en juillet et pratiquement aucune en août, tant nous savons que Paris est reconnue en la matière.

Néanmoins, les résultats sont là, le compte n'y est pas. Vous nous reprochiez à mots couverts d'entretenir une vision soit élitiste, soit dépassée de l'art et de la culture dans Paris, au détriment d'activités plus populaires comme "Paris-Plage", qui d'ailleurs, marque encore un net recul de fréquentation cette année.

Mais là n'est pas la question.

L'attractivité de la France se voit confortée au moment où Marseille vient d'être désignée comme future capitale européenne de la culture. Or, nous sommes consternés de voir le manque de visibilité de Paris l'été autour de son patrimoine.

Que sont devenus les grands festivals d'été à Paris ? Pourquoi les théâtres sont-ils systématiquement fermés en été alors que les subventions qui leur sont allouées augmentent ? Quid de l'organisation de grandes expositions parisiennes ? Pourquoi laisser la Capitale internationale de la culture s'éteindre et vivre son hibernation annuelle en pleine période d'ouverture aux touristes étrangers ?

A l'heure où vous établissez votre bilan de mandat, il y a bien une promesse que vous avez tenue : celle de multiplier par deux le budget de la culture de la Ville de Paris. Si les chiffres y sont, Monsieur le Maire, les résultats se font encore attendre.

Certes, il existe des activités culturelles à Paris en été, mais rencontrent-elles un public, à l'instar d'événements comme la nuit des musées de Berlin en août dernier qui a rassemblé 227.000 visiteurs ?

Et contrairement à ce que vous nous affirmiez en juillet, faire de Paris un phare culturel en été n'enlèverait rien à l'attractivité des festivals des autres régions de France.

Paris doit être la vitrine culturelle française qui vient en appui à la réussite des festivals en région.

Monsieur le Maire, vos choix et vos moyens de communication sur les événements dans Paris l'été sont discutables. Il y a encore quelques années, les rues de la Capitale regorgeaient d'invitations à s'installer dans les parcs pour visionner les films en plein air, les théâtres offraient des programmations estivales originales.

Cette année, en tous les cas, dans toutes les manifestations, un recul s'est fait ressentir, d'où ce classement peu flatteur pour Paris.

Vous avez fait le choix, Monsieur le Maire, de confier dans le cadre démocratique du respect de l'opposition, la 9e Commission à une élue de notre groupe Centre et Indépendants. Vous savez combien Mme Geneviève BERTRAND prend à cœur cette mission dans le cadre d'une opposition constructive. Notre collègue devrait avoir les moyens d'engager un véritable processus de réflexion avec l'Exécutif dans sa commission, car c'est dès à présent que la programmation culturelle de Paris pour l'année 2009 doit être envisagée : quelles activités pour quel public, avec quels moyens d'action et de communication ? Comment donner aux Parisiens qui ne partent pas en vacances la possibilité de s'enrichir culturellement dans leur ville ? Comment leur offrir des espaces de culture abordables et populaires, tout en donnant la vision d'une capitale dynamique, originale, à la hauteur de sa réputation, en un mot, culturellement vivante ?

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, vous avez fait le double du temps qui est prévu. Je ne sais pas pourquoi on fait des règlements.

La parole est à M. GIRARD, qui ne doublera pas son temps…

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Non.

Je suis très content, Monsieur le Maire, que vous ayez nommé Mme BERTRAND présidente de la 9e Commission et non Mme BRUNO. Excusez-moi, je n'y suis pour rien si dans le 15e, l'été, vous dormez. En tout cas, Paris est en vie et je vous recommande la lecture des magazines et des journaux internationaux qui parlent de la vitalité de Paris dans le domaine culturel. Peut-être qu'une traduction sera à votre disposition.

Comme je vous l'avais dit lors du Conseil de Paris de juillet - mais j'ai vu que les élus du 15e ont applaudi Mme BRUNO, donc je vois qu'il y a solidarité pour la torpeur dans le 15e -, qu'il s'agisse du cinéma, du théâtre, de la danse, des bibliothèques ou des musées, et j'associe bien sûr Colombe BROSSEL à ce travail, Paris est une ville foisonnante et enflammée l'été. Les manifestations culturelles intéressent les deux millions de Parisiens et touristes présents l'été.

La Ville apporte 800.000 euros de subvention à "Paris quartier d'été", festival pluridisciplinaire confirmé qui remporte un succès ; il a duré cinq semaines, 104 représentations se sont tenues et ont attiré plus de 63.000 visiteurs et spectateurs. Parmi ces spectateurs, 14.000 ont assisté à des spectacles payants et 49.000 à des spectacles gratuits.

Par ailleurs, l'été, Paris affirme son rôle de capitale du cinéma - Festival Paris Cinéma a proposé du 1er au 12 juillet plus de 300 films, des avant-premières, des rétrospectives ou des hommages pour cinq euros la séance rassemblant plus de 67.500 spectateurs, contre 66.000 en 2007.

Ce succès est d'autant plus remarquable que durant la première semaine de juillet, les salles parisiennes enregistraient une baisse générale de leur fréquentation.

L'opération "Cinéma au clair de lune" a rassemblé 40.000 spectateurs pour sa huitième édition, un chiffre supérieur à celui de l'année dernière.

Pour sa septième édition, l'opération "3 jours 3 euros", organisée depuis 2002 par la Ville de Paris, en collaboration avec la Fédération nationale des cinémas français, a attiré 320.000 spectateurs, Madame BRUNO, dans les salles parisiennes les 10, 11 et 12 août, des jours où vous étiez peut être sur la côte basque ou ailleurs, mais sûrement pas à Paris.

Concernant le spectacle vivant, je cite à nouveau l'excellente programmation du Tarmac de la Villette, seul théâtre français dédié à la francophonie, soutenu par la Ville de Paris à hauteur de 80.000 euros, les Etés de la danse au Grand Palais, du 21 juillet au 9 août, qui a réuni 25.000 personnes, le festival Paris hip-hop, du 23 juin au 6 juillet, troisième édition du festival, avec 30.000 personnes.

Côté musées, j'associe la délicieuse Colombe BROSSEL…

M. LE MAIRE DE PARIS. - Monsieur l'Adjoint, si vous lisez tout, on en a pour deux heures tellement on en fait !

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Vous m'avez dit trois minutes ; je suis à 1,5 minutes, Monsieur le Maire. Je veux la parité avec Mme BRUNO !

(Rires).

Cinq expositions temporaires étaient visibles en juillet et août et ont totalisé 300.000 visiteurs, ce qui était au-delà de nos prévisions : les Parisiennes de Kiraz à Carnavalet, 150.000 visiteurs, Bridget RILEY et Peter DOIG au musée d'Art moderne de la Ville de Paris, deux grands artistes internationaux, 30.000 visiteurs et 77.000 visiteurs, la Nuit espagnole au Petit Palais, 26.000 personnes, Alain SÉCHAS à Bourdelle, 15.000 personnes et je m'arrête là, la liste serait beaucoup plus longue.

Nous pouvons aussi évoquer les manifestations culturelles en associant notre collègue Fabienne GIBOUDEAUX dans les parcs et jardins : le festival musiques et jardins, avec 4.000 spectateurs dans le 18e arrondissement. Ce sont plus de 60 jeunes qui se sont inscrits aux ateliers mis en place au centre Fleury - Goutte-d'Or.

Nous pouvons également évoquer le dispositif bibliothèque hors les murs, qui a atteint le chiffre record de 5.300 participants contre 3.000 en 2007 ; 18 bibliothèques ont mené cette action et assuré 220 séances dans une vingtaine de squares et jardins.

Permettez-moi, Monsieur le Maire, mes chers collègues, de rendre hommage aux bibliothèques de la Ville de Paris, ainsi qu'aux bibliothécaires qui ne partent pas toujours en vacances l'été.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

V - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative au désengagement de l'Etat dans les quartiers "politique de la ville".

M. LE MAIRE DE PARIS. - Nous passons à la question du groupe socialiste qui est posée par Roger MADEC.

M. Roger MADEC, maire du 19e arrondissement. - Monsieur le Maire, depuis 2001, la Mairie de Paris a entrepris un véritable rééquilibrage de son action au profit des quartiers longtemps délaissés et des secteurs les plus en difficulté. Le Plan local d'urbanisme illustre parfaitement ces orientations en privilégiant le logement social dans les quartiers qui en étaient les plus dépourvus ou en favorisant le développement économique des arrondissements au plus fort taux de chômage.

La politique de la ville menée durant ces années a permis d'accentuer cet effort en ciblant et priorisant les actions indispensables à une meilleure cohésion sociale et à un développement territorial plus harmonieux. Ces travaux et ces projets, qui concernent plus particulièrement un ensemble de 14 quartiers "politique de la ville" parisiens sont en effet une partie essentielle de la réponse apportée aux enjeux du vivre-ensemble, de sécurité, et de cohésion sociale au bénéfice de quartiers et de populations fragiles.

Pour autant, ces efforts sont tels qu'ils nécessitent la mobilisation de toutes les parties prenantes à cette politique. La Ville a répondu fortement à cette exigence et ses actions ont été envisagées dès le départ en étroite collaboration avec l'ensemble des autres intervenants que sont la Région et l'Etat.

Aujourd'hui, cependant, le recul de l'engagement de l'Etat les menace de façon de plus en plus alarmante. L'annonce du Comité interministériel des villes du 20 juin dernier, d'un resserrement de la géographie prioritaire de plus de 2000 quartiers à seulement 215 ont fortement inquiété les huit arrondissements de la Capitale concernés par la politique de la ville.

En effet, aucun territoire parisien n'est mentionné dans cette liste. A titre d'exemple, le fait que le Gouvernement n'ait, contrairement à ses engagements, toujours pas pris sa part du financement de la requalification de la résidence Edmond Michelet engagée par la Ville de Paris dans le 19e arrondissement s'avère très pénalisant sur la poursuite des travaux. La situation est identique pour la rénovation du quartier Saint-Blaise dans le 20e arrondissement, dont le cofinancement, également promis, est toujours bloqué. Plus globalement, ce désengagement ne peut qu'aggraver la lente détérioration de notre tissu social, de son vivre-ensemble, de son contrat social, et poser la question même de l'existence d'une politique de la ville dans notre pays.

Je voudrais également rappeler, au moment où les quartiers Riquet et Curial-Cambrai ont connu les événements dramatiques de ces dernières semaines, que je trouve particulièrement inconvenant que l'Etat se désengage, excepté en ce qui concerne l'intervention de la police de ces quartiers. La seule venue de Mme Fadela AMARA certes sympathique la semaine dernière, à grands renforts médiatiques, n'apporte aucune solution aux difficultés des habitants de ces secteurs.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, les élus du groupe socialiste et radical de gauche vous demandent de bien vouloir rappeler à l'Etat ses engagements pris précédemment afin d'éviter qu'une nouvelle fois encore, les Parisiens et les Parisiennes déjà les plus en difficulté ne fassent les frais des arbitrages et des incohérences de la politique gouvernementale.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Mme STIEVENARD a la parole.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Chers collègues, je remercie Roger MADEC et le groupe socialiste et radical de gauche d'attirer l'attention sur les orientations inquiétantes du Gouvernement en matière de politique de la ville. Elus du 19e, nous savons bien combien le rééquilibrage en faveur des quartiers populaires est une impérieuse nécessité qui doit recevoir l'appui indispensable de l'Etat.

Les données socio-économiques de nos 14 quartiers populaires prouvent, s'il était besoin, la nécessité d'un projet social et urbain ambitieux et dans la durée. Il s'agit là de 300.000 habitants avec des taux de chômage, des taux de personnes au R.M.I., de population à bas revenu, deux fois supérieurs à la moyenne parisienne. Nous avons là aussi une forte proportion de familles monoparentales, des indicateurs inquiétants sur les retards scolaires et sur le nombre de personnes sans diplôme.

Ces indicateurs sont tout à fait comparables à ceux observés dans d'autres départements. Il serait donc profondément injuste d'écarter nos territoires parisiens. En effet, nous sommes confrontés à une entreprise de détricotage de la politique de la ville. Nous avons déjà évoqué cela ici concernant les gels de crédits opérés sur les subventions aux associations.

J'ai d'ailleurs écrit au Préfet à ce sujet et je n'ai pas obtenu de réponse. Je crains vraiment, en 2009, qu'un grand nombre d'associations se trouvent en situation de crise. Cela est complètement aberrant, car si nous voulons faire tenir le lien social dans ces quartiers, ce sont des acteurs indispensables. Et puis, il y a l'A.N.R.U., qui est aux abonnés absents sur deux grosses opérations concernant la cité Michelet-Curial-Cambrai et le quartier Saint-Blaise, où l'on est devant une absence totale de mixité dans l'habitat, un urbanisme difficile de tours, de barres, sur dalle, etc.

Pour autant l'A.N.R.U. tarde à concrétiser les engagements financiers. 23.300.000 euros sont attendus pour Michelet sur un projet de plus de 150.000.000 euros et près de 10.000.000 euros sont attendus pour Saint-Blaise, sur un projet global de 55.000.000 euros. Deux courriers ont été envoyés à l'A.N.R.U., en décembre 2007 et avril 2008, sans réponse à ce jour.

Il y a aussi le resserrement et la réduction drastique de la géographie prioritaire, avec de nombreux quartiers qui disparaissent, et notamment ceux du territoire parisien. Tout cela nous paraît déraisonnable. On ne peut pas simplement se reposer sur le droit commun et les seules collectivités locales. L'Etat doit être présent à travers la solidarité nationale.

On pourrait penser que les efforts se portent sur les communes les plus démunies, mais on voit bien à travers ce qui se passe sur la dotation de solidarité urbaine qu'il s'agit là encore de priver de crédits de péréquation un grand nombre de communes sur les 717 actuellement soutenues, sans que pour autant les autres obtiennent des moyens supplémentaires.

Nous demandons simplement que les actes soient mis en cohérence avec les discours nationaux, et j'interpelle Mme AMARA - je lui ai d'ailleurs demandé une audience -, car il est urgent que nous ayons une réponse positive à nos demandes et relances répétées auprès de l'A.N.R.U. et des différents ministères concernés, puisqu'il s'agit de répondre a l'attente des Parisiens.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci beaucoup.

VI - Question d'actualité du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la fiscalité.

M. LE MAIRE DE PARIS. - La parole est à Mme de PANAFIEU.

Mme Françoise de PANAFIEU. - Monsieur le Maire, dans les jours qui viennent, nous allons examiner les orientations budgétaires pour 2009 et le budget de la collectivité parisienne. Or, depuis six mois, vos principaux adjoints, qu'il s'agisse de M. GAUDILLÈRE ou de Mme HIDALGO, nous annoncent une hausse des impôts locaux sur les deux années, au moins en 2009 et 2010, mais sans jamais en préciser le taux. Nous ne voyons pas bien, à vrai dire, Monsieur le Maire, comment, à quelques semaines du budget 2009, vous pouvez dire que vous ignorez encore le montant des impôts que les Parisiens auront à payer dans les années à venir.

D'après les derniers éléments, les rentrées des droits de mutation à la fin de l'année, devraient difficilement atteindre 820.000.000 euros, soit un chiffre à peine conforme aux prévisions du budget primitif, ce qui ne s'était pas produit depuis 2001. Je vous rappelle que depuis huit ans, la montée incessante des recettes immobilières vous ont permis de constituer un confortable matelas, mais cette ville a été gérée, je dirai, probablement de manière imprévoyante, comme si finalement cette euphorie que nous avons connue ces huit dernières années devait éternellement durer.

Monsieur le Maire, aujourd'hui, il y a deux questions que tout le monde se pose : d'abord, quel sort réservez-vous aux contribuables parisiens puisque vous êtes contraint après ces années d'insouciance de frapper fort ?

Deuxième question, s'il est vrai qu'il y a également des dépenses qui seront réduites, nous commençons à le ressentir aujourd'hui dans tous nos arrondissements, où, quand et comment seront faites ces réductions de dépenses ?

Merci de votre réponse.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Merci, Madame.

Je voudrais d'abord excuser Bernard GAUDILLÈRE qui aurait répondu volontiers à votre question mais qui assiste à un enterrement en ce moment.

Anne HIDALGO va s'exprimer.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Madame de PANAFIEU, bien évidemment, Paris n'est pas épargnée par la crise internationale, notre fiscalité immobilière est en baisse mais nous l'avons anticipée.

En 2008, notre inscription sera conforme à ce que nous attendions pour la fin de l'année. En 2009, nous prévoyons une baisse supplémentaire et nous inscrirons comme toujours le montant prudent tel que cela a été fait sous la mandature précédente en phase avec l'évolution du marché immobilier.

Les droits de mutation que nous avons perçus les années précédentes n'ont pas permis de constituer un matelas, ils ont permis de bien gérer Paris, d'avoir une dynamique dans l'investissement et dans le fonctionnement de la Ville tout en maîtrisant au mieux nos coûts.

D'ailleurs, tout cela nous a quand même permis d'obtenir à plusieurs reprises la notation triple A qui nous paraît un gage de cette gestion sérieuse de la Ville. Contrairement à l'Etat, nous nous sommes préparés à la situation.

Sans parler de la politique fiscale de l'Etat, je veux juste revenir sur la dernière annonce du Gouvernement qui quand même nous intéresse de près nous, élus parisiens : la baisse des dotations de l'Etat.

Ce ne sont pas moins de 60 millions d'euros de moins par rapport à ce que nous attendions qui sont annoncés par le Gouvernement, sans compter la dette, à savoir les 108 millions d'euros dus par l'Etat sur le R.M.I. et au total 220 millions d'euros que l'Etat nous doit.

Oui, nous sommes un peu inquiets par rapport à cette attitude qui consiste à étrangler les collectivités locales. Cependant nous, contrairement à l'Etat, nous disposerons, malgré ces coupes sans précédent dans l'histoire de la décentralisation, de marges suffisantes pour réaliser le programme ambitieux sur lequel nous nous sommes engagés vis-à-vis des Parisiens et qui nécessite une augmentation du taux des impôts locaux.

Le Maire pendant la campagne électorale en a fait un argument de clarté auprès des Parisiens. Nous l'avons donc annoncé et nous ne faisons pas le choix de l'austérité.

Je vous rappelle que nous avons doublé l'investissement durant la mandature précédente, par rapport à 1995-2001 et nous continuerons à investir durant les années qui viennent, notamment sur les logements sociaux, les crèches, les équipements de proximité, les déplacements ou encore la mise en oeuvre du Plan Climat, bref sur les engagements que nous avons pris devant les Parisiens.

Le Maire annoncera, patientez un peu encore, le montant de la hausse de la fiscalité. Ce sera annoncé dans le cadre du débat d'orientations budgétaires en octobre.

Ce n'est une surprise pour personne, cela a été un argument de notre campagne des municipales qui, visiblement, n'a pas perturbé les Parisiens quant au choix qu'ils ont fait sur l'équipe.

Ce relèvement de la fiscalité laissera Paris très en dessous de la moyenne nationale et de la plupart des grandes villes en termes d'imposition, vous regarderez les taux de fiscalité à Marseille ou à Bordeaux et on fera les comparaisons le moment venu.

Tout cela pour vous dire que vous êtes impatiente, que nous comprenons votre impatience mais qu'il y sera répondu lors du débat sur les orientations budgétaires.

Nous avons à cœur de remplir ce mandat que les Parisiens nous ont confié et de le faire dans une maîtrise sérieuse de nos finances sans austérité comme l'Etat le fait actuellement sur le budget de la Nation.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et radical de gauche, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. LE MAIRE DE PARIS. - Je vous remercie.

Madame de PANAFIEU, vous avez la parole.

Mme Françoise de PANAFIEU. - J'ose à peine vous dire, Monsieur le Maire, que je regrette M. GAUDILLÈRE car en terme de clarté il aurait été probablement un peu plus précis.

M. LE MAIRE DE PARIS. - Pas très classe !

(Protestations sur les bancs des groupes socialiste et radical de gauche, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Mme Françoise de PANAFIEU. - Madame HIDALGO, quand des questions sont posées, il faut y répondre plutôt que de tourner indéfiniment autour du pot.

Vous savez très bien qu'il est aujourd'hui question, on en entend de plus en plus parler, d'une augmentation des impôts locaux de plus de 10 %, deux années de suite, couplée avec une augmentation des bases fiscales, ce qui signifie en clair que, sur deux ans et avant 2010, les impôts locaux augmenteraient de 20 à 25 %.

La question posée est la suivante : est-ce vrai ou non ? Avez-vous mesuré toutes les conséquences de telles décisions sur le pouvoir d'achat et sur la qualité de vie des Parisiens, puisque notre rôle à nous est quand même d'assurer la qualité de vie des Parisiens ?

Et cessez de dire qu'il n'y a pas de restriction, tous nos amis qui sont maires d'arrondissement disent que tout ce qu'ils ont demandé comme crédits localisés leur a été refusé.

Une bonne fois pour toutes, cessons de dire que les restrictions ne sont pas envisagées par l'Exécutif municipal.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. LE MAIRE DE PARIS. - Chère Madame, l'augmentation des impôts en 2009 et 2010 sera exactement celle que j'ai annoncée aux Parisiens avant qu'ils ne votent aux élections municipales. Vous devez en avoir quelques souvenirs. Ils ont tranché.

Cela sera précisé, il n'y aura aucune surprise puisque j'ai tout dit aux Parisiens.

Les Parisiens ont voté en mars dernier, je leur ai dit exactement ce que serait la fiscalité en 2009 et en 2010.

Madame de PANAFIEU, lors de la séance d'octobre qui est consacrée aux orientations budgétaires, ce sera indiqué.

Deuxièmement, je vous confirme que le contexte est assez délicat, mais que nous n'aurons pas les mêmes réponses que l'État, c'est-à-dire que nous ne creuserons pas le déficit, d'abord nous n'en avons pas le droit, et notre budget sera en équilibre.

De plus, notre emprunt ne sera dédié qu'à l'investissement, comme c'est la loi pour les collectivités locales, ce que ne fait pas l'Etat, je pense que vous aurez une discussion budgétaire aussi à l'Assemblée nationale.

Troisièmement, je compte sur vous, chers amis de l'U.M.P., pour que nous comparions au mois d'octobre et au mois de décembre les taux d'endettement et de fiscalité des grandes villes de France. Je vous attends sur Marseille et sur Bordeaux notamment.

Enfin dernier point, Madame de PANAFIEU, il n'y a absolument aucune décision de prise pour le moment sur les investissements localisés pour une bonne raison, c'est qu'il y aura une réunion avec les Maires d'arrondissement, vous savez, celle à laquelle l'année dernière vous n'avez pas voulu venir quand vous étiez maire d'arrondissement ! Je réunirai donc les maires d'arrondissement et je travaillerai avec eux.

Je vous signale quand même, Madame de PANAFIEU, que depuis que je suis Maire, on a augmenté tous les crédits pour les arrondissements.

Alors, j'aime bien vos critiques ! Simplement, essayez de les argumenter d'une manière plus réaliste.

Donc, je vous ai apaisée. Et j'en suis très content.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et radical de gauche, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à quinze heures quarante-cinq minutes, est reprise à seize heures dix minutes, sous la présidence de M. Christian SAUTTER, adjoint).

2008, DPA 235 - Approbation du principe de réalisation des travaux de désamiantage et de modernisation des sols au groupe scolaire 18, rue du Clos (20e) et des modalités de passation du marché de travaux.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons maintenant au projet de délibération DPA 235. Il s'agit de travaux de désamiantage et de modernisation des sols dans le groupe scolaire du 18 rue du clos dans le 20e arrondissement. Il s'agit aussi des modalités de passation du marché de travaux.

C'est M. René DUTREY qui interroge M. CHERKI.

M. René DUTREY. - Merci, Monsieur le Maire.

Plutôt que déposer un vœu sur cet épineux sujet qu'est l'amiante, je profite de cette délibération pour l'aborder. Comme vous le savez, depuis le 31 décembre 2005, les collectivités et l'ensemble des propriétaires des bâtiments où l'amiante a été utilisée, ont l'obligation légale de réaliser des diagnostics. La Ville s'est employée à réaliser un certain nombre de diagnostics sur les 2.752 bâtiments qui sont sa propriété.

La situation semble beaucoup plus inquiétante sur les bâtiments appartenant au Département. D'après mes informations, les diagnostics engagés ne seraient finis qu'en 2009. Ce sujet soulève différentes questions. Premièrement, il faut achever les diagnostics au plus vite. J'imagine que l'ensemble des fonctionnaires de la Ville s'y emploie. L'obligation que ces diagnostics soient mis à la disposition des salariés de la Ville, par l'intermédiaire des chefs de bureau, est une obligation légale qu'il faudrait parfaitement respecter.

Nous manquons vraiment d'une vision un peu globale de ce plan de désamiantage des bâtiments de la Ville, car aujourd'hui un certain nombre de travaux sont engagés par des directions différentes, si bien qu'on ne voit absolument pas combien de temps cela pourra prendre de désamianter l'ensemble des bâtiments de la Ville, ou au moins, quand ce n'est pas possible, de rendre inaccessible l'amiante. Premièrement, c'est donc une demande de visibilité d'un plan travaux amiante.

Deuxièmement, cet amiante présent pendant des années dans des bâtiments a assurément exposé un certain nombre de fonctionnaires et salariés de la Ville de Paris. Ainsi le diagnostic de la piscine publique de la tour Montparnasse faisait état de la présence d'amiante accessible dans les vestiaires hommes.

Par rapport à ces diagnostics, qu'envisageons-nous en tant que Ville de Paris, comme enquêtes, comme études épidémiologiques pour chercher les dégâts sanitaires éventuels dus à la présence de l'amiante ? Nous sommes sur un sujet sensible, il a fallu, je vous le rappelle, attendre 1997 pour que l'amiante soit interdit dans toutes les constructions.

Le meilleur moyen de ne pas agiter la peur - et la peur est légitime quand on voit les nombreux procès qui existent dans des entreprises ayant utilisé de l'amiante - est d'avoir une transparence absolue. Je crois que la Ville est sur le chemin mais un travail est encore à réaliser, entre autres vers les salariés, surtout pour donner les moyens aux victimes potentielles de savoir de quoi elles ont été victimes, de les repérer et de prendre ce sujet entièrement.

Pour résumer mes questions, aurons-nous fini en 2009 ces diagnostics amiante ? Quelles mesures comptez-vous prendre par rapport aux diagnostics les plus inquiétants en termes de plans travaux et quelle vision globale comptez-vous nous donner ? Troisièmement, par rapport à l'exposition des salariés, des fonctionnaires, et des écoliers - je parle également des collèges - quelles mesures comptez-vous prendre pour permettre que nous soyons sûrs que des victimes de l'amiante n'aient pas été oubliées à la Ville de Paris ?

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUTREY.

J'ai le sentiment que votre question dépasse largement la situation du groupe scolaire du 20e arrondissement qui est l'objet de la délibération DPA 235. Mais M. CHERKI va essayer de vous répondre. Je lui donne la parole.

M. Pascal CHERKI, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Je vais répondre pour les informations qui sont en la possession du secteur dont j'ai la charge. Pour tout le reste, j'invite à ce qu'on note l'intervention de M. DUTREY afin d'être en mesure de lui apporter des réponses plus précises.

Un diagnostic a été réalisé dans toutes les écoles parisiennes, conformément à l'obligation légale. Il montre que dans 80 % des écoles parisiennes il y a une présence d'amiante, mais non friable dans 95 % des cas, c'est-à-dire ne présentant pas de façon immédiate un danger sanitaire. Ce qui ne nous empêche pas d'intervenir. Je rappellerai juste pour mémoire que pour l'année 2008 nous avons entrepris 32 opérations concernant l'amiante et 54 concernant le plomb dans les écoles et les collèges pour une dépense de 2,7 millions d'euros.

La volonté de la Municipalité, en ce qui concerne l'amiante dans les écoles est bien évidemment d'éradiquer progressivement cette situation en tenant compte des niveaux de dangerosité, c'est-à-dire que, dès que c'est friable, nous intervenons, nous faisons le confinement. Mais tant que ce n'est pas friable, nous le faisons progressivement.

Pour cela, il faut bien évidemment des crédits, et puisque nous sommes là en période de réflexion intense, je rappelle que c'est ce qu'on appelle les A.P. de type 2, et je profite de la présence de mon collègue Bernard GAUDILLÈRE pour lui rappeler l'extrême nécessité d'être bien dotés lors du budget puisque cela fait partie des 1.600 opérations de travaux que nous faisons chaque année. Et moi, pas de bras, pas de chocolats ! Si j'ai moins de crédit, j'aurai moins de travaux à faire !

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CHERKI, d'avoir répondu sur les écoles.

Mme Maïté ERRECART a noté la question plus générale et vous apportera, le moment venu, toutes les précisions nécessaires sur la politique de la Ville en matière d'amiante.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPA 235.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPA 235).

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au maintien de l'école élémentaire, 9, rue de Vaugirard (6e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant en 7e Commission au voeu n° 12 relatif au maintien de l'école élémentaire, 9, rue de Vaugirard dans le 6e arrondissement, vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et présenté par M. Romain LEVY.

M. Romain LEVY. - Merci, Monsieur le Maire.

Effectivement, c'est un voeu concernant le maintien de l'école élémentaire du 9, rue de Vaugirard dans le 6e arrondissement. Comme l'a écrit le Maire du 6e arrondissement dans un récent courrier adressé à l'ensemble des parents d'élèves de ce groupe scolaire, je le cite : "La mairie du 6e arrondissement et le Rectorat réfléchissent à l'évolution de l'école élémentaire de la rue de Vaugirard."

Bien évidemment un tel courrier a suscité de vives inquiétudes chez les parents d'élèves, dans le corps enseignant, craintes qui ont été renforcées par les propos également tenus lors d'une réunion d'information se déroulant dans la mairie du 6e arrondissement, le 18 septembre dernier, où étaient présents à la fois le maire du 6e arrondissement et M. MALINAUD, inspecteur départemental de l'Education nationale, cette réunion ayant pour objet l'avenir de l'école Vaugirard.

Lors de cette réunion, il a notamment été fait état de la très probable fermeture de deux classes de primaire dès la rentrée 2009 dans le 6e arrondissement. Tout simplement parce qu'il ne paraît pas convenir qu'une réflexion sur le devenir d'une école primaire s'opère uniquement entre une mairie d'arrondissement et le Rectorat en l'absence de la Mairie de Paris, qui, je le rappelle, est la seule habilitée à se prononcer sur le devenir de locaux scolaires. Parce que nous considérons que l'école publique et laïque, garante de l'égalité des chances entre tous les enfants, mais aussi lieu privilégié d'émancipation et de socialisation, doit faire l'objet de toutes les attentions. Cela tout particulièrement dans un arrondissement qui a déjà connu la fermeture de deux écoles publiques ces vingt dernières années et dont le taux d'enfants scolarisés en élémentaire dans le privé est déjà supérieur à celui du public.

Considérant enfin que la fermeture de l'école Vaugirard conduirait de facto des parents d'élèves ne trouvant pas de possibilités d'accueil dans l'enseignement public à se tourner vers l'enseignement privé, alors que tel n'était pas forcément leur choix originel, nous émettons le voeu, en premier lieu d'être informés de l'existence ou non d'un projet non scolaire qui prendrait place dans les locaux de l'école Vaugirard.

Dans l'hypothèse où un tel projet existerait, nous demandons à ce qu'il soit évidemment abandonné. Enfin, nous souhaitons que tous les moyens soient mis en œuvre pour favoriser à la fois le maintien de l'école publique primaire de la rue de Vaugirard mais aussi de l'ensemble de ces classes.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur LEVY.

Je donne la parole à l'adjoint compétent, Monsieur CHERKI.

M. Pascal CHERKI, adjoint. - Je donnerai un avis favorable au vœu.

Deux réflexions. La première est que je n'interdirai jamais à personne de réfléchir, je ne pratiquerai jamais la police de la pensée. Il ne me parait pas illégitime qu'un maire d'arrondissement s'interroge sur le devenir de ses bâtiments. Cependant, comme vous l'avez rappelé, Monsieur le Conseiller, c'est la Mairie de Paris qui décide.

Je pense qu'en effet il y a une discussion et une réflexion à avoir sur les secteurs scolaires et les bassins de population. Selon moi, le problème n'est pas dans l'école rue de Vaugirard mais plutôt dans l'une des écoles du 5e arrondissement parce qu'on voit un grand mouvement de dérogation du 6e vers le 5e arrondissement, donc une acceptation de sortie des élèves d'un côté et une acceptation d'entrée des élèves de l'autre, qui déstabilise les effectifs de l'école Vaugirard.

C'est une réflexion à avoir sur le temps et la durée, je ne suis pas partisan de la fermeture d'une école dans le 5e arrondissement. Il faut discuter avec les deux maires d'arrondissement sur la stratégie que nous devons avoir dans le 5e et le 6e pour pouvoir maintenir ouvertes ces deux écoles.

C'est plutôt dans cet état d'esprit que j'aborde la situation. Je trouve néanmoins tout à fait légitime qu'un maire d'arrondissement réfléchisse. Je souhaite rassurer la communauté scolaire : la Ville de Paris n'a pas pris la décision de fermeture d'école.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CHERKI.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 143).

Désignation de conseillers de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Avant de passer au prochain projet de délibération, je vous propose de procéder à la désignation, au scrutin secret, des représentants suivants au sein des organismes ci-après :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une crèche collective de 66 places et d'une halte garderie de 30 places 53-61 bis rue Saint-Blaise (20e) (R. 152) :

Titulaires

Mme Virginie DASPET

Mme Danielle SIMONNET

Mme Fabienne GIBOUDEAUX

Mme Anne-Constance ONGHENA

Mme Claude-Annick TISSOT.

Suppléants

M. David ASSOULINE

M. Julien BARGETON

M. Denis BAUPIN

Mme Delphine BURKLI

Melle Roxane DECORTE.

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction 117, rue de Ménilmontant (20e) (R. 153) :

Titulaires

Mme Virginie DASPET

Mme Danielle SIMONNET

Mme Fabienne GIBOUDEAUX

Mme Anne-Constance ONGHENA

Mme Claude-Annick TISSOT.

Suppléants

M. David ASSOULINE

M. Julien BARGETON

M. Denis BAUPIN

Mme Delphine BURKLI

Melle Roxane DECORTE.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Les scrutins sont ouverts.

(Les votes sont recueillis).

Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif aux logements des étudiants et des enseignants chercheurs.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant au vœu n° 13 qui est relatif au logement des étudiants et des enseignants chercheurs qui a été déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants.

Je donne d'abord la parole à M. Jean TIBÉRI.

M. Jean TIBÉRI, maire du 5e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Le problème du logement est un problème important, nous n'allons pas l'aborder d'une manière générale. Le problème du logement des étudiants, notamment dans le 5e arrondissement, est important.

Un certain nombre de logements sont réservés depuis un certain temps. Ce n'est jamais suffisant. Cependant, il y a un problème du logement des chercheurs et notamment des enseignants chercheurs, tout spécialement ceux de l'école de physique et chimie.

C'est pourquoi, considérant bien entendu que le plus grand nombre de logements doit être réservé pour les étudiants, il faut donner une certaine place aux étudiants et enseignants chercheurs, notamment ceux de physique et chimie.

C'est pourquoi j'avais il y a un certain nombre d'années demandé, fait acheter et retenir des locaux rue Rollin pour les affecter aux chercheurs. La Municipalité s'y est opposée et a souhaité les donner aux étudiants, ce qui est une bonne chose en soi mais les chercheurs n'ont pas eu de logement.

Etant donné les engagements qu'a pris le Maire de Paris, et dont je me réjouis, en faveur des chercheurs, je souhaiterais qu'au moins maintenant, puisqu'il n'y a pas d'autres locaux apparemment pour l'instant, lorsque se libéreront quelques logements dans ces locaux de la rue Rollin, une partie soit réservée aux enseignants chercheurs et notamment ceux de physique et chimie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur TIBÉRI.

Je demande à M. GUILLOT de répondre à ce voeu n° 13 au nom de l'Exécutif.

M. Didier GUILLOT, adjoint. - Pour ce qui est des logements de la rue Rollin, il paraît absurde aujourd'hui de déloger Paul pour reloger Pierre. Il n'est pas question de supprimer des logements étudiants à Paris pour créer des logements chercheurs.

L'ambition de la Ville de Paris est plus forte, vous le savez depuis la dernière communication du mois de mai, puisqu'elle consiste à faire et du logement pour étudiants et du logement pour chercheurs.

Dans le cadre d'un programme ambitieux, 4.000 logements étudiants ont déjà été faits et 4.000 autres sont prévus durant la prochaine mandature, mais nous n'arriverons certainement pas à faire ces 4.000 logements si nous commençons par défaire les résidences étudiantes qui existent.

Par ailleurs, la résidence Rollin est gérée par le C.R.O.U.S. et, vous le savez, le C.R.O.U.S. est autonome pour tout ce qui est attribution, on ne va pas leur demander de faire autrement. Maintenant c'est du logement pour étudiants, cela le restera.

Pour ce qui est du logement de chercheurs, on a programmé d'en faire 500 dans cette mandature et, parmi eux, 70 sont proposés dans cette séance avec une subvention de 1,5 million d'euros dans un projet de délibération de mon collègue Jean-Louis MISSIKA, 1,5 million d'euros pour la Cité internationale et 70 logements pour chercheurs effectivement.

C'est une priorité mais ce ne sera pas l'un contre l'autre.

Je demande le retrait ou le rejet de ce vœu.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Retirez-vous votre vœu, Monsieur TIBÉRI ?

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Non je ne le retire pas.

Notre collègue n'était pas informé de ces précédents mais il était prévu de mettre des chercheurs rue Rollin, c'est pourquoi je suis intervenu.

Les professeurs et les chercheurs de physique et de chimie l'avaient vivement demandé. Au cours d'une inauguration à cette Ecole de Physique et de Chimie, le Maire de Paris s'était engagé, c'était d'ailleurs la meilleure solution, à mettre les chercheurs de physique et de chimie à côté.

Pour ceux qui connaissent bien l'école de physique et chimie, vous savez où elle est située et où est située la rue Rollin. C'était une avancée importante. Voilà une occasion d'aider les chercheurs de physique et chimie.

Je prends acte que vous vous opposez à cela. Il n'est pas question de faire partir les étudiants. Il s'agit simplement de laisser quelques logements pour les chercheurs lorsque qu'ils se libèrent.

Vous le refusez et je le regrette vivement pour les chercheurs de physique et de chimie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

2008, DJS 265 - Signature d'un avenant à la convention triennale 2006-2008 avec l'association "R.Style" (19e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 7.500 euros.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons au projet de délibération DJS 265 sur lequel un amendement n° 14 a été déposé par l'Exécutif. Il s'agit d'un avenant à la convention triennale 2006-2008 avec l'association "R.Style" dans le 19e arrondissement pour l'attribution d'une subvention de 7.500 euros.

Je donne la parole à M. Bruno JULLIARD pour qu'il présente cet amendement de l'Exécutif qui doit avoir un caractère éminemment technique.

M. Bruno JULLIARD, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Vous avez tout dit.

C'est un amendement tout à fait mineur et technique qui vise à faire passer la subvention de 7.500 à 10.000 euros. J'émets donc un avis très favorable évidemment.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 14.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 14 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 265 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DJS 265).

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux moyens du conseil de la jeunesse du 20e arrondissement.
Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'affectation d'un poste d'animateur jeunesse à la mairie du 15e.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant aux vœux n^{os} 15 et 16 relatifs aux moyens des Conseils de la jeunesse.

Le voeu n° 15 a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés et le vœu n° 16 par le groupe U.M.P.P.A.

Je vais donner successivement la parole à Mme CALANDRA et à un orateur du groupe U.M.P.P.A.

Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement. - Les politiques favorables à la jeunesse sont des politiques difficiles à quantifier et à évaluer puisque ce sont des politiques qui ne se traduisent pas, contrairement par exemple à la petite enfance, en nombre de places de crèche ouvertes.

Pour autant, ce sont des politiques qui nous manquent immédiatement dès qu'on cesse de les défendre et de les soutenir. C'est là qu'on se rend compte de leur utilité.

Dans le 20e arrondissement de Paris, nous avons une nombreuse population jeune, et qui ces derniers temps, pour une part d'entre elle, connaît des phénomènes d'activité que je qualifierais en partie de délictueuses.

Nous observons dans nos quartiers un certain nombre de phénomènes parfois de bandes territorialisées comme c'est le cas dans des territoires extérieurs à Paris.

Je souhaite que la Ville de Paris soit en mesure d'offrir à la jeunesse d'autres perspectives que celles-là et à toute la jeunesse, pas seulement celle qui est bien intégrée à l'école et qui réussit mais celle qui se trouve en difficulté dans nos quartiers populaires et dans les quartiers les plus défavorisés de Paris.

Je souhaite qu'on mette le paquet sur les Conseils de la jeunesse, que ce ne soit pas qu'une mesure symbolique. Chez nous, le Conseil de la jeunesse se réunit hebdomadairement, il est très actif, il veut proposer des choses aux jeunes du quartier et je voudrais qu'on lui donne les moyens de fonctionner.

Or, actuellement, c'est très compliqué. On a un animateur à quart temps, un autre à mi temps, on est dans des condition d'exercice assez difficiles, et sans pleurer misère, je souhaiterais que l'on fasse plus et mieux pour les jeunes et qu'on donne les moyens à M. JULLIARD de soutenir sa politique dans les arrondissements de l'Est parisien.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je donne la parole à M. Jean-Baptiste MENGUY, qui va plaider de la même façon pour le 15e arrondissement.

M. Jean-Baptiste MENGUY. - je vais plaider pour aller plus loin que le vœu de ma collègue, puisque le vœu de ma collègue précisait que le 20e était le deuxième arrondissement le plus peuplé de Paris. En tant qu'élu du 15e, je la rejoins sur ce point. Je suis tout à fait d'accord pour dire que les politiques de la jeunesse sont des politiques complexes. Je sais d'ailleurs que M. JULLIARD en a discuté avec les élus du 15e lorsqu'il est venu dans l'arrondissement, notamment avec le maire Philippe GOUJON et son adjoint Jérôme LORIAU.

Le conseil de la jeunesse est quelque chose de très important. Nous avons tous besoin de moyens aussi importants et la question du poste d'animateur jeunesse pour le 15e est aussi une question cruciale. Le vœu ainsi présenté va donc également dans le sens de la mise en place et du bon fonctionnement du conseil de la jeunesse du 15e avec l'affectation d'un poste d'animateur.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci.

Je donne la parole à Bruno JULLIARD pour répondre à ces grands appels budgétaires que M. GAUDILLERE écoute avec attention.

M. Bruno JULLIARD, adjoint. - Je l'espère !

Il s'agit de situations légèrement différentes. Cependant, dans les deux cas, j'émettrai un avis favorable de l'Exécutif.

Le 20e possède déjà un Conseil de la jeunesse très dynamique, et le 20e est à cet égard un exemple. Je pense en effet qu'un conseil de la jeunesse d'arrondissement dynamique peut être un élément déterminant d'une politique de la jeunesse visant à démocratiser l'accès à la culture, aux loisirs, à la citoyenneté et à la décision politique dans les arrondissements. A cet égard, il faut attribuer aux arrondissements les moyens suffisants pour permettre la bonne tenue de ces conseils de la jeunesse d'arrondissement. Je ne peux donc qu'émettre un avis positif au vœu du 20e arrondissement, à la réserve près que nous n'avons pas les arbitrages budgétaires pour l'année 2009.

De la même manière, permettez-moi de me féliciter de la volonté nouvelle du 15e arrondissement de créer cette structure de démocratie participative. Je suis d'autant plus heureux que concernant le recrutement de l'animateur de ce Conseil de la jeunesse, je prends bonne note qu'il y a désormais une volonté également nouvelle de respecter le circuit de recrutement traditionnel de la mairie de Paris et j'y serai donc totalement favorable.

En effet, nous avons garanti aux maires d'arrondissement de l'opposition, pour l'ensemble des arrondissements qui n'ont pas encore créé un Conseil de la jeunesse d'arrondissement, que, s'ils souhaitaient créer cette instance, il y aurait des moyens afférents.

J'émets simplement une réserve, mais je crois que nous sommes d'accord sur la manière dont nous comprenons ce vœu, à savoir que le temps de présence de l'animateur pour l'année prochaine n'est pas précisé. En l'absence d'arbitrage budgétaire, je ne peux pas m'engager pour dire s'il s'agira d'un mi-temps, d'un trois quarts temps, d'un tiers-temps, ou d'un temps plein dans le 15e arrondissement. En tout cas, quels que soient les arbitrages budgétaires, il y aura la présence d'un animateur dans le 15e dès lors que, et je m'en félicite, le 15e a décidé de créer un conseil de la jeunesse d'arrondissement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée le vœu déposé par le groupe socialiste assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 144).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 145).

La jeunesse est très soutenue !

2008, DJS 71 - Subventions à dix associations du 10e arrondissement. - Montant total : 12 800 euros.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons au projet de délibération DJS 71, sur lequel un amendement n° 17 a été déposé par l'Exécutif. Il s'agit de subventions à dix associations du 10e arrondissement pour un montant total de 12.800 euros.

C'est M. VUILLERMOZ qui présente cet amendement important.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - C'est un amendement technique qui consiste à ajuster les subventions et à les porter à 13.100 euros au lieu de 12.800 euros.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 17.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 17 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 71 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DJS 71).

2008, DJS 94 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Profession Sport et Jeunesse" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 40.000 euros.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DJS 94, avec un amendement n° 18 de l'Exécutif. Il s'agit de l'association "Paris Profession Sport et Jeunesse" dans le 13e arrondissement pour 40.000 euros.

M. VUILLERMOZ a la parole.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Il s'agit de porter la subvention à 45.000 au lieu de 40.000 euros, les 5.000 euros supplémentaires correspondant à une aide exceptionnelle pour les travaux d'aménagement de l'association dans ses nouveaux locaux.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 18.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 18 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 94 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DJS 94).

2008, DJS 365 - Autorisation donnée à la Fédération Française de Tennis de lancer une consultation de concepteurs en vue d'une extension du stade Roland-Garros (16e).
Voeu déposé par le groupe "Les Verts".
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons au projet de délibération DJS 365, avec l'amendement n° 19 déposé par le groupe "Les Verts", un vœu n° 20 déposé par le groupe "Les Verts" et un vœu n° 20 bis déposé par l'Exécutif. Il s'agit de l'autorisation donnée à la Fédération française de Tennis de lancer une consultation de concepteurs en vue d'une extension du stade Roland-Garros dans le 16e arrondissement.

Six orateurs sont inscrits : Mme GIBOUDEAUX, M. CONTASSOT, M. BROSSAT, M. ALPHAND, M. GOASGUEN, Mme SACHS. Répondront, M. VUILLERMOZ et Mme HIDALGO pour les questions d'urbanisme.

La parole est à Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Mon intervention portera plus spécifiquement sur l'amendement n° 19 que j'ai déposé, car je souhaitais, par cet amendement, attirer l'attention sur les changements à venir au niveau des flux piétons si l'extension de Roland-Garros venait à se faire sur le stade Hébert.

En effet, entre le complexe actuel de Roland-Garros et le stade Hébert, se trouvent deux jardins de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement qui représentent à eux deux - le jardin des serres d'Auteuil et le jardin des poètes - une surface de 3,4 hectares, donc des espaces verts intéressants de nombreux Parisiens et riverains.

Nous avons une inquiétude sur les flux piétons qui pourraient traverser les jardins avec l'extension du stade actuel de Roland-Garros. C'est pour cette raison que j'ai souhaité, par cet amendement, proposer que les concepteurs futurs, si cette extension se fait sur le stade Hébert, prennent en compte cette dimension et proposent de réorienter les flux piétons sur les avenues, changeant ainsi les ouvertures qui sont aujourd'hui face aux jardins en les repositionnant sur les deux avenues : l'avenue de la Porte d'Auteuil et le boulevard d'Auteuil.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame. Vous interveniez au nom du groupe "Les Verts" et non pas comme membre de l'Exécutif.

La parole est à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - Je dois dire que comme d'autres sans doute, j'ai fait l'objet de sollicitations insistantes, pour dire les choses gentiment, de la part de responsables de la Fédération française de Tennis pour me convaincre de l'utilité de voter ce projet. Il y avait longtemps que je n'avais pas été l'objet de telles démarches.

Je suis quand même un peu surpris, parce qu'on est sur un problème de cohérence. La Mairie de Paris a décidé il n'y a pas longtemps de créer un institut, ou du moins la préfiguration de ce que pourrait être un institut de la ville durable, et s'il y a une chose bien certaine en matière de durabilité, c'est qu'il ne faut pas de logique de spécialisation des territoires et qu'au contraire, une ville durable est une ville qui comporte des maillages et n'a pas l'ensemble des installations de même nature, surtout quand elles sont destinées à des publics importants, concentrés dans les mêmes quartiers.

En l'occurrence, on est en train, au contraire, de concentrer avec Jean Bouin, avec l'extension de Roland-Garros, avec le Parc des Princes, des infrastructures sportives importantes dans un périmètre extrêmement restreint.

Je dirai également que je suis surpris parce que, lors des dernières extensions de Roland-Garros, des engagements ont été pris par la Fédération Française de Tennis : ne plus jamais demander d'extension de Roland-Garros. Je constate que ces engagements sont un peu comme les promesses électorales : cela ne doit engager sans doute que ceux qui les entendent, mais il me semblait que la Ville de Paris, en la matière, avait quand même une responsabilité et qu'elle ne pouvait pas se contenter des promesses vagues de la F.F.T.

Sur le fond, en plus, les arguments ne sont pas tout à fait convaincants. On nous dit que Roland-Garros a besoin de 150.000 spectateurs supplémentaires. Sur une quinzaine de jours, cela ne fait pas beaucoup par jour au vu de l'ensemble des terrains, des courts qui accueillent du public.

Deuxièmement, on nous dit : "Roland-Garros pourrait être détrôné au profit de Madrid, de Barcelone ou d'une autre grande ville", mais, selon nos informations, pour que ce soit le cas, il faudrait que Roland-Garros donne son accord car il semble qu'il faille l'accord unanime des tournois des lieux où se réalisent les tournois du Grand Chelem pour changer la configuration de ces tournois.

Donc, il paraît peu probable que Roland-Garros accepte de se sacrifier.

On nous dit également que tous les autres grands tournois sont en train de prévoir des couvertures. Certes, pourquoi pas, mais pourquoi n'étudier qu'un transfert et non pas la couverture du court central ? Rien, semble-t-il, ne l'empêcherait techniquement, même si, comme d'ailleurs dans le projet qui nous est proposé, il faudrait sans doute modifier le P.L.U. de manière tout à fait marginale.

Et puis, j'ai participé, comme d'autres, à un groupe de travail sur cette extension. On nous a promis des études, notamment sur les flux en matière de déplacements. J'attends encore les études. L'A.P.U.R. devait faire des études, on nous les a promises avant toute délibération. Je constate que nous n'avons jamais eu ces études. Il y a un vague document d'une page et demie nous rappelant où étaient les stations de métro et les lignes de métro et de bus. On les connaissait, on n'avait pas besoin qu'on nous le rappelle.

Or, je suis un peu inquiet parce que, quand même, quand j'entends un des principaux responsables de la F.F.T. nous dire, "me" dire qu'il serait très intéressé à l'avenir par la valorisation des serres d'Auteuil, par la valorisation des locaux administratifs de la Direction des espaces verts et de l'environnement, quand elle aura rejoint son futur emplacement dans la Z.A.C. "Paris-Rive gauche", je me demande vraiment ce que vont devenir les serres d'Auteuil et le jardin des Poètes. Je crois qu'effectivement nous ne sommes pas à la dernière étape de l'extension de Roland-Garros qui en aura une beaucoup plus dévastatrice à court terme.

Je constate enfin qu'il est dit qu'en début d'année 2009, il y aura de nouvelles élections au sein de la Fédération française de Tennis, qu'il devrait y avoir un nouveau débat sur une solution alternative à l'extension sur le site Hébert. Pourquoi cette précipitation ? Pourquoi ne pas attendre que nous ayons confirmation ? Et pourquoi ne pas accepter des études alternatives, comme nous le demandons ? On a le sentiment que c'est : "Circulez, y a rien à voir ! Ce sera ça et rien d'autre ! Nous refusons même le débat sur d'autres pistes" ! C'est fort regrettable. Ce n'est pas comme cela que nous concevons l'aménagement d'une ville durable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CONTASSOT.

La parole est maintenant au président BROSSAT, pour 5 minutes.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, chers collègues, je crois que, d'abord, nous gagnerions à nous interroger sur ce que contient ce projet de délibération. Je voudrais dire à mes amis "Les Verts" et aux élus de l'opposition qui parleront après de ne pas sortir du bois trop tôt, si j'ose dire. L'objet de ce projet de délibération n'est que de permettre à la Fédération française de tennis de lancer une consultation en vue d'une extension. On ne discute ici que d'une possibilité et je crois qu'on gagnerait à attendre de savoir quels projets seront proposés à la Ville pour débattre de leur bien-fondé. Je ne veux pas croire que mes collègues cèdent à la facilité d'un procès d'intention.

Deux autres remarques.

Je crois, au fond, qu'il faut se demander aussi si nous ne voulons pas maintenir un tournoi du Grand Chelem à Paris. Roland-Garros est l'une des compétitions sportives les plus diffusées, les plus regardées au monde. Pourtant, nous le savons aussi, c'est un tournoi menacé qui risque de perdre sa qualité de tournoi du Grand Chelem si nous ne faisons rien.

Aujourd'hui, les Internationaux de France souffrent de plus en plus de la concurrence d'autres épreuves de tennis sur terre battue, comme celle de Madrid, et le reproche principal qu'on fait à Roland-Garros, c'est celui d'installations trop étriquées. Son stade est en effet deux fois plus petit que ceux des autres tournois du Grand Chelem ; il ne permet pas d'accueillir autant de spectateurs et l'absence de couverture le rend très vulnérable aux conditions climatiques.

Et puis, dernière question, est-ce que nous voulons que ce tournoi soit un grand événement populaire ? Ou est-ce que nous voulons simplement qu'il s'agisse d'un tournoi pour quelques privilégiés ?

Chaque année, les organisateurs doivent refuser l'accès à plus de 150.000 Parisiens et Parisiennes, passionnés de tennis, touristes et amoureux du sport. Bientôt, le tournoi de Roland-Garros risque de devenir un événement réservé à une petite minorité qui aura pu se procurer des places ou se faire inviter.

D'autres sports peinent à rassembler des spectateurs dans les stades. La spécificité, justement, du tournoi de Roland-Garros, c'est que lui n'a pas les moyens de les accueillir tous.

C'est pourquoi, vous l'aurez compris, le groupe communiste votera en faveur de ce projet de délibération.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur BROSSAT.

Je donne la parole à M. David ALPHAND.

M. David ALPHAND. - Quel épineux problème, quel épineux sujet pour l'Exécutif parisien et pour le groupe socialiste qui le soutient dans cette aventure tennistique !

Car, en réalité, le premier set a déjà été joué la semaine dernière lors du Conseil du 16e arrondissement, perdu 6-0 par l'Exécutif.

Le deuxième set, nous allons le voir cet après-midi, est très incertain. Mais, malheureusement, le Maire de Paris a d'ores et déjà commis une double faute, ce qui est dommage.

Première faute : manque de jeu de jambes.

Deuxième faute : manque de vision du jeu.

Et oui ! et oui !

Manque de jeu de jambes : M. CONTASSOT le rappelait tout à l'heure, nous n'avons que guère d'études sur les flux envisagés dans le cadre de ce projet d'extension. Et, par ailleurs - et je sais que Claude GOASGUEN y reviendra dans quelques instants -, on a fait peu de cas des 4.000 associatifs scolaires qui jouent quotidiennement sur le stade Hébert et pour lequel les solutions de remplacement ne semblent pas véritablement solides. Et on comprend bien l'embarras de l'Exécutif aujourd'hui, lorsque l'on voit arriver un amendement n° 20 bis, un vœu de l'Exécutif rédigé à la hâte, alors même que, comme l'Exécutif le précise dans ce vœu, on travaille depuis deux ans sur ce projet d'extension. Finalement, en ce lundi après-midi, on nous apporte sur notre table un nouveau vœu qui tendrait à préciser les choses concernant l'extension de Roland-Garros !

Autre problème : manque de vision du jeu. La Fédération française de Tennis, en réalité, est au milieu du gué. Malheureusement, le stade Hébert se trouve à 500 mètres - et c'est son grand malheur - de Roland-Garros et, dans ce projet d'extension, on peut voir finalement une sorte de rafistolage, de raccommodage qui ne conviendra en définitive à personne. Parce qu'en réalité, si la Fédération française est bien au milieu du gué, c'est parce qu'elle a deux options devant elle : soit elle modernise et rénove le stade existant dans le site tel qu'il existe aujourd'hui, et après tout "small is beautiful", ou alors elle prend vraiment la mesure de l'enjeu et elle s'interroge sur un nouvel emplacement et, pourquoi pas, à l'échelle du Grand Paris, ce que n'a pas fait l'Exécutif aujourd'hui parce que, bien évidemment et comme souvent, avec l'Exécutif élu en mars dernier, on ne prend jamais en considération les problématiques à l'échelle de ce Grand Paris.

En réalité, on se trouve face à un projet de délibération qui nous propose une décision prise à la hâte, à quatre mois de l'élection d'un nouveau président à la tête de la Fédération française de Tennis. Doit-on décider à la hâte d'un projet de 120 millions d'euros, dont 20 millions qui reposent sur la seule collectivité parisienne ? A titre personnel, je crois que non.

Par ailleurs, je me laisse dire que certains candidats à la succession du président BÎMES ne seraient pas favorables à ce projet.

Et je parlais d'embarras du groupe socialiste. J'ai constaté, lors du Conseil du 16e arrondissement, que les représentants de ce groupe socialiste avaient préféré ne pas prendre part au vote, ce qui signifie bien une dernière fois combien ce projet est mal ficelé.

En définitive, on ne voit pas bien pourquoi nous voterions favorablement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

Je donne la parole à M. Claude GOASGUEN.

M. Claude GOASGUEN, maire du 16e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Je veux préciser qu'ici, je ne parle pas seulement au nom de l'U.M.P., je parle comme maire du 16e arrondissement et, en réalité, je parle au nom de l'unanimité du conseil d'arrondissement, puisque, comme vous le savez, les socialistes et le MoDem présents dans notre conseil se sont, pour les uns, abstenus et, pour les autres, n'ont pas pris part au vote. Ce qui signifie que le vote a été acquis à l'unanimité.

Pourquoi est-ce que nous avons des doutes sur le projet qui nous est présenté et qui ne présente pas de drame particulier ?

Je crois qu'il faut bien avoir en tête la distinction fondamentale entre, d'une part, le sport spectacle et, de l'autre, le sport de proximité.

Le sport spectacle, c'est un choix. C'est un choix qui est un choix qui peut être tout à fait légitime, mais sur lequel on peut discuter.

Le sport de proximité, ce n'est pas un choix. C'est un service public, c'est l'obligation pour une commune ou un Département d'assurer le service public du sport, c'est-à-dire le service donné à des scolaires, à des universitaires ou à des associatifs.

C'est dire que le problème ne se pose pas du tout dans les mêmes termes dans les deux cas de figure.

Or, qu'est-ce que nous avons ?

Dans le projet qu'ils nous ont présenté, nous avons un choix - sur lequel je vais revenir - qui consiste à dire : nous remplaçons un sport service public, le stade Hébert, qui reçoit 4.000 scolaires chaque année, venant des lycées du 16e, des lycées de Boulogne et des lycées de l'Ouest parisien et les professeurs de gymnastique, les parents et les élèves, évidemment, n'entendent pas perdre ce service public et vous n'entendrez pas non plus le leur faire perdre, nous remplaçons donc ce service public par une organisation qui a ses mérites et ses inconvénients qui est le sport spectacle. Venons au sport spectacle !

La raison pour laquelle je suis sceptique est que l'on nous propose un projet et un seul. A la limite, on nous aurait proposé trois projets, une diversité de projets comme on s'y était engagé au départ, sur l'extension de Roland Garros que nous ne remettons pas en cause, car, que les choses soient bien claires, je suis personnellement favorable, avec des questions, comme tout le monde, à l'extension de Roland Garros qui doit rester dans le circuit international, encore que je doute un peu de la menace, moi aussi, comme l'a évoqué Yves CONTASSOT, que ferait peser Madrid, mais il faut que Roland Garros reste dans le circuit international parisien ; c'est un point acquis.

La question, c'est : laissons-nous le choix ! Or, le projet que vous nous présentez ne nous laisse pas de choix et nous impose en réalité de substituer à un service public de proximité sportif une organisation de spectacle dont les tenants et aboutissants ne sont pas clairs. Pourquoi ? Parce que, cela a été dit tout à l'heure, le président de la Fédération de tennis, dont c'est l'œuvre, qui a certainement des qualités, a voulu faire en réalité de cette extension la pierre angulaire de son mandat, ce qui est légitime, sauf qu'il semble que son mandat ne sera pas renouvelé au mois de février et que la discussion de la Fédération de tennis semble ouvrir d'autres possibilités.

Je vais simplement conclure en deux mots.

La première chose, c'est d'abord, à la limite, que ce plan soit examiné par l'A.P.U.R., par les architectes, pourquoi pas, mais je souhaite bien évidemment qu'il ne soit pas le seul à être examiné.

Le deuxième élément, c'est qu'en toute hypothèse, vous n'avez pas le droit de prendre la décision de mettre en place une organisation de sport spectacle, quelle que soit ses qualités, tant que nous n'avons pas trouvé la possibilité de loger les 4.000 sportifs, les 4.000 étudiants, les 4.000 élèves qui vont sur un stade, avant d'avoir l'assurance que le service public sportif sera remplacé par un service public équivalent et d'aussi bonne qualité, c'est-à-dire de proximité.

Or, que nous a-t-on proposé comme solution ? On nous a proposé l'hippodrome d'Auteuil et on y viendra tout à l'heure dans une autre délibération, mais rien ne nous permet de penser pour le moment que l'hippodrome d'Auteuil sera facilement accessible. Je signale que l'hippodrome d'Auteuil est quand même un endroit fréquenté 45 jours par an pour les courses de chevaux, en dehors de la période estivale, par conséquent, 45 jours occupés à plein pot dans une période scolaire.

Par ailleurs, 4.000 élèves sur un hippodrome, cela signifie quand même un certain nombre de changements fondamentaux qui ne vont pas être pris en compte très facilement par l'organisation "France galop" et par la Commission des sites.

Nous excipons, en réalité, d'un projet que nous allons étudier, simplement étudier, car à mon avis, il n'ira pas très loin… Nous excipons du fait que la Commission des sites donnera son accord le 9 décembre. Je trouve que nous prenons des risques et je ne peux pas les assumer, parce que je suis maire d'un arrondissement où la revendication sur le maintien du sport de proximité est une revendication essentielle. N'importe quel maire d'arrondissement, n'importe quelle composante politique, Monsieur l'adjoint aux sports, sait que le service public passe avant le choix du spectacle et de l'argent, surtout vous, d'ailleurs, vous devriez être plus que quiconque sensible à mon argument.

Voilà la raison pour laquelle nous voterons contre ce projet, non pas parce que nous sommes contre l'extension, mais parce qu'il me paraît prématuré d'organiser par une décision de principe le remplacement du sport de proximité par une organisation de spectacle qui reste très aléatoire en fonction de la personne du président de la Fédération de tennis.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Maire.

Je donne la parole à la dernière oratrice, Mme Valérie SACHS, Centre et Indépendants.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Prendre la parole après mon Maire va être un peu compliqué, je manque de métier aussi je m'en tiendrai à mes notes.

Le groupe Centre et Indépendants relève et regrette certaines ambiguïtés sur ce dossier.

Qu'avons-nous à notre disposition pour fonder notre vote ? Une délibération dont l'adoption ne créerait aucune obligation pour la Ville de Paris, une lettre de Mme HIDALGO adressée "intuitu personae" à Claude GOASGUEN le 22 septembre à 17 heures 30, une demi-heure avant le début du Conseil d'arrondissement, censée répondre à nos inquiétudes et qui ouvrait la possibilité de faire adopter par notre hémicycle un vœu de l'Exécutif, vœu qui vient de nous être transmis. Je n'insiste pas sur ce que je pense de cette méthode.

Pourquoi délibérer sur une délibération qui n'oblige pas la Ville ?

La Fédération française de tennis n'a pas besoin de notre autorisation pour organiser une consultation internationale de concepteur, puisqu'elle le fait à ses frais et à ses risques, sauf que le projet de délibération précise que celle-ci devra être adaptée au site envisagé. Or, le site envisagé est le stade Hébert, qui, actuellement, accueille environ 4.000 scolaires et les associations sportives de notre arrondissement et qui serait déplacé sur l'hippodrome d'Auteuil sans que nous sachions aujourd'hui si les autorités de tutelle nous donneraient les autorisations nécessaires.

S'il est exact que votre courrier, Madame la Maire, laisse entrouvertes "des hypothèses alternatives d'évolution du site" et que le vœu d'aujourd'hui confirme que "la possibilité soit sur le stade Hébert, soit sur l'identification d'une solution alternative", nous ne pouvons nous empêcher de conclure que nous sommes en train de nous enfermer délibérément dans cette seule hypothèse d'extension.

Nous sommes dans une démarche d'opposition constructive, mais en ce qui concerne les projets d'Auteuil, dossier majeur de cette mandature, nous sommes obligés de redoubler de vigilance, car le crédit confiance de votre équipe a été entamé par le dossier Jean-Bouin qui sème le trouble dans les esprits rationnels des contributeurs du 16e arrondissement.

Nous partageons votre crainte que la Ville de Paris ne constitue un facteur de retard dans la concurrence que se livrent entre eux les tournois internationaux. Roland Garros doit avoir les moyens de maintenir son prestige, sa spécificité - terre battue au cœur de Paris -, de répondre aux critères d'excellence, de couverture médiatique et donc de couverture mobile anticaprice de la météo.

Nous sommes attachés à l'histoire des mousquetaires comme à l'attractivité internationale de notre Capitale.

Rappelons que les retombées économiques pour la Région sont de l'ordre de 250 millions d'euros. Une augmentation de la dotation offerte aux joueurs pourrait ainsi constituer une solution à la concurrence.

Paris doit trouver un équilibre entre la stature internationale de Roland Garros et l'assurance d'un engagement irrévocable de la Ville à l'activité sportive de proximité dans le 16e. Or, le vœu d'aujourd'hui ne lève ni nos craintes, ni nos interrogations.

Ayant le sentiment que nous n'avons pas fini d'explorer le champ des possibles, le groupe Centre et Indépendants votera contre ce projet de délibération et contre le vœu n° 20 bis de l'Exécutif.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame SACHS.

Je donne la parole pour répondre, d'abord à M. VUILLERMOZ, puis à Mme HIDALGO, et il y aura ensuite les explications de vote des présidents de groupes qui le souhaitent.

Monsieur VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais déjà dire à Mme Valérie SACHS, et rappeler à tous que cette délibération a seulement pour objet de permettre à la Fédération française de tennis d'engager un processus d'étude et de concertation, puis un concours d'architecture en vue de réaliser l'extension du stade Roland Garros sur le stade municipal Georges Hébert, c'est-à-dire que c'est une demande qui a été faite par la Fédération française de tennis et la majorité de son Comité directeur.

C'est la première chose que je voulais dire et rappeler.

Je voudrais remercier particulièrement Ian BROSSAT, certainement le meilleur président de groupe, pour les arguments que je partage et pour la conviction qu'il a mise à défendre cette délibération.

Je présenterai éventuellement l'amendement de l'Exécutif après, mais je voudrais répondre avant à M. CONTASSOT. C'est vrai qu'historiquement la concentration des infrastructures sportives s'est faite dans l'Ouest parisien et c'est un dommage pour le reste de Paris, mais je voudrais simplement noter que toute la démarche de la politique de la Municipalité dans la précédente mandature et dans cette mandature consiste, a consisté et consistera à produire des équipements partout dans Paris, de façon à pouvoir répondre aux besoins de sport partout pour les Parisiens et les Parisiennes et notamment dans le Nord-Est parisien. Mais il est historiquement vrai que les équipements comme Roland Garros, le Parc des Princes et le stade Jean Bouin sont situés dans le 16e arrondissement et proches du bois de Boulogne.

Il est bien évident que nous ne pouvons pas détruire ces équipements pour en reconstituer partout d'autres ailleurs, ce n'est pas l'objectif de la Ville et cela coûterait en plus très cher.

J'en profite pour dire à Mme GIBOUDEAUX, que je comprends la démarche du groupe "les Verts" qui est cohérente, avec ses prises de positions successives sur ce dossier et je dirai même dès l'origine, c'est-à-dire lors de la candidature de Paris pour les Jeux de 2012.

Je veux rappeler qu'ils étaient fondamentalement contre. Que cette démarche puisse être la même par rapport à Roland Garros, je peux comprendre.

En gros, vous êtes opposés au maintien des internationaux de France sur Roland Garros et vous êtes donc opposés logiquement à tout projet d'extension du site qui est pourtant aujourd'hui indispensable si celui-ci veut garder son statut de premier tournoi au monde sur terre battue.

C'est vrai, il ne faut pas se le cacher, sur ce projet de délibération et sur le sport de haut niveau en général, nous avons une vraie divergence qui ne sera pas levée aujourd'hui. Cela me paraît évident.

Votre vœu demande une étude de faisabilité sur la relocalisation totale du stade Roland Garros hors de Paris. J'y suis évidemment complètement défavorable.

Pourquoi ? Je le dirai de la même façon à M. GOASGUEN : si on ne permet pas à Roland Garros de pouvoir accueillir de bonne façon le tournoi du grand Chelem, il n'y aura plus de tournois du grand Chelem, ni en France ni à Paris évidemment.

Il faut être clair, si on veut le maintien de Roland Garros à Paris, on propose à la Fédération française de tennis d'ouvrir ce concours pour lui permettre de faire une proposition et ensuite nous examinerons le projet qui pourra être construit à cet endroit.

Je veux dire aussi à M. GOASGUEN que j'ai apprécié sa conversion au service public de proximité. J'apprécie beaucoup cela. On verra comment les choses peuvent se concrétiser après et pas seulement pour le sport.

Je vais lui dire franchement et je le dis aussi devant M. LAMOUR, je regrette le positionnement de M. GOASGUEN, notamment en ce qui concerne la mairie du 16e arrondissement mais plus particulièrement pour le groupe U.M.P.P.A.

Il vous faut trouver des arguments pour vous opposer à la majorité municipale, au Maire de Paris. C'est dommage que vous utilisiez l'élection des instances dirigeantes de la Fédération française de tennis à des fins politiciennes.

Vous savez pertinemment que l'extension de Roland Garros est la seule solution pour maintenir le tournoi parmi les quatre tournois majeurs, vous savez aussi que si nous bloquons le début du processus, à savoir le lancement par la Fédération française de tennis de son concours international de concepteurs, le temps jouera contre Paris et contre le tournoi de Roland Garros.

Madrid est, vous le savez, fortement déterminée à rafler la mise, elle a même avancé son calendrier, et au regard des enjeux, nous ne pouvons pas dire que nous faisons oeuvre de précipitation alors qu'il ne s'agit que d'une chose : permettre à la Fédération française de tennis de présenter ultérieurement à la Ville de Paris un projet abouti et précis, et pour ce faire il faut lui permettre de poursuivre son processus d'étude et de concertation, c'est ce que nous faisons aujourd'hui et rien de plus.

Vous vous souciez aujourd'hui des scolaires, vous vous souciez des associatifs qui utilisent aujourd'hui les équipements.

Depuis 2001, le sport de proximité a fait l'objet d'actions fortes. Vous le savez bien.

La Ville de Paris manquait de structures sportives de façon terrible. Nous n'avons fait qu'améliorer dans tous les arrondissements de Paris les structures pour le sport de proximité.

Il est clair que nous continuerons aujourd'hui à manifester notre envie et notre volonté de construire des structures de proximité.

Le vœu n° 20 bis est clair.

Il s'agit simplement que des installations sportives plus étendues aux normes fédérales soient bien réalisées sur les pelouses centrales de l'hippodrome d'Auteuil et en remplacement de celles existant aujourd'hui sur le stade Hébert.

De ce point de vue, je rappelle à M. GOASGUEN que, de toute façon, s'il y a la demande de la Fédération Française de faire l'extension de Roland Garros sur le stade Georges Hébert, nous n'entreprendrons les travaux qu'au moment où l'ensemble des activités exercées à l'heure actuelle sur Georges Hébert auront été reproduites sur la pelouse d'Auteuil.

Il n'y aura pas de préjudice pour les utilisateurs actuels du stade Georges Hébert, que ce soit les scolaires ou les clubs sportifs.

Deuxième argument : que l'ensemble du nouveau site sportif ainsi créé sur les pelouses d'Auteuil soit accessible directement par un tunnel de la Porte d'Auteuil et enfin que la mise en service des nouvelles installations sur les pelouses d'Auteuil soit préalable au début des travaux sur le stade Hébert.

C'est ce que je viens de dire.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur VUILLERMOZ.

Je donne la parole à Mme HIDALGO.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Très rapidement parce que Jean VUILLERMOZ a été très précis.

Simplement pour rappeler que nous serons pragmatiques. Si la nouvelle équipe de la Fédération française de tennis, au printemps prochain, fait d'autres propositions, nous les examinerons. Mais, comme cela a été dit, ne pas perdre de temps est tout de même indispensable.

Je veux bien que l'on qualifie le tournoi de Roland Garros de sport spectacle, moi je préfère l'appeler le tournoi de Roland Garros parce qu'il est connu ainsi mondialement et c'est tout de même un tournoi qui fait honneur à notre Ville, qui ramène des recettes non négligeables à notre Ville et qui de plus a toujours des conséquences très positives, y compris sur la pratique sportive de très jeunes publics qui se sentent intéressés par cette visibilité du tennis, et notamment du tennis français.

Je voulais quand même apporter cette précision. Je pense que le vœu, comme Jean VUILLERMOZ l'a présenté, est de nature à rassurer sur le fait que tout ce qui concerne les scolaires est traité et que l'on ne néglige pas cette dimension. L'inquiétude des élus du 16e arrondissement ou même de Boulogne était légitime mais je crois que nous y apportons une réponse.

Enfin, dernier élément, je voulais préciser, et cela a été évoqué par Claude GOASGUEN mais aussi par Yves CONTASSOT, qu'il y a effectivement sur ce Sud du 16e arrondissent une concentration d'équipements sportifs. Il y aura des évolutions importantes, notamment en gare d'Auteuil en matière de logement, et j'ai dit déjà à M. GOASGUEN - je le confine et je le ferai par écrit bien évidemment - que je suis tout à fait d'accord pour co-piloter avec lui une étude urbaine sur l'impact pour les riverains de l'ensemble de ces équipements. Cette étude concernera les questions de déplacement, de transports etc., je le confirme, pour montrer à quel point nous sommes attachés à la qualité de vie des habitants du 16e arrondissement sud, concernés par ces équipements sportifs.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame HIDALGO, pour cet engagement très clair.

Nous passons maintenant aux explications de vote. Le Président M. LAMOUR, la Présidente Mme FOURNIER et M. CAFFET ont souhaité s'exprimer.

La parole est à M. LAMOUR.

M. François LAMOUR. - Merci, Monsieur le Président.

Je crois que le problème n'est pas uniquement celui de l'extension de Rolland Garros. Quand Colonie-capital a racheté le P.S.G., le Parc des Princes a augmenté de 10.000 places. Quand on a promis à Guazini de porter de 6.000 à 20.000 le nombre de places de Jean Bouin, quand on a promis à M. LAGARDÈRE qu'il pourrait bénéficier d'une piste d'athlétisme sur le CASG, quand on a promis à la Fédération française de tennis d'avoir son extension de 15.000 places à Hébert, aujourd'hui il ne faut pas s'étonner s'il y a embouteillage. S'il y avait eu effectivement une étude d'impact au préalable, sur l'ensemble du croissant sportif de cette partie sud de l'arrondissement, nous n'en serions pas là.

Aujourd'hui qui va payer les pots cassés ? Ce sont les 4.000 gamins qui quotidiennement utilisent Hébert.

Aujourd'hui on leur promet un soi-disant déplacement vers l'intérieur des pelouses de l'hippodrome d'Auteuil, mais ce n'est qu'une vue de l'esprit. Jamais vous ne pourrez construire des équipements sportifs à l'intérieur d'une zone protégée comme l'hippodrome d'Auteuil ! Ce n'est pas possible.

M. LAGARDÈRE, sur la Croix Catelan essaye de construire deux équipements couverts de tennis mais il n'a pas l'autorisation de la Commission des sites. Comment voulez-vous obtenir l'autorisation de construire des équipements de grands jeux sur cette partie de l'hippodrome d'Auteuil ?

Vous voyez qu'il y a une réelle incertitude et c'est ce que nous relevons. Quant au voeu, j'en termine par là, on voit bien l'embarras de la Ville avec ce voeu. Ecoutez bien : "le cas échéant, à la Fédération française de tennis, on décidera de concéder cette partie du stade Hébert"…

Deuxième partie du vœu : "soit sur le stade Hébert, soit par l'identification d'une solution alternative".

Vous-même, vous n'êtes même plus sûrs de pouvoir donner l'autorisation à la Fédération française de tennis de construire cette extension sur le site d'Hébert. Vous-mêmes, vous êtes dans l'embarras. Puisque vous êtes dans l'embarras, attendez cette étude d'impact, attendez effectivement la coordination au niveau du croissant sportif de cette partie sud de l'arrondissement et je crois qu'effectivement cela évitera à la Fédération de tennis, dont je rappelle qu'elle est délégataire de service public, de dépenser de l'argent pour rien.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président LAMOUR.

Mme FOURNIER a la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Je voudrais rassurer Ian BROSSAT, Jean VUILLERMOZ et l'ensemble du Conseil sur notre capacité à lire les projets de délibération et, bien sûr, nous avions vu qu'il s'agissait de lancer une consultation de concepteurs en vue de l'extension.

Mais si nous lisons les projets de délibération sans a priori, nous exerçons aussi notre mémoire. Et nous avons en souvenir le Conseil de juillet où a été proposé de voter un projet de délibération portant sur "l'évolution du paysage urbain" ouvrant sur une concertation et nous n'oublions pas que la semaine dernière a été présenté ici à la mairie, un projet de tour déjà tout ficelé avec des financeurs, un lieu, une forme, une hauteur, des matériaux et une concertation qui viendra après, c'est-à-dire une information qui commencera au mois d'octobre.

C'est pourquoi nous redoublons de vigilance et nous maintenons notre vote contre.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame FOURNIER.

Le président M. CAFFET a la parole.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Je serai extrêmement rapide. Je commencerai simplement par dire que mon groupe adoptera ce projet de délibération. Il l'adoptera pour plusieurs raisons. La première raison, c'est que mon groupe a de la suite dans les idées. La deuxième raison est que mon groupe est responsable et la troisième raison, surtout peut-être, c'est que mon groupe est fidèle à lui-même.

Je me souviens d'une époque, qui n'est pas si ancienne que cela, où dans cet hémicycle, régnait l'unanimité sur un dossier. Il est vrai que ce dossier touchait une cause sacrée : celle de la candidature de Paris aux Jeux olympiques.

M. Jean-François LAMOUR. - Pas au même endroit !

M. Jean-Pierre CAFFET. - Pas au même endroit ? Le dossier de l'extension… mais c'est incroyable, Monsieur LAMOUR, chaque fois que je parle, vous êtes obligé de m'interrompre, c'est invraisemblable !

Je disais donc que je me souvenais d'une unanimité qui régnait sur ces bancs, notamment en fait sur un dossier d'extension de Roland Garros, qui était bien pire que celui qui peut être imaginé maintenant. Rendez-vous compte, on touchait au bois de Boulogne ! On touchait à un espace boisé classé ! Danielle FOURNIER s'en souvient très bien. Et pourtant, il y a eu unanimité.

Je me souviens également d'un Ministre des Sports qui à l'époque était extrêmement allant sur ce dossier et notamment sur la nécessité impérieuse d'étendre Roland Garros !

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et radical de gauche, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

Et c'est ce même Ministre qui aujourd'hui nous dit : Ah, mais écoutez, tout cela est très compliqué. Il y a la proximité, il y a le stade Hébert, on n'est pas sûr de ceci et de cela !

Nous, nous avons de la suite dans les idées. Ce projet de délibération, cela a été dit cinquante fois mais je préfère le répéter, est un projet de délibération de précaution visant à donner un signe à la communauté sportive internationale, et notamment à la communauté du tennis international, pour montrer que Paris bouge.

Nous avons expliqué, et les orateurs l'ont fait, y compris Jean VUILLERMOZ, que ceci n'engageait pas la Ville de Paris outre mesure mais que c'était simplement une autorisation pour faire un certain nombre d'études accordées à la Fédération française de tennis, sans préjuger de ce que décidera le prochain président.

C'est donc une mesure de précaution, et quand vous nous dites que nous agissons dans la précipitation, on aurait pu délibérer en juillet, il y a six mois, on aurait pu délibérer il y a un an ! Je regrette que l'unanimité qui régnait ici, y compris l'allant dont j'ai parlé, du Ministre des Sports de l'époque, je ne la retrouve pas. C'est probablement qu'il doit y avoir des raisons que je ne veux pas qualifier.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CAFFET.

Madame HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Une inexactitude a été proférée par le Président Jean-François LAMOUR : la Commission des sites ne s'est pas prononcée sur le sujet, elle s'est prononcée sur un schéma d'aménagement paysager, en évoquant des remarques et elle sera saisie le moment venu. En tous les cas, vous savez bien que ce site est protégé.

Vous avez peut-être beaucoup plus d'influence que moi sur le Gouvernement et sur ceux qui siègent au sein de cette Commission, dont acte. Ne dites pas d'inexactitudes. Cette Commission n'a pas émis des réserves sur le projet tel qu'il est aujourd'hui présenté devant notre Assemblée.

C'est une erreur, ou alors c'est de la mauvaise foi.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame HIDALGO. Nous avons eu un débat très complet.

S'agissant de l'amendement n° 19, quel est l'avis de l'Exécutif, Monsieur VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, rapporteur. - Défavorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 19 assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 19 est rejeté.

S'agissant du vœu n° 20, qui est maintenu, quel est l'avis de l'Exécutif, Monsieur VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, rapporteur. - Défavorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est rejeté.

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 146).

Je mets maintenant aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 365.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DJS 365).

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

2008, DJS 400 - Fixation des tarifs d'utilisation des équipements sportifs municipaux gérés en régie pour les établissements scolaires, associations et autres groupements.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant au projet de délibération DJS 400. Il s'agit des tarifs d'utilisation des équipements sportifs municipaux gérés en régie pour les établissements scolaires, associations, et autres groupements.

La parole est à Mme BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci, Monsieur le Maire.

Avec ce projet de délibération, il nous est proposé de revaloriser les tarifs en vigueur pour les groupements scolaires, associatifs ou autres, ces tarifs n'ayant pas bougé depuis 2005.

Nous voterons bien entendu ce projet de délibération qui permet de valoriser le patrimoine de notre collectivité sans porter préjudice au sport de proximité. Nous avons en effet bien noté que l'augmentation proposée est de l'ordre de 10 %, mais que celle-ci n'impactera le budget des associations qu'à hauteur de 0,1 % de leur budget total.

Par ailleurs, j'ai bien noté que la gratuité reste de rigueur pour les services de la Ville, les établissements scolaires du premier degré, public ou privé, sous contrat d'association avec l'Etat, idem pour les collèges et les lycées municipaux, ainsi que pour les organisateurs de manifestations à but caritatif.

Par contre, je souhaiterais être assurée que ces nouveaux tarifs seront également applicables pour les piscines concédées.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BECKER.

M. VUILLERMOZ vous répond au nom de l'Exécutif.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Je vous remercie pour votre intervention.

Pour répondre à votre question, s'agissant des piscines concédées, je l'affirme, ces tarifs seront bien entendu applicables dans les piscines concédées, car l'allocation des créneaux dans celles-ci, je le rappelle, est directement gérée par la D.J.S. sur la base de ces mêmes tarifs.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci pour cette réponse.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DJS 400.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DJS 400).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination du gymnase de la Porte d'Asnières.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous abordons maintenant le vœu n° 21 relatif à la dénomination du gymnase de la Porte d'Asnières. Ce vœu a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

La parole est à M. STEIN.

M. Richard STEIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Nous avons, dans le 17e, avenue de la Porte d'Asnières, un beau gymnase qui fonctionne bien et qui donne toute satisfaction. Il n'a qu'un petit manque de finition : il n'est toujours pas dénommé.

Nous avons proposé le nom de Pierre Rémond, parce que Pierre Rémond est un ancien conseiller de Paris unanimement connu, je pense, sur tous les bancs de cette Assemblée, il a été maire du 17e aimé de tous et, ce qui ne gâte rien puisqu'il s'agit d'un gymnase, il a été international de hand-ball de haut niveau.

En tant que responsable de ce conseil de quartier, j'avais fait adopter par ledit conseil la dénomination de Pierre Rémond pour le gymnase, puis par le Conseil d'arrondissement lors de la dernière mandature. Pour des raisons diverses, tout cela s'est un peu ensablé. Sur les conseils du président VUILLERMOZ, nous avons reproposé ce vœu au Conseil d'arrondissement qui l'a également adopté et vraiment, ce ne serait que justice et un hommage mérité que de donner le nom de Pierre Rémond au gymnase de la Porte d'Asnières.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur Richard STEIN.

Le président VUILLERMOZ, qui était un excellent président, et qui est maintenant adjoint, va vous répondre.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint. - J'émets un avis favorable à la proposition et à ce vœu.

Je rappelle que ce vœu sera forcément transmis à la commission des dénominations et je me permets également de vous rappeler que les dénominations des équipements et lieux publics peuvent intervenir cinq ans après le décès de la personnalité concernée, et il me semble que monsieur le député-maire Pierre Rémond est décédé en juin 2004.

La Commission pourra donc statuer dans le courant de l'année 2009.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 147).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'avenue de Clichy.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant en 8e Commission, avec les vœux n^{os} 22 et 22 bis ayant trait à l'avenue de Clichy. Le vœu n° 22 a été déposé par le groupe U.M.P.P.A. et le vœu n° 22 bis par l'Exécutif.

M. Jérôme DUBUS présente le vœu n° 22.

M. Jérôme DUBUS. - C'est un vœu qui concerne la requalification de l'avenue de Clichy. Vous savez que c'est une avenue qui a fait l'objet de nombreuses réflexions. Un diagnostic avait été réalisé par la Ville en 2006, qui confirmait l'état de dégradation de cette avenue, et la nécessité de prendre des mesures de requalification.

Plusieurs d'entre elles ont été mises en œuvre ou lancées. Je parle de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat des Epinettes, qui est la plus grande O.P.A.H. de Paris. Je parle bien évidemment de l'aménagement des terrains Batignolles-Clichy-Cardinet ou de la rénovation du passage du Petit-Cerf.

Parallèlement, plusieurs projets, comme la mise en site propre de l'avenue et la redéfinition des circulations automobile et piétonne ont été évoqués, mais il manque à cette requalification de l'avenue de Clichy un plan d'ensemble permettant de fixer des objectifs précis et cohérents et de définir des actions de court et de long terme.

C'est la raison pour laquelle nous émettons le vœu suivant : qu'un véritable schéma d'aménagement d'ensemble soit défini en concertation avec les élus de l'arrondissement, les Conseils de quartier, les associations et la population, et que dans le cadre des modifications qui vont être apportées au P.L.U., le périmètre de l'avenue de Clichy soit classé en secteur d'aménagement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

Je donne la parole à Mme Anne HIDALGO sur le voeu n° 22 et la présentation du vœu n° 22 bis de l'Exécutif sur l'avenue de Clichy.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Nous avons déposé un vœu de l'Exécutif. Bien sûr, c'est important d'avoir une discussion spécifique sur cette avenue de Clichy. Les aménagements qui vont être effectués sur le secteur de Clichy-Batignolles sont des aménagements très importants, des études ont été faites sur l'axe urbain de l'avenue de Clichy en 2004, il y en a eu d'autres ensuite en 2006 et 2007.

C'est un secteur sur lequel il y a une production et une réflexion très poussées. Je ne suis pas pour que l'on empile les dispositifs de concertation les uns sur les autres. La proposition de vœu que je fais ici vise à avoir une possibilité d'examiner toutes ces études et d'avoir une concertation mais dans le cadre du Comité permanent de concertation de Clichy-Batignolles, mais on réunira si nécessaire un groupe de travail spécifique comme on le fait sur Les Halles ou sur d'autres secteurs d'aménagements importants.

Je ne suis pas sure que développer et empiler les uns sur les autres des dispositifs de concertation concernant les mêmes secteurs, soit la méthode la plus efficace et, par ailleurs, je voudrais quand même rappeler aux auteurs du vœu en réponse auquel nous avons fait un vœu de l'Exécutif que le sujet concerne aussi le 18e arrondissement et pas uniquement le 17e arrondissement.

Je demande donc à Brigitte KUSTER de retirer son vœu sinon j'émettrai un avis défavorable et de bien vouloir adopter le vœu de l'Exécutif n° 22 bis qui est, me semble-t-il, plus rationnel du point de vue de notre efficacité collective.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame HIDALGO.

Monsieur DUBUS, retirez-vous votre voeu sachant que l'esprit en est retenu dans le n° 22 bis ?

M. Jérôme DUBUS. - Il est vrai que le voeu n° 22 bis se rapproche beaucoup du nôtre. Simplement je voudrais demander à Mme HIDALGO quel est le périmètre de l'avenue de Clichy qu'elle entend mettre dans son étude.

Si c'est l'ensemble de l'avenue, nous voterons ce vœu de l'Exécutif.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Madame HIDALGO ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - Oui, le périmètre sera large.

Cela nous fera des réunions plus organisées et plus rationnelles plutôt que de nous retrouver dans des comités ou des sous-comités.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci pour ce dialogue.

Le voeu n° 22 étant retiré, je mets aux voix, à main levée, le voeu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 148).

2008, DU 9 - Attribution de la dénomination "place de la Fontaine Timbaud" à une place située à Paris (11e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons au projet de délibération DU 9 : attribution de la dénomination "place de la Fontaine Taimbaud" à une place dans le 11e arrondissement de Paris.

Mme VIEU-CHARIER interroge Mme HIDALGO.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Je n'interroge pas Mme HIDALGO, je me félicite que cet endroit soit baptisé du nom de Jean-Pierre Timbaud.

C'était pour nous l'occasion de rappeler que M. Timbaud a été un grand résistant, qu'il est rentré dans la clandestinité dès 1940, qu'il était secrétaire de la C.G.T. des métallurgistes parisiens et qu'il a été arrêté en octobre 1941 pour être fusillé avec les 27 de Châteaubriant.

Je voulais vous lire un extrait de la lettre écrite à sa femme et à sa fille avant de mourir : "Toute ma vie j'ai combattu pour une humanité meilleure, j'ai grande confiance que vous verrez réaliser mon rêve, ma mort aura servi à quelque chose. Mes dernières pensées seront tout d'abord à vous deux et au grand idéal de ma vie. Vive la France, vive le prolétariat international, vive le parti communiste allemand."

Je voulais rappeler ces paroles et l'oeuvre de M. Jean-Pierre Timbaud.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Vous avez tout à fait raison, Madame VIEU-CHARIER.

Madame HIDALGO, voulez-vous ajouter quelque chose ?

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - Je ne vais rien ajouter.

On ne peut que s'honorer qu'à la demande du 11e arrondissement appuyée par le propos de notre collègue en charge de la mémoire, une rue, dont l'emplacement est déjà déterminé, s'appelle désormais place de la Fontaine Timbaud.

Je ferai une petite précision tout à l'heure. On a déjà déterminé le lieu où ce nom sera attribué. Des vœux ont été adoptés ou déposés, tendant à ce que l'on donne le nom de personnalités éminentes à une place ou à une rue de Paris ultérieurement.

Je rappelle à mes collègues qu'il y a un certain embouteillage. Enormément de vœux ont été adoptés sous la mandature précédente et sous cette mandature portant des noms de personnalité que bien sûr on s'honorerait de voir afficher sur les murs de la Ville, mais nous ne serons pas en capacité de répondre.

Je rappellerai aussi que nous avons aussi besoin de donner des noms de femmes. Or, je vois arriver beaucoup de noms d'hommes.

Si on veut rattraper ce retard, je demande vraiment aux Conseillers qui sont très productifs en matière de vœux sur les dénominations d'avoir aussi ce souci de parité à l'esprit.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 9.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DU 9).

2008, DU 10 - Attribution de la dénomination "allée Maria Doriath" au terre-plein central du boulevard de Charonne (11e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Justement, le projet de délibération DU 10 a pour but d'attribuer un nom de femme. Il s'agit en l'occurrence de créer une allée Maria Doriath au terre-plein central du boulevard de Charonne dans le 11e.

Madame VIEU-CHARIER, vous avez la parole.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Mme Maria Doriath a fréquenté cet hémicycle durant de nombreuses années puisqu'elle a siégé au Conseil de Paris de 1947 à 1965.

Elle était d'origine espagnole, née en 1913. Adhérente à la C.G.T., elle a mené de nombreux combats et elle s'est engagée dès 1940 dans la Résistance française. Elle a été arrêtée d'ailleurs et, libérée, elle a repris le combat au sein de l'organisation féminine clandestine du parti communiste et a participé au combat pour la Libération de Paris en août 1944.

Cette femme a eu un parcours tout à fait exceptionnel. Elle était issue d'une famille populaire qui a vécu dans le 11e arrondissement. C'est toute une famille de militants puisque son mari Paul, son fils Gérard et sa fille ont été des militants politiques et syndicalistes et des élus.

Ces gens, je voudrais le dire, qui venaient d'ailleurs, ont aimé passionnément notre pays. Ils ont épousé la France, ils l'ont servie, ils l'ont marquée.

C'est pour nous, élus du groupe communiste, un grand honneur que de voir aujourd'hui un lieu de Paris, dans l'arrondissement qu'elle aimait tant, porter le nom de Maria Doriath.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame VIEU-CHARIER.

Madame HIDALGO, vous avez la parole.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe, rapporteure. - C'est avec beaucoup enthousiasme et d'émotion que je considère que notre Ville s'honore d'apposer le nom d'une femme espagnole qui a participé à la Libération de Paris et à notre vie démocratique avec beaucoup d'énergie.

Je me réjouis de cet hommage qui va lui être rendu à la demande là aussi des élus du 11e et avec un lieu qui est déjà affecté pour cette nouvelle dénomination.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame HIDALGO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DU 10.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DU 10).

Vœu déposé par les groupes "Les Verts" et communiste relatif à la dénomination d'un lieu parisien en hommage à Mahmoud Darwich.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant au vœu n° 23 qui ne se rattache à aucun projet de délibération. Il s'agit d'attribuer le nom de Mahmoud Darwich à un lieu parisien.

Je donne la parole pour le groupe "Les Verts" à M. Sylvain GAREL.

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est effectivement un vœu que nous avons déposé en commun avec nos collègues du parti communiste. Beaucoup d'entre vous connaissent Mahmoud Darwich.

On a beaucoup parlé de lui cet été malheureusement à cause de son décès, à l'âge de 67 ans, encore très jeune et c'est l'un des plus grands poètes de langue arabe du XXe siècle, sans nul doute.

C'est quelqu'un qui, de par sa nationalité palestinienne, a été marqué par les drames de l'exil et de l'occupation.

Il est l'un de ceux qui ont dû quitter leur village en 1948 mais il a dû aussi partir en 1971. C'est quelqu'un qui connaît l'exil et l'exil a hanté son œuvre.

C'est aussi quelqu'un qui a beaucoup travaillé sur l'autre en général et sur l'universel, et c'est sans doute ce mélange des deux qui a fait de lui ce poète exceptionnel.

Ce que nous souhaitons, c'est qu'un lieu parisien porte le nom de Mahmoud Darwich. C'est un lieu qui reste à choisir et je comprends très bien les deux objections que soulève Anne HIDALGO sur la parité. J'en suis tout à fait conscient, mais c'est vrai que c'est, surtout dans certains cas, difficile de trouver des noms de femmes, par exemple, qui seraient des poètes palestiniennes. Il doit y en avoir, sans doute, mais beaucoup moins.

Par ailleurs, j'ai déjà fait cette proposition mais je pense qu'on va le concrétiser bientôt par un vœu, je souhaite que l'on donne le nom, en particulier de gens qui sont liés au monde culturel, comme c'est le cas ici, aux écoles et aux collèges de Paris qui n'ont pas de nom. Et là, c'est un gisement énorme. Et c'est beaucoup plus facile de changer le nom d'une école qui n'a que le nom de la rue dans laquelle elle se trouve que de changer le nom d'une rue parce qu'on sait très bien que changer le nom d'une voie provoque tout de suite des protestations des gens qui ne veulent pas être obligés de refaire toutes leurs adresses.

Donc, je pense que ce serait une bonne idée, pour arriver à "écluser" tous les noms. Il y a toutes les écoles maternelles, les écoles primaires et les collèges qui n'ont pas de nom et à qui on pourrait donner des noms et cela nous permettrait, je pense, de trouver beaucoup de places pour les gens que l'on veut honorer.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur GAREL, d'avoir présenté ce vœu commun aux groupes "Les Verts" et communiste.

Je donne la parole à Mme HIDALGO qui, je crois, a amorcé sa réponse antérieurement.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - J'émets, bien sûr, un avis favorable, sur le principe, pour honorer notre ville du nom de cette immense personnalité qu'était Mahmoud Darwich. Maintenant, il faudra saisir la commission qui est en charge de ces dénominations de voies, places, espaces verts, équipements publics.

Je pense, comme Sylvain GAREL, qu'il y a un certain nombre d'équipements publics. Il faudrait qu'on ait un débat entre nous pour savoir si on va vers des dénominations autres que les noms des rues pour les écoles. Il y a une sorte de principe qui est fixé à Paris, qui nous empêche de le faire.

Les collèges, les lycées, c'est différent, puisque, là, il y a des collèges et des lycées qui ont des noms autres que celui des rues où ils sont situés.

Par ailleurs, il y a des bibliothèques, des équipements publics qui pourraient aussi être des lieux importants pour honorer toutes ces personnalités que nous souhaitons inscrire dans l'histoire de Paris. Donc, poursuivons ce travail, réunissons la Commission d'examen des projets de dénomination des voies et faisons le point sur la liste, assez longue maintenant, de personnalités qui attendent d'avoir leur nom apposé sur une rue ou sur un équipement.

Mais je suis, bien sûr, favorable à la reconnaissance de ce grand poète palestinien Mahmoud Darwich.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame HIDALGO.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 149).

2008, DLH 58 - Location au bénéfice de "Paris-Habitat - OPH" par bail emphytéotique d'une emprise de terrain faisant partie de la propriété communale située 45-47, avenue du Maréchal Fayolle (16e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DLH 58. Il s'agit de la location au bénéfice de "Paris-Habitat - OPH" par bail emphytéotique d'une emprise de terrain faisant partie de la propriété communale située 45-47, avenue du Maréchal-Fayolle (16e).

Monsieur ALPHAND, vous avez la parole.

M. David ALPHAND. - J'ai interrogé M. MANO qui connaît bien ce projet qui concerne le 16e Nord parce qu'on a déjà eu l'occasion d'en parler plusieurs fois en Conseil du 16e arrondissement et, malheureusement, je suis à nouveau contraint aujourd'hui d'alerter l'Exécutif sur la grande fragilité juridique de ce projet.

Comme vous le savez, Monsieur MANO, c'est un projet dont la solidité n'est guère assurée et nous avons tout lieu de craindre un contentieux sur cette affaire, dans la mesure où une décision du Conseil de Paris a été prise en 1973, sur laquelle vous avez souhaité revenir aujourd'hui. Il y a tout lieu de penser que cela pourrait engendrer quelques difficultés juridiques pour l'Exécutif parisien.

Deuxième point que je souligne une nouvelle fois auprès de M. MANO mais cette fois-ci auprès du Conseil de Paris, c'est la qualité architecturale de ce projet qui laisse pour le moins à désirer. Bien évidemment, on peut aller chercher des architectes au Japon parce que c'est à la mode, mais, malheureusement, l'unité de nos quartiers et la volonté de ne point les défigurer nécessiteraient tout de même que l'on réfléchisse à des projets avec un petit peu plus de mesure. Et en particulier dans le 16e arrondissement, songer à construire un bâtiment sur pilotis, là, je crois qu'on va un petit peu loin !

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur ALPHAND.

Je donne la parole à M. MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Si dans le 16e arrondissement, nous ne devions pas avoir de propositions et de délibérations parce qu'on a des risques de contentieux, je crains fort que nous ne fassions jamais le moindre logement social !

Alors, malgré les embûches potentielles, nous ferons effectivement du logement social à Fayolle. Et en ce qui concerne la qualité architecturale spécifique du 16e, peut-être M. ALPHAND pourrait-il me donner son jugement particulier concernant le bâtiment qui sera voisin de ce projet, en ce qui concerne l'ambassade de Russie.

Je suis persuadé que le projet présenté par l'architecte SEJIMA, architecte effectivement japonaise extrêmement réputée et reconnue dans son pays, qui a l'avantage de faire une architecture toute en souplesse, toute en rondeur et toute en finesse, conviendra totalement à ce site particulier en bordure du bois de Boulogne. Ceci a fait l'objet de négociations avec des contacts étroits avec l'architecte des Bâtiments de France qui a validé le projet, au moins dans les concertations que nous avons pu avoir avec lui.

Le projet de délibération proprement dit n'est qu'une régularisation technique de parcelles entre une partie du terrain occupée par la piscine et la partie qui sera occupée par "Paris Habitat".

Je vous demande, bien évidemment, de voter favorablement.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 58.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DLH 58).

2008, DLH 108 - Création par la Ville de Paris d'une aide en faveur de l'accession à la propriété des locataires du parc social parisien dénommé "Prêt Parcours Résidentiel".

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous arrivons au projet de délibération DLH 108, sur lequel deux amendements ont été déposés : l'amendement n° 24 par le groupe "Les Verts" et l'amendement n° 25 par le groupe U.M.P.P.A. Il s'agit d'une mesure importante puisqu'il s'agit d'une aide en faveur de l'accession à la propriété des locataires du parc social parisien, aide dénommée "prêt parcours résidentiel".

Il y a quatre orateurs inscrits : M. Gauthier CARON-THIBAULT, M. DUTREY, Mme BIDARD et M. DUBUS.

Et c'est M. MANO qui répondra.

Monsieur CARON-THIBAULT, vous avez la parole.

M. Gauthier CARON-THIBAULT. - Monsieur le Maire, mes chers collègues, les réponses à la crise du logement se trouvent, on le sait, dans la maîtrise des loyers du parc privé, la multiplication du nombre de logements sociaux, une meilleure utilisation du parc social et dans des innovations financières pour permettre à celles et ceux qui le veulent d'accéder à la propriété.

La Ville de Paris a, ces sept dernières années, pris totalement sa part dans la réalisation de cet objectif. Nous avons financé 30.000 logements sociaux, afin de rattraper notre retard vis-à-vis de l'objectif de 20 % fixé par la loi S.R.U. Nous avons mis en place une commission transparente de désignation des demandeurs qui attribuent les logements sous conditions de ressources. Nous avons aussi multiplié les audits et accru notre vigilance sur l'occupation et l'usage irrégulier des logements sociaux.

En matière d'innovation, la Ville de Paris s'est distinguée par la mise en place, dès 2004, du "prêt Paris logement" à taux zéro, afin d'aider les Parisiennes et les Parisiens qui le souhaitent à acquérir un logement dans le parc privé, sans avoir pour autant à quitter Paris.

C'est ainsi plus de 7.500 ménages parisiens qui ont bénéficié d'une aide allant de 24.200 euros à 39.600 euros pour acheter leur bien.

Permettez-moi de penser, mes chers collègues, que cette politique n'est pas pour rien dans le fait que ces deux dernières années ont été les premières durant lesquelles Paris n'a pas perdu d'habitants. Derrière cela, c'est plus de familles qui ont pu rester vivre dans la Capitale.

Cette volonté concrète d'aide à l'accession à la propriété, d'expansion du parc des logements sociaux et de sa meilleure distribution pour mieux assurer la mixité tranche très nettement avec la politique mise en place par le Gouvernement.

En effet, que penser de l'augmentation des taux d'intérêt pour la construction et de la baisse du budget de l'Etat dévolu au logement ? Que dire de l'annonce très médiatique de la chasse aux locataires du parc social ayant un budget deux fois supérieur au plafond de ressources, alors que ceux-ci ne représentent que 9.000 locataires sur 4.000.000 ? Moins de 0,25 %. Qu'attendre du dispositif de la maison à 15 euros qui n'atteint pas ses objectifs quantitatifs et qui ne respecte aucun critère du développement durable, pourtant cause d'économies réelles pour l'occupant ? Comment analyser l'attentisme du Gouvernement face à l'inflation immodérée des loyers privés, alors que lui seul a la possibilité de faire passer une loi pour les bloquer lors des relocations ? Et surtout, surtout, comment accepter la remise en cause inacceptable de l'esprit de l'article 55 de la loi SRU qui permettra de comptabiliser dans le parc social pendant cinq ans des logements sociaux qui auront été vendus ?

Entendons nous bien, je ne crois pas qu'il faille remettre en cause la volonté d'accession à la propriété que peuvent manifester un certain nombre de locataires, mais il ne me semble pas bon, dans la période de crise que nous vivons, que cette volonté nous amène à défaire notre parc de logements sociaux alors même que nous cherchons à l'étendre.

Cette volonté, nous en avons conscience, et nous avons décidé de la conjuguer avec notre objectif d'amélioration de la fluidité du parc social.

Le Prêt Parcours Résidentiel qui est soumis à notre vote se propose d'accompagner les locataires de logements sociaux qui le désirent vers l'accession d'un appartement parisien.

Dès lors, cette innovation nous permet de faire d'une pierre deux coups. Nous aidons à l'accession d'une résidence principale et nous récupérons en même temps un logement qui pourra de nouveau être attribué à un demandeur.

Ce prêt à taux zéro pourra être obtenu sous condition de ressources appliquée pour les logements de type P.L.S. auprès des banques du réseau Prêt Paris Logement dès le 1er février 2009. Il pourra aller de 27.500 euros à 80.000 euros selon les situations familiales.

A cela, et pour certains ménages, il faut ajouter les fonds du prêt à taux zéro, ce qui permettra d'augmenter l'apport pour obtenir un prêt classique.

Quant au remboursement du prêt nécessaire à l'acquisition du bien, les premières estimations montrent que cette aide diminuera de 160 euros au moins les mensualités et grèvera donc plus légèrement le budget des ménages concernés.

Mes chers collègues, ce dispositif que nous nous apprêtons à mettre en place reconnaît donc l'aspiration légitime de nombreux ménages locataires du parc social à revenus moyens d'accéder à la propriété, mais il refuse la facilité de la vente de leur logement actuel qui entraînerait la diminution du nombre de logements sociaux.

Il accompagne et soutient ce souhait, mais l'inscrit dans une exigence de responsabilité qu'une ville comme Paris doit savoir avoir si elle veut rester une ville dynamique et accueillante où chaque foyer, du plus modeste au plus aisé, peut trouver sa place.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur CARON-THIBAULT, pour cet exposé.

Je donne la parole à M. René DUTREY.

M. René DUTREY. - Je rappelle le contexte dans lequel est mis en place le Prêt Parcours Résidentiel, qui fait suite au Prêt Paris Logement, où la plupart des gens qui sont face à une situation difficile en matière de logement social demandent un logement locatif.

Dans les années quatre-vingts, on a vu les classes populaires exclues de la Capitale ; les années quatre-vingt-dix se sont attaquées aux classes moyennes. Ce dispositif, ce coup de pouce, permettra effectivement à certains foyers de devenir propriétaires, mais il faut quand même rester bien conscient que seule une ville riche comme Paris peut se permettre de mettre en place des dispositifs qui coûtent autant d'argent par rapport au nombre de gens que cela va toucher.

C'est un outil parmi tant d'autres auxquels la Ville peut faire appel, mais comme souvent, la frange de personnes qui va être concernée représente le haut du plafond P.L.S. aujourd'hui.

Le groupe "Les Verts" a déposé un amendement, témoignant de notre inquiétude, vu que ce prêt a pour objectif de faire augmenter le taux de rotation dans le parc de logements sociaux ; les gens qui peuvent acheter aujourd'hui et peuvent bénéficier de ce prêt à Paris, vu les niveaux de marché, bien sûr, font partie des classes moyennes supérieures, sont dans les plafonds P.L.S. et donc occupent, pour la plupart, des logements P.L.S., P.L.I. ou loyer libre. Un habitant, aujourd'hui, d'un loyer libre qui bénéficierait de ce prêt libérerait un appartement à loyer libre qui, à son tour, serait attribué et cela n'aurait donc aucun effet sur le taux de rotation du logement social. Cela ne ferait qu'augmenter le taux de rotation des logements libres et logements P.L.I.

C'est pourquoi nous avons déposé un amendement pour s'assurer qu'à chaque fois qu'un logement libre serait libéré - nous n'avons pas pu déposer le même sur les logements P.L.I. parce que nous ne pouvons pas les déconventionner - , soient appliqués des plafonds de logements sociaux, c'est-à-dire qu'ils rejoignent les 500 logements à loyer libre par an auxquels sont appliqués des loyers sociaux.

Nous voterons ce projet de délibération, tout en restant perplexes par rapport aux différentes priorités et aux différents niveaux d'urgence, en gardant aussi présent à l'esprit que solvabiliser des gens face au marché aujourd'hui risque d'avoir pour effet de maintenir le marché à un niveau élevé et que le pendant de cette mesure doit être absolument la régulation du marché, l'intervention et le blocage des loyers.

A chaque fois que nous mettrons en œuvre une mesure pour solvabiliser, que ce soient des locataires avec l'A.P.L. ou des propriétaires, rappelons-nous que nous encourageons les hausses de marché, cela doit aller de pair avec une intervention efficace et il faut que la Ville continue de demander énergiquement une intervention sur le marché.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER. - Merci, Monsieur DUTREY.

Je donne la parole à Mme Hélène BIDARD, du groupe communiste.

Mme Hélène BIDARD. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je partage tout d'abord les considérations des deux orateurs précédents.

Aujourd'hui, la droite gouvernementale considère désormais qu'il faut vendre le logement social. Peut-on mieux illustrer son manque d'ambition dans ce domaine et sa résistance aux objectifs de la loi S.R.U. ?

M. le Maire le dit dans l'exposé des motifs de ce projet de délibération : cette volonté de vendre le logement social est purement et simplement une aberration !

La création du Prêt Parcours Résidentiel permet d'illustrer, en partie, l'ambition de notre majorité pour le logement social.

En accordant ce prêt aux locataires d'un logement appartenant à (ou géré par) un organisme H.L.M. ou une S.E.M., il s'agit non seulement de répondre à l'aspiration d'accession à la propriété de ménages parisiens, mais, en même temps, de libérer des logements sociaux. Je vous rappelle qu'il nous faut faire face à près de 110.000 demandes de logement social qui se sont aujourd'hui accumulées.

Si l'on peut ainsi faciliter la rotation au sein du parc social, c'est une bonne chose, et ce dispositif mérite d'être testé dans les conditions qui sont les siennes ici.

Mais, M. le Maire le dit lui-même dans l'exposé des motifs, "le nombre de bénéficiaires de ce dispositif pourrait atteindre, en régime de croisière, 100 à 200 ménages", comme l'a bien expliqué M. René DUTREY d'ailleurs. Passée la période de test, il s'agira pour nous, sans doute, de revoir ce dispositif pour qu'il puisse concerner davantage de Parisiens.

Cela signifie aussi que ce dispositif ne se substitue pas à l'ambition de produire 40.000 logements sociaux au cours de cette mandature. Ce n'est qu'une pierre d'un édifice ambitieux en matière de production de logements et les Parisiens doivent savoir que notre majorité tiendra - là aussi - ses engagements.

Nous voterons donc pour ce projet de délibération, en le comprenant bien dans un dispositif d'ensemble.

Merci.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Madame BIDARD.

Je donne la parole à M. Jérôme DUBUS, du groupe U.M.P.P.A.

M. Jérôme DUBUS. - Après avoir voté le Prêt Paris Logement 0 % en 2004, le groupe U.M.P.P.A. votera le projet que vous nous proposez : le Prêt Parcours Résidentiel.

En effet, ce P.P.R. est une goutte de lucidité dans l'océan d'erreurs qui fonde votre politique du logement.

Enfin, nous parlons d'accession à la propriété à Paris !

Je rappelle qu'en 2007, 800.000 ménages français ont accédé à la propriété, 90 % de plus que 10 ans auparavant. Or, une ville reste à la traîne : la nôtre ; Paris est à l'écart de ce mouvement.

Dans ce contexte, à quoi va servir ce P.P.R. ? Malheureusement, pas à grand-chose. Il s'agit d'une mesure très ponctuelle, très ciblée, très restreinte, alors que nous préconisons, vous le savez, un grand plan de relance de l'accession à la propriété dans Paris.

Je voudrais faire cinq constats sur ce projet.

Le premier, le nombre de bénéficiaires de ce prêt reste totalement incertain : 100 à 200 personnes comme l'indique la délibération ou alors 500 comme M. MANO l'a déclaré lors de sa conférence de presse. En tout état de cause, 200 bénéficiaires par an, c'est 1 % des transactions à Paris, une mesure microscopique.

Deuxième constat, faire croire que certains locataires du secteur H.L.M. peuvent directement accéder à la propriété à Paris relève soit de la supercherie, soit de la méconnaissance du secteur H.L.M. Avec un prix moyen de 6.500 euros au mètre carré, Paris reste une ville très chère.

Le vrai parcours résidentiel, c'est celui que nous préconisons. Il passe par l'accession sociale à la propriété.

Vous voulez faire sauter une marche à certains locataires. Quand on saute une marche, on tombe !

Troisième constat, contrairement à ce que vous affirmez, ce P.P.R. ne permettra pas aux acquéreurs concernés d'acheter une pièce supplémentaire, tout simplement parce que ce prêt ne s'ajoute pas aux autres prêts souscrits par l'emprunteur. Il permet de réduire le coût final du crédit, pas d'augmenter le taux d'effort. Le taux d'effort, je le rappelle, des primo-accédants est passé, en 15 ans, de 24 % à 32 %. Dans le climat actuel, on ne peut pas aller plus loin.

Quatrième constat, ce prêt ne correspond pas aux besoins qui vont voir le jour sur le marché de l'immobilier dans les semaines qui viennent.

Si le marché parisien de l'accession résiste bien globalement, les transactions ont commencé à ralentir, -10 % sur un an, et les prix à baisser très légèrement, -1 % au mois de juillet et au mois d'août.

Pour la Ville, dont l'équilibre budgétaire est fortement dépendant des transactions immobilières, dans une espèce d'addiction spéculative, la fluidité du marché est absolument essentielle. Nous le verrons lors de la discussion budgétaire.

La priorité aujourd'hui est donc de protéger les accédants avec revente, dont les prêts relais sont désormais souvent refusés par les banques. Nous sommes prêts à ouvrir des discussions avec vous sur ce sujet pour trouver un système de sécurisation de ce type d'accédants.

Enfin, cinquième constat, ce prêt se heurtera à l'absence d'offre en matière d'accession à la propriété sur Paris, dont vous êtes totalement responsables : 800 logements neufs seulement pour 2007. Un score ridicule ! Un refus du programme d'accession sociale à la propriété. Un refus de la vente des logements H.L.M. à leurs occupants, ce qui est totalement contraire à l'accord signé entre l'Etat et le mouvement H.L.M. et qui engage tous les bailleurs sociaux. Des débuts très timides dans l'accession maîtrisée. Nous en reparlerons lors de l'examen du bleu budgétaire logement.

En résumé, ce P.P.R. est une mesure lilliputienne alors que Paris est et les Parisiens ont besoin d'un plan d'accession à la propriété gulliverien.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUBUS.

Je donne la parole pour répondre aux quatre intervenants à M. Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Oui, il s'agit d'une proposition novatrice, comme on l'a souvent fait en matière d'habitat. Nous considérons que notre politique doit cibler la totalité des acteurs parisiens avec la volonté de garder les Parisiens à Paris et qu'ils ne soient pas obligés de partir hors des murs de la Ville à chaque fois qu'ils veulent accéder à la propriété.

C'est en même temps une réponse très claire à une aberration gouvernementale qui voudrait que dans les zones tendues, on commence par vendre le logement social à ceux qui l'occupent. Je ne vois pas comment nous pourrions avec une telle pratique prétendre fournir des logements aux 110.000 demandeurs.

Néanmoins, nous considérons comme légitime, y compris quand on occupe un logement géré par un bailleur social, qu'on souhaite devenir propriétaire. C'est pourquoi nous avons créé ce prêt supplémentaire avec des efforts financiers non négligeables, puisqu'il vient se rajouter des augmentations de 100 à 114 % par rapport au P.P.L., dont je rappelle les chiffres : à ce jour, nous sommes presque à 8.000 Parisiens qui ont bénéficié du prêt Paris logement et qui sont devenus propriétaires sur le territoire parisien.

En son temps, Monsieur DUBUS, vous aviez voté en disant que ceci était presque ridicule et n'avait aucun effet. Si j'osais, je comparerais avec les résultats antérieurs d'une politique d'accession sociale à la propriété, dont à peu près 200 à 300 Parisiens bénéficiaient par an ; nous en sommes à 7 à 8.000 aujourd'hui.

C'est un bon système et nous continuerons donc dans cette politique ciblée de niche particulière. A ma connaissance, les échos de presse, suite à l'annonce de ce prêt, nous ont valu déjà des courriers de candidats locataires de leur logement pour savoir quand nous allions mettre en place ce processus.

Donc, je pense c'est une bonne chose, certes, avec un potentiel de 300 à 500 par an. Nous aviserons au fur et à mesure mais 70.000 euros ou 80.000 euros, ce n'est pas rien. Cela aidera effectivement les Parisiens qui ont des ressources moyennes à devenir accédant à la propriété sur le territoire parisien, sans pour autant, et je rassure M. DUTREY, donner un coup de pouce au marché pour tirer les prix vers le haut.

Dans une période de hausse des taux d'intérêt, qu'on le veuille ou non, et de retournement potentiel des prix, je pense que c'est une aide extrêmement significative que nous proposons. D'ailleurs, si les prix de l'immobilier baissent, j'en serais ravi, dans la mesure où plus de candidats potentiels pourront utiliser ce prêt et donc libérer un logement social.

Pour revenir à vos craintes concernant l'affectation, rappelons un peu notre politique en matière d'accès au logement social dans la répartition par produit. Vous le savez, sur les logements du secteur que l'on appelle les L.L.I., nous attribuons 500 logements par an sur lesquels nous appliquons un loyer de type social.

Bien évidemment, les logements libérés par ce prêt se verront affectés avec une même proportion pour faire du logement social, sans pour autant que nous ayons besoin de les conventionner. Je dois vous dire qu'aujourd'hui nous ne ménageons pas notre peine pour atteindre notre objectif de 500. C'est donc sans aucune crainte que je peux vous assurer que les logements ainsi libérés se verront affectés à un logement social, sans pour autant les conventionner. Donc, je ne pourrais émettre un avis favorable au vœu que vous nous présentez.

En ce qui concerne M. CARON-THIBAULT, bien évidemment je le remercie de son intervention. Je vois qu'il a été bien formé à la politique du logement et cela ne m'étonne pas.

Concernant Mme Hélène BIDARD, je pense que vous avez tout à fait saisi les opportunités qui se présentent à nous et la complémentarité de notre politique en matière de logement, qui va de la production de 40.000 logements sociaux sur la mandature à l'accession à la propriété. Après tout, même quand on est locataire H.L.M. on a le droit, y compris à Paris.

Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur MANO.

Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 24 déposé par "Les Verts" assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 24 est rejeté.

Pour l'amendement n° 25 déposé par le groupe U.M.P.P.A., quel est votre avis, Monsieur MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint, rapporteur. - Je suis défavorable.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 25 assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 25 est donc rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 108.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DLH 108).

2008, DLH 165 - Réalisation par la RIVP d'une opération d'acquisition-conventionnement de 153 logements PLUS et 150 logements PLS, 20-26, rue Saint-Fargeau (20e).

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen du projet de délibération DLH 165.

Il s'agit d'une réalisation pour la R.IV.P. d'une opération acquisition conventionnement de 153 logements PLUS et 150 logements P.L.S. au 20-26 rue Saint-Fargeau dans le 20e arrondissement.

Je donne la parole à René DUTREY.

M. René DUTREY. - Cet amendement vise encore une fois la répartition entre logements sociaux et logements pour classes moyennes. Je rappelle les chiffres : une attribution sur deux aujourd'hui se fait vers un logement P.L.I. libre ou P.L.S. à Paris ; 1.300 de mémoire pour 1.200 attributions vers du PLUS ou du P.L.A.-I. Un parc de logements quand même où le nombre de logements destinés aux classes moyennes est très important.

Il ne s'agit pas bien sûr de dresser les classes les unes contre les autres et de ne loger qu'une seule partie de la population, mais seulement de rechercher l'équité, l'équité du fichier de demandeurs de logement social où 94 % des demandeurs sont sur du logement PLUS et P.L.A.-I. et 6 % sur du logement P.L.S.

Donc, 6 % sur des logements P.L.S. Si on prend cette opération : 300 logements, 150 P.L.S., la répartition ne semble pas équitable par rapport au fichier des demandeurs. Il ne s'agit pas d'être complètement rigide, nous sommes dans le 20e arrondissement à Saint-Fargeau, c'est une opération acquisition.

J'imagine qu'un diagnostic social a été réalisé sur la population de l'immeuble. On peut imaginer une autre répartition plus souple, mais en tout cas 150 P.L.S. et 150 logements sociaux, ce n'est pas avec ce type d'équilibre que l'on va arriver un jour à avoir dans les attributions annuelles de la Ville, je dirais 90 % d'attribution de logement social et 10 % d'attribution pour les classes moyennes, ce qui correspondrait exactement à la répartition de notre fichier de demandeurs de logements sociaux.

Voilà l'objet de cet amendement. Je vous remercie.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Merci, Monsieur DUTREY.

Pour répondre, je donne la parole à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint, au nom de la 8e Commission. - Je sais bien que nous collaborons souvent mais tout de même !

Tout d'abord, Monsieur DUTREY, réjouissons-nous que nous ayons pu saisir cette opportunité d'acheter 300 logements évitant à 300 ménages parisiens d'être vendus potentiellement à la découpe et, compte tenu du profil de ces personnes, à l'évidence de quitter Paris. Donc 300 logements à Saint-Fargeau achetés à un groupe d'assurance, je pense que c'est une bonne chose.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

Le problème de la répartition est un débat permanent entre nous. Néanmoins, je crois que vous avez dit, à juste raison, que nous étions dans le 20e arrondissement. Vous connaissez notre attachement à avoir une répartition équilibrée, y compris sur ce type d'opération. Toutefois, compte tenu de la situation géographique, il nous a semblé, en lien avec la mairie d'arrondissement, plus judicieux d'avoir une répartition équilibrée entre le PLUS et le P.L.A.-I.

Et vous savez, parce que vous êtes un homme qui suit de près les problèmes du logement, que nos attributions PLUS se font bien souvent pour des candidats qui sont sous les plafonds P.L.A.-I. Donc, malgré le nombre de logements PLUS, soyez rassuré par nos affectations ultérieures pour les personnes qui ont besoin d'un logement social y compris avec des ressources P.LA.-I.

C'est pourquoi je rejette l'amendement qui nous est proposé.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 26.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement est rejeté.

Je mets à présent aux voix, à main levée, le projet de délibération DLH 165.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DLH 165).

Vœu déposé par l'Exécutif relatif aux expulsions locatives à Paris.

M. Christian SAUTTER, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu n° 27 relatif aux expulsions locatives à Paris qui a été déposé par l'Exécutif.

Je donne la parole à Jean-Yves MANO.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est effectivement un voeu assez traditionnel en cette période qui permet d'attirer l'attention du Préfet de police sur les expulsions à Paris dans une conjoncture extrêmement difficile et qui met en évidence tous les efforts de la Ville pour éviter ces expulsions.

(M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, remplace M. Christian SAUTTER au fauteuil de la présidence).

Permettez-moi d'ailleurs au passage de dire que je suis extrêmement inquiet du projet de loi de Mme BOUTIN, Ministre du Logement, qui voudrait limiter la période de recours potentiel à une année au lieu de trois ans, ce qui va encore fragiliser certaines personnes en situation difficile.

Ceci aurait un sens si la loi DALO pouvait s'appliquer à Paris avec efficacité, ce qui n'est pas le cas bien évidemment compte tenu des difficultés que nous avons et je pense que M. le Préfet de police sera extrêmement vigilant et attentif à la situation sociale des personnes avant de se lancer dans des exécutions de décisions de justice d'ailleurs car, effectivement, une expulsion n'est que l'application d'une décision de justice.

Néanmoins, comme nous l'avons fait au cours de ces différentes années, une concertation bien établie entre les services de la Ville et ceux de la Préfecture permet bien souvent d'éviter des drames et de trouver des solutions alternatives.

C'est un simple rappel sur la volonté de la Ville de Paris de protéger des personnes de bonne foi en situation de difficulté.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pour vous répondre, je donne la parole au Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - La prévention des expulsions locatives et la protection des personnes de bonne foi est un objectif partagé, Monsieur le Maire, et la Préfecture de police, ce faisant, applique les instructions très fermes adressées en ce sens par Mme le Ministre du Logement.

Pour chaque dossier de réquisition, une enquête d'usage est réalisée et complétée par les éléments transmis par l'équipe départementale du logement, systématiquement sollicitée par la Préfecture de police.

Chaque fois que c'est nécessaire, des signalements croisés ont lieu avec les services sociaux et le secrétariat de la commission DALO.

Lorsque les personnes sont de bonne foi, aucune décision n'intervient sans que les personnes compétentes pour l'hébergement et le relogement n'aient été préalablement prévenues et ensuite aient bénéficié de délais qui souvent se surajoutent au délai de la procédure judiciaire.

Pour les dossiers particulièrement difficiles et nous nous en félicitons, nous avons désormais des réunions trimestrielles avec les services sociaux de la Ville de Paris afin de dégager des solutions humaines.

Pour chaque dossier, l'appréciation du risque de trouble à l'ordre public et l'octroi de délais tient compte de la situation sociale, familiale et sanitaire respective des locataires et des propriétaires (car la bonne foi est partagée). Il est tenu compte de l'ancienneté dans les lieux ainsi que du motif du congé.

Ces efforts portent leurs fruits puisque, après avoir enregistré une diminution de 19 % entre 2006 et 2007, à la mi-septembre, nous avions à nouveau un recul des expulsions coercitives de 8,2 %.

Pour autant, le refus systématique d'appliquer des décisions de justice, comme le vœu le demande, n'apparaît pas comme étant une solution applicable.

D'abord parce que dans de très nombreux dossiers la bonne foi est partagée et dans une république qui garantit l'égalité de tous devant les charges publiques, il serait inéquitable de transférer de manière aléatoire à certains propriétaires l'effort de la politique de logement social. Celle-ci doit incomber aux collectivités publiques et aux organismes qu'elles financent à la hauteur de leurs compétences et de leurs quotas réservataires.

Enfin parce qu'une telle politique provoquerait inéluctablement une aggravation des mécanismes de sélectivité voire d'exclusion du marché locatif déjà très forts et ce au seul bénéfice des ménages actifs, installés et mobiles.

En tout état de cause, la Préfecture de police a intégré dans l'exercice de ses compétences les objectifs et les contraintes de la loi relative au logement opposable.

Enfin, je souligne que les prononcés par le juge de délais de trois ans sont rarissimes.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Préfet.

Pour une explication de vote, Monsieur DUBUS, vous avez une minute.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement pour vous dire que ce vœu n'exprime pas bien évidemment toute la vérité, notamment ce qui a été rappelé par le Représentant du Préfet.

Le Comité de la charte de prévention des expulsions s'est réuni le 9 septembre tout récemment à la Préfecture et a constaté plusieurs choses.

Le nombre d'assignation est en baisse, baisse dans le parc privé très intéressante mais en hausse dans le parc social.

La dette locative est également en baisse dans le parc privé mais en hausse dans le parc social.

Enfin, les interventions effectives de la force publique ont baissé de 21,4 % entre 2006 et 2007.

Vous savez très bien que maintenant c'est la Ville de Paris qui a l'ensemble des bailleurs sociaux de Paris sous son autorité et je ne peux que constater que c'est dans le parc social que les expulsions ont augmenté.

Ce vœu est un peu un vœu contre vous-mêmes.

J'ajoute que Mme TROSTIANSKY qui était présente à ce Comité nous a dit qu'elle souhaitait mettre en place un groupe de travail dès l'automne, c'est-à-dire dès maintenant, afin d'expérimenter une solution qui consistera à mettre en place un organisme chargé de se substituer au locataire en situation d'expulsion quand le locataire est de bonne foi.

Nous souhaitons bien évidemment que ce groupe de travail soit mis en place, qu'il fasse son œuvre et qu'ensuite vous présentiez ce vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Jean-Yves MANO ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Effectivement il y a des évolutions et des assignations dans le parc social parce qu'on assiste à une paupérisation de la population dans le parc social. C'est une réalité.

Deuxièmement, assignation ne veut pas dire expulsion car très honnêtement, les expulsions dans le parc locatif ont beaucoup baissé ces dernières années, il faudrait vraiment en arriver à la dernière extrémité pour que nous expulsions une famille, sachant que les bailleurs sociaux parisiens vont d'abord mobiliser l'ensemble des mesures sociales en la matière, et éventuellement proposer un logement moins cher à la personne et à sa famille.

Dans bien des cas, s'il y a expulsion, c'est que nous sommes arrivés au bout d'une démarche longue de plusieurs années.

Donc, la situation actuelle est difficile, le pouvoir d'achat baisse, la paupérisation s'accentue. Cela se voit prioritairement dans le parc social mais le nombre d'expulsions n'augmente pas.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 150).

Voeu présenté par le groupe communiste relatif aux ventes à la découpe à Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons examiner le vœu référencé n° 28 relatif aux ventes à la découpe à Paris déposé par le groupe communiste.

Je donne la parole à son Président, l'excellent Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

En avril 2006, le Conseil de Paris avait décidé de la constitution d'un Comité de veille sur les ventes à la découpe.

Au vu de la reprise d'un certain nombre de cas de ventes à la découpe, il s'agirait tout simplement de demander que ce Comité de veille se réunisse dans les plus brefs délais.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

M. MANO sur le voeu n° 28 ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Je n'ai aucun mal à répondre à l'excellent Président Ian BROSSAT que le Comité de veille pourra se réunir dans les plus brefs délais tout en constatant qu'il y a un ralentissement important des ventes à la découpe. Objectivement, c'est l'effet de la loi Aurillac d'une part et, d'autre part des contacts extrêmement étroits dont nous disposons avec les intervenants sur ce marché, ce qui nous permet d'ailleurs par anticipation d'acheter un certain nombre d'immeubles.

Nous allons évidemment rassembler ce Comité de veille qui regardera d'un œil attentif l'ensemble des situations délicates connues à Paris.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 151).

Voeu présenté par le groupe communiste relatif aux menaces d'expulsion de locataires démunis, malades, handicapés et âgés victimes d'une vente à la découpe (16e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le voeu référencé n° 29 également relatif aux menaces d'expulsion de locataires démunis, victimes d'une vente à la découpe.

La parole est à M. BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Ce vœu porte cette fois sur les conséquences d'une vente à la découpe qui a débuté au milieu des années 1990 et qui concernait un ensemble immobilier de 220 logements quai Louis-Blériot et avenue de Versailles dans le 16e arrondissement.

L'institution financière, la société d'assurance A.G.F., aujourd'hui filiale de la multinationale allemande "Allianz" ne recule devant rien pour achever l'opération et, face à la dizaine de cas complexes qui subsistent, des personnes âgées, malades ou handicapées, elle brandit à présent des menaces d'expulsion.

Ce vœu demande donc à ce que M. le Maire de Paris interpelle les A.G.F. et leur demande que dans un premier temps, les locataires concernés puissent bénéficier des accords "Besson" rendus obligatoires par décret depuis 1999, dans la mesure où ils répondent à l'ensemble des critères d'âge, de ressources, et d'état de santé, même si l'offre de rachat est antérieure.

Cela afin d'éviter les expulsions programmées de personnes âgées, malades et aux ressources faibles. Dans la mesure où nous sommes ici dans un quartier parisien qui manque de logements sociaux, il convient d'envisager avec les A.G.F. l'achat par une S.E.M. des locaux concernés et, à défaut, un relogement.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur MANO, voulez-vous intervenir sur le vœu n° 29 et donner clairement votre avis ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - L'avis sera clair.

C'est un dossier que j'ai connu, en tant qu'adjoint au logement et en tant qu'élu du 16e arrondissement. C'est un sujet extrêmement ancien qui remonte aux premières vagues des ventes à la découpe au cours des années 1995. De procédure en procédure engagée par la personne qui vous a saisi de ce dossier, nous arrivons à une situation de blocage. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, y compris d'avoir eu de nombreux contacts avec la société "AGF".

Sur ce point particulier, j'ai déjà proposé à "AGF" d'acheter les lots litigieux. La société "AGF" a refusé parce qu'il y a, à l'évidence, un conflit interne entre les différents occupants restants et elle-même et elle ne souhaite pas céder à un opérateur que la Ville désignerait.

Je me permets de porter à votre connaissance ces faits, comme d'autres qui me gênent un peu dans la mesure où je vois certains noms apparaître et je retrouve les mêmes noms dans des actions contre le logement social dans le 16e arrondissement. Cela me semble un peu contradictoire et je vous demanderai d'avoir la sagesse, Monsieur BROSSAT, de retirer votre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - D'abord, sur le fond, je pense que l'on n'a pas à tenir compte de l'opinion politique des habitants d'un immeuble pour décider de quoi que ce soit. Cet argument, de mon point de vue, ne tient pas. Cela dit, j'entends les autres arguments que vous avez annoncés, et au vu de ces derniers, nous retirons notre vœu.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Très bien. Le voeu est retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éventuelle vente du patrimoine immobilier de la fondation Lebaudy.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons examiner le vœu n° 30 relatif à l'éventuelle vente du patrimoine immobilier de la fondation Lebaudy, déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Je donne la parole à M. DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Très rapidement, c'est un vœu qui vise à avoir des informations sur le patrimoine immobilier de la fondation Lebaudy et sur une éventuelle sortie de ce bailleur du mouvement social.

C'est un parc important estimé à 3.000 logements qui ont été construits au début du XXe siècle par Mme Lebaudy, qui a financé l'acquisition de terrains et la construction de bâtiments destinés au logement ouvrier.

Aujourd'hui, on nous parle d'une sortie du mouvement social et donc, du patrimoine social, de la fondation Lebaudy.

Nous demandons donc à M. MANO un certain nombre de précisions sur ce sujet.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

M. MANO va vous les donner.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Bien évidemment, nous connaissons la Fondation Lebaudy et nous avons rencontré il y a déjà plusieurs mois des associations de locataires inquiets du devenir de la fondation.

Rapidement, un peu d'histoire.

S'il se trouve qu'il y a aujourd'hui inquiétude, c'est que la M.I.LO.S., la Mission d'Inspection du logement social, a constaté que les statuts de la Fondation Lebaudy n'étaient pas conformes aux règles du logement social. Le paradoxe, c'est qu'une simple modification statutaire aurait permis de rentrer dans le moule juridique en la matière. Pour le moment, ce n'est pas le choix fait par la Fondation Lebaudy, même si nous ne mettons pas en doute, par ailleurs, le caractère de son activité, y compris dans de nouveaux projets qui ont été portés à notre connaissance.

Nous sommes devant une situation un peu complexe. Je pense rassurer M. DUBUS par rapport à l'intention de vente de la Fondation Lebaudy de son patrimoine. A notre connaissance, il n'en est pas question, et bien évidemment, si tel devait être le cas, la Ville de Paris, via ses bailleurs sociaux, appliquerait les procédures classiques, soit de négociation préalable, soit de préemption sur l'ensemble du parc, car nous ne laisserons pas partir ce parc locatif avec des loyers sociaux dans le parc privé, bien évidemment.

L'option actuellement choisie par la fondation Lebaudy nous gêne un peu dans la mesure où elle veut transformer ses baux en loi 1989, ce qui exclurait potentiellement la possibilité d'avoir une maîtrise des loyers, cette loi 1989 permettant une certaine liberté en la matière. Néanmoins, cette liberté étant en contradiction avec le but initial de la Fondation Lebaudy, nous pouvons penser que la sagesse du Conseil d'administration l'emportera.

Je me propose de les rencontrer à nouveau pour qu'ils nous éclaircissent sur leurs intentions réelles afin de compléter nos informations croisées sur ce sujet. Voilà le point où j'en suis, et ce que je pouvais vous dire sur la Fondation Lebaudy.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Le voeu du groupe U.M.P.P.A. est donc retiré.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif relatif à la construction de la maison-relais 13-15, rue de Plaisance dans le 14e arrondissement.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons examiner les vœux nos 31 et 31 bis, relatifs à la construction de la maison-relais 13-15, rue de Plaisance dans le 14e arrondissement. Le vœu n° 31 a été déposé par le groupe "Les Verts" et le vœu n° 31 bis a été déposé par l'Exécutif.

Je donne la parole à René DUTREY.

M. René DUTREY. - Merci, Monsieur le Maire.

L'opération d'aménagement des Thermopyles a été lancée en 1977. C'est une des plus vieilles opérations actuelles. C'est un quartier qui subit des friches, des immeubles murés pendant très longtemps, une dégradation due à un projet mal maîtrisé.

Pendant trente ans, les associations locales du 14e, jusqu'en 2001, se sont affrontées à la Ville de Paris, sur l'avenir du quartier des Thermopyles. Les luttes se sont traduites par des contentieux juridiques, par des blocages de chantiers, par des actions militantes. En 2001, l'espoir porté par l'arrivée de la nouvelle Municipalité a été absolument énorme dans le quartier. Ces mêmes associations - je pense en particulier à "Urbanisme et Démocratie" -, qui avait mené la lutte et porté le fer, se sont engagées dans la mise en place d'un certain nombre de projets sociaux pour le quartier. Un centre social a émergé dans le château ouvrier, un café associatif a émergé, et un projet absolument exemplaire a émergé, qui était de réaliser une maison-relais gérée par une association d'habitants au 13-15 rue des Thermopyles.

Ce projet lancé en 2002 a nécessité des centaines d'heures de travail, de concertation avec l'ensemble des riverains, avec l'association. L'O.P.A.C., propriétaire du terrain, a demandé un certain nombre de garanties auprès de cette association qui, il est vrai, est une petite association locale. Les gens se sont formés professionnellement pour être en capacité de gérer, ils ont répondu à toutes les conditions, ils ont été parrainés par la Fondation Abbé Pierre. Le projet, bon an mal an, a continué à cheminer jusqu'au dépôt du permis de construire.

Ce projet, effectivement, est un peu un O.V.N.I. parmi les projets que peut porter la Ville de Paris ; il l'est encore plus pour l'O.P.A.C. et ne correspond pas aux critères habituels d'un projet. Il est vrai que l'O.P.A.C. nous l'a fait ressentir depuis 2002, vu le nombre de garanties demandées à l'association.

Nous en sommes aujourd'hui à un stade où le permis est délivré, où le troisième appel d'offres a été fructueux et on a une entreprise avec une négociation sur les prix. Depuis mars, on entend des rumeurs faisant état de problèmes entre l'O.P.A.C. et l'architecte.

Dès mars, j'ai demandé l'organisation d'une réunion de médiation à l'O.P.A.C. avec Romain PARIS, qui était encore, à l'époque, adjoint à l'urbanisme. Nous n'avons jamais réussi à avoir de réunion de médiation depuis le mois de mars ; nous n'avons même jamais réussi à avoir d'interlocuteur. Je suis élu du 14e, maintenant administrateur de l'O.P.A.C. et pourtant rien n'a pu être fait. Le 22 août, une lettre a été envoyée par le directeur général intérimaire de l'O.P.A.C., dans laquelle, de façon unilatérale, l'architecte se voyait "virer", son contrat rompu. Bien sûr, je n'étais pas informé, pas plus que l'association : personne n'était informé.

La solution tout à coup proposée est de tout reprendre à zéro et de sortir un nouveau projet de pension de famille. Ce projet a commencé en 2002, nous sommes en 2008. Tout recommencer nous amènerait dans le meilleur des cas, si le permis faisait l'étoile filante dans les services de la Ville, mais cela n'arrive jamais à la D.U., donc je n'y crois pas, cela nous amènerait donc en 2012 ou en 2013. Il faudrait donc onze années à la Ville de Paris et à l'O.P.A.C. - car cet architecte, qui est beaucoup mis en cause par l'O.P.A.C. en ce moment, n'a pas été choisi par l'association ou les élus du 14e, mais par l'O.P.A.C. -, il faudra donc 11 ans pour réaliser 20 chambres de pension de famille sur un terrain dans le 14e arrondissement. Moi, je trouve cela absolument délirant !

On réussit à lancer des concertations en juin pour réaliser des tours et à faire en sorte que les projets arrivent en septembre et, pour 20 places de pension de famille, on n'arrive pas à sortir une opération ! On vire l'architecte en disant : "Il y a un dépassement de 300.000 euros." J'ai repris tous les courriers depuis trois ans sur cette opération, j'ai tout décortiqué ! Cette histoire est absolument ubuesque, on ne devrait absolument pas en être aujourd'hui là. Et si, je crois, le politique mettait un petit peu sa main dans ce dossier et arbitrait, on sortirait cette pension de famille, on sortirait ce projet !

Le groupe "Verts" a déposé un vœu tendant à suspendre cette décision. Alors, là, je suis très admiratif du vœu de l'Exécutif ! Je remercie l'Exécutif d'avoir repris l'intégralité de l'exposé des motifs de mon vœu. Vraiment, c'est une bonne chose ! Pour affirmer exactement le contraire à la fin, c'est-à-dire : oui, on vire l'architecte, oui, on reprend le projet à zéro et on laisse tomber !

Excusez-moi, je vais être vulgaire, mais, sincèrement, c'est du "foutage de gueule" ! Vous vous "foutez de ma gueule" en tant qu'administrateur de l'O.P.A.C. et élu du 14e. Sincèrement, vous vous "foutez de la gueule" de l'association locale qui porte le projet depuis six ans. On en revient à des décisions d'urbanisme arbitraires, que l'on croyait disparues depuis 2001.

Vous adoptez le comportement de l'urbanisme arbitraire en virant des architectes et en virant des projets du jour au lendemain, sans concertation avec les élus, sans concertation avec les associations. Vous récupérez les luttes qu'il y avait avant 2001 sur l'urbanisme dans le 14e arrondissement.

Donnez-moi la clef pour qu'en tant qu'élu administrateur de l'O.P.A.C., je demande une médiation sur un dossier ! Donnez-moi le bouton, donnez-moi la personne qu'il faut que je contacte pour l'obtenir ! Pour éviter qu'en plein mois d'août on découvre que des projets sont annulés.

Depuis une semaine, je contacte toutes les personnes, à tous les échelons de l'Hôtel de Ville pour tenter d'organiser une réunion entre l'architecte et l'O.P.A.C. J'y mets tout mon poids, tout le poids du Groupe "Verts", il y a eu 150 personnes à la manifestation devant la pension de famille hier, il y a 500 signatures à la pétition, l'architecte s'apprête à déposer un contentieux mardi et j'ai un vœu de l'Exécutif m'annonçant que le projet est arrêté !

J'ai presque envie de dire : arrêtons-là ! Ce n'est plus dans l'Assemblée que cela se joue ! Je vais retirer mon vœu et le rapport de force va s'exprimer ailleurs, je dirais, parce que, à ce niveau-là, j'en perds ma voix… avant de perdre mon micro que vous allez me couper !

Je vous remercie, Monsieur le Président.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Monsieur DUTREY, vous ne devriez pas être aussi pessimiste.

D'abord, qu'est-ce qui est l'essentiel ? L'essentiel, c'est de voir émerger une pension de famille souhaitée par tous, que "Paris Habitat" construira.

J'admets volontiers que ce dossier est complexe.

Le projet qui a été élaboré ne passe pas dans les équations financières, ce qui nous a conduit à deux reprises à relancer des appels d'offres, tous infructueux. Pire encore, nous n'avons même pas eu d'offre, sauf pour le troisième avec une proposition de prix qui dépasse tout ce que nous avions envisagé. Les objectifs politiques ne peuvent pas faire fi des réalités économiques. Car l'argent de l'O.P.A.C., c'est l'argent des locataires, je le répète ! Il n'y a pas de miracle, cela n'existe pas en matière de construction et en matière de coût.

La raison devrait finir par l'emporter, car les membres de l'association sont aussi attachés que moi à ce projet. Je rappelle que nous nous sommes engagés à réaliser 12 à 15 structures sur Paris par an de pensions de famille, maisons-relais ou toute opération similaire. Donc, on a un projet, on a un lieu et on a un permis : il faut aboutir.

Où en est-on ?

Il m'est arrivé déjà dans ma présidence de l'O.P.A.C. et maintenant de "Paris Habitat" d'être informé de difficultés avec des architectes et, le cas échéant, de dénoncer les permis ou les relations qu'il y avait, à partir du moment où l'architecte ne faisait pas suffisamment preuve de souplesse pour faire évoluer son projet pour permettre au bailleur social de pouvoir faire sortir le projet à un coût compatible avec les équations inhérentes au financement des projets de cette nature.

Nous sommes dans cette situation, malgré les discussions, le courrier abondant échangé entre les différentes parties qui atteste qu'il y a un certain contact… Je veux bien croire que "Paris Habitat" fait tout mal, mais enfin, Monsieur DUTREY, on s'est vus encore la semaine avec M. Romain PARISSE, avec le nouveau directeur général de "Paris Habitat". Mais je reste ouvert à la discussion, y compris dans le cadre des évolutions dont nous avons discutées ce matin.

C'est pourquoi je me permets d'ajouter une phrase au vœu de l'Exécutif qui dirait la chose suivante : "Sous réserve de l'engagement de l'architecte de renoncer par écrit à la propriété intellectuelle de son œuvre dans les prochains jours et après vérification par les services juridiques de la possibilité effective d'un tel renoncement, "Paris Habitat" pourrait également étudier une solution alternative visant à lancer un appel d'offres sur la maîtrise d'œuvre avec pour objectif d'adapter le projet actuel aux conditions de l'équilibre de l'opération et d'assurer le suivi de l'exécution des travaux qui devront également faire l'objet d'une nouvelle consultation."

Je vous fais donc une ouverture en séance. J'attire votre attention sur le fait que ceci doit se faire par écrit et devra être vérifié sur le plan juridique, car les choses sont plus complexes peut-être que l'architecte nous le dit lui-même. Et donc, je pense que vous pourrez voter avec enthousiasme le vœu n° 31 bis.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Mme CARRÈRE-GÉE a la parole.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je souhaitais apporter notre entier soutien au vœu n° 31 déposé par René DUTREY et par le groupe "Les Verts".

L'initiative qui a été prise par une association d'habitants dans le 14e, un projet soutenu par la Fondation Abbé Pierre, de créer une maison-relais, est un projet important pour notre arrondissement, mais c'est surtout un projet essentiel pour des personnes en situation de grande précarité qui attendent la réalisation de ce projet et, comme il a été dit, qui l'attendent déjà depuis six ans. Pour ces personnes, chaque jour de retard est un jour de détresse en plus.

Nous ne pouvons pas nous permettre de mener ces gens en bateau.

Je m'étonne un peu, Monsieur MANO, que vous défendiez ainsi "Paris Habitat". Tout le monde fait des erreurs et, en l'occurrence, mettre six ans à se rendre compte qu'il y a un léger dépassement de l'enveloppe financière, c'est quand même très, très léger !

C'est pourquoi nous soutenons le vœu de René DUTREY.

Nous sommes sensibles à la proposition que vous faites, toutefois, Monsieur MANO, mais nous serons très, très, très attentifs à ce que ces personnes ne soient pas à nouveau menées en bateau.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Monsieur DUTREY, maintenez-vous votre vœu n° 31 ?

M. René DUTREY. - M. MANO ayant fait une proposition en séance, pour que l'on soit bien d'accord, il conviendrait de rajouter un alinéa au vœu de l'Exécutif, précisant que dans le cas où l'architecte accepterait d'abandonner la réalisation du projet par le même, on nommerait un architecte d'exécution pour réaliser le projet actuel sans l'architecte.

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - En termes juridiques, si l'architecte renonce par écrit à la propriété intellectuelle de ce projet, celui-ci pourra, de ce fait, subir un certain nombre d'évolutions à partir d'un plan de base. C'est ce que cela veut dire.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - D'accord. C'est un alinéa supplémentaire au vœu n° 31 bis.

Monsieur DUTREY, compte tenu des informations nouvelles que nous avons, est-ce que vous maintenez votre voeu n° 31 ?

M. René DUTREY. - J'accepte ce vœu. La seule question que je me pose, c'est la propriété intellectuelle. L'architecte va-t-il être payé quand même pour le travail qu'il a réalisé, Monsieur MANO ? Parce que, sinon, il n'acceptera jamais ! Je suis désolé !

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - De quoi parle-t-on ? On pourrait confier à quelqu'un d'autre le soin de suivre la construction de l'immeuble avec les plans initiaux. Mais sans abandon simultané de la propriété intellectuelle, l'architecte n'accepterait aucune modification de son projet initial et, dans ce cas-là, évidemment, les choses ne pourraient pas avancer, le projet actuel devant être modifié pour pouvoir être compatible avec l'enveloppe budgétaire de l'opération.

Le fait qu'il renonce par écrit à la propriété intellectuelle, signifie dans les faits - et on verra si juridiquement c'est possible -, qu'il renonce à intervenir en cours d'élaboration du projet basé sur les plans initiaux qu'il a proposés.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Tout le monde est d'accord ?

Donc, vous retirez le voeu n° 31.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu déposé par l'Exécutif amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu amendé est adopté. (2008, V. 152).

Vœu déposé par le groupe communiste relatif à la situation des locataires 107, boulevard Soult dans le 12e.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu n° 32 relatif à la situation des locataires 107, boulevard Soult dans le 12e et qui a été déposé par le groupe communiste.

Je donne la parole à Mme VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais attirer votre attention sur les découpés du 107, boulevard Soult. C'est un processus qui est un grand classique et qui a souvent été observé ailleurs.

Cet immeuble a été vendu à une entreprise américaine, "Grey Stone", avec la garantie de maintien dans les lieux des locataires.

Néanmoins, depuis cette date, les occupants subissent de nombreuses pressions qui visent à les faire renoncer à leur bail locatif.

De plus, des travaux sans information ni protection ont été commencés, exposant les locataires et les ouvriers à des poussières de plomb ; c'est là un manquement aux règles sanitaires élémentaires. Bien qu'un huissier soit venu établir la teneur en plomb, aucune protection n'a été organisée.

C'est pourquoi, sur la proposition des élus du groupe communiste, le voeu vise à demander au Maire de Paris de saisir les services compétents dans les plus brefs délais et d'exiger, le cas échéant, l'arrêt des travaux en cours afin de protéger la sécurité et la santé des habitants de l'immeuble du 107.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, chère collègue.

Monsieur MANO, voulez-vous répondre et donner votre position ?

M. Jean-Yves MANO, adjoint. - Bien évidemment !

Cette adresse est effectivement connue des services de la Ville. Elle a fait l'objet d'un suivi attentif depuis plusieurs mois, puisqu'il y a déjà eu un P.V. d'infraction qui a été dressé par la Direction de l'Urbanisme en juillet 2008 pour création d'une trémie comportant une certaine surface au rez-de-chaussée de l'immeuble, contraire au permis de construire et donc la D.U. avait émis un avis défavorable en la matière.

Une nouvelle visite a été organisée le vendredi 26 septembre afin de s'assurer du respect de cet avis et, le cas échéant, de proposer la prise d'arrêtés interruptifs de travaux.

S'agissant du plomb, la Préfecture de Paris a fait procéder à des contrôles de chantier, mettant en évidence la présence de poussière de plomb dans des concentrations supérieures à la limite autorisée. Face à l'absence de réaction du syndic, pourtant demandée par la Préfecture, cette dernière a fait procéder à un nettoyage officiel des locaux le 29 juillet.

La D.L.H. a déjà visité l'immeuble en juin et est prête à renouveler cette visite en cas de signalement de reprise des travaux par le propriétaire.

Tout cela pour vous dire que nous allons donner un avis favorable à votre vœu. Néanmoins, l'administration est déjà mobilisée depuis un certain nombre de mois sur cette adresse.

Avis favorable !

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Il n'y a pas d'explication de vote, donc je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 153).

Voeu déposé par Mme Lyne COHEN-SOLAL relatif au devenir de la caserne pour officiers du Val de Grâce (5e).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Le vœu n° 33 de Mme COHEN-SOLAL a été retiré. Il sera posé le mois prochain.

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à "Moins belle la vie rue des Rosiers".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Chers collègues, nous allons maintenant examiner en 9e Commission le vœu n° 34 relatif à "Moins belle la vie rue des Rosiers" qui a été déposé par le groupe Centre et Indépendants.

Je donne la parole à Valérie SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Mes chers collègues, au nom du groupe Centre et Indépendants, je souhaite attirer l'attention sur l'implantation d'une annexe dite "haut de gamme" de la ligne de magasin "H&M" dans l'ancien hammam Saint-Paul rue des Rosiers.

Il ne s'agit pas pour nous de vouloir limiter ou de contrôler le droit inaliénable de cession de fonds de commerce, mais de renforcer encore nos exigences architecturales pour ce type de projet, puis d'en contrôler la réalisation en étroite collaboration avec le Service départemental de l'architecture et du patrimoine.

Nous avons un outil à notre disposition qui est la révision en cours du dossier des secteurs sauvegardés et qui devrait nous donner les bases légales pour une meilleure préservation de l'esprit parisien des lieux dans sa diversité sociale et culturelle.

Je vous remercie.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Pour répondre, je donne la parole à ma collègue Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Sur les deux points évoqués par Mme SACHS, évidemment, ce projet d'implantation de la boutique "COS by H&M" a fait l'objet d'un certain nombre d'articles de presse.

Sur le premier point que vous évoquez, qui est le respect de l'immeuble et, plus particulièrement, de l'aspect patrimonial de cet immeuble, bien évidemment, la Ville de Paris n'a accordé le permis de construire qu'après avoir demandé le respect scrupuleux des caractéristiques patrimoniales du bâtiment par "H&M".

Cela a été soumis à la Commission du Vieux Paris, qui n'a pas émis de remarque.

Nous avons relayé les remarques et l'avis de l'architecte des Bâtiments de France qui avait émis deux réserves : conserver les décors en sous-sol et préciser le mode de nettoyage.

Bien évidemment, "H&M" s'était tourné vers la mairie du 4e, vers Dominique BERTINOTTI, mais également vers son adjoint au patrimoine, Christophe GIRARD, et avait échangé avec eux sur le respect du patrimoine.

Là aussi, bien évidemment, la mise en œuvre de ce permis, comme de tous les permis qui touchent à des bâtiments compris dans des périmètres de secteurs sauvegardés, fera l'objet d'un suivi scrupuleux par l'A.B.F.

Tout ceci est évidemment regardé de tous les côtés, mais j'ai envoyé à la Direction de l'Urbanisme un courrier pour leur demander de suivre tout particulièrement ce chantier.

Deuxième point, la préservation de la diversité, pas uniquement commerciale mais également sociale et culturelle du secteur concerné, sur laquelle nous pourrons travailler dans le cadre de la révision du Plan de sauvegarde et de mise en valeur du Marais, est évidemment une préoccupation de la Ville de Paris, mais également des mairies des 3e et 4e arrondissements. C'est une préoccupation que nous avons relayée auprès des services de l'Etat, auprès du cabinet qui a été retenu pour conduire ce dispositif.

Cette révision n'en est qu'au tout début, qu'à ses prémisses, mais soyez assurés que l'ensemble des acteurs concernés, moi-même, les deux mairies d'arrondissement et les services de l'Etat serons vigilants à ce que nous puissions faire vivre cette notion de diversité commerciale sociale et culturelle dans le cadre de cette révision du P.S.M.V.

Nous en avons en plus maintenant les moyens règlementaires grâce à la loi du 4 août dernier sur la modernisation de l'économie ; nous ne nous priverons pas de l'utiliser.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 154).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la mise en œuvre du règlement local de publicité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le vœu n° 35 relatif à la mise en œuvre du règlement local de publicité qui a été déposé par le groupe "Les Verts".

Je donne la parole à M. le Maire, Jacques BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

C'est un vœu sous forme de réveil ! On voudrait faire sonner le réveil pour que le R.L.P. ne s'assoupisse pas et qu'on ne l'oublie pas. Je rappelle qu'il a fallu six ans au groupe de travail "ad hoc" sous la présidence de Jean-Pierre CAFFET pour accoucher d'un document d'une bonne tenue, mais qui n'a pas pu être adopté, en tout cas n'a pas été mis en œuvre, parce que la Commission des sites, devant laquelle le document est passé, n'a pas été convoquée selon les bonnes formes. Cette commission était présidée par le Préfet de Paris, alors qu'elle aurait dû l'être par le Préfet de police, à l'époque.

Il semble qu'entre-temps, le Conseil d'Etat a annulé la décision du Tribunal administratif qui avait annulé la réunion de la Commission des sites dans la forme que j'avais indiquée pour préciser que c'était bien le Préfet de Paris qui devait désormais présider cette réunion du Comité des sites.

Puisque l'Etat s'est mis d'accord avec lui-même, nous souhaiterions que la Commission des sites soit reconvoquée dans les bonnes formes le plus rapidement possible pour que le règlement local de publicité qui a été adopté, je le rappelle, par le Conseil de Paris il y a presque un an, en décembre 2007, puisse être définitivement validé et mis en œuvre le plus rapidement possible.

C'est l'objet du vœu que j'ai déposé au nom du groupe "Les Verts".

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci.

Pour répondre, je donne la parole à Colombe BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Rassurez-vous, Monsieur BOUTAULT, il n'y a pas d'endormissement en ce qui concerne le Règlement local de publicité.

Vous avez rappelé les différentes étapes que ce règlement a connues, notamment en termes de rebondissements juridiques, et nous en sommes effectivement au point où aujourd'hui, l'ordonnance du tribunal administratif qui présumait un doute sur la composition de la Commission des sites a été annulé en juin dernier, donc il y a peu de temps.

La procédure est aujourd'hui de nouveau remise en cause, car il est apparu une nouvelle faille juridique dans le dossier, liée à la composition du groupe de travail. En effet, l'une des associations nommées par le Préfet, dans le groupe des associations présentes au titre des associations locales, n'a de représentation que nationale et non locale.

Donc, ceci est une faille juridique que nous considérons avec attention parce qu'elle a déjà été à l'origine de l'annulation de règlements locaux de publicité dans diverses villes de province. Et certains professionnels nous ont déjà fait savoir qu'ils déposeraient un recours sur le même motif en vue de l'annulation du Règlement parisien de publicité, ce que nous ne souhaitons pas.

Dans ces conditions, nous sommes en train d'analyser en ce moment même avec l'Etat les solutions pour fiabiliser juridiquement la procédure et éviter toute annulation de ce nouveau règlement qui avait fait, comme vous l'avez dit, l'objet d'un travail approfondi, notamment au sein de cet hémicycle.

Evidemment, il ne s'agit pas de recommencer l'ensemble des discussions qui ont précédé l'adoption de ce règlement mais bien de reprendre le document finalisé, en modifiant éventuellement les points de détails qui sont apparus insatisfaisants pour les faire adopter dans des formes qui soient incontestables juridiquement.

Je reviendrai donc assez rapidement devant le Conseil de Paris pour vous faire des propositions sur le moyen retenu. Dans cette attente, je vous proposerai volontiers de retirer votre vœu ayant, je l'espère, rassuré vos inquiétudes et souhaitant surtout dans les mois qui viennent pouvoir travailler avec l'ensemble de cet hémicycle, à la façon dont nous pouvons faire adopter dans des conditions juridiquement totalement bordées ce règlement de publicité.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci. Monsieur BOUTAULT, avez-vous été convaincu par le plaidoyer de Mme BROSSEL.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Oui, je suis quasiment convaincu par le plaidoyer de Colombe BROSSEL, à un petit détail près. Elle indique que le document sera assez rapidement remis devant le groupe de travail. Mais le "assez rapidement", ce n'est pas assez précis. J'aurais aimé un engagement sur un calendrier plus précis de la part de Mme BROSSEL afin que je sois complètement rassuré.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Vos désirs sont presque des ordres, Monsieur BOUTAULT, mais laissez-nous le temps de conduire les discussions avec l'Etat pour trouver les moyens d'avancer sur cette histoire de la meilleure façon possible d'un point de vue juridique, et je le ferai extrêmement rapidement. Je vous le promets !

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Autant d'engagement m'incite bien entendu à retirer ce voeu ! Mais nous resterons attentifs à cette "extrême rapidité" à laquelle Colombe BROSSEL s'est engagée et je voudrais l'en remercier.

Voeu relatif à l'achat de Mobicartes destinées à l'ensemble des soldats français en mission en Afghanistan déposé par le groupe U.M.P.P.A.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Nous allons maintenant examiner le voeu n° 36 relatif à l'achat de Mobicartes destinées à l'ensemble des soldats français en mission en Afghanistan et qui a été déposé par le groupe U.M.P.P.A.

Je donne la parole à Jean-Didier BERTHAULT.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Merci, Monsieur le Maire.

Un bref rappel historique dans le contexte de ce voeu, puisque chaque année, nous avons pour habitude de commémorer, dans le cadre de la Libération de Paris sur le parvis de l'Hôtel de Ville, un élément essentiel de l'histoire de notre ville. Pour se souvenir que le 24 août 1944, c'est le capitaine Dronne qui entrait dans Paris à la tête d'une partie de la 9e compagnie du régiment de marche du Tchad, à la demande du général Leclerc qui commandait la deuxième division blindée, même régiment qui sera décoré ensuite de la Croix de la Libération.

Le 18 août dernier, un soldat de ce régiment tombait dans une embuscade en Afghanistan aux côtés de huit de ses compagnons du 8e RPIMA et d'un légionnaire du 2e régiment étranger de parachutistes. Cet événement tragique nous rappelle les liens de notre ville avec un des régiments ayant participé à sa libération.

En tant qu'élu parisien, et à ce titre représentant de l'ensemble de la population parisienne et des valeurs universelles que Paris incarne, notre rôle n'est évidemment pas de prendre position sur une question qui relève de la défense nationale. Dans d'autres lieux cela a été fait, à l'Assemblée nationale notamment la semaine dernière.

Mais il s'agit pour nous d'affirmer notre solidarité vis-à-vis de militaires actuellement en mission dans des circonstances difficiles que nous connaissons.

Certains d'entre eux sont parisiens, je vous le rappelle mes chers collègues, d'autres ont leur famille qui habite notre Ville.

En facilitant la seule possibilité qu'ils ont de pouvoir communiquer avec leurs proches, nous avons le pouvoir de leur apporter aussi un soutien moral. C'est la raison pour laquelle je souhaite que ce vœu puisse être adopté puisque, dans ce que j'ai appelé Mobicarte d'une façon générale, c'est en fait techniquement possible.

Nous pouvons effectivement passer aujourd'hui par les trois opérateurs qui sont prêts à nous fournir ces cartes si notre assemblée en décide ainsi. Pour les questions logistiques également, je souhaite dire à l'Exécutif municipal que, m'étant rapproché des autorités militaires, elles acceptent d'assurer toute la logistique.

Il n'y a ni problèmes logistiques ni problèmes matériels et techniques empêchant notre assemblée de pouvoir délibérer favorablement.

Je vous remercie.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous remercie.

La parole est à Odette CHRISTIENNE.

Mme Odette CHRISTIENNE. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, qui n'a pas été sous le choc lorsque nous avons appris la mort le 19 août dernier de nos jeunes soldats en Afghanistan ? Mais les réactions, essentiellement de compassion, relevaient du sentiment plus que de la compréhension des faits.

La stupeur manifestée par certains d'entre nous a surpris.

Nous faut-il donc découvrir ce qu'est un soldat ? Ce porteur d'un idéal civique où l'abnégation et le dévouement à l'intérêt général sont fondamentaux ?

On aimerait de la part de chacun la prise de conscience que le métier des armes a sa spécificité, et, lorsqu'on apprend l'envoi en opération de jeunes soldats qui ne seront aguerris que par l'affrontement sur le terrain, ne pas découvrir la réalité d'une guerre que dans les circonstances de l'embuscade de Saroubi.

Il faut savoir qu'un soldat s'interroge forcément sur la mort et aussi, disons-le, sur le sens de la vie à l'horizon de la mort.

Ecoutons deux rescapés qui veulent bien une dose de compassion mais surtout le respect de ce qu'ils sont.

L'un est adjudant-chef, réagissant à certaines attitudes apitoyées : "Nos camarades sont morts au combat. Nous sommes malheureux mais nous avons une mission à accomplir et cet incident ne nous fera pas douter de notre mission."

L'autre est lieutenant, blessé et père de trois enfants : "Il ne faut pas nous faire passer pour des victimes, nous sommes des acteurs, pas des faibles." Il demande le respect.

Pourquoi n'avoir pas réagi pour les soldats morts en Côte-d'Ivoire au cours de novembre 2004 ? Pourtant, pas moins de 20.000 militaires sont déployés sur l'ensemble du globe en opérations extérieures, sur pas moins de 18 théâtres dont l'Afghanistan bien sûr mais aussi le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Liban, le Kosovo ou la Bosnie.

De surcroît, les opérations de sauvetage de ressortissants français kidnappés par des pirates ne manquent pas, comme en avril dernier lors de l'affaire du Ponant ou au large de la Somalie le 15 septembre où les Français ont été libérés grâce aux actions du Commandement des opérations spéciales.

Dans les circonstances actuelles, ne croyez-vous pas que les militaires engagés en Afghanistan et sur d'autres théâtres d'opérations ont davantage besoin que l'on se préoccupe de leur équipement ?

Certes, une réforme de l'armée était très utile, mais avec l'ambition de déployer des forces françaises, des forces de présence ou d'OPEX, bilatéral ou multilatéral, ne peut-on poser plutôt la question des restrictions budgétaires ?

C'est peu dire que nous avons besoin de soutenir notre armée, mais pas avec des Mobicartes.

Conscient de ce problème, Bertrand DELANOË a décidé de créer une Délégation aux questions de défense chargée de promouvoir le lien entre l'armée et la collectivité parisienne à un moment où la défense devient globale, c'est-à-dire économique, sociale et culturelle et dont je sais qu'elle a été approuvée par la plupart des groupes politiques.

Les correspondants défense des différents arrondissements montrent un intérêt évident pour ces questions. C'est pourquoi nous avons décidé d'organiser une première conférence sur la politique de défense qui sera assurée par le général CAILLE, délégué militaire départemental de Paris afin de mieux faire connaître à nous, élus, étant donné les questions qui sont posées, les problématiques propres à la Défense. J'ai réuni plusieurs fois déjà les correspondants défense des 20 arrondissements pour définir les projets propres à cette délégation pour la nouvelle mandature.

L'attribution de Mobicartes ne paraissant pas appropriée face à cette situation, l'avis est donc négatif.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est au président GAREL pour une explication de vote.

M. Sylvain GAREL. - Je suis aussi consterné par la question que par les termes de la réponse. Je propose simplement de transformer ce vœu dans le but d'utiliser cet argent pour acheter des billets Kaboul Paris pour les soldats français.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je donne la parole pour une explication de vote à Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, adjointe. - Monsieur le Maire, d'abord je voudrais dire l'émotion que cela a été pour moi lorsque je me suis rendue aux Invalides aux obsèques des dix soldats décédés. Je peux vous assurer que c'était vraiment extrêmement émouvant. Je tiens à dire cela.

La deuxième chose est que nous sommes contre la présence de troupes en Afghanistan, la troisième chose que je voudrais dire quand même, parce que je l'ai déjà dit en Commission est que je suis de Castres, de ce fait, je connais bien le huitième RPIMa.

Ce que je trouve lamentable, c'est que les soldats, avant de partir en mission, sont obligés d'aller acheter dans les grandes surfaces environnantes le matériel dont ils ont besoin quand ils sont sur site : des duvets parce que ceux fournis ne sont pas convenables, des chaussettes parce qu'ils en ont besoin, etc., et je ne parle que de ce genre de choses.

Vous savez qu'il y a une polémique aussi sur les munitions et sur l'armement. Je trouve que vous venez de mettre le doigt dans une drôle d'affaire et qu'il faudrait se préoccuper de choses un peu plus hautes en matière d'armée et de Défense.

Nous voterons contre votre proposition.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Monsieur BERTHAULT, si vous voulez dire deux mots, faites le rapidement.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Comme à chaque réponse d'un voeu il est de tradition que l'on explique notre position.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Je vous en prie.

M. Jean-Didier BERTHAULT. - Je le ferai de façon tout à fait sereine, j'ai été très attentif aux propos de Mme CHRISTIENNE.

Je la remercie de tous ces détails. Je pense simplement que nous sommes exactement tombés dans le débat dans lequel il ne fallait pas que nous sombrions.

Si j'ai pris toutes les précautions oratoires en présentant ce vœu pour dire qu'il ne s'agissait en aucun cas de prendre position sur une histoire qui ne nous concernait pas, mais d'afficher un geste de solidarité vis-à-vis de familles et si j'ai précisé vis-à-vis de familles qui sont aujourd'hui parisiennes, c'est parce que je connais des situations personnelles Madame, qui me touchent de près, et je sais exactement ce que nos militaires aujourd'hui peuvent avoir comme confort et ce que nous pouvons apporter en tant qu'assemblée parisienne.

Je ne parlerai pas des propos de M. Sylvain GAREL qui font honte à notre Assemblée. Je trouve qu'aujourd'hui la réponse que j'ai eue à ce vœu, Madame, ne méritait pas de votre part un tel sectarisme.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, président. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

(M.François DAGNAUD, adjoint, remplace M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au fauteuil de la présidence).

2008, DAC 151 - Subvention à l'association "Actuel-Art " (11e), pour l'organisation de ses activités 2008. - Montant : 6.700 euros.
Voeu déposé par MM. Patrick BLOCHE, Georges SARRE et Philippe DUCLOUX relatif à la subvention attribuée en 2008 à l'association "Actuel Art".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Chers collègues, nous passons à l'examen du projet de délibération DAC 151 sur lequel un vœu n° 37 a été déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés ainsi que le groupe M.R.C.

Je donne la parole à Philippe DUCLOUX. Christophe GIRARD répondra.

M. Philippe DUCLOUX. - Brièvement, pour présenter ce vœu du groupe Socialiste et apparentés soutenu par un certain nombre de groupes de la majorité pour défendre la situation d'une association culturelle du 11e arrondissement qui s'appelle "Actuel'Art", qui a été créée en 2000, présidée par Jean-Robert FRANCO et qui fait un énorme travail localement et plus largement dans l'Est parisien pour défendre la culture de proximité et notamment en direction des jeunes.

Récemment, des artistes sud-coréens ont permis à "Actuel'Art" d'investir le jardin Majorelle dans le 11e arrondissement. De plus, l'action au quotidien se fait grâce à un lieu qui s'appelle la Galerie, situé rue de la Forge Royale.

Comme beaucoup d'associations culturelles ou d'associations en général, certaine ont pu obtenir un emploi tremplin grâce à la Région Ile-de-France, mais, comme vous le savez, le coût est supérieur à l'aide apportée par la Région.

Le vœu que je propose au nom de Patrick BLOCHE, de Georges SARRE et de tous les élus du 11e arrondissement, soutenu par notre groupe au Conseil de Paris, vise à porter la subvention de 6.700 à 11.700 euros pour permettre à cette association de subvenir à ses besoins et d'assumer le financement de cet emploi tremplin indispensable à la vie et au développement de cette association culturelle.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Philippe.

Christophe GIRARD a la parole pour vous répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - En 2007, l'association "Actuel Art" a bénéficié d'une subvention municipale d'un montant de 10.000 euros, dont 3.300 euros sur proposition de la mairie du 11e, dans le cadre des crédits d'animation culturelle pour les associations locales : le fameux 1 euro par habitant pour l'animation culturelle créé par le Maire en 2001.

En 2008, la mairie du 11e arrondissement, afin de soutenir de nombreux projets artistiques et culturels, n'a pas souhaité renouveler son soutien à l'association "Actuel Art".

Le projet de délibération DAC 151 proposait donc à notre Assemblée d'attribuer à l'association une subvention d'un montant de 6.700 euros. Or, il résulte aujourd'hui que l'association a été informée trop tardivement de la non-reconduction de la subvention attribuée sur proposition de la mairie du 11e arrondissement. Aucun reproche, mais c'est la stricte vérité. L'association n'a donc pas pu adapter son projet ni engager des démarches afin de diversifier ses sources de financement. Elle se retrouve ainsi aujourd'hui dans une situation financière fragilisée.

Je propose donc, en réponse au vœu présenté par MM. BLOCHE, SARRE et DUCLOUX, que la subvention soit portée, à titre exceptionnel, à 10.000 euros et vous demande de bien vouloir retirer le vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Est-ce que cette proposition est de nature à vous convaincre ?

M. Philippe DUCLOUX. - Bien entendu, puisqu'elle est satisfaite en partie et qu'elle permettra à "Actuel Art" de mieux se défendre et de mieux aboutir en ce qui concerne ses projets.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le vœu est retiré en contrepartie de l'engagement pris par M. Christophe GIRARD.

Je mets donc aux voix, à main levée, l'amendement n° 37 bis.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

L'amendement n° 37 bis est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 151 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DAC 151).

2008, DAC 160 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Silvia Monfort" (15e), pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement. - Montant : 450.000 euros. - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 20.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY est inscrite sur le projet DAC 160.

Madame, vous avez la parole.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Mes chers collègues, Monsieur le Maire, vous connaissez tous, bien entendu, le théâtre "Silvia Monfort", situé au Sud de Paris, en bordure de la Petite Ceinture et au bout du parc Georges Brassens. Ce grand théâtre, construit par Claude Parent, a été initié par la Ville de Paris, qui souhaitait donner un lieu à la grande tragédienne Silvia Monfort. Le théâtre a été inauguré en 1992, presque un an après la mort de Silvia Monfort et a, dès l'origine, été géré par l'association "Théâtre Silvia Monfort" constituée en décembre 1991 sous la seule tutelle de la Ville de Paris.

Si je fais ce rapide historique, Monsieur GIRARD, ce n'est pas pour vous apprendre quelque chose, mais c'est pour contredire un de nos collègues, élu du 15e arrondissement, qui persiste à parler de scène nationale pour notre théâtre du 15e arrondissement. Je vais encore une fois souligner qu'il est absolument anormal qu'aucun élu de la majorité du 15e ne siège dans son conseil d'administration : ni son maire, ni l'adjoint à la culture n'ont même une voix consultative au conseil, auquel siègent deux conseillers de Paris : Mme HIDALGO et M. DARGENT.

A l'heure où un nouveau président, M. Bernard LATARJET, arrive à sa tête, il me paraîtrait juste qu'un élu de notre majorité du 15e puisse participer aux travaux du Conseil de ce lieu municipal très ancré dans son quartier.

Je vous rappelle le remarquable travail que Régis SANTON et son équipe mènent avec les associations de handicapés, de jeunes, de riverains, le C.A.S. du 15e, le collège Modigliani, etc. Le théâtre Silvia Monfort, s'il rayonne largement, est un des lieux précieux de la culture du 15e arrondissement. Vous venez de faire entrer à son Conseil d'administration l'ancien adjoint à la culture du 13e arrondissement. Ne croyez-vous pas, Monsieur le Maire, que vous pourriez faire un effort - un tout petit effort - pour que la majorité du 15e soit démocratiquement représentée dans son Conseil et puisse donc être associée à son avenir ?

Bien sûr, Monsieur le Maire, nous voterons cette subvention indispensable à la vie du théâtre Silvia Monfort qui, je veux le souligner, a accueilli pendant la dernière saison plus de 44.000 spectateurs. Cette subvention est bien utile et bien utilisée ; les élus du 15e, en tout cas, peuvent en témoigner.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à Christophe GIRARD, pour vous répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - D'abord, je voudrais quand même vous dire ceci, et M. GOUJON, je pense, en conviendra : je suis l'adjoint à la culture de la Ville de Paris pour tous les arrondissements. Par définition, je suis donc votre adjoint.

Donc, acceptez que lorsque quelque chose se passe dans le 15e et que l'adjoint à la culture débat et échange avec vous, il soit votre adjoint. Je suis aussi à votre disposition, à égalité avec tous les autres arrondissements. Que Mme HIDALGO et M. DARGENT siègent…, ils font partie de la majorité municipale : c'est logique et cohérent.

Le théâtre Silvia Monfort n'est pas qu'un théâtre d'arrondissement. Il est vrai que nous y apportons un soin particulier pour le 15e arrondissement, mais au-delà du 15e arrondissement, voire au-delà du périphérique d'ailleurs.

Ils sont élus du 15e, ils sont dans la majorité municipale à Paris et je crois qu'ils défendent bien les intérêts du 15e, mais je vous vois volontiers sur ce sujet ; nous l'avons d'ailleurs fait à 16 heures dans mon bureau.

Vous savez que les Conseils d'administration ont besoin d'un renouvellement, comme toutes les directions de théâtres ou d'établissements, de musées et de se féminiser ; il est sain que les gens ne soient pas en poste définitivement jusqu'à leur retraite ou à leur mort.

Mme ZANA-VICTOR, dont vous parlez, fut adjointe à la culture du 13e. Elle n'est plus élue, et c'est une femme d'expérience, une grande dame qui a une formidable relation à la culture et à l'Italie en particulier, elle a des réseaux, elle est aimée des artistes, et je trouve qu'il était dommage que l'on abandonne une personnalité ou un talent et lorsqu'il y a une place pour une femme, de surcroît dans un Conseil d'administration…

Je vous signale que le renouvellement a été marqué non seulement par l'arrivée de Mme ZANA-VICTOR, ancienne élue à la culture, mais aussi de Mme Stéphanie AUBIN, de Reims, qui est une grande personnalité de la culture, de Mme Nicole GAUTIER, qui dirigea le théâtre de la cité internationale et de M. LATARJET, dont vous connaissez tous les talents, car l'ancien ministre de la Culture, le vôtre, lui avait même confié récemment une mission d'études. Donc, nous faisons large dans les sensibilités.

M. Philippe GOUJON. - Sauf pour les élus !

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Ne soyez pas impatients ! Votre tour viendra !

Alors, ce projet de délibération concerne le complément d'acompte voté en décembre 2007 et fixe le montant global...

Comme je le disais, il est sain de renouveler les directions. Regardez ce qui s'est passé au Théâtre du Châtelet : M. BROSSMAN est parti, et M. CHOPLIN est arrivé. Le théâtre connaît une nouvelle époque, et c'est bien ainsi. Gérard VIOLETTE a quitté le Théâtre de la Ville, Emmanuel DEMARCY-MOTA est arrivé et il démarre en flèche. Au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, Mme PAGÉ est partie et M. HERGOTT est arrivé avec des expositions remarquables.

Pour les théâtres, c'est la même chose, il y a un renouvellement, et cela est nécessaire. Quand on est à la tête d'un théâtre depuis 1992, rien de choquant que l'on puisse à un moment donné envisager de discuter avec tel ou tel directeur, du remplacement ou de la modification de ce théâtre et de son projet.

Je n'en dirai pas plus.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 160.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 160).

2008, DAC 194 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Halle Saint-Pierre" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 340.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet DAC 194, qui concerne la Halle Saint-Pierre, sur lequel Danielle FOURNIER est inscrite.

Mme Danielle FOURNIER. - Il s'agit du versement de la 2e partie de la subvention pour la Halle Saint-Pierre, ce qui donne une subvention très importante de 680.000 euros, montant total versé par la Ville, qui représente 53 % des ressources de ce lieu, le reste étant assuré par les entrées, les recettes de la cafétéria et de la librairie et deux autres financeurs extérieurs, mais dont les contributions sont extrêmement faibles : le Centre national du livre, pour 3.800 euros et 2.500 euros pour les expositions.

J'ai siégé en tant que membre de droit au C.A. de cette association où je représentais le maire du 18e au cours de la précédente mandature.

Et, pour ma part, je vais appeler à s'abstenir sur cette subvention et je vais porter à votre connaissance, et à celle des habitants aussi, quelques éléments qui sont pour moi des éléments d'inquiétude et qui motivent mon vote.

En effet, il est dit que le C.A. de cette association se "réunit régulièrement".

Or, je peux témoigner que le C.A., depuis que j'y siège, se réunit vraiment irrégulièrement et, plus important, qu'il a été demandé à ses membres en réunion de C.A., en décembre 2006 exactement, de ne pas faire figurer au compte rendu de séance les discussions sur un point figurant à l'ordre du jour, à savoir le rapport d'inspection qui a donné lieu à plus de 20 recommandations à l'association.

Pour moi, c'est un manquement vraiment très grave au fonctionnement démocratique attendu d'une association qui reçoit une subvention importante de la Ville.

Je voudrais aussi porter à votre connaissance le fait que, dans l'exposé des motifs de ce projet de délibération, on évoque des "améliorations immédiates" ou "constatées à terme". Et, pour ma part, je pense que l'on ne peut que s'en réjouir, puisque l'objectif est d'arriver à une meilleure gestion pour conforter la vocation artistique et culturelle de ce lieu.

Or, nombre des améliorations mentionnées n'existent que sur le papier.

Qu'il s'agisse, j'en prends juste quelques-unes - je ne fais pas une lecture commentée de l'ensemble -, par exemple, du mandatement du président pour présider les réunions de délégué de personnel, qui est le point 1 - il s'avère que ce n'est pas la réalité ;

Qu'il s'agisse de la création mentionnée de deux espaces d'exposition du fonds Max Fourny qui n'était pas exposé, alors qu'un seul de ces espaces a été ouvert ;

Qu'il s'agisse de la meilleure gestion des effectifs, qui ne renvoie en fait qu'à des licenciements contestés qui continuent et qu'un procès aux Prud'hommes est encore prévu pour le mois prochain.

Je souhaiterais que les services de la D.A.C. soient extrêmement vigilants dans les observations qui nous sont transmises et qui nous permettent de fonder notre opinion.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que j'appelle à l'abstention sur ce projet de délibération.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Christophe GIRARD, souhaitez-vous réagir ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Bien sûr, c'est mon devoir !

Ce projet de délibération concerne le complément de l'acompte voté en décembre 2007. Le montant global de la subvention 2008 est fixé à 680.000 euros, montant donc identique avec 2007.

Le rapport d'inspection de 2007 avait pointé un certain nombre de dysfonctionnements et formulé des préconisations pour les corriger. Je crois même que Mme FOURNIER a été entendue sur un certain nombre de points.

Un dialogue constructif a enfin été engagé entre l'association et la Direction des Affaires culturelles et des améliorations ont pu être apportées : meilleure gouvernance, assainissement des comptes, meilleure gestion des ressources humaines et restauration d'un climat social serein.

Le suivi budgétaire transmis par l'association fin avril 2008 montre une amélioration des comptes par rapport à l'année 2007.

Il n'en reste pas moins que les efforts doivent être poursuivis - et là, je suis les recommandations de Danielle FOURNIER - pour améliorer encore la gestion de l'association.

Concernant l'irrégularité de la tenue des Conseils d'administration, il est vrai que le Conseil n'a pu se tenir ces derniers mois en raison des élections municipales car les membres du Conseil d'administration n'ont pas encore été renouvelés. Le Conseil de Paris sera saisi lors de la séance d'octobre, afin qu'il désigne ses nouveaux représentants, au nombre de quatre, au Conseil d'administration.

Et nous veillerons, avec la Direction des Affaires culturelles à ce que, évidemment, ce calendrier et cette procédure soient strictement respectés. J'espère, Madame FOURNIER, vous répondre là de façon claire.

Concernant la rédaction des comptes rendus des séances qui ne retranscriraient pas la totalité des points évoqués d'après Mme FOURNIER, si c'est le cas, la Ville pourra rappeler le président du Conseil d'administration à son obligation de veiller à l'exhaustivité de ces comptes rendus. Chaque Conseil d'administration commence par l'approbation du compte rendu du Conseil précédent, donc il sera toujours possible de le modifier afin qu'il soit le plus complet possible.

Concernant les réunions avec les délégués du personnel et les représentants syndicaux, le président de l'association en assume désormais la charge ; c'est un point nouveau. La Direction des Affaires culturelles a été destinataire de l'ensemble des relevés de conclusion de ces réunions. Elle veillera à ce que ces réunions, qui ont contribué à pacifier les relations sociales au sein de l'établissement, soient régulièrement convoquées par le président dans les mois qui viennent.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 194.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 194).

2008, DAC 272 - Signature d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs passée avec l'Association pour la Création et la Diffusion Artistique - A.C.D.A. (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 100.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du projet DAC 272 sur l'A.C.D.A. 20e.

Mme MACÉ de LÉPINAY a la parole.

Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY. - Merci, Monsieur le Maire.

Les concours internationaux de la Ville de Paris portent des noms prestigieux qui honorent notre Ville, Maurice ANDRÉ, Jean-Pierre RAMPAL, ROSTROPOVITCH, Martial SOLAL, Etienne VATELOT et Olivier MESSIAEN, ou bien ils mettent en valeur un patrimoine parisien exceptionnel : je veux parler de nos orgues. Ils permettent à de jeunes musiciens du monde entier de concourir dans leur discipline et de se faire connaître. Des jurys prestigieux et internationaux, rassemblant de très grands musiciens, décernent des prix déterminants pour la carrière des lauréats. Les éliminatoires, les finales, le concert des lauréats sont l'occasion pour des centaines de Parisiens, et en particulier pour des jeunes, d'assister à des concerts de qualité.

Ces dernières années, deux concours par an étaient organisés avec grande compétence par l'Association pour la création et la diffusion artistique. Or, la subvention que nous allons voter ne permettra de mettre en œuvre qu'un seul concours.

Cela pourrait signifier que chacun des sept concours aurait lieu tous les sept ans.

Que pensez-vous de cette fréquence, mes chers collègues?

A vrai dire, vous l'avez bien compris, réduire, comme il est proposé, la subvention équivaut à supprimer à terme les concours.

Après la disparition des grands prix, dont un des lauréats siège sur nos bancs - je le rappelle, M. Philippe TORRETON a reçu le grand prix Gérard Philippe -, après la disparition du Festival international de danse et du concours international de danse de la Ville de Paris, après la disparition du Festival d'art sacré, c'est encore un des aspects de la politique de prestige et de rayonnement international de la Ville qui risque de disparaître dans la discrétion.

Ce n'est pas la première fois que je vous le demande, Monsieur le Maire : dites-nous ce que vous voulez vraiment faire ? Annoncez vos intentions.

Pour notre part, nous pensons que les concours sont importants pour notre Ville, son rayonnement, ses musiciens. Nous souhaitons que les noms des immenses artistes qui nous ont donné leur confiance et leur temps soient pour longtemps associés à celui de notre Ville dans ces concours où se mesurent les jeunes musiciens du monde entier.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

Christophe GIRARD pour vous répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission rapporteur. - Il y a une question que j'aimerais vraiment poser en toute sincérité à mes collègues de l'U.M.P.P.A. : comment faites-vous quand vous écoutez le Président de la République qui, chaque heure, chaque jour, martèle le changement, la réforme, la réforme, le changement ? Et vous, vous voudriez tout conserver ! C'est-à-dire que rien ne peut être jamais étudié ! On ne peut pas envisager de réformes ! On ne peut pas envisager de reconstruire le monde ! C'est curieux, vous êtes conservateurs, même dans la façon de gérer le passé !

Madame MACÉ de LÉPINAY, je vous ai expliqué en 9e Commission, sous la présidence de l'excellente Mme BERTRAND, je vous ai expliqué que vous vous trompiez quand vous m'accusiez de vouloir arrêter ces concours. Je vous ai dit simplement qu'il y avait un besoin de réflexion et vous en connaissez les vraies raisons. Il y a des habitudes prises.

Vous savez, Etienne VATELOT, par exemple, qui est un homme considérable, j'ai eu une conversation avec lui sur les concours : il comprend très bien que l'on réfléchisse à l'avenir de ces concours, il comprend très bien que la Ville, que les publics, que tellement de choses ont changé que le rapport à la culture, que le rapport à la musique, que le rapport aux espaces, que le rapport au public dans les scènes n'est pas le même rapport que celui d'il y a 20 ou 30 ans.

Donc, laissez-nous réfléchir. Et je vous ai proposé… et d'ailleurs, Thierry COUDERT de votre groupe en était d'accord, il n'est pas là, lui qui siège en 9e Commission, pour dire que c'était intéressant de participer à une commission de réflexion, d'ailleurs à laquelle je proposerai à la délicieuse Colombe BROSSEL également de s'associer, car elle est tout à fait légitimement concernée, s'agissant des orgues et des églises.

Nous réduisons les montants parce que, en effet, la façon dont les choses se passent aujourd'hui n'est pas satisfaisante et vous le savez très bien. On ne supprime pas, on réduit, mais vraiment donnez-moi la clef pour me dire comment vous entendez et vous assimilez le discours du Président de la République sur le changement, dorénavant.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 272.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 272).

Je vous remercie.

Désignation de conseillers de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture (suite).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je vous indique que les scrutins sont clos.

(Il est procédé au dépouillement).

2008, DAC 463 - Signature d'une convention avec la RATP relative au renforcement du service de transports pendant l'opération "Nuit Blanche" du 4 octobre 2008.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons au projet DAC 463, sur lequel Laurence DOUVIN est inscrite.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Monsieur le Maire, je voudrais tout d'abord m'adresser à Christophe GIRARD. Je pense qu'il a dû faire une confusion entre Mme MACÉ de LÉPINAY et Mme BERTRAND**.**

Ce qui m'inquiète aussi un petit peu, c'est qu'il a fait une accusation de conservatisme alors que l'orateur précédent ne peut plus s'exprimer pour lui répondre. Je trouve que c'est un peu ennuyeux.

Vous nous dites : "laissez-nous réfléchir" alors que l'on vous demande précisément quelles sont vos intentions. Bref, je ferme cette parenthèse et j'en viens à mon projet de délibération.

L'opération "Nuit blanche" est l'occasion de nombreux déplacements des Parisiens. C'est un succès, nous nous en réjouissons, mais il faut leur donner le moyen de se déplacer durant toute la nuit.

Dans l'organisation qui est prévue par la R.A.T.P., il n'y a rien après 2 heures 15 du matin pour desservir le centre de Paris par le métro ou le R.E.R. à l'exception de la ligne 14 puisqu'elle est automatique. Les bus Noctilien n'ont, en effet, pas du tout la même vocation et ils font surtout des trajets vers l'extérieur de Paris à partir d'un certain nombre de points.

Ainsi, même si ce réseau est renforcé, les quatre pôles Noctilien ne desserviront pas le centre de Paris, le Châtelet, où les événements seront, par définition, nombreux.

C'est pourquoi nous nous étonnons que la convention signée avec la R.A.T.P. ne prenne pas en compte ces besoins évidents et nous aimerions avoir des explications et des assurances de votre part, Monsieur le Maire.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je vous ai doublement écouté, Madame DOUVIN, et j'apprécie que vous posiez une question que l'adjointe en charge des transports, Annick LEPETIT, a également posée au président de la R.A.T.P., M. MONGIN.

L'offre de transport de la R.A.T.P. est renforcée pendant "Nuit blanche" grâce à la convention de partenariat, Madame DOUVIN, qui fait l'objet de cette délibération.

Si le métro et le tramway fonctionneront jusqu'à 2 heures 15 et les R.E.R. A et B Sud jusqu'à 0 heures 50, comme habituellement, le partenariat avec la R.A.T.P. permet l'offre complémentaire suivante : les Transiliens J, L, N, P et H fonctionneront jusqu'à 2 heures, les R.E.R. B Nord, C, D, E fonctionneront jusqu'à 2 heures également.

La R.A.T.P. s'engage également à faire fonctionner la ligne 14 du métro sur toute sa longueur et pendant toute la nuit.

Vous avez là une partie de réponse sur le fonctionnement au-delà de 2 heures du matin.

Le réseau Noctilien sera renforcé ; au total, il y aura 247 bus contre 234 en 2007. Pour mémoire, 160 bus circulent en service normal. Cette augmentation de bus Noctilien se justifie par le renfort de la rocade pour s'adapter à la configuration spécifique de la manifestation de cette année.

Les lignes radiales seront également renforcées pour améliorer la desserte vers la banlieue.

La R.A.T.P., enfin, Madame DOUVIN, renforce sa présence humaine, car il n'y a pas de transport sans les personnes : renfort en agents d'accueil pour renseigner et orienter les usagers, 34 agents en plus contre 13 en 2007, soit 21 agents de plus si vous faites bien la soustraction, renfort en agents de sécurité de la brigade R.A.T.P. G.P.S.R, 24 en 2007, plus 10 en 2008, 34 donc.

Je crois donc que l'on peut signaler qu'il y a là un effort à la fois de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F., mais en effet, là où je rejoins votre propos, c'est qu'il aurait été plus efficace que R.A.T.P. et S.N.C.F. travaillent dans une meilleure coordination et collaboration.

J'en profite pour saluer le fait que la Préfecture de police, avec laquelle on a excellemment travaillé pour l'élaboration de cette septième "Nuit blanche", événement historique, participera comme acteur culturel à la "Nuit blanche" pour la première fois en exposant en son siège, en son sein, des sculptures de sel d'un sculpteur assez connu dans le Sud de la France qui s'appelle Jean-Pierre FORMICA…

(Rires).

C'est un très bon sculpteur, qui fait des sculptures de sel magnifiques. Monsieur VEDEL, vous pouvez le dire au Préfet de police, qu'il est prévu que nous allions à la Préfecture de police vous rendre visite.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Et nous jugerons sur pièce !

Merci à Christophe GIRARD.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 463.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 463).

Je vous remercie.

2008, DGIC 12 - Approbation des partenaires de l'opération "Nuit blanche 2008".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DGIC 12, sur lequel Danielle FOURNIER est inscrite. Il s'agit des partenariats de l'opération "Nuit blanche 2008".

Mme FOURNIER a la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

Ce projet de délibération présente les quatre partenaires financiers de "Nuit blanche". S'il n'est pas étonnant d'y trouver la Caisse des Dépôts et Consignations, puisqu'elle intervient souvent pour financer des manifestations culturelles, il est en revanche plus étonnant de constater que les partenaires de "Nuit blanche" suivent les évolutions récentes en matière d'urbanisme et que l'ensemble immobilier Tour Maine-Montparnasse verse une contribution financière de 40.000 euros pour participer à la transformation magique qui, hélas, ne durera qu'une nuit, de la tour qui défigure ce quartier.

Quant au partenariat avec la fondation Jean-Luc Lagardère, il apparaît comme extrêmement nébuleux. Je lis : "La partenariat de la fondation Jean-Luc Lagardère, qui s'élève à 100.000 euros nets, échappe à ce principe et prendra la forme d'un mécénat versé par la Fondation de France au budget municipal qui sera affecté à la Direction des Affaires culturelles pour l'abondement du marché de production délégué de "Nuit blanche"."

Certes, le statut de cette fondation est très particulier, mais un parcours plus simple éviterait peut-être de se poser trop de questions. Est-ce que l'on peut en savoir un peu plus ?

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Madame.

M. Christophe GIRARD a la parole pour vous répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Vous savez que M. le Maire de Paris a le souci du bon équilibre de la dépense publique et, en l'occurrence, sur des opérations comme "Nuit blanche", il est important d'avoir des mécènes et que ces mécènes puissent apporter un équilibre au budget sans hausse, le Maire ayant voulu que le budget de "Nuit blanche" soit stable d'année en année.

En effet, il y a des partenaires comme la Caisse des dépôts, Suez, la Fondation Lagardère, Nespresso, Wasteels, Eiffage, ensemble immobilier Tour Maine-Montparnasse.

Votre question porte sur le mécénat Lagardère ; la spécificité du mécénat Lagardère, c'est qu'il agit en tant que mécène et ne peut contracter avec un producteur pour pouvoir bénéficier des déductions fiscales en matière de mécénat. Ce serait stupide, ce serait un mauvais gestionnaire s'il ne savait pas bénéficier des déductions fiscales légales existantes.

Vous le faites, j'imagine, vous même dans votre déclaration quand vous avez droit à une déduction fiscale ou alors il faut vraiment être un peu neuneu.

La fondation Lagardère doit donc contracter avec la Ville et verser son apport directement à la Ville.

C'est pourquoi nous avons besoin de signer un avenant avec le producteur afin que cet apport en partenariat bénéficie à l'opération. Cette part de l'avenant, soit 100.000 euros pour les comptes de la Ville, figure dans ce projet de délibération. Je ne vois pas ce qu'il y a de scandaleux ; cela me paraît légal et sain.

M. Sylvain GAREL. - Lagardère, c'est un marchand d'armes aussi !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DGIC 12.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DGIC 12).

2008, SG 50 - Signature d'une convention avec l'association "Festival de films gays & lesbiens de Paris" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 23.000 euros.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération SG 50, sur lequel Ian BROSSAT est inscrit. Christophe GIRARD lui répondra.

M. Ian BROSSAT. - Il s'agit d'un projet de délibération sur une subvention en faveur du "Festival des films gays et lesbiens de Paris".

Quelques mots pour justifier le vote enthousiaste des élus communistes sur ce projet.

Ce festival est un moment important d'un double point de vue. D'abord, en termes d'aide aux jeunes, puisque l'association "Le Mag", qui a vocation à aider les jeunes à s'accepter et à s'assumer dans le respect des différences saisit cette occasion pour mettre en place une séance spéciale. Moment important aussi en termes politiques, puisque sont organisés à cette occasion des rencontres et des débats avec des réalisateurs, des réalisatrices, des auteurs, des journalistes sur des thèmes abordés par le cinéma : éducation et homophobie, situation des gays en Italie, avancée des droits en Europe.

Voilà une somme de raisons qui font que je me réjouis que la Ville de Paris s'associe à la Région et à l'Etat, à de nombreux médias aussi, et contribue ainsi à cette indispensable action en faveur du vivre ensemble dans la diversité et la mixité sociale et culturelle.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Christophe GIRARD.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Ian BROSSAT a bien raison, quel ennui si nous étions tous identiques !

Il s'agit, en effet, de la 14e édition de ce festival qui se déroulera du 4 au 11 novembre au cinéma "Le Rex". Treize ans de programmation audacieuse. Chaque grande ville, chaque grande capitale a un festival de films gay et lesbien ; c'est presque banal. S'y opposer friserait à mon avis le ridicule.

Treize ans de programmation audacieuse ont fait de ce festival un événement important de la vie culturelle parisienne. Plus de 80 % des films présentés ne sont pas distribués en salle. Ce sont des films fragiles. Le festival permet donc de faire découvrir des films que les réseaux habituels de distribution n'inscrivent pas toujours à leur catalogue.

J'ajouterai d'ailleurs, et Ian BROSSAT le sait, qu'il y a parfois des films interdits dans des pays particulièrement homophobes. Des films viennent par exemple d'Iran, de pays où il y a en effet une homophobie d'Etat.

En 2007, le Festival a accueilli près de 5.000 personnes. Cela ne me paraît pas une petite fréquentation sur une semaine de programmation. C'est pour cela que la Ville très naturellement et très modestement le soutient depuis 2002. Et rien de plus.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SG 50.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SG 50).

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux conditions d'accès au "104" pour les associations et les institutions locales.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du voeu n° 38, présenté par le groupe "Les Verts", relatif aux conditions d'accès au "104".

Madame Danielle FOURNIER, vous avez la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Au Conseil du mois de juillet, lorsque nous avons voté la création d'un E.P.I.C. pour gérer le "104", j'avais attiré votre attention sur une dérive possible, à savoir la tentation de rentabiliser les espaces mis en location, en pratiquant des prix qui sont de fait inaccessibles pour les associations. Et c'est ce qui est en train de se passer.

Je trouve que le système confine à l'absurde puisque ces mêmes associations, ne pouvant avec leurs ressources payer ce qui leur est demandé en termes de location, demandent alors à la Ville une subvention plus importante pour pouvoir payer la location de ces espaces.

C'est pourquoi nous proposons que soit mis en place dans cet établissement un tarif différencié pour d'une part les associations et institutions locales et d'autre part les entreprises à caractère commercial, pour que justement l'utilisation et la location d'espaces dans cet établissement - et tout l'ensemble de l'équipement - soient ouverts à tous ceux qui le souhaiteraient et pourraient y faire des propositions intéressantes.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. Christophe GIRARD a la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - D'abord, j'aimerais rappeler que Danielle FOURNIER, co-présidente du groupe "Les Verts", siège au Conseil d'administration du "104" et qu'elle est une administratrice assidue et ce qu'elle dit aujourd'hui reprend une question qu'elle a posé en Conseil d'administration et pour laquelle elle a eu déjà des réponses, mais c'est bien qu'elle les pose devant notre Assemblée.

En régime de croisière, le budget de fonctionnement du "104" s'élèvera à 11 millions d'euros avec une subvention qui atteindra 8 millions d'euros. La Ville a assigné des objectifs ambitieux à la direction du "104" en matière de recettes propres qui doivent représenter 30 % du budget, qu'il s'agisse des recettes de billetterie, du mécénat ou de la location d'espaces commerciaux.

Au titre du mécénat, un club de mécènes s'est organisé avec l'objectif de pouvoir lever entre deux et trois millions d'euros pour venir abonder les comptes du "104" dès 2009 ou 2010.

Le dynamisme des activités commerciales du "104" ne se fera pas pour autant au détriment des associations et institutions locales qui oeuvrent dans le domaine culturel et artistique.

Pour être plus précis sur l'inquiétude de Mme FOURNIER, sur l'absence éventuelle d'associations plus fragiles n'ayant pas de moyens pour avoir des activités dans le "104", un espace spécifique a été prévu au sein du "104" pour les habitants du quartier et les associations locales.

Cet équipement, le 5, a été conçu en étroite collaboration avec la mairie du 19e arrondissement, le conseil de quartier "Flandre Aubervilliers" et les associations locales. Situé au niveau du 5, rue Curial, il s'étend sur 500 mètres carrés et trois niveaux avec quatre ateliers ouverts sur une grande amplitude horaire, loués à un tarif symbolique de deux euros de l'heure pour tout travail individuel, collectif ou associatif ayant trait à la pratique artistique amateur, à la création et à l'animation locale.

Le tarif symbolique de deux euros de l'heure me semble être une bonne décision. C'est un espace privilégié de relation avec le public du quartier, un lieu d'accueil, de renseignements et de promotion de la vie culturelle locale. Des temps de rencontres et d'échanges sont également prévus avec les artistes résidant au "104".

Au "5", des locations ponctuelles institutionnelles sont prévues pour des séminaires, des rencontres, des assemblées générales. Le tarif plancher proposé est de 50 euros la demi-journée et de 90 euros la journée, tarifs qui restent inférieurs à ceux pratiqués dans les centres d'animation de la Ville.

Concernant les autres espaces du "104", la politique tarifaire de l'établissement pourrait être redéfinie après la première saison d'ouverture au regard du niveau de contribution des locations et de l'équilibre financier du "104".

Les tarifs de location ne doivent pas constituer un obstacle à l'accueil de certains projets associatifs, bien au contraire le "104" doit être un lieu d'ouverture, de métissage, de brassage, d'accueil, de démesures et d'invention.

Mais l'objectif de 30 % de recettes propres est un objectif difficile. Dans un contexte économique peu favorable, il est préférable d'attendre les premiers résultats et de faire preuve de prudence.

Pour toutes ces raisons, je vous propose de rejeter le vœu de Mlle Danielle FOURNIER et des élus du groupe "Les Verts". Mais la question de la politique tarifaire pourra être examinée dans un an, engagement que je prends pour vous, Mademoiselle FOURNIER, lors d'un prochain Conseil d'administration.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

Je vous remercie.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la mise en place d'un fond de soutien aux salles d'art et essai.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu suivant relatif à la mise en place d'un fond de soutien aux salles d'art et essai.

Je redonne la parole à Mme Danielle FOURNIER**.**

Mme Danielle FOURNIER. - Merci.

A propos du cinéma à Paris, on sait que c'est une activité très importante, à la fois en termes de création, notamment tout ce qui concerne les tournages, et en termes de diffusion. Et c'est sur cet aspect que je souhaite intervenir.

En effet, l'évolution récente de la distribution des films, avec la création de multiplex, la concurrence avec d'autres modes de diffusion comme le DVD, et peut-être plus que tout le prix très élevé des loyers, tout cela fait que de nombreuses salles art et essai, c'est-à-dire celles qui font le choix d'une programmation de qualité, celles qui font le choix de la diversité en donnant une chance à des réalisateurs peu ou pas connus, ces salles sont en difficulté.

Il est vrai que la Ville leur verse régulièrement des subventions pour les soutenir, mais je propose au nom du groupe "Les Verts" d'aller au-delà et de créer un véritable fond de soutien aux salles art et essai pour coordonner leurs actions envers le public. Ce serait le moyen, certainement avec l'aide de l'Association des cinémas de recherche et d'art et d'essai d'Ile-de-France de coordonner leur programmation et aussi leur communication.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Christophe GIRARD, votre avis sur ce vœu ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Ce voeu rappelle que le cinéma est une question importante à Paris ; c'est le cas, nous menons une politique volontariste, exigeante et qui fait ses preuves.

Pour répondre à ces défis, et contrairement à ce que laisse un peu entendre le vœu, la politique de notre Ville ne se limite pas au versement d'aides : elle a pour objectif d'aider les salles d'art et essai à se moderniser afin qu'elle puissent continuer à jouer un rôle primordial d'animation culturelle et de proximité dans les quartiers.

Je m'adresse à Mme DUBARRY qui est adjointe aux personnes ayant un handicap. Là aussi, notre politique culturelle en matière de cinéma aide à ce que des salles soient équipées pour accueillir des personnes en situation de handicap. Ceci pour encourager Mme DUBARRY à voter évidemment avec l'Exécutif et non pas avec le groupe "Les Verts" contre l'Exécutif.

Dans cette optique, notre politique s'appuie sur des instruments variés : versement de subventions d'équipements pour aider les salles à se rénover, accueil, acoustique, écran, accessibilité ; versement de subventions de fonctionnement sur la base d'une convention d'objectif qui met notamment l'accent sur l'animation locale (plus de 40 salles en ont bénéficié depuis 2001) ; exonération de la taxe professionnelle dont un projet de délibération soumis à l'ordre du jour de cette séance prévoit l'extension ; réhabilitation du cinéma "Le Louxor" dont la réouverture est prévue en 2012.

Compte tenu de l'existence de ces instruments qui ne sont pas neutres, il ne nous semble pas pertinent de créer un fond de soutien aux salles art et essai car il risquerait de faire doublon avec les dispositifs existants. Et dans une période budgétaire rigoureuse, je vous encourage donc, mes amis "Verts", à retirer en douceur et délicatement votre vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de cette invitation.

Est-ce que Mme FOURNIER est prête à l'entendre ? Retirez-vous votre vœu ?

Mme Danielle FOURNIER. - Non, on va le laisser en douceur.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Bien.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Voeu déposé par M. Ian BROSSAT et les éluEs du groupe communiste relatif à la création de l'équipement culturel "Petit bain".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du voeu n° 40 relatif au projet "Petit bain".

Je donne la parole à Ian BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Il s'agit d'un vœu qui concerne un projet de nouvel équipement culturel dans le 13e arrondissement de Paris.

Ce projet a été élaboré par l'association "La Guinguette Pirate". Il s'agit d'un nouvel équipement qui aurait une double vocation : une vocation culturelle d'abord, puisqu'il s'agirait d'un lieu de découverte artistique, vocation aussi d'insertion professionnelle car il embaucherait des personnes confrontées à des difficultés sociales.

Ce vœu vise à demander au Maire de Paris d'apporter son soutien à ce projet par le biais d'une subvention, tout en maintenant évidemment ouverte la question de la localisation de cet équipement qui a fait l'objet d'un débat au Conseil du 13e arrondissement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. Christophe GIRARD a la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je serai extrêmement bref, il se trouve qu'au Conseil de Paris d'octobre nous allons avoir une délibération sur ce sujet.

Yves CONTASSOT m'en a également parlé ce matin comme un certain nombre d'élus du 13e arrondissement. Je suis favorable à ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le voeur assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 155).

Je vous remercie.

Voeu déposé par Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE et les élus du groupe U.M.P.P.A. pour le maintien de l'atelier de sculpture d'art figuratif de la rue Boulard dans le 14e arrondissement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Le voeu n° 41 porte sur l'atelier de sculpture d'art figuratif de la rue Boulard dans le 14e arrondissement et Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE a la parole.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Par ce vœu nous souhaitons attirer votre attention sur la situation des élèves sculpteurs du 40, rue Boulard dans le 14e arrondissement.

Leur atelier, un atelier de 125 mètres carrés qui existe depuis 25 ans, est menacé de déménagement forcé. On propose à ces élèves de s'installer à Montparnasse dans une salle de 30 mètres carrés qui n'est pas même assez grande pour contenir le matériel, sans parler des élèves.

Autant dire que si cette décision était confirmée, cela signifierait la fin des cours de sculpture dans le 14e arrondissement.

L'explication qui a été donnée est la nécessité de trouver un espace pour les cours d'art dramatique du Conservatoire.

Nous nous opposons à cette politique qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller un tout petit peu Paul. Nous vous demandons vraiment de bien vouloir reconsidérer cette décision et de trouver une solution convenable, tant pour les élèves du Conservatoire que pour les élèves sculpteurs.

Pardonnez notre audace, Monsieur le Maire, mais soyons fous, on peut penser que dans le 14e arrondissement il peut y avoir à la fois des cours d'art dramatique et des cours de sculpture.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Christophe GIRARD pour vous répondre.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Là encore je pourrai refaire ma remarque précédente sur le changement, sur la réforme, sur le conservatisme.

D'ailleurs je vous signale, Madame CARRÈRE-GÉE, que déshabiller Paul pour habiller Jacques n'est pas toujours désagréable.

(Rires).

Pour répondre au besoin urgent de locaux supplémentaires pour le conservatoire Darius Milhaud dans le 14e, il a été proposé de procéder au déménagement de l'atelier de sculpture rue Boulard vers les ateliers du boulevard Montparnasse.

Quelle histoire !

Quelle histoire de déménager un petit atelier qui est en entresol avec peu de lumière et pas en très bon état pour le mettre au contraire à un étage supérieur au milieu d'autres sculptures, d'autres professeurs et d'autres élèves, avec de la lumière.

Franchement, je trouve sympathique que vous défendiez sans doute des gens très sympathiques que vous connaissez qui ne veulent pas faire quelques mètres pour aller boulevard du Montparnasse mais il semble urgent et nécessaire que le Maire du 14e et l'équipe municipale du 14e soient entendus sur leur besoin d'agrandir un Conservatoire qui en a grandement besoin quand on connaît le nombre d'enfants qui attendent pour s'inscrire dans les Conservatoires, devant le grand succès depuis que nous les avons réformés et que le quotient familial est pris en compte.

Je vous signale que ce déménagement se fera et qu'il est tout à fait légitime et respectable, il faudra accepter le changement, la réforme, l'amélioration des conditions de travail et la mutualisation des moyens aussi dans les Conservatoires et dans les ateliers.

La réforme c'est la vie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Avis défavorable donc ?

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Totalement.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Explication de vote de M. Sylvain GAREL, rapide s'il vous plaît.

M. Sylvain GAREL. - Je passe la parole à M. René DUTREY.

M. René DUTREY. - Très rapidement pour l'explication de vote car le groupe "Les Verts" va voter ce vœu sauf si M. GIRARD annonçait que…

En deux mots sur ce dossier, je crois que cette demande est tout à fait légitime.

Monsieur Christophe GIRARD, faire entrer un atelier de 100 mètres carrés dans 30 mètres carrés, cela pose problème.

L'ambiance est délétère localement. La D.A.C. a appelé les services de sécurité de la Ville qui viennent avec des matraques, qui ont changé les serrures de l'atelier, le matériel est en partie bloqué à l'intérieur.

Vraiment, vu que c'est une histoire de bons sens, il y a moyen de trouver des locaux pour faire de la sculpture et de trouver des locaux pour faire un cours d'art dramatique, d'organiser une petite table-ronde pour trouver une solution.

Une solution peut être trouvée, les 30 mètres carrés à Montparnasse ne sont pas la bonne solution, cela ne rentre pas, c'est physique car il y a beaucoup plus de matériels.

Essayons de trouver une solution calmement sur ce dossier. Le passage en force avec changement des serrures et envoi de la sécurité pourrait être évité. C'est plus sympathique de se mettre autour d'une table, de recevoir l'association et d'en discuter directement avec eux. Ce serait très bien.

Dans l'autre cas on votera le vœu et cela ne mènera nulle part.

Essayez de mettre plus le nez dans ce dossier pour essayer d'atténuer ces effets très négatifs.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - J'aime beaucoup M. René DUTREY mais il dit des choses fausses.

Il parle de 30 mètres carrés, mais il s'agit de 130 mètres carrés.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Faux.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Je connais tout de même mieux le dossier que vous.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Non.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - C'est extraordinaire ! Voilà des gens qui n'ont pas la responsabilité de la Délégation des Affaires culturelles qui connaîtraient mieux que moi le dossier.

Etes-vous allés voir boulevard Montparnasse la taille de l'espace qui sera dévolu ? Je n'en suis pas sûr.

Que vous vous mettiez d'accord, U.M.P.P.A. et Verts, c'est votre problème. Je sais qu'il n'y aura pas d'épreuve de force. Cela s'est fait dans la discussion.

Vous dites que je n'y ai pas mis mon nez, Monsieur DUTREY, mais j'y ai mis les pieds figurez-vous. J'y ai passé du temps. Je suis allé visiter les lieux avec Pierre CASTAGNOU et Danielle POURTAUD, j'ai rencontré des gens, j'ai vu exactement ce qui s'y passait.

Personne ne vient avec des matraques.

En effet, c'est vrai que ceux qui utilisent aujourd'hui le local ont changé les serrures la nuit, et cela ne me paraît pas convenable car c'est un local municipal.

Je demande à ceux qui occupent le lieu d'enlever les serrures qu'ils ont posées car c'est une infraction. Je demanderai au Préfet de police de veiller à ce que l'on ne fasse pas ce genre de choses dans les locaux de la Ville à l'insu de la collectivité publique.

Franchement, il n'y a pas de débat, il n'y a pas de problème, ce lieu déménagera mais dans la sérénité et la tranquillité, au bon moment sans dresser les gens les uns contre les autres.

Ce n'est pas quatre personnes qui feront la loi.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci de ces précisions.

Il n'est pas prévu, Madame, que vous puissiez réintervenir sauf si c'est pour retirer le voeu.

Un mot mais il faut que l'on avance.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Je n'ai pas l'intention d'être longue ni polémique mais je regrette la façon dont vous abordez cette discussion, Monsieur GIRARD.

Il est extrêmement clair que ce qui est proposé aux élèves ce n'est pas un atelier de 125 mètres carrés inondé de lumière. Cela me rappelle les arguments des agents immobiliers lorsque je cherchais un studio quand j'étais étudiante.

C'est 30 mètres carrés au deuxième étage où l'on ne peut pas faire de sculpture. Il y a une proposition complémentaire de 35 mètres carrés, mais il s'agit d'y donner des cours de dessin, et entre le dessin et la sculpture il ne vous a pas échappé qu'il manque "juste" une dimension.

Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - J'ai une suggestion à faire, comme visiblement vous ne parlez pas tout à fait avec les mêmes éléments, je pense qu'il serait bon de retirer le vœu pour vous laisser le temps les uns et les autres de rapprocher les points de vue.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Nous demandons un réexamen du dossier et pour le favoriser nous voterons bien sûr ce vœu.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

M. Sylvain GAREL. - Non ! Je demande que l'on recompte les votes.

Ce n'est pas du tout évident que le voeu est rejeté !

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Qui est pour l'adoption du vœu précédent ? 19 pour.

Qui est contre ? 33 contre.

Le vœu est rejeté.

Voeu déposé par M. Denis BAUPIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX et les éluEs du groupe "Les Verts" concernant l'avenir de la Cartonnerie au 163, rue des Pyrénées dans le 20e arrondissement.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 42 présenté par M. Denis BAUPIN, concernant l'avenir de la Cartonnerie dans le 20e.

La parole est à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Ce vœu a pour objectif d'attirer l'attention sur un collectif d'artistes et d'associations appelé "La Cartonnerie 163" qui exerce son activité au 163, rue des Pyrénées dans le 20e arrondissement. Ce collectif est installé depuis maintenant presque un an dans l'ancienne cartonnerie ELKA qui a arrêté son activité et a fait déjà l'objet de nombreuses expositions en relation avec le quartier, notamment les conseils de quartier qui ont été, dès leur installation, invités à venir participer à leurs activités. C'est un collectif qui est largement accepté par son environnement, que ce soit son environnement associatif, les habitants ou les enfants qui prennent part aussi à ses activités. Donc, il joue un rôle important maintenant dans le quartier.

Nous sommes un peu inquiets, car une procédure d'expulsion est en cours contre ce collectif d'artistes qui doivent quitter le lieu. Il y a une procédure d'achat de la Ville de Paris qui n'aboutit pas assez rapidement.

Je voulais rappeler que cette parcelle était fléchée au P.L.U. pour en faire un espace vert, l'extension du square Karcher, avec un avis favorable de la mairie d'arrondissement. Il serait intéressant que cette procédure d'acquisition s'accélère.

Nous souhaitons qu'un accord d'occupation précaire et temporaire puisse être discuté avec ce collectif afin qu'il puisse continuer son activité dans l'arrondissement.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

L'Exécutif a déposé le vœu n° 42 bis en réponse.

Christophe GIRARD, vous avez la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Sur le principe, je serais plutôt favorable à ce vœu.

Malheureusement, je ne peux pas y répondre favorablement pour les raisons suivantes.

Suite à notre intervention, Anne HIDALGO, première adjointe, a demandé que les services de la Direction de l'Urbanisme se rendent au 163, rue des Pyrénées, pour étudier la possibilité d'un maintien de l'association sur le site. On était évidemment favorables sur le principe.

Il en résulte que les locaux, notamment le bâtiment en façade sur la rue, et adossés au square Henry-Karcher, posent, compte tenu de leur état dégradé, d'importants problèmes au regard des normes de sécurité.

Je pense que ce n'est pas le Représentant du Préfet qui nous encouragera à ne pas les respecter. D'autant plus, si les locaux sont ouverts au public, il y a des normes encore plus draconiennes.

L'utilisation actuelle est donc incompatible avec les règles de sécurité basiques. Demander le maintien de l'association sur ce site n'est donc pas possible ; les risques sont trop importants et notre responsabilité serait engagée. Et je pense que ce ne serait pas responsable, comme élu local, de faire comme s'il n'y avait pas de problème de sécurité. Ils existent.

Pour cette raison, et uniquement pour cette raison, je ne peux pas proposer l'adoption de ce vœu.

Je vous propose un vœu n° 42 bis de l'Exécutif, ainsi rédigé : "Le Conseil de Paris émet le vœu que la Ville de Paris puisse proposer, dans les meilleurs délais, une solution de relogement afin de permettre à l'association "La Cartonnerie" de poursuivre et développer ses activités artistiques et culturelles".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Madame GIBOUDEAUX, est-ce que vous acceptez de retirer le voeu n° 42 au profit du voeu n° 42 bis ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Oui, j'ai appris aujourd'hui qu'il y avait des problèmes de sécurité qui se posaient sur le bâtiment et aussi le maintien d'une activité ouverte au public. Donc, évidemment, on ne peut pas prendre le risque qu'il y ait un problème dans ce bâtiment et dans les locaux.

Néanmoins, je m'inquiète un peu des délais parce qu'il faudrait coordonner leur sortie du bâtiment et leur réinstallation dans un autre local, afin d'éviter que le collectif ne se retrouve à la rue suite à une expulsion. Donc, il faudrait que la Ville se rapproche de la Préfecture pour arriver à trouver une solution transitoire.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à M. le Représentant du Préfet de police qui voulait, je crois, apporter un élément complémentaire.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Le recours à la force publique est suspendu au moins jusqu'à mi-octobre, ce qui laisse le temps de trouver une solution.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Monsieur le Président LAMOUR, vous avez la parole pour une explication de vote.

M. Jean-François LAMOUR. - C'est Mme CARRÈRE-GÉE qui va vous donner peut-être une piste pour les solutions.

Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE. - Il y a de la place dans les 30 mètres carrés à Montparnasse ! Si le collectif veut s'y installer - c'est inondé de soleil, il y a deux étages sans ascenseur !-, c'est tout à fait possible et pour transporter les sacs de 40 kilos de plâtre, c'est tout simple ! Merci.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - A l'heure tardive, nous serons indulgents.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 156).

Voeu déposé par M. Christophe GIRARD et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés proposant d'honorer la mémoire de Rainer Maria Rilke en donnant son nom à une bibliothèque municipale.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous en avons pratiquement terminé. Nous examinons le vœu n° 43, déposé par le groupe socialiste et présenté par Philippe DUCLOUX, sur l'attribution du nom de Rainer Maria Rilke à une bibliothèque municipale.

M. DUCLOUX a la parole.

M. Philippe DUCLOUX. - Oui, Monsieur le Maire.

Effectivement, un petit peu de poésie, cela va faire du bien !

Rainer Maria Rilke fut sans doute l'un des plus grands poètes de langue allemande de la première moitié du XXe siècle. Son oeuvre est une longue méditation sur les événements essentiels de l'existence humaine. Né à Prague en 1875 et mort en Suisse en 1926, il doit sa notoriété en France à un recueil "Les lettres à un jeune poète", dans lequel il parle de la mort mais aussi de l'amour, de la solitude et de la création, avec une profondeur qui fait encore de ce texte une source d'inspiration majeure pour toute une jeunesse en quête de spiritualité sans dogme.

Grand voyageur, la France a occupé une place importante dans sa vie et particulièrement Paris qui, de toutes les villes d'Europe, est celle où il a le plus souvent et le plus longuement séjourné. En tout, huit séjours de durées inégales entre 1902 et 1925, représentant au total sept ans de sa vie.

A Paris, Rilke a été secrétaire et ami de Rodin, sur qui il écrira une monographie qui est toujours une référence sur le grand sculpteur.

Il a traduit en allemand entre autres auteurs : André Gide et Paul Valéry et des poèmes de Mallarmé et de Verlaine. Il aimait profondément notre langue et notre ville, au point que la dernière partie de son œuvre est composée pour une large part de poèmes écrits en français.

L'un de ses derniers recueils s'intitule "Tendres impôts à la France" et son unique roman se déroule essentiellement à Paris.

Sans pouvoir m'étendre sur sa vie, Monsieur le Maire, et mes chers collègues, il serait important, vu la richesse des liens de Rainer Maria Rilke avec notre culture et notre ville, que nous lui rendions un hommage digne de ce nom.

Et c'est pourquoi, sur proposition de Christophe GIRARD, le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés a voulu présenter ce vœu, afin que sa mémoire soit honorée en donnant son nom à une bibliothèque municipale, pourquoi pas dans le 11e arrondissement.

Je vous remercie.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. Christophe GIRARD a la parole.

M. Christophe GIRARD, adjoint. - Rapidement pour vous dire que cette idée est née d'une promenade dans Paris avec Edmonde CHARLES-ROUX qui me faisait remarquer que, étrangement, Rilke, qui avait vécu à Paris si longtemps, n'était pas honoré.

Je me suis empressé de vérifier et ensuite, constatant cette carence, de nous proposer, à nous, l'ensemble du Conseil de Paris, au Maire de Paris, en effet, d'honorer Rilke.

J'aimerais vous lire quelques lignes de Marguerite Yourcenar. Après ce que j'ai entendu comme intervention, là, sur les bancs, j'étais un petit peu attristé du niveau.

Extrait de la préface de Marguerite Yourcenar de "Un poème à la nuit".

"Si ce poète, habitué aux visitations angéliques, s'est voulu insubstantiel, humble, dépouillé jusqu'à la transparence, c'est qu'il se savait né pour transmettre, pour écouter, pour traduire au risque de sa vie, ces secrets messages que les antennes de son génie lui permettaient de capter. Enfermé dans son corps comme un homme aux écoutes dans un navire qui sombre, il a jusqu'au bout maintenu le contact avec ce poste d'émission mystérieux situé au centre des songes.

Du fond de tant de dénuement et de tant de solitude, les privilèges de Rilke et son mystère lui-même sont le résultat du respect, de la patience et de l'attente aux mains jointes. Le souvenir de Rilke est maintenant devenu pareil à cette brise qui rouvre, comme une rose de Jéricho, le coeur desséché des solitaires. Parce qu'il fut triste, notre amertume est moins grande. Nous sommes moins inquiets parce qu'il vécut sans sécurité. Nous sommes moins abandonnés parce qu'il fut seul. Voici dix ans que Rilke est entré dans cette terre où le fossoyeur de ses comptes espérait creuser assez avant pour rencontrer Dieu. Et, déjà, l'œuvre de ce poète a pris figure d'ange et porte aux malheureux le rafraîchissement de ses propres larmes". C'est donc la préface de Marguerite Yourcenar dans "Poème à la nuit".

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci, Christophe, de cette parenthèse enchantée.

(Applaudissements).

Je mets aux voix, à main levée, le voeu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 157).

Voeu déposé par MM. Jérôme DUBUS, Yves POZZO di BORGO et les élus du groupe U.M.P.P.A. et du groupe Centre et Indépendants, pour que soit attribuée le nom d'une place de Paris à Alexandre Soljenitsyne.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen du vœu n° 44 déposé par le groupe U.M.P.P.A. et présenté par Jérôme DUBUS sur l'attribution du nom d'Alexandre Soljenitsyne à une place de Paris.

Monsieur DUBUS, vous avez la parole.

M. Jérôme DUBUS. - Ce voeu est déposé conjointement par moi-même et par Yves POZZO di BORGO, qui est président du groupe Centre et Indépendants.

Je ne ferai pas la biographie d'Alexandre Soljenitsyne. Je rappellerai simplement trois dates : 1962, publication de "Une journée d'Ivan Denissovitch", un choc pour le monde libre ; 1970, il obtient le prix Nobel de littérature ; 1973, il publie clandestinement "L'Archipel du Goulag", ce qui lui vaudra d'être expulsé d'Union Soviétique en 1974 pendant plus de dix ans.

Soljenitsyne est beaucoup plus qu'un grand écrivain : il est l'un des héros majeurs de la conscience historique de notre temps. Il était l'ennemi le plus farouche de Staline qui l'a persécuté. Il n'était pas pour autant le partisan d'un Occident qu'il jugeait dégénéré, atteint de médiocrité morale. Il appartient à la race des rebelles, à la race des martyrs, des géants de l'histoire.

Son exigence intellectuelle et morale est proche d'un Péguy ou d'un Bernanos. Ce peintre des petites gens a, dans tous ses ouvrages, honoré la mémoire de l'homme du peuple, de l'ouvrier, du paysan broyé par la machine bureaucratique communiste. Mais il a su parfaitement montrer que le "bazar commercial" du monde occidental, l'absence d'idéal et de vision d'avenir ne pourraient assurer le vrai bonheur humain.

C'est la raison pour laquelle il ne laisse pas indifférent. C'est la raison pour laquelle il n'est pas un personnage ordinaire. C'est la raison pour laquelle Paris, capitale des Droits de l'Homme, se doit d'honorer la mémoire de Soljenitsyne.

Nous avons une proposition qui pourrait être la place de la Porte Maillot qui, vous le savez, est sur l'axe historique, près de la place Charles de Gaulle, sur l'axe historique Louvre-Concorde-Champs-Elysées-La Défense.

Je crois que Paris s'honorerait, et nous nous honorerions également d'attribuer à cette place le nom d'Alexandre Soljenitsyne.

Merci.

(Applaudissements sur les bancs des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

La parole est à Mme Anne HIDALGO pour vous répondre.

Mme Anne HIDALGO, première adjointe. - L'Exécutif émet un avis favorable à ce vœu mais pas sur l'emplacement. Je ne vais pas renier ce que j'ai dit tout à l'heure. J'ai rappelé, à propos d'autres grands personnages dont Paris s'honorerait d'avoir leurs noms sur nos rues, qu'il fallait d'abord réunir la commission. Il y a beaucoup de noms en attente.

Alexandre Soljenitsyne est mort depuis quelques semaines. Il y a un délai de cinq ans, certes, qui n'a pas toujours été appliqué mais j'aimerais nous renvoyer chacun à un peu de sagesse dans la façon dont nous formulons des propositions. Je pense qu'il ne faut pas se précipiter comme cela. Il faut aussi laisser le temps faire son oeuvre sur la mémoire des personnes.

Donc j'émets un avis favorable sur le principe mais pas sur le lieu. Cela mérite d'être renvoyée à la commission qui doit ensuite travailler sur l'ensemble des noms qui sont aujourd'hui en attente.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Emmanuelle BECKER a demandé une explication de vote ainsi que Jean-Pierre CAFFET et Sylvain GAREL.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci.

Chers collègues, incontestablement, et nos collègues de l'opposition viennent de le rappeler, Soljenitsyne fait partie de cette classe d'intellectuels qui marquent l'Histoire. Monument de la littérature du XXe siècle, "L'Archipel du Goulag" est une juste et courageuse dénonciation du caractère inhumain du régime stalinien.

Mais si sa vie et les épreuves traversées forcent l'admiration, le déferlement d'hommages rendus dans le monde, et particulièrement en France, a de quoi laisser perplexe. N'est-on pas devenu bien peu regardant sur l'héritage ambigu de la dissidence de Soljenitsyne qui a sombré dans le nationalisme le plus dur ?

Rappelons les propos de François Furet lui-même dans "Le Nouvel Observateur" de juillet 1975 : "Soljenitsyne est "un héros parfois inquiétant, frôlant les précipices de la pensée contre-révolutionnaire, l'archaïsme slavophile, l'antisémitisme". Nous ne pouvons pas oublier ni condamner la conclusion étrange de l'auteur de "Deux siècles ensemble". Dans cet ouvrage, Soljenitsyne explore les relations entre Juifs et Russes pour en arriver à affirmer que la responsabilité des Juifs en tant que tels serait engagée pour les crimes du soviétisme et qu'ils doivent le reconnaître.

Je rappelle que cette théorie de la responsabilité collective est typique du mode de penser nationaliste. Pour cette raison notamment, je considère que le legs politique de cet auteur doit se limiter au tournant historique des années 70, ce moment anti-totalitaire. Sa grandeur et ses idées appartiennent au passé ou à l'Histoire de la littérature. Ainsi le groupe communiste s'abstiendra sur ce vote.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Sylvain GAREL pour une explication de vote rapide, s'il vous plaît.

M. Sylvain GAREL. - Je pourrais partager le point de vue que vient d'exprimer Emmanuelle BECKER, mais je crois qu'il faut faire la part des choses. Effectivement, il y a deux Soljenitsyne. Mais il est clair que pour la population, c'est celui qui a fait tomber le totalitarisme soviétique.

Je pense que c'est cela que l'on doit honorer et pas les errements du passé récent. Mais heureusement, à ce moment-là, Soljenitsyne a été beaucoup moins lu. C'est aussi pour cela que nous voterons ce voeu.

Mais je suis en revanche d'accord avec Anne HIDALGO pour dire que le lieu reste à discuter parce qu'il n'y a aucune raison que ce soit la Porte Maillot plutôt qu'un autre lieu. Je ne vois le rapport entre la Porte Maillot et Soljenitsyne.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Mme Liliane CAPELLE a la parole.

Mme Liliane CAPELLE, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Très brièvement parce qu'Emmanuelle BECKER a dit beaucoup de choses que je voulais exprimer et j'ai entendu qu'il fallait que l'on prenne le temps de la réflexion. Peut-être faut-il prendre vraiment le temps de la réflexion.

C'est très difficile de se dresser contre l'icône qu'est Soljenitsyne. Mais sans nier le talent de Soljenitsyne comme écrivain, cela ne doit pas occulter des prises de position pour le moins extrêmement choquantes. Je pense à son soutien au franquisme. Je ne voudrais pas être trop longue mais simplement quand interrogé par des journalistes à propos des antifascistes espagnols condamnés à mort par le régime de Franco, il répond : "Je ne connais qu'un seul lieu où il n'y a pas de liberté, c'est la Russie", les déclarations de Soljenitsyne à la télévision espagnole étaient un soutien direct au fascisme espagnol, une idéologie qu'il approuve.

Voilà, nous avons face à nous évidemment cette dualité, cet écrivain, cet homme qui a souffert certainement, mais d'autres que lui ont également soulevé le problème, ont ouvert les yeux du monde sur le goulag ; il y a Alexandre Zinoviev, Andreï Sakharov. En France, Boris Souvarine. Pour autant, ils n'ont pas soutenu des dérives réactionnaires au vrai sens du terme.

Parce que pour en revenir au propos que tenait Emmanuelle BECKER, il est vrai qu'en fait Soljenitsyne a une passion : la Russie. Très bien, mais une Russie blanche et orthodoxe, ultra-orthodoxe ! Moi, je suis très dubitative sur ce personnage qui n'a comme valeur en fait que des valeurs nationalistes, religieuses, intégristes et profondément antisémites.

Ces valeurs, vous l'aurez compris, sont pour moi à l'opposé de celles que je défends en femme de gauche, à savoir l'universalisme, la laïcité et l'antiracisme sous toutes ses formes.

Soucieuse de ne pas perturber l'Exécutif auquel j'appartiens, je m'abstiendrai et laisserai les autres élus du groupe M.R.C. libres de leur choix.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

M. Jean-Pierre CAFFET a la parole.

M. Jean-Pierre CAFFET. - Merci, Monsieur le Maire.

Beaucoup de choses ont été dites dans ces explications de vote, donc je serai relativement bref.

Je crois que si Alexandre Soljenitsyne était le personnage que nous a décrit Jérôme DUBUS, il y aurait eu unanimité sur ces bancs, et que ce voeu aurait été adopté avec applaudissements, voire acclamations. Mais vous savez très bien, Monsieur DUBUS, que vous masquez une partie de la réalité.

Car en Alexandre Soljenitsyne, je salue le combattant contre le goulag, bien évidemment. Liliane CAPELLE a eu raison de dire que ce n'était pas le seul et que les autres n'ont pas de noms de rue à Paris. Mais peu importe. Le problème de Soljenitsyne, si vous voulez, c'est que c'est un personnage extrêmement controversé et qu'il y a effectivement deux Alexandre Soljenitsyne : le combattant pour la liberté que nous respectons tous et puis le Soljenitsyne qui, à partir du moment où il est sorti d'URSS et est parti aux Etats-Unis, a exprimé un certain nombre de positions et de réflexions qui sont sujets à discussion.

Très franchement, Monsieur DUBUS, vous citez Ronald Reagan dans votre vœu, souffrez qu'Emmanuelle BECKER cite Furet. D'ailleurs, je me félicite du fait qu'une élue du parti communiste lise François Furet : chapeau !

J'ai trouvé une citation, je vais être rapide, rassurez-vous, d'un très grand historien qui s'appelle Moshe LEWIN, très grand spécialiste de l'U.R.S.S., et qui a écrit ceci, et si j'ai choisi cette citation, c'est qu'elle est très mesurée, car je sais qu'Alexandre Soljenitsyne a été traîné dans la boue, et elle donne la problématique générale de ce personnage : "Aussi longtemps qu'Alexandre Soljenitsyne a mené sa bataille de l'intérieur, les observateurs étrangers ont supposé qu'il luttait pour une démocratisation du système. Mais une fois Soljenitsyne exilé en occident, ils ont vite compris que l'anticommunisme n'était pas automatiquement porteur de démocratie. Le combat de Soljenitsyne était en fait au service d'une idéologie profondément antidémocratique qui mêlait des éléments de national-étatisme à des traits archaïques de la religion orthodoxe".

Compte tenu de la dualité de ce personnage, nous avons décidé, dans mon groupe, que chacun exercerait sa liberté de vote en conscience.

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 158).

Désignation de conseillers de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture (suite).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je suis en mesure de vous communiquer les résultats des scrutins secrets :

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une crèche collective de 66 places et d'une halte garderie de 30 places 53-61 bis rue Saint-Blaise (20e) (R. 152) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 49

Non participation au vote : 114

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 49

Majorité absolue : 25

Pour : 49

Jury appelé à procéder à la sélection du maître d'œuvre qui sera chargé de la construction d'une crèche collective de 66 places et d'un logement de fonction 117, rue de Ménilmontant (20e) (R. 153) :

Nombre d'inscrits : 163

Nombre de votants : 49

Non participation au vote : 114

Bulletins blancs ou nuls : 0

Suffrages exprimés : 49

Majorité absolue : 25

Pour : 49

Les candidatures proposées sont adoptées. (2008, R. 152 à R. 153).

M. François DAGNAUD, adjoint, président. - La séance est suspendue, et elle reprendra demain matin à 9 heures avec les projets de délibération rapportés par Pierre SCHAPIRA.

Bonne soirée.

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue le lundi 29 septembre 2008 à vingt heures cinq minutes, est reprise le mardi 30 septembre 2008 à neuf heures cinq minutes, sous la présidence de M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La séance est reprise.

2008, SGRI 51 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention au profit de l'association "Moto Action" pour son programme "Moto Action Sida, Campagne Cameroun 2008". - Montant : 35.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons le projet de délibération SGRI 51. Je rappelle que nous sommes en 9e Commission. Il s'agit de la signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention au profit de l'association "Moto Action" pour son programme "Moto Action Sida, Campagne Cameroun 2008" pour un montant de 35.000 euros.

La parole est à Sylvain GAREL, pour le groupe "Les Verts".

M. Sylvain GAREL. - Merci, Monsieur le Maire.

Tous les gens qui siègent au sein de l'Assemblée, tout au moins ceux qui étaient là lors de la précédente mandature savent combien la lutte contre le Sida en Afrique m'est chère. Ce qui nous a choqué dans ce projet de délibération, c'est son titre. C'est une association qui utilise l'attrait supposé des Africains pour la moto pour lutter contre le Sida. Peut-être que cette association fait des choses très bien - c'est apparemment le cas - mais nous ne sommes pas certains que la promotion des véhicules à moteur à explosion dans la situation environnementale dans laquelle nous nous trouvons soit la bonne méthode.

Donc, nous allons nous abstenir sur ce projet de délibération, mais nous voulons attirer l'attention du Conseil à travers cela pour que les questions environnementales soient toujours présentes lorsque l'on fait ce type de choix. Je rappelle aussi que lors de subventions données à des associations d'aide dans le Sud, l'un des projets était de créer des garages automobiles au Sénégal.

Je pense qu'il faut se rendre compte qu'aujourd'hui, la situation est vraiment très grave. On parle beaucoup, actuellement, de la crise financière, et à juste titre, mais il y avait à la fin de la semaine dernière dans "Le Monde" un article traitant d'un rapport sur la situation des rejets de gaz carbonique dans l'atmosphère.

Ce rapport fait par des scientifiques incontestés est extrêmement alarmant. Non seulement les prévisions du G.I.E.C. se révèlent inférieures à la réalité, mais on s'aperçoit que l'augmentation de rejets de gaz carboniques dans l'atmosphère va beaucoup plus vite que les pires des prévisions.

Je vous rappelle que si cela est le cas, la température de la terre augmentera de 6 à 7 degrés d'ici la fin du XXIe siècle. C'est une chose qui n'est jamais arrivée sur notre planète, et si cela arrivait, ce serait une catastrophe d'une ampleur incommensurable.

A chaque fois que nous aidons un projet, nous devons nous demander si ce projet est soutenable d'un point de vue environnemental. En l'occurrence, j'ai des doutes, parce que promouvoir la moto et des modes de déplacement que les occidentaux ont utilisé pendant des décennies, qui conduiront peut-être à la destruction de la planète doivent être bannis de nos réflexions.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Sylvain m'étonnera toujours. Mais que souhaitez-vous que l'on fasse ? Si je comprends vos préoccupations, Monsieur le Président, préoccupations environnementales que nous partageons tous, il ne faudrait plus subventionner d'O.N.G. parce que la première des choses qu'elles font lorsqu'elles sont dans un pays sub-saharien c'est d'acheter un minimum de 4x4 afin de pouvoir circuler. Le jour où l'on pourra se déplacer en brousse en rollers ou en patinette, à ce moment-là, évidemment, nous aurons gagné, et si un métro partait de Douala à Yaoundé, évidemment, nous aurions gagné. Mais le problème n'est pas cela.

Ces 5 motos exercent un attrait, comme l'a dit Sylvain, même s'il émet des doutes, les rapports l'indiquent : autour de la moto se crée un environnement qui attire les personnes. 30.000 personnes ont été directement touchées par cette caravane, j'y reviendrai. 5.000 tests de dépistage en moins de 15 jours, parce que les jeunes viennent, notamment les garçons, et ce n'est pas une mauvaise chose. Maintenant, je dois te dire, Sylvain, que l'on a cinq motos, mais également un camion de santé mobile, des véhicules de sécurité, un fourgon d'assistance technique, un camion de transport de matériel et des cars de transport. Que devons-nous faire ? Tout arrêter ? Il est vrai qu'il faut penser à la question environnementale, tu faisais allusion à ce prix que nous avons décerné concernant le label "Codéveloppement Sud".

Eh oui ! Il y a des voitures ; il y a même des dons faits par la Ville de Paris pour des bennes à ordure. Seulement, il faut former des mécaniciens, c'est le but de l'opération et c'est pour cela, que malgré ton désaccord, nous avions donné le premier prix à cette association qui prônait la formation de garagistes.

Evidemment, je tiens compte, comme toujours, de ce que dit le Président GARREL, mais je vous demande de soutenir ce projet de délibération.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GAREL, un petit mot rapide.

M. Sylvain GAREL. - Nous savons bien que la plupart des O.N.G. qui travaillent en Afrique utilisent des véhicules à moteur.

Là, c'est autre chose, c'est une association qui, autour d'un de ces véhicules, la moto en l'occurrence, attire les jeunes. C'est encore une fois prôner des modes de développement qui aujourd'hui ne sont plus soutenables.

Que cela attire 30.000 personnes n'est pas une bonne chose en soi. Les prix de F1 attirent des centaines de milliers de personnes et il faudrait pourtant les supprimer.

Je pense que l'on fait fausse route en subventionnant les associations qui jouent de cette fascination sur un type de développement qui n'est absolument plus soutenable pour la planète.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 51.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SGRI 51).

2008, SGRI 67 - Subvention à Action Contre la Faim (14e). - Montant : 100.000 euros.
2008, SGRI 68 - Subvention à l'association "Handicap International" (69361 Lyon Cedex 07). - Montant : 70.000 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons à présent les projets de délibération SGRI 67 et SGRI 68. Il s'agit d'une subvention à "Action Contre la Faim" pour un montant de 100.000 euros, et d'une autre à "Handicap International" pour un montant de 70.000 euros.

La parole est à M. Patrick TRÉMÈGE pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Patrick TRÉMÈGE. - Monsieur le Maire, je vous remercie.

Une explication : les 100.000 euros sont l'aide que la Ville se propose d'apporter à Haïti, suivra par la suite une aide pour Cuba.

Je vais parler des deux si vous le permettez.

J'ai eu l'opportunité malheureuse de pouvoir me rendre dans ces deux pays au lendemain du passage du deuxième cyclone, Ike, qui a frappé et Haïti et Cuba.

Je voudrais ici avec beaucoup d'émotion vous dire la désolation absolue que j'ai pu constater dans ces deux pays, singulièrement à Haïti où j'ai pu toucher du doigt l'horreur absolue.

La région des Gonaïves est bien entendu totalement détruite. L'ensemble des infrastructures n'existe plus et près de 500.000 personnes vivent dans le dénuement le plus absolu.

Vous voyez des enfants qui jouent dans des marigots où croupissent des cadavres d'animaux et d'humains. Nous sommes en période de risque de choléra et ont été observés des cas de rage animale évidemment, mais également de rage humaine.

La situation dans ces pays est un peu différente de ce que l'on a pu observer avec le tsunami, d'abord parce que la couverture médiatique a été énorme, celle concernant ces deux pays a été minime.

Le tsunami s'est passé dans une région riche où, dès l'accident passé, l'aide internationale a fait en sorte que le pays redémarre.

Il n'en est pas de même pour Haïti qui est l'un sinon le pays le plus pauvre du monde. Je me félicite que la Ville de Paris prenne cette décision d'apporter une aide.

Pour avoir rencontré le Président PRÉVAL, au jour d'aujourd'hui, seule une aide financière destinée à l'achat de nourriture est la bonne, dans la mesure où il n'est pas nécessaire de parler aujourd'hui d'infrastructure. Il sera nécessaire d'en parler dans un an dès lors que les premiers résultats à la suite du cyclone pourront être visible.

Concernant Cuba la situation est totalement différente, pas moins grave d'ailleurs. Cuba, grâce à son organisation a fait en sorte que l'on n'ait pas à déplorer de pertes humaines de la même ampleur que celles constatées à Haïti.

Il n'en reste pas moins que les régions les plus fertiles de Cuba ont été absolument rasées. Pour ceux qui ont l'occasion d'aller en vacances, les régions de Pinar del Rio et de Viñales sont totalement détruites.

Plus grave : l'ensemble de l'agriculture est anéanti et encore plus grave, l'ensemble des zones qui pratiquent les semis pour les productions suivantes sont également totalement détruites.

Je me permettrai deux pistes de réflexion pour ne pas allonger mon propos. La première, c'est que ces aides que nous allons voter sont bien sûr nécessaires, j'espère qu'elles vont être votées à l'unanimité.

Cependant, je crois que notre effort doit se prolonger au-delà par des missions d'expertise technique pour Haïti afin qu'immédiatement après on puisse entamer une véritable coopération et que pour Cuba, dont vous savez qu'ils sont confrontés à un embargo aussi stupide qu'inique, la Ville de Paris puisse d'ores et déjà fournir ce dont ils ont besoin : ciment, matériel métallique, vieux camions, etc.

La Ville, dans son patrimoine, a de nombreux engins vieillissants que l'on pourrait parfaitement utiliser pour envoyer à Cuba, ce serait une aide technique, un support technique très important pour les aider immédiatement à pouvoir envisager l'avenir de façon plus sereine.

Ma deuxième piste de réflexion est que la Ville de Paris est regardée dans le monde entier. Pourquoi ne pas accepter l'idée que Paris soit jumelée avec les capitales de ces pays pour un an, soulignant l'intérêt qu'il y a à les aider pendant cette période ? Et que sur le parvis de l'Hôtel de Ville, il y ait de façon symbolique le jumelage de la Ville de Paris avec Port-au-Prince ainsi qu'avec La Havane pendant un an de façon à ce que la population parisienne, comme elle l'a été sur d'autres grandes manifestations, puisse se sentir mobilisée.

Pardon d'avoir cet accent de sincérité, mais je vous le dis vraiment avec beaucoup de franchise, j'ai touché à Haïti et à Cuba vraiment du doigt l'horreur.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre la parole est à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je remercie Patrick TRÉMÈGE pour son intervention et vais répondre sur les deux sujets.

En ce qui concerne Haïti nous allons voter une subvention de 100.000 euros en faveur d'"Action Contre la Faim". Je souscris évidemment à ce que vous avez dit sur les Gonaïves qui sont totalement détruites.

Ces 100.000 euros vont servir à faire un stock d'eau potable car le vrai problème est que les populations en sont totalement privées. Cela devient donc extrêmement difficile.

D'ailleurs, lors de la venue du Président PRÉVAL à Paris l'année dernière, nous avions parlé de tous les problèmes d'Haïti. Le Maire de Paris, au cours de son déplacement vendredi à New York, a rencontré René PRÉVAL. Ils ont pu évoquer toutes ces questions.

La Ville de Paris entretient des relations avec Haïti tout comme l'Association internationale des Maires francophones : Port-au-Prince est une des villes membres de l'A.I.M.F.

Nous avons voté des subventions concernant les Gonaïves, ainsi que Port-au-Prince où nous avons reconstruit des écoles qui ont malheureusement été détruites par le cyclone.

Avec l'Organisation internationale de la Francophonie, nous avons créé une école de gestion pour les cadres municipaux. La Ville de Paris a contribué à cette opération à hauteur de 100.000 euros.

Nous avons des liens extrêmement forts avec Port-au-Prince et en plus nous travaillons avec des associations haïtiennes de Paris.

Quant à Cuba, nous allons voter aussi une subvention avec "Handicap International" de 70.000 euros pour les régions que vous avez indiquées : Pinar del Rio et Palma.

Cette aide financière permettra d'apporter un soutien matériel, de distribuer des matelas et des kits d'hygiène, ce que l'on sait faire avec les O.N.G.

Le problème à Cuba est que nous n'avons pas de relations avec les villes cubaines. Evidemment, si La Havane le permettait, nous ouvririons des discussions pour signer un accord de coopération.

Comme vous le savez, il n'y a pas de jumelage de Paris avec les villes mais des accords d'amitié et de coopération. Nous sommes ouverts à ce qu'il y ait des discussions pour qu'un accord de coopération entre Paris et La Havane voie le jour.

Pour en revenir à Haïti, je tiens à vous préciser que c'est un travail de longue haleine, rendu d'autant plus difficile que les cyclones détruisent ce que nous faisons.

Je confirme ce que disait Patrick TRÉMÈGE, c'est véritablement l'horreur. Je ne parle pas de la Cité du Soleil uniquement mais, de toute l'île.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Bien, nous allons donc voter les deux projets de délibération.

Monsieur TRÉMÈGE, très rapidement, parce que vous n'êtes pas censé reprendre la parole. Alors, très vite, s'il vous plaît !

M. Patrick TRÉMÈGE. - Simplement un mot pour me féliciter de la réponse qui m'a été faite. Concernant Cuba, j'engage l'adjoint au Maire à se rapprocher d'une association qui fait de l'excellent travail, qui est "Cuba Coopération", qui peut utilement servir de lien entre les autorités de La Havane et la Ville de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Merci pour ces précisions.

Nous passons donc désormais au vote.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 67.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SGRI 67).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération SGRI 68.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, SGRI 68).

Voeu déposé par M. Ian BROSSAT, Mmes Aline ARROUZE, Danielle FOURNIER, M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe communiste et du groupe "Les Verts" relatif à la politique de coopération internationale de la Ville de Paris à Jérusalem.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinons à présent le vœu n° 45 des groupes communiste et "Les Verts", relatif à la politique de coopération internationale de la Ville de Paris à Jérusalem.

La parole est tout d'abord à M. Ian BROSSAT et ensuite à Mme Danielle FOURNIER.

Je vous rappelle que vous avez 3 minutes pour la présentation des vœux.

Mme FOURNIER a la parole.

Mme Danielle FOURNIER. - Ce vœu voudrait attirer l'attention sur une intervention équitable de la Ville de Paris en direction de la Ville de Jérusalem et prendre en compte le fait qu'il y a eu, au printemps dernier, le vote d'une subvention pour créer, place de Paris, à Jérusalem, une fontaine. Il est proposé que la même somme soit attribuée dans la partie est de Jérusalem, non pas pour créer une autre fontaine qui n'est pas forcément nécessaire, mais pour qu'il y ait une intervention dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et que cela vienne s'inscrire dans une politique de coopération dans la diversité de la composition politique de Jérusalem.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Madame BECKER, vous voulez peut-être présenter le vœu à la place de M. BROSSAT ?

Ah ! Voilà M. BROSSAT !

Vous avez la parole.

M. Ian BROSSAT. - J'approuve entièrement ce que disait Danielle FOURNIER tout à l'heure et que j'ai écouté avec plaisir.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. SCHAPIRA.

M. Pierre SCHAPIRA, adjoint. - Merci, Madame et Monsieur le Président.

Nous avons effectivement voté une subvention, en juin dernier, pour la fontaine de la place de Paris à Jérusalem. Mais parallèlement d'autres subventions ont été votées, car nous soutenons différentes actions en Israël et en Palestine.

Je dois dire que nous menons depuis le début et malgré des conditions différentes une totale équité. Le week-end dernier, nous avions un colloque avec les maires palestiniens, les maires israéliens et quelques maires européens sur la coopération entre les villes israéliennes, palestiniennes et européennes, dans l'objectif d'essayer de travailler tous ensemble. Il est vrai qu'à Paris, nous avons fait beaucoup de choses.

Le Maire de Bethléem me disait à cette occasion toute sa satisfaction des travaux entrepris place de la Mangeoire - pour ceux qui la connaissent, c'est celle devant l'église de la Nativité -, où nous avons installé la totalité d'un système d'éclairage. Nous avons des projets d'eau à Jéricho, des projets d'eau à Jénine, mais là, il y a quelques petits problèmes entre le maire de Jénine qui n'appartient pas au même parti politique que l'autorité palestinienne.

Bref, je n'entre pas dans les détails, mais nous y avons une action.

En ce qui concerne la partie arabe de Jérusalem, le Maire de Paris, lors de son voyage, a proposé de faire un geste symbolique ou un geste de coopération. D'ailleurs pour Jérusalem palestinienne, nous passons en général par des O.N.G. Comme vous le savez, Jérusalem est sous l'autorité israélienne. Je le répète chaque fois, mais nous ne sommes que de simples élus locaux et nous ne faisons pas de grande politique internationale ; en tous les cas, ce n'est pas mon cas.

Donc, nous passons par l'intermédiaire d'O.N.G. palestiniennes afin de réaliser le travail de coopération.

Le Maire de Paris a fait cette proposition de geste le 1er juin et le 15 juin, un ingénieur de la Ville partait étudier les possibilités de sa concrétisation en concertation avec les Palestiniens et les autorités de la Ville de Jérusalem, puisque ce sont les Israéliens qui dirigent la ville.

Là-dessus, il n'y a pas de souci, croyez-moi. Si vous le souhaitez, je peux vous montrer les projets que nous menons en respectant pour chacun un identique équilibre de coopération.

D'ailleurs, très honnêtement, il y a un plus grand nombre de ce type de coopérations avec les Palestiniens, car celles entreprises avec les Israéliens prennent une forme différente, à ce titre Jean-Louis MISSIKA pourrait plus précisément vous en parler, notamment sur les nouvelles technologies, les start-up, l'innovation et la recherche.

Par conséquent et en raison des coopérations mises en place, je pense que vous pourriez peut être retirer votre vœu.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Sur cette demande de retrait, Madame FOURNIER ?

Mme Danielle FOURNIER. - Nous allons retirer notre vœu devant des arguments et surtout un constat, une analyse de cette situation qui est plutôt rassurante.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vous remercie.

2008, DAC 494 - Création d'un nouveau tarif de billet combiné donnant à accès à deux expositions temporaires organisées simultanément dans un ou plusieurs musées de la Ville de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DAC 494. Il s'agit de la création d'un nouveau tarif de billet combiné donnant accès à deux expositions temporaires organisées simultanément dans un ou plusieurs musées de la Ville de Paris.

La parole est à Mme Marinette BACHE pour le groupe M.R.C.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voudrais très rapidement me réjouir de la création de ce billet combiné qui permet, en effet, l'accès à deux expositions organisées simultanément par différents musées de la Ville de Paris.

Mais je voudrais saisir cette occasion, au-delà de saluer cette initiative de la Ville, pour poser une question : dans quelle mesure un partenariat, peut-être entre la Ville et les musées nationaux, pourrait-il permettre d'envisager que soit proposé au public parisien le même style de billet combiné permettant d'avoir accès à des expositions dans des musées nationaux ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, c'est un duo qui va vous répondre : M. GIRARD et ensuite Mme BROSSEL.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe, au nom de la 9e Commission. - Ce n'est pas un couple infernal, c'est un duo d'enfer !

Merci, Madame BACHE, de souligner l'importance de ce projet de délibération qui voit, en effet, naître un projet commun et couplé à deux musées municipaux. C'est un début et je pense que nous devons continuer sur ce type d'initiatives qui permettent aux musées de travailler ensemble sur un certain nombre de projets.

Les partenariats et les projets communs peuvent être développés. Ils pourront être plus nombreux dans l'avenir et je crois que nous avons tout intérêt à mêler, à croiser, à permettre aux musées de travailler ensemble et de façon plus formalisée que cela n'a pu l'être auparavant, ce qui permettra, par ailleurs, aux Parisiens et aux Parisiennes de mesurer qu'il y a des musées municipaux à Paris qui sont porteurs d'un sens commun, d'une histoire commune et que celle-ci peut avoir du sens pour les visiteurs.

Merci d'avoir mis cela en lumière et j'espère que nous aurons l'occasion, au cours des années qui viennent, de pouvoir avoir régulièrement des projets de délibération qui vont dans ce sens. C'est en tout cas le souhait que je porte, partagé par Christophe GIRARD, avec enthousiasme, comme vous pouvez le voir.

Deuxième élément, mais peut-être que sur ce sujet Christophe GIRARD pourra en dire plus en ce qui concerne les musées nationaux et les liens qui peuvent être noués avec les musées municipaux. Là aussi, un certain nombre d'initiatives ont été prises, notamment au M.A.M.V.P., donc au musée d'Art moderne de la Ville de Paris, qui, sur la proposition de son Directeur, M. HERGOTT, a monté un dispositif qui permet d'avoir accès à des expositions au M.A.M.V.P., mais également au Palais de Tokyo, au musée du quai Branly et à la Cité du patrimoine et de l'architecture.

On achète un billet plein tarif dans un des musées et on bénéficie de tarifs réduits dans les trois autres sur un période de temps donnée de cinq jours et quatre nuits, car ainsi va la vie.

On développe ce type de projet et on espère les développer encore plus à l'avenir.

En tout cas, merci pour votre intervention.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GIRARD, vous voulez ajouter deux mots ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Vraiment deux mots à la délicieuse intervention de la sémillante Colombe BROSSEL, pour dire qu'en plus, un certain nombre d'établissements, au-delà des musées eux-mêmes, comme le théâtre du Rond-Point - Jean-Michel Ribes -, ont la bonne idée d'inventer ou d'imaginer un "pass" qui inclurait le cinéma "Le Balzac" sur les Champs-Elysées, rue Balzac, le musée d'Orsay, éventuellement le Petit Palais, le Grand Palais et, parallèlement, comme l'a évoqué Colombe BROSSEL, le Palais de Tokyo, le musée d'Art moderne et un certain nombre d'établissements.

Je trouve bien qu'il y ait des espèces de cercles qui viennent s'imbriquer les uns avec les autres. Plus les gens pourront aller d'un établissement à l'autre, plus leur esprit s'élèvera.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 494.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 494).

2008, DAC 305 - DEVE 149 - Subvention à l'association "Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie" (18e). - Montant : 4.000 euros.
Voeu déposé par M. Ian BROSSAT et les éluEs du groupe communiste relatif à la subvention accordée à l'Association du Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DAC 305 - DEVE 149, sur lequel le groupe communiste a déposé le vœu n° 46.

Ce projet de délibération est relatif à la subvention à l'association "Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie" pour un montant de 4.000 euros.

La parole est à M. BROSSAT pour le groupe communiste.

M. Ian BROSSAT. - Effectivement, vous savez que le Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie est organisé par une association qui existe depuis 2004. Elle poursuit un double objectif : d'abord, une sensibilisation aux problématiques environnementales et ensuite une volonté de développer la pratique de la lecture.

Ce Festival devrait se dérouler sur deux jours, les 22 et 23 novembre prochains. Ils prévoyaient de l'organiser au 104 et se heurtent à un problème que l'on a déjà abordé ici par le biais d'un vœu du groupe "Les Verts", le tarif prévu au 104, puisque l'association paierait en l'état autant qu'une entreprise privée traditionnelle.

Ce vœu vise donc à ce que la Ville intervienne afin que l'association puisse organiser son festival sans que cela ne vienne déséquilibrer un budget déjà difficile à tenir.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour vous répondre, M. GIRARD, en solo cette fois-ci.

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - D'abord, il y a une bonne nouvelle dans le fait que Ian BROSSAT, le groupe communiste et le groupe "Les Verts" semblent partager avec le groupe socialiste, M.R.C. et les radicaux de gauche ce fil vert de l'écologie pour un ciment durable de notre majorité.

La Ville soutient donc le Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie depuis 2004 à hauteur de 4.000 euros par an au titre de la culture, donc sur ma délégation.

A cette subvention s'est ajoutée cette année une subvention de 4.000 euros au titre des espaces verts, donc la délégation de Mme GIBOUDEAUX.

Le soutien de la Ville à l'association représente donc, si vous savez compter, 8.000 euros. M. GAUDILLÈRE confirme.

Pour cette sixième édition, nous nous réjouissons de voir que le Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie a pris de l'ampleur. Son public étant plus nombreux, le Festival se déroulera cette année sur deux jours au lieu d'un jour les années précédentes. C'est un espace de 700 mètres carrés qui a été demandé au 104 pour accueillir le Festival.

Le Festival va louer les écuries Sud du 104 pour trois jours au total en comptant le montage et le démontage ; le prix au mètre carré est de six euros hors taxes pour les jours de l'exploitation, 60 % moins élevé pour les montages et les démontages.

Le coût total hors taxes s'élève à 12.356 euros.

La demande d'espace du festival dépasse largement les demandes habituelles des associations pour lesquelles un espace spécifique a été prévu aux 104 dans l'espace que nous appelons "le 5".

D'autre part, il est important de préciser que le festival a appliqué un tarif pour les stands des exposants. Il n'est donc pas totalement associatif dans le sens traditionnel du terme.

C'est pourquoi le tarif que le 104 a appliqué est, en effet, celui qui s'applique aux entreprises. Ce tarif peut encore être négocié avec l'équipe du 104 qui est prête à consentir une légère réduction, mais il est préférable, à ce stade, me semble-t-il, de maintenir à leur niveau les tarifs de location de l'établissement, car l'objectif de 30 % de ressources propres est difficile à atteindre.

Comme je le disais hier, la question de la politique tarifaire du 104 pourra bien sûr être réexaminée dans un an - je le disais à la présidente FOURNIER - après le bilan de la première saison d'ouverture.

Pour toutes ces raisons, le vœu de Ian BROSSAT et des élus communistes me semble un peu prématuré.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GAREL, pour une explication de vote sur le vœu n° 46 ?

Je vous rappelle que le temps de parole est limité à une minute.

M. Sylvain GAREL. - Je ne le dépasserai pas.

Simplement pour dire que nous allons bien sûr voter ce vœu et que je suis un peu surpris des explications avancées par l'adjoint à la culture, parce que d'abord, vous parlez de prix hors taxes, mais le festival va payer toutes taxes, donc ce sont plus de 14.000 euros qu'il devra débourser, alors qu'on lui donne 8.000 euros de subvention, ce qui est complètement absurde.

Deuxièmement, les petites maisons d'édition qui sortent des livres d'écologie payent un tarif tout à fait limité pour pouvoir avoir des stands ; on n'est pas là dans une démarche commerciale ; il faut savoir que ces petits éditeurs ont bien du mal à gagner de l'argent et que s'ils sont là, c'est parce que les tarifs sont extrêmement bas. Ce n'est pas un salon des livres de cuisine, comme le disait ma collègue Danielle FOURNIER.

Je crois vraiment que l'on a atteint l'absurdité, c'est-à-dire que les contribuables parisiens ont payé fort cher, mais c'est tout à fait normal, la rénovation du 104. On donne des subventions tout à fait légitimes, et je suis satisfait de voir qu'elles ont doublé par rapport à l'année dernière, à une association qui fait un travail remarquable, mais par le prix de location de cette salle qui a été financée par les contribuables, cette association se retrouve en difficulté financière. On est là dans l'absurdité totale.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GIRARD, l'avis de l'Exécutif ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Prématuré !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Donc vous émettez un avis défavorable, si je comprends bien ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, rapporteur. - Avis défavorable, parce que je trouve la proposition prématurée.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ? 19 voix.

Contre ? 28 voix.

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 305 - DEVE 149.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 305 - DEVE 149).

2008, DAC 454 - SGRI 20 - Signature de deux conventions pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 40.000 euros et d'une subvention d'équipement de 20.000 euros à l'association "Maison d'Europe et d'Orient" (12e).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DAC 454 - SGRI 20.

Ce projet de délibération est relatif à la signature de deux conventions pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 40.000 euros et d'une subvention d'équipement de 20.000 euros à l'association "Maison d'Europe et d'Orient", située dans le 12e arrondissement.

La parole est à Mme Danielle FOURNIER pour le groupe "Les Verts".

Mme Danielle FOURNIER. - Je voudrais me féliciter de cette subvention pour cette association qui a créé un Festival consacré aux cultures de l'Europe orientale, dont on parle souvent dans un contexte politique, mais peu en tant que culture et proposition artistique.

L'objectif de ce lieu et de ce festival est de faire connaître des cultures souvent très méconnues d'Albanie, de Macédoine, du Kosovo, des Balkans jusqu'au Caucase, et de promouvoir à travers le livre et le théâtre des créations indépendantes.

Je voudrais saluer le fait qu'elle bénéficie d'une subvention de fonctionnement et d'équipement qui, très certainement, va la rendre encore plus efficace.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Il y a trois co-rapporteurs pour ce projet de délibération. M. GIRARD, M. SCHAPIRA et Mme BOISTARD mais peut-être que M. GIRARD souhaite répondre ?

M. Christophe GIRARD, adjoint, au nom de la 9e Commission. - Je suis très content de répondre. Je suis très attaché à ce lieu. Il se trouve que dans ma jeunesse je passais beaucoup de temps dans le Caucase, en particulier en Géorgie, et en effet c'est un lieu où ces cultures parfois mal comprises ou malmenées peuvent s'exprimer et être connues des Parisiens.

Particulièrement sensible à la qualité des activités menées par ce lieu, la Ville de Paris soutient depuis 2002 l'association. Cette année, à nouveau, la Ville de Paris apporte un soutien significatif à la Maison d'Europe et d'Orient en attribuant au titre du fonctionnement une aide globale de 40.000 euros, dont 32.000 euros au titre de la culture et 8.000 au titre des relations internationales et de la francophonie.

Une subvention d'équipement de 20.000 euros sera par ailleurs allouée pour permettre à l'association de terminer l'aménagement du local et de parfaire son installation informatique. J'avais effectué une visite intéressante avec Michèle BLUMENTHAL, la maire du 12e arrondissement, qui elle-même est très attachée avec son conseil municipal à ce lieu.

Les manifestations et les actions organisées par la Maison d'Europe et d'Orient connaissent un succès populaire et vraiment croissant. Pour mener à bien ces missions et permettre de mieux accueillir le public, l'association souhaite pouvoir s'installer dans l'ancienne école provisoire rue Gabriel Lamé. La rue porte bien son nom ! Ce relogement lui permettrait par ailleurs de mettre en œuvre son projet de développement d'un pôle culturel européen, en partenariat avec de nombreuses structures. Le site de la rue Gabriel Lamé accueille actuellement le Centre d'information et d'orientation des 11e et 12e arrondissements, le Centre parisien de ressources sur le handicap de la DASCO et un comptoir de prêt de livres mis en place dans l'attente de la réouverture de la bibliothèque Picpus actuellement en cours de travaux de rénovation et de restructuration.

Sans présager de l'utilisation à venir des locaux de l'ancienne école, décision qui doit relever d'une analyse plus approfondie de la Direction des Affaires scolaires et de la Direction des Affaires culturelles et d'une discussion avec la mairie du 12e arrondissement, Mme BLUMENTHAL et son Conseil d'arrondissement, la Ville de Paris entend rester attentive aux offres d'installation qui pourraient être proposées à la Maison d'Europe et d'Orient.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mme BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement, a demandé la parole.

Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement. - Tout à fait d'accord pour la subvention à la Maison d'Europe et d'Orient. En ce qui concerne la localisation et le déménagement de la Maison d'Europe et d'Orient, je pense qu'il est important de réfléchir sur la destinée de l'école Gabriel Lamé, dans la mesure où il y a déjà un projet défini qui correspond aux attentes du quartier de Bercy, qui nous est cher à tous.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Merci pour toutes ces précisions. Je précise également qu'en tant qu'élu du 12e arrondissement, j'apprécie énormément le travail effectué par cette association.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DAC 454 - SGRI 20.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DAC 454 - SGRI 20).

2008, DF 65 - Communication sur le Crédit municipal de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président**. -** Nous passons à la 1ère Commission et nous examinons le projet de délibération DF 65. C'est une communication sur le Crédit municipal de Paris.

La parole est tout d'abord à Mme Geneviève BERTRAND pour le groupe Centre et Indépendants.

Mme Geneviève BERTRAND. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme chaque année, conformément à l'obligation réglementaire, le Crédit municipal de Paris fait l'objet d'une communication au Conseil de Paris. Chaque année, c'est notre Président Yves POZZO di BORGO qui se fait le plaisir, avec sa fougue habituelle, de défendre et de proposer pour le Crédit municipal de Paris de nouvelles dispositions. Il est actuellement retenu par les journées parlementaires du Nouveau Centre à Beaune, et m'a demandé d'intervenir à sa place. Mais je reprendrai bien entendu ses arguments, qui sont ceux de tout notre groupe.

Vous présentez de façon très intéressante la communication par une première phrase qui indique que "le Crédit municipal de Paris offre à nos concitoyens une solution unique aux difficultés financières que ces derniers peuvent rencontrer dans l'accès au crédit classique, en leur accordant des prêts sur gage".

La solution unique a voulu être non seulement rare et particulière mais aussi globale, c'est-à-dire en allant toucher à l'activité bancaire. C'est ainsi que, non seulement le Crédit municipal entend assumer ses missions traditionnelles de prêts sur gage, de ventes aux enchères, de conservation sécurisée d'objets d'art, mais il s'est vu adjoindre de nouvelles missions, qui sont la création en 2004 de la filiale C.M.P.-Banque pour l'élargir à des activités bancaires et en 2007, devant les limites que connaissaient cette filialisation, la mise en place d'un accord de partenariat opérationnel et financier avec la Banque postale.

A partir de trois exemples, je voudrais montrer comment cette évolution reste inachevée et incomplète à ce jour, nous semble-t-il. La première est ce qui concerne les prêts parcours résidentiels. Nous avons voté hier, en Conseil de Paris, un prêt à taux zéro pour aider les Parisiens qui vivent en logement social à accéder à la propriété. Ce prêt repose financièrement sur un partenariat entre la Direction du Logement de la Ville de Paris et des banques, sans que le Crédit municipal ait la capacité d'être le partenaire ou au moins l'un des partenaires de cette opération.

Deuxième exemple, nous avons voté, au Conseil de Paris de juillet dernier, une convention pluriannuelle de prestations avec le Crédit municipal de Paris. L'objet de cette convention était d'octroyer une dotation de 300.000 euros au Crédit municipal de Paris pour lui permettre de mettre en oeuvre un dispositif expérimental de micro crédit social personnel. Notre groupe avait apporté son soutien total à ce projet qui s'inscrit dans notre philosophie et qui correspond bien au service que le Crédit municipal devrait proposer.

Le micro crédit réussit, nous semble-t-il, l'alliance entre efficacité économique et justice sociale puisqu'il est alloué à des personnes qui s'engagent à se prendre en charge. Néanmoins, faute de moyens suffisants, le Crédit municipal de Paris n'a pas développé de services de micro crédit professionnel qui pourraient être également fort intéressants.

A court terme, nous devons veiller à ce que l'application de ce dispositif expérimental se fasse dans les meilleures conditions et à moyen, long terme, nous souhaitons que le Crédit municipal se dote de davantage de moyens pour élargir le micro crédit personnel au micro crédit professionnel.

Troisième et dernier exemple, le cas des sociétés d'économie mixte. Les S.E.M., qui contribuent au développement économique de Paris, préfèrent s'appuyer sur des banques plus grosses et plus solides pour financer leurs actions. Dans la pratique, les S.E.M. préfèrent s'associer avec ce qu'elles considèrent, à tort ou à raison, et en particulier dans le contexte actuel, comme de vrais banquiers et de vraies banques.

Il n'est pas satisfaisant, comme a déjà eu l'occasion de le dire Yves POZZO di BORGO, que la C.M.P.-Banque existe sans qu'elle soit dotée des attributions des banques classiques. Et même si le contrat avec la Banque postale est un premier pas, ce partenariat nous semble beaucoup trop limité en l'état actuel. La Banque postale ne peut pas peser et les décisions sont toujours prises dans les bureaux de l'Hôtel de Ville.

Il nous faut, en conclusion, apporter des forces neuves pour désengager l'entière responsabilité de la Ville et faire que le Crédit municipal se concentre sur son action sociale et économique en faveur des Parisiens et de Paris.

Pratiquement, nous nous interrogeons sur la place et les perspectives de développement de C.M.P.-Banque dans un monde bancaire sans cesse en phase de regroupements. La solution la plus satisfaisante ne serait-elle pas d'ouvrir plus largement le capital de C.M.P.-Banque pour le décloisonner, voire même d'aller au-delà de l'ouverture du capital en s'inspirant des exemples réussis qui existent.

Par exemple, dans certains Crédits municipaux d'autres villes, toutes couleurs politiques confondues d'ailleurs, ou à la Caisse des dépôts et consignations qui a filialisé avec succès certains secteurs d'activité avant de les privatiser progressivement. Une chose est sûre : la situation actuelle ne permet pas à la Banque postale de compter suffisamment. Finalement, malgré les changements statutaires, C.M.P.-Banque ne profite pas, nous semble-t-il, du savoir-faire de son partenaire professionnel du secteur bancaire.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je vais vous demander d'aller vers votre conclusion, Madame BERTRAND.

Mme Geneviève BERTRAND. - Pour toutes ces raisons, en conclusion, notre groupe souhaite qu'une réflexion s'engage sur l'avenir du Crédit municipal et qu'un débat pragmatique s'ouvre sur un éventuel processus de cession des activités bancaires à son partenaire. Cette cession des activités bancaires permettrait de concevoir à nouveau le Crédit municipal de Paris comme un outil unique de la politique sociale globale de notre Ville avec des moyens renforcés.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. Claude DARGENT pour le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

M. Claude DARGENT. - Chers collègues, cela a été relevé lors du Conseil d'orientation et de surveillance qui a suivi son rendu au début de ce mois : il n'y a rien de sensationnel dans le rapport de la Chambre régionale des comptes d'Ile-de-France sur le Crédit municipal de Paris.

Comme je l'ai indiqué devant son C.O.S., que je préside en délégation du Maire de Paris, je voudrais répéter ici combien je me réjouis de ce diagnostic. Cet établissement a bien trop défrayé la chronique dans le passé pour que l'on ne considère pas comme très positif que cette période soit désormais révolue, et je souhaite que le Crédit municipal fasse désormais l'actualité, non plus pour ses manquements aux règles, mais pour ses initiatives positives.

Je pense en particulier à une excellente initiative qu'évoquait Mme BERTRAND, qui a donné lieu à une délibération de notre Conseil au mois de juillet : la création d'une activité de micro crédit au service des Parisiennes et des Parisiens qui en ont bien besoin, surtout en cette période.

Lors de son précédent rapport du 5 mars 2002, en effet, la Chambre régionale avait particulièrement relevé une absence significative de respect général des règles publiques, que ce soit en matière de statut de la fonction publique, de finances publiques, du domaine ou de la commande publique, rien que cela !

Le présent rapport, daté de 2008, en témoigne : la quasi-totalité des dysfonctionnements relevés six ans plus tôt ont désormais disparu et le document le relève explicitement pour plusieurs d'entre eux. Les règles applicables à un établissement public administratif sont donc désormais mises en œuvre, enfin, au Crédit municipal de Paris.

La filialisation d'une partie des activités à C.M.P.-Banque a été un élément de cette mise aux normes de l'établissement, les dispositifs de contrôle interne ont été largement réformés, le rôle du Conseil d'orientation et de surveillance renforcé. La mise en conformité vis-à-vis des règles de passation des marchés publics est désormais complète.

Dès lors, puisque l'établissement est revenu au respect global de la réglementation, les remarques formulées par la Chambre régionale des comptes se sont portées sur les processus détaillés où elle a relevé quelques améliorations à apporter et nous les apporterons rapidement, partout où cela peut se faire. Les progrès doivent être poursuivis dans la pleine considération de la place et du rôle qui doivent être accordés au Conseil d'orientation et de surveillance et j'y veillerai personnellement. De même, le niveau de sécurité informatique n'est pas encore suffisant et il faut y travailler.

Ainsi, mis à part ces questions, les progrès de la mise en conformité vis-à-vis de la réglementation ont été considérables ces dernières années, sous l'action du C.O.S. et du directeur général de l'établissement. C'est donc à l'aune de ces progrès qu'il faut juger des améliorations restant encore à conduire.

Cela ne signifie pas pour autant que tout va très bien dans le monde enchanté du Crédit municipal, mais les problèmes que nous rencontrons désormais ne relèvent pas du registre de dysfonctionnements juridiques qui soient de la responsabilité de l'établissement.

En premier lieu, dans le contexte économique actuel, la situation du Crédit municipal et de sa filière bancaire est loin d'être confortable, vous vous en doutez. C.M.P.-Banque doit augmenter sa production. La confrontation aux marchés exige des personnels des efforts d'adaptation considérables ; ils ont fait beaucoup, il reste encore à faire.

D'autre part, les difficultés de pouvoir d'achat de nos concitoyens font qu'ils recourent de plus en plus au prêt sur gage et reculent toujours davantage la date du dégagement des biens déposés, d'où des difficultés de refinancement, surtout avec la tension actuelle sur les taux d'intérêt.

Sur un tout autre registre, il convient de conforter la situation juridique des Crédits municipaux dans ce pays. La caisse du Crédit municipal de Paris a engagé des consultations avec les pouvoirs publics dans la perspective de la modification du décret de 1936 qui régit ces institutions, en lien avec l'ensemble des autres caisses de France, avec lesquelles nous travaillons en étroite collaboration, ainsi d'ailleurs qu'avec les équivalents européens de ce que nous nommons en France les Crédits municipaux.

Enfin, avec le même large périmètre de concertation français, sinon européen, le Crédit municipal de Paris considère qu'il convient de faire évoluer le code de la consommation. Il faut en effet absolument éviter que les évolutions jurisprudentielles puissent conduire à ce que les dispositifs de la loi sur le surendettement soient appliqués sans nuances aux Crédits municipaux ; il est indispensable de prendre en compte la spécificité du prêt sur gage.

On le voit en conclusion, chers collègues, les chantiers ne manquent pas, mais aux yeux de la majorité de notre Conseil, la fonction d'une institution comme le Crédit municipal, à savoir offrir des possibilités de financement aux catégories sociales les plus défavorisées, légitime largement que nous ne ménagions pas nos efforts, chers collègues, nous y sommes résolus.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. BROSSAT pour le groupe communiste.

M. Ian BROSSAT. - Monsieur le Maire, chers collègues, au vu des éléments qui nous été transmis, le Crédit Municipal se porte bien, mais ses comptes laissent aussi entrevoir que les Parisiens, pour certains d'entre eux, se portent mal, puisqu'il y a près de 20 % d'augmentation des prêts sur gage l'an dernier, voilà un fait qui doit nous inquiéter.

Nous l'avons décidé en juillet dernier : le Crédit municipal va se lancer, dès cette rentrée, dans de nouveaux prêts en micro crédit à ceux que le système bancaire rejette. C'est aussi, je crois, l'honneur de notre Municipalité d'utiliser cet outil pour répondre du mieux possible à la souffrance et aux besoins exprimés par un nombre croissant de Parisiens. Sans doute nous faudra t-il aussi réfléchir à d'autres moyens qui permettront aux Parisiens de faire face aux difficultés économiques qui s'annoncent, avec une faible croissance et une hausse du chômage et de l'exclusion.

Par ailleurs, j'entendais en Commission des finances une droite qui décidément ne doute de rien et surtout ne craint pas le ridicule, réclamer un transfert au privé de la filiale C.M.P.-Banque au motif qu'il faudrait être un professionnel de la banque pour gérer ce niveau d'activité désormais substantiel. Au moment où le monde entier s'inquiète de la stabilité du système monétaire et financier, au moment où les Etats déversent par milliers de milliards les béquilles nécessaires à la survie de quelques banques, je trouve que cela a quelque chose d'assez savoureux en ce moment et je remercie le groupe Nouveau Centre de m'avoir fourni ce plaisir ce matin.

Alors, je le dis, l'ambition de Paris pour le Crédit municipal doit être envisagée sous l'angle d'une meilleure réponse aux besoins qui s'expriment et non pas, évidemment, cet empressement à se débarrasser d'un outil bancaire essentiel pour Paris et les Parisiens.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - La parole est à M. LEGARET, pour le groupe U.M.P.P.A.

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - Je voulais d'abord remercier M. DARGENT qui m'a cité. J'assume en effet ce que j'ai dit lors du C.O.S. : il n'y a rien de sensationnel dans ce rapport de la Chambre régionale des comptes et ceux qui sont amateurs de croustillant en seront pour leurs frais.

Mais M. DARGENT n'a pas dû bien lire l'intitulé du rapport de la Chambre régionale des comptes, puisqu'il y a une information tout à fait essentielle que je lui rappelle : la période sous revue concerne les exercices 1999 à 2006. Cela veut dire, en clair, que tout ce qui a été dit par les uns et les autres sur la période avant 2001 et la période après 2001 doit être relativisé.

Je le dis nettement ; en tout cas, c'est le commentaire de la Chambre régionale des comptes, qui n'a relevé aucune illégalité. Quand M. DARGENT parle de manquements aux règles, il faudrait qu'il nous précise lesquelles, et en tout cas, ce sont des commentaires qu'il n'a pas trouvés dans le rapport de la Chambre régionale des comptes sur la période antérieure à 2001.

Le Crédit municipal de Paris n'a pas été épargné, c'est vrai, puisque trois contrôles de la commission bancaire en 2000, 2002 et 2004, c'est beaucoup… plus un audit de la recette générale des finances et des déclarations de soupçons à TRACFIN : sur les cinq dossiers qui ont donné lieu à des suites judiciaires, trois ne sont pas encore classés.

Je voudrais revenir d'un mot sur ce qui a été l'évolution essentielle de l'activité du Crédit Municipal de Paris au cours de ces dernières années, à savoir la décision de filialiser l'activité bancaire. Le Crédit municipal de Paris est loin d'avoir été pionnier, bien d'autres Crédits municipaux de France l'ont fait avant lui. La Chambre régionale des Comptes rappelle assez opportunément que ce processus de filialisation avait été lancé au premier semestre 2000.

Je voudrais mentionner le fait que, lorsque cette démarche avait été entreprise, le Conseil de Paris avait délibéré sur une procédure totalement transparente d'appel d'offres qui avait désignée un établissement bancaire.

C'est cet établissement bancaire spécialisé qui, après avoir fait une large consultation, avait retenu la candidature du Crédit familial de Paris et d'Ile-de-France, filiale du groupe M.M.A.

Le Maire de Paris, après 2001, avait décidé d'interrompre ce processus et de laisser en quelque sorte cette filialisation en sommeil.

Finalement, en 2004 on l'a réveillée. Après un certain nombre d'évolutions sur lesquelles je passerai vite, c'est la Banque postale qui a été désignée de gré à gré et sans la moindre consultation, sans la moindre transparence dans la désignation de ce partenaire.

Je n'en dirai pas davantage parce que je n'ai jamais fait, à la différence d'un certain nombre d'élus, de commentaires, ici, dans cet hémicycle ou à l'extérieur qui puissent d'une manière quelconque porter atteinte au crédit du Crédit municipal de Paris.

Je dis que le partenariat avec la Banque Postale aujourd'hui est loin d'avoir rempli toutes les attentes que l'on pouvait avoir à l'égard de ce processus de filialisation. Il y a encore de très nombreux progrès à faire.

Je voudrais mentionner l'évolution actuelle du Crédit municipal, de la maison mère dans son rôle d'institution sociale. Ce rôle se renforce.

Le Président Ian BROSSAT vient de le dire : plus 20 % des prêts sur gage en un an. C'est beaucoup et c'est très révélateur de la situation sociale des Parisiens, c'est très révélateur de la situation économique du secteur bancaire. Tout le monde sait que beaucoup de particuliers se voient refuser par leur banque des prêts à la consommation.

Que font-ils ? Ils vont gager des objets au Crédit municipal. Il faut que nous soyons très attentifs à cette évolution parce que nous sommes dans un secteur qui connaît globalement, sur le plan planétaire, une crise des liquidités. Je crois qu'il faut que nous soyons très attentifs à la projection dans l'avenir de cette augmentation de volume des activités du Crédit municipal de Paris.

Il y a dans ce rapport simplement une mention faite sur des prêts particuliers et personnels qui ont été accordés à des commissaires-priseurs.

Je le mentionne, parce qu'étant membre du C.O.S., cet élément n'avait jamais été porté à notre connaissance. Il y a été mis un terme, c'est bien, mais voyez que la transparence n'a pas pleinement joué.

Je note aussi dans le paragraphe n° 101 du rapport que la Chambre avait déjà noté lors de son précédent rapport la sous-évaluation systématique par les commissaires-priseurs des biens remis en nantissement.

Voilà une observation qui doit nous interpeller dans la situation actuelle et compte tenu de l'augmentation du volume de cette activité de prêt sur gage.

Sur les paragraphes n° 46 à 53 du rapport de la Chambre régionale qui concernent le fonctionnement interne et notamment le rôle de l'organe délibérant qu'est le C.O.S., la Chambre régionale des Comptes recommande très explicitement le renforcement de cet organe délibérant.

En réalité, elle nous dit très clairement qu'il faut couper le cordon ombilical et il faut que la gouvernance soit directement exercée par l'organe délibérant. C'est indispensable, c'est ce que j'ai demandé lors du dernier C.O.S.

Le Président DARGENT a bien voulu donner suite à ma demande, donc je ne doute pas qu'avec le Directeur général M. Bernard CANDIARD dont je salue la compétence et la bonne volonté nous y parvenions.

Il est temps de rentrer dans un régime de croisière du Crédit municipal. Cet établissement a été sous le feu des projecteurs. En réalité, la Chambre régionale des Comptes donne aujourd'hui un éclairage apaisé sur cet établissement en relativisant tous les commentaires très abusifs que l'on a pu entendre, j'espère que c'est de bon augure pour l'avenir.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre à l'ensemble des intervenants, la parole est à M. Bernard GAUDILLÈRE.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, au nom de la 1ère Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vais répondre à chacun des intervenants et commencerai par le Président DARGENT puisque c'est lui qui préside au nom du Maire le Comité d'orientation et de surveillance du Crédit municipal.

Je trouve que tableau qu'il a fait des progrès obtenus dans la gestion du Crédit municipal depuis plusieurs années était excellent et je n'ai pas grand-chose à y rajouter.

La Chambre régionale des Comptes reconnaît elle-même au début de son rapport que la plupart des dysfonctionnements qu'elle avait constatés lors de son précédent contrôle ont été résolus.

Depuis la prise de fonction du nouveau Directeur général, en 2006, nous avons beaucoup amélioré tout le respect des normes de blanchiment, ce qui était la moindre des choses, nous avons beaucoup amélioré le provisionnement, ce qui, dans un établissement bancaire, est évidemment central. Nous avons poursuivi les efforts de modernisation engagés auparavant, notamment grâce à l'outil informatique.

Ces efforts ont porté leurs fruits, vous avez sans doute lu dans la communication du Maire que le résultat net du Crédit municipal qui était de 400.000 euros en 2006 est passé en 2007 à 1.300.000 euros.

S'agissant de C.M.P.-Banque qui avait enregistré une perte de 1.200.000 euros en 2006, le profit pour 2007 a été de 700.000 euros.

La situation est globalement saine, je constate d'ailleurs que M. LEGARET lui-même ne le conteste pas.

Mme BERTRAND a évoqué d'autres problèmes. Si j'ai bien retenu son propos, elle a fait porter ses griefs, tout en reconnaissant que l'institution fonctionnait globalement de manière correcte, sur deux points.

Premièrement, la coopération avec la Banque postale n'est pas une coopération complète. Deuxièmement, C.M.P.-Banque pourrait être une banque généraliste, c'est-à-dire dont les compétences seraient étendues à l'ensemble des actes bancaires classiques.

Sur le premier point, je ne partage pas son point de vue. La coopération avec la Banque postale fonctionne au contraire à la satisfaction des deux parties, c'est-à-dire du C.M.P. et de la Banque postale.

De quoi s'agit-il ? Nous avons souhaité éviter en 2007 de donner ou de vendre à la Banque postale une partie du capital de C.M.P.-Banque et nous avons conclu avec la Banque postale un accord de coopération commerciale qui fonctionne de manière satisfaisante.

Pour l'heure, nous n'avons pas l'intention de faire autre chose que d'améliorer le fonctionnement de cet accord.

Quant à conférer à C.M.P.-Banque une compétence de banque généraliste, Madame BERTRAND, je crois qu'il n'y faut pas songer.

Vous savez sans doute, et c'est un ancien banquier qui vous parle, que l'activité bancaire et très consommatrice de fonds propres. Lorsqu'on donne à une banque une compétence généraliste, c'est-à-dire la capacité de prêter sur n'importe quel sujet et à n'importe quel agent économique, il faut que les actionnaires de la banque suivent. Il faudrait que le C.M.P. et la Ville de Paris dotent C.M.P.-Banque de fonds propres à une hauteur très importante et il n'en est pas, à ma connaissance, question.

C.M.P.-Banque restera centrée sur une vocation sociale comme le C.M.P. lui-même, c'est-à-dire des prêts sociaux, des prêts aux associations, des prêts hypothécaires, quelques prêts de restructuration, mais il n'est pas question de lui donner une compétence de banque généraliste, et j'ajoute que la lecture des journaux tous les matins nous en dissuaderait si d'aventure nous souhaitions nous engager dans cette voie particulièrement dangereuse.

Le Président BROSSAT a évoqué quant à lui, d'une manière préoccupante que je partage, les effets de la crise économique et sociale sur les Parisiens.

Il est clair que la demande de prêts sociaux, de prêts sur gage auprès du Crédit municipal de Paris a beaucoup augmenté depuis plusieurs mois et il est à craindre qu'elle n'augmente encore dans les trimestres à venir pour des raisons évidentes liées au contexte économique et social.

Le C.M.P. est prêt à répondre à cette demande sociale et je voudrais rassurer le Président BROSSAT mais il est évident que cette pression pose des problèmes. Les problèmes sont ceux qui ont été soulignés, notamment par M. LEGARET il y a un instant, c'est le problème du refinancement, car lorsqu'on accorde des prêts, encore faut-il trouver la ressource pour octroyer ces prêts et cette ressource se trouve tout simplement sur le marché financier.

Or, il ne vous aura pas échappé que le marché financier actuel est plutôt en voie de resserrement, c'est-à-dire que le volume des crédits octroyés est plutôt orienté à la baisse pour des raisons très claires et que, par ailleurs, les taux du marché augmentent.

Quand vous avez une masse de crédits sur le marché financier qui baisse et un taux qui augmente, il est clair que le Crédit municipal qui se refinance sur ce marché est confronté à des problèmes.

Pour l'heure, ces problèmes sont résolus de manière assez facile, puisque le Crédit municipal bénéficie sur le marché d'une notation particulièrement favorable. Il est évident qu'aucune difficulté ne se profile à un horizon prévisible. Je voulais signaler que c'était un problème, que nous y réfléchissions et que nous aurons sans doute, le moment venu, à y apporter des solutions.

Il y a un deuxième problème, qui n'a été évoqué par aucun orateur, mais que je vais évoquer, qui est lié au prêt sur gage, c'est un arrêt de la Cour d'appel de Paris, dont la communication fait état d'ailleurs, et le rapport de la Chambre également, qui, en mars 2007, a décidé que lorsqu'un particulier qui avait emprunté au Crédit municipal sur gage était confronté à une situation de surendettement, il était en droit d'exiger l'effacement de sa dette et le remboursement du gage. C'est une décision d'une portée incommensurable.

Nous avons fait valoir, et quand je dis nous, ce n'est pas seulement le Crédit municipal de Paris, mais l'ensemble des Crédits municipaux de France, au Ministère de l'Economie que la confirmation de cette décision par la Cour de Cassation, devant laquelle nous nous sommes pourvus et qui n'a pas encore statué, poserait des problèmes évidents et que nous souhaitons que la règlementation soit adaptée dans un sens qui concilie les nécessités du traitement social du surendettement et la volonté des municipalités de poursuivre dans des conditions supportables l'action des Crédits municipaux.

S'agissant de M. LEGARET, je dois dire, Monsieur LEGARET, que je n'avais pas l'intention d'évoquer la gestion du Crédit municipal avant 2001, mais je crois quand même que ce que vous avez dit tout à l'heure mérite que nous y apportions quelques précisions.

Vous avez notamment interpellé le président DARGENT en lui disant : "vous avez parlé de dysfonctionnements ; en fait, je ne vois pas à quels dysfonctionnements vous faites allusion".

Je vais peut-être en citer un ou deux, si vous le permettez.

Je rappelle que lorsque vous étiez adjoint aux finances, avant 2001, la Municipalité a cru devoir nommer à la tête du Crédit municipal quelqu'un qui était sans doute d'ailleurs très honorable, un ancien fonctionnaire de police, mais qui avait le malheur de n'avoir aucune compétence bancaire, aucune compétence financière et la Banque de France a refusé à deux reprises d'avaliser cette nomination en soulignant qu'il ne lui était pas possible d'accepter la nomination de quelqu'un qui n'avait aucune compétence bancaire.

Au lieu d'obtempérer à cette mise en demeure de la Banque de France, réitérée, je le répète, au contraire, vous vous êtes pourvus en Conseil d'Etat et vous avez maintenu pendant deux ans cette personnalité à la tête du C.M.P. et lorsque nous sommes arrivées aux responsabilités en 2001, nous avons procédé à son licenciement. J'ajoute, pour l'anecdote, que son contrat était rédigé de telle sorte que nous avons été contraints de lui verser, hélas, une indemnité importante.

Voilà pour ce que je pourrais appeler un dysfonctionnement, mais peut-être n'ai-je pas la même définition que vous de ce mot.

Deuxièmement et, j'ose dire, plus sérieusement, vous avez fait approuver le 2 mars 2001, c'est-à-dire deux semaines avant le deuxième tour des élections et une semaine avant le premier tour, un projet de vente des activités hors prêts sur gage du C.M.P. à une filiale des Mutuelles du Mans.

Lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités, nous n'avions aucun préjugé sur cet accord, mais il a été analysé par l'audit d'"Arthur Andersen", que chacun d'entre vous connaît et peut consulter puisqu'il a été publié et commenté dans cette enceinte. Je voudrais quand même citer les phrases de cet audit qui ne manque pas d'intérêt : "Ce projet - c'est-à-dire le projet adopté le 2 mars - ne permet pas d'assurer que les intérêts publics ont été au minimum préservés, voire valorisés à leur juste valeur, du fait d'une probable sous-valorisation de l'activité cédée. Ainsi, le fonds de commerce a été valorisé à zéro franc - je ne fais que citer l'audit Andersen -, alors qu'un rapport d'un expert indépendant avait retenu, quelques mois auparavant, une valorisation de ces activités concurrentielles comprise entre 278 millions de francs et 400 millions de francs."

Je ne porterai pas de jugement et je ne doute pas que vous ayez pris, à ce moment-là, des décisions mûrement réfléchies, mais nous avons mis fin à cet accord que, personnellement, je qualifierai de "léonin" et nous avons préféré conclure avec la Banque postale un accord qui n'est pas un accord de cession, mais qui est un accord commercial.

Vous avez d'ailleurs dit, mais peut-être étiez-vous mal informé, qu'il n'y avait pas eu de consultation ; c'est inexact, Monsieur LEGARET, il y a eu une consultation, nous avons consulté notamment les Caisses d'épargne, qui sont une sorte de garantie d'organisme bancaire social - les Caisses d'épargne se sont retirées de la consultation et n'ont pas souhaité prendre part à ce partenariat -, et les Banques populaires qui, après examen du dossier, ont finalement renoncé. Nous avons donc conclu avec la Banque postale l'accord que vous savez.

Je conclurai, Monsieur le Maire, et je suis désolé d'avoir été un peu long, mais c'est un sujet qui ne reparaît qu'une fois par an en Conseil de Paris et il mérite donc toute notre attention, de manière très simple : le C.M.P. est un organisme social indispensable de manière générale, mais plus encore indispensable dans la crise économique et sociale que traverse notre pays, et les Parisiens peuvent compter sur la volonté de la Municipalité de le soutenir, de le gérer de la manière la plus rigoureuse possible et de faire en sorte que le Conseil de Paris, chaque année, se voit rendre des comptes rassurants sur cet institution.

Merci, Monsieur le Maire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur LEGARET, il s'agit d'une communication. Il n'y a pas de vote. Normalement, il n'y a pas de reprise de parole après la réponse de l'Exécutif.

A titre tout à fait exceptionnel, 30 secondes, mais pas plus !

M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement. - M. GAUDILLÈRE revient sur des points que j'avais évité d'évoquer, mais puisqu'il veut le faire, je voudrais simplement lui dire que la nomination du directeur général à laquelle il fait allusion, que tout le monde connaît parce qu'on en a beaucoup parlé, n'a jamais fait l'objet d'une sanction et n'a jamais été considérée comme une illégalité.

Qu'il y ait eu un avis négatif de la Commission bancaire, certes, que le Maire de Paris soit passé outre, certes, mais si la Chambre régionale des comptes, juridiction financière, considérait qu'il y avait illégalité, c'était bien le moment de le dire et ce n'est pas le cas.

Deuxième chose, Monsieur GAUDILLÈRE, vous n'ignorez pas que si ce directeur général a pu faire parler de lui, son successeur a également fait parler de lui et lui avait été nommé par l'actuel Exécutif et limogé par l'actuel Exécutif sans que l'on en ait indiqué les raisons.

Troisième chose, je voudrais simplement dire à M. GAUDILLÈRE que je ne doute pas que lorsque la Banque Postale a été désignée, bien entendu, le Crédit municipal, sous la tutelle de la Ville de Paris, avait procédé à une consultation, je dirai que c'est simplement de bon sens, mais, je le répète, cette consultation n'a pas été entourée des règles de transparence, de consultation de marché contrôlée par la Commission d'appel d'offres, comme cela avait été le cas antérieurement.

Tout ce que vous avez dit sur la sous-évaluation n'était absolument pas du ressort de l'Exécutif municipal, ni de l'adjoint chargé des finances, Monsieur GAUDILLÈRE. C'est l'établissement financier qui avait été désigné qui a procédé à ces évaluations, ce n'est pas moi. Je souhaitais rétablir la vérité, puisque vous avez mis en cause… Vous auriez peut-être pu éviter de le faire, puisque vous évoquez des points qui ne figurent pas dans le rapport de la Chambre régionale des comptes et je m'étais tenu ce matin strictement à ce qui est le contenu du rapport de la Chambre régionale des comptes, mais puisque vous voulez aller sur les bordures, je suis tout à fait prêt à être votre interlocuteur !

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je rappelle que s'agissant d'une communication, il n'y a pas de vote.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en raison des travaux d'économie d'énergie réalisés par les propriétaires privés.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons à présent aux vœux n^{os} 47 et 48 qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 47 du groupe U.M.P.P.A. est relatif à l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en raison des travaux d'économie d'énergie réalisés par les propriétaires privés.

La parole est à M. Jérôme DUBUS, pour trois minutes.

M. Jérôme DUBUS. - Ce matin, M. GAREL nous a dit que la situation environnementale mondiale était catastrophique. Alors, il est temps de montrer un certain nombre de signes dans Paris.

L'un des signes, c'est d'exonérer les propriétaires privés de la taxe foncière sur les propriétés bâties, comme le permet la loi du 30 décembre 2006 dont certaines collectivités locales ont déjà fait usage et que la Ville de Paris n'a toujours pas employée.

C'était d'ailleurs une promesse qui figurait dans le programme municipal de Bertrand DELANOË et nous attendons que vous la mettiez en place, car c'est cela qui compte pour les propriétaires privés qui veulent faire des économies d'énergie dans leur logement.

Nous demandons que vous mettiez en place, selon les modalités réglementaires de cette loi, le principe de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties au profit de propriétaires privés s'engageant à réaliser des travaux d'économie d'énergie.

Nous vous demandons également, lors du prochain Conseil municipal, de prendre une délibération en ce sens.

Je vous remercie.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GAUDILLÈRE ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je crois que ce sujet est un sujet sérieux et qui mérite donc d'être étudié avec beaucoup d'attention.

Le problème, Monsieur DUBUS, est que nous n'avons pas beaucoup de précision sur la portée pratique et notamment sur la portée fiscale et financière des engagements pris à l'occasion du Grenelle. Et que, donc, nous souhaitons que le problème que vous évoquez, qui est un vrai problème, soit réexaminé lorsque le Gouvernement et le Parlement auront pris les décisions financières qui résultent du Grenelle.

Car, pour l'heure, nous n'avons que des signaux négatifs dans ce domaine. Je rappelle, par exemple, qu'il est assez vraisemblable, d'après des déclarations émanant de milieux autorisés, que l'A.N.A.H., Association nationale d'amélioration de l'habitat, ne subventionnera plus, ou en tout cas plus en totalité, les travaux sur le développement durable.

De même, nous constatons que les exonérations de taxes foncières sur la propriété bâtie pour réalisation de ces travaux développement durable se heurtent dans les faits, pour les bailleurs sociaux, à des circulaires fiscales extrêmement restrictives. Et, à ma connaissance, le Gouvernement, sauf si vous me démentez, Monsieur DUBUS, n'a pas l'intention de prendre des circulaires fiscales plus généreuses.

Enfin, je rappelle que la baisse des aides à la pierre, qui a été, si je ne me trompe, de 7 % l'an dernier, a entraîné une baisse des subventions pour réhabilitation du parc locatif social.

Ma conclusion est assez simple. Nous restons extrêmement attachés à la mise en œuvre du Plan climat 2007, voté par votre Assemblée. Lorsque nous construisons actuellement des logements sociaux, je rappelle qu'ils sont toujours soumis à la norme Haute Qualité Environnementale, mais avant d'aller plus avant dans les dispositifs d'exonérations fiscales, nous souhaitons que le Gouvernement explique clairement ce qu'il compte mettre en termes financiers dans les engagements du Grenelle.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Si je comprends bien, l'avis de l'Exécutif est défavorable.

Monsieur DUBUS, nous avons déjà beaucoup de retard et je vous rappelle que le Règlement intérieur que nous avons adopté hier s'appliquera à partir du prochain Conseil. Donc, il n'y a pas de reprise de parole, mais à partir du prochain Conseil, vous pourrez le faire.

Est-ce que vous maintenez votre vœu ? Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Voeu déposé par M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un dégrèvement sur la cotisation de la taxe foncière pour les sociétés H.L.M.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 48 du groupe U.M.P.P.A. qui a trait à la mise en place d'un dégrèvement sur la cotisation de la taxe foncière pour les sociétés H.L.M.

La parole est à nouveau à M. Jérôme DUBUS.

M. Jérôme DUBUS. - Cela va me permettre de répondre à M. GAUDILLÈRE pour lui dire que c'est une loi sur les exonérations concernant les propriétaires privés qui date de fin 2006. C'était bien avant le Grenelle de l'Environnement, qui date de 2007, et donc vous avez eu deux ans pour mettre en place ces exonérations.

Donc, ne venez pas nous dire aujourd'hui que c'est à cause du Grenelle de l'Environnement que vous ne voulez pas mettre en place ces exonérations de taxes foncières, d'autant que c'était dans le projet de M. DELANOË.

J'en viens maintenant aux bailleurs sociaux.

La, c'est une décision du Grenelle qui est tangible. Nous avons entendu hier de la part des écologistes et des "Verts" que le Grenelle de l'Environnement ne serait qu'un théâtre. Là, nous avons une mesure tangible que vient d'annoncer le Gouvernement, qui est claire. Les bailleurs sociaux vont pouvoir bénéficier d'un taux préférentiel d'emprunt, et cela tombe bien en ce moment, de 1,9 % lorsque ces organismes H.L.M. vont améliorer la performance énergétique de leur patrimoine locatif. Je rappelle qu'il y a 170.000 logements qui sont concernés à Paris, puisque quasiment rien n'a été fait dans ce domaine et que les émissions de gaz à effet de serre viennent pour un tiers du bâti. C'est quelque chose que vous avez complètement négligé lors de la précédente mandature.

Aujourd'hui, même question : oui ou non, allez-vous mettre en place ces exonérations de taxes sur le foncier bâti concernant cette fois-ci les organismes H.L.M. et les S.E.M. ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Monsieur GAUDILLÈRE ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Puisque M. DUBUS est revenu sur le vœu n° 47, je vais y revenir aussi.

Monsieur DUBUS, vous pourriez consulter, en quittant cette séance, le site du Ministère de l'Ecologie.

Le site du Ministère de l'Ecologie indique que le texte de 2006 auquel vous faites référence va être modifié dans deux mois dans le cadre du projet de loi de finances 2009. Comment voulez-vous que nous appliquions aujourd'hui un texte qui a vocation à être modifié dans deux mois ? Ce ne serait pas logique, ce serait une politique de gribouille !

Je reviens maintenant au vœu n° 48.

M. DUBUS n'a peut-être pas très bien lu l'article 1391e du Code général des impôts, et je crois qu'il est excusable parce que les textes du Code général des impôts ne ressemblent pas vraiment à des romans policiers.

Mais il est exact que cet article institue un dégrèvement de cotisations de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les organismes d'H.L.M., à raison des travaux d'économie d'énergie.

Mais, Monsieur DUBUS, vous connaissez sans doute la différence entre un dégrèvement et un abattement ! Je suppose.

Un abattement est consenti par la collectivité territoriale, donc le Conseil de Paris où l'administration municipale a la capacité de décider et c'est d'ailleurs elle qui paye.

Un dégrèvement, en revanche, Monsieur DUBUS, est accordé par l'Etat. La collectivité territoriale n'a aucune compétence dans ce domaine. Les organismes sociaux doivent donc se référer à l'Etat. Et vous saisissez le Conseil de Paris d'un sujet qui ne le concerne pas.

Donc, je vous conseille peut-être de mieux maîtriser les procédures.

En revanche, sur le fond des choses, je maintiens que, comme je l'ai dit il y a un instant, que les nouveaux logements sociaux construits à Paris respectent la norme H.Q.E. et que, s'agissant du patrimoine plus ancien, le Plan climat de la Ville inclut - vous le savez, puisque vous l'avez voté - la mise en œuvre d'un plan stratégique, notamment en matière de travaux d'isolation.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Est-ce que vous retirez votre vœu ou vous le maintenez ?

M. Jérôme DUBUS. - Nous le maintenons, bien évidemment. Il est symbolique.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

2008, DGIC 11 - Lancement en procédure d'appel d'offres ouvert d'un accord cadre relatif à la réalisation des campagnes de communication de la Ville de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous examinions à présent le projet de délibération DGIC 11. Ce projet est relatif au lancement en procédure d'appel d'offres ouvert d'un accord cadre relatif à la réalisation des campagnes de communication de la Ville de Paris.

La parole est à M. David ALPHAND pour le groupe U.M.P.P.A. et, pour répondre, ce sera Mme Camille MONTACIÉ.

M. David ALPHAND. - Voilà un sujet qui pourrait paraître d'apparence assez technique mais qui, en réalité, a une portée très pratique et qui va nous permettre de prendre un petit peu de hauteur concernant la politique de communication de la Ville de Paris, ainsi que l'évaluation des politiques qui sont menées par la collectivité publique.

Mon intervention porte sur deux points.

Le premier point s'adresse plus particulièrement à Mme MONTACIÉ mais le second s'adressera plus particulièrement à M. GAUDILLÈRE… qui ne m'écoute pas mais qui m'écoutera tout à l'heure, je suppose !

Le premier point concerne les critères de choix pour les marchés publics. Bien évidemment, la communication, c'est une matière un petit peu souple qu'il est difficile d'évaluer, mais on peut, néanmoins, se surprendre de voir que pour 40 % du choix, on va se fixer, pour ce marché public, sur l'approche de la communication grand public. Et là, le critère est décliné sur des choses qui paraissent assez difficilement appréciables d'un point de vue objectif.

Je le cite pour mémoire: la qualité des partis pris stratégiques du candidat, au regard de la problématique municipale en matière de communication institutionnelle - c'est difficile à chiffrer ; la qualité de la démarche créative au regard des exemples fournis - la démarche créative est aussi difficile à chiffrer ; la pertinence du message recommandé au regard du thème et du public ciblé ; l'efficacité et il est précisé "force mémorisation du message" - toujours aussi difficile à chiffrer ; la créativité, aspect novateur de la création - là encore, difficile de donner une estimation très précise de la question.

Bien évidemment, il n'est pas dans notre esprit de porter une critique extrêmement dure sur ce critère. Néanmoins, il est dans notre esprit d'attirer l'attention de l'Exécutif sur la manière dont un critère peut être choisi concernant la politique de communication de la Ville. Et celui-ci nous paraît assez flou.

Le second point de mon intervention concerne plus précisément M. GAUDILLÈRE, parce qu'on passe des marchés publics concernant la communication de la Ville, et la question qui se pose bien évidemment, et on l'évoque de temps en temps lors de nos réunions à la Commission d'appels d'offres, c'est l'évaluation de la communication et des marchés publics.

Là précisément, lorsque j'étais étudiant, on me disait : c'est difficile quand on dépense 100 de savoir lesquels sont efficaces en matière de communication et ceux qui ne sont pas efficaces. En réalité, aux étudiants en communication on explique que sur 100, 50 sont efficaces et 50 sont dépensés inutilement, que ce soit par une entreprise ou une collectivité publique.

Alors, nous avons déjà évoqué la question de l'évaluation avec M. GAUDILLÈRE dans cette assemblée au cours des précédentes séances. Je sais que l'Exécutif travaille sur l'évaluation des politiques publiques et sur des indicateurs de performance. M. GAUDILLÈRE m'a déjà répondu que des indicateurs de performance seraient présentés dans la proposition budgétaire que vous nous fournirez.

Je sème à nouveau une graine, parce que nous avons de la constance dans l'effort et de la continuité dans notre réflexion, pour alerter M. GAUDILLÈRE. Il faudra également un indicateur ou plusieurs de performance de la politique de communication de la Ville de Paris à laquelle beaucoup de crédits sont consacrés.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Mme Camille MONTACIÉ pour vous répondre.

Mme Camille MONTACIÉ, adjointe, au nom de la 1ère Commission. - Je voudrais juste rappeler que l'accord-cadre est une procédure qui nous permet de choisir quatre ou cinq prestataires, parmi lesquels, pour chaque campagne sera choisi celui qui effectuera la campagne. Cet accord-cadre est prévu pour trois fois un an et le marché porte sur 897.000 euros pour trois ans.

Pour rappel, il s'agit des campagnes de communication de la Ville. Je donne un exemple des campagnes précédentes, comme par exemple la campagne "Canicule" qui a coûté 26.000 euros environ, la campagne "Incitation au vote", la campagne "Tri des déchets". Et puis, nous avons en permanence un dispositif de prévention Sida avec des campagnes moments forts qui sont incluses dans notre accord-cadre. Voilà donc le type de communication de la Ville dont parle M. ALPHAND.

Je voudrais dire qu'effectivement les critères qualitatifs adaptés à la communication ne permettent pas de mesurer exactement au point près : ce n'est pas un chantier, ce ne sont pas des matériaux, ce sont des services de communication. Nous avons le même souci quand il s'agit de faire de la formation. Nous avons des critères qui peuvent paraître non objectifs mais on travaille aussi à partir d'exemples pris à l'échelle nationale ou internationale de marchés de communication qui nous permettent à la fois d'établir une estimation et également de noter, bien sûr, les propositions des soumissionnaires.

Enfin, je voudrais dire pour l'évaluation de ces campagnes, effectivement qu'à l'heure actuelle elles ne sont pas mesurables mais elles vont sûrement l'être. Je n'en doute pas.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - M. GAUDILLÈRE va également vous répondre.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint. - Je n'ai rien à répondre sinon que j'ai recueilli pieusement la graine que M. ALPHAND a tout à l'heure déposée sur mon bureau et nous essayerons de répondre à ses préoccupations.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DGIC 11.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DGIC 11).

Voeu déposé par M. Jérôme DUBUS, Mmes Martine NAMY-CAULIER et Delphine BURKLI sur l'extension des zones touristiques en vue d'une ouverture dominicale des commerces.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Nous passons désormais en 2e Commission et nous examinons sept vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 49 du groupe U.M.P.P.A. est relatif à l'extension des zones touristiques en vue d'une ouverture dominicale de commerces.

La parole est à Mme NAMY-CAULIER.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Ce vœu est particulièrement d'actualité dans le contexte de la crise économique internationale. Nous devons être d'autant plus réactifs, nous adapter et ne pas rester sur des situations figées.

Le tourisme avec le commerce, vous n'êtes pas sans l'ignorer, sont deux secteurs fortement pourvoyeurs d'emplois : 210.000 emplois directs ou indirects dépendent du tourisme, soit plus de 20 % de la totalité des emplois parisiens.

Il existe une situation d'inégalité entre les commerces situés dans les zones touristiques et ceux qui sont au dehors. L'ouverture dominicale des commerces n'est pas satisfaisante, tant par rapport aux activités concernées qu'aux périmètres définis. La situation aujourd'hui est ubuesque au sein d'une zone classée touristique. Un exemple : un magasin qui vend des lunettes de soleil est considéré comme de loisirs, il peut ouvrir le dimanche. En revanche, si ce magasin vend aussi des lunettes de vue, il ne peut pas ouvrir le dimanche.

Nous devons lutter à armes égales avec nos concurrents que sont les grandes métropoles européennes et mondiales, qui, elles, ont fait le choix de ne pas se priver d'une telle source de richesses et d'emplois. Il suffit d'ailleurs d'aller à Londres le dimanche pour y constater le nombre important de consommateurs qui nous échappent.

Il existe une demande de la part de bon nombre de nos concitoyens qui souhaiteraient travailler le dimanche. A titre d'exemple, à commencer par les étudiants qui pourraient profiter d'un élargissement du marché de l'emploi.

La demande du côté des consommateurs est multiple et aussi, bien souvent, du côté des commerçants. La preuve en est d'ailleurs les fréquentes demandes de dérogation, soumises à notre Conseil, dont trois d'ailleurs qui vont suivre.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Maire, que nous proposons que notre Conseil valide l'idée d'engager une réflexion et de conduire une étude sur l'extension de l'ouverture dominicale des commerces le dimanche.

(Applaudissements sur les bancs du groupe U.M.P.P.A.).

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint, président. - Pour répondre au vœu, la parole est à M. Jean-Bernard BROS.

M. Jean-Bernard BROS, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Chers collègues, je vais essayer de vous répondre de façon très précise. Régulièrement, l'U.M.P.P.A. nous propose ce type de vœu. Je voudrais donc qu'une fois, pour la mandature, chacun écoute la réponse.

L'article L. 221-8-1 du Code du travail donne aux commerces "mettant à la disposition du public des biens et des services destinés à faciliter son accueil ou ses activités de détente ou de loisirs d'ordre sportifs, récréatifs ou culturels" la possibilité d'obtenir une autorisation préfectorale d'ouverture le dimanche, sous réserve d'être localisés dans une zone dite "zone touristique d'affluence exceptionnelle" dont les périmètres sont délimités par le Préfet sur demande du Conseil de Paris.

A ce jour, à Paris, sept zones touristiques d'affluence exceptionnelle ont été instituées et délimitées par trois arrêtés préfectoraux pris en 1994, 2000 et 2005, sur la base de périmètres délibérés par le Conseil de Paris. Il s'agit de la rue de Rivoli, de la place des Vosges, de la rue d'Arcole, de l'avenue des Champs-Elysées, du Viaduc des Arts, du boulevard Saint-Germain et enfin une liste de rues du quartier de la Butte Montmartre en 2005. A notre initiative, d'ailleurs.

L'extension des zones touristiques à tout Paris n'est pas en soi une idée à rejeter, bien au contraire. En raison des situations confuses que la loi actuelle, mal conçue, a entraîné. Mais l'examen des demandes d'ouverture le dimanche et des extensions pour de nouvelles rues, s'avère extrêmement délicat car la procédure est longue et complexe.

(M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, remplace M. Christophe NAJDOVSKI au fauteuil de la présidence).

Or, il se trouve que le Parlement s'apprête dans les prochaines semaines à étudier une proposition de loi sur l'ouverture des commerces le dimanche. Il serait dont inopportun que la Ville de Paris s'engage dès à présent à l'aveugle dans les démarches d'extension de zones touristiques sans connaître les principes de la prochaine loi en termes de périmètre.

Elle reste au contraire très vigilante sur un sujet particulièrement sensible pour l'équilibre socio-économique de la cité, pour l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, pour la qualité des rapports entre partenaires sociaux, par conséquent il est proposé par l'Exécutif municipal de rejeter ce vœu.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame, vous souhaitez réellement reprendre la parole ?

Et bien dans ce cas, elle vous est donnée.

Mme Martine NAMY-CAULIER. - Je souhaite insister sur le fait qu'il s'agit d'une étude et seulement d'une étude, et qu'il est fort dommage de ne pas se joindre à une étude soutenue par les chambres consulaires et l'ensemble des acteurs économiques de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Voeu déposé par Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif au renouvellement des délégations de service public concernant la gestion des marchés alimentaires découverts.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 50 du groupe Centre et Indépendants a trait au renouvellement des délégations de service public concernant la gestion des marchés alimentaires découverts.

La parole est à Mme Valérie SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, au nom du groupe Centre et Indépendants je veux souligner une nouvelle fois notre intérêt pour les marchés parisiens et tout spécialement pour le dossier de renouvellement des délégations de service public relatif à la gestion des marchés découverts.

Quatre concessionnaires se partageaient Paris depuis six ans, ils seront désormais trois. L'essentiel de mes interrogations a été levé par Mme COHEN-SOLAL lors des travaux de la 2e Commission, notamment sur les obligations encore plus strictes qui pèseront à l'avenir sur les concessionnaires, concernant la propreté, la sécurité, l'accessibilité mais aussi le respect des commerçants.

Comme vous me l'avez proposé, je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir certains éléments complémentaires de ce dossier comme le nouveau cahier des charges. Aussi, je retire mon vœu ce matin.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Mme COHEN-SOLAL souhaite-t-elle prendre la parole ?

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Pas vraiment parce que nous avons pas mal discuté avec Mme SACHS en 2e Commission, commission qui sert à mener de premiers échanges, et je la remercie de l'intérêt qu'elle porte à cette D.S.P. des marchés découverts.

Nous continuons à travailler ensemble et les documents que l'on peut lui passer lui seront naturellement communiqués sans aucun problème.

Voeu déposé par Mme Lyne COHEN-SOLAL et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au devenir de l'activité d'artisanat d'art située au 187, rue Saint-Jacques (5e).
Voeu déposé par M. Jean TIBERI, Mme Chantal BACH, M. Christian SAINT-ETIENNE et les élus du groupe U.M.P.P.A. et du Centre et Indépendants, relatif au devenir de l'atelier Georges Leblanc situé 187, rue Saint-Jacques (5e).
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous propose maintenant d'examiner conjointement trois vœux relatifs à l'atelier d'artisanat d'art situé 187, rue Saint-Jacques dans le 5e arrondissement : le vœu n° 51 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, le vœu n° 52 des groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants et le vœu n° 52 bis de l'Exécutif.

La parole est à Mme COHEN-SOLAL.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je voulais juste faire prendre conscience aux Conseillers de Paris qu'au 187, rue Saint-Jacques existe un atelier d'impression en taille douce qui s'appelle "L'Atelier de l'Ermitage" et qui reste un repère historique et culturel important de l'histoire de l'imprimerie et de l'édition française.

La rue Saint-Jacques était la colonne vertébrale du quartier latin depuis le XVe siècle, la rue des Imprimeurs.

Cet atelier est le plus ancien de France, il est le témoin d'une partie des plus beaux projets édités à Paris par des artistes comme Pissaro, Degas, Cassatt, Manet, Rodin, Matisse, Villon, De Staël, Vieira da Silva plus près de nous, etc.

L'homme qui y travaille avec beaucoup d'ardeur depuis plusieurs années s'appelle Pierre LALLIER. C'est l'unique artisan du 5e arrondissement qui a reçu le titre de maître d'art du Ministère de la Culture.

Il vient de recevoir malheureusement un congé avec refus de renouvellement de son bail pour le 31 décembre 2008.

Nous avons beaucoup agi pour que M. LALLIER puisse être protégé dans ce lieu et que ce lieu puisse continuer à vivre en restant un lieu d'activité économique et d'artisanat d'art pour la gravure, l'estampe et l'imprimerie qui ont un avenir à Paris et pour lesquels beaucoup de jeunes artisans et d'artistes continuent à travailler.

Nous voudrions que le 187, rue Saint-Jacques reste un lieu vivant et que l'on puisse parler de l'avenir de ce lieu qui a une longue histoire.

J'avais déposé ce vœu au Conseil du 5e arrondissement qui a, sur le principe, adopté ce vœu à l'unanimité. Je regrette simplement que, par un petit débat dérisoire dont le Conseil de Paris n'a pas à être témoin, ce voeu n'ait pas été repris comme nous l'avons voté, c'est pour cela que j'ai redéposé un vœu à titre personnel et j'espère que le Conseil de Paris pourra le voter aussi à l'unanimité.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

La parole est à M. TIBERI.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Les choses ne se sont pas passées de cette manière mais le résultat, et c'est l'essentiel, est un accord unanime au Conseil avec des modifications des positions des uns et des autres.

Ce n'est pas le voeu tel qu'il avait été présenté qui a été adopté mais c'est un vœu unanime. Lors de ce Conseil d'arrondissement, un voeu avait été déposé par Mme COHEN-SOLAL sur le Val de Grâce, qui a été très opportunément retiré car il ne répondait à aucune réalité physique et matérielle.

Il n'y a ni caserne ni logements d'officiers au Val de Grâce. Il faudrait vérifier les choses avant de les déposer.

Pour en revenir à cela, il est vrai qu'il y a un atelier de grande qualité. Beaucoup de personnes sont intervenues, Mme COHEN-SOLAL nous a dit l'avoir fait bien volontiers.

Je suis intervenu moi-même auprès du Ministère pour le classement et nous avons demandé qu'éventuellement la Ville puisse exercer son droit de préemption.

Il y a un consensus général, je m'en réjouis, personne ne doit tirer la couverture à soi, tout le monde a agi dans ce sens et je me réjouis d'un accord unanime sur ce point.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Avant de donner la parole à Mme BROSSEL qui répondra au nom de l'Exécutif, je souhaitais savoir si les goupes socialiste, U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants retiraient leurs deux vœux puisqu'il existe un vœu de l'Exécutif.

M. Jean TIBERI, maire du 5e arrondissement. - Puisqu'on va à un accord, je suis tout à fait d'accord.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, adjointe. - Nous aussi.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Très bien, Madame BROSSEL, vous avez la parole.

Mme Colombe BROSSEL, adjointe. - Soucieuse d'apaiser la polémique naissante et surtout de me saisir de cette occasion historique de consensus, je remercie Lyne COHEN-SOLAL et Jean TIBÉRI, comme l'ensemble du Conseil du 5e arrondissement, qui ont permis de mettre en lumière cette situation.

Je vous propose donc que le vœu de l'Exécutif porte sur les points suivants : l'Exécutif municipal propose que le Maire de Paris saisisse à nouveau la Ministre de la Culture pour une inscription à l'Inventaire supplémentaire des Monuments historiques et également que la Ville de Paris prenne les dispositions nécessaires en étudiant notamment les conditions d'exercice du droit de préemption en cas de vente.

Je vous laisse lire la suite et vous remercie pour le retrait de vos vœux.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 159).

Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au Wifi dans certains établissements de la Ville et au dialogue social déposé par les éluEs du groupe "Les Verts".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le voeu n° 53 émanant du groupe "Les Verts" a trait aux bornes Wifi dans des lieux et établissements municipaux.

La parole est à M. CONTASSOT.

M. Yves CONTASSOT. - La question du Wifi est d'une certaine manière aussi complexe mais à bien des égards comparable à celle de la téléphonie mobile.

On ne va pas rentrer dans des détails techniques mais on est dans des problématiques tout à fait similaires. Il serait donc tout à fait dommage que la Mairie de Paris reprenne, ce n'est pas le cas, le même comportement que les opérateurs de téléphonie mobile vis-à-vis des personnes qui se plaignent des champs électromagnétiques émis par les antennes Wifi.

Je voudrais rappeler que lors de la négociation sur la charte de la téléphonie mobile en 2002, nous avons entendu les pires choses de la part des opérateurs de téléphonie mobile.

Les élus qui se préoccupaient des personnes en souffrance, je vois que Christian SAUTTER est là, il a participé avec Alain LHOSTIS et moi-même à ces négociations, étions traités ni plus ni moins d'obscurantistes quand nous disions qu'il y avait de réels problèmes.

Nous avons expliqué aux opérateurs de téléphonie mobile que les souffrances, quelles qu'en soient les causes, ne pouvaient être traitées par le mépris.

Les opérateurs, après de longues discussions, ont fini par l'admettre. Ils ont accepté le principe de la charte et d'une commission de concertation.

Il nous paraît donc tout à fait normal que nous reprenions en matière de Wifi les mêmes méthodes pour arriver au même résultat, qu'on arrête de dire qu'il n'y a pas une maladie du Wifi comme s'il y avait une maladie de la téléphonie mobile, et pourtant, il y a bien une charte.

Que l'on arrête de traiter avec condescendance des personnes ou leurs représentants syndicaux et que l'on se mette autour d'une table, que l'on accepte d'avoir des experts, comme cela a été admis de la part des opérateurs de téléphonie mobile. Je crois que toute la ville a à y gagner, faute de quoi, nous irons au-devant de difficultés. Je rappelle d'ailleurs que le Parlement européen vient de voter en la matière de nouvelles recommandations et une demande extrêmement forte à la commission européenne de revoir la législation dans ce domaine.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Je voudrais d'abord rappeler les faits qui concernent ce dossier du Wifi.

La Ville de Paris a développé l'accès au Wifi. Nous avons effectivement équipé 250 lieux municipaux, jardins, mairies, bibliothèques, ou encore musées de la Ville avec une technologie tout à fait identique à celle mise en place dans d'autres lieux du territoire parisien ou français, comme les gares, les universités, les aéroports, et même les foyers des particuliers.

Des personnels de 4 bibliothèques sur 59 équipées de bornes Wifi se sont plaints de maux de tête ou de nausées. Suite à la demande des organisations syndicales, et dans le cadre d'une réunion du Comité d'hygiène et de sécurité des Affaires culturelles, il a été décidé de débrancher les bornes Wifi des quatre bibliothèques et de procéder à des mesures de niveau de champs électromagnétiques. Un C.H.S. a été convoqué le 16 septembre, mais malheureusement, il n'a pas pu se réunir. Quelques commentaires par rapport à cette situation et surtout à ce qu'a dit Yves CONTASSOT.

Premièrement, il est clair que la santé au travail des agents de la Ville est une préoccupation majeure de la Municipalité ; nous n'avons aucun mépris ni aucune condescendance vis-à-vis des souffrances qui peuvent s'exprimer. Les souffrances des agents, en l'occurrence, ont été particulièrement prises en considération dans la mesure où les bornes Wifi ont été provisoirement débranchées dans les équipements incriminés, dans l'attente des mesures. Les agents ont suivi des visites médicales de façon à avoir un dialogue avec eux sur les maux qu'ils ressentaient.

Deuxièmement, ce projet a fait l'objet de multiples échanges au sein de la Direction des Affaires culturelles et au niveau central de la Ville, avec communication de l'ensemble des pièces du dossier, la totalité des résultats des mesures et de nombreuses visites pour écouter les utilisateurs eux-mêmes. Le dialogue et les contacts ont été ainsi permanents depuis plus d'un an et ont donné lieu à un travail tant technique que d'écoute particulièrement attentif.

Troisièmement, et c'est une évidence : il suffit de lire les textes ; il va de soi qu'aucun terme péjoratif à l'égard des agents ne ressort des communiqués et textes diffusés par la Mairie de Paris.

Enfin, je voudrais dire que les résultats des mesures dans les bibliothèques concernées ont démontré que les niveaux des champs électromagnétiques étaient de 80 à 400 fois inférieurs au seuil le plus bas fixé par le décret du 3 mai 2002 pour l'ensemble des gammes des champs électromagnétiques et pour 1.000 fois inférieur au seuil déterminé pour la bande de fréquences Wifi.

Pour autant, il est clair que nous sommes devant des questions complexes, et vous savez que la Ville va ouvrir une conférence citoyenne au printemps 2009 où tous les points de vue pourront pleinement s'exprimer. Ce débat public, "Ondes ", permettra, conformément au vœu adopté par cette Assemblée le 16 juin dernier, de placer cette réflexion à la bonne échelle, à savoir celle du débat de société.

Aussi, j'espère que je vous ai convaincu à la lumière de ces éléments qu'il n'y a pas de négligence, de condescendance, que les souffrances sont bien prises en compte et qu'il n'y a pas de refus du dialogue social. En conséquence, je propose au groupe "Les Verts" de retirer ce vœu. Sinon j'émets évidemment un avis négatif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Monsieur CONTASSOT, le groupe "Les Verts" retire t-il son vœu ?

M. Yves CONTASSOT. - Je ne comprends pas très bien en quoi la création d'une structure de concertation vous gêne. Je ne comprends pas en quoi la reprise du dialogue sans a priori vous gêne, sauf à dire, effectivement, que vous n'êtes pas d'accord avec le contenu.

Je le maintiens, parce que pour nous, c'est une évidence qu'il faut aller vers le dialogue et la concertation.

Je ne sais pas ce qu'il y a de choquant dans ce vœu.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Avant de mettre ce vœu aux voix, je donne la parole à Mme BECKER, qui souhaitait donner une explication de vote au nom du groupe communiste.

Mme Emmanuelle BECKER. - Les bornes d'accès sans fil à l'Internet installées pour le service Paris Wifi ont des caractéristiques techniques identiques à celles utilisées par les particuliers. Elles répondent aux exigences du décret n° 2002-775 du 3 mai 2002, relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisant les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

L'Organisation mondiale de la Santé a publié en mai 2006 un aide-mémoire intitulé "Champs électromagnétiques et santé publique", qui concerne notamment le Wifi. Dans ce document officiel, l'O.M.S. rappelle que compte tenu des très faibles niveaux d'exposition et des résultats des travaux de recherche obtenus à ce jour, il n'existe aucun élément scientifique probant confirmant d'éventuels effets nocifs des stations de base et des réseaux sans fil pour la santé.

Les résultats d'une étude récente démontrent que les émissions des ondes des bornes pour le Paris Wifi sont 100 à 200 fois inférieures au seuil tolérable.

J'entends et prends en compte les inquiétudes des personnels de la Ville et leurs craintes et je pense qu'un besoin de concertation est nécessaire. Je rappelle d'ailleurs que nous nous sommes engagés, lors du Conseil de Paris de juillet, à organiser une conférence citoyenne consacrée au thème des ondes électromagnétiques.

J'espère que tous les acteurs de la Ville concernés, ainsi que les spécialistes seront présents afin de débattre intelligemment, sans a priori, en ayant toutes les données correctes en main.

Le groupe communiste s'abstiendra donc sur ce vœu.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux médiathèques et bibliothèques de la Ville de Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 54, déposé par le groupe "Les Verts", et le vœu n° 54 bis, de l'Exécutif, sont relatifs aux médiathèques et bibliothèques de la Ville de Paris.

La parole est à Mme la Présidente FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - C'est souvent par le livre que l'on commence à accéder à la culture, qu'il s'agisse de la connaissance du passé ou de la connaissance des autres pays. C'est pourquoi nous soutenons l'action entreprise par la Ville de Paris depuis 2001, à la fois d'ouverture et de rénovation des bibliothèques et des médiathèques.

Cependant, nous constatons que l'effort consenti pour le bâti n'est pas soutenu par une politique d'accompagnement des publics, c'est-à-dire de recrutement en nombre suffisant de personnel permanent et qualifié.

C'est pourquoi ce vœu est en deux propositions.

La première demande de considérer avec attention la question des effectifs et de l'organisation du travail dans les bibliothèques et médiathèques municipales. La seconde se tourne vers l'avenir et demande que cela soit traduit dans le budget 2009 pour que des emplois soient créés.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour répondre, la parole est à Mme Maïté ERRECART.

Mme Maïté ERRECART, adjointe. - Mme FOURNIER vient en fait de reprendre les attendus du voeu de l'Exécutif. Je ne peux donc que souscrire à ce qu'elle a dit. Il s'agit pour nous d'avoir une politique ambitieuse d'accès à la culture pour tous en ce qui concerne les bibliothèques, d'ouvrir de nouveaux lieux, de rénover les lieux existants, d'adopter une Charte d'accueil des usagers. Nous avons d'ailleurs de très bons résultats sur ces ouvertures, et notamment sur l'ouverture dominicale de la médiathèque Yourcenar, puisque nous avons plus de 1.600 visiteurs et usagers qui fréquentent ce lieu chaque dimanche.

S'agissant de cet équipement, vous savez sans doute que nous avons quelques difficultés, car le dispositif initialement mis en place se trouve confronté à une difficulté liée à cette importante fréquentation. En relation avec le personnel en place, nous essayons d'y remédier ; nous avons réalisé des recrutements, affecté un nouveau responsable qui repense l'organisation.

Nous avons l'objectif d'assurer à l'ensemble des établissements de la Ville un service public de qualité aux usagers par un personnel compétent et je vous demande donc d'adopter le vœu de l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je me tourne maintenant vers le groupe "Les Verts" pour savoir s'il maintient son vœu malgré les explications de Mme ERRECART ?

Mme Danielle FOURNIER. - Nous voterons le vœu n° 54 bis. Le n° 54 n'a plus lieu d'être.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 54 étant retiré, je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 160).

2008, DASCO 79 - Signature d'une convention avec la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP) pour l'attribution d'une subvention pour le programme de bourses de recherche de la Ville de Paris. - Montant : 1.500.000 euros.
Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DASCO 79 sur lequel le groupe "Centre et Indépendants" a déposé l'amendement n° 55 et le vœu n° 56. Il s'agit de la signature d'une convention avec la Cité Internationale Universitaire de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le programme de Bourses de recherche de la Ville, pour un montant de 1.500.000 euros.

La parole est à Mme Valérie SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Le groupe Centre et Indépendants soutient l'initiative de la Ville de Paris d'encourager l'accueil des chercheurs étrangers et le doublement du budget consacré.

J'avais retiré mon amendement relatif à la délibération DASCO 79 à l'issue des explications de Jean-Louis MISSIKA en 2e Commission, mais, au nom de mon groupe, j'ai souhaité interroger M. le Préfet - que je ne vois pas - sur les garanties que l'Etat français souhaite ou peut donner aux volontaires pour leur garantir une délivrance automatique de leur titre de séjour. Une directive européenne est en projet et doit être adoptée définitivement en novembre.

Il s'agit de combler notre déficit de compétitivité et d'encourager l'élite internationale non européenne diplômée à s'installer quelques années en Europe.

Ce projet se nomme "Blue Card", en référence à la Green Card, et permettrait la liberté de circulation sur l'ensemble du territoire européen. Elle s'étendrait aussi à la famille du chercheur et donnerait un accès à l'emploi au conjoint.

Néanmoins, et cela est parfaitement dans l'esprit de l'Union européenne, l'Etat national conservera la main.

Aussi, je vous remercie de me dire comment l'Etat français envisage la transposition et comment gère-t-on aujourd'hui la situation des chercheurs non européens ?

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vais, pour vous répondre, donner d'abord la parole à M. Jean-Louis MISSIKA et ensuite à M. le représentant du Préfet de police.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Je remercie Mme SACHS d'avoir retiré à la fois, si j'ai bien compris, sa proposition d'amendement et son vœu. Je remercie également le groupe Centre et Indépendants de son soutien au programme de recherche de la Ville de Paris.

J'en profite pour signaler qu'au budget supplémentaire, nous avons décidé de doubler le montant de ce programme de recherche, qui est passé à 1.500.000 euros.

Je suis sur la même ligne que Mme SACHS concernant l'obtention automatique de permis de séjour pour les chercheurs et leur famille, dans la mesure où ils sont accueillis par un laboratoire à Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - La parole est à M. VEDEL.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Les étudiants et chercheurs étrangers qui viennent à Paris dans le cadre d'un projet scientifique font déjà l'objet d'un accueil spécifique de la Préfecture de police. Cet accueil facilite et personnalise les dimensions de la politique du Ministère de l'Immigration d'accueil des chercheurs et des scientifiques, sous le label "compétences et talents".

Une convention signée entre l'organisme d'accueil, le chercheur étranger et la Préfecture facilite la mise en œuvre de leur démarche. Ainsi, le chercheur peut obtenir plus rapidement auprès des autorités consulaires françaises dans son pays d'origine un visa de long séjour scientifique.

Dès son arrivée à Paris, l'organisme d'accueil adresse directement le dossier, ce qui fait qu'il n'a qu'une seule démarche à accomplir et un seul déplacement à la Préfecture de police pour recueillir son récépissé. Il peut même d'ailleurs, à cet effet, se faire représenter. Et il retire son titre de séjour lors de la visite médicale.

Naturellement, la Préfecture de police étendra le bénéfice de ce dispositif à tous les chercheurs doctorants ou post-doctorants qui sont domiciliés à Paris et qui bénéficieront du programme de recherche de la Ville de Paris.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Si j'ai bien compris, l'amendement et le vœu sont retirés tous deux ? Nous sommes bien d'accord ? Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 79.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DASCO 79).

2008, DDEE 189 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer l'avenant 2008 à la convention pluriannuelle de partenariat 2006-2008 entre la Ville et l'association Réseau 2000 (19e) animant des espaces publics numériques. - Subvention de fonctionnement. - Montant : 55.000 euros.
Voeu déposé par le groupe communiste relatif à l'association "Réseau 2000".
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DDEE 189 sur l'autorisation à M. le Maire de Paris de signer l'avenant 2008 à la convention pluriannuelle de partenariat 2006-2008 entre la Ville et l'association "Réseau 2000" animant des espaces publics numériques ; subvention d'un montant de 55.000 euros.

Le groupe communiste a déposé le vœu n° 57 et l'Exécutif le vœu n° 57 bis.

La parole est à Mme BECKER.

Mme Emmanuelle BECKER. - Merci.

Considérant que le projet associatif "Réseau 2000", ancré dans les 18e et 19e arrondissements, mène une action de démocratisation de l'accès à Internet et aux savoirs qui y sont liés, imagine et anime des pôles multimédia tournés vers l'insertion professionnelle et sociale et l'accompagnement de projets,

Considérant que, depuis sa création, l'association "Réseau 2000" a permis à 20.000 Parisiens et Parisiennes résidents des quartiers "politique de la ville" de bénéficier d'initiations aux nouvelles technologies et d'accompagnement vers la société de l'information, qu'elle a permis à 200 personnes de trouver un emploi durable grâce à ses activités d'insertion innovantes, qu'elle a formé 5.000 artisans et commerçants dans le cadre d'un partenariat avec l'ECA 19e et, qu'en outre, 200 structures locales (associations, espaces culturels, structures de l'économie sociale et solidaire) profitent de la promotion qui leur est faite sur la "Ville des Gens",

Considérant que la Préfecture de police a supprimé pour la deuxième année consécutive sa subvention de 130.000 euros par an,

Considérant que l'Etat, la Région et la Ville doivent envoyer un signal fort et conjoint en faveur des actions ici conduites,

Nous proposons que le Conseil de Paris demande au Maire de Paris :

- d'interpeller la Préfecture de Paris sur l'importance des actions menées par Réseau 2000, de lui demander de revenir sur sa décision de suppression des subventions allouées et d'envisager avec elle les aides exceptionnelles à apporter à l'association pour lui permettre de résoudre ses difficultés financières qui découlent de la suspension des subventions de l'Etat depuis deux ans ;

- d'interpeller aussi le Président du Conseil régional pour qu'il contribue à parité avec l'Etat et la Ville à l'apurement du passif de cette association.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Pour vous répondre, la parole est à M. Jean-Louis MISSIKA.

M. Jean-Louis MISSIKA, adjoint, au nom de la 2e Commission. - Merci, Monsieur le Maire.

Juste quelques mots pour dire que nous proposons un vœu de substitution de l'Exécutif, qui n'est pas très éloigné de celui qui nous est proposé par les élus du groupe communiste.

Je dirai simplement que la situation de cette association est extrêmement difficile à cause d'un refus de subvention de la Préfecture de Paris, que nous avons décidé de soutenir cette association qui a fait du bon travail, notamment dans le cadre de son activité dans le domaine des espaces publics numériques.

Nous avons l'intention de continuer à les soutenir sur ces activités d'espace public numérique, mais cette association a d'autres champs d'intervention. C'est la raison pour laquelle nous avons supprimé, dans le vœu de l'Exécutif, cette notion de "comblement de passif", qui nous paraît nécessaire mais qui ne peut pas engager la Ville de Paris.

Je suis donc tout à fait en ligne avec le vœu qui nous est proposé. Nous proposons simplement quelques modifications à la marge dans le vœu de l'Exécutif et nous proposons donc que le vœu du groupe des élus communistes soit retiré, au bénéfice de ce vœu de l'Exécutif.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci.

Le vœu n° 57 est-il retiré au profit du n° 57 bis, Madame BECKER ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Oui.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je vous remercie.

Dans ces conditions, je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 161).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDEE 189.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DDEE 189).

Vœu déposé par les groupes communiste et M.R.C. relatif à la privatisation de "La Poste".
Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au projet gouvernemental de privatisation de l'établissement public "La Poste".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous examinons quatre vœux qui ne se rapportent à aucun projet de délibération et qui sont numérotés de 58 à 61.

Je vous propose, dans un premier temps, d'examiner conjointement les vœux n° 58 et n° 59, relatifs au projet de privatisation de "La Poste", déposés par les groupes communiste et M.R.C. ainsi que par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés.

La parole est au président BROSSAT.

M. Ian BROSSAT. - Nous avons présenté ce vœu en commun avec le groupe du M.R.C.

Il s'agit effectivement de souligner la question de l'avenir de "La Poste". Vous savez que le Président de la République, Nicolas SARKOZY, a annoncé son intention de transformer "La Poste" en société anonyme, ce qui ouvre la voie à sa privatisation.

L'expérience montre qu'à chaque fois qu'on privatise un service public, on l'a vu, au total, c'est à la fois les usagers qui trinquent et, en même temps, les salariés de l'entreprise.

Vous savez aussi à quel point les Français sont attachés au service public de La Poste ; un récent sondage montrait que plus de 60 % d'entre eux souhaitent que "La Poste" reste un service public.

Ce vœu vise donc, compte tenu de l'impact qu'aurait cette privatisation sur les bureaux de Poste parisiens, à ce que la Ville de Paris exprime son opposition à ce projet de privatisation de "La Poste".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur le Président.

Je donne la parole à M. BRAVO.

M. Jacques BRAVO, maire du 9e arrondissement. - Monsieur le Maire, je vais être très bref, puisque vous avez les considérants et l'exposé des motifs sous les yeux.

"La Poste" est un service public essentiel dans les campagnes, à Paris, dans les quartiers populaires, essentiel à l'exercice réel des droits des citoyens et en particulier au droit de communication.

Nous considérons que "La Poste" est en danger. Quand on voit les perspectives de suppressions d'emplois de 2009, après celles constatées en 2008, quand on voit des expériences telles que le site pilote dans le 12e avec les bureaux Saint-Antoine Crozatier, quand on écoute l'inquiétude des personnels, quand on regarde la réaction de tous les élus locaux, quelle que soit leur préférence partisane, il y a un vrai problème et je pense qu'il sera traité à la Commission départementale de la présence postale territoriale, que j'ai l'honneur de présider et qui se réunit le 7 octobre, la semaine prochaine.

Plusieurs arrondissements ont voté de tels vœux que ceux présentés par nos collègues communistes et du M.R.C. C'est la raison pour laquelle je présente, au nom du groupe socialiste, radical et apparentés, le vœu par lequel le Maire de Paris demande au Gouvernement d'ouvrir un grand débat public sur les missions de "La Poste" et sur l'amélioration du service rendu en réponse aux besoins de la population, ainsi que sur les nouvelles formes de gestion qui permettront de démocratiser les services publics en impliquant davantage des représentants, des usagers, des salariés et des élus.

Merci, Monsieur le Maire.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Monsieur BRAVO.

La parole est à Mme la présidente BACHE.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, comme viennent de le dire mes deux prédécesseurs, un de nos derniers services publics risque de disparaître : "La Poste". "La Poste" qui, d'ailleurs, a déjà beaucoup changé de cap en faisant du profit et de son "design" ses uniques objectifs.

En témoignent la création récente de guichets professionnels, la mise en place d'espaces "gadgets" avec, en corollaire, l'augmentation des queues au seul guichet des particuliers, l'apparition d'écrans publicitaires, la suppression de tournées à Paris et la fermeture de centaines de bureaux de Poste en province, la multiplication des emplois précaires, la transformation de fait de notre facteur en V.R.P. Et pour cause, le Gouvernement a décidé de privatiser "La Poste" !

Nous savons ce qui nous attend ; France Télécom, E.D.F.-G.D.F. en sont les exemples actuels les plus flagrants ; l'augmentation des factures et la diminution des services ont tout de suite suivi.

Que cette annonce tombe en pleine période de préparation d'élections prud'homales et sur fond de retransposition de la troisième directive européenne qui privatisera l'ensemble du courrier n'est pas, pour nous, un hasard. Nous soutenons donc l'appel et l'exigence de débat public et de référendum du Comité national de mobilisation pour "La Poste" qui regroupe de nombreuses organisations syndicales (la C.G.T., Solidaire, F.O., la C.F.T.C.), l'ensemble des forces politiques de gauche et un nombre impressionnant d'associatifs.

Personne n'est dupe de l'annonce par le Gouvernement d'une énième pseudo consultation. La communication de "La Poste" par message du 19 septembre dernier envers ses cadres en est d'ailleurs tout à fait révélatrice puisqu'elle se félicite que cela ne modifie en rien le calendrier de privatisation de La Poste.

Devant un tel mépris de notre peuple qui ne cesse de démontrer son attachement à nos services publics, y compris lorsqu'on lui en donne l'occasion, par le vote, comme lors du référendum de 2005, notre groupe souhaite qu'à travers ce vœu, notre Municipalité prenne une position ferme de soutien à tous ceux qui défendent le service public postal, car, en effet, nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité sur ce dossier et qu'il n'est pas bouclé.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - On me dit qu'il faut entendre l'Exécutif avant les explications de vote.

La parole est donc à Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Monsieur le Maire, merci de me donner la parole et de me donner la possibilité de dire que la réorganisation du service public postal est véritablement inquiétante et que l'Exécutif municipal est en plein accord avec les considérants comme avec les propositions des deux voeux qui ont été déposés, d'une part, par le groupe communiste et le groupe M.R.C. et, d'autre part, par le groupe socialiste.

Les deux vœux étant parfaits, je n'ai pas ressenti le besoin de faire un vœu de l'Exécutif pour les doubler.

Très rapidement, l'évolution technique de "La Poste" nous inquiète, puisque nous avons vécu successivement les transferts des centres de tri vers la première couronne, ce qui, évidemment, allonge les trajets pour le courrier qui va de Paris à Paris ; il y a des menaces sur les bureaux de poste et on a mentionné les bureaux de Saint-Antoine et de Crozatier dans le 12e ; il y a une inquiétude sur l'avenir de la Poste du Louvre qui concerne le 1er arrondissement, mais pas seulement cet arrondissement. Certes, il y a l'arrivée de la Banque postale à Paris, mais tout ceci ne fait pas un compte satisfaisant.

Quant à l'évolution financière, il est clair que la transformation de "La Poste" en société anonyme et l'ouverture du capital vont faire prévaloir une logique financière sur une logique de service public.

C'est pourquoi, brièvement, premièrement, nous nous réjouissons de ce que la Commission départementale de la Poste se réunisse le 7 octobre et, sous la présidence de Jacques BRAVO, elle fera évidemment du bon travail. Je rappelle simplement que cela fait cinq ans que nous demandions à l'Etat de nommer les représentants dans cette Commission départementale de la Poste. Elle est enfin constituée, elle va enfin se réunir et je suis sûr qu'elle va bien travailler.

Plus généralement, j'exprime la solidarité, ou du moins j'espère que le Conseil de Paris exprimera, en adoptant ces deux vœux n^{os} 59 et 60, la solidarité des élus parisiens avec les usagers comme avec les agents de "La Poste" qui ont raison de s'inquiéter de cette évolution défavorable.

Merci.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je donne donc maintenant la parole pour une explication de vote au groupe "Les Verts" en la personne de M. BOUTAULT.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Très attaché au service public postal, c'est pour vous informer que le groupe des "Verts" votera ces deux vœux avec lesquels il est en plein accord.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci pour votre concision, Monsieur le Maire.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, 162).

Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 163).

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la commission de développement économique entrepreneunariale.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Nous en venons maintenant à l'examen du vœu n° 60 du groupe Centre et Indépendants relatif à la Commission de développement économique.

La parole est à Mme Valérie SACHS.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, le groupe Centre et Indépendants considère le développement économique comme la clef de voûte de toutes les autres politiques, que ce soit l'enseignement, la santé, l'emploi ou la culture.

La concurrence internationale que se livrent les métropoles entre elles nous oblige à faire plus pour Paris, afin de relever le défi économique.

Je vous ferai grâce des mauvais chiffres de la conjoncture financière internationale et des dommages collatéraux qui vont en découler.

La 2e Commission, à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir, en charge du développement économique, de l'attractivité internationale, de la recherche, des nouvelles technologies, etc., dispose effectivement des hommes et des femmes conscients de leur mission, qui cherchent à donner une véritable impulsion politique pour que Paris innove.

Je souhaite relever deux initiatives : les futurs 55.000 mètres carrés qui seront désormais consacrés à la création d'incubateurs ou de pépinières ou encore l'exemple d'hier soir, avec l'initiative de Christian SAUTTER de nouer des liens avec les entrepreneurs indiens qui, par tradition, allaient jusqu'alors directement à Londres.

Je conclurai sur une formule : notre Commission doit avoir les moyens de ses ambitions, aussi je souhaiterais que la part du budget consacrée au développement économique par la Ville de Paris soit enfin à la hauteur des enjeux.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Merci, Madame.

Pour vous répondre, la parole est à Christian SAUTTER.

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Je remercie Mme SACHS de se passionner pour le développement économique de Paris. Elle est d'ailleurs une participante assidue, ce qui n'est pas le cas de tout le monde, de la 2e Commission qui a cette responsabilité.

Elle a fait allusion à la réception que l'Hôtel de Ville a accordée à une centaine d'entrepreneurs indiens qui sont venus avec le Premier Ministre indien pour renforcer les coopérations entre cet immense pays et le nôtre.

L'impulsion politique, je crois qu'elle existe. Le Maire a désigné un adjoint chargé de l'attractivité internationale et surtout, il a considéré que l'innovation était une des grandes priorités, avec le logement social, de cette mandature.

Je rappelle qu'un milliard d'euros seront investis sur ce thème. Lorsque je cite ce chiffre à des participants chinois ou indiens, ils sont impressionnés qu'une collectivité ayant un budget de sept milliards d'euros par an puisse investir un milliard d'euros sur six ans sur le thème de l'innovation.

Je partage l'état d'esprit de Mme SACHS qui souhaite que la Commission du développement économique devienne un espace entrepreneurial pour un investissement qui ait du sens.

Je pense que la 2e Commission existe, qu'elle fonctionne bien, notamment grâce à la présence d'élus de la majorité ou de l'opposition comme Mme SACHS.

Je prends son vœu comme un encouragement mais je ne crois pas qu'il soit vraiment nécessaire de créer une nouvelle institution. Il y en a suffisamment.

Je lui propose de conseiller aux autres membres de l'opposition de venir en 2e Commission. Je ferai la même chose de mon côté, du côté des élus de la majorité. Si la 2e Commission qui peut se rendre sur le terrain et visiter des entreprises devient pleinement active, je crois que son vœu sera exaucé.

En clair, je remercie Mme SACHS, je suggère qu'elle retire son vœu mais je partage son état d'esprit dynamique.

Je vous remercie.

M. Bernard GAUDILLERE, adjoint, président. - Je vous remercie.

Le groupe Centre et Indépendants maintient-il le vœu n° 60 ?

Mme Valérie SACHS. - Je maintiens malgré tout mon vœu.

Mon objectif est de faire passer le budget développement économique au-delà de ce qu'il était lors de la dernière mandature.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Je suis la cible de ce voeu. Monsieur SAUTTER ?

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Mme SACHS me gêne beaucoup parce que je considère que nous n'avons aucune concertation entre nous pour majorer le budget du développement économique.

Je trouve que son entreprise, à un moment où le Maire va rendre ses arbitrages, me met quelque peu en porte-à-faux comme ancien adjoint aux Finances et comme nouvel adjoint à l'attractivité internationale.

Je supplie Mme SACHS de retirer son vœu, dans le cas contraire je devrais demander un vote défavorable parce que les arbitrages du Maire ne sont pas rendus et que je ne veux pas, de quelque façon que se soit, en préjuger.

Je suis sûr que le Maire et son adjoint aux Finances feront un effort pour le développement économique mais je ne veux pas insister outre mesure.

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Madame SACHS, ces observations vous ont sûrement convaincue ?

Mme Valérie SACHS. - Absolument. Dans ces conditions, je retire mon vœu.

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'un comité de pilotage "Intelligence économique à Paris".

M. Bernard GAUDILLÈRE, adjoint, président. - Le vœu n° 61 du groupe U.M.P.P.A. concerne la création d'un comité de pilotage "Intelligence économique à Paris".

La parole est à M. David ALPHAND.

M. David ALPHAND. - J'ai bien entendu la réponse à l'instant de M. SAUTTER. J'y vois un élément très encourageant pour le vœu que je vais vous présenter parce que ce vœu ne coûte rien. Si cela ne coûte pas cher je pense que M. SAUTTER sera d'accord.

Ce vœu correspond à une volonté partagée sur l'ensemble des bancs de notre Assemblée je crois : favoriser la compétitivité des entreprises parisiennes et donc la croissance et l'emploi dans notre Ville.

Un nouveau facteur clé de cette compétitivité a surgi au cours des dernières années et s'est désormais imposé comme une priorité supplémentaire : l'intelligence économique.

Qu'entend-on par là ? Dissipons tout d'abord quelques malentendus. Malheureusement l'intelligence économique ne s'apparente ni à James Bond, ni à OSS 117.

Elle se définit en revanche comme la maîtrise et la protection de l'information stratégique pour tout acteur économique.

Elle poursuit trois objectifs que je vais rappeler brièvement : mettre à disposition des acteurs économiques une information fiable et pertinente, protéger les données confidentielles et renforcer l'articulation entre les administrations, les acteurs économiques et l'ensemble des partenaires publics.

Cette intelligence s'articule autour de deux dimensions, tout d'abord une dimension offensive pour anticiper les mutations et trouver et diffuser de l'information stratégique mais également une dimension défensive contre les tentatives de prédation ou de déstabilisation des acteurs économiques.

(M. Christophe GIRARD, adjoint, remplace M. Bernard GAUDILLÈRE au fauteuil de la présidence).

En application de la circulaire du 13 septembre 2005 du Ministre d'Etat de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le Préfet de la Région Ile-de-France a annoncé le 17 septembre dernier la mise en place d'un schéma régional d'intelligence économique, S.R.I.E. pour les initiés.

Le vœu présenté ici vise à accompagner et à compléter ce dispositif par la création d'un groupe de travail chapeauté par un comité de pilotage permettant de réfléchir et de travailler sur les enjeux liés à l'intelligence économique et spécifiques à Paris.

Je rappelle d'un mot que le sujet est d'importance, en particulier pour les P.M.E. parisiennes qu'il convient de soutenir. Je me contente ici de rappeler que Paris compte près de 2.380 entreprises de plus de dix salariés faisant travailler 60.000 personnes et que l'un des principaux handicaps auxquels ces entreprises sont confrontées résident dans leur taille plutôt réduite avec 28 personnes en moyenne contre 56 en moyenne en Ile-de-France.

Parce que le monde change et qu'il devient de plus en plus concurrentiel, nous avons la responsabilité de sensibiliser les acteurs économiques parisiens à ce sujet d'importance.

Nous avons aussi la responsabilité de donner aux entreprises localisées à Paris les meilleures cartes pour tirer leur épingle du jeu dans la compétition à l'international, c'est la raison pour laquelle je vous demande, chers collègues, d'approuver ce vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - M. ALPHAND a parlé trois minutes pile. M. SAUTTER pour lui répondre ?

M. Christian SAUTTER, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire. J'essaierai de répondre en trois minutes.

M. David ALPHAND soulève une vraie question, celle de l'intelligence économique sur laquelle le Préfet PAUTRAT s'est beaucoup penché. C'est vrai que nous sommes dans une compétition internationale où les entreprises, notamment les P.M.E., doivent disposer des meilleures informations. Comme on dit au Japon, pays que vous connaissez bien, Monsieur le Maire, il faut "entendre respirer ses concurrents".

L'intention de M. ALPHAND me paraît très bonne et je dois dire qu'on peut traiter de ce sujet avec la Chambre de commerce et d'industrie de Paris dont la Direction de l'Activité internationale fait un gros travail en la matière.

On peut traiter ce sujet dans le cadre de "Paris Métropole" et là on serait entre Paris et la Région Ile-de-France. Si le Préfet de la Région Ile-de-France souhaite constituer un comité régional en la matière, j'y suis tout à fait favorable.

L'idée de créer un comité de pilotage "Intelligence économique à Paris" me paraît contraire au vœu de l'Etat de traiter les questions parisiennes à l'échelle soit métropolitaine pour les uns soit du Grand Paris pour d'autres.

En clair, je remercie M. ALPHAND de sa préoccupation mais je souhaite qu'on ne crée pas un comité supplémentaire.

Si, en revanche, la 2e Commission dont on a parlé tout à l'heure veut consacrer une séance à cette question de l'intelligence économique avec sa Présidente, je ferai en sorte que cette réunion soit la plus passionnante possible et que tous ceux qui s'y intéressent, notamment M. ALPHAND, puissent y être conviés.

En clair, je demande à M. ALPHAND de retirer son vœu, non en raison de son intention mais parce qu'un comité de plus ne servirait pas à grand-chose, à mon avis. Sinon, je serais obligé de demander son rejet.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur ALPHAND, quelle position choisissez-vous ?

M. David ALPHAND. - Malheureusement, je ne donnerai pas entièrement satisfaction à M. SAUTTER. Pour prendre date sur cette question importante, je maintiens ce vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Espérons donc, en tout cas, comme le dit un célèbre "haïku" que les fruits tiennent la promesse des fleurs.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

2008, DVD 15 - Lancement d'une consultation par voie d'appel d'offres pour la réalisation de travaux de voirie pour l'aménagement des liaisons cyclables et signature du marché correspondant.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons, mes chers collègues, au projet de délibération DVD 15 : lancement d'une consultation par voie d'appel d'offres pour la réalisation de travaux de voirie pour l'aménagement des liaisons cyclables et signature du marché correspondant.

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

Cet appel d'offres concerne la réalisation de travaux de voirie pour l'aménagement de liaisons cyclables. C'est un aménagement qui nous paraît d'autant plus important que les derniers mois ont montré la difficulté de cohabitation dans les couloirs, des vélos et des autres utilisateurs, notamment des bus.

La question de la sécurité des vélos dans ces couloirs est clairement posée, qu'il s'agisse d'ailleurs de couloirs élargis ou non, et avec les difficultés de signalisation qui seront évoquées un peu plus tard dans un voeu.

La réalisation de pistes cyclables, là où elle est possible, nous semble nettement préférable à cette cohabitation, qui devient d'ailleurs plus difficile avec l'augmentation du nombre d'utilisateurs de vélos depuis la mise en service de Velib', avec souvent des utilisateurs non expérimentés.

Ces problèmes de sécurité ont d'ailleurs été soulignés par la plupart des représentants des groupes de notre Assemblée, que ce soit lors d'interventions ou par le dépôt de différents vœux. Nous voudrions donc savoir où en sont les 200 kilomètres de pistes cyclables promis lors des dernières échéances électorales ?

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

Je donne donc la parole à Mme Annick LEPETIT, l'adjointe compétente.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Merci**.**

Il s'agit, en effet, dans ce projet de délibération de lancer un marché de travaux de voirie pour l'aménagement de liaisons cyclables. Jusqu'à présent, j'en informe le Conseil, ces travaux étaient réalisés dans le cadre de deux marchés correspondants à deux lots géographiques et qui étaient également utilisés pour l'aménagement d'axes Mobilien.

En effet, comme vous l'avez dit, Madame DOUVIN, le Maire s'est engagé à créer 200 kilomètres de pistes supplémentaires et certains projets, qui ont été concertés avec les élus, avec les associations cyclistes, avec bien évidemment les habitants, la préfecture de police et la R.A.T.P. sont en cours de finalisation. Il est donc nécessaire aujourd'hui de passer un nouveau marché. Il ne concernera que la réalisation d'aménagements cyclables et ne comportera qu'un seul lot.

Sur les projets qui ont déjà été concertés, je vais vous donner quelques exemples emblématiques puisque vous me l'aviez demandé lors de la Commission. J'ai donc pu établir l'ensemble de la liste. Il y a le prolongement de la piste Seine dans le 4e arrondissement qui concerne le tronçon Lobau Pont-Marie, qui est une piste bidirectionnelle. Il y a également l'équipement des ponts de Paris qui sont des bandes cyclables, mais c'est important de le signaler : Pont Royal, Pont de la Tournelle, le Petit Pont, le Pont d'Iena, le Pont Mirabeau. Il y a également le complément sur l'avenue du Maréchal Gallieni dans le 7e arrondissement, celui-ci par contre n'a pas encore été présenté en comité vélo, il peut être fait incessamment, en tout cas d'ici la fin de l'année.

Nous avons une liste, et je ne vais pas toute vous l'énumérer, je ne voudrais pas retarder les travaux de notre Conseil. Mais sachez, Madame, que je la tiens à votre disposition.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame LEPETIT.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 15.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 15).

Je vous remercie.

2008, DVD 151 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour la refonte du système urbain de régulation des feux "SURF 2000".

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons au projet de délibération DVD 151 : lancement d'un appel d'offres ouvert pour la refonte du système urbain de régulation des feux "SURF 2000".

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci beaucoup.

Quand ce système "SURF 2000" a été lancé, il a fait l'admiration des autres villes et les délégations étrangères qui sont venues au PC Lutèce ont été vraiment très nombreuses pour admirer l'efficacité du système.

Depuis, bien sûr, il a vieilli, il fait aussi aujourd'hui l'objet d'une refonte pour un nouveau système, "SURF 3", qui est loin d'être une simple rénovation mais qui propose un système évolutif, ce qui nous paraît être une réponse appropriée à l'évolution justement rapide des besoins. Et ce nouveau système "SURF 3" traite les demandes nouvelles en matière de régulation de trafic, notamment par rapport aux transports collectifs de surface.

Parmi ces nouveaux besoins, qui sont engendrés par une complexité croissante de la circulation urbaine, figurent la gestion de la priorité aux feux, aux carrefours pour les bus et vélo et celle du tramway. J'ai bien entendu en 3e Commission que les dispositifs extérieurs, qui permettaient jusqu'à maintenant de gérer ces questions, seraient désormais intégrés au système central géré directement par la Ville.

Pour autant, nous voudrions avoir quelques précisions sur son utilisation, car un bel outil ne vaut que par l'utilisation qui en est faite. Je voudrais donc savoir comment le nouveau système gèrera la priorité des différents usagers qui utilisent à un même moment des voies parallèles : les uns circulant dans un couloir bus ou sur une piste cyclable, les autres dans la circulation générale.

Pour être bien comprise, j'évoquerai deux cas : le cas de "tourne à droite" de véhicules circulant, par exemple, boulevard Sébastopol et coupant le couloir bus à un même moment où bus, vélos et taxis circulent dans le même sens. Où en sont les expériences menées dans ce type de voie ? Autre exemple tout proche sur un pont, puisque nous parlions justement des bandes cyclables sur les ponts à l'instant, celui du Pont Louis Philippe où en sortie du pont, les véhicules tournent souvent à droite pour passer le long du quai devant le Tribunal du commerce sur l'île puis à la Conciergerie, et où ces véhicules doivent avoir les yeux dans le dos pour être sûrs de ne pas mettre en danger un vélo, juste derrière eux, qui lui va tout droit.

Le système sera-t-il paramétré pour envisager ce type de problèmes, et si oui, comment ? Est-ce qu'on envisage des feux différenciés selon les files d'utilisateurs, de manière à établir une meilleure sécurité ?

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Madame DOUVIN.

Pour vous répondre, Madame LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Madame DOUVIN, vous avez raison, le système SURF qui était totalement innovant dans les années 80, aujourd'hui ne l'est plus et est même devenu obsolète.

Vous avez raison de poser des questions précises, d'abord parce que c'est votre rôle, et aussi parce que cela représente un coût important pour la Ville. Mais il faut, c'est un impératif, passer de "SURF 2000" à "SURF 3".

Comme vous l'avez d'ailleurs souligné, je suis en partie d'accord avec vous, il s'agit plutôt d'une refonte que d'une simple modernisation. C'est un vrai nouveau système qui est mis en place. Par contre, je ne comprends pas pourquoi vous dites qu'il n'est pas opportun.

Vous savez que l'idée est justement de mieux prendre en compte, à la fois les transports en communs, les nouvelles stratégies de régulation des carrefours, c'est-à-dire priorité des bus, harmonisation des carrefours qui sont concernés par le tramway, les pistes cyclables, les entrées et les sorties de Paris. Nous avons en matière de coordination des feux, nous la Ville, une compétence exclusive. Par conséquent, il est logique que nous puissions nous outiller d'un matériel extrêmement performant.

Je vous propose, Madame DOUVIN, que, lorsque nous aurons acquis ce nouveau logiciel, nous puissions ensemble aller regarder sa pertinence. Bien que je n'en doute pas, cela pourrait permettre de répondre plus précisément aux questions que vous nous avez posées et que d'autres sans doute d'ailleurs se posent.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je pense qu'en effet, le dialogue est ouvert, et pour un certain temps, au moins jusqu'en 2014.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 151.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 151).

2008, DVD 168 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention de concession signée avec la Société Auxiliaire de Parcs de la Région parisienne pour proroger de 9 mois la concession du parc de stationnement "Passy" (16e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons, mes chers collègues, au projet de délibération DVD 168 : signature d'un avenant n° 2 à la convention de concession signée avec la Société Auxiliaire de Parcs de la Région parisienne pour proroger de neuf mois la concession du parc de stationnement "Passy" dans le 16e.

Madame DOUVIN, vous avez la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci, Monsieur le Maire.

J'ai été extrêmement étonnée de constater le retard apporté au renouvellement de cette concession. En effet, les travaux de rénovation de l'escalier et la création d'un ascenseur pour les personnes à mobilité réduite étaient annoncés depuis bien longtemps et auraient dû donc amener à entamer la procédure sans attendre l'expiration de l'échéance de la concession. Or, cette expiration est fixée au 1er octobre, c'est-à-dire quasiment demain.

Je dois dire que j'ai été assez surprise quand j'ai entendu répondre que les services en charge de cette question avaient pris un an de retard en raison des longueurs de la procédure - or, celles-ci n'ont pas changé - et surtout d'un manque d'effectifs internes.

Il a également été ajouté que le présent projet de délibération n'était et ne serait pas le seul à enregistrer des retards pour les mêmes causes. J'entends mon excellent collègue le maire du 8e approuver derrière et me dire que ce n'est pas le seul cas qui est à soulever.

Je me tourne donc vers vous, Monsieur le Maire. Cette situation montre, me semble-t-il, le peu de place que vous accordez au stationnement en sous-sol. Elle montre bien le peu de souci que vous avez des utilisateurs de ces parcs, qu'ils soient résidentiels ou non. Elle montre bien, enfin, le peu de cas de la part que l'existence de ces parcs apporte à la vitalité économique de la Ville.

C'est pourquoi, à l'occasion de ce nouveau projet de délibération, nous vous demandons si lors de cette nouvelle mandature, vous avez l'intention de remédier à cette situation au niveau du service de la voirie de manière à ce qu'il n'y ait plus de retard et qu'on puisse même rattraper les retards et si, plus largement, vous allez vous décider à prendre en compte, sans idéologie et avec pragmatisme, l'étude fine et localisée des besoins de stationnement souterrain et si vous êtes également décidé à vous donner les moyens d'y répondre, sans pour autant créer un appel d'air dont nous ne voulons ni les uns, ni les autres, mais en effectuant des choix porteurs pour la communauté parisienne.

Merci.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Vous connaissez, Madame DOUVIN, notre attachement à l'économie et à l'entreprise.

Je donne la parole à Mme LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe, au nom de la 3e Commission. - Compte tenu des questions de Mme DOUVIN, j'ai envie de lui répondre que la réponse est oui.

Vous le savez, Madame, l'anticipation est la règle en la matière. Celle-ci n'est malheureusement pas toujours possible et il est clair qu'il faut 18 mois pour assurer une continuité entre deux D.S.P. On en a parlé lors de la 3e Commission et je ne vais pas revenir sur ce qui vous a été dit. Il est évident que la procédure de D.S.P. nécessite une forte anticipation et qu'il faut, bien évidemment, l'appréhender.

J'ai demandé moi-même aux services de la D.V.D. de veiller à limiter le nombre d'avenants. Nous en aurons d'autres dans les mois qui viennent, puisque le retard a été pris sur l'ensemble.

Je tiens quand même à préciser, parce que cela a été pour moi-même une interrogation, que les avenants de prolongation ne sont jamais motivés par des demandes provenant des concessionnaires, mais pour des motifs qui tiennent à des aléas de procédure ou à un problème local.

En tout cas, bien sûr, je prends cet engagement devant le Conseil, mais je pense qu'il va falloir attendre le début de l'année prochaine pour que nous soyons en règle et que nous évitions systématiquement la multiplication des avenants.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci de votre clarté et de votre engagement.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 168.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 168).

Voeu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif aux couloirs de bus et à la sécurité des cyclistes.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à présent à l'examen de 13 vœux, nos 62 à 73 et 69 bis qui ne se rattachent à aucun projet de délibération.

Tout d'abord, le voeu n° 62 du groupe "Les Verts" qui a trait aux couloirs de bus et à la sécurité des cyclistes.

La parole est à M. BOUTAULT, le maire du 2e arrondissement.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

La mandature précédente avait commencé avec des couloirs de bus élargis à 4,50 mètres. Celle-ci démarre avec une signalisation inédite dans les couloirs de bus. C'est contre ce symbole qui, j'espère, ne sera pas représentatif de la politique qui va être suivie au cours de la mandature sur le déplacement vélo à Paris que le groupe "Les Verts" présente ce vœu.

Il faut dire que l'apparition de cette signalisation sur fond jaune représentant un cycliste barré d'une croix rouge a été faite sans concertation des associations cyclistes. Et probablement sous le coup de l'émotion, suite à l'accident grave survenu dans un couloir de bus qui a vu le décès d'une cycliste. Mais cette signalisation, plutôt que de protéger le cycliste, est, au contraire, vécue comme stigmatisante et fait d'une victime un coupable.

Car c'est bien pour permettre aux cyclistes de se déplacer dans des conditions de sécurité meilleures que les associations formulent régulièrement de nombreuses propositions en la matière, notamment la création de pistes cyclables et l'élargissement des couloirs de bus.

Le vœu demande à ce que cette signalisation redondante, qui est sur fond jaune donc, par définition du code de la route, une signalisation provisoire, soit enlevée au profit d'aménagements sécurisant ces usagers de la route qui ne génèrent aucune pollution et auxquels il faut plutôt faciliter les déplacements. Il faut encourager la pratique de ce mode de déplacement, alors que la Ville vote le Plan Climat et que nous sommes tous conscients des dégâts que font sur notre environnement des déplacements avec des engins à moteur.

Juste un exemple du côté un peu absurde de l'installation systématique de ces très désobligeants panneaux de signalisation : rue de Rohan, dans le 1er arrondissement, sur 10 mètres de couloir de bus, il y a une interdiction qui oblige le cycliste qui est sur la piste rue de Rivoli à faire près de 500 mètres de détour pour rejoindre l'avenue de l'Opéra, alors que ces simples 10 mètres lui permettent, en toute sécurité, le couloir étant très peu fréquenté, de rejoindre l'avenue de l'Opéra. Ce sont toutes ces installations que nous souhaitons voir réaménagées pour la promotion du déplacement vélo à Paris.

Merci pour votre attention.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je ferai juste une remarque avant de donner la parole à Mme LEPETIT : vous savez, Monsieur BOUTAULT, qu'il y a de bons cyclistes, de bons automobilistes, de mauvais cyclistes et de mauvais automobilistes et je crois qu'on ne peut pas faire des catégories aussi claires que cela.

Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je vais répondre à M. BOUTAULT et aux élus du groupe "Les Verts".

D'une certaine manière, d'ailleurs, en vous écoutant attentivement, Monsieur BOUTAULT, vous avez en partie répondu à votre propre voeu dans la mesure où vous avez dit que ces panneaux, pour un certain nombre d'entre eux, étaient une signalisation provisoire, ce qui est le cas.

Mais je ne peux pas, bien évidemment, ratifier votre vœu dans la mesure où vous souhaitez que nous retirions d'abord les panneaux et que nous puissions ouvrir davantage de couloirs de bus après.

J'ai choisi une autre méthode, mais je ne l'ai pas choisie comme cela parce que cela m'est venu un beau matin en me levant. Tout simplement parce que, suite à un dramatique accident auquel vous avez d'ailleurs fait allusion, les services de la Ville ont fait installer ces panneaux après, bien évidemment, que nous ayons eu une discussion avec les services de la Préfecture de police, avec la R.A.T.P. Après cet accident, nous avons - je dis un nous collectif, les Parisiens dans leur ensemble, mais particulièrement les cyclistes - découvert qu'il existait des couloirs de bus qui n'étaient pas autorisés aux cyclistes et qu'il y en avait au total 58 kilomètres sur les 190 aménagés. Nous ne pouvions pas faire semblant de l'ignorer.

En matière de signalisation, ce sont d'ailleurs les couloirs autorisés qui sont signalés par un petit panneau bleu avec un vélo sous le panneau de bus. Chacun pensait que tous les couloirs de bus étaient ouverts, ce qui est logique puisque lors de la précédente mandature, c'est comme cela que la Ville, et elle a bien fait, a travaillé.

Après cet accident, j'ai tout de suite pris l'initiative de relancer un groupe de travail qui existait déjà, groupe de travail qui justement travaillait, mais avait arrêté ses réflexions depuis juin 2007, notamment celles qui permettaient d'ouvrir davantage de couloirs de bus.

Nous avons décidé de prendre nos responsabilités, les uns et les autres, et de mieux signifier aux cyclistes les couloirs qui étaient interdits. Je vous rappelle, et je ne suis pas d'accord avec votre vœu, que le fait que ces panneaux sont sans valeur réglementaire n'est pas exact puisque je précise qu'ils ont reçus l'aval de la Préfecture de police et qu'ils ne constituent en rien une information redondante. Justement, s'ils constituaient une information redondante, nous n'aurions pas été obligés de les mettre pour indiquer - c'est leur utilité - les couloirs autorisés et ceux qui ne le sont pas.

Enfin, c'est l'information essentielle, il est bien question de poursuivre notre politique d'aménagements cyclables, et notamment à l'intérieur des couloirs de bus, car vous avez raison, comme vous l'écrivez dans votre vœu, toutes les études et enquêtes qui ont été menées le prouvent : ce sont dans les couloirs de bus que les cyclistes sont le plus en sécurité. Faut-il aussi que ces couloirs de bus soient suffisamment larges ou aménagés pour qu'un bus puisse doubler un cycliste.

C'est la raison pour laquelle nous avons décidé, dans le cadre de notre groupe de travail avec la Préfecture et la R.A.T.P., que d'ici la fin du mois, il pourra y avoir un arrêté commun signé par le Maire de Paris et par le Préfet de police pour ouvrir 27 kilomètres de couloirs de bus aux cyclistes. Nous allons parallèlement étudier les autres, je pense notamment à 18 kilomètres de couloirs de bus ne disposant pas de marge de sécurité nécessaire, qui demandent des études techniques avant d'envisager leur ouverture. Je pense qu'il est essentiel que nous puissions travailler en ce sens.

Certes, ce ne sont pas des panneaux qui vont stopper les accidents dramatiques et les accidents qui touchent les plus fragiles. Je pense aux cyclistes, mais je pense aussi aux piétons puisque encore récemment, un piéton a trouvé la mort suite à un choc avec un poids lourd. Je n'ai pas les conclusions de l'enquête et je n'interviendrai pas sur ce fait.

En tout cas, je voulais que vous sachiez que notre état d'esprit est que les cyclistes puissent circuler dans de meilleures conditions et que chacun des usagers, comme le disait d'ailleurs très bien le Président de séance, respecte les autres et apprenne à partager l'espace public.

Je souhaiterais que M. BOUTAULT et les élus "Verts" puissent retirer ce vœu compte tenu des explications que je leur ai données.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - On a deux demandes de parole : Mme DOUVIN pour une explication de vote et M. BOUTAULT.

En tout cas, en tant que "vélibriste" assidu, comme beaucoup de mes collègues du Conseil de Paris, j'apprécie que vous vous préoccupiez de notre sécurité.

Monsieur BOUTAULT, vous avez la parole.

M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement. - J'ai une proposition à faire à Annick LEPETIT, c'est de supprimer le dernier paragraphe du vœu, parce que j'ai bien compris que c'était celui qui lui posait le plus de problèmes, c'est-à-dire rappelant que les panneaux, étant réglementaires, doivent être retirés. En revanche, les deux premiers considérants vont dans le sens de ce qu'elle a préconisé, c'est-à-dire demandant que le Comité parisien pour le vélo se réunisse pour se concerter rapidement. Et puis, Mme l'Adjointe a proposé qu'un calendrier d'ouverture des pistes cyclables et d'aménagement puisse être mis en place au cours de l'année 2009.

Je pense que ces deux points étant votables, je lui propose de voter le vœu en maintenant ces deux points, auquel cas, je le maintiendrai.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme LEPETIT et ensuite, Mme DOUVIN.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Mme DOUVIN d'abord peut-être, je répondrai ensuite.

Mme Laurence DOUVIN. - Je veux bien, mais je ne trouve pas cela très logique que j'intervienne maintenant, parce que l'explication de vote que je fais dépend de la réponse que Mme LEPETIT veut faire.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme LEPETIT et ensuite, Mme DOUVIN.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je souhaiterais répondre à M. BOUTAULT qui, visiblement n'a pas tout entendu de ce que j'ai dit, alors que j'ai été pourtant longue et je suis rentrée dans le détail. Ce que vous demandez dans le premier paragraphe du vœu en lui-même est déjà fait, puisque nous avons consulté avant même de mettre les panneaux. Vous auriez pu me reprocher de ne pas consulter avant, mais cela a été fait.

Nous allons continuer bien évidemment à travailler avec le comité vélo pour la suite, et d'autre part, en matière de calendrier, je redis ce que j'ai dit tout à l'heure. D'ici la fin du mois, il y aura un arrêté conjoint du Maire de Paris et du Préfet de police pour l'ouverture de couloirs de bus supplémentaires. Et nous continuerons à travailler.

Je suis prête à venir devant le groupe des élus "Verts" pour que nous en parlions ensemble, et entendre toutes les propositions, dès lors qu'elles sont positives. Encore une fois nous suivions une méthode qui me semble être la bonne, compte tenu des négociations que nous avons avec la Préfecture de police et la R.A.T.P. Un certain nombre de chauffeurs - je ne porterai pas de jugement - ont été choqués par la manière dont ils ont été traités dans la presse au mois de mai dernier à la suite de l'accident rue La Fayette.

Tout cela se prépare, s'anticipe, et l'objectif que nous avons, et vous aussi, Monsieur BOUTAULT, est d'ouvrir davantage de couloirs de bus. Poursuivons cet objectif, mais acceptez ma méthode.

Merci.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je précise qu'il s'agit d'un arrêté de la Préfecture de police et non pas d'un décret.

Mme DOUVIN a la parole.

Mme Laurence DOUVIN. - Une explication de vote de notre groupe. Nous voterons contre ce vœu parce que pour nous, l'objectif prioritaire est la sécurité des cyclistes et tel ne nous semble pas être véritablement celui du vœu, qui parle de panneaux stigmatisants. Ils ne sont pas stigmatisants pour nous, mais sécurisants, tout simplement parce que la plupart des cyclistes ne savent pas quels couloirs leur sont ouverts ou non.

Sinon, je suis tout à fait en accord avec un bon nombre des arguments évoqués par Mme LEPETIT, et je rappellerai que nous nous prononçons de préférence en faveur de bandes ou de pistes cyclables où ces problèmes de sécurité ne se posent pas de la même manière.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets donc aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la durée d'utilisation gratuite du vélib' pour les abonnés.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 63 du groupe "Les Verts" concernant la durée d'utilisation gratuite du vélib' pour les abonnés.

Monsieur NAJDOVSKI, vous avez la parole.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Merci, Monsieur le Maire.

Comme vous, je suis un utilisateur assidu de vélib'. Je vous conseille d'ailleurs, Monsieur le Maire, la lecture d'un dictionnaire du vélib' qui est paru aux éditions "Parigramme", et vous y trouverez notamment la définition du "vélibataire".

Autre lecture que je vous recommande : "Le petit traité de vélosophie", de Didier TRONCHET.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Vous mettez "vélibataire" en deux mots ou en trois mots ?

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - En un mot : "vélibataire".

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - D'accord, pas quelqu'un qui tombe par terre !

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Non. C'est une catégorie particulière d'utilisateurs de Vélib'.

Venons-en à notre sujet. Vous savez que le Conseil d'Etat a autorisé en juillet dernier l'extension de vélib' aux communes limitrophes de Paris, dans la limite d'un périmètre de 1,5 kilomètre, mettant ainsi fin à un long feuilleton juridique.

Cette extension se traduira mécaniquement par une augmentation des distances potentiellement parcourues par les abonnés à vélib'.

Par conséquent, nous pensons qu'il convient d'adapter le service offert à cet accroissement de périmètre, et, vous le savez, notamment, aujourd'hui nous avons une période de gratuité d'utilisation pour les abonnés, qui est limitée à la première demi-heure, durée qui est portée à 45 minutes dans les stations vélib'+, qui sont situées sur les hauteurs.

Avec l'extension du périmètre de vélib', une gratuité d'usage limitée à 30 minutes risque d'être insuffisante, notamment pour les déplacements domicile/travail et elle pourrait même se révéler dissuasive pour certains usagers.

Or, nous devons, au contraire, encourager l'utilisation de Vélib', et c'est la raison pour laquelle nous proposons d'étendre de 15 minutes supplémentaires la durée d'utilisation gratuite des Vélib', de manière à poursuivre notre soutien au développement de l'usage du vélo à Paris et dans les communes limitrophes.

Je vous remercie, Monsieur le Maire, de votre attention.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur NAJDOVSKI.

Madame LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui, pourquoi pas ! Mais je pense qu'au préalable, il convient de mesurer tout de même les effets d'une telle proposition sur la régulation et la performance du système de vélos en libre service.

Je fais une proposition à la suite de ce vœu, c'est pour cela que je demanderai à M. NAJDOVSKI, s'il en est d'accord, de le retirer.

La proposition, c'est que nous puissions faire une étude pour déterminer à la fois l'opportunité et la faisabilité d'une extension de la durée d'utilisation gratuite des Vélib'. Je préfère regarder de près ce que cela implique avant de répondre favorablement à votre vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Si je comprends bien, avis défavorable ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Non, demande de retrait.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Demande de retrait avant l'avis défavorable, si vous maintenez.

M. Christophe NAJDOVSKI, adjoint. - Je prends acte de l'engagement de Mme LEPETIT pour une étude.

Le terme "opportunité" me gêne un peu. De faisabilité et d'étude sur les conséquences que cela induit, oui ; d'opportunité, il me semble quand même qu'à partir du moment où vous étendez le périmètre de vélib' et que vous augmentez potentiellement les distances parcourues, si on veut encourager, notamment pour les déplacements domicile/travail et permettre, entre autres, à des habitants des communes limitrophes de venir travailler à Paris en utilisant le vélo plutôt qu'un autre mode de transport, on a tout intérêt à augmenter la durée d'utilisation gratuite et de la porter justement à 45 minutes.

La question de l'opportunité, me semble-t-il, n'est pas, à mon avis, discutable mais qu'il y ait une étude avec les implications financières, je veux bien. Donc, je retirerai volontiers le vœu, sachant, bien évidemment, que nous reviendrons sur cette question plus tard.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - D'accord.

Si Mme LEPETIT accepte le terme de faisabilité plutôt qu'opportunité, vous retirez votre vœu ?

Est-ce que vous acceptez, Madame ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - J'accepte, bien évidemment, "faisabilité". Si j'ai employé "opportunité", c'est juste parce qu'il est important de regarder si votre proposition ne nuit pas à la bonne rotation des vélos qui contribue, vous le savez, au succès de Vélib"'.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif à la campagne de communication sur les déplacements à Vélib'.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - On passe donc au vœu suivant. Le vœu n° 64 du groupe du Mouvement républicain et citoyen, relatif à la campagne de communication sur les déplacements à Vélib'.

La parole est à Mme Marinette BACHE, présidente du groupe.

Mme Marinette BACHE. - Merci, Monsieur le Maire.

La Ville de Paris soutient la campagne effectuée par la sécurité routière. Cette campagne prend en compte l'ensemble des usagers : automobilistes, poids lourds, cyclistes, motorisés ou non, piétons.

Je m'attarderai un petit peu sur les cyclistes car, si l'augmentation du nombre d'accidents est sans commune mesure avec l'augmentation du nombre de cyclistes, la Ville de Paris n'ignore pas la gravité de ces accidents. En effet, en ce qui concerne les cyclistes, les dégâts ne se limitent pas à quelques tôles froissées.

C'est la raison pour laquelle la Ville de Paris mettra en place à partir du 15 décembre prochain des séances de formation permettant aux usagers de circuler mieux.

Dans le cadre de cette campagne, la Municipalité distribue des dépliants dans les mairies d'arrondissement et, pour les personnes munies d'un outil informatique, il est également possible de s'informer sur Paris.fr.

Il nous a semblé cependant utile à la fois de prendre en compte le fait que tous les Parisiens ne sont pas forcément équipés d'outil informatique et de considérer que les utilisateurs de vélib' sont particulièrement exposés, d'autant plus qu'ils sont quelquefois novices en matière de vélo à Paris.

C'est pourquoi les élus du groupe M.R.C. demandent, à travers le dépôt de ce vœu, à la Municipalité de prévoir la mise en place, à proximité des bornes vélib', d'un panneau d'affichage rappelant les règles de sécurité essentielles pour les usagers de ce type de transport, telles que d'indiquer les changements de direction à l'aide de son bras, de faire attention aux angles morts, de s'arrêter aux feux rouges ou encore de descendre du vélo pour emprunter les passages piétons et même les trottoirs, Madame la Maire.

Nous souhaitons également, comme cela a été fait il y a quelque temps, la relance d'une campagne d'affichage promouvant plus généralement la vigilance des automobilistes et des utilisateurs de vélo.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme LEPETIT a la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Oui. Je voudrais répondre à Marinette BACHE sur les deux propositions qui sont dans le vœu.

La première ne me pose aucun problème dans la mesure où nous le faisons déjà. Lorsqu'un utilisateur souscrit à un abonnement, il y a un certain nombre de recommandations et de conseils qui lui sont délivrés. De plus, votre vœu est en partie exaucé, si je puis dire, puisque nous allons très prochainement mettre à jour le visuel du guidon sur le Vélib', à l'attention du conducteur, sur les dangers liés aux angles morts. Nous avons choisi cet axe-là parce qu'on ne peut pas mettre toutes les informations. Comme cet angle mort des poids lourds est un véritable problème pour tous les cyclistes, nous avons décidé d'accentuer la prévention particulièrement sur ce sujet.

En revanche, sur votre deuxième proposition, le fait que cela s'arrête aux automobilistes et aux utilisateurs de Vélib' me gêne un peu parce que je pense qu'une campagne de communication sur ce thème doit être adressée à tout le monde, à tous les usagers de la voirie. Vous le savez, je l'ai souvent dit, on peut être à la fois automobiliste, piéton, cycliste, conducteur de deux-roues motorisés... Bref, dans le même temps, la même vie, le même mois. Par conséquent, je pense qu'une bonne campagne doit s'adresser à chacun d'entre nous.

Je vous fais une proposition, Marinette BACHE, si vous en êtes d'accord, sur votre deuxième point pour qu'on puisse écrire qu'une deuxième campagne promouvant la vigilance de l'ensemble des usagers de l'espace public soit mise en place rapidement. On remplacerait "des automobilistes et des utilisateurs de Vélib'" par "de l'ensemble des usagers de l'espace public".

Si vous êtes d'accord, je suis pour qu'on adopte ce vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu ainsi amendé assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Êtes-vous d'accord ?

Mme Marinette BACHE. - Il n'y a aucun problème ! Nous demandons moins, vous nous donnez plus ! Nous acceptons, bien sûr, votre amendement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le contraire m'aurait, évidemment, surpris. Pardon d'avoir lu dans vos pensées, mais je connais votre état d'esprit positif !

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu amendé est adopté. (2008, V. 164).

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à une campagne de sensibilisation au respect du Code de la route et à la révision de la formation des agents de terrain de la Préfecture aux mutations du trafic parisien.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant au vœu n° 65 du groupe "Centre et Indépendants", relatif à une campagne de sensibilisation au respect du Code de la route et à la révision de la formation des agents de terrain de la Préfecture aux mutations du trafic parisien.

La parole est à Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Oui, c'est très bien !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Ai-je bien prononcé votre nom ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Parfait, Monsieur, merci.

Notre voeu va dans le sens de tout ce qu'on vient d'entendre jusqu'à présent sur la circulation parisienne et les nouveaux dangers qu'elle engendre, compte tenu de la multiplication des modes de transport et la diversité des choix de déplacements des Parisiens, qui rendent le partage de la voie publique de plus en plus complexe, voire dangereux.

Sauf que nous, nous demandons en fait qu'une sensibilisation - c'est là notre originalité - non seulement des usagers soit faite, mais aussi des agents de police, parce qu'il nous paraît qu'une action conjointe doit être menée sur les usagers divers et variés de tous modes de transport. Comme Mme LEPETIT vient de le rappeler à l'instant, on n'est pas seulement cycliste, on est aussi piéton et on peut être automobiliste et prendre les transports en commun. Tout cela, pas seulement dans le même mois mais peut-être dans la même journée.

Il faut qu'il y ait un bon état d'esprit du partage de l'espace public. Nous sommes d'accord sur ce sujet et nous avons fait un vœu quasiment commun avant les vacances sur ce même thème, mais je pense qu'une campagne de sensibilisation des usagers est très importante, entre autres effectivement et peut-être plus particulièrement adressée aux nouveaux utilisateurs de Vélib' qui ne savent pas toujours utiliser ces moyens de transports dans une ville comme Paris. Je pense aussi aux touristes parce qu'ils arrivent à Paris, ils visitent notre ville, ils utilisent des Vélib' et ne savent pas forcément comment faire.

Donc, effectivement, une sensibilisation pour les usagers mais on pourrait peut-être envisager qu'elle soit faite dans différentes langues par voie d'affichage, distribution de tracts ou fascicules.

(Mme Maïté ERRECART, adjointe, remplace M. Christophe GIRARD au fauteuil de la présidence).

Je pense qu'il serait très important que le Préfet de police se saisisse conjointement à la Mairie d'une sensibilisation de ses agents de police, voire d'une formation, pour qu'ils puissent s'adapter aussi à l'évolution de ces modes de circulation et de déplacements et à leur multiplicité, afin qu'ils soient peut-être plus efficaces.

Pour l'instant, je trouve qu'il y a des actions qui sont souvent tatillonnes, voire répressives et quelques fois abusives. Finalement, on se trouve quand même avec un stationnement sauvage sur les trottoirs, une circulation sur les trottoirs des deux roues, un non respect des feux tricolores.

Il serait peut-être bien qu'on envisage qu'il y ait une bonne formation qui soit faite, une sensibilisation et une formation des agents de police, conjointement à celle des usagers pour que tout le monde trouve son espace et qu'il y ait un bon état d'esprit qui règne entre les différents usagers des modes de déplacement à Paris.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - La parole est à Annick LEPETIT.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci.

Je tiens à indiquer à Mme CUIGNACHE-GALLOIS que son voeu est déjà exaucé et lui dire qu'en ce domaine la Ville de Paris et la Préfecture de police travaillent déjà en étroite collaboration. Je le dis en présence du Représentant du Préfet de police qui, s'il le souhaite, pourra aussi vous répondre car beaucoup de vos questions s'adressent à lui.

Concernant la Ville de Paris, vous le savez, nous sommes particulièrement soucieux de la bonne cohabitation de tous les usagers sur la voirie. Le voeu précédent nous a donné l'occasion de le redire. Nous menons des actions de prévention qui sont destinées, non pas à stigmatiser une catégorie, mais à sensibiliser l'ensemble des usagers aux bonnes pratiques de circulation en milieu urbain.

J'en profite pour vous rappeler qu'au cours du précédent mandat, la Ville avait lancé plusieurs campagnes de communication grand public. Je pense notamment à celle de septembre 2006 et également à celle menée en février mars 2007. Mais, en la matière, il faut être pédagogique et nous poursuivons donc ces campagnes de prévention. Plus récemment justement, avec la Préfecture de police, nous avons conjointement organisé l'opération "carton jaune", c'était au mois de juillet dernier, destinée à informer tous les usagers sur les conséquences de leur manquement aux règles de sécurité.

Je peux aussi vous annoncer que nous travaillons d'ores et déjà à une prochaine campagne grand public pour sensibiliser tous les usagers. Je ne rentrerai pas dans les détails mais il y a également la distribution de dépliants. Nous avons aussi récemment écrit à tous les maires d'arrondissement pour qu'ils puissent organiser dans leur arrondissement une démonstration in situ sur la question des angles morts des poids lourds.

Bref, nous continuons en ce sens. Aussi, je vous demanderai, Madame CUIGNACHE-GALLOIS, de bien vouloir retirer votre voeu puisqu'il va, en tout cas en ce qui concerne la Ville, dans le sens que nous souhaitons et sur lequel nous travaillons quotidiennement.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Mme CUIGNACHE-GALLOIS a la parole.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Je le retirerai bien volontiers, je l'ai déjà fait à plusieurs reprises, mais pour le volet prévention et formation par le Préfet à ses agents de police, je trouve que c'est très important et je n'ai pas eu de réponse à ce sujet.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - M. le Représentant du Préfet de police a la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Effectivement, la politique répressive qui peut être menée n'est pas en l'air et suspendue sans formation préalable. Tout d'abord, il y a un chef de projet, qui est un haut fonctionnaire, qui pilote tout le dispositif et qui peut innerver et impulser des actions en détail.

D'autre part, chaque accident et chaque incident grave fait l'objet d'une analyse très poussée pour connaître les causes de l'accidentologie et la répertorier dans l'espace parisien, ce qui fait que les contrôles sont adaptés, notamment à la pratique et l'accidentologie réelle. Ainsi 120 sites sont répertoriés dans 20 arrondissements et sur les boulevards périphériques comme prioritaires.

Enfin, Mme LEPETIT a mentionné l'opération "carton jaune" qui est un exemple de ce que l'on fait, et on le fait souvent à plus petite échelle. Mais, l'été dernier, suite à ces accidents et à ce débat public, nous avons voulu faire une action de grande ampleur avec plusieurs milliers de personnes concernées, qui montrait que par une action médiatique forte et une action pédagogique, on pouvait aussi convaincre les utilisateurs de changer les comportements.

Nous ne nous faisons pas d'illusions, le changement des comportements prendra du temps. Néanmoins, l'action répressive de la Préfecture de police s'est adaptée à l'évolution des nouvelles circulations. Ainsi le fait cycliste, qui était quasiment ignoré dans l'activité des services de police, a fait l'objet d'un rattrapage depuis ces dernières années. Parfois, on nous critique mais désormais les contrôles des cyclistes représentent à peu près leur poids dans la circulation générale dans l'activité répressive des services de police.

Enfin, il est vrai que pour les piétons, c'est plus délicat puisque la contravention est de quatre euros, ce qui n'est pas crédible par rapport à des comportements piétons qui sont souvent fautifs. Si on regarde l'accidentologie depuis le début de l'année, il y a une très forte inquiétude à avoir sur le comportement des piétons.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame CUIGNACHE-GALLOIS, êtes-vous convaincue ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Pardon, mais je le suis davantage par Annick LEPETIT que par M. le Préfet ! Je trouve effectivement que… je parle de formation des usagers mais vraiment franchement et pour être usagère moi-même de vélo, je pense que souvent les agents de police ont des actions très tatillonnes, très ennuyeuses finalement pour ne pas dire autre chose, et qui ne sont finalement pas efficaces très souvent.

J'aimerais bien qu'il y ait vraiment quelque chose qui soit fait à ce sujet. Donc, je ne le retire pas pour cela.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Vous maintenez donc votre vœu ? Quel est l'avis de l'Exécutif ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je voulais juste indiquer à l'auteur du voeu, j'entends bien et je ne vais pas faire de commentaires sur vos derniers propos, mais j'entends que ce que nous vous disons au nom de la Ville vous convient. Le problème, c'est que le Conseil de Paris vote par rapport au voeu que vous faites.

Je n'ai pas de conseil à vous donner mais si vous souhaitez insister auprès du Préfet de police pour qu'en ces matières il puisse y avoir une petite évolution, adressez lui alors une question écrite ou tout simplement une lettre. Il est dommage que, finalement, on soit obligé de voter contre votre voeu alors qu'au bout du compte la réponse que vous fait la Ville vous satisfait. C'est plutôt la réponse du côté du Préfet de police qui vous satisfait moins. Je pense qu'il faudrait que vous vous adressiez peut-être directement à lui, mais ce n'est pas sous forme de voeu dans ce cas. Nous aurons l'occasion d'en discuter un peu plus tard pour un autre voeu qui s'adresse directement au Préfet de police alors que nous n'avons pas nous-mêmes les mêmes missions et compétences.

C'est la proposition que je vous fais parce que je trouve que c'est dommage de voter contre ce vœu alors qu'au bout du compte l'esprit qui l'anime nous va bien.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - je peux proposer une réunion de travail avec l'ensemble des groupes qui seraient intéressés sur le sujet et l'adjoint au Maire chargé de ce sujet.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Dans ces conditions, j'accepte la proposition de Mme LEPETIT de retirer mon voeu et j'accepte aussi de participer éventuellement à cette réunion de travail.

Voeu déposé par M. David ALPHAND, Mme Lynda ASMANI, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Thierry COUDERT, Mmes Roxane DECORTE, Laurence DOUVIN, Géraldine POIRAULT-GAUVIN et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif au lancement d'une étude sur la mise en place d'un dispositif de péage urbain à Paris et dans son agglomération.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous allons examiner le vœu n° 66 du groupe U.M.P.P.A. qui a trait au lancement d'une étude sur la mise en place d'un dispositif de péage urbain à Paris et dans son agglomération.

La parole est à M. David ALPHAND pour trois minutes.

M. David ALPHAND. - Merci, Madame la Présidente.

En cette fin de matinée, le groupe U.M.P.P.A. s'apprête à faire profiter le Maire de Paris ainsi que l'Exécutif d'une chance politique extraordinaire, chance politique d'être en conformité avec les engagements pris par le Maire de Paris pendant sa campagne et donc de prendre un temps d'avance dans la Capitale.

Il s'agit évidemment, comme chacun a pu le lire, d'une étude sur le lancement d'un péage urbain à Paris et dans son agglomération.

Comme nous craignons quelques mauvais réflexes, autant les dissiper et se dire les choses tranquillement, ce qui permettra à l'Exécutif de la Ville de Paris de prendre la bonne position.

Premier mauvais réflexe qu'il faut dissiper tout de suite, c'est une réponse qui consisterait à nous dire : mais le Gouvernement, dans le cadre du projet de loi Grenelle 2 de l'Environnement, n'introduit pas ce dispositif et n'offre pas cette possibilité à une collectivité publique de mettre en place un péage urbain.

Dissipons-le tout de suite : le projet de loi n'a pas encore été déposé et c'est précisément parce qu'un doute subsiste que la Ville de Paris doit prendre une position forte ce matin sur la question du péage urbain.

Je rappelle par ailleurs qu'un amendement d'un parlementaire parisien en particulier peut tout à fait réintroduire cette disposition et ouvrir cette possibilité d'un péage urbain dans le projet de loi tel qu'il sera défendu au Parlement. Vous le savez bien, Madame LEPETIT.

Deuxième mauvais réflexe que je souhaite dissiper également immédiatement est celui de dire : cela concerne la banlieue et Paris et nous ne pouvons pas prendre dans cette enceinte parisienne une décision aussi importante qui concernerait les banlieusards.

Je crois cependant qu'il faut bien que quelqu'un prenne l'initiative et que si l'on se pose la question qui de l'oeuf ou de la poule doit commencer, on n'en sortira jamais. Que Paris prenne cette initiative.

Troisième mauvais réflexe qu'il faut également dissiper et il faut avoir une idée très claire là-dessus : le péage urbain consisterait à favoriser les riches par rapport aux pauvres et serait une idée de riches.

Il faut lire attentivement une étude de l'Ecole des Mines publiée en 2004 qui démontre qu'aucune ségrégation sociale ne découle inéluctablement de la mise en place d'un péage urbain dans une grande ville, car tout dépend de l'utilisation de la taxe récoltée et de la recette dégagée par le péage urbain, qui peut permettre en particulier de financer de nouveaux transports collectifs, d'améliorer leur confort, d'améliorer leur desserte et d'améliorer la fréquence de ces transports en commun.

C'est un objectif commun sur lequel tout le monde peut se retrouver dans cette assemblée. Une fois que ces trois mauvais réflexes auront été dissipés, je suis convaincu, sans rappeler même les avantages d'un péage urbain que chacun connaît ici, que l'Exécutif parisien aura à cœur de tenir son engagement de campagne et de prendre un temps d'avance par rapport à d'autres collectivités publiques en France.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Monsieur ALPHAND, je pense que le mauvais réflexe vient de vous puisque vous avez maintenu ce vœu.

Vous l'avez dit, le Gouvernement vient de renoncer à inscrire dans le projet de loi Grenelle 2 la possibilité pour les villes françaises d'instaurer des péages urbains.

Pour ce qui est de lire attentivement les études, puisque vous nous donnez des conseils, je vous invite à les donner aussi au Gouvernement, et notamment à MM. BORLOO, BUSSEREAU ou BLANC, puisque j'ai remarqué que sur un certain nombre de sujets ils n'étaient pas d'accord.

Vous avez raison, nous ne connaissons pas encore le calendrier du projet de loi Grenelle 2 et rien n'empêchera, au moment de son examen, des parlementaires de déposer des amendements, notamment ceux qui souhaitent mettre en place des péages urbains.

On verra à ce moment-là, cela peut être intéressant d'avoir une discussion de fond sur ces sujets.

Vous le savez, puisque vous avez entendu les propos du Maire pendant la campagne des municipales, la Ville n'est pas contre l'idée d'étudier, en lien avec la Région, la mise en place progressive d'un péage pour les poids lourds circulant sur le réseau routier et autoroutier francilien.

Je précise d'ailleurs que ce péage pourrait être proportionnel à la fois à la distance parcourue par le camion et à son niveau de pollution.

Nous ne sommes pas favorables à un péage urbain de ville qui créerait finalement un retour à l'octroi pour franchir les portes du périphérique.

Nous avons eu l'occasion de nous expliquer sur ce sujet. Il est vrai que, dernièrement, il était à nouveau d'actualité. Il le sera peut-être à nouveau à l'occasion du débat sur le Grenelle 2. Mais, en tout état de cause, je ne peux évidemment pas voter pour ce vœu.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Voeu déposé par Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'extension de la ligne 14.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant au vœu n° 67 du groupe U.M.P.P.A. qui porte sur l'extension de la ligne 14.

La parole est à Mme Laurence DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Je voudrais simplement partir du constat que nous faisons tous de la saturation jusqu'à 116 % de la ligne 13 et de la nécessité d'envisager une solution à long terme de désengorgement de cette ligne.

Il faut aborder le projet d'extension de la ligne 14 qui semble être de l'avis de tous le projet le plus approprié pour soulager la ligne 13.

Nous demandons que le Maire de Paris s'adresse au S.T.I.F. pour que cette étude sorte de manière rapide afin que nous puissions avoir un dossier complet sur la faisabilité, l'impact et le tracé d'extension de la ligne 14.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Mme LEPETIT a la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Madame DOUVIN, quand je vous entends, je suis totalement d'accord, parce que finalement vous dites qu'il existe une étude et qu'il faudrait maintenant quelle sorte.

J'adhère à 1.000 % à ce que vous dites. Je suis bien contente d'ailleurs que cette étude existe. C'est parce que nous avons déjà fait depuis quelques années le constat de la surcharge de la ligne 13 que, dans le contrat de projet entre la Région et l'Etat, il y a eu 25 millions d'euros inscrits pour des études approfondies et pour la première tranche de travaux.

En revanche, quand je lis votre vœu, et notamment le fait que le Maire soit mandaté par le Conseil de Paris pour demander au S.T.I.F. de charger un cabinet d'études indépendant d'étudier la faisabilité, l'impact et le tracé d'extension de la ligne 14 du métro, c'est déjà fait.

Nous avons demandé cette étude, vous le savez. Je rappelle que le S.T.I.F. a proposé quatre scénarios pour désengorger la ligne 13. Deux ont été retenus par le Conseil d'administration du S.T.I.F. et ce, avant même les élections municipales.

Ces études sont en train de se finaliser. J'ai encore, à l'occasion du bureau du S.T.I.F., demandé au Président où nous en étions. Il m'a assurée que ces études étaient en cours de finalisation et que nous serions, la Ville de Paris, les premiers renseignés.

Tant mieux. Je vous demande juste de retirer votre vœu parce que je pense que nous sommes d'accord sur les objectifs.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Acceptez vous de retirer votre vœu ?

Mme Laurence DOUVIN. - Je retire mon vœu d'autant plus facilement que nous sommes avec Mme Annick LEPETIT jeudi au Conseil d'administration et je pense que nous pourrions peut-être ensemble, si elle en est d'accord, nous adresser au Président du S.T.I.F. de manière à faire avancer le dossier.

Voeu déposé par Mmes Brigitte KUSTER, Françoise de PANAFIEU, Laurence DOUVIN, MM. Jérôme DUBUS, Jean-Didier BERTHAULT et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la couverture du périphérique.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous passons au vœu n° 68 du groupe U.M.P.P.A. relatif à la couverture du périphérique.

Madame Brigitte KUSTER, vous avez trois minutes.

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Merci, Madame la Maire.

Un voeu tout aussi important - j'espère qu'il aura une autre suite - que celui de la ligne 14 qui vient d'être évoqué, parce que, rappel historique, c'est la Région qui avait voté les crédits d'étude et qui l'avait inscrit au Contrat de Plan Etat-Région concernant la ligne 14, la Région et l'Etat, la Ville ayant refusé sous la précédente mandature de participer à ces crédits d'étude, Madame LEPETIT. Pour mémoire, je siège également à la Région. J'avais fait un vœu pour que la Ville participe à ces crédits d'études et M. BAUPIN, malheureusement, avait refusé.

Concernant la couverture du périphérique, c'est encore un débat assez important, puisque les acteurs institutionnels sont à nouveau réunis sur un même dossier : l'Etat, la Région et la Ville.

La couverture du périphérique, rappel historique, nous l'avions actée en janvier 2001 pour la partie qui devait concerner Ternes-Champerret. A l'époque, cela avait été reporté dans un souci d'étude complémentaire jusqu'à Villiers et la prise en compte des études techniques a engendré un retard.

Nous avons donc réitéré notre demande d'inscription et la Ville de Paris, lors du comité de pilotage du 27 décembre, s'était engagée à lancer l'enquête publique en 2008.

J'ai relancé Mme HIDALGO en juillet dernier pour savoir où nous en étions de cette enquête publique. A ce jour, nous sommes sans réponse. C'est pourquoi nous souhaiterions savoir aujourd'hui ce qu'il en est, sachant que l'Etat, puisque j'ai saisi parallèlement le Ministre des Transports, M. BUSSEREAU, qui m'a rassurée en me disant qu'il confirmait l'engagement de l'Etat de financer à hauteur de 35,7 millions, la Région apportant la participation de 9,3 millions. Le financement de la part de l'Etat se fera donc dans le cadre de la programmation de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France qui rassemble la totalité des moyens consacrés aux investissements routiers. L'Etat est en attente, lui aussi, du lancement effectif des travaux de l'opération ; c'est le courrier du Ministre que j'ai sous les yeux.

Madame LEPETIT, nous souhaiterions savoir quand, enfin, la Ville de Paris va lancer l'enquête publique préalable au démarrage des travaux, qui était déjà prévue sous la précédente mandature.

Je vous remercie.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Madame KUSTER, puisque vous avez rappelé que vous étiez Conseillère régionale, vous devriez donc savoir que le contrat de projets Etat-Région, c'est l'Etat et la Région. Donc l'inscription concernant les crédits d'étude et la première tranche des travaux sur la ligne 13, c'est la Région en grande partie et, pour l'autre partie, c'est l'Etat. Concernant les Départements, on appelle cela les "contrats particuliers" et ils n'ont pas encore été signés, notamment entre la Ville et la Région. Ne faites donc pas de procès d'intention concernant l'engagement de la Ville pour la ligne 13, car la Ville assumera toutes ses responsabilités !

Deuxièmement, concernant le vœu, votre vœu, puisque c'est de cela qu'il s'agit, un comité de pilotage, vous le savez, a été mis en place sur le secteur Ternes-Villiers-Champerret. Le projet de couverture totale a été retenu, avec un certain nombre de constructions.

La couverture devrait, au vu de sa longueur et des normes de sécurité qui sont imposées et qui devront être renforcées, comporter de lourdes installations techniques, à la fois pour la ventilation sanitaire du tunnel et également son désenfumage en cas d'incendie. C'est incontournable et, forcément, cela nécessite un complément d'étude qui doit aboutir au début de l'année prochaine, c'est-à-dire début 2009. Les conclusions de cette étude pourront bien sûr être présentées à l'occasion d'un comité de pilotage.

Sur le deuxième aspect des choses, c'est-à-dire le plan de financement, je vous rappelle que la Ville de Paris et la Région ont financé la part de l'Etat dans le cadre de la couverture de la Porte de Vanves à hauteur de 12 millions d'euros. Dans un premier temps, mauvais payeur, l'Etat s'est néanmoins engagé à ajouter cette somme à sa contribution sur l'opération Ternes-Champerret, c'est-à-dire un financement d'un peu plus de 36 millions d'euros. C'est peut-être cela que vous dit le Ministre BUSSEREAU dans sa lettre. En tout cas, à ma connaissance, sa lettre n'est pas encore parvenue à Mme HIDALGO, mais cela ne saurait tarder.

Vous comprendrez que, compte tenu du désengagement de l'Etat sur l'opération de couverture précédente, la Ville ne peut pas se payer une nouvelle fois le luxe de suppléer l'Etat. Elle le fait d'ailleurs assez dans bien d'autres domaines.

Il est donc indispensable, avant de lancer l'enquête publique sur ce projet de couverture Ternes-Villiers-Champerret, projet auquel nous tenons particulièrement, que ce soit Mme HIDALGO ou moi-même, ainsi que le projet urbain qui l'accompagne, car il ne s'agit pas uniquement d'une simple couverture du périphérique, d'attendre la confirmation claire et définitive de l'engagement financier de l'Etat. Et je pense que nous pourrions sans doute, vous et moi, Madame KUSTER, le demander à Mme LAGARDE, puisqu'elle n'est pas très loin de nous dans cet hémicycle.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame KUSTER, je pense que vous avez eu suffisamment d'éclairages. Envisagez-vous de retirer votre vœu ?

Mme Brigitte KUSTER, maire du 17e arrondissement. - Non seulement je ne le retire pas, mais les études, Madame LEPETIT, ont été réalisées. Celles que vous signalez sont en matière de sécurité. Une fois qu'elles ont été réalisées, la Ville s'est engagée, lors du comité de pilotage du 27 décembre 2007, à lancer cette enquête publique. Nous sommes en 2008.

Le comité de pilotage s'était engagé ; il ne l'a pas fait, donc nous réitérons. A quoi sert de réunir les comités de pilotage et de faire des engagements s'ils ne vont pas jusqu'au bout ?

L'engagement de l'Etat est acquis et acté. Maintenant, il faut que la Ville de Paris lance l'enquête publique. Sinon, c'est le serpent qui se mord la queue ! Il y a, à un moment, une décision à prendre, une volonté que la Ville de Paris doit afficher de lancer les travaux de couverture du périphérique et cela démarre par l'enquête publique. Cela date de 2007, Madame LEPETIT !

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Quel est l'avis de l'Exécutif sur le vœu ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - L'avis est défavorable. Mme KUSTER ne veut pas comprendre que l'engagement de l'Etat portait déjà sur la couverture d'une autre porte et que le comité de pilotage qui s'est réuni en décembre 2007 avait d'abord conclu sur la nécessité d'engager des études techniques supplémentaires.

La Ville montre sa bonne volonté, me semble-t-il, puisqu'elle a suppléé déjà une fois l'Etat. On ne va pas le faire deux fois !

Je vous rappelle d'ailleurs que l'Etat s'est engagé sur la couverture de deux portes dans le 17e sur l'opération Ternes-Champerret et que la Ville s'est engagée sur Villiers. De toute façon, il y aura un partenariat. Je souhaite que ce partenariat soit clair, transparent, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Vous me dites que vous êtes détentrice d'une lettre du Ministre BUSSEREAU. D'accord, je l'entends bien, mais en ce qui nous concerne, nous n'avons aucune garantie de ce que nous doit, car c'est une dette, l'Etat.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est rejeté.

Voeu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et des élus du groupe Centre et Indépendants relatif à l'éclairage public et la sécurisation des passages pour piétons.
Voeu déposé par l'Exécutif.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous abordons maintenant les voeux n^{os} 69 et 69 bis qui ont trait à l'éclairage public et à la sécurisation des passages pour piétons.

Le voeu n° 69 a été déposé par le groupe Centre et Indépendants et le n° 69 bis par l'Exécutif.

Je passe la parole à Mme CUIGNACHE-GALLOIS pour trois minutes.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Afin de garantir la sécurité des piétons, nous pensons que Paris devrait renforcer la visibilité des passages pour piétons la nuit.

Si, sur des grands axes, et encore pas tous, les passages piétons sont matérialisés par des bornes centrales éclairées la nuit et sont relativement protégés par les feux de circulation, force est de constater que les rues secondaires ne bénéficient pas du même niveau de sécurité.

De nombreuses Villes ont opté pour des réverbères orientés sur les passages piétons. Ce dispositif aurait, d'une part, l'avantage d'inciter les piétons à l'utilisation des passages protégés et, d'autre part, celui de garantir leur sécurité en améliorant la visibilité et l'attention des automobilistes sur ces passages.

Aussi, on demande que la Mairie de Paris veuille bien envisager l'installation petit à petit, parce qu'on est pragmatique, de ce type d'éclairage public dédié aux passages pour piétons afin d'en améliorer la visibilité pour les automobilistes et la sécurité pour les piétons.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame LEPETIT, vous présentez sans doute le vœu de l'Exécutif.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Votre proposition est intéressante mais je crois qu'il convient de faire attention à ce qui pourrait être de fausses bonnes idées.

Le dispositif des réverbères orientés sur les passages piétons que vous préconisez peut en effet produire des effets inverses de ceux recherchés. Nous risquons ainsi de voir le passage davantage éclairé que le piéton lui-même. Ce type de dispositif est d'ailleurs souvent utilisé à l'entrée de communes en milieu rural. Néanmoins, c'est une idée qui reste à approfondir et à étudier dans un cadre plus large. C'est pourquoi, je vous propose un voeu de l'Exécutif visant à élaborer un plan global pour les piétons.

Je rappelle que la marche est le mode de déplacement le plus utilisé à Paris. Il convient d'assurer aux piétons des conditions de déplacement plus aisées, plus confortables, et d'ailleurs tout à l'heure, le Représentant du Préfet de police faisait allusion à la question de leur sécurité. Tout cela va donc dans le même sens.

Si vous en êtes d'accord, Madame CUIGNACHE-GALLOIS, vous pouvez retirer votre vœu et voter celui de l'Exécutif. C'est la proposition que je vous fais et je suis prête, évidemment, à venir, soit devant les groupes, soit dans le cadre de la 3e Commission, pour que nous puissions discuter ensemble de ce plan global pour les piétons.

Mme Maïté ERRECART, adjoint, présidente. - Madame CUIGNACHE-GALLOIS ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - La sécurité étant le principal objet de ce vœu, je le retire.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Très bien.

Je mets donc aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 165).

Voeu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et des élus du groupe Centre et Indépendants relatif à l'augmentation du rythme d'installation des emprises de stationnement des deux-roues.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous passons maintenant au vœu n° 70 du groupe Centre et Indépendants, relatif à l'installation des emprises de stationnement des deux-roues.

La parole est toujours à Mme CUIGNACHE-GALLOIS.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Deux vœux se succèdent et l'ordre n'est pas forcément le bon, mais ce n'est pas grave.

Le premier concerne le stationnement des deux-roues motorisés ou non et toujours plus nombreux à Paris. Certes, des emprises de stationnement ont été créées pour les vélos et les deux-roues motorisés, conformément à l'article 4-2 de la charte 2007 les concernant - je parle des motocyclistes.

Malgré cela, le stationnement sauvage, en particulier des deux-roues motorisés, non seulement perdure, mais a tendance à s'aggraver considérablement. Cette question perturbe autant le confort des piétons parisiens qu'elle met aussi en jeu leur sécurité. De nombreux trottoirs étant investis par ces deux-roues alors que leur largeur ne le permet pas, les piétons se trouvent quelquefois dans l'obligation de les contourner, voire de descendre sur la chaussée pour les éviter. Cela pose donc de gros problèmes pour tous les piétons non seulement valides, mais aussi encore plus pour les handicapés.

De plus, le stationnement sauvage à proximité des intersections et des passages pour piétons pose un vrai problème de visibilité et met là aussi en jeu la sécurité des piétons, des cyclistes et des automobilistes.

Aussi nous souhaitons que soit accéléré le rythme d'installation des emprises de stationnement pour les deux-roues motorisés en particulier et que soit garantie la quiétude et la sécurité de tout un chacun dans son espace de circulation.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame LEPETIT, vous avez la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Effectivement, vous présentez deux vœux qui sont quand même un peu différents. Le n° 70 porte sur la création de places de stationnement pour les deux-roues motorisés ou non d'ailleurs. Je suis plutôt d'accord pour qu'il soit adopté.

Je veux juste quand même vous dire qu'il y a une petite confusion dans la rédaction de l'exposé des motifs sur les deux-roues motorisés et les vélos. C'est vrai qu'il y a aujourd'hui à peu près 36.000 places pour les deux-roues, dont 20.000 communes aux vélos et aux deux-roues motorisés. Depuis quelques temps, la Ville fait des parkings différents pour les deux-roues motorisés et pour les vélos. Ce sont des attaches différentes et les deux-roues motorisés peuvent aussi avoir des emplacements uniquement constitués de marquages au sol, ce qui nous évite d'ailleurs, et ce qui tient compte de votre vœu, de construire et d'avoir des coûts supplémentaires.

Pour les vélos, c'est autre chose : il y a une obligation d'attache sinon, au bout de cinq minutes, vous ne retrouvez malheureusement pas votre vélo.

Je suis favorable au vœu parce qu'il faut que nous construisions davantage de parkings deux-roues moteurs et vélos. Vous le dites dans votre proposition, mais comme vous reprochez un peu à la Ville, sans doute, de séparer les deux parkings, je souhaitais à l'occasion vous donner cette explication.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 166).

Voeu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et les membres du groupe Centre et Indépendants relatif à la sécurité des piétons, l'interdiction de circulation des deux-roues motorisés sur les trottoirs de Paris et la rédaction de l'article 4-2 de la Charte des deux-roues motorisés à Paris.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous passons au vœu n° 71, toujours de Mme CUIGNACHE-GALLOIS, à qui je donne la parole.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Dans la suite de ce que l'on vient de dire, on manque de places de stationnement pour les deux-roues motorisés et effectivement, Madame LEPETIT, je reviens sur votre correction tout à l'heure, j'en prends acte et c'est la raison pour laquelle vous aurez remarqué que je ne l'ai pas formulé de la même manière que je l'avais écrit.

Il y a effectivement un problème de stationnement sauvage des deux-roues motorisés sur les trottoirs. Cela implique que non seulement les deux-roues motorisés stationnent sur les trottoirs, mais aussi roulent sur les trottoirs, parce qu'il faut bien s'y rendre. Cela arrive de plus en plus, et en particulier sur les trottoirs larges des boulevards. On arrive à une situation un peu ubuesque de trouver des scooters qui roulent sur les trottoirs.

J'en reviens à la charte des deux-roues motorisés de mars 2007 qui est un peu ambiguë parce qu'elle préconise différents types de comportement à destination de ces utilisateurs. Certaines de ces dispositions, je reprends par exemple l'article 3.1.1 de la charte : "Ne jamais circuler sur les trottoirs", cela nous paraît évident. Ailleurs, on a : "Réduire au minimum le cheminement sur les trottoirs". Effectivement, on a une différence entre la circulation et le cheminement, encore que pour moi, un cheminement est aussi une forme de déplacement.

Je trouve que cela mériterait que l'on éclaircisse ces dispositions et qu'il y ait une interdiction absolument inconditionnelle des deux-roues motorisés sur les trottoirs, que ce soit cheminement ou circulation, quel que soit le mot employé.

Il me semble assez incompréhensible qu'une tolérance soit accordée, parce que cela a l'air quand même d'être le cas, aux deux-roues motorisés pour qu'ils roulent sur les trottoirs. Je souhaiterais donc qu'il y ait une explication, une précision de ces termes afin que cet état de fait cesse.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Mme LEPETIT a la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Madame, vous faites là référence à la charte des deux-roues motorisés qui prévoit le stationnement des deux-roues essentiellement sur les chaussées, bien sûr, mais il est vrai que lorsque aucune autre possibilité n'est offerte, il est envisagé qu'il puisse être toléré, sous certaines conditions, sur le trottoir. La Préfecture de police n'a pas signé la Charte en mars 2007, mais ce n'est pas pour cette raison, c'est à cause de la remontée des files des deux-roues. Néanmoins, cette charte est de toute façon amenée à évoluer puisque le trafic à Paris est en pleine évolution.

Nous allons donc être amenés à retravailler cette charte, et j'espère bien que la Préfecture de police la signera. En tout cas, sachez que la Préfecture a donné son accord sur cette tolérance en émettant d'ailleurs les points qui peuvent être tolérés ou non, comme ne pas stationner sur les trottoirs étroits, privilégier le stationnement côté bordure de trottoir en limitant le cheminement du deux-roues au minimum nécessaire, éviter de positionner son véhicule trop près des passages piétons ou des entrées et sorties d'immeubles, des bouches incendie, etc.

On ne peut donc pas apparenter la notion de cheminement à celle de circulation. C'est vrai que, quels que soient les utilisateurs des transports, il y a forcément des indisciplinés ou des gens qui sont totalement inconscients et qui roulent vite avec leur deux-roues à moteur sur le trottoir. Mais, en règle générale, les motards font plutôt attention.

Le caractère gênant du stationnement est quand même pris en compte dans la charte. Il n'y a donc pas lieu de modifier ce texte sur ce point.

Donc, je vous demanderai de bien vouloir retirer votre vœu.

Ceci dit, je souhaite mener une réflexion de fond sur le stationnement des deux-roues à moteur, puisqu'on voit au fil des mois, que ce soit l'été ou l'hiver, que nous avons de plus en plus de deux-roues à moteur qui stationnent sur les trottoirs.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Monsieur le Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Autre argument à l'attention de Mme la Conseillère : l'application de la tolérance depuis un an n'est pas allée de pair avec un laxisme, puisque l'augmentation des contraventions relatives au stationnement gênant des deux-roues à moteur a augmenté de 15 %. On est passé en six mois équivalents 2008 et 2007 de 1.120 procès-verbaux à 1.284.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame CUIGNACHE-GALLOIS, vous êtes convaincue ? Vous avez encore des offres de travail en commun, à ce que je vois, donc, vous acceptez de retirer votre vœu ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Je suis perplexe, je ne sais pas comment...

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Je crois qu'il faut continuer à discuter.

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Oui, je crois qu'il faut continuer à discuter.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Donc, vous acceptez de retirer votre vœu ?

Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS. - Donc, j'accepte pour discuter avec Mme LEPETIT et M. le Préfet.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Très bien. Merci, Madame.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux conséquences de la défaillance de la société Altadis en charge de l'approvisionnement des buralistes de la Capitale en cartes de stationnement prépayé "Paris-Cartes".

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous passons au vœu n° 72 du groupe U.M.P.P.A. qui concerne les conséquences de la défaillance de la société "Altadis" en charge de l'approvisionnement des buralistes en cartes de stationnement prépayé "Paris-Cartes".

La parole est à Mme DOUVIN.

Mme Laurence DOUVIN. - Merci beaucoup, Madame la Maire.

Notre attention ayant été alertée par les problèmes de la société "Altadis", nous sommes entrés en contact avec cette société, qui a effectivement reconnu qu'elle avait connu une rupture de stock importante, puisque, pendant les deux jours du 10 et du 11 septembre, ce sont 600 livraisons qui sont faites par jour et qui n'ont donc pas été effectuées. Il y a eu au total 1.200 livraisons qui n'ont pas été effectuées sur Paris. Et cette société nous a indiqué qu'elle n'avait pu effectuer un rattrapage qu'à partir du 15 septembre, que donc il y avait bien eu pénurie, puisque les bureaux de tabac n'ont pas du tout huit jours de stock mais beaucoup moins maintenant, en raison des agressions dont ils sont victimes. Donc, ils ont un stock qui ne les met pas à l'abri d'une défaillance.

C'est pourquoi ce vœu prend état de cette situation temporaire, bien sûr, et demande que les verbalisations établies pour stationnement sur zone payante non payé sur cette période qui se situe en période critique entre le 12 et le 15 ou le 16, fassent l'objet d'une clémence exceptionnelle de la part des services du Préfet de police.

Je vous remercie.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Je pense que la question s'adresse à l'Exécutif mais aussi à la Préfecture de police.

Qui commence ? Madame LEPETIT ?

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Je veux bien commencer parce que je n'ai pas le sentiment… On s'est déjà expliquées, avec Mme DOUVIN, en 3e Commission sur cette question. On n'a pas eu de plaintes et on n'a pas non plus connaissance de buralistes qui n'ont pas pu avoir de cartes.

Sur ce sujet, je laisserai répondre la Préfecture de police mais je ne vois pas trop l'opportunité de ce vœu.

Simplement, j'en profite pour, en marge, informer le Conseil et les Conseillers de Paris que beaucoup d'automobilistes ne paient pas : 93 % des usagers en situation irrégulière - 93 %, je le précise quand même ! - ne sont pas verbalisés. Là, je me tourne vers la Préfecture de police moi aussi.

Vous demandez, Madame DOUVIN, la clémence du Préfet de police concernant les automobilistes qui n'ont pas pu acheter de "Paris-Cartes" mais la clémence du Préfet de police n'est malheureusement pas exceptionnelle justement ; je trouve qu'elle est même très forte, compte tenu des chiffres que je vous donne.

Sachez aussi - cela intéressera tous les Conseillers de Paris - qu'entre 2003 et 2007, les recettes du stationnement sur la voie publique ont baissé de 14 %, ce qui représente un peu plus de 6 millions d'euros, et que le nombre de P.V. sur la même période a également baissé de 25 %.

Madame DOUVIN, je suis d'accord pour que nous demandions la clémence du Préfet de police lorsqu'elle doit avoir lieu mais là, en l'occurrence, ce n'est pas le cas et, moi, au contraire, j'en profite pour demander au Préfet de police qu'il y ait une régularité plus forte sur la verbalisation des personnes qui stationnent sans payer ; je pense notamment au stationnement rotatif.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Monsieur le Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - J'aurai peut-être l'occasion, à propos d'un vœu ultérieur, de préciser les actions mises en œuvre pour moderniser la fonction de contravention.

Simplement, s'il n'y avait pas eu ce vœu, Madame DOUVIN, la Préfecture de police, en tout cas son cabinet, n'aurait pas été informé de cette problématique. Nous n'avons reçu aucun courrier ni aucune alerte, ce qui montre que la gêne n'a pas dû être considérable.

D'autre part, saisi d'une demande détaillée, l'officier du Ministère public a toujours la possibilité d'apprécier au cas par cas, en fonction des situations.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Madame DOUVIN, vous maintenez votre vœu quand même ?

Vous le retirez ? Très bien. Merci, Madame.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'application à Paris du nouveau plan contre les embouteillages en Ile-de-France.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous passons au vœu n° 73, du groupe U.M.P.P.A. qui a trait au nouveau plan contre les embouteillages en Ile-de-France.

La parole est à M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Ma question, Madame la Maire, s'adresse principalement au Préfet de police, puisque le Gouvernement a décidé de prendre en main la lutte contre les embouteillages, qui sont innombrables et qui, parfois même, le matin causent 300 kilomètres de bouchon aux portes de Paris. Bouchons qu'on retrouve également dans la Capitale, grâce à la politique mise en œuvre par M. BAUPIN, qui gesticule sur son banc bien inutilement !

Il est donc maintenant tout à fait opportun que la circulation soit appréhendée, bien sûr, sur le plan de la politique générale, sur l'ensemble de la plaque urbaine Ile-de-France qu'on pourrait appeler le Grand Paris, par exemple. Quatre priorités sont fixées pour ce plan : la définition de nouveaux axes routiers prioritaires, la mise en place d'un centre de commandement unique, la création d'un service régional de police routière, et la mobilisation d'une force d'intervention rapide.

Tout ceci est évidemment une nouvelle politique audacieuse qui demande de nouveaux moyens.

C'est le Préfet de police, si j'ai bien compris, dans ce plan, qui disposera désormais des pouvoirs de régulation du trafic sur l'ensemble de la région et qui également mobilisera un millier de fonctionnaires de police pour sa mise en œuvre.

Ma question consiste simplement à me féliciter de cette politique et à mieux connaître son articulation avec la circulation à l'intérieur de Paris, les effectifs qui y seront affectés réellement et comment ce nouveau plan sera organisé et mis en œuvre.

Je vous remercie.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Mme LEPETIT a la parole.

Mme Annick LEPETIT, adjointe. - Merci, Madame la Présidente.

Vous passez la parole au Représentant du Préfet de police et vous avez raison, puisque, de toutes les façons, c'est une question qui lui est adressée, mais, compte tenu de nos procédures, le vœu est là et il ne devrait pas être là.

Ce n'est pas un vœu. M. GOUJON lui-même d'ailleurs, en présentant la question, a dit : "Il s'agit d'une question au Préfet de police." Donc, je ne vois pas pourquoi c'est un vœu qui est présenté au Conseil de Paris.

Je le dis, même si je sais que la question des vœux recevables ou non n'est pas évidente à régler.

Il faut que chaque Conseiller fasse l'effort d'en discuter en Commission et d'expliquer s'il s'agit d'un vœu ou d'une question. A ce moment-là, si c'est une question au Préfet de police, elle peut lui être adressée par écrit.

Mais là, on demande l'avis du Maire de Paris alors que la question est posée essentiellement au Préfet de police.

Je le rappelle et j'en profite pour le dire. Je ne vais pas répondre à la place du Préfet de police, mais compte tenu de votre question, Monsieur GOUJON, je n'imagine pas que le périmètre d'application de ce dispositif concerne Paris.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - La parole est à M. le Représentant du Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Le projet de réforme annoncé par le Ministre de l'Intérieur s'inscrit dans le contexte du renforcement de la coordination des services de police et de gendarmerie en Ile-de-France et de mutualisation de certains moyens dans l'agglomération francilienne.

Alors qu'il n'est aujourd'hui compétent qu'en cas de crise pour mettre en œuvre les plans de gestion du trafic au titre de la Préfecture de zone, le Préfet de police sera effectivement investi d'un pouvoir de direction de l'action de l'ensemble des services de police et de gendarmerie sur le réseau routier structurant.

Il ne s'agit pas de l'intégralité du réseau routier régional mais des principaux axes.

La circulation routière en Ile-de-France est effectivement difficile. Il convient donc d'optimiser la gestion des services de police de manière plus efficace.

A Paris, si la mission de régulation de sécurité routière incombe partout à la Préfecture de police, la régulation du trafic est, elle, un domaine partagé si l'on songe à l'importance de la régulation du système de gestion centralisée des feux de circulation.

Mme LEPETIT a exposé les projets "SURF 3", il serait intéressant à ce sujet d'avoir une réflexion commune pour voir comment on peut articuler la mission de régulation et de gestion du réseau et la mission de régulation concrète des policiers sur le terrain du trafic.

On a déjà eu l'occasion d'avoir des échanges dans les travaux entre la D.V.D. et les services de police.

Enfin, il existe une asymétrie puisque les compétences préfectorales sont un peu plus larges sur certains axes structurants de la Capitale. Aussi, le projet ministériel, en renforçant la cohérence dans le domaine régional, ne modifie pas directement les règles applicables sur le territoire de la Capitale.

Pour autant, le fait que les missions de régulation, régionales et parisiennes, soient confiées à la même direction, la D.O.P.C., conduira naturellement à une prise en compte réciproque des enjeux respectifs de l'intra muros et de l'extra muros pour une meilleure compréhension des effets de report de trafic.

Les outils SIRIUS pour la Ville et SYTADIN pour l'Etat pourront ainsi être mieux intégrés et exploités par la Préfecture de police.

En outre, lorsqu'il y aura une crise, l'expérience quotidienne pourra servir à sa gestion. Les arrêtés ministériels qui confient au Préfet de police une nouvelle prérogative étant toujours en cours d'examen au cabinet du Ministre, il est prématuré d'exprimer une position définitive, mais il y aura néanmoins des effets d'intégration et de prise en compte de l'intra et de l'extra muros.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur le Préfet de police.

Monsieur GOUJON, je crois que ce n'est pas un vœu, je pense effectivement que c'est sous la forme d'une question que vous pourrez la reposer.

Je pense qu'il n'y a pas lieu d'organiser un vote.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci de laisser l'opposition s'exprimer de temps en temps dans cette enceinte et de la laisser déposer les vœux qu'elle souhaite déposer.

Sur votre invitation, je retire ce vœu puisque j'ai eu ma réponse.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur GOUJON.

2008, DEVE 126 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la société "Climespace" en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), une installation de réfrigération et de refroidissement située dans la gare RER Auber (9e).

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Nous avons un dernier projet de délibération à voir qui est le DEVE 126. Il concerne une demande d'autorisation formulée par la société "Climespace" en vue d'exploiter une installation de réfrigération et de refroidissement située dans la gare RER Auber.

La parole est à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - Merci, Madame la Présidente.

Les demandes d'installation de tours aéro-réfrigérantes se multiplient actuellement à Paris. Un projet vient d'être formulé par la société "Climespace" pour une implantation dans la gare R.E.R. Auber, un autre a été présenté par la société "Interxion" pour la Z.A.C. de la Montjoie à Saint-Denis.

Pour le futur centre commercial Beaugrenelle, c'est un projet de dix tours aéro-réfrigérantes qui était prévu. Or, ces installations de tours peuvent faire courir des risques importants à la population et ont aussi des conséquences pour l'environnement.

Nous avons malheureusement pu le vérifier au cours de récents incidents qui sont loin d'être isolés. En juillet dernier, c'est à la Cité des Sciences qu'une alerte à la légionellose a été lancée. En cause toujours ces fameuses tours. Déjà, en 2006, celles-ci avaient été responsables d'un grave accident à la gare d'Austerlitz, 20 cas groupés de légionellose dont deux morts.

Aujourd'hui, la société "Climespace" demande une autorisation d'installation de ce type à nouveau dans une gare à la station Auber.

Vous comprendrez que cela appelle une certaine vigilance de notre part. La question de ces tours est sensible et nécessite que l'on prenne très au sérieux les enjeux qu'elle comporte, des enjeux de santé publique, c'est une évidence au vu des risques d'incidents dramatiques qu'elles peuvent provoquer, des enjeux écologiques aussi compte tenu des conséquences sur l'environnement.

En termes de santé publique, une maîtrise parfaite de la surveillance de ces systèmes de réfrigération est indispensable, sans quoi ils peuvent permettre la prolifération de bactéries qui se traduisent par la maladie de la légionellose.

Il est d'autant plus important d'accorder la plus grande vigilance à ce problème que les personnes susceptibles de la contracter sont des personnes fragilisées, dites immunodéprimées c'est-à-dire atteintes de certaines maladies comme le cancer, etc.

Or, ces tours ont vocation à être installées dans des lieux de passage où le public est très nombreux : gares ou centres commerciaux. En termes d'environnement, nous devons aussi prendre toutes les mesures de répercussion que ces tours impliquent, ces systèmes de climatisation entraînent une consommation énergétique considérable et participent à l'effet de serre.

Si nous voulons respecter les engagements du Plan Climat que le Conseil de Paris a adopté, nous devons connaître de manière certaine et objective les conséquences de chacune de ces installations pour le développement durable.

C'est la condition première afin de l'encadrer et d'en limiter les effets néfastes. Actuellement, ces tours sont soumises à une autorisation du Préfet, les demandeurs doivent fournir une étude d'impact examinée par un commissaire-enquêteur désigné par le Président du Tribunal administratif.

Au préalable, l'étude d'impact est soumise au service technique de la Ville qui émet ses observations.

Cependant, il apparaît que les études d'impact sur lesquelles nous devons nous prononcer sont la plupart du temps incomplètes ou insuffisamment précises.

Il nous est donc impossible dans ces conditions de porter un jugement éclairé sur les dossiers concernés. Cet état de fait nous oblige à renoncer à une démarche constructive qui nous permettrait de donner un avis en toute connaissance de cause. Il nous semble nécessaire de sortir aujourd'hui de cette impasse. C'est aussi le rôle de la Ville de pousser à ce que les études d'impact qui nous sont proposées nous permettent d'émettre un avis averti.

Il est donc de notre devoir d'élus d'alerter de cette situation inconcevable, au regard des enjeux qui sont en cause. C'est pourquoi, dans un souci d'amélioration de la qualité de ces études et avec la volonté de remédier à ces insuffisances, n'ayant pas l'information satisfaisante au jour d'aujourd'hui, nous nous abstiendrons.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Monsieur BAUPIN, vous souhaitez apporter des éclairages ?

M. Denis BAUPIN, adjoint, au nom de la 4e Commission. - Oui, je voudrais remercier Mme GASNIER pour son excellente intervention, sauf les tout derniers mots qui sont incohérents avec l'ensemble de ce qu'elle a exposé précédemment. Elle a eu raison de souligner tous les aspects qu'elle a évoqués sur la climatisation. En effet, la consommation énergétique que cela entraîne, et donc la nécessité partout où on peut le faire - c'est ce qui est prévu dans le Plan climat - de favoriser l'isolation thermique des immeubles afin d'éviter de sur-utiliser en hiver le chauffage et la climatisation en été, le fait de privilégier "Climespace" plutôt que des installations éparpillées en matière de climatisation, afin de limiter les risques sanitaires, tout cela est pertinent.

Je lui précise malgré tout, qu'en ce qui concerne la station Auber, il ne s'agit pas d'une nouvelle installation mais de la rénovation d'une installation existante. Ne pas le faire entraînerait le maintien d'une installation qui a vieilli et qui n'assure pas les mêmes sécurités.

Elle souligne, à juste titre, et de ce point de vue je vais saisir le Préfet afin que nous puissions modifier les conditions dans lesquelles nous travaillons, que nous sommes dans une situation particulière dans les villes de la loi P.L.M. où nous devons consulter les arrondissements - ce qui est une bonne chose évidemment - sur les ICPE (installations classées de protection de l'environnement) mais que cela entraîne des délais qui sont longs par rapport au délai extrêmement court qui nous est donné pour pouvoir donner un avis. Nous n'avons que trois mois et la consultation des arrondissements avant celle du Conseil de Paris laisse extrêmement peu de temps aux services de la Ville pour pouvoir examiner les dossiers.

La conséquence de cela, c'est que nous proposons aujourd'hui un projet de délibération qui permet justement d'intervenir dans la procédure et de souligner auprès du requérant, c'est-à-dire de "Climespace", les insuffisances du dossier qui est soumis, de l'étude d'impact.

Donc, je l'invite plutôt que de s'abstenir sur ce projet de délibération à le voter. Nous serons d'autant plus forts pour demander à "Climespace" la mise en place d'étude d'impact qui nous permettent de prendre position, que nous aurons été nombreux à voter ici dans cette enceinte pour ce projet de délibération.

Il serait à mon avis incohérent de souligner ce manque de pertinence des études d'impact qui nous sont fournies et de ne pas voter un projet de délibération qui demande des études plus complètes.

Mme Maïté ERRECART, adjointe, présidente. - Merci, Monsieur BAUPIN.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 126.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DEVE 126).

Suspension et reprise de la séance.

(La séance, suspendue à treize heures dix minutes, est reprise à quatorze heures trente minutes, sous la présidence de M. GIRARD).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous reprenons la séance.

Voeu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la simplification des procédures afin d'inciter les entreprises parisiennes à procéder à la mise en place de cendriers muraux.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous allons examiner le vœu n° 74 du groupe U.M.P.P.A., qui a trait aux procédures de mise en place de cendriers muraux. Il ne se rapporte à aucun projet de délibération.

Madame MERIGOT de TREIGNY, vous pouvez prendre la parole.

Mme Martine MERIGOT de TREIGNY. - Merci, Monsieur le Maire.

Depuis le 1er janvier 2008, il est interdit de fumer dans tous les lieux publics. Les mégots se multiplient sur les trottoirs, notamment au pied des immeubles de bureaux, et spécialement là où ils sont le plus nombreux, dans le 8e arrondissement, par exemple.

Certes, la Ville a multiplié des campagnes de sensibilisation et des initiatives pour inciter les Parisiens, habitants et commerçants, à des comportements respectueux de l'environnement - cendriers de poches, affiches, cartes postales. La pose d'un cendrier mobile est désormais exonérée de droits de voirie pour les exploitants ayant droit à une terrasse ouverte, sous réserve d'une demande d'occupation du domaine public, mais cette disposition ne s'applique pas aux sociétés établies dans les immeubles dont les abords sont souillés de centaines de mégots.

L'objectif de ce vœu est d'obtenir pour les sociétés en immeuble la possibilité, sans formalités excessives, de poser des cendriers muraux discrets à l'entrée extérieure de leurs locaux. Nous remercions l'Exécutif parisien de trouver rapidement une solution simple à ce réel problème.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - M. François DAGNAUD pour vous répondre.

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je veux d'abord remercier notre collègue d'avoir rappelé les efforts engagés par la Ville pour accompagner l'interdiction de fumer dans les lieux publics, et dès avant dans les entreprises, avec la conséquence que nous constatons et que vous constatez, chère collègue, dans votre arrondissement tout spécialement, de voir se multiplier les mégots au pied des immeubles. Nous avons mis en place un certain nombre de mesures que vous avez rappelées et je n'y reviens pas.

Les dispositions qui s'appliquent en la matière, s'agissant d'installation de cendriers de rue au droit des immeubles de bureaux relèvent en l'occurrence du Code de l'urbanisme, donc davantage de l'Etat que de la Ville, et pour y avoir regardé de plus près dans la perspective de vous répondre, il ne semble pas que les procédures soient particulièrement complexes. Il y a effectivement une demande d'autorisation qui doit être traitée dans un délai de deux mois. Quoi qu'il en soit, on peut penser que c'est encore trop, mais cela ne relève pas, encore une fois, de la Ville de Paris, mais du Code de l'urbanisme et donc de l'Etat.

Néanmoins, nous nous inscrivons dans la même démarche et nous avons évidemment la même volonté. Si ce vœu n'est pas indispensable, il ne sera pas inutile, et de façon à marquer de façon unanime et convergente notre volonté de mobiliser l'ensemble des acteurs et usagers de l'espace public sur cette problématique relevant de la pollution de l'espace public, je propose que nous adoptions le vœu présenté par notre collègue du 8e arrondissement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Monsieur DAGNAUD.

C'est en effet une bonne nouvelle quand on sait de surcroît, que les filtres des cigarettes bouchent les canalisations et les égouts de Paris avec des conséquences…

M. François DAGNAUD, adjoint. - Avec votre permission, Monsieur le Maire, vous savez que la Ville de Paris, pour son propre compte, et le Conseil de Paris pour ce qui concerne les personnes qui travaillent en son sein, a installé un cendrier dans la cour.

Je m'étonne que le cendrier ne soit pas toujours utilisé, que l'on voie encore des fumeurs et des fumeuses jeter les mégots à même le sol à 50 centimètres du cendrier. Je me tourne vers Mme la Secrétaire générale et son adjoint pour que l'on trouve une façon de rappeler à tous les agents de la Ville, et pourquoi pas aux élus, qu'un cendrier est mis à leur disposition et qu'il leur revient de l'utiliser.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Voilà. Un rappel au civisme n'est jamais une mauvaise chose.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 167).

2008, DEVE 137 - Approbation du principe et des modalités d'attribution du marché de nettoyage des sanitaires publics implantés dans les espaces verts et les cimetières parisiens.
Voeu déposé par Mme Fabienne GASNIER et les membres du groupe Centre et Indépendants relatif à la sécurité des sanitaires publics implantés dans les espaces verts.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je passe au projet de délibération DEVE 137 sur lequel le groupe Centre et Indépendants a déposé le vœu 75 : approbation du principe et des modalités d'attribution du marché de nettoyage des sanitaires publics implantés dans les espaces verts et les cimetières parisiens.

Je donne la parole à Mme Fabienne GASNIER.

Mme Fabienne GASNIER. - La Ville de Paris connaît une augmentation du nombre de ses espaces verts, et donc de ses surfaces à entretenir, et une diversification des services qui peuvent y être rendus, comme la mise en place du tri sélectif, le wifi, et aussi l'implantation de toilettes publiques automatiques, autonettoyantes, sur certains sites. Si l'on ne peut bien entendu que se féliciter de ces nouvelles réalisations ainsi que de l'augmentation du nombre de ces espaces verts et de leur fréquentation, on ne peut que déplorer le manque d'effectifs de surveillance dans ces mêmes espaces. En effet, les effectifs des espaces verts sont à effectif constant et uniquement redéployés malgré cette augmentation des espaces verts, ce qui pose réellement un problème.

Cela pose la question de la surveillance, notamment celle des toilettes publiques autonettoyantes, même si ce n'est pas, bien sûr, la tâche essentielle des agents de surveillance. Nous avons récemment connu des problèmes de sécurité avec ces toilettes automatiques dans un square du 13e arrondissement.

C'est pourquoi nous émettons le vœu d'une augmentation du nombre des agents d'accueil et de surveillance en poste fixe, je le précise bien, pour une présence de proximité face aux problèmes et aux difficultés liés au développement de ces nouveaux services qui sont rendus au public dans les espaces verts, et en particulier, ceux des toilettes publiques autonettoyantes.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Madame GASNIER.

Pour vous répondre, Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Deux questions sont posées dans ce vœu.

D'abord, la question de la surveillance des espaces verts par les agents d'accueil et de sécurité qui, aujourd'hui, effectuent des rondes dans plusieurs jardins sur un secteur donné en fonction des besoins exprimés dans certains espaces verts et aussi en fonction des saisons et de la fréquentation des jardins. C'est un mode d'organisation adopté depuis de nombreuses années, et nous ne souhaitons pas revenir à un mode de gestion avec poste fixe pour les agents d'accueil et de sécurité.

Néanmoins, nous avons bien conscience qu'il y a une demande de plus en plus forte et de plus en plus d'usagers de jardin ; nous nous en félicitons, mais cela pose aussi la question des rapports entre les agents d'accueil et de sécurité et le public. Un gros travail de formation est engagé depuis des années et nous allons le poursuivre intensément pour que les agents d'accueil soient mieux formés à ces nouveaux usages des jardins, et aussi soient plus à même de répondre à différentes problématiques qu'il peut y avoir dans les jardins. C'est le premier volet de réponse.

Sur les toilettes, je constate effectivement qu'il faudrait installer encore plus de toilettes dans les jardins existants. Dans les nouveaux jardins on le fait systématiquement et dans les jardins existants on a aujourd'hui un programme de quatre à cinq implantations supplémentaires au niveau annuel.

J'ai demandé au P.I.P.P. que l'on passe à dix installations annuelles possibles dans les jardins existants pour améliorer l'hygiène. Je pense qu'on a encore des progrès à faire dans ce domaine.

Quant à l'incident qui a eu lieu dans le 13e arrondissement, il faut savoir qu'avant cet incident, que je regrette mais qui n'a pas eu de conséquences graves heureusement, on n'a pas eu de problème avec ces toilettes automatiques. Elles ont été testées et sont en usage dans d'autres villes. C'est vraiment un incident qui a été pointé par la presse mais qui ne se répète pas de façon régulière.

On a néanmoins demandé une expertise afin de savoir vraiment ce qui s'était passé pour éviter qu'un nouvel incident se renouvelle. Il n'y a néanmoins pas lieu aujourd'hui de créer une disposition spéciale sur ces types de toilettes.

En réponse, je ne peux pas accepter le vœu tel qu'il est proposé par Mme GASNIER parce qu'on n'est pas du tout dans l'optique de changer le mode de fonctionnement des agents d'accueil et de sécurité.

On fait un véritable effort pour améliorer l'hygiène et l'installation de toilettes dans les jardins existants et les nouveaux jardins.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Bien. Avis défavorable de l'Exécutif. Maintenez-vous ce vœu ?

Mme Fabienne GASNIER. - Je le maintiens parce qu'il s'agit de pointer du doigt le manque d'effectifs en général et d'agents de surveillance en particulier. Il n'y a eu que 12 postes de créés au dernier budget sur plus de 30 hectares créés lors de la dernière mandature.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets tout d'abord aux voix, à main levée, le vœu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 137.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DEVE 137).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Comme il y a peu d'élus en séance, je vous demande d'être très attentifs au vote pour être certain qu'une majorité franche se dégage.

Voeu déposé par M. Yves CONTASSOT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à l'avenir du jardin partagé du centre d'animation de la Poterne des Peupliers (13e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous examinons à présent deux vœux qui ne se rattachent à aucun projet de délibération. Le voeu n° 76 du groupe "Les Verts" qui a trait au jardin partagé du centre d'animation de la Poterne des Peupliers dans le 13e arrondissement.

La parole et à Mme Danielle FOURNIER.

Mme Danielle FOURNIER. - Merci, Monsieur le Maire.

Les projets de jardins partagés se sont développés au cours de l'ancienne mandature, dans un souci à la fois de lien social et de réponse écologique.

Ils s'installent sur des terrains qui peuvent leur être dédiés de manière pérenne mais souvent aussi sur des espaces qu'ils occupent de manière temporaire.

C'est le cas de ce jardin partagé du centre d'animation de la Poterne des Peupliers qui est installé à l'initiative de l'association "Consom' Solidaire" depuis mai 2008 et qui doit déménager parce que la parcelle qui accueillait les activités du jardin a été vendue à l'Assistance publique de Paris qui va y entreprendre des travaux.

Il faut donc, et c'est la proposition de ce vœu, trouver dans les meilleurs délais un nouvel emplacement pour ce jardin géré par cette association, une parcelle qui serait à proximité ou qui pourrait même être dans le centre d'animation de la Poterne des Peupliers, ce qui serait l'idéal.

Accompagnant cette demande de déménagement des activités sur un autre terrain, il est aussi proposé et demandé que soit envisagée la création d'un emploi d'insertion qui permettrait de développer justement toutes les activités de lien social afférentes à ce jardin.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, je donne la parole à Mme GIBOUDEAUX.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Il s'agit de retrouver un nouvel emplacement pour un jardin partagé dans le 13e arrondissement qui avait commencé ses activités ces derniers mois.

Nous y sommes évidemment favorables, on va essayer de retrouver un emplacement à proximité pour permettre à l'association de continuer son activité de jardin partagé.

Nos services sont en train d'étudier d'autres possibilités et vont faire des propositions. Notre avis est favorable sur ce point.

Quant au poste d'insertion, cela ne dépend pas uniquement de ma délégation. On est en train de travailler avec Olga TROSTIANSKY pour voir comment développer des jardins d'insertion à Paris. Elle y est très favorable.

Dans la mesure où on a un projet d'insertion avec une demande de poste d'insertion, j'examinerai tout à fait favorablement ce dossier avec ma collègue pour voir de quelle manière on peut rendre cette expérience pérenne.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien. Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le voeur assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 168).

Voeu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la fermeture du jardin Salomon de Rothschild.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 77 du groupe U.M.P.P.A. concernant la fermeture du jardin Salomon de Rothschild dans le 8e arrondissement.

La parole est naturellement au maire du 8e arrondissement, M. François LEBEL.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Tout le monde connaît je pense l'hôtel Salomon de Rothschild dont le jardin a été, depuis dix ans, concédé à la Ville de Paris moyennant la remise en état de l'ensemble des plantations et des arbres.

La Ville a investi pendant dix ans 700.000 euros pour remettre ce jardin à niveau, moyennant quoi le public y était accepté.

Aujourd'hui, les travaux ayant été faits par la Ville et le contrat étant terminé, le propriétaire du jardin veut le reprendre pour son usage exclusif et en faire un jardin privatif.

Ce faisant, les 4.000 mètres carrés qui constituent l'un des rares îlots de verdure existant dans ce quartier de Paris seraient définitivement retirés à l'usage du public.

Depuis plusieurs mois semble-t-il, il y a des négociations entre le propriétaire, la fondation Rothschild et la Ville.

Ces négociations n'ont pas encore abouti. Au cours de son compte rendu de mandat, le Maire de Paris a assuré au 8e arrondissement qu'il étudiait la question, que des négociations allaient reprendre. Je souhaiterais obtenir de la part de l'adjointe compétente l'état de ces négociations et souhaiterais savoir si la Ville réussira vraiment à empêcher que, pour la première fois depuis très longtemps, un espace vert ouvert au public lui soit finalement retiré.

Je souhaiterais que Mme GIBOUDEAUX puisse nous dire la bonne nouvelle que la Ville a fait un petit effort et que, pour quelques années supplémentaires, la convention entre la Ville et le propriétaire du jardin puisse ainsi être signée et que les habitants puissent à nouveau bénéficier de cet espace de verdure.

Je remercie Mme GIBOUDEAUX de bien vouloir me dire où en est cette affaire.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Avant de donner la parole à Mme GIBOUDEAUX, permettez-moi juste d'apporter un élément d'histoire qui concerne ce lieu et qui est très peu mentionné lorsqu'on parle de la Fondation : c'est que le Centre national de la photographie qui siégea donc dans l'hôtel de Rothschild, a, voici quelques années, déménagé pour s'installer dans les Tuileries, au Jeu de Paume, et je pense que ce lieu a perdu ce jour-là un centre d'intérêt majeur, lorsque l'Etat a fait ce choix.

Madame GIBOUDEAUX ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Sur la forme du vœu, je voudrais quand même faire une remarque parce que M. LEBEL semble ne pas être informé des démarches qui sont entreprises entre la Ville et la Fondation. Je suis un peu étonnée parce que je l'ai personnellement tenu au courant des démarches que nous menons avec la Fondation. Et la dernière démarche que nous avons menée, c'est la visite du jardin avec le directeur, M. ALAUX, de la Fondation et j'avais prévenu M. LEBEL et son directeur de cabinet était présent à cette réunion. Donc, je pense que, sur ce dossier, nous travaillons vraiment en toute transparence, avec la mairie du 8e arrondissement.

Dans la formulation du vœu, je tenais à le dire tout de suite, je ne peux pas accepter de donner un avis positif sur un vœu pour rétablir le dialogue, alors que nous avons rétabli le dialogue depuis plus d'un mois.

Dans la forme du vœu…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Attendez, Monsieur LEBEL !

Pour le bon déroulement des débats, je crois que tout le monde est de bonne foi. En effet, M. LEBEL est tout à fait informé, puisque lors du compte rendu de mandat du Maire de Paris dans le 8e, auquel nous assistions, François LEBEL et le Maire de Paris, dans un duo historique, ont partagé la préoccupation d'intérêt général pour la Ville de Paris de tout faire afin que ce dossier aboutisse, le Maire a d'ailleurs encouragé et félicité Mme GIBOUDEAUX de mener ce travail de concertation parfaitement, donc n'y ne revenons pas, et ne faisons pas de polémique.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Donc ce travail de concertation… Non, on ne va pas rouvrir la polémique.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Madame GIBOUDEAUX, pas de polémique, mais simplement…

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - C'est sur la forme, je ne peux pas accepter le vœu tel qu'il est rédigé.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Allons-y, soyons constructifs pour l'ensemble de nos collègues.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je souhaitais le dire au début.

Nous avons repris le dialogue ; cela a même fait l'objet de communiqués de presse de la part de la Ville pour informer aussi les Parisiennes et les Parisiens qui sont concernés par cette fermeture.

Nous regrettons que la Fondation n'ait pas souhaité reconduire la convention telle qu'elle avait été actée en 1998, qui permettait de rendre public ce jardin sous condition que la Ville entretienne et assure le gardiennage de ce jardin. Nous aurions souhaité reconduire cette convention.

La Fondation aujourd'hui a de nouveaux projets dont elle a fait part et elle a précisé d'ailleurs ses souhaits lors de la réunion qui a eu lieu dans le jardin. J'en ai fait part aussi à mon collègue Christophe GIRARD, car il s'agit de projets culturels et je n'ai pas compétence à répondre sur la validité du projet culturel de la Fondation et de la relation qu'elle a avec la Mairie de Paris. Nous nous en sommes entretenus à ce sujet.

C'est sur de nouvelles bases que la Fondation souhaite rouvrir le jardin.

Nous examinons ces demandes et nous allons apporter une réponse rapidement, car la Fondation réunit son Conseil d'administration en novembre. Pour nous, c'est la date butoir à laquelle il va falloir remettre une proposition, afin de pouvoir permettre la réouverture de ce jardin. J'y suis très attachée et je pense qu'il répond à de véritables besoins, à la fois pour les riverains et pour les personnes qui y travaillent. Il y a peu d'espaces verts dans ce secteur et c'est vraiment une volonté de notre part de trouver une issue à ce dossier.

Je vous rappelle que nous ne sommes pas propriétaires du terrain. C'est la Fondation qui en est propriétaire et qui prendra in fine la décision concernant ce jardin.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Quel est donc votre avis sur le vœu ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Défavorable.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Il est donc prématuré.

Ce vœu étant prématuré pour l'Exécutif, Monsieur LEBEL, vous souhaitez redire un mot ? Normalement, vous êtes tous intervenus.

Vraiment rapidement !

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - Je veux bien retirer ce vœu si Mme GIBOUDEAUX s'engage à me tenir précisément informé de la suite des événements, ce qui n'a pas totalement été le cas jusqu'à présent.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Elle fera très bien et encore mieux !

Allez-y, Madame GIBOUDEAUX !

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe. - Je veux bien, mais nous vous informons de toutes les étapes, nous vous y associons ; vous étiez représenté la semaine dernière à la réunion qu'on a eue avec le directeur sur place. Je ne vois pas ce qu'on peut faire de plus ! Et on vous tiendra informé des propositions qui seront faites, évidemment.

M. François LEBEL, maire du 8e arrondissement. - J'en prends acte et je retire mon vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup. Voilà un vœu qui avait été écrit il y a 15 jours, avant cette grande concertation entre vous.

2008, DVD 45 - Approbation du principe et des modalités de réalisation des travaux de réhabilitation du pont levant de la passerelle et des postes de commande de la rue de Crimée (19e). - Autorisation à M. le Maire de Paris de solliciter une subvention.
Voeu déposé par Mme Anne-Constance ONGHENA, M. Jean-Jacques GIANNESINI et les élus du groupe U.M.P.P.A.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant au projet de délibération DVD 45, sur lequel le groupe U.M.P.P.A. a déposé le vœu n° 78 : approbation du principe et des modalités de réalisation des travaux de réhabilitation du pont levant de la passerelle et des postes de commande de la rue de Crimée dans le 19e - autorisation au Maire de Paris de solliciter une subvention.

Madame Anne-Constance ONGHENA, vous avez la parole.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Ce vœu concerne le contexte dans lequel s'inscrit l'indispensable rénovation du pont de Crimée dans le 19e.

Je le rappelle, nous nous inscrivons tout à fait dans la perspective des travaux qui sont décrits dans les différents documents du projet de délibération.

En revanche, nous avons été très, très étonnés du manque d'intérêt pour les conséquences en matière de circulation lors du travail en Commission.

La rue de Crimée est le seul axe qui traverse le 19e depuis l'Ouest vers l'Est. Ne pas anticiper les conséquences en matière de circulation dans un arrondissement déjà très pénalisé par les bouchons nous semble être une politique irresponsable. Je vous rappelle que la rue de Crimée coupe deux axes majeurs déjà très encombrés : l'avenue de Flandre et l'avenue Jean-Jaurès.

Même si les travaux se déroulent en partie pendant les mois d'été, comme nous l'a rappelé M. DAGNAUD, nous souhaitons par ce vœu que l'Exécutif municipal prenne enfin en compte les besoins des habitants du 19e en adoptant une politique plus équilibrée qui inclut les besoins essentiels et légitimes des habitants et des professionnels à se déplacer.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mme GIBOUDEAUX pour rassurer enfin Mme ONGHENA ?

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au lieu et place de Mme Anne LE STRAT, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Je voudrais excuser ma collègue Anne LE STRAT, qui est présidente de S.E.M. et se rend actuellement à Lyon pour le congrès des S.E.M. Elle ne peut pas répondre et regrette de ne pas être présente pour répondre à ce vœu.

Ce vœu a été évoqué aussi en Commission. J'étais présente, donc j'ai bien en mémoire les questions qui sont posées par ce vœu.

La rénovation du pont de Crimée mais aussi de la passerelle piétonne et des postes de commande qui le jouxtent est rendue nécessaire par la vétusté des structures et des systèmes de manœuvre de ces ouvrages. Il est vraiment indispensable de faire ces travaux.

Cette rénovation du pont levant va entraîner la fermeture à la circulation, tant sur la chaussée que sur le canal.

Pour réduire la gêne occasionnée aux automobilistes, aux cyclistes, aux piétons et aux usagers des voies d'eau, plusieurs mesures sont d'ores et déjà envisagées.

Pour les piétons et les cyclistes, une passerelle provisoire sera mise en place pendant toute la durée du chantier à proximité immédiate du pont de Crimée, pour leur permettre de franchir le canal sans allonger leur itinéraire.

Pour les automobilistes, un itinéraire de déviation sera mis en place qui leur permettra de franchir le canal par le pont de la rue de l'Ourcq qui se situe 300 mètres en amont du pont de Crimée.

De plus, le chantier de rénovation sera réalisé dans des délais très courts. Ainsi, la circulation automobile et fluviale sera interrompue au maximum 12 semaines. Les entreprises pourront, si cela leur semble réalisable, proposer un délai d'interruption inférieur. La qualité des offres remises par les entreprises sera notamment appréciée au regard des délais de réalisation de l'opération. Enfin, le chantier sera réalisé en été, période à laquelle la circulation routière est moindre.

Compte tenu de tous ces éléments, relatifs d'ailleurs aux dispositions habituellement prises par les services de la Ville dans pareille situation, nous considérons que le vœu déposé par notre collègue, dont nous partageons tout à fait la préoccupation, est sans fondement réel et nous demandons, par conséquent, à cette dernière de bien vouloir le retirer.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien.

Madame ONGHENA ? Retirez-vous votre vœu ?

Mme Anne-Constance ONGHENA. - J'ai bien noté tout ce qui vient de nous être expliqué. Mais le pont de l'Ourcq est déjà à double sens, donc la déviation existe déjà, donc ce n'est pas une déviation, il n'y a rien de supplémentaire qui est proposé dans la réponse qui vient de nous être faite.

Je maintiens donc mon vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DVD 45.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DVD 45).

2008, DEVE 124 - DJS 386 - Approbation des modalités d'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre des pelouses centrales de l'hippodrome d'Auteuil, Bois de Boulogne (16e).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons, mes chers collègues, au projet de délibération DEVE 124 - DJS 386 relatif à l'approbation des modalités d'attribution du marché de maîtrise d'œuvre des pelouses centrales de l'hippodrome d'Auteuil dans le bois de Boulogne, 16e arrondissement.

M. Pierre GABORIAU pour l'U.M.P.P.A. a la parole.

M. Pierre GABORIAU. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, en préalable à mon intervention, je voudrais tout d'abord dire avec force que le 16e sportif est naturellement très demandeur d'équipements sportifs supplémentaires, en particulier un terrain de football aux normes, terrain que, je le rappelle, nous avions au Parc des Princes et que nous attendons depuis la première extension de Roland Garros ; nous attendons toujours, les engagements n'ont pas été tenus. Je tenais à le rappeler aujourd'hui.

Dans le prolongement direct des interventions du député-maire du 16e, Claude GOASGUEN, et du président de groupe U.M.P.P.A, Jean-François LAMOUR, effectuées hier en Conseil de Paris sur l'extension de Roland Garros, je voudrais, à ce sujet, rappeler qu'il s'agissait d'une autorisation donnée à la Fédération française de tennis de lancer une consultation de concepteur et non pas, comme l'a indiqué la presse ce matin, d'une autorisation de la Ville de Paris pour un concours d'architecte.

Je m'étonne du peu de clarté des projets de délibération présentés.

En effet, dans la délibération d'extension de Roland-Garros, les installations du stade Georges Hébert étaient remplacées par les pelouses de l'hippodrome d'Auteuil. Aujourd'hui, dans le projet de délibération des pelouses d'Auteuil, il est fait uniquement mention du remplacement des installations de Jean Bouin et non pas de Roland Garros.

Les pelouses d'Auteuil doivent-elles remplacer l'ensemble des installations sportives du 16e, Monsieur le Maire ?

Je suis personnellement inquiet de ce qu'il pourrait advenir du stade Géo André dans le cadre du renouvellement prochain de la concession. Je suis vraiment inquiet du devenir des scolaires et des associations sportives de ce quartier d'Auteuil, même si l'adjoint en charge des sports, M. VUILLERMOZ, a émis hier un vœu de l'Exécutif pour que les terrains soient réalisés aux normes fédérales, pour que les pelouses soient accessibles par un tunnel et enfin que la mise en service des nouvelles installations sur les pelouses d'Auteuil soit préalable au début des travaux sur le stade Hébert. C'est le moins qu'on puisse exiger.

Comme l'a rappelé le maire du 16e, nous souhaitons privilégier le sport pour tous, le sport de proximité, même si nous acceptons, bien entendu, que le sport de haut niveau ait toute sa juste place dans notre arrondissement.

Dois-je rappeler que l'hippodrome d'Auteuil est fermé 45 jours par an et que le projet initial qui prévoyait des gradins pour le hockey ne figure plus dans le projet présenté ? C'est sans doute pour que la Commission des sites, qui se réunit le 9 décembre prochain, puisse donner son accord.

J'ajouterai aussi qu'il est vraiment dommage de se passer de ce golf de proximité qui réunit de nombreux joueurs tous les jours, qui apportent une contribution financière de 200.000 euros par an à la Ville et qui ne savent pas demain où ils pourront rejouer. C'est bien dommage de les perdre.

En conclusion, oui, le golf est un sport de proximité quand c'est un practice… Je ne sais pas qui a dit cela, mais…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Laissez M. GABORIAU terminer !

M. Pierre GABORIAU. - En conclusion, nous souhaitons vivement, à l'avenir, Monsieur le Maire, être associés réellement en amont aux projets importants de notre arrondissement.

Merci de prendre en compte nos avis et ceux de nos administrés, cela permettrait de progresser dans nos projets de façon consensuelle. Malheureusement, ce n'est pas le cas aujourd'hui. C'est pourquoi, comme nous l'avons fait de façon très majoritaire au Conseil du 16e arrondissement, nous nous abstiendrons aujourd'hui sur ce projet de délibération.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Très bien.

Je donne la parole à deux voix : M. VUILLERMOZ, l'adjoint en charge des sports, et Mme GIBOUDEAUX pour les espaces verts et l'environnement.

Monsieur VUILLERMOZ ?

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, au nom de la 7e Commission. - Je veux bien intervenir par rapport à ce qui me concerne, c'est-à-dire le sport.

Monsieur, par rapport à ce que vous avez dit, je ne reviens pas sur l'extension de Roland Garros, je crois que je me suis fait bien comprendre hier par rapport aux objectifs qui sont ceux de la Mairie de Paris. Je ne reviens pas là-dessus.

En revanche, vous avez dit un certain nombre de choses. Déjà, le premier point, "sport pour tous" dans le 16e arrondissement, Monsieur, je dirais qu'il y a certainement dans le 16e arrondissement une catégorie de personnes qui bénéficient de moyens relativement importants et qui font du sport pas forcément dans les équipements sportifs de la Ville. Tout ce qui concerne les équipements sportifs de la Ville, je le répète encore une fois, pour ce qui concerne les enfants des écoles, nous organiserons les choses de façon à ce qu'il n'y ait pas de coupure et que les enfants des écoles puissent continuer à faire du sport sur les terrains de la Ville. Je ne peux pas vous dire plus que ce que je vous dis là ; il n'y aura pas de travaux qui empêcheront les enfants des écoles de faire du sport dans le 16e arrondissement.

Deuxième chose, vous avez parlé du practice de golf. Je veux vous dire très tranquillement les choses : nous recherchons un emplacement pour faire en sorte que ce practice puisse continuer à exister. C'est un practice privé. Nous sommes en train de rechercher des lieux pour pouvoir le déplacer et faire en sorte que ce practice puisse continuer d'exister, mais évidemment, on proposera des lieux à celui qui en est le responsable et on verra bien s'il accepte ou pas de continuer à faire son activité de practice de golf.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

M. Jean VUILLERMOZ, adjoint, rapporteur. - Je voudrais simplement rajouter une chose : en ce qui concerne les gradins pour un terrain de hockey, soyons clairs, il est possible, quand il y a un événement sportif important, de construire des gradins et ces gradins ne sont, en général, pas refusés par la Commission des sites.

Il y aurait beaucoup de choses à dire, Monsieur le Maire, mais vous ne me laissez pas continuer, donc je vais m'arrêter là.

En ce qui concerne Géo André, j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois les gens concernés et les discussions se feront au moment où il faudra qu'on les fasse.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup pour cette réponse très complète.

Madame GIBOUDEAUX, vous avez la parole.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, adjointe, au nom de la 4e Commission. - Je voulais dire que ce projet n'est pas seulement un projet de relocalisation d'équipements sportifs ; cela fait partie du projet, mais c'est aussi un projet d'espace vert assez intéressant qui va permettre la création d'un parc de 12 hectares, dont 6 hectares dédiés aux équipements sportifs et 6 hectares dédiés à la promenade, qui permettra aussi de faire des liaisons entre le bois de Boulogne et l'hippodrome d'Auteuil qui était très isolé et donc de revoir le fonctionnement de l'hippodrome. C'est un vrai projet de paysagiste qui est proposé dans ce projet de délibération.

Je suis un peu désolée qu'il n'y ait pas eu d'avis favorable de votre part au moins sur ce volet, car c'est vraiment un beau projet qui va être proposé.

Je suis un peu étonnée de la date de la Commission des sites en décembre, parce que pour l'instant, le projet n'est pas encore bouclé. Le projet va faire l'objet d'une concertation au printemps ; la Commission des sites ne pourra se réunir qu'en mars ou avril après que le projet soit déjà bien avancé. Je ne pense pas qu'il y ait une séance de la Commission des sites sur ce sujet.

Je voulais apporter cette précision.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DEVE 124 - DJS 386.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DEVE 124 - DJS 386).

2008, DDATC 113 Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Pour le Couple et l'Enfant à Paris du 15e". - Montant : 3.000 euros.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons, mes chers collègues, au projet de délibération DDATC 113, pour lequel nous entendons le fin doigté de M. BOUAKKAZ au piano, sur son clavier, qui prépare son intervention qu'il a presque terminée.

Il s'agit là de voter et d'entendre M. BOUAKKAZ sur une subvention - Fonds du Maire - à l'association "Pour le Couple et l'Enfant à Paris" du 15e arrondissement.

La parole est à M. BOUAKKAZ, encouragé par Mme DUBARRY.

C'est l'amendement technique n° 79 "Pour le Couple et l'Enfant à Paris" du 15e arrondissement.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Excusez-moi, chers collègues, j'étais un peu distrait, mais c'est un amendement technique assez sommaire.

Entre les différents contrôles sur contrôles et recontrôles, un montant a été variant et vous avez sur vos dernières versions avant cet amendement une subvention de 6.000 euros. Or, elle a toujours été de 3.000 euros. C'est un amendement technique qui consiste à finaliser cette subvention de 3.000 euros.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je mets aux voix, à main levée, l'amendement n° 79.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

L'amendement n° 79 est adopté.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DDATC 113 ainsi amendé.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération amendé est adopté. (2008, DDATC 113).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A relatif à l'attribution des subventions aux associations.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons à l'examen des vœux nos 80 et 81 qui ne se rapportent à aucun projet de délibération.

Le vœu n° 80 du groupe U.M.P.P.A. est relatif à l'attribution des subventions aux associations.

La parole est à nouveau à Mme Anne-Constance ONGHENA et pour lui répondre M. BOUAKKAZ.

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Depuis le début de cette mandature, les subventions votées pour les associations par notre Assemblée sont très nombreuses. Notre volonté, à travers ce vœu, n'est absolument pas de remettre en cause le travail des associations.

Notre démarche est, d'une part, de souligner le manque de transparence de la Ville de Paris en matière de subventions aux associations. Nous ne disposons dans les projets de délibérations d'aucune visibilité sur le soutien global de la Ville de Paris aux associations. Nous n'avons pas non plus de visibilité sur les critères de choix des associations pour l'obtention des subventions qui sont votées.

Notre démarche est, d'autre part, de souligner l'archaïsme de la Ville de Paris en matière de gestion financière. La Ville de Paris ne dispose d'aucun mécanisme d'évaluation des politiques publiques qu'elle semble conduire. Aucun indicateur n'est disponible. La Ville de Paris est à la traîne des organismes publics, notamment ceux de l'Etat qui ont inclus depuis longtemps ces principes élémentaires de gestion.

C'est pour ces différentes raisons que les élus du groupe U.M.P.P.A. émettent le vœu que la Ville de Paris mette en place des indicateurs de pilotage connus et partagés, permettant d'évaluer la performance des politiques publiques mises en place par l'Exécutif, donne la visibilité sur sa participation totale au financement des associations, intègre dans ses projets de délibération des éléments financiers suffisants et transversaux à toutes les directions pour comprendre la situation financière des associations subventionnées, définisse et fasse partager des critères de choix pour la sélection des associations retenues, et enfin assure une démarche de communication du type appel à projets parmi le tissu associatif parisien, afin de donner des garanties légitimes d'équité de traitement entre les associations.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à M. BOUAKKAZ.

M. Hamou BOUAKKAZ, adjoint. - Mes chers collègues, je trouve tout à fait intéressant qu'on parle de vie associative. C'est dommage, on en parle en fin de séance et il y a moins de monde, mais ce sujet est passionnant. Je regrette, je l'avoue, qu'on en parle au travers d'un vœu, qui est sûrement inspiré par de bonnes intentions mais qui montre du doigt quelques associations et qui, sur le plan de la méthode, ne me paraît pas tout à fait adéquat. Je pense que c'est un secteur dans lequel il faut faire preuve de responsabilité et de prudence.

Sur le fond, vous nous invitez à prendre exemple sur l'Etat, en matière de procédure d'évaluation. Mais, chère Madame, nous n'avons pas les mêmes lectures. Je lis dans un rapport de la Cour des Comptes, qui n'est pas tout à fait soupçonnable d'être "drivé" par quelqu'un de gauche, des choses tout à fait fascinantes sur la façon dont l'Etat paye ses subventions en retard et fragilise les associations qui les reçoivent, et cela n'est qu'un rapport parmi beaucoup d'autres.

Malheureusement, l'Etat n'est pas plus exemplaire que nous, et nous devons nous améliorer sur cette question. C'est d'ailleurs quelque chose que nous avons travaillé depuis longtemps. Chère Madame, vous pouvez consulter dans ODS aujourd'hui, c'est donc accessible à tout le monde, mais hier sur papier, en annexe, l'ensemble des données juridiques, comptables et budgétaires des associations que nous subventionnons.

Je m'engage évidemment à faire progresser l'évaluation des performances. C'est pourquoi j'ai envoyé une note de cadrage aux adjoints pour leur demander quels étaient selon eux les indicateurs pertinents qui permettraient au bureau des subventions aux associations, auquel je rends hommage, de produire les bonnes analyses de façon à nous permettre de subventionner les associations en toute transparence.

Vous proposez de passer par des appels à projet mais nous le faisons pour un certain nombre de label comme "Paris Aurore" ou "Paris jeunes talents". Nous le faisons à chaque fois que cela est possible mais il faut faire attention avec cela : cela ne peut pas être manié d'une façon universelle avec toutes les associations ; on ne peut pas tout faire de cette façon.

Je crois que cette question est une question qui appelle plutôt le consensus et le travail pratique, à l'instar de toute la vie associative, et d'ailleurs beaucoup de vos collègues l'ont compris. En particulier, je salue les maires des 15e et 16e arrondissements qui m'ont invité à leur forum. Nous aurions pu en parler au forum du 19e mais vous y êtes passée comme une comète pendant trois minutes, donc je n'ai pas pu vous entretenir de ce vœu.

En tout état de cause, je crois que nous avons tous les éléments que vous voulez pour vous donner une vision claire de la transparence que nous utilisons pour traiter cette question. Je pense qu'il serait de bon aloi de retirer ce vœu, mais si toutefois vous le mainteniez, évidemment je proposerais d'émettre un avis défavorable.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Monsieur BOUAKKAZ**.**

Madame ONGHENA, souhaitez-vous maintenir votre vœu ?

Mme Anne-Constance ONGHENA. - Pour répondre à M. BOUAKKAZ, je ne suis pas une comète. En revanche, il y a des fantômes puisque tous les élus du 19e arrondissement n'étaient pas présents lors de cette manifestation, fort intéressante du reste. C'était le premier point.

Le deuxième point, vous avez parlé de responsabilité et prudence, je suis ravie que vous ayez pu citer ces mots et je suis un peu inquiète du fait que vous attendiez mon vœu pour envoyer un courrier aux directions et leur demander quels pourraient être les indicateurs intéressants. Je trouve cela encore une fois un peu irresponsable.

Puis, il ne s'agit pas de dates de paiement des subventions dont il est question dans mon voeu, il est question des principes fondamentaux : à qui donnez-vous les subventions et pour combien de pourcents la Ville participe-t-elle aux subventions des associations ?

Pour toutes ces raisons, je ne retirerai pas mon vœu, et puisque nous semblons être d'accord, je vous invite à le voter.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je crois que dans le mot "comète", M. BOUAKKAZ y voyait une référence littéraire au roman d'Astrée et Céladon et dans la comète, la queue de comète. Je le remercie pour cette référence au contraire littéraire !

Je mets aux voix, à main levée, le voeu assorti d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

Vœu déposé par le groupe Centre et indépendants relatif aux nuisances sonores des vols de nuit au dessus de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle à Roissy.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant au vœu n° 81 du groupe Centre et Indépendants, relatif aux nuisances sonores des vols de nuit au dessus de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle à Roissy.

Madame Valérie SACHS, vous avez la parole.

Mme Valérie SACHS. - Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je souhaite attirer l'attention de notre Conseil sur l'action médiatique entreprise par les élus de quatre-vingts communes d'Ile-de-France le 20 septembre au Trocadéro, concernées par les nuisances sonores des vols de nuit au dessus de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle.

L'objectif des élus était de faire entendre la saturation d'un certain nombre d'habitants. Et si nous comprenons ce ras-le-bol, il ne faudrait pas pour autant tomber dans une certaine démagogie et avoir le courage politique de poser le problème dans sa globalité.

L'aéroport Paris-Charles de Gaulle accueille la première plateforme de fret aérien en Europe. Le fret aérien représente 5 % des échanges internationaux et est totalement complémentaire avec le transport de passagers. Aussi l'hypothèse d'un aéroport dédié au fret n'aurait aucune pertinence et déstabiliserait économiquement la région.

La plateforme de Roissy subit de plein fouet la concurrence de villes comme Dubaï ou Hambourg. De nouvelles restrictions en matière de vols de nuit, contraires à la jurisprudence européenne, y compris celle du Conseil d'Etat français, et qui se fonde sur les motifs économiques, porteraient un coup fatal au secteur. Supprimer les vols de nuit signifierait le départ de Fedex de France, soit au moins 3.000 salariés au chômage.

Il existe déjà des solutions alternatives, comme le projet "Carex" qui prône le développement entre T.G.V., rail et air. Des mesures consensuelles sont déjà en cours d'application. Enfin, cette plateforme joue un rôle social non négligeable car elle fait travailler nos jeunes sans qualification et leur garantit ainsi un avenir.

Au nom du groupe Centre et Indépendants, je recommande que la Ville de Paris, par sa participation au syndicat de communes issu de Paris Métropole, prenne position sur ce dossier.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Madame SACHS, merci beaucoup.

Pour vous répondre, la parole est à M. MANSAT.

M. Pierre MANSAT, adjoint. - J'espère que je serai aussi convaincant vis-à-vis de Mme SACHS que Christian SAUTTER ce matin, pour lui demander de retirer son vœu. Je vais essayer. C'est un défi important !

D'abord, il ne faut pas, au-delà des arguments avancés par l'ensemble des maires des 80 communes concernées, aller rechercher non plus dans leurs prises de positions l'argument fatal. Il y a une réalité, il y a des nuisances causées par le transport aérien qui sont considérables, qui vont toucher des dizaines de milliers d'habitants avec des situations très difficiles, que ce soit du point de vue de la vie quotidienne, des conditions de scolarité pour les enfants, de la dépréciation de l'immobilier, etc. Il y a une vraie difficulté qui est notamment liée au trafic de nuit.

Et il y a aussi une forme de refus, de surdité de la part de l'Etat, les mécanismes qui ont été mis en place pour lutter contre le bruit n'étant vraiment pas réellement appliqués.

D'un autre côté, la plate-forme de Roissy est évidemment un élément absolument indispensable dans le développement de la métropole d'Ile-de-France et en même temps, au regard de la politique parisienne que nous menons, nous devons à la fois penser le développement, la création de richesses en intégrant les dimensions de développement social et l'ensemble des enjeux environnementaux.

Je dirais que la position doit être celle d'un travail sérieux, continu et exigeant qui arrive à tenir les deux bouts. C'est bien volontiers que Paris se fera le porte-parole de cette volonté au sein du syndicat Paris Métropole dont les statuts seront discutés pour la première fois demain à Nogent-sur-Marne, de cette proposition, de mettre cette question de la place, pas seulement autour de la question du bruit, mais de la place des infrastructures, notamment aéroportuaires, comme un enjeu métropolitain et donc un des sujets du débat entre les collectivités. C'était la première remarque.

Deuxième remarque : le prochain Conseil de Paris aura à examiner un projet de délibération qui portera sur le lancement d'un plan de réduction du bruit dans l'environnement et qui traitera notamment du rapport du bruit lié aux infrastructures. Même si nous ne sommes pas très directement concernés par la question de l'aéroport de la plate-forme de Roissy, il n'empêche que cette dimension métropolitaine fait que Paris doit évidemment s'intéresser à cette question.

Une dernière remarque, comme pour l'ensemble de ce qui se passe après le Grenelle de l'Environnement, on peut remarquer que dans ce domaine, vous faites état de propositions fort intéressantes menées par un certain nombre de groupements d'élus ou d'associations qui essaient d'apporter des solutions alternatives au transport aérien, notamment dans le domaine du fret. A ma connaissance, le Grenelle de l'Environnement n'a retenu aucune action dans ce domaine et on peut le regretter parce que c'est un enjeu considérable.

Je pense que votre préoccupation est prise en compte et je souhaite que vous puissiez retirer votre voeu. Si ce n'était pas le cas, comme il donne des indications qui pourraient être mal interprétées, notamment par les collectivités qui vont adhérer au syndicat "Paris Métropole" et qui n'ont pas à se soumettre à une décision de la Ville de Paris, je me verrai obligé de demander un vote contre votre vœu.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Madame SACHS, devant tant d'adresse, d'effort et de doigté de la part de M. MANSAT, acceptez-vous de retirer votre vœu ?

Mme Valérie SACHS. - C'est un peu moins bien que Christian SAUTTER ce matin, pour le reste…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Ce n'est pas très gentil d'opposer un communiste à un socialiste.

Mme Valérie SACHS. - Je pense retirer mon vœu et continuer la discussion en Commission.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, c'est une sage décision.

2008, DPP 11 Signature d'un avenant à la convention de partenariat passée avec l'Immobilière 3F pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 175.872 euros.
2008, DPP 12 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec ICF La Sablière pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 123.065 euros.
2008, DPP 13 Signature d'un avenant à la convention de partenariat passée avec le Logement francilien pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain". - Montant : 134.700 euros.
2008, DPP 14 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec l'OPAC de Paris pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 4.245.030 euros.
2008, DPP 15 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la RIVP pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 973.756 euros.
2008, DPP 16 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SAGECO pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet

de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 75.112 euros.

2008, DPP 17 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SAGI pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain". - Montant : 58.142 euros.

2008, DPP 18 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SIEMP pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" et versement d'une subvention. - Montant : 114.323 euros.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant aux projets de délibération concernant M. Georges SARRE pour l'Exécutif, M. GOUJON, le député maire du 15e s'est inscrit. Je voulais vous faire une honnête proposition, Monsieur GOUJON. Comme il y a un nombre important de projets de délibération, accepteriez-vous plutôt que de faire une intervention sur chaque sujet, de faire une seule intervention ?

Ensuite, M. SARRE répondrait sur l'ensemble des projets de délibération, ce qui nous permettrait d'avoir un vote global. Nous isolerions éventuellement les points de désaccord ou d'accord particuliers. Il s'agit de permettre un bon débat et ne pas trop retarder les travaux de l'Assemblée. Il faut que je vous donne les numéros. Il s'agit des projets de délibération DPP 11 à DPP 18, relatifs à la surveillance des logements sociaux dans les quartiers "politique de la ville".

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Comme vous me l'aviez annoncé, c'est une proposition qui me paraît honnête, et plutôt que de faire huit interventions de cinq minutes chacune, comme je m'apprêtais à le faire… Je pense que je serai suivi si je ne fais plus qu'une intervention de cinq à six minutes pour l'ensemble. Je fais l'unanimité pour une fois, c'est bien et cela fait plaisir !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Ecoutons M. GOUJON qui a la sagesse d'intervenir 6 minutes.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je ne serai pas long.

Je voudrais dire qu'un an après la conclusion d'une convention de partenariat avec les bailleurs sociaux pour la surveillance de leurs logements, j'interviens sur ce sujet, une nouvelle fois d'ailleurs puisque je le fais assez régulièrement, car la Ville, selon moi, ne consent toujours pas les efforts nécessaires à la sécurité des Parisiens qui vivent dans ces ensembles.

Je pense que, non seulement la sécurité des habitants de ces ensembles sociaux n'a pas été renforcée, mais que la mairie a diminué les moyens qui y étaient consacrés.

C'est effectivement en 2003 que la nature du dispositif de surveillance a été changé, dont acte. Cette modification à caractère juridique n'est d'ailleurs pas en soi critiquable, seulement, affichant clairement que la sécurité n'était pas vraiment une priorité, cette occasion a été saisie pour baisser la garde et réduire de moitié les moyens consacrés à la surveillance de ces ensembles immobiliers sociaux. Aujourd'hui, alors que la subvention de la Ville est à peu près de 5.900.000 euros, elle était de 11.000.000 euros il y a 5 ans ; les patrouilles 24h/24h n'ont plus lieu que de 18 heures à 5 heures et excluent généralement les sites hors G.P.R.U. La fragilisation des interventions des agents de surveillance, qui comptent de plus en plus de blessés, je tiens d'ailleurs à les saluer, résulte aussi de l'augmentation du nombre de logements surveillés, + 47 % depuis 2004 à dotation quasi constante : cela ne peut donc pas marcher. On n'est pas loin de l'effet poudre aux yeux, même s'ils font un travail tout à fait utile. En tout cas, on approche du point de rupture, d'autant plus que depuis l'appropriation par l'O.P.A.C. de milliers de logement de la S.A.G.I. et d'autres bailleurs, la qualité du service, de l'entretien et du gardiennage s'y est nettement dégradée selon ce que nous en disent en tout cas les locataires. J'espère au moins que l'O.P.A.C., en ce qui le concerne, maintiendra et augmentera si possible, et je crois que tout le monde sera d'accord, le nombre de ses mille gardiens logés sur place compte tenu du rôle essentiel qu'ils jouent complémentairement, comme les correspondants de nuit d'ailleurs, et qui doivent aussi couvrir davantage de secteurs. Un certain nombre d'arrondissements sont d'ailleurs candidats, vous le savez, Monsieur SARRE, dont le 15e.

Depuis 2003, je propose lors de chaque session budgétaire de doubler les subventions aux bailleurs afin de leur permettre d'étendre le périmètre et les horaires d'intervention du G.P.I.S. Invariablement, la Mairie s'y oppose. En ira-t-il de même sous cette nouvelle mandature ? J'espère que non.

Qui plus est, l'action de qualité entreprise par le G.P.I.S. doit couvrir la totalité des ensembles qui étaient jusque là sécurisés, comme des nouveaux ensemble construits ou rachetés depuis 2001 et qui ont souvent été oubliés dans le dispositif. Il ne faut pas figer ce dispositif : il faut qu'il soit évolutif.

Enfin, je considère toujours que les bailleurs sociaux n'étant pas des spécialistes de la sécurité, nul ne peut le contester, et la Ville participant au financement de ce système, même insuffisamment, le contrôle devrait être confiée à la Direction de la Prévention et de la Protection, dont c'est le cœur de métier, plutôt qu'à un G.I.P.

Vous auriez pu également saisir l'opportunité que vous offrait dorénavant l'article 15 de la loi du 5 mars 2007, relatif à la prévention de la délinquance, qui permet aux communes, grâce à un amendement que, modestement, j'ai fait adopter, de contribuer à l'obligation de gardiennage des logements sociaux. Il suffirait d'y affecter une centaine, il est vrai, d'inspecteurs de sécurité de la Ville de Paris pour remplir totalement une mission qui a été réduite quand les habitants attendraient qu'elle soit renforcée.

J'ajouterai pour faire bonne mesure, et pour vous donner une deuxième bonne idée, la nécessité de développer au sein même du domaine des bailleurs sociaux un dispositif complet de vidéo protection qui complèterait efficacement celui mis en place par la Préfecture de police, avec lequel il pourrait être mutualisé.

Dernière demande peut-être plus facile à satisfaire, mais indispensable pour pouvoir se prononcer sur vos projets de délibération : connaître la liste exhaustive, par arrondissement, des immeubles surveillés, le nombre de patrouilles et le bilan d'activité détaillé des agents de surveillance.

Et si vous étiez tout à coup saisi d'une bouffée irrépressive de transparence, et je pense que vous pouvez l'être, vous pourriez même aller jusqu'à envisager qu'un représentant de l'opposition et des associations de locataires, je suis un peu audacieux, siègent dans le comité technique…

C'est la troisième et dernière bonne idée, bien que j'en ai bien d'autres, mais cela démontre le rôle constructif qui est le mien dans cette Assemblée !

J'en terminerai donc là. Je réserve mes autres idées pour les séances suivantes !

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Monsieur GOUJON, de donner l'exemple.

M. Georges SARRE va vous répondre.

M. Georges SARRE, adjoint, au nom de la 5e Commission. - Merci, Monsieur le Président.

Je salue le Représentant de la Préfecture de police et je voudrais tout de suite répondre en allant au fond des choses et rappeler, rafraîchir la mémoire de M. GOUJON.

En effet, le G.P.I.S. est une structure qui a été initiée puis développée depuis un certain nombre d'années, après l'arrivée de la gauche au pouvoir à l'Hôtel de Ville de Paris.

Les résultats sont probants. Quand on écoute les habitants dans les différents arrondissements, tous sont satisfaits des surveillances effectuées par les agents du G.P.I.S. C'est quelque chose qui est évident.

J'ajoute que vous aviez sans doute raison de rappeler, M. GOUJON, que ces salariés, ces agents, font un bon travail mais qu'ils en paient le prix. En 2007, il y a eu 78 blessés. C'est le tribut payé par les agents du G.P.I.S. Je rappelle à tous que c'est le Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance. Ils sont blessés parce qu'ils agissent dans leur mission d'intervention, dans les immeubles sociaux au cours de leurs rondes ou à la demande des habitants.

Avant toute chose et avant de vous répondre sur le fond, je salue le dévouement de ces agents et leur grand professionnalisme.

Peut-on faire mieux M. GOUJON ? Oui, et je n'hésite pas à vous dire qu'il me semble nécessaire d'étendre ce dispositif.

Je voudrais tout de même vous rappeler que ce que vous aviez installé vous-même avec la majorité précédente, celle d'avant 2001, ne fonctionnait pas très bien. Vous savez que le contrat, vous êtes bien placé pour le savoir, n'a pas été renouvelé pour cause d'illégalité. Ce n'est pas rien quand même. Je le rappelle car il y avait un service qui ne satisfaisait personne, sauf peut-être les dirigeants de la société.

Aujourd'hui, tout le monde s'aperçoit que la qualité du travail du G.P.I.S., qui intervient dans les mêmes arrondissements que le faisait le N.S.2., excepté le 5e arrondissement, est au rendez-vous et c'est nouveau, comme je vous l'ai dit quand vous êtes venu me faire une visite.

Nous veillerons, comme l'a souhaité le Maire de Paris, à ce que les Parisiens sachent que c'est la Ville, avec les bailleurs, qui financent ce dispositif. Je vous donne les chiffres, ceux que vous nous avez transmis n'ayant aucun rapport avec la réalité.

Nous donnons entre les bailleurs et la Ville de Paris 11 millions d'euros répartis comme suit : la Ville donne quelque six millions d'euros et les bailleurs cinq millions d'euros. Voilà la réalité.

Sachez qu'à l'heure actuelle nous préparons le budget que vous serez appelés à voter ou en tout cas dont vous aurez à débattre. Je souhaite pour ma part que vous ayez cet esprit d'ouverture qui permettra de faire en sorte que les agents du G.P.I.S. et ceux de la Ville de Paris qui travaillent à la D.P.P. voient leur mérite reconnu par tout le monde et qu'ils aient des moyens.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, MM. SARRE et GOUJON.

Monsieur GOUJON, je vous donne rapidement la parole avant de passer au vote global.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - On en discutera effectivement lors de la session budgétaire. Je déposerai quelques amendements. S'ils sont adoptés, pourquoi ne pas voter ce budget ?

Je voudrais reprendre un point soulevé par M. Georges SARRE qui a été vite en besogne en parlant d'annulation du marché pour illégalité. Ce n'est pas du tout cela.

La Ville a continué d'honorer ses marchés jusqu'en 2003 bien que la Municipalité soit en place depuis 2001. Néanmoins la loi de 2002 a changé les règles en ce qui concerne le gardiennage pour les immeubles sociaux ; il fallait donc modifier le dispositif juridique. C'est une explication de texte.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci.

Nous allons maintenant passer au vote des projets de délibération.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 11.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 11).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 12.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 12).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 13.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 13).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 14.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 14).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 15.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 15).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 16.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 16).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 17.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 17).

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DPP 18.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DPP 18).

Voeu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste relatif aux renouvellements des autorisations d'ouverture de nuit des établissements festifs parisiens.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 82 du groupe communiste et au vœu n° 82 bis de l'Exécutif qui ont trait au renouvellement des autorisations d'ouverture de nuit des établissements festifs parisiens.

M. Ian BROSSAT, président du groupe communiste a la parole.

M. Ian BROSSAT. - Merci, Monsieur le Maire.

Un arrêté préfectoral est intervenu cet été. Il restreint les ouvertures de nuit pour ces établissements festifs. La conséquence est que plusieurs établissements, notamment des établissements du Centre de Paris, sont condamnés à fermer plus tôt qu'ils ne le faisaient jusqu'à présent alors qu'ils faisaient l'essentiel de leur chiffre d'affaires à ces heures.

Ces établissements sont pour un certain nombre d'entre eux menacés, ce qui suscite des inquiétudes. J'ai eu l'occasion d'en parler avec l'adjoint Georges SARRE, j'entends bien évidemment l'exigence de tranquillité publique qui est légitime et qui a vocation à être respectée.

Reste que ces établissements sont trop souvent considérés d'abord comme des sources de nuisance alors qu'ils contribuent évidemment à l'attractivité de Paris, à son dynamisme et à faire de Paris une destination touristique reconnue.

Par ailleurs, si M. le Préfet ou son représentant souhaitent en visiter avec les élus du groupe communiste, sachez qu'ils sont parfaitement disposés à le faire.

L'objectif de ce vœu est tout simplement de demander à la Préfecture de clarifier sa position afin de lever les inquiétudes qui existent aujourd'hui parmi les professionnels du secteur.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je vous rappelle que sous la précédente mandature, nous avons voté et mis en place un Observatoire des lieux de nuit de culture avec lequel régulièrement se tiennent des réunions.

Une délégation va ensuite chez le Préfet de police pour régler un certain nombre de sujets par la douceur.

Monsieur SARRE ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Président et Monsieur le Président BROSSAT.

Votre vœu, s'il aborde un thème qui pourrait paraître léger, n'en soulève pas moins une question qui a son importance en matière de tranquillité publique, mais aussi de vitalité économique et d'agrément de la vie parisienne ainsi que, de façon connexe, en matière de lutte contre l'alcoolisation et les toxicomanies.

Je n'ai donc pas traité ma réponse avec légèreté. Dès lors, bien que je ne confonde pas le Conseil de Paris et le Conseil d'Etat, je vous propose quelques amendements de nature à adopter la démarche intellectuelle du balancement circonspect.

En effet, la Préfecture de police, dont c'est la prérogative d'accorder ou non des autorisations d'ouvertures de nuit, doit à la fois répondre à l'exigence de tranquillité publique, sur laquelle d'ailleurs les élus de Paris ne manquent pas d'insister, et à la fois ne doit pas, selon l'expression du Préfet de police lui-même, je cite : "mettre un bonnet de nuit sur une ville aussi vivante que Paris".

Vous vous rendez compte ? Un bonnet de nuit sur la Tour Eiffel ?

Il faut donc balancer avec circonspection entre deux objectifs contradictoires et ce vœu peut nous permettre d'avoir des éclairages sur les critères retenus par la Préfecture de police pour concilier ces deux objectifs, car c'est bien ce qu'elle fait, en tout cas, pour ma part, je n'en doute pas.

La démarche n'est donc pas de demander ici à la Préfecture de police davantage d'ouvertures de nuit, alors que dans les arrondissements, on lui en demande souvent moins. La démarche de ce vœu, amendé par l'Exécutif, est de demander au Préfet de police de nous aider à comprendre quels sont les critères propres aux établissements, à leur environnement, qui font que, parfois, on autorise, parfois, non.

La lettre du vœu du parti communiste - et les amendements de l'Exécutif - est disponible sur papier et je viens de vous en résumer fidèlement l'esprit.

Je vous propose donc d'adopter les amendements de l'Exécutif et, dans cette hypothèse, le vœu du groupe communiste, cela va de soi.

Mes chers collègues, je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Monsieur SARRE.

Avant d'écouter la proposition de l'Exécutif par un vœu n° 82 bis, Monsieur VEDEL, pour le Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Tout d'abord, la Préfecture de police a, effectivement, récemment procédé à un ajustement du texte qui est daté de 1948 ; l'époque où les Forts des Halles allaient boire un verre de vin rouge le matin est révolue, ce qui justifie l'ajustement et le décalage de la plage horaire de 4 heures à 5 heures du matin.

Néanmoins, nous ne souhaitons pas du tout entrer dans une logique d'arbitraire et les critères sont assez clairs. Le premier critère concerne d'abord les établissements à vocation nocturne, à savoir ceux qui proposent une offre d'audition de musique, de spectacles sur scène et des établissements dansants (discothèques, cabarets et bars à ambiance musicale).

Néanmoins, étant conscients que, parfois, cette approche aurait été restrictive, il est toujours possible à certains établissements de faire valoir par une lettre de motivation une vocation nocturne particulière en raison de l'implantation dans un secteur festif, touristique ou culturel. On pense, par exemple, aux restaurants qui sont à proximité des théâtres ouverts très tard le soir.

Cet arrêté n'a pas d'application rétroactive et certains établissements invoquent parfois de mauvaises raisons pour critiquer le refus. Ainsi, l'établissement que vous citez dans votre vœu n'a pas été refusé pour des motifs d'ouverture tardive ou de risque de trouble à l'ordre public, mais parce qu'il n'avait pas fourni l'attestation de conformité par rapport à la législation sur le bruit.

Effectivement, nous sommes soumis, à la Préfecture de police, à beaucoup de demandes de la part des maires d'arrondissement afin de ne pas entraîner des gênes disproportionnées aux riverains.

Un des critères principaux est d'abord le parfait équipement du lieu en termes d'acoustique et également le fait qu'il ne soit pas situé dans une rue calme et résidentielle.

Bien évidemment, je suis tout à fait d'accord pour reprendre la proposition faite par le Maire de Paris de réunir à nouveau sur les cas jugés difficiles l'observatoire avec le maire adjoint chargé de la sécurité, afin qu'on puisse voir comment on peut régler certaines situations difficiles.

Juste pour information, aujourd'hui, 750 établissements festifs bénéficient d'une ouverture la nuit, ce qui montre que nous ne sommes pas dans une logique de restriction.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Juste pour vous rappeler, Monsieur SARRE, que la formule du "bonnet de nuit" vient de M. Jean-Paul Proust, lorsque nous sommes allés lui présenter "Nuit blanche", qu'il a aimé le projet et qu'il a dit : "je ne serai jamais le Préfet qui met un bonnet de nuit sur Paris".

Monsieur SARRE, pour le vœu de l'Exécutif n° 82 bis, en réponse au vœu présenté par M. BROSSAT du groupe communiste ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Je souhaite que ce vœu, naturellement, soit voté.

Je fais mienne la proposition que vous venez de retenir et j'ajouterai qu'il serait utile, me semble-t-il, que les commissaires de police aient un contact avec les maires d'arrondissement quand il y a des demandes d'ouverture ou de prolongement, car c'est là, finalement, que cela se passe et, après, c'est la Préfecture qui rectifie. Il me semble que la bonne démarche serait celle-là.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci.

M. BROSSAT souhaite faire un commentaire.

M. Ian BROSSAT. - Juste un mot.

J'entends bien que la Préfecture n'a pas l'intention de jeter Paris dans les bras de Morphée, néanmoins, il y a quand même une vraie inquiétude parmi les professionnels du secteur et tout ce qui permettra de lever ces inquiétudes par le dialogue, la discussion, la négociation est très positif.

Je serais heureux que ce vœu, avec les amendements proposés par Georges SARRE, soit voté.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci.

Cela veut-il dire que vous retirez, étant donné que vous appréciez…

M. Ian BROSSAT. - Bien sûr !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Donc un seul vœu qui devient celui de l'Exécutif.

Je mets donc aux voix, à main levée, ce vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 169).

Voeu déposé par M. Jean-Pierre CAFFET et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la création du fichier EDVIGE.
Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la création du fichier EDVIGE.
Voeu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Emmanuelle BECKER et les éluEs du groupe communiste relatif à la création du fichier EDVIGE et de son successeur.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant à l'examen conjoint des vœux référencés nos 83, 84, 85 et 85 bis relatifs au fichier EDVIGE, déposés par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, "Les Verts", le groupe communiste et l'Exécutif.

Pour le parti socialiste, radical de gauche, M. Mao PENINOU a la parole.

M. Mao PENINOU. - Monsieur le Maire, ces vœux portent sur la question du fichier EDVIGE.

Je voudrais d'abord resituer ceci dans un contexte : celui de l'importance croissante de la question du fichage informatique dans nos sociétés modernes. Cette importance croissante s'articule autour de plusieurs problématiques : la question de l'interconnexion, la question du nombre et de la qualité des personnes concernées, du type de données recueillies, du type d'accès et de ceux ayant accès à ce type de fichier, enfin, de la sécurité et de la protection des données.

Ceci met en danger plusieurs éléments : d'une part, la protection de la vie privée des citoyens et d'autre part, la question des libertés individuelles et démocratiques dans nos sociétés.

Actuellement, en Europe, de nombreuses mobilisations se déroulent, ayant toutes le même objet : limiter au maximum ces dangers.

Dans ce cadre, la mise en place à la va-vite, peut être même à la sauvette, du fichier EDVIGE par le Gouvernement a été particulièrement malheureuse.

Je voudrais, à cette occasion, saluer au nom du groupe socialiste la mobilisation de la société civile, des associations et des organisations syndicales qui ont permis un premier recul d'importance, notamment sur les données à caractère privé.

Cependant, de grands problèmes demeurent aujourd'hui, notamment sur la question des mineurs de plus de 13 ans, sur la quantité de données recueillies et sur la question de la sécurisation de ces données.

C'est pourquoi le groupe socialiste émet le vœu que le Maire de Paris intervienne auprès du Président de la République et du Gouvernement pour que ce décret soit définitivement retiré.

Merci.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour le groupe "Les Verts", M. Sylvain GAREL a la parole.

M. Sylvain GAREL. - Non, il est tard et ce qu'a dit Mao PENINOU, nous le partageons entièrement, comme, je crois, j'espère, tous les élus qui sont ici, sauf peut-être quelques-uns, mais ils vont peut-être nous démentir.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - On verra bien…

Madame BECKER ?

Mme Emmanuelle BECKER. - Je partage aussi ce que vient de dire M. GAREL et je n'en ferai pas plus sur le vœu sur EDVIGE.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur SARRE, ainsi, devant une telle unanimité ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Président, mes chers collègues, le fichier d'Exploitation Documentaire et de Valorisation de l'Information Relative à la Sécurité Publique, E.D.V.I.R.S.P., devrait succéder à "EDVIGE" - c'est nettement plus beau -, abandonné grâce à la mobilisation des citoyennes et des citoyens, notamment les forces de progrès.

Il présente des avancées par rapport à "EDVIGE", mais les inquiétudes demeurent et la vigilance est donc de rigueur, en particulier en ce qui concerne l'utilisation de ce fichier encore très insuffisamment encadré et qui repose sur un amalgame dangereux entre police administrative et police judiciaire.

Alors naturellement, ici, nous n'allons pas refaire le débat national ; le vœu de l'Exécutif est, je crois, détaillé, explicité et équilibré. C'est pourquoi, mes chers collègues, je vous propose de l'adopter et vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

En réponse aux vœux nos 83, 84, 85, l'Exécutif a déposé le vœu n° 85 bis.

Les vœux nos 83, 84, 85 sont-ils maintenus ? Non.

Donc je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 170).

Voeu déposé par M. Rémi FÉRAUD et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, visant à demander au Préfet de police l'arrêt des contrôles d'identité renforcés aux abords des écoles de langue française du 10e arrondissement.
Voeu déposé par M. Alain LHOSTIS, Mme Emmanuelle BECKER et les éluEs du groupe communiste, relatif aux contrôles d'identité renforcés dans le 10e arrondissement.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Maintenant, nous passons à l'examen des vœux nos 86, 87 et 87 bis relatifs aux contrôles d'identité renforcés dans le 10e arrondissement, dont le nouveau maire est M. Rémi FÉRAUD. Ils ont été déposés par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste et par l'Exécutif.

La parole au maire du 10e arrondissement, M. Rémi FÉRAUD.

M. Rémi FÉRAUD, maire du 10e arrondissement. - Ce vœu reprend un voeu adopté au Conseil du 10e arrondissement. Je tiens d'ailleurs à préciser : à l'unanimité des élus.

Dans les dossiers demandés aux sans-papiers, afin de permettre une régularisation éventuelle, il y a l'apprentissage de la langue française. Beaucoup prennent des cours et un certain nombre d'écoles de langue sont installées dans le 10e arrondissement.

Nous avons connu depuis plusieurs mois des arrestations à proximité de ces écoles, notamment une installée rue René-Boulanger près de la place de la République. J'avais eu l'occasion d'en faire part au Préfet de police il y a quelques mois, avant les vacances, car je pense que cette méthode qui consiste à interpeller à la sortie d'une école de langue où vont les personnes en situation irrégulière n'est ni juste, car tendre un piège n'est pas juste, ni efficace d'ailleurs si on veut encourager les gens à apprendre le français.

Nous avons donc adopté ce vœu au Conseil du 10e arrondissement, afin de redemander une nouvelle fois et très publiquement que cette pratique, qui n'est ni juste ni efficace, ne se renouvelle pas. Et je souhaite vraiment que cela soit suivi d'effet, car les conséquences ne peuvent être que négatives pour les personnes sans papiers, comme pour notre volonté à tous de favoriser l'intégration.

Merci.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Pour le groupe communiste, M. Alain LHOSTIS a la parole.

M. Alain LHOSTIS. - Je me rangerai derrière Rémi FÉRAUD, puisque j'ai bien évidemment voté ce vœu que j'ai soumis au nom des élus communistes du 10e dans l'arrondissement.

Il est vrai que, d'un côté, on souhaite que ces populations, et on exige d'elles, pour qu'elles puissent rester sur notre territoire, qu'elles possèdent la langue française et il y a quelque perversité à profiter de ces lieux où des bénévoles et aussi des gens des associations, des services d'association les aident à acquérir les rudiments de la langue française, voire plus. Je trouve cela particulièrement dégradant et je crois qu'il faudrait cesser le mélange des genres.

Nous souhaitons évidemment que ce vœu soit adopté unanimement, comme dans notre arrondissement.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur SARRE puis Monsieur le Préfet de police ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Président, chers collègues, les orateurs qui ont présenté leurs vœux ont dit l'essentiel et les textes déposés l'ont exprimé également avec plus de précisions encore.

Et, naturellement, je souscris volontiers à leurs propos et à leurs écrits.

Dans un souci de cohérence, nous avons rassemblé ces vœux dans un vœu de l'Exécutif. Vous imaginez aisément à quel point je tiens à ce que l'apprentissage du français, vecteur inégalable d'intégration républicaine, soit encouragé et non découragé.

Bien sûr, la loi est la loi, et la police doit l'appliquer. Mais elle peut et elle doit le faire avec discernement, avec bon sens et cela implique évidemment de ne pas focaliser sur tel et tel établissement à vocation d'intégration. Ce que nous ne voulons pas, Monsieur le Préfet de police, pour faire court, c'est que des enfants accompagnés par leurs parents qui vont dans un établissement pour apprendre notre langue subissent des contrôles tatillons… et il est quand même simple, je crois, d'être ailleurs !

Je voudrais également dire qu'il ne saurait y avoir, d'une part, un discours présidentiel et gouvernemental sur la maîtrise de la langue française, indispensable à l'intégration, et, de l'autre, des pratiques qui y portent préjudice.

J'appelle donc tous les groupes de la majorité et ceux de l'opposition, s'ils le veulent, à se retrouver sur le vœu de l'Exécutif, après avoir retiré les leurs.

Je vous remercie beaucoup.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Monsieur SARRE.

Monsieur VEDEL ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Merci, Monsieur le Maire.

Simplement pour préciser qu'en aucun cas, les contrôles de la Préfecture de police, les contrôles d'identité, ne ciblent spécifiquement l'école de langues de la rue Boulanger. Simplement, il faut noter qu'elle est située à proximité immédiate de la place de la République. La situation évoquée est peut-être un effet induit des contrôles qui ont lieu dans les grands axes principaux de circulation, mais à partir du moment où ces contrôles ne peuvent pas avoir lieu dans des endroits tels que les domiciles ou certains établissements, il faut bien positionner les contrôles quelque part.

En tout cas, clairement, aucun ciblage de l'école n'est conduit dans les contrôles.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous avons donc entendu le Représentant du Préfet de police.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu de l'Exécutif qui rejoint, qui rassemble les interventions précédentes.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 171).

Voeu déposé par Mme Véronique DUBARRY et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif aux exilés afghans du 10e arrondissement.
Voeu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant aux vœux n^{os} 88 et 88 bis relatifs aux exilés afghans, toujours dans le 10e arrondissement, avec un vœu n° 88 déposé par le groupe "Les Verts" et 88 bis par l'Exécutif.

La parole est à Mme Véronique DUBARRY, adjointe au Maire de Paris.

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

J'imagine que le Préfet va me répondre que, là non plus, il n'y a aucun ciblage !

Je vous avoue que je suis extrêmement dubitative. Nous avons pu constater, à la fois les associations, dont certaines subventionnées par la Ville de Paris et par le Département de Paris, et les élus du 10e, à de nombreuses reprises maintenant et à un rythme de plus en plus soutenu que les exilés, nombreux dans le 10e arrondissement, subissent un harcèlement policier. J'ai eu l'occasion de m'exprimer à de nombreuses reprises sur la situation et sur le sort qui leur est fait sur le territoire français. Ces exilés sont présents dans le 10e arrondissement depuis la fermeture de Sangatte. Ils se sont éloignés de Calais parce qu'on sait que la situation là-bas se tend de plus en plus, que leur situation sanitaire, sociale à Calais est absolument insupportable et ils se rapprochent du 10e arrondissement, parce que, bien sûr, certains d'entre eux souhaitent partir en Angleterre et c'est tellement plus facile à proximité de la gare du Nord.

Je l'ai dit la situation qui est faite à Calais est absolument insupportable et je pense qu'aucun d'entre nous ici et pas plus les élus du 10e arrondissement que le Maire de Paris, que les habitants du 10e arrondissement qui ont manifesté leur solidarité très fortement lors du compte rendu de mandat du Maire de Paris dans le 10e arrondissement, ne souhaitent voir les exilés dans la même situation qu'à Calais, c'est-à-dire harcelés, poussés d'un lieu à un autre, dessaisis de leurs affaires… quand je dis "de leurs affaires", de leurs maigres biens.

Il y a eu un certain nombre de contrôles de police, donc j'ai bien compris, non ciblés, mais excusez-moi, je suis une grande naïve, mais là, je vous assure que les exilés afghans, kurdes sont dans le 10e arrondissement depuis cinq ans exactement au même endroit, c'est de notoriété publique, la terre entière le sait, et bien, non, les policiers nationaux ne le sauraient pas, cela leur aurait échappé, dites donc ! Et c'est tout à fait par hasard qu'ils seraient venus plusieurs soirs de suite faire des contrôles de police, et même un soir avec du gaz lacrymogène. Si, avec du gaz lacrymogène !

Je regrette véritablement ce sort qui leur est fait. La Ville de Paris essaie d'améliorer leur situation. Il y a un certain nombre de réponses qui sont apportées. Et quand je dis "la Ville de Paris", je dis bien "la Ville de Paris" et ce n'est certainement pas l'Etat qui apporte systématiquement des réponses négatives à toutes les propositions, à toutes les demandes qui sont faites pour améliorer leur sort en matière d'hébergement, en matière d'accueil, en matière d'information. Donc, la Ville de Paris apporte des réponses et le Préfet de police, l'Etat, apporte des non-réponses et même aggrave leur situation, ce que je trouve particulièrement dommage.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Pour l'Exécutif, Mme Pascale BOISTARD a la parole.

Mme Pascale BOISTARD, adjointe. - Merci, Monsieur le Maire.

Je vous remercie, Madame DUBARRY, d'avoir déposé ce vœu, même si je suis amenée à vous proposer un vœu de l'Exécutif, car il me semble que votre vœu, effectivement, oublie dans sa formulation une demande qui est fondamentale : celle qui consiste à demander à l'Etat de prendre ses responsabilités. Car, comme vous l'avez rappelé, la Municipalité n'est pas restée inactive face à cette situation. Des dispositifs d'aide et de soutien, en collaboration avec les associations, ont été mis en place afin de faire face à cette situation très difficile.

Même si elles ne peuvent prendre en charge seules une question qui relève de la compétence de l'Etat, la Ville de Paris et la mairie du 10e arrondissement continueront à chercher des solutions humanitaires.

Un lieu d'accueil et d'orientation entièrement financé par la Ville et géré par "Emmaüs" ouvrira très prochainement. Son rôle sera d'informer et d'orienter les exilés qui pourront y trouver un soutien sanitaire et social et se voir diriger vers les structures d'hébergement. Parallèlement, au sein de ce kiosque, l'association "France terre d'asile" les informera sur leurs droits.

Mais les seules opérations policières menées à l'encontre de ces réfugiés ne peuvent constituer la seule réponse de l'Etat. C'est pourquoi je propose au nom de l'Exécutif que le Conseil de Paris émette le vœu que le Maire de Paris agisse auprès de la Préfecture de police, afin de mettre un terme aux opérations policières systématiques à l'encontre des migrants afghans, présents à Paris, et qu'il interpelle le Ministre du Logement et de la Politique de la ville pour qu'enfin des solutions humaines et durables puissent être trouvées en termes notamment d'hébergement sur les populations concernées.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Souhaitez-vous répondre, Monsieur, pour le Préfet de police.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Juste deux précisions. Le terme de ciblage était inapproprié au sujet précédent. Mais bien évidemment les contrôles qui ont lieu dans le 10e arrondissement portaient sur une situation connue.

Simplement, les services de police sont intervenus suite à de nombreuses plaintes de riverains pour des gênes et tapages récents. Il y a même eu dans les environs plusieurs bagarres à coup de couteau entre ressortissants d'origine afghane.

Je voudrais également ajouter que la Préfecture de police ne mène pas ces opérations pour des opérations de reconduite puisque la législation en vigueur en terme d'asile ne permet pas de reconduire ces personnes de manière coercitive.

Simplement, la Préfecture de police mène des opérations de contrôle pour que le calme et l'ordre publics règnent dans le quartier et travaille également par des patrouilles et des maraudes conjointes avec l'Agence nationale des Migrations afin de proposer l'aide au retour volontaire que plusieurs dizaines de personnes ont acceptée depuis le début de l'année.

M. Alain LHOSTIS. - Ils passent par-dessus les grilles devant les forces de police.

J'habite dans l'immeuble au-dessus et tous les soirs je le vois. Ils accourent, on les pousse dans le jardin et tout le monde ferme les yeux.

Ce que vous dites des riverains n'est pas exact. Il y a chez les riverains une attitude plutôt favorable à l'accueil et à l'hébergement. On a demandé 100 places d'hébergement supplémentaires, c'est cela que vous devriez faire.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, du Mouvement républicain et citoyen, communiste et "Les Verts").

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Madame BOISTARD, vous avez fait une proposition à Mme DUBARRY. Je lui demande donc ce qu'elle décide de faire au nom du groupe "Les Verts" ?

Mme Véronique DUBARRY, adjointe. - La proposition de Mme BOISTARD me convient tout à fait. Elle résume la situation telle que nous la connaissons collectivement depuis un certain nombre d'années.

Monsieur le Représentant du Préfet, je n'en attendais pas moins de vous, je ne m'attendais pas à une réponse différente. Quant à la population spécifique du 10e arrondissement, vous l'avez dit vous-même, je ne vois pas en quoi l'Agence nationale des Migrants pourrait leur apporter une réponse.

Je vous rappelle qu'il y a la guerre en Afghanistan et on imagine fort aisément que les personnes arrivées jusqu'ici n'ont aucune envie de retourner en Afghanistan.

Ceci dit, pour votre gouverne, il y a eu un A.P.R.F. distribué il y a quelques temps. Malgré tout, ces opérations non ciblées sont très intéressantes. Elles permettent tout de même de répondre à un certain nombre de mesures et de chiffres demandés par le Ministère de l'Intérieur.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu déposé par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le vœu est adopté. (2008, V. 172).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'application du plan antidrogue dans la Capitale.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons maintenant au vœu n° 89 du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'application du plan antidrogue dans la Capitale.

La parole est à M. Philippe GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Merci, Monsieur le Maire.

Il est vrai que c'est un sujet important puisqu'un plan de lutte contre le trafic des stupéfiants a été mis en place par le Préfet de police dans la Capitale en octobre 2007 et a donné des résultats non négligeables puisque plus de sept tonnes de cannabis, plus de 300 kilos de cocaïne ont été saisis et près de 600 personnes ont été placées en garde à vue.

Il y a évidemment de nombreuses bandes qui organisent ce trafic avec d'ailleurs beaucoup de mineurs impliqués.

C'est pour avoir davantage d'informations d'une part, et connaître les résultats obtenus depuis un an dans cette lutte contre les stupéfiants d'autre part, que le Préfet de police nous précise les nouvelles dispositions qu'il entend mettre en œuvre pour répondre aux particularités de la situation parisienne, qui est marquée par une implication croissante des mineurs aussi bien du point de vue du trafic que de la consommation et la demande de nouveaux moyens, notamment en termes d'effectifs, à mettre en œuvre pour faire appliquer la loi.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Monsieur SARRE, êtes-vous d'accord pour que le Préfet de police réponde d'abord et vous ensuite pour l'Exécutif ?

M. Georges SARRE, adjoint. - Peut-être qu'il n'aura pas besoin de répondre.

Brièvement, Monsieur le Député Maire, votre vœu ne soulève pas chez moi le moindre désaccord, mais en avril dernier nous avons déjà adopté un vœu de l'Exécutif demandant au Préfet de police d'informer les élus de Paris de l'ensemble des moyens mis en œuvre par la Préfecture de police pour lutter contre la délinquance à Paris et des résultats obtenus, non seulement tels que les présentent la statistique policière, la statistique judiciaire mais aussi les enquêtes de victimation.

Ce voeu global inclut le plan antidrogue et bien entendu doit être suivi d'effet. Votre vœu me donne l'occasion de le répéter ici mais il n'est pas utile de l'adopter et de faire en quelque sorte bégayer le Conseil de Paris.

Je vous appelle, Monsieur GOUJON, à le retirer et à vous joindre à moi pour faire appliquer le vœu que nous avons unanimement adopté en avril dernier.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Monsieur SARRE.

Monsieur le Représentant du Préfet de police, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - Le Préfet de police a déjà eu, je crois, longuement l'occasion de rendre compte de l'action des services de police dans la lutte contre la drogue comme pour la lutte contre la délinquance générale.

Il aura à nouveau l'occasion de le faire lors de la prochaine séance du Conseil lorsqu'il présentera le plan "Vidéo-protection" qui n'est pas exclusivement centré sur la lutte contre la délinquance mais qui a une dimension importante dans ce domaine.

Je propose de renvoyer le débat à ce moment-là.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

Le vœu présenté par M. GOUJON de l'U.M.P.P.A. est retiré.

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en œuvre dans la Capitale du traitement informatisé des contraventions.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous passons au vœu n° 90 présenté par M. GOUJON qui a trait à la mise en œuvre du traitement informatisé des contraventions dans notre Ville.

La parole est à M. GOUJON.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Il est vrai que le système actuel implique beaucoup d'opérations manuelles qui d'ailleurs sont souvent sources d'erreur.

D'autre part, chacun sait que plus de la moitié des contraventions établies demeurent impayées.

Il y a donc un nouveau système en expérimentation qui permet la transmission automatique des contraventions : on va les donner à un centre terminal, avec une marge d'erreur qui elle est réduite au minimum.

Une expérimentation est menée notamment dans les 10e, 11e et 16e arrondissements pour l'établissement des contraventions avec ce nouveau dispositif et ce nouvel appareil.

La généralisation est prévue pour l'année prochaine. Je souhaitais simplement qu'on vous informe des résultats de l'expérimentation menée dans ces trois arrondissements, du calendrier et des modalités de la généralisation que nous appelons de nos voeux.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur SARRE, vous avez la parole.

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Maire, je serai bref, ce vœu a été explicite et utile, je donne donc un avis favorable de l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous allons donc passer au vote du vœu de M. GOUJON avec un avis favorable de l'Exécutif.

Vous souhaitiez dire un mot, Monsieur le Préfet de police ?

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - L'expérimentation annoncée a commencé le premier juillet dernier en parallèle, c'est-à-dire avec les deux systèmes : papier intégral et traitement automatisé des verbalisations.

A partir de la semaine prochaine, en octobre, la dématérialisation du traitement en "back-office" va commencer et au début de l'année 2009 l'expérimentation sera généralisée dans les 20 arrondissements parisiens.

Je souhaite préciser que les 2.000 agents verbalisateurs de Paris continueront, certes sur un formulaire simplifié, à verbaliser de manière manuelle.

Ce n'est que le traitement qui sera informatisé, ce qui permet de gagner beaucoup d'efficacité, de rapidité et probablement de redéployer des moyens qui seront plus utiles sur la voie publique. J'ai bien entendu ce que disait Mme LEPETIT ce matin, remarquant qu'à Paris il y a huit millions de verbalisations adressées chaque année. C'est quasiment 80 % de l'activité du territoire national et la Préfecture de police a une action verbalisatrice beaucoup plus forte que dans la plupart des grandes villes de France.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Intéressant.

Je mets aux voix, à main levée, le vœu présenté par M. GOUJON pour l'U.M.P.P.A. assorti d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Qui est contre ?

Qui s'abstient ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 173).

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la nécessité de diminuer le nombre des appels "abusifs" entraînant une intervention non justifiée de la Brigade des Sapeurs-pompiers de Paris.
Vœu déposé par l'Exécutif.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous avons presque terminé la séance. Les vœux n° 91 du groupe U.M.P.P.A. et n° 91 bis de l'Exécutif concernant les appels abusifs entraînant une intervention non justifiée de la brigade des sapeurs-pompiers.

Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Je souhaitais appeler l'attention de notre Conseil sur le nombre très important d'appels abusifs entraînant une intervention injustifiée de la Brigade de sapeurs-pompiers et qui fait en sorte que ces opérations sont beaucoup plus nombreuses que prévu, puisque de très nombreuses interventions n'ont pas le moindre caractère d'urgence et font carrément exploser le standard du 18.

Il est donc nécessaire de prendre des dispositions pour lutter contre ces appels abusifs afin que la Brigade puisse se recentrer sur ses missions prioritaires et urgentes.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - La parole est à M. SARRE.

M. Georges SARRE, adjoint. - Monsieur le Maire, chers collègues.

Monsieur GOUJON, je voudrais vous remercier de me donner l'occasion de répéter ici une inquiétude de la Ville de Paris face à la surchauffe du service de secours d'urgence de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

D'ores et déjà, la B.S.P.P. croule littéralement sous les appels, dont beaucoup sont soit abusifs, soit en tout cas inadaptés à ses missions fondamentales. Il en résulte fatalement une moindre disponibilité des pompiers pour les appels vraiment urgents et pleinement en phase avec leurs missions de secours urgent à victimes. Alors, demain, après-demain ou dans six mois, aurons-nous un exemple d'une personne qui décédera d'un arrêt cardiaque en attendant les pompiers qui n'arriveront pas assez vite parce qu'on les aura pris pour des serruriers gratuits ou des soigneurs de petits bobos ?

Nous ne voulons pas connaître cette situation et je le dis clairement : il faut dire stop ! Dès lors, la Ville de Paris est totalement aux côtés de la B.S.P.P. pour faire cesser cette situation dommageable, comme je l'ai déjà dit au général PRIEUR, au commandant CROS et au Préfet de police.

Le vœu de l'U.M.P. vise à ce que le Préfet de police nous explique par quelles dispositions les prestations dites abusives qui ne correspondent pas à la mission centrale des pompiers seront facturées demain. J'en suis d'accord. Mais dans le vœu de l'Exécutif, je joins les actes à la parole en proposant que la Ville de Paris aide la B.S.P.P. à communiquer sur ce thème. En outre, au-delà de cette démarche, il faut que les pouvoirs publics, et pas seulement les usagers, fassent preuve de responsabilité.

Dans le vœu de l'Exécutif, je propose donc des pistes pour trouver une réponse globale à la crise de l'appel à secours d'urgence. Cela passe par une réflexion et une initiative concrète en faveur de l'unification des appels et je le souligne : le 112. Car beaucoup d'appels aux pompiers devraient être dirigés vers le SAMU ou la médecine de ville. Cela passe aussi par une meilleure prise en compte de la situation des S.D.F., car on ne peut pas toujours compter sur les pompiers. Ils ne sont pas là pour faire des choses qui ne relèvent pas de leurs missions principales.

Je propose donc un vœu plus complet. Si vous voulez bien, Monsieur GOUJON, retirer votre vœu, nous nous retrouverions tous, majorité et opposition, sur celui de l'Exécutif, car nous devons être tous ensemble aux côtés et avec les sapeurs-pompiers de Paris.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Il est vrai que ce vœu pourrait s'adresser également aux appels abusifs auprès des commissariats de police d'arrondissement.

Monsieur VEDEL, vous avez la parole.

M. LE REPRÉSENTANT DU PRÉFET DE POLICE. - La Préfecture de police rejoint la position exprimée par les intervenants sur cette évolution préoccupante. Le constat est partagé, entre dérive consumériste, problème de réglage des responsabilités entre différentes collectivités ou institutions, parfois carence du secours médical. Des solutions sont possibles.

D'abord, la clarification réglementaire, plus stricte, de ce qui relève du secours à victimes, donc des actions de secouristes agissant en équipe et qui visent la prise en charge dans des délais de détresse vitale ou à pratiquer des gestes de secourisme par des personnels formés et équipés ou encore le fait de laisser les opérateurs sociaux prendre en charge la misère sociale, parce que c'est leur métier et qu'ils le font avec beaucoup plus de professionnalisme.

Et enfin, une meilleure information et éducation du public sont nécessaires afin que l'on cesse de systématiquement appeler les secours pompiers en lieu et place, ce qui d'ailleurs entraîne un coût immédiat pour l'usager, de la médecine de ville.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup.

M. GAREL souhaitait intervenir, et nous entendrons M. GOUJON sur le retrait éventuel.

M. Sylvain GAREL. - C'est pour renforcer cette idée que si, bien sûr, des gens font des mauvaises plaisanteries, stupides, et appellent les pompiers pour rien…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Et la police !

M. Sylvain GAREL. - Oui, mais surtout les pompiers, pour la bonne raison que la police, généralement, ne répond pas. J'en ai fait plusieurs fois l'expérience pendant des minutes et des minutes : "vous avez appelé la police, ne quittez pas". Quand vous avez des gens qui sont en train de s'entretuer à coups de couteau, comme cela est arrivé dans la cour de mon ancien immeuble, au bout d'un moment, vous appelez les pompiers qui arrivent. Quand la sonnerie des pompiers arrive, les types arrêtent de se battre. Au bout de trois ou quatre expériences comme cela, vous appelez systématiquement les pompiers, parce que ni le SAMU, ni la police ne viennent jamais ou quand ils viennent, c'est au bout d'un quart d'heure, 20 minutes. C'est cela le problème, les gens appellent les pompiers parce qu'on sait qu'à Paris, les seuls qui sont efficaces, ce sont les pompiers et que les autres services ne sont pas efficaces.

Quand les gens ont fait une très mauvaise expérience d'avoir attendu le SAMU pendant une heure comme cela m'est arrivé, quand quelqu'un a un problème cardiaque, ils arrêtent d'appeler le SAMU.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Le SAMU n'étant pas la police.

Monsieur GOUJON, vous avez la parole.

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Là, le vœu était plus limité. C'est la raison pour laquelle je suis assez convaincu par l'analyse et par les propositions de M. SARRE, sur le fond, nous nous rejoignons parfaitement. D'ailleurs, ce sont des débats que nous avons à la Commission de gestion de la Brigade de sapeurs-pompiers qui se réunit régulièrement. Il faut maintenant que les choses avancent et avancent vite.

Cela étant, mais je n'en fais pas procès à M. SARRE, parce que je sais bien qu'il est de bonne foi, mais franchement, et je le dis au Maire, le procédé qui consiste, à chaque fois qu'un vœu est proposé, ou même un amendement, par l'opposition, à le reprendre sous forme d'un contre-vœu de l'Exécutif, pas très différent finalement, est quelque chose d'assez désagréable.

Nous sommes tous ici victimes de ce fait par l'ensemble des adjoints. Je m'exprime un peu au nom de mon groupe pour dire qu'il y a un vœu de l'opposition, on est pour ou on est contre, et ce n'est pas infamant pour la majorité de le voter.

Le fait de le reproduire quasi à l'identique, même avec des modifications, bien sûr, qui l'enrichissent et qui l'améliorent, sous forme de contre-vœu de l'Exécutif et au profit de l'Exécutif n'est pas de bonne politique ; je le dis.

Nous avons adopté un Règlement intérieur et j'espère que nous aurons peut-être des débats, grâce à cela, plus apaisés, plus efficaces et plus rapides. Je voudrais que ce soit aussi un nouveau mode de gouvernance de ce Conseil.

Cela étant, par amabilité pour M. SARRE qui n'y est pour rien…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Si, il y est pour quelque chose ! M. SARRE va vous dire qu'il y est tout à fait pour quelque chose.

M. SARRE peut parler en son nom.

M. Georges SARRE, adjoint. - Est-il retiré ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Soit je maintiens les deux, soit je vote le vôtre…

(Mouvements divers dans l'hémicyle).

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Monsieur DAGNAUD ?

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je vous prie de m'excuser d'intervenir un peu de façon inopinée, mais j'ai encore une fois le sentiment, et je m'adresse à mon excellent collègue Philippe GOUJON, que ce vœu n'est pas un vœu, c'est une demande d'information qui prend la forme d'un vœu pour des raisons que j'ai du mal à saisir, mais c'est la seconde fois dans cette séance que nous sommes confrontés au même procédé. Je pense qu'on assiste là à une forme de détournement du principe des vœux.

Le vœu a vocation à émettre une opinion, à prendre une position. Un vœu qui est une question posée au Préfet qui permet au Représentant du Préfet de développer la politique menée par la Préfecture de police est certainement très intéressant, mais je ne crois pas que cela relève de l'usage du vœu.

Je souhaiterais en tant qu'adjoint chargé de l'organisation du Conseil de Paris que nous nous mettions d'accord pour arrêter ce qu'on pourrait appeler un usage un peu abusif de la procédure du voeu qui doit rester fidèle à sa vocation. Principe général que je souhaitais rappeler.

Dans le cas d'espèce, j'ai le sentiment que ce vœu, tel qu'il est formulé n'a pas vocation à être voté, et que n'ayant pas vocation à être voté puisqu'il n'émet pas une opinion mais qu'il pose une question, je ne suis pas convaincu que l'Exécutif ait la nécessité de présenter un contre voeu.

Le Représentant du Préfet a fait part d'un certain nombre de pistes de réflexion. Je crois que c'était l'objet de la demande de nos collègues du groupe U.M.P.P.A. Je propose que l'on en reste là pour l'instant.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci, Monsieur DAGNAUD, pour cette clarté.

Monsieur SARRE…

M. Georges SARRE, adjoint. - Je vais être aussi clair que François DAGNAUD. Je suis très surpris par cette proposition. Pourquoi ? Un texte est présenté par M. GOUJON. Je présente un voeu de l'Exécutif qui fait des propositions très concrètes.

J'ai reçu pendant deux heures le général commandant les pompiers. J'ai eu une conversation avec les collaborateurs du Préfet de police et avec le Préfet de police lui-même. Nous avons une situation très difficile. Il faut faire avancer le dossier de façon à ce que l'Etat contribue et que nous puissions ainsi avoir une réponse appropriée pour la brigade des pompiers. Ce texte, si vous le lisez bien, fait des propositions simples, concrètes, pratiques à tous les niveaux.

Je souhaite donc que ce voeu soit maintenu et si possible voté.

Je vous remercie.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Pour maintenant arriver à une conclusion, Monsieur GOUJON, maintenez-vous votre vœu ?

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - M. DAGNAUD...

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Non, pas de débat. Dites juste…

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Mais il a mis en cause…

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Non, il n'a pas mis en cause du tout, il a rappelé juste…

M. Philippe GOUJON, maire du 15e arrondissement. - Si, si. Moi, je voudrais lui rappeler aussi que c'est l'hôpital qui se moque de la charité ! Quand l'Exécutif ou quand les groupes de gauche font des voeux qui demandent au Préfet de police ou au Maire de Paris de demander au Gouvernement telle ou telle chose, c'est là aussi, me semble-t-il, plus que ce que je fais moi, un détournement de procédure.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous allons passer au vote de votre vœu…

M. François DAGNAUD, adjoint. - Je n'ai pas du tout polémiqué avec vous. Simplement, un voeu qui demande que le Préfet de police précise au Conseil de Paris la nature des dispositions qu'il entend prendre, je suis désolé, cela ne relève pas d'un vœu !

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Ce que je propose, comme M. DAGNAUD fait une proposition, c'est qu'elle soit applicable totalement pour le prochain Conseil de Paris d'octobre, que l'on respecte cette règle. Pour cette fois-ci, que l'on sorte de cette impasse en votant pour une dernière fois ce type de vœu.

M. GOUJON maintient donc son vœu.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est rejeté.

Je mets aux voix, à main levée, le voeu présenté par l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 174)

Voeu déposé par M. Roger MADEC et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la requalification de la résidence Michelet.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Nous avons presque terminé. Nous passons au voeu n° 92 du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, relatif à la requalification de la résidence Michelet.

M. François DAGNAUD a la parole.

M. François DAGNAUD, adjoint. - J'irai vite puisque ce voeu a été l'objet d'une question d'actualité, présentée hier au nom du groupe socialiste par le maire du 19e arrondissement, Roger MADEC. Je ne vais pas reprendre ce qu'il a très bien dit hier. Je vais simplement insister sur un point : les habitants de la Cité Michelet, qui est une grande cité populaire de Paris et a malheureusement fait l'objet d'une actualité récente en matière de sécurité, d'insécurité en l'occurrence, les habitants de la résidence Michelet sont inquiets, et ils le sont du désengagement de l'Etat et de la pérennité des travaux qui sont engagés, puisque dans le cadre du G.P.R.U., la Ville de Paris, avec le soutien du Conseil régional, a engagé un formidable programme de réhabilitation urbaine qui fait que ce secteur est en chantier et que cela montre aux habitants à quel point la Ville et la Région sont soucieuses du devenir de ces quartiers populaires de Paris.

Et aujourd'hui, parce que 22 millions d'euros sont en balance et que les engagements de financement de l'Etat semblent remis en question, la capacité que nous aurons à poursuivre et à achever ces travaux est posée. Et nous sommes dans le doute, nous sommes dans l'inquiétude.

Je crois qu'il ne suffira pas de multiplier les déclarations et les propos à l'emporte-pièce sur certains bancs de cette Assemblée, mais il va falloir quand même que les actes suivent les engagements et qu'en l'occurrence, on ne laisse pas tomber, au Gouvernement, un quartier populaire de Paris qui, comme tous les quartiers populaires - et je dis cela au moment où la D.S.U. est remise en cause pour l'ensemble des communes qui en bénéficient - au moment où on mesure chaque jour davantage à quel point la mobilisation des moyens publics est indispensable pour assurer l'avenir de quartiers qui aujourd'hui sont à la croisée des chemins.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - L'excellente Mme STIEVENARD, pour répondre à M. DAGNAUD.

Mme Gisèle STIEVENARD, adjointe. - Nous avons en effet déjà abordé cette question au moment des questions d'actualité hier. Il est nécessaire d'y insister, car nous évoquons un quartier, la résidence Michelet-Curial-Cambrai, dont nous connaissons les équilibres fragiles et où les habitants ont des attentes fortes et parfaitement légitimes.

Beaucoup d'améliorations ont déjà été apportées dans ce quartier en matière d'équipements publics. D'autres sont en cours, des travaux de résidentialisation ont été conduits déjà par "Paris Habitat", mais le chantier devra s'interrompre si l'A.N.R.U. n'est pas au rendez-vous.

Par conséquent, c'est un sujet tout à fait sérieux. D'ailleurs si sérieux que les élus du 19e ont exprimé une position unanime à ce sujet la semaine dernière en Conseil d'arrondissement, et il me paraîtrait fort important que le Conseil de Paris, à son tour, donne un appui unanime à cette démarche en direction de l'A.N.R.U.

J'ai moi-même interpellé Mme AMARA ; le Maire de Paris a saisi directement la Ministre du Logement et de la Ville, Mme BOUTIN. Il est évident que, si nous sommes unanimes, l'ensemble de nos démarches n'en auront que plus de force.

(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et radical de gauche, du Mouvement républicain et citoyen, communiste et "Les Verts").

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Merci beaucoup, Madame STIEVENARD, concise et précise !

Je mets aux voix, à main levée, le vœu.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le voeu est adopté. (2008, V. 175).

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je vous propose à présent de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans les organismes suivants :

Commission départementale de la sécurité routière de Paris (R. 154) :

- M. Georges SARRE

- Mme Annick LEPETIT

- Mme Laurence DOUVIN.

Commission de recensement des votes des élections prud'homales (R. 155) :

Titulaire

- M. Patrick KLUGMAN.

Suppléante

- Mme Pascale BOISTARD.

Commission des rentes et de procédure gracieuse préalable en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles survenus aux agents non titulaires de la Ville de Paris (R. 156) :

Titulaires

- Mme Myriam EL KHOMRI

- Mme Karen TAÏEB

- Mme Catherine VIEU-CHARIER

- Mme Véronique DUBARRY

- Mme Martine NAMY-CAULIER

- Mme Danièle GIAZZI

- Mme Anne TACHENE.

Suppléants

- M. Daniel MARCOVITCH

- Mme Liliane CAPELLE

- Mme Emmanuelle BECKER

-M. Sylvain GAREL

- Mme Delphine BURKLI

- M. Pierre-Yves BOURNAZEL

- Mme Catherine BRUNO.

Commission locale du secteur sauvegardé du Marais (R. 157) :

Titulaires

- Mme Colombe BROSSEL, adjointe au Maire chargée du patrimoine ;

- Mme Anne HIDALGO, première adjointe au Maire chargée de l'urbanisme et de l'architecture ;

- Mme Dominique BERTINOTTI, maire du 4e arrondissement ;

- M. Pierre AIDENBAUM, maire du 3e arrondissement.

Suppléants

- M. Christophe GIRARD, adjoint au Maire chargé de la culture ;

- Mme Karen TAÏEB ;

- M. Vincent ROGER ;

- M. Gauthier CARON-THIBAULT.

Commission locale du secteur sauvegardé du 7e arrondissement (R. 158) :

Titulaires

- Mme Colombe BROSSEL, adjointe au Maire chargée du patrimoine ;

- Mme Anne HIDALGO, première adjointe au Maire chargée de l'urbanisme et de l'architecture ;

- Mme Rachida DATI, maire du 7e arrondissement ;

- M. Romain LEVY.

Suppléants

- M. Hermano SANCHES RUIVO ;

- M. Gilles ALAYRAC ;

- M. Michel DUMONT ;

- M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement.

Ecole nationale supérieure d'arts et métiers de Paris - Centre de Paris (Conseil d'administration) (R. 159) :

- M. Jean-Louis MISSIKA.

Etablissement public du musée du quai Branly (Conseil d'administration) (R. 160) :

- M. Patrick BLOCHE.

Association "Ateliers de Paris - Carolyn Carlson" (R. 161) :

- M. Philippe MOINE

- M. Hermano SANCHES RUIVO.

Fondation de la Résistance (Conseil d'administration) (R. 162) :

- Mme Catherine VIEU-CHARIER.

Association "Théâtre de la marionnette à Paris" (Conseil d'administration) (R. 163) :

- Mme Annick OLIVIER

- M. Sylvain GAREL.

Association "Les amis de Magnum Photos" (R. 164) :

- M. Daniel VAILLANT.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2008, R. 154 à R. 164).

Adoption, par un vote global de l'Assemblée des projets de délibération n'ayant pas donné à inscription.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Mes chers collègues, je vous propose maintenant de vous prononcer à main levée par un vote global sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès-verbal intégral de la présente séance.

Clôture de la séance.

M. Christophe GIRARD, adjoint, président. - Je vous signale que nous avons respecté nos horaires avec 3 minutes d'avance pour un débat démocratique approfondi !

La séance est levée.

(La séance est levée à seize heures trente minutes).

Votes spécifiques.

M. Jean-Louis MISSIKA ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DASES 116 - Signature d'une convention avec l'Institut Curie pour l'attribution d'une subvention d'une équipe de recherche médicale. - Montant : 96.900 euros

M. Jean-Louis MANO, Mme Halima JEMNI, MM. Gauthier CARON-THIBAULT, René DUTREY, Jean TIBERI et Mme Roxane DECORTE ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DLH 36 - Location par bail emphytéotique au profit de "Paris-Habitat - OPH" de l'immeuble communal situé 77, avenue de Villiers (17e).

2008, DLH 58 - Location au bénéfice de "Paris-Habitat - OPH" par bail emphytéotique d'une emprise de terrain faisant partie de la propriété communale située 45-47, avenue du Maréchal Fayolle (16e).

2008, DLH 73 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de réhabilitation "PALULOS" du groupe "Saussure" situé 28, rue de Saussure (17e).

2008, DLH 78 - Location par bail emphytéotique au profit de "Paris Habitat - OPH" de l'immeuble communal situé 2, rue Beaubourg (4e).

2008, DLH 100 - Conclusion avec "Paris-Habitat - OPH" d'un avenant à la convention de gestion conclue le 1er avril 2004 relative aux biens communaux devant faire l'objet d'une cession ou d'un transfert à cet organisme par voie de bail emphytéotique.

2008, DLH 101 - Modification de la délibération DLH 413 des 17-18-19 décembre 2007 autorisant la conclusion d'un bail emphytéotique au profit de l'OPAC de Paris pour la location de l'immeuble communal 139, rue des Poissonniers (18e).

2008, DLH 102 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de réhabilitation "PALULOS" du groupe "Télégraphe", 17, rue Saint-Fargeau - 12, rue du Télégraphe (20e).

2008, DLH 114 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation et de réhabilitation "PALULOS" du groupe "Gérard de Nerval" (18e).

2008, DLH 115 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation du groupe "Flandre-Tanger" situé 49-53-55, avenue de Flandre et 24 et 28, rue de Tanger (19e).

2008, DLH 116 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation du groupe "Amiral Mouchez", 83-87, rue de l'Amiral Mouchez (13e).

2008, DLH 117 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme d'amélioration de la qualité de service (AQS) et de résidentialisation du groupe "Schneider", 2-4, rue Frédéric Schneider (18e).

2008, DLH 118 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation du groupe "Piat-Faucheur-Envierges", allée du Père Julien Dhuit et 23, rue des Envierges (20e).

2008, DLH 119 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme d'amélioration de la qualité de service (AQS) et de résidentialisation du groupe "Marcel Sembat", 1-3, rue Marcel Sembat (18e).

2008, DLH 151 - Location par bail emphytéotique au profit de "Paris-Habitat - OPH" de l'immeuble communal situé 120, rue du Chemin Vert (11e).

2008, DLH 152 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris-Habitat - OPH", des propriétés communales, 101 à 105, rue des Haies et 1, impasse Gros (20e).

2008, DLH 158 - Garantie d'emprunt complémentaire de la Ville de Paris pour la réalisation par "Paris-Habitat - OPH" d'un programme de construction de 5 logements PLS, 62, rue Nicolo (16e).

2008, DLH 160 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris-Habitat - OPH", de la propriété communale, 48, boulevard Arago - 28, rue de la Glacière (13e).

2008, DLH 178 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement d'emprunts bancaires à contracter par "Paris-Habitat - OPH" en vue du financement de locaux d'activités compris dans divers programmes de l'Office.

2008, DPP 14 - Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec l'OPAC de Paris pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 4.245.030 euros.

M. Pierre CASTAGNOU, Mmes Danièle POURTAUD, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Dominique BERTINOTTI, Frédérique CALANDRA, Sandrine CHARNOZ, MM. Jean-Yves MANO, René DUTREY, Jean-François LEGARET et Mme Claude-Annick TISSOT ne prennent pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DLH 66 - Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 3 logements PLUS et 3 logements PLS situé 7 à 23, rue d'Alsace et 144 à 146, rue du Faubourg Saint-Denis (10e).

2008, DLH 86 - Location par bail emphytéotique à la RIVP de l'immeuble communal situé 209 à 213, rue La Fayette et 37 à 39, rue Louis Blanc (10e).

2008, DLH 107 - Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 17 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 2 locaux d'activités situé 51-53, rue Bichat (10e).

2008, DLH 113 - Location par bail emphytéotique à la RIVP de l'ensemble immobilier situé 18, rue de la Voûte (12e).

2008, DLH 162 - Location par bail emphytéotique, au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP), de l'immeuble communal situé 71 bis, rue de Gergovie (14e).

2008, DLH 163 - Location par bail emphytéotique, au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) de l'immeuble communal situé 50, rue Daguerre (14e).

2008, DLH 164 - Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 5 logements PLUS situé 6-8, rue Varet (15e).

2008, DLH 165 - Réalisation par la RIVP d'une opération d'acquisition-conventionnement de 153 logements PLUS et 150 logements PLS, 20-26, rue Saint-Fargeau (20e).

2008, DPP 15 - Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la RIVP pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 973.756 euros.

Mme Pascale BOISTARD ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DLH 97 - Transfert au profit de la SA "Immobilière 3 F" d'une garantie d'emprunt initialement accordée à la SA "France Habitation".

2008, DLH 180 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société "Immobilière 3F", des lots communaux dépendant de l'immeuble en copropriété 12, rue Louis Philippe à Neuilly-sur-Seine.

M. Gauthier CARON-THIBAULT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DLH 99 - Réalisation par la SADIF, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 6 logements PLUS, 2 logements PLA-I et 4 logements PLS, 70, rue de Clignancourt (18e).

M. Philippe MOINE ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DLH 136 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt PEX à contracter par "Antin Résidences" en vue de l'acquisition d'un ensemble immobilier de la SNI, 10 A, impasse Marteau - rue Valentin Abeille (18e).

M. Jean-Yves MANO, Mmes Colombe BROSSEL, Gisèle STIEVENARD, Halima JEMNI, M. Daniel ASSOULINE, Mme Hélène BIDARD, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Roxane DECORTE, Emmanuelle DAUVERGNE et Anne TACHENE ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DLH 166 - Location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, de l'immeuble communal situé 169, rue du Château (14e).

M. Christophe GIRARD ne prend pas part au vote sur les projets de délibération suivants :

2008, DAC 7 - Signature d'un troisième avenant à la convention tripartite pluriannuelle d'objectifs passée avec l'association "Musique Nouvelle en Liberté" relatif à l'attribution du solde de la subvention, au titre de ses activités en 2008. - Montant : 225.000 euros.

2008, DAC 301 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme" (3e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 1.354.791 euros.

2008, DAC 403 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention pluriannuelle d'objectif signée avec la société "Cité de la Musique-Salle Pleyel" (8e), pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 437.500 euros.

Mme Dominique BERTINOTTI, MM. Pierre AIDENBAUM et Thierry COUDERT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 50 - Signature avec l'association "Paris-Audiovisuel-Maison européenne de la Photographie" (4e) d'un avenant à la convention pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement, d'une convention annuelle d'objectifs pour l'attribution d'une subvention d'équipement, d'un avenant à la convention d'occupation du domaine public. - Montant total : 1.917.765 euros.

Mmes Colombe BROSSEL et Danielle FOURNIER ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 83 - Signature d'un deuxième avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs passée avec l'association "L'Eté Parisien" (9e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 400.000 euros.

Mme Anne HIDALGO et M. Claude DARGENT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 160 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Silvia Monfort" (15e), pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement. - Montant : 450.000 euros. - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 20.000 euros.

M. Patrick BLOCHE et Mme Lyne COHEN-SOLAL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 181 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention pluriannuelle passée avec l'Association du Festival d'Automne à Paris (1er) relative à l'attribution d'une subvention pour l'organisation de son festival. - Montant : 360.000 euros.

MM. Daniel VAILLANT et Sylvain GAREL ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 194 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Halle Saint-Pierre" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 340.000 euros.

Mmes Pascale BOISTARD, Dominique BERTINOTTI, Laurence GOLDGRAB, Danièle FOURNIER, Hélène MACÉ de LÉPINAY et M. Thierry COUDERT ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 221 - Signature d'un avenant à la convention avec la Fondation de la Cité Internationale des Arts (4e), pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 286.673 euros.

Mme Florence BERTHOUT et M. Roger MADEC ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 344 - Signature d'un avenant à la convention annuelle avec l'Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montants : 82.500 euros (fonctionnement) et 21.500 euros (équipement).

M. Pierre MANSAT ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DAC 407 - DJS 399 - SG 145 - Signature d'un deuxième avenant à la convention triennale avec l'association "Centre de promotion du livre de jeunesse - Seine-Saint-Denis" (93100) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 30.000 euros.

Mme Geneviève BERTRAND ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, SGCP 32 - Reversement de l'écrêtement de M. Yves POZZO di BORGO.

Mme Marie-Annick BARTHE et M. Philippe MOINE ne prennent pas part au vote sur le projet de suivant :

2008, SGCP 33 - Reversement de l'écrêtement de huit conseillers de Paris.

M. Gilles ALAYRAC ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DPP 3 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Aide aux Victimes" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 80.000 euros.

Mme Anne Christine LANG ne prend pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DPP 16 - Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SAGECO pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 75.112 euros.

Mmes Claudine BOUYGUES, Gisèle STIEVENARD, MM. Romain LEVY, François VAUGLIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Rémi FERAUD, Ian BROSSAT, Pierre CHARON et Jérôme DUBUS ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DPP 18 - Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SIEMP pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" et versement d'une subvention. - Montant : 114.323 euros.

M. Didier GUILLOT et Mme Danielle SIMONNET ne prennent pas part au vote sur le projet de délibération suivant :

2008, DASCO 130 - Subvention au Centre Régional de Documentation Pédagogique (C.R.D.P.) (6e) dans le cadre d'une convention pluriannuelle pour l'utilisation des TICE dans les établissements d'enseignement parisiens. - Montant : 70.000 euros.

Affaires diverses adoptées par l'ensemble de l'Assemblée.

Les affaires diverses adoptées par l'ensemble de l'Assemblée sont les suivantes :

2008, DEVE 85 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association Effinergie.

2008, DEVE 86 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association Energie-Cités.

2008, DEVE 118 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association 4D.

2008, DEVE 123 - Subvention à l'association Ile-de-France Environnement (IDFE). - Montant : 17.000 euros.

2008, DEVE 130 - Subvention à l'association "Réseau Action Climat - France". Montant : 10.000 euros.

2008, DEVE 148 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la société Interxion en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), des installations de réfrigération et de combustion situées sur son centre informatique et communication à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

2008, DPA 242 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché à bons de commande pour des prestations intellectuelles d'études et de conseils techniques en matière d'énergie, dans les différentes phases de conception, réalisation, exploitation des équipements relevant du budget municipal et départemental de Paris.

M. Denis BAUPIN, rapporteur.

2008, DEVE 72 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association GRAINE Ile-de-France (Groupement Régional d'Animation et d'Information sur la Nature et l'Environnement).

2008, DEVE 101 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à l'association Vivacités Ile-de-France.

M. Denis BAUPIN et Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteurs.

2008, DPVI 36 - Subventions à trois associations menant des actions de lutte contre les discriminations. - Montant total : 21.500 euros.

2008, SG 2 - Subvention à l'association "Institut de Recherches et d'Etudes de la Libre Pensée" pour son action d'information citoyenne. - Montant : 8.000 euros.

2008, SG 15 - Signature d'un avenant à la convention conclue avec l'association "Ligue des Droits de l'Homme" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 90.000 euros.

2008, SG 120 - Signature d'une convention pluriannuelle avec l'association "SOS Racisme" relative à l'attribution d'une subvention pour ses activités en faveur des parisiennes et des parisiens. - Montant : 45.000 euros.

2008, SG 126 - Subvention à l'association "Mémoire 2000" pour ses activités de mémoire et de lutte contre le racisme auprès des jeunes scolaires parisiens. - Montant : 7.000 euros.

Mme Yamina BENGUIGUI, rapporteure.

2008, DPVI 39 - Subventions à dix associations menant des actions au titre de l'intégration et des étrangers non communautaires. - Montant total : 55.500 euros.

2008, DPVI 50 - Subventions à deux associations menant des actions au titre de l'Intégration et des étrangers non communautaires. - Montant total : 15.000 euros.

2008, DPVI 51 - Signature d'une convention avec l'ATF pour l'attribution d'une subvention pour des actions au titre de l'Intégration et des Etrangers non communautaires. - Montant : 10.000 euros.

Mme Pascale BOISTARD, rapporteure.

2008, DDATC 11 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "CEFORP" du 14e. - Montant : 2.000 euros.

2008, DDATC 23 - Signature d'une convention avec l'association "CDPE - école primaire Buffault" du 9e pour l'attribution d'une subvention - Fonds du Maire. - Montant : 1.200 euros.

2008, DDATC 24 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Comité des Fêtes et d'action sociale de Montmartre et du 18e". - Montant : 15.000 euros.

2008, DDATC 30 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Comité Municipal d'Animation et d'Action Sociale du 7e". - Montant : 9.000 euros.

2008, DDATC 50 - Subvention de fonctionnement à l'Association pour le développement et l'aménagement du 13e arrondissement (ADA 13) (13e).

2008, DDATC 56 - Subvention à l'association "Union des Institutions Sociales du 6e arrondissement". - Montant : 3.000 euros.

2008, DDATC 62 - Subvention à l'association "Comité Officiel des Fêtes et d'Action Sociale de Montmartre et du 18e". - Montant : 25.000 euros.

2008, DDATC 67 - Subvention à l'association "Aurore" (15e). - Montant : 25.000 euros.

2008, DDATC 69 - Subvention à l'association "Blomet Paradiso" (15e). - Montant : 3.500 euros.

2008, DDATC 78 - Subvention à l'association "Evasion 13" (13e). - Montant : 500 euros.

2008, DDATC 82 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Entraide Erasme Garancière" (6e). - Montant : 4.500 euros.

2008, DDATC 83 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Régie de Quartier du 3e Arts et Métiers du 3e". - Montant : 2.000 euros.

2008, DDATC 95 - Subvention à l'association "Collectif La Fourche" (17e). - Montant : 10.000 euros.

2008, DDATC 102 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Florimont du 14e". - Montant : 4.000 euros.

2008, DDATC 109 - Subvention à l'association "Fondation les Orphelins Apprentis d'Auteuil" (16e). - Montant : 5.000 euros.

2008, DDATC 112 - Subvention - Fonds du Maire - à l'Association pour le Couple et l'Enfant à Paris (6e). - Montant : 6.000 euros.

2008, DDATC 115 - Subvention à l'association "Comité municipal d'animation et d'action sociale du 7e arrondissement". - Montant : 12.000 euros.

2008, DDATC 116 - Signature d'une convention avec l'association "G.E. Emergences" (12e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2008, DDATC 119 - Attribution d'une subvention à l'association "République de Montmartre" (18e). - Montant : 4.000 euros.

2008, DDATC 120 - Subvention à l'association "Démocratie et Participation du 11e arrondissement". - Montant : 6.000 euros.

2008, DDATC 121 - Attribution d'une subvention à l'association "Comité des fêtes et oeuvres de solidarité du 5e arrondissement". - Montant : 5.000 euros.

2008, DDATC 122 - Subvention à l'association "Paris CADECS" (4e). - Montant : 7.000 euros.

2008, DDATC 124 - Actualisation de la tarification applicable à l'occupation des salles de l'Espace Reuilly (12e).

2008, DDATC 127 - Subvention à l'association "Union des associations de la cité Bonnier (UACB)" (20e). - Montant : 1.600 euros.

2008, DDATC 128 - Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Relais famille" du 16e. - Montant : 1.000 euros.

2008, DDATC 131 - Signature d'une convention de partenariat avec la Société Welcome Europe, 38 rue Léon (18e) dans le cadre du Forum des associations parisiennes qui aura lieu du 17 au 18 Octobre 2008.

2008, DDATC 133 - Subvention à l'Association de Médiation Familiale (9e). - Montant : 5.000 euros.

2008, DDATC 138 - Signature d'une convention de partenariat avec l'association "La Guilde Européenne du RAID" (6e) dans le cadre du 7e Forum des associations parisiennes.

2008, DDATC 140 - Signature d'une convention de partenariat avec l'association "Silicon Sentier" dans le cadre du Forum des associations 2008 qui aura lieu du 17 au 18 Octobre 2008.

M. Hamou BOUAKKAZ, rapporteur.

2008, DDEE 132 - Subvention au Syndicat d'Initiative de Montmartre (18e) à titre de soutien à la démarché "qualité de l'accueil" à Montmartre. - Montant : 14.500 euros.

2008, DDEE 136 - Subvention au Syndicat d'Initiative de Montmartre (18e). - Montant : 45.000 euros.

2008, DDEE 145 - Subvention au Comité des Fêtes et de Solidarité du 13e arrondissement à titre de soutien à l'organisation de la "semaine italienne". - Montant : 23.000 euros.

2008, DDEE 163 - Subvention à l'association "A suivre" pour l'organisation de la 6e édition de "l'Incroyable Rally " dans le 11e arrondissement. - Montant : 30.000 euros.

M. Jean-Bernard BROS, rapporteur.

2008, DAC 211 - Approbation des modalités de passation des marchés de travaux relatifs à la restauration de la façade nord de l'oratoire du Louvre.

2008, DAC 282 - Indemnisation amiable d'un tiers, en réparation de dommages subis dont la responsabilité incombe à la Ville.

2008, DAC 301 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme" (3e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 1.354.791 euros.

2008, DAC 371 - Subvention à l'association "S.O.S. Paris" (6e). - Montant : 8.000 euros.

2008, DAC 423 - Approbation du principe de la vente de six fontes de sculptures d'Antoine Bourdelle et des termes du contrat de vente.

2008, DAC 499 - Acceptation de don de photographies fait en faveur de la collection didactique de l'Atelier de Restauration et de Conservation des Photographies de la Ville de Paris.

2008, DAC 500 - Acceptation du don d'un matériel de vidéo-projection fait en faveur du Petit Palais, Musée des Beaux-Arts de la Ville de Paris.

2008, DPA 227 - Approbation du principe d'indemnisation de la société SAS VULCAIN en raison des préjudices subis par elle lors des travaux de réhabilitation du Musée du Petit Palais (8e).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure.

2008, DASES 91 - Subvention à la Fondation Claude Pompidou (1er) au titre de 2008. - Montant : 20.000 euros.

Mme Liliane CAPELLE, rapporteure.

2008, CAS 2 - Fixation pour 2008-2009 de la participation financière demandée aux bénéficiaires de la carte "Améthyste".

Mmes Liliane CAPELLE, Véronique DUBARRY et Olga TROSTIANSKY, rapporteures.

2008, DASCO 28 - Signature d'un contrat de transaction avec la société NESTLE WATERS DIRECT FRANCE, relatif à la location, l'installation, l'approvisionnement et la maintenance de fontaines à eau et la fourniture des accessoires correspondants.

2008, DASCO 104 - Signature de 85 marchés relatifs à l'organisation de classes de découvertes pour les enfants des écoles primaires de Paris pour les années 2009, 2010 et 2011, en application de l'article 30 du code des marchés publics.

2008, DASCO 105 - Signature de 37 marchés relatifs à la mise en oeuvre de classes à Paris pour les enfants des écoles publiques parisiennes, année scolaire 2008-2009, en application de l'article 30 du code des marchés publics.

2008, DASCO 108 - Subvention à l'Union Départementale des Associations Familiales de Paris (9e) pour poursuivre l'action "Lire et faire Lire". - Montant : 5.000 euros.

2008, DASCO 109 - Subvention à l'association Vitruve (20e) pour l'organisation de classes vertes. - Montant : 12.000 euros.

2008, DASCO 110 - Subvention à l'association pour la Promotion du Centre Scolaire de l'Hôpital Necker-Enfants Malades (15e) - Montant : 2.000 euros.

2008, DASCO 113 - Subventions à deux associations pour des actions politique de la Ville dans le 10e arrondissement. - Montant total : 4.900 euros.

2008, DASCO 114 - Subvention à quatre associations pour des actions politique de la Ville dans le 11e arrondissement. - Montant total : 8.300 euros.

2008, DASCO 115 - Subventions à trois associations au titre de la politique de la Ville dans le 13e arrondissement. - Montant total : 7.900 euros.

2008, DASCO 116 - Subventions à quatre associations pour des actions politique de la Ville dans le 14e arrondissement. - Montant total : 9.400 euros.

2008, DASCO 117 - Subventions à deux associations au titre de la politique de la Ville dans le 17e arrondissement - Montant total : 4.510 euros.

2008, DASCO 118 - Subventions à onze associations pour des actions politique de la Ville dans le 18e arrondissement. - Montant total : 27.000 euros.

2008, DASCO 119 - Subventions à trois associations pour des actions politique de la Ville dans le 19e arrondissement. - Montant total : 8.700 euros.

2008, DASCO 120 - Subventions à six associations pour des actions politique de la Ville dans le 20e arrondissement. - Montant total : 13.345 euros.

2008, DASCO 125 - Subvention à l'association "Union de Paris des Délégués Départementaux de l'Education Nationale" (20e) - Montant : 2.000 euros.

2008, DASCO 130 - Subvention au Centre Régional de Documentation Pédagogique (C.R.D.P.) (6e) dans le cadre d'une convention pluriannuelle pour l'utilisation des TICE dans les établissements d'enseignement parisiens. - Montant : 70.000 euros.

2008, DASCO 151 - Signature d'une convention avec la caisse des écoles du 2e arrondissement pour l'assister dans l'élaboration de la procédure d'appel d'offres relative à la fourniture de repas dans les établissements scolaires de l'arrondissement.

2008, DPA 226 - Approbation du principe d'indemnisation de la société COLAS Ile de France Normandie - Agence Bâtiment, en raison des préjudices subis par elle lors des travaux de construction de l'Ecole élémentaire, 63, rue Boileau (16e).

2008, DPA 237 - Signature d'un avenant de substitution au marché de maîtrise d'oeuvre relatif à l'augmentation de production du centre cuiseur 92, boulevard Bessières (17e).

2008, DPA 238 - Approbation du principe de réalisation des travaux de modernisation des cloisons et des couloirs au groupe scolaire 97, rue des Pyrénées (20e) et des modalités de passation du marché de travaux.

2008, DPA 239 - Approbation du principe de réalisation des travaux de réfection des peintures dans les écoles maternelle et élémentaire 29, rue du Télégraphe (20e) et des modalités de passation du marché de travaux.

2008, DPA 258 - Approbation du principe de réalisation des travaux de ravalement des façades sur cour et sur rues de l'école élémentaire, 112 boulevard Berthier (17e) et des modalités de passation du marché de travaux

M. Pascal CHERKI, rapporteur.

2008, DASCO 122 - Subvention à l'association Vivement l'Ecole (17e) pour poursuivre son action en faveur de l'intégration scolaire de cinq enfants autistes.- Montant : 13.000 euros.

2008, DASCO 161 - Signature d'une convention avec l'association "Sans Tambour Ni Trompette" (11e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 27.000 euros.

M. Pascal CHERKI et Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2008, DDEE 147 - Demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la SARL "GLUP'S France" pour l'exploitation de son magasin à l'enseigne "GLUP'S" 84, avenue des Champs-Elysées (8e).

2008, DDEE 148 - Demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par "GIEP" (Gestion Immobilière de l'Ensemble parisien), 42 cours des Roches, Noisiel (Seine et Marne) pour le gardiennage de l'ensemble immobilier, 11-13 boulevard Davout (20e).

2008, DDEE 152 - Demande de dérogation à la règle du repos dominical présentée par la SA YKF pour l'exploitation d'une galerie de photographie d'art contemporain à l'enseigne "Yellow Korner" 8, rue des Francs-Bourgeois (3e).

2008, DDEE 156 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer le renouvellement de l'accord de partenariat avec la Fédération Française du Prêt à Porter Féminin.

2008, DDEE 159 - Création du Prix "Un visa pour Montréal" récompensant un créateur de mode qui séjournera au LAB Créatif de Montréal, dans le cadre de l'accord de coopération signé par les Maires de Montréal et de Paris et fixation du montant de ce prix.

Mme Lyne COHEN-SOLAL, rapporteure.

2008, DPE 29 - Approbation des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres pour la fourniture de sel et de sable de déneigement.

2008, DPE 60 - Autorisation à M. le Maire de Paris de déposer une demande de permis de construire visant au relogement provisoire des agents de la propreté du 19e arrondissement, durant la période de travaux de restructuration ou reconstruction des lieux d'appel concernés.

2008, SGCP 32 - Reversement de l'écrêtement de M. Yves POZZO di BORGO.

2008, SGCP 33 - Reversement de l'écrêtement de huit conseillers de Paris.

M. François DAGNAUD, rapporteur.

2008, DPE 11 - DEVE 129 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres relatif à la réparation des engins de nettoiement du Service Technique de la Propreté de Paris et de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement.

M. François DAGNAUD et Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteurs.

2008, DAJ 19 - Autorisation à M. le Maire de Paris de lancer une consultation en vue de la passation, en application de l'article 30 du code des marchés publics, d'un marché de services pour l'organisation et la coordination de permanences gratuites d'accueil, d'information et de consultations juridiques ainsi que de médiation au sein du Point d'Accès au Droit du 20e arrondissement.

2008, DAJ 20 - Signature d'une convention constitutive modifiée du Point d'Accès au Droit (PAD) du 20e arrondissement.

2008, DAJ 21 - Contribution de la Ville de Paris au budget de fonctionnement du Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD) de Paris. - Montant : 12.000 euros.

2008, DALIAT 18 - Approbation des modalités de lancement d'un marché à bons de commande portant sur la mise à disposition d'un système de gestion de flotte mutualisée de véhicules de services.

2008, DALIAT 22 - Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande de fourniture de chemises en coton équitable pour les agents des différentes directions de la Ville de Paris.

2008, DALIAT 23 - Approbation des modalités de lancement et d'attribution de marchés à bons de commande de fourniture de mocassins antidérapants et de polos destinés aux agents de la DFPE et de chaussures antidérapantes destinées aux agents de la DALIAT et de la DASCO, en 3 lots séparés.

2008, DALIAT 31 - Approbation et signature d'une convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de mobiliers de collectivité destinés aux services de la Ville de Paris et du Département de Paris, aux services dotés d'un budget annexe et aux mairies d'arrondissement.

2008, DALIAT 32 - Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande de fourniture de matériels d'emballage destinés aux services de la Ville de Paris.

2008, DALIAT 33 - Approbation des modalités de lancement de marchés à bons de commande d'acquisition et de location de mobilier et matériel pour les services courriers de la Ville de Paris en 2 lots séparés.

2008, DALIAT 34 - Signature d'un avenant n° 1 au marché passé avec la SA DEMENAGEMENTS DELACQUIS pour l'exécution de prestations de déménagement, de manutention et de destruction d'objets mobiliers, de matériels divers et de documents de toute nature réservées aux établissements dépendant des circonscriptions des affaires scolaires de la Direction des affaires scolaires.

2008, DALIAT 37 - Signature d'un avenant n° 1 au marché passé avec l'entreprise BEDEL relatif à la coordination technique, l'ingénierie de transfert et le déménagement dans le cadre de l'opération de regroupement des services centraux de la DEVE et de la DPE au 103 avenue de France (13e).

2008, DALIAT 38 - Signature d'un contrat de transaction avec la SAS DAMIER CONSULTING pour le règlement d'une facture de fourniture et livraison de divers mobiliers de bureau pour les services de la Ville de Paris.

2008, DALIAT 41 - Approbation de l'exécution du contrat de transaction pour des prestations de maintenance de photocopieurs installés sur des sites relevant des mairies d'arrondissement passé avec KONICA MINOLTA BUSINESS SOLUTIONS France sur les exercices 2008 et suivants.

2008, DALIAT 42 - Approbation des modalités de lancement et d'attribution d'un marché à bons de commande de fourniture de matériels d'acquisition d'image, destinés aux services de la Mairie de Paris, aux mairies d'arrondissement et aux services rattachés disposant d'un budget annexe.

2008, DALIAT 45 - Signature d'un avenant de transfert n°1 au marché relatif à des produits d'impression de l'ensemble des services de la Ville de Paris en 15 lots séparés, lot n° 8 : Livret de famille, avec la SAS FABREGUE DUO.

2008, DPA 225 - Signature d'un contrat de transaction pour l'indemnisation de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Paris, suite à l'accident d'un assuré à la Mairie de Paris, 5, rue Lobau (4e).

2008, DPA 251 - Approbation des modifications apportées au dispositif d'astreinte des cadres techniques de catégorie A de la Direction du Patrimoine et de l'Architecture.

2008, DRH 16 - Approbation du principe et des modalités d'attribution d'un marché sur appel d'offres ouvert, relatif au financement et à la gestion des prêts sociaux attribués aux agents de la Commune de Paris.

2008, DRH 26 - Modification de délibérations relatives à des primes et indemnités des personnels de la Commune de Paris.

2008, DRH 31 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité carrossier réparateur automobile.

2008, DRH 32 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité charpentier.

2008, DRH 33 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité chaudronnier.

2008, DRH 34 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité couvreur.

2008, DRH 35 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité cultivateur.

2008, DRH 36 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité électricien spécialiste en automobile.

2008, DRH 37 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité électrotechnicien.

2008, DRH 38 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité jardinier.

2008, DRH 39 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité maçon.

2008, DRH 40 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité maintenance des bâtiments.

2008, DRH 41 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité maintenance de la voie publique.

2008, DRH 42 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité mécanicien.

2008, DRH 43 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité mécanicien spécialiste en automobile.

2008, DRH 44 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité menuisier.

2008, DRH 45 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité métallier.

2008, DRH 46 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité monteur en chauffage.

2008, DRH 47 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité peintre.

2008, DRH 48 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité peintre spécialiste en automobile.

2008, DRH 49 - Fixation du programme des épreuves du concours d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique de 1ère classe - spécialité plombier.

2008, DRH 52 - Indemnisation de M. Christophe GUETTE.

2008, DRH 56 - Fixation de la nature des épreuves et des modalités de l'examen professionnel d'accès au corps des professeurs des conservatoires de Paris.

2008, DRH 58 - Fixation du programme limitatif de l'épreuve C de sous-admissibilité du concours organisé au titre de l'année 2009 pour l'accès au corps des professeurs de la Ville de Paris (discipline : arts plastiques) dans les classes de niveau élémentaire des écoles de la Ville de Paris.

2008, DRH 63 - Modification du programme des épreuves des concours externe et interne d'accès au corps des adjoints techniques de la Commune de Paris - grade d'adjoint technique principal de 2ème classe - spécialité bûcheron-élagueur.

2008, DSTI 36 - Signature d'un avenant n° 1 portant sur le transfert de l'exécution du marché relatif à des prestations de maintenance de serveurs et périphériques informatiques de marque "IBM" et "BULL" de la société ECS SOLUTIS SA à la société EUROPE COMPUTER SYSTEMES SA.

Mme Maïté ERRECART, rapporteure.

2008, CAB_MA 23 - Autorisation à M. le Maire de Paris d'attribuer une subvention exceptionnelle en faveur des sinistrés des inondations de la Drôme et de l'Ardèche - Montant : 50.000 euros.

2008, DF 67 - Exonération facultative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).

M. Bernard GAUDILLÈRE, rapporteur.

2008, DF 55 - SG 158 - Exonération de la taxe professionnelle au bénéfice des cinémas classés "art et essai".

M. Bernard GAUDILLÈRE, **M. Christophe GIRARD**, rapporteurs.

2008, DEVE 28 - Lancement d'un marché négocié relatif à la restructuration de la conservation et d'un logement du cimetière des Batignolles (17e).

2008, DEVE 34 - Signature d'un avenant de transfert dans le cadre du marché de fourniture de pièces détachées et de petits matériels d'arrosage automatique.

2008, DEVE 47 - Lancement d'un appel d'offres ouvert relatif à l'approvisionnement de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement en outillage horticole manuel, outils et accessoires de coupe, matériel d'arrosage manuel, fournitures horticoles.

2008, DEVE 68 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec le Syndic de la copropriété du boulevard Victor, le protocole d'accord relatif au financement des travaux de remise en état d'une resserre située dans l'immeuble, 3, boulevard Victor (15e).

2008, DEVE 75 - Approbation du principe et des modalités de réalisation du marché négocié de travaux relatif à l'aménagement et la rénovation des rivières et plans d'eau du bois de Boulogne (16e).

2008, DEVE 88 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer avec l'Association pour le Développement de l'Apprentissage Francilien (ADAFA), gestionnaire du Centre de Formation d'Apprentis (CFA) des métiers de l'Agriculture, une convention modificative à la suite de la mise en place d'une nouvelle formation.

2008, DEVE 95 - Signature d'un avenant de transfert du marché de travaux dévolu à la société Viapark Entreprise à la société ISS Espaces Verts.

2008, DEVE 103 - Autorisation de signer avec l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) la convention d'occupation mettant à sa disposition un terrain d'une superficie de 400 mètres carrés, dans le jardin du Ranelagh (16e) pour y exercer une activité de halte garderie.

2008, DEVE 111 - Reconduction pluriannuelle de l'adhésion de la Ville de Paris à l'ASCE (Association of Significant Cemeteries in Europe).

2008, DEVE 112 - Correction de l'imputation budgétaire de l'adhésion de la Ville de Paris à l'UPPFP, l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public.

2008, DEVE 140 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

2008, DEVE 144 - Signature des protocoles d'accord avec différents tiers pour permettre l'indemnisation amiable de la Ville de Paris en raison de dommages causés à son domaine public ou privé.

Mme Fabienne GIBOUDEAUX, rapporteure.

2008, DAC 2 - Subvention à l'association "Orchestre romantique européen" (16e), au titre de ses activités en 2008. - Montant : 15.000 euros.

2008, DAC 4 - Signature d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs passée avec l'Association des Concerts Pasdeloup (3e) relatif à l'attribution du solde de la subvention, au titre de ses activités en 2008. - Montant : 67.500 euros.

2008, DAC 7 - Signature d'un troisième avenant à la convention tripartite pluriannuelle d'objectifs passée avec l'association "Musique Nouvelle en Liberté" relatif à l'attribution du solde de la subvention, au titre de ses activités en 2008. - Montant : 225.000 euros.

2008, DAC 13 - Signature d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs passée avec l'association "Orchestre de Paris" (8e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 2.923.500 euros.

2008, DAC 22 - Subvention à l'association "Ars Mobilis" (92140) au titre de ses activités en 2008. - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 23 - Subvention à la SA Cinelba (cinéma Le Balzac) (8e), au titre d'un projet de "ciné-concerts" en 2008. - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 50 - Signature avec l'association "Paris-Audiovisuel-Maison européenne de la Photographie" (4e) d'un avenant à la convention pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement, d'une convention annuelle d'objectifs pour l'attribution d'une subvention d'équipement, d'un avenant à la convention d'occupation du domaine public. - Montant total : 1.917.765 euros.

2008, DAC 79 - Subvention à l'association "Maison des Cultures du Monde" (6e) pour l'organisation du Festival de l'Imaginaire en 2008. - Montant : 13.500 euros.

2008, DAC 82 - Signature d'une convention avec l'association "A.R.C.A.L." (Atelier de recherche et de création pour l'art lyrique) (20e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 60.000 euros.

2008, DAC 83 - Signature d'un deuxième avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs passée avec l'association "L'Eté Parisien" (9e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 400.000 euros.

2008, DAC 102 - Signature d'une convention avec l'association "Compagnie Louis Brouillard" pour l'attribution d'une subvention pour sa résidence au Théâtre des Bouffes du Nord (10e) en 2008. - Montant : 50.000 euros.

2008, DAC 103 - Subvention à l'association "Compagnie R.L." pour le spectacle Antigone diffusé au Théâtre de l'Atalante (18e) en 2008. - Montant : 9.000 euros.

2008, DAC 104 - Subvention à l'association "Pour ainsi dire" pour le spectacle jeune public "L'hiver quatre chiens mordent mes pieds et mes mains" présenté au Théâtre de l'Est Parisien (20e) en 2008. - Montant : 6.000 euros.

2008, DAC 112 - Signature d'un avenant à la convention du 4 janvier 2008 signée avec la SARL "Théâtre du Rond-Point" (8e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 997.500 euros et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement de 68.900 euros.

2008, DAC 115 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "La Compagnie du Lierre" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 125.000 euros.

2008, DAC 122 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "La Maison Ouverte" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 52.500 euros.

2008, DAC 124 - Signature de deux conventions avec l'association "La Comédie Italienne" (14e) relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 35.000 euros et d'une subvention d'équipement de 13.180 euros.

2008, DAC 125 - Signature d'une convention avec l'association "Centre du Théâtre de l'Opprimé - Augusto Boal" (12e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 30.000 euros.

2008, DAC 128 - Signature d'un avenant à la convention avec la SARL "Les ateliers de danse" (11e) pour l'attribution d'une subvention au lieu "la Ménagerie de Verre". - Montant : 75.000 euros.

2008, DAC 138 - Signature d'une convention avec l'association "Maîtrise de Paris" (8e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 60.000 euros.

2008, DAC 139 - Approbation des modalités d'attribution de marchés pour la fourniture de mobiliers destinés à la médiathèque Marguerite Duras (20e).

2008, DAC 146 - Subvention à l'association "L'Apprenti Musicien" (12e). - Montant : 4.000 euros.

2008, DAC 149 - Subvention à l'association "Rainbow Symphony Orchestra" (11e) Montant : 2.000 euros.

2008, DAC 154 - Signature d'une convention avec l'Association Rencontre pour la Pédagogie et l'Enseignement du Jazz (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 155 - Signature de 12 conventions avec 12 théâtres parisiens membres de l'association pour le soutien du théâtre privé, relatives à l'attribution de subventions d'équipement. - Montant total : 300.005 euros.

2008, DAC 156 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Maison de la poésie" (3e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 480.000 euros.

2008, DAC 157 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Paris Mouff'Théâtre" (5e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement de 250.000 euros et signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention d'équipement de 20.000 euros.

2008, DAC 158 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "A.A.S.C.S.P. / Théâtre 13" (13e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement de 280.500 euros et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement de 20.000 euros.

2008, DAC 159 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Paris 14" (14e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement de 261.000 euros et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement de 20.000 euros.

2008, DAC 161 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la S.A.R.L. Société de Production et de Gestion Théâtrales pour le Théâtre Paris-Villette (19e) pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement de 410.000 euros et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement de 70.000 euros.

2008, DAC 162 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Nouveau Théâtre de Novembre" (20e), pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement au 20e Théâtre. - Montant : 140.000 euros. - Signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 20.000 euros.

2008, DAC 163 - Subvention à l'association "Les Parvis Poétiques" pour l'organisation du "Festival Permanent des Poésies" (18e) en 2008. - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 165 - Subvention à l'association "Ombre en lumière" (11e) dans le cadre de la politique de la ville. - Montant : 17.500 euros.

2008, DAC 166 - Subvention à l'association "L'Aquilone" (20e) dans le cadre de la politique de la ville. - Montant : 3.000 euros.

2008, DAC 168 - signature d'une convention avec l'association "Compagnie Graines de soleil" (18e) pour l'attribution d'une subvention dans le cadre de la politique de la ville. - Montant : 101.000 euros.

2008, DAC 172 - Subvention à l'association "La Muse en Circuit" (94140 Alfortville), au titre de ses activités parisiennes en 2008. - Montant : 8.000 euros.

2008, DAC 174 - Subvention à l'association "Ensemble Aleph" (94400 Vitry-sur-Seine), au titre de ses activités en 2008. - Montant : 3.000 euros.

2008, DAC 175 - Subvention à l'association "Quai Jazz" (11e). - Montant : 4.000 euros.

2008, DAC 177 - Subvention de fonctionnement à l'association "Du Rififi aux Batignolles" (17e). - Montant : 8.000 euros.

2008, DAC 178 - Subvention de fonctionnement à l'association "Foire Saint-Germain" (6e). - Montant : 20.000 euros.

2008, DAC 179 - Subvention à la SARL CDP "Le Cirque de Paris" (11e). - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 180 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention passée avec l'association "Le Lieu Mains d'Oeuvres" (Saint-Ouen) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 181 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention pluriannuelle passée avec l'Association du Festival d'Automne à Paris (1er) relative à l'attribution d'une subvention pour l'organisation de son festival. - Montant : 360.000 euros.

2008, DAC 185 - Subvention de fonctionnement à l'association "Atelier du Plateau / Théâtre Ecarlate" (19e). - Montant : 39.000 euros.

2008, DAC 189 - Signature d'un avenant à la convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'équipement, avec l'association "Philharmonie de Paris" site du Parc de la Villette (19e). - Montants : 465.547 euros (fonctionnement) et 4.693.826 euros (équipement).

2008, DAC 200 - Subvention à l'association "Fédération Musicale de Paris" (13e). - Montant : 12.000 euros.

2008, DAC 202 - Subvention à l'association "Volontariat et Soutien par l'Art (VS Art)" (16e) au titre de l'enseignement artistique. - Montant : 6.000 euros.

2008, DAC 214 - Subvention à l'association "CIRCE Centre d'Information, de Recherche, de Création et d'Etudes Littéraires et Artistiques" (5e). - Montant : 15.000 euros.

2008, DAC 216 - Subvention à l'association "Parti Poétique" pour l'organisation de ses activités 2008. - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 218 - Subvention à l'association "Le Mystère Bouffe" (93). - Montant : 13.000 euros.

2008, DAC 221 - Signature d'un avenant à la convention avec la Fondation de la Cité Internationale des Arts (4e), pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 286.673 euros.

2008, DAC 227 - Subvention à l'association "La Maison des Contes et des Histoires" (4e). - Montant : 2.000 euros.

2008, DAC 235 - Subvention à l'association "Graine d'Or" (11e) au titre de la politique de la Ville. - Montant : 3.000 euros.

2008, DAC 238 - Subvention à l'Association de Culture Berbère (20e) au titre de la politique de la Ville. - Montant : 3.500 euros.

2008, DAC 242 - Subvention à l'association "Comité de Saint-Germain-des-Prés, Saint-Germain-des-Prés d'hier, d'aujourd'hui et de demain" (6e). - Montant : 8.000 euros.

2008, DAC 247 - Signature d'une convention avec l'association "Aux Ateliers du Sudden" (18e) pour l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 249 - Subvention à l'association "Les Amis de Rimbaud : Association Internationale" (11e). - Montant : 800 euros.

2008, DAC 251 - Subvention à l'Association des Amis de Stendhal (4e). - Montant : 800 euros.

2008, DAC 252 - Signature d'un avenant à la convention du 18 février 2008 avec l'Association de gestion du Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 85.000 euros.

2008, DAC 253 - Signature d'une convention avec l'association "Nouveau Centre Communautaire de Paris" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 60.000 euros.

2008, DAC 256 - Signature d'une convention avec l'association "Technopol, Association pour la défense, la reconnaissance et la promotion des cultures, des arts et des musiques électroniques" (10e) pour l'attribution d'une subvention au titre de ses activités parisiennes en 2008. - Montant : 30.000 euros.

2008, DAC 262 - Subvention à l'association "Demi Soupir à Paris" (5e) au titre de ses activités en 2008. - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 264 - Signature d'une convention avec l'association "Lecture Jeunesse" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 20.000 euros.

2008, DAC 273 - Signature de deux conventions avec l'association "Culture et Bibliothèques pour Tous" pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 20.000 euros et d'une subvention d'équipement de 2.000 euros.

2008, DAC 277 - Subvention à l'Association de la Médiathèque musicale Mahler (8e). - Montant : 13.000 euros.

2008, DAC 279 - Subvention à l'association "Paris Culture 20" (20e) pour ses activités en 2008. - Montant : 15.500 euros.

2008, DAC 288 - Subvention à l'association "Octave et Arpège - Compagnie théâtrale des Gomi" (8e). - Montant : 4.000 euros.

2008, DAC 290 - Subvention à l'association "Hyacinthe" (19e) pour l'organisation de la 5e édition du festival "Octopus" en 2008. - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 292 - Subvention à l'association "Mouvance d'Arts" (12e). - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 297 - Subvention à l'association "M.A.P. Musiques Actuelles à Paris" (20e) au titre de ses activités en 2008. - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 298 - Subvention à l'association "Compagnie Nathalie Sevilla" (13e) dans le cadre de la politique de la ville. - Montant : 3.500 euros.

2008, DAC 303 - Subvention à l'association "Art Exprim 18" (18e). - Montant : 5.500 euros.

2008, DAC 308 - Signature d'un avenant à la convention annuelle avec la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC SARL) "De rue et de cirque" (19e), pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 325.000 euros.

2008, DAC 314 - Subvention à l'association "La Jolie Pourpoise" pour le spectacle Le Suicidé présenté au "Théâtre 13" (13e) en 2008. - Montant : 12.000 euros.

2008, DAC 316 - Subvention à l'association "La Voie des Livres" (20e). - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 317 - Subvention à l'association "Théâtre de l'incrédule" pour le spectacle "L'Autre Monde ou les Etats et Empires de la Lune" diffusé au Théâtre de l'Athénée (9e) en 2008. - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 318 - Subvention à l'association "Depuis Depuis" pour le spectacle "Le vol de Kitty Hawk" présenté au Théâtre 13 (13e) du 2 septembre au 12 octobre 2008. - Montant : 10 000 euros.

2008, DAC 319 - Subvention à l'association "Aberratio Mentalis" pour le spectacle "Les 7 jours de Simon Labrosse" présenté au Théâtre de l'Opprimé (12e) en 2008. - Montant : 8.000 euros.

2008, DAC 322 - Subvention à la SARL "Atelier de Recherche et de Réalisation Théâtrale (A.R.R.T)" pour le spectacle "Ivanov" présenté au Théâtre de la Tempête à la Cartoucherie (12e) en 2008. - Montant : 14.000 euros.

2008, DAC 323 - Subvention à l'association "L'Instant d'une Résonance" pour le spectacle "Peines d'amour perdues" présenté au Théâtre du Soleil à la Cartoucherie (12e) en 2008. - Montant : 9.000 euros.

2008, DAC 324 - Subvention à l'association "Les Merveilleuses" pour le spectacle "Journal d'une autre" présenté au Théâtre Paris-Villette (19e) en 2008. - Montant : 8.000 euros.

2008, DAC 328 - Subvention à l'association "Praxinoscope" pour le spectacle jeune public "A Fleur d'eau" présenté à l'Atelier de la Bonne Graine (11e) en 2008. - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 329 - Subvention à l'association "Compagnie du Tamanoir" pour les spectacles "L'Oiseau Bleu" et "L'Histoire de Babar, le petit éléphant" diffusés au Théâtre du Jardin (16e) au cours de la saison 2007-2008. - Montant : 20.000 euros.

2008, DAC 332 - Signature d'une convention annuelle avec l'association SKITe (11e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.000 euros.

2008, DAC 333 - Signature d'une convention annuelle avec l'association "Cassandre/Horschamp" (18e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 50.000 euros.

2008, DAC 335 - Attribution d'une subvention à la SARL Théâtre de l'Est Parisien (20e). - Montant : 7.000 euros.

2008, DAC 342 - Signature d'un deuxième avenant à la convention pluriannuelle avec l'association "Atelier de Paris - Carolyn Carlson" (12e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement. - Montant : 102.500 euros.

2008, DAC 344 - Signature d'un avenant à la convention annuelle avec l'Etablissement Public du Parc et de la Grande Halle de la Villette (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement et signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montants : 82.500 euros (fonctionnement) et 21.500 euros (équipement).

2008, DAC 345 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association "Opéra des rues" (3e). - Montant : 18.000 euros.

2008, DAC 351 - Subvention à l'association "La Nuit comme en plein jour" (17e). - Montant : 10.000 euros.

2008, DAC 353 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Pierre Nicolas, 6, impasse Florimont (14e). - Montant : 1.390 euros.

2008, DAC 355 - Subvention à l'association "Les étés de la danse de Paris" (15e). - Montant : 15.000 euros.

2008, DAC 359 - Subvention à l'association "Messiaen 2008" (20e) pour la célébration du centenaire de la naissance d'Olivier Messiaen, en 2008. - Montant : 5.000 euros.

2008, DAC 381 - Signature d'une convention avec l'association "Alternation" pour les locaux, 22, rue Dénoyez (20e), donnant lieu à l'octroi d'une contribution non financière.

2008, DAC 403 - Signature d'un avenant n° 3 à la convention pluriannuelle d'objectif signée avec la société "Cité de la Musique-Salle Pleyel" (8e), pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 437.500 euros.

2008, DAC 419 - Signature d'une convention avec l'association "Delidemo" (12e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 32.000 euros.

2008, DAC 439 - Modification de l'article 2 de la délibération 2007 DAC 686, en date des 17, 18 et 19 décembre 2007, relative à l'acquisition d'une peinture d'Anton Räderscheidt en faveur du Musée d'Art moderne de la Ville de Paris.

2008, DAC 440 - Subvention à l'association "JGC Gravure Contemporaine" (6e). - Montant : 750 euros.

2008, DAC 443 - Signature d'une convention avec la SARL "Sauvage Productions" (19e) pour l'attribution d'une subvention au titre de ses activités en 2008. - Montant : 31.000 euros.

2008, DAC 445 - Subvention à l'association "Gros-Caillou Quartier d'Arts" (7e). - Montant : 2.000 euros.

2008, DAC 458 - Signature d'un avenant de transfert à deux marchés de fourniture de livres destinés à divers services de la Ville de Paris (lots de partitions classiques et non classiques).

2008, DAC 460 - Subvention à l'association "A Coeur Voix" (3e). - Montant : 3.000 euros.

2008, DAC 461 - Signature de l'avenant n° 2 au lot n° 1 du marché de prestations de services passé suivant la procédure d'appel d'offres ouvert conclu par la SEM "PariSeine", en vue d'assurer les prestations de nettoyage des locaux du Forum des Halles (1er).

2008, DAC 472 - Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Félix Leclerc, 24, rue Saint-Benoît (6e).

2008, DAC 474 - Signature d'une convention triannuelle avec l'association "Les Amis de Magnum photos" (18e) relative à l'attribution d'une subvention et signature de l'avenant n°1 au bail emphytéotique administratif conclu entre la Ville de Paris et l'association.

2008, DAC 475 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux portant sur la mise en sécurité partielle et la pérennisation du bâtiment "Les Frigos" (13e), dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage.

2008, DAC 514 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Roger Martin du Gard, 10, rue du Dragon (6e).

2008, DAC 532 - Subvention à l'association "Métazone" (4e). - Montant : 15.000 euros.

2008, DAC 563 - Signature de l'avenant n° 1 au marché de services passé avec la société Le Troisième Pôle, 61, rue Georges Lardennois (19e) pour la production déléguée de manifestations dans le cadre de la 7e édition de Nuit Blanche (2008).

2008, DGIC 13 - Signature d'une convention de partenariat pour l'exposition "Jacques Prévert, Paris la Belle" à l'Hôtel de Ville.

2008, DPA 205 - Souscription de cinq avenants aux marchés de travaux relatifs à la transformation du site des anciennes Pompes Funèbres de Paris 104, rue d'Aubervilliers (19e) en bâtiment à vocation culturelle.

2008, DPA 253 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux conclu avec la société Eiffage Construction Val-de-Seine, et approbation des modalités de passation de deux marchés de travaux relatifs à la fourniture et à la pose de mobiliers spécifiques au théâtre de la Gaîté Lyrique (3e).

2008, SG 23 - Signature d'une convention avec l'association "Signes de nuit" (4e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association "Signes de nuit". - Montant : 4.000 euros.

2008, SG 30 - Signature d'une convention avec la S.A. "l'Entrepôt" (14e) pour l'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement, au titre du cinéma. - Montant total : 28.000 euros.

2008, SG 57 - Subvention à la SARL Studio Galande (5e). - Montant : 5.000 euros.

2008, SG 64 - Signature d'une convention avec l'association "Cinémathèque française" (12e) et attribution d'une subvention pour l'organisation de "Cinéditions, le salon du livre de cinéma, de la revue et du dvd". - Montant : 50.000 euros.

2008, SG 68 - Signature d'une convention avec l'association "Light Cone" (20e) pour l'attribution d'une subvention à l'association "Scratch". - Montant : 18.000 euros.

2008, SG 73 - Signature d'une convention avec l'association "Court 18" (18e) pour l'attribution d'une subvention afin d'organiser la 9e édition du festival de court métrage. - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 103 - Signature d'une convention avec la SARL "Cinéma Saint-Lambert" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 104 - Subvention à la S.A. "Cinéma Saint-André des Arts" (6e). - Montant : 35.000 euros.

2008, SG 105 - Signature d'une convention avec la SA "Lucernaire" (6e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 20.000 euros.

2008, SG 106 - Signature d'une convention avec la SARL des Auteurs Réalisateurs Producteurs de (17e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'investissement. - Montant total : 60.000 euros.

2008, SG 108 - Signature d'une convention avec la S.A. SNES Cinéma l'Epée de Bois (5e) pour l'attribution de subventions. - Montant total : 40.000 euros.

2008, SG 109 - Signature d'une convention avec la SNC Studio du Dragon (8e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 11.000 euros.

2008, SG 110 - Subvention à la SARL Cinevog (9e) au titre de la politique de programmation effectuée tout au long de l'année au cinéma "Les 5 Caumartin". - Montant : 15.000 euros.

2008, SG 111 - Signature d'une convention à la SARL "Les 5 Parnassiens" (14e) pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement du cinéma "Les 7 Parnassiens". - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 112 - Signature d'une convention avec la SARL "Carlotta Cinémas" relative à l'attribution d'une subvention du cinéma "Le Latina" (4e). - Montant : 50.000 euros.

2008, SG 113 - Signature d'une convention avec la SARL Moteur (5e) pour le cinéma le Grand Action (5e) pour l'attribution d'une subvention afin de l'aider à soutenir sa politique de programmation cinématographique. - Montant : 30.000 euros.

2008, SG 114 - Signature d'une convention avec la SARL "Sodiav" (5e) qui gère le cinéma "Le Saint Michel" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 7.000 euros.

2008, SG 121 - Signature d'une convention avec la SARL "Bastille - Saint-Antoine" (11e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant total : 23.000 euros.

2008, SG 122 - Signature d'une convention avec la S.A.S. "Cinéma Mac-Mahon" (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 123 - Signature d'une convention avec la SA "Les Ecrans de Paris" (8e). - Montant total : 47.000 euros.

2008, SG 124 - Signature d'une convention avec la SARL Ciné Sorbonne (5e) pour l'attribution d'une subvention pour le cinéma la Filmothèque du Quartier Latin. - Montant : 20.000 euros.

2008, SG 125 - Signature d'une convention avec la SARL Studio 28 situé 10, rue Tholozé (18e). - Montant : 20.000 euros (fonctionnement) et 20.000 euros (investissement).

M. Christophe GIRARD, rapporteur.

2008, DAC 416 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des Musées de la Ville de Paris.

2008, DAC 470 - Signature d'une convention avec l'association "Art, Culture et Foi" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 33.500 euros.

2008, DAC 488 - Signature d'une convention de mécénat avec la société "L'Oréal" en faveur du Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris.

2008, DAC 495 - Acceptation de divers dons manuels faits en faveur des collections des musées de la Ville de Paris.

M. Christophe GIRARD et Mme Colombe BROSSEL, rapporteurs.

2008, DAC 263 - Subvention à l'association "Conservatoire de Musique et d'Expressions Artistiques Ouvert aux Personnes Handicapées et Accidentées de la Vie" (CMEA) (5e). - Montant : 20.000 euros.

2008, DAC 286 - Signature avec l'association "Regard'en France Compagnie" (12e) d'un deuxième avenant à convention relatif à l'attribution d'une subvention de fonctionnement et d'un avenant à convention pour l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant total : 50.000 euros.

2008, DAC 339 - Subvention à l'association "SESAME" (7e). - Montant : 4.500 euros.

2008, DAC 373 - Signature d'une convention avec l'Association des donneurs de voix-Bibliothèque sonore de Paris-Albert Roos (15e) pour l'attribution de deux subventions. - Montant total : 9.500 euros.

M. Christophe GIRARD, **Mme Véronique DUBARRY**, rapporteurs.

2008, DAC 55 - Attribution d'une subvention d'équipement de 7.000 euros et d'une subvention de fonctionnement de 21.000 euros à l'Association pour le développement d'un espace artistique, culturel et civique à l'Entrepôt (14e).

2008, DAC 336 - Signature d'un avenant à la convention biannuelle avec la SARL Théâtre de l'Athénée (9e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 5.500 euros.

2008, DAC 354 - Subvention à l'Association pour l'Insertion et le développement social et professionnel des jeunes et des adultes dans les métiers de la Musique et du Son (20e) pour l'organisation du festival "Désin'volt" en 2008. - Montant : 8.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, rapporteurs.

2008, DAC 407 - DJS 399 - SG 145 - Signature d'un deuxième avenant à la convention triennale avec l'association "Centre de promotion du livre de jeunesse - Seine-Saint-Denis" (93100) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 30.000 euros.

M. Christophe GIRARD, **M. Bruno JULLIARD**, **M. Pierre MANSAT,** rapporteurs.

2008, DAC 143 - SGRI 1 - Subvention à l'association "Atelier Musical des Trois Tambours" (18e). - Montant : 30.184 euros.

2008, DAC 184 - SGRI 5 - Signature d'une convention relative à l'attribution d'une subvention à la SARL "Le Tarmac de la Villette" (19e). - Montant : 80.000 euros.

2008, SG 21 - SGRI 13 - Subvention à l'association "ISRATIM" afin de promouvoir et diffuser le cinéma israélien à travers l'organisation du 8e "Festival du Cinéma israélien de Paris". - Montant : 20.000 euros.

M. Christophe GIRARD et M. Pierre SCHAPIRA, rapporteurs.

2008, DASCO 88 - Signature d'une convention avec l'association "Union des Etudiants Juifs de France" (UEJF) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 38.000 euros.

2008, DASCO 138 - Subventions à huit associations étudiantes pour soutenir leurs projets culturels - Montant total : 26.000 euros.

M. Didier GUILLOT, rapporteur.

2008, DASCO 137 - Signature d'une convention avec l'association "Starting Block" pour l'attribution d'une subvention - Montant : 60.000 euros.

2008, DASCO 139 - Subventions à huit associations étudiantes pour soutenir leurs projets solidaires - Montant total : 30.500 euros.

M. Didier GUILLOT et Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

2008, DPA 192 - Approbation du principe et des modalités de passation de six marchés à bons de commande pour des prestations d'achat de fournitures et de matériels pour les ateliers de la régie du Service Technique de l'Energie et du Génie Climatique de la Direction du Patrimoine et de l'Architecture.

2008, DPA 196 - Approbation du principe de la passation d'un marché de prestations intellectuelles d'assistance à la mise en route de l'administration du référentiel Patrimoine.

2008, DPA 269 - Approbation du principe, des modalités de passation et de la signature d'un marché à bons de commande de prestations intellectuelles pour la vectorisation de plans des équipements publics de la Ville de Paris.

2008, DU 53 - Signature d'un protocole avec Réseau Transport d'Electricité (RTE) dans le cadre de la restitution par EDF d'une partie des emprises municipales concédées situées rue Ardouin et rue des Bateliers à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

2008, DU 84 - Subvention à l'association "Les Amis de l'EcoZac des Batignolles" (17e). - Montant : 5.000 euros.

Mme Anne HIDALGO, rapporteure.

2008, DU 177 - GPRU "Site des Olympiades" (13e). - Signature d'un avenant n° 1 à la convention signée avec l'ASL "Olympiades" relative au réaménagement de l'accès Nationale (2007 à 2009) élargissant le champ des travaux initialement prévus à la démolition de la rampe de liaison entre la dalle basse et la dalle haute.

Mme Anne HIDALGO, **Mme Gisèle STIEVENARD**, **Mme Annick LEPETIT,** rapporteures.

2008, DJS 144 - Signature d'un avenant à la convention triennale 2007-2009 avec l'association "Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes de Paris" (CLLAJ de Paris) (13e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 145.000 euros.

2008, DJS 261 - Subventions à deux associations de jeunesse du 10e arrondissement. - Montant total : 2.400 euros.

2008, DJS 263 - Subventions à deux associations de jeunesse du 20e. - Montant total : 4.000 euros.

2008, DJS 266 - Subvention à l'association "Oeuvre d'Education Populaire Familiale du Petit Montrouge" (14e) - Montant : 2.000 euros.

2008, DJS 273 - Signature d'une convention avec "l'Association des Eclaireuses et Eclaireurs de France" (Seine Saint Denis) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 5.000 euros.

2008, DJS 280 - Subvention à l'association "ARC 75" (4e) pour ses actions dans les 10e et 13e arrondissements. - Montant : 7.500 euros.

2008, DJS 281 - Subvention à l'association "Sirius Productions" (14e). - Montant : 5.000 euros.

2008, DJS 285 - Subvention à l'association "Du Rififi aux Batignolles" (17e) - Montant : 6.000 euros.

2008, DJS 306 - Subvention à l'association "Savoir Apprendre" (16e) pour son action "Stages multimédia à destination des jeunes" dans le 17e arrondissement. - Montant : 1.000 euros.

2008, DJS 309 - Signature d'une convention triennale avec l'association "Pulsart" (Seine-Saint-Denis) pour l'attribution d'une subvention au titre de la jeunesse - Montant : 15.000 euros.

2008, DJS 327 - Autorisation à la SAGI de signer deux contrats de transaction avec la société de travaux CMEG et le cabinet SAMSON-LEVINCENT - Convention de délégation de mandat de maîtrise d'ouvrage - Centre d'animation Vercingétorix (14e).

2008, DJS 328 - Subvention à l'association "Café associatif Pernety" (14e) - Montant : 1.000 euros.

2008, DJS 330 - Subvention à l'association "Petits Oiseaux Production" (20e). - Montant : 2.000 euros.

2008, DJS 340 - Subvention à l'association "Street Music" (13e) - Montant : 2.000 euros.

2008, DJS 346 - Subvention à l'association "Oasis 18" (18e) - Montant : 3.000 euros.

2008, DJS 347 - Approbation de la "convention type" pour la labellisation "Point Cyb - Espace Jeunes Numérique" d'une antenne jeunes et signature des conventions portant l'attribution du label "Point Cyb - Espace Jeunes Numérique" aux antennes jeunes labellisées "Point Information Jeunesse".

2008, DJS 379 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer l'avenant n° 1 au marché relatif à la gestion du centre d'animation Valeyre, 24 rue Rochechouart (9e) par l'association "Léo Lagrange Ile-de-France".

M. Bruno JULLIARD, rapporteur.

2008, SG 59 - Subvention à l'association "l'Ecole Normale Sociale" pour son action en faveur des femmes. - Montant : 2.500 euros.

2008, SG 60 - Subvention à l'Association de lutte contre les violences pour son action de prévention des violences conjugales. - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 74 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention avec l'Association nationale de réadaptation (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 40.000 euros.

2008, SG 75 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Médecins du Monde" (18e) pour l'attribution d'une subvention pour son action en faveur des personnes prostituées. - Montant : 42.000 euros.

2008, SG 76 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Charonne" (13e) pour l'attribution d'une subvention pour son action à destination des personnes prostituées à Paris. - Montant : 30.000 euros.

2008, SG 78 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention triennale d'objectifs passée avec l'association "IRFED Europe" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 25.000 euros.

2008, SG 79 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Amicale du Nid" (92110 Clichy) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 37.000 euros.

2008, SG 80 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association CIPPORA (9e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 6.000 euros.

2008, SG 83 - Subvention à l'association "Un regard, un enfant". - Montant : 10.000 euros.

2008, SG 86 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Les Amis du Bus des Femmes" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 45.000 euros.

2008, SG 97 - Subvention à l'Association des Tunisiens de France pour ses actions de lutte contre les violences faites aux femmes. - Montant : 7.000 euros.

2008, SG 99 - Subvention à l'association "Cineffable" pour ses deux festivals. - Montant : 8.000 euros.

2008, SG 118 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Centre d'information sur le Droit des Femmes et des Familles de Paris" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 55.000 euros.

Mme Fatima LALEM, rapporteure.

2008, SG 8 - Signature d'un avenant à la convention conclue avec l'association "Graines de Soleil" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 26.000 euros.

2008, SG 96 - DPVI 96- Signature d'une convention avec l'association "Comité contre l'esclavage moderne" pour l'attribution d'une subvention pour son action en faveur des femmes victimes d'esclavage moderne. - Montant : 35.000 euros.

Mmes Fatima LALEM et Pascale BOISTARD, rapporteures.

2008, SG 81 - Signature d'une convention avec l'association "Centre Audiovisuel Simone de Beauvoir" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 25.000 euros.

Mme Fatima LALEM et M. Christophe GIRARD rapporteurs.

2008, DASES 80 - Signature avec l'association "Charonne" d'un bail civil pour des locaux situés 58, boulevard Ney (18e).

2008, DASES 116 - Signature d'une convention avec l'Institut Curie pour l'attribution d'une subvention d'une équipe de recherche médicale. - Montant : 96.900 euros.

2008, DASES 117 - Signature d'une convention avec l'Institut Pasteur pour l'attribution d'une subvention à l'équipe de recherche médicale. - Montant : 96.900 euros.

2008, DASES 118 - Signature d'une convention avec l'INSERM (Délégation ADR Paris VI Saint-Antoine) pour l'attribution d'une subvention à l'équipe de recherche médicale. - Montant : 96.900 euros.

2008, DASES 119 - Signature d'une convention avec l'INSERM (Délégation ADR Paris VI - Saint Antoine) pour l'attribution d'une subvention à l'équipe de recherche médicale. - Montant : 96.900 euros.

2008, DASES 120 - Signature d'une convention avec le CNRS - Délégation Paris B - pour l'attribution d'une subvention à l'équipe de recherche médicale. - Montant : 96.900 euros.

M. Jean-Marie LE GUEN, rapporteur.

2008, DVD 34 - Approbation du principe et des modalités de la rénovation de certains équipements de gestion du trafic et de l'architecture du réseau général de transmission sur le boulevard périphérique.

2008, DVD 56 - Approbation du principe et des modalités de la réparation de canalisations d'eaux pluviales du boulevard périphérique.

2008, DVD 59 - Approbation du principe et des modalités de la réfection de clôtures du boulevard périphérique et des portes et portails des locaux techniques et des garde-corps d'ouvrages parisiens. - Signature du marché correspondant.

2008, DVD 71 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour l'exploitation et la maintenance multi-technique des locaux du poste central d'exploitation de la circulation "Lutèce".

2008, DVD 79 - Approbation du principe et des modalités de triage, de recyclage, de conditionnement et de la manutention des matériaux et mobilier urbains. - Signature du marché correspondant.

2008, DVD 80 - Signature d'un avenant n° 1 au marché pour la mise en location gérance de la société "Monvoisin" par la société "Bonna Sabla SNC".

2008, DVD 105 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché d'assistance de maîtrise d'ouvrage pour l'exploitabilité de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse tricolore pour l'extension du tramway T3 à Paris.

2008, DVD 116 - Approbation du principe et des modalités de passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatif à la coordination des maîtres d'ouvrages de l'opération de construction de l'atelier garage du tramway sur le site sportif Jules Ladoumègue (19e) dans le cadre général de l'extension du tramway T3.

2008, DVD 132 - Aménagement des espaces publics du secteur Macdonald Eole Evangile du GPRU Paris Nord Est (18e et 19e). - Approbation du principe et des modalités de la démolition-reconstruction du pont-route de la rue d'Aubervilliers et de la démolition de l'ouvrage pont de l'entrepôt Macdonald. - Signature d'une convention avec RFF pour les études connexes à la démolition-reconstruction du pont-route.

2008, DVD 134 - Approbation du principe et des modalités de passation des marchés d'accompagnement aux dévoiements de réseaux dans la cadre de l'extension Tramway T3 : travaux de barrièrage, signalisation horizontale et verticale, travaux de mise en oeuvre et de gestion des installations de chantier "bases vie", travaux préparatoires d'éclairage et de signalisation tricolore sur les voiries de périmètres correspondants, travaux de voirie et mobilier urbain.

2008, DVD 136 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention de concession avec la Société du parking du boulevard Saint-Germain pour proroger d'un an la concession pour la réalisation de travaux de mise en conformité et l'exploitation du parc de stationnement "Marigny-Vincennes".

2008, DVD 141 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de fournitures courantes et services pour l'exploitation et la maintenance multi-technique des locaux du PC Lutèce 231 substituant la société Opteor IDF Tertiaire SAS à la société Sonex SAS.

2008, DVD 149 - Approbation du principe et des modalités d'aménagement de la rue Doudeauville (18e).

2008, DVD 160 - Approbation du programme 2008 d'aménagements de sécurité des carrefours éligibles aux subventions de la région Ile-de-France et autorisation à M. le Maire de Paris de solliciter les subventions correspondantes.

2008, DVD 164 - Signature d'une convention avec la SNCF relative à la surveillance des anciennes carrières accessibles situées sous les installations ferroviaires.

2008, DVD 166 - Attribution d'un marché de maîtrise d'oeuvre conception et réalisation portant sur la mise en conformité des quatre passages souterrains porte de Pantin du boulevard périphérique (19e) et autorisation à M. le Maire de Paris de signer ledit marché.

2008, DVD 181 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'oeuvre pour à l'aménagement de la rue André Bréchet (17e).

2008, DVD 203 - Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

Mme Annick LEPETIT, rapporteure.

2008, DVD 100 - Indemnisation amiable de l'Alliance Batellière de la Sambre Belge (ABSB) en réparation de l'avarie subie par la péniche "Barkass" en raison du heurt d'un haut-fond sur le canal de l'Ourcq le 18 septembre 2007.

Mme Annick LEPETIT, **Mme Anne LE STRAT**, rapporteures.

2008, DPE 46 - Signature d'un avenant à la convention de groupement de commandes signée avec la SAGEP-Eau de Paris afin de mutualiser les procédures d'achat pour la réalisation de travaux nécessaires aux opérations préparatoires à l'extension de la nouvelle tranche du tramway T3, sur les réseaux d'eau, les égouts et les galeries d'eau.

2008, DPE 47 - Signature d'un avenant n°1 au marché passé avec le groupement d'entreprises SAGEP-EAU DE PARIS / OGI pour la maîtrise d'oeuvre des travaux de modification des réseaux d'eau et d'assainissement concernés par l'extension du tramway T3

2008, DPE 50 - Renouvellement de l'adhésion de la Ville de Paris à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et versement de la cotisation pour l'année 2008.

2008, DPE 56 - Approbation des modalités de passation d'un marché pour la fourniture de blocs d'alimentation des systèmes de temporisation des réservoirs de chasse du réseau d'assainissement parisien.

2008, DPE 57 - Autorisation à M. le Maire de Paris de consentir au dépôt, par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP), d'une demande de permis de démolir d'un bâtiment dépendant de la "Ferme des Noyers" sur le territoire de la commune de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

2008, DPE 58 - Approbation des modalités d'attribution des marchés de travaux de modification des galeries d'eau, conduites d'eau et ouvrages d'assainissement pour l'extension du tramway T3.

2008, DPE 66 - Autorisation à M. le Maire de Paris de consentir au dépôt par la Société Anonyme de Gestion des Eaux de Paris (SAGEP) d'une déclaration de travaux relative au renforcement des protections périmétriques nord de l'usine d'Ivry (Val-de-Marne).

2008, DPE 68 - Signature d'un contrat de transaction avec la société anonyme française d'études et de gestion (SAFEGE) dans le cadre du règlement d'une réclamation suite à l'exécution de l'étude d'actualisation du calage du modèle mathématique du réseau d'assainissement parisien.

2008, DU-DF 154 - Cession de deux parcelles communales situées à Dampierre sur Avre (Eure et Loir) au profit du Conseil général d'Eure et Loir.

2008, DU-DF 158 - Cession par voie d'adjudication publique de la propriété communale située 129, rue Gambetta à Verneuil sur Avre (Eure), composée de deux parcelles P 600 et P 601.

2008, DVD 52 - Approbation du principe et des modalités de la reconstitution des plantations d'alignement sur les berges du Canal de l'Ourcq dans les communes de Crégy les Meaux et Varreddes (Seine et Marne).

2008, DVD 87 - Approbation du principe et des modalités de la mise en chômage du canal Saint-Martin.

2008, DVD 101 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer une convention de licence de marque et de noms de domaine pour le port de plaisance de l'Arsenal et la halte nautique du Bassin de la Villette avec la société dédiée FAYOLLE MARINE.

2008, DVD 161 - Indemnisation amiable de MAAF ASSURANCES en réparation des dommages occasionnés à son assuré à Meaux (Seine-et-Marne).

2008, DVD 162 - Indemnisation amiable de différents tiers en réparation de la perte d'exploitation occasionnée par l'immobilisation de leurs péniches lors d'une panne d'écluse sur le canal Saint Denis entre le 27 septembre et 4 octobre 2006.

Mme Anne LE STRAT, rapporteure.

2008, DLH 36 - Location par bail emphytéotique au profit de "Paris-Habitat - OPH" de l'immeuble communal situé 77, avenue de Villiers (17e).

2008, DLH 66 - Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 3 logements PLUS et 3 logements PLS situé 7 à 23, rue d'Alsace et 144 à 146, rue du Faubourg Saint-Denis (10e).

2008, DLH 73 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de réhabilitation "PALULOS" du groupe "Saussure" situé 28, rue de Saussure (17e).

2008, DLH 78 - Location par bail emphytéotique au profit de "Paris Habitat - OPH" de l'immeuble communal situé 2, rue Beaubourg (4e).

2008, DLH 86 - Location par bail emphytéotique à la RIVP de l'immeuble communal situé 209 à 213, rue La Fayette et 37 à 39, rue Louis Blanc (10e).

2008, DLH 91 - Subvention à la Fédération du Logement de Paris (11e). - Montant : 15.000 euros.

2008, DLH 97 - Transfert au profit de la SA "Immobilière 3 F" d'une garantie d'emprunt initialement accordée à la SA "France Habitation".

2008, DLH 98 - Réhabilitation par l'association FREHA de 10 logements ANAH situés 21, rue du Maroc (19e).

2008, DLH 99 - Réalisation par la SADIF, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 6 logements PLUS, 2 logements PLA-I et 4 logements PLS, 70, rue de Clignancourt (18e).

2008, DLH 100 - Conclusion avec "Paris-Habitat - OPH" d'un avenant à la convention de gestion conclue le 1er avril 2004 relative aux biens communaux devant faire l'objet d'une cession ou d'un transfert à cet organisme par voie de bail emphytéotique.

2008, DLH 101 - Modification de la délibération DLH 413 des 17-18-19 décembre 2007 autorisant la conclusion d'un bail emphytéotique au profit de l'OPAC de Paris pour la location de l'immeuble communal 139, rue des Poissonniers (18e).

2008, DLH 102 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de réhabilitation "PALULOS" du groupe "Télégraphe", 17, rue Saint-Fargeau - 12, rue du Télégraphe (20e).

2008, DLH 104 - Autorisation au représentant de la Ville de Paris de voter en assemblée générale, d'une part l'aliénation de parties communes et d'autre part leur acquisition par la Ville de Paris, dans l'immeuble en copropriété, 36, rue de Terre Neuve (20e).

2008, DLH 107 - Réalisation par la RIVP d'un programme d'acquisition-conventionnement comportant 17 logements PLA-I, 8 logements PLUS et 2 locaux d'activités situé 51-53, rue Bichat (10e).

2008, DLH 113 - Location par bail emphytéotique à la RIVP de l'ensemble immobilier situé 18, rue de la Voûte (12e).

2008, DLH 114 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation et de réhabilitation "PALULOS" du groupe "Gérard de Nerval" (18e).

2008, DLH 115 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation du groupe "Flandre-Tanger" situé 49-53-55, avenue de Flandre et 24 et 28, rue de Tanger (19e).

2008, DLH 116 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation du groupe "Amiral Mouchez", 83-87, rue de l'Amiral Mouchez (13e).

2008, DLH 117 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme d'amélioration de la qualité de service (AQS) et de résidentialisation du groupe "Schneider", 2-4, rue Frédéric Schneider (18e).

2008, DLH 118 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme de résidentialisation du groupe "Piat-Faucheur-Envierges", allée du Père Julien Dhuit et 23, rue des Envierges (20e).

2008, DLH 119 - Réalisation par l'OPAC de Paris d'un programme d'amélioration de la qualité de service (AQS) et de résidentialisation du groupe "Marcel Sembat", 1-3, rue Marcel Sembat (18e).

2008, DLH 136 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour un emprunt PEX à contracter par "Antin Résidences" en vue de l'acquisition d'un ensemble immobilier de la SNI, 10 A, impasse Marteau - rue Valentin Abeille (18e).

2008, DLH 149 - Autorisation à M. le Maire de Paris de déposer une demande de permis de démolir, visant les propriétés communales 4-6, rue de Colmar et 154, rue de Crimée - 2, rue de Colmar (19e).

2008, DLH 151 - Location par bail emphytéotique au profit de "Paris-Habitat - OPH" de l'immeuble communal situé 120, rue du Chemin Vert (11e).

2008, DLH 152 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris-Habitat - OPH", des propriétés communales, 101 à 105, rue des Haies et 1, impasse Gros (20e).

2008, DLH 153 - Prorogation de la garantie de la Ville de Paris pour l'emprunt PLA-I à contracter par la SA d'HLM "le Logement Urbain" en vue du financement d'un programme de réhabilitation de 5 PLA-I dans un immeuble situé 346, rue Lecourbe (15e).

2008, DLH 158 - Garantie d'emprunt complémentaire de la Ville de Paris pour la réalisation par "Paris-Habitat - OPH" d'un programme de construction de 5 logements PLS, 62, rue Nicolo (16e).

2008, DLH 160 - Location par bail emphytéotique, au profit de "Paris-Habitat - OPH", de la propriété communale, 48, boulevard Arago - 28, rue de la Glacière (13e).

2008, DLH 162 - Location par bail emphytéotique, au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP), de l'immeuble communal situé 71 bis, rue de Gergovie (14e).

2008, DLH 163 - Location par bail emphytéotique, au profit de la Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) de l'immeuble communal situé 50, rue Daguerre (14e).

2008, DLH 164 - Réalisation par la RIVP, dans le cadre d'une vente en l'état futur d'achèvement, d'un programme comportant 5 logements PLUS situé 6-8, rue Varet (15e).

2008, DLH 166 - Location par bail emphytéotique, au profit de la SGIM, de l'immeuble communal situé 169, rue du Château (14e).

2008, DLH 178 - Octroi de la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement d'emprunts bancaires à contracter par "Paris-Habitat - OPH" en vue du financement de locaux d'activités compris dans divers programmes de l'Office.

2008, DLH 180 - Location par bail emphytéotique, au profit de la société "Immobilière 3F", des lots communaux dépendant de l'immeuble en copropriété 12, rue Louis Philippe à Neuilly-sur-Seine.

2008, DU 41 - Vente du domaine privé de la Ville de Paris. - Cession par voie d'adjudication publique d'une cave (lot n° 116) dépendant de l'immeuble situé 25, rue Charlemagne (4e).

2008, DU 44 - Mise en oeuvre d'une déclaration d'utilité publique sur l'immeuble 48, rue d'Aubervilliers (19e).

2008, DU 79 - Mise en oeuvre de la procédure préalable à l'acquisition de l'immeuble situé 45, rue Davy (17e) dans le cadre de la loi Vivien.

2008, DU 153 - Vente de l'immeuble situé 9, rue de Crimée (19e) à la SA d'HLM "Batigère Ile-de-France".

M. Jean-Yves MANO, rapporteur.

2008, DASCO 30 - Subventions aux écoles supérieures d'arts appliqués (2e tranche, hors travaux) - Montant total : 762.056 euros.

2008, DASCO 53 - Subventions à trois associations pour l'opération "1000 ambassadrices pour les sciences à Paris". - Montant total : 15.000 euros.

2008, DASCO 72 - Signature d'une convention avec l'Ecole du Louvre (1er) pour l'attribution d'une subvention destinée au financement des cours d'histoire de la Ville de Paris. - Montant : 16.000 euros.

2008, DASCO 146 - Nouvelles modalités de gestion et de tarification de la restauration à l'Ecole d'art Estienne (13e).

2008, DASCO 154 - Subvention au CNRS pour l'organisation de la manifestation "Couleurs sur Corps". - Montant : 20.000 euros.

2008, DASCO 155 - Subvention à l'Institut Pierre Mendès France - Montant : 8.000 euros.

2008, DASCO 157 - Subvention à l'Université Sorbonne Nouvelle - Paris III pour l'organisation des "Doctoriales". - Montant : 10.000 euros.

M. Jean-Louis MISSIKA, rapporteur.

2008, DAJ 18 - Signature des marchés à conclure avec les attributaires désignés par la Commission d'appel d'offres les 1er, 15 juillet et 3, 9 et 16 septembre 2008.

2008, DDATC 135 - Subvention à l'association des Conciliateurs de justice de la Cour d'Appel de Paris (1er) - Montant : 4.000 euros.

2008, DDATC 136 - Subvention à l'Union départementale Paris (UD 75) de l'association "Consommation logement et cadre de vie" - CLCV (15e). - Montant : 6.000 euros.

2008, DPA 191 - Approbation du principe et des modalités de passation de quatre marchés à bons de commande pour des travaux de maintenance et de modernisation des installations de génie climatique dans les établissements municipaux situés dans Paris et sa proche banlieue. - Signature des marchés correspondants.

2008, SG 101 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Môm'artre" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 40.000 euros.

Mme Camille MONTACIÉ, rapporteure.

2008, DFPE 11 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "La Providence" (7e). - Montant : 384.065 euros.

2008, DFPE 16 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gribouille Alésia" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective 11 ter-11 quater, rue d'Alésia (14e). - Montant : 321.759 euros.

2008, DFPE 17 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association d'éducation populaire Notre-Dame-des-Champs - Montparnasse Rencontres pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie, boulevard du Montparnasse (14e). - Montant : 33.385 euros.

2008, DFPE 18 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Oeuvre d'Education Populaire Familiale du Petit Montrouge" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie, "Les P'tits Loups" (14e). - Montant : 36.561 euros.

2008, DFPE 19 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association familiale catholique Saint-Pierre - Saint-Dominique pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie, rue des Suisses (14e). - Montant: 51.880 euros.

2008, DFPE 20 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Planète des Enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de l'équipement multi-accueil, Villa Moderne (14e). - Montant : 84.645 euros.

2008, DFPE 24 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la multi-structure "La Fée Tiphaine" (15e). - Montant : 155.128 euros.

2008, DFPE 26 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la multi-structure "La Souris Verte" (17e). - Montant : 326.728 euros.

2008, DFPE 28 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la multi-structure "La Môme" (19e). - Montant : 169.568 euros.

2008, DFPE 33 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Crèche Laïque du Quartier du Père-Lachaise" (20e). - Montant : 442.292 euros.

2008, DFPE 34 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale "Crèche Familiale Sainte Amélie" (20e). - Montant : 193.068 euros.

2008, DFPE 36 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association franco-asiatique pour l'enfance (AFAPE) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective, rue Yves Toudic (10e). Montant : 148.000 euros.

2008, DFPE 40 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Croix-Rouge française" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Gabriel de Mun" (10e). - Montant : 380.246 euros.

2008, DFPE 43 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Cool Douche" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale, rue d'Alésia (14e). - Montant : 121.903 euros.

2008, DFPE 44 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Porte Entr'Ouverte" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale, rue Hippolyte Maindron (14e). - Montant : 62.535 euros.

2008, DFPE 45 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Croix-Rouge française" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Fénelon Charles" (14e). - Montant : 393.238 euros.

2008, DFPE 47 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Crèche collective Sainte-Amélie" (20e). - Montant : 430.903 euros.

2008, DFPE 48 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie de plein air "Chalet du Champs de Mars" (7e). - Montant : 177.999 euros.

2008, DFPE 54 - Signature d'une convention avec la fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour la réalisation de travaux de réhabilitation de la crèche "Bethléem" (6e). - Montant : 347.168 euros.

2008, DFPE 61 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Les jeunes heures" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (3e). - Montant : 3.518 euros.

2008, DFPE 63 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Relais 59" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (12e). - Montant : 43.226 euros.

2008, DFPE 66 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association générale des familles de Paris 12" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Croque Nuage" (12e). - Montant : 68.643 euros.

2008, DFPE 68 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Pieds Tendres" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (12e). - Montant : 34.824 euros.

2008, DFPE 69 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Les Gardons" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (12e). - Montant : 54.651 euros.

2008, DFPE 70 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Crocos" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (12e). - Montant : 90.935 euros.

2008, DFPE 72 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Accueil et Reclassement Féminin - Oeuvre des Gares" (A.R.F-O.G.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (12e). - Montant : 59.118 euros.

2008, DFPE 73 - Signature d'une convention avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Arc en Ciel" (15e). - Montant : 57.575 euros.

2008, DFPE 76 - Signature d'une convention avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Violet" (15e). - Montant : 80.510 euros.

2008, DFPE 80 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "E.C.L.O.R.E" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). - Montant : 72.417 euros.

2008, DFPE 83 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association familiale Notre-Dame de Nazareth pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Les Gémeaux" (15e). - Montant : 25.763 euros.

2008, DFPE 84 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Halte d'enfants Varet - Saint-Charles" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Coccinelle" (15e). - Montant : 55.541 euros.

2008, DFPE 85 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Au Rendez-vous des bout'chou" Halte-crèche pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). - Montant : 101.194 euros.

2008, DFPE 87 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec le Centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) "La Goutte de Lait Saint-Léon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). - Montant : 126.191 euros.

2008, DFPE 89 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Calinot Singe" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (15e). - Montant : 19.650 euros.

2008, DFPE 90 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passé avec l'association "Croix-Rouge Française" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (15e). - Montant : 84.188 euros.

2008, DFPE 95 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les enfances" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale (18e). - Montant : 65.858 euros.

2008, DFPE 104 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Teddy Club" (16e). - Montant : 99.710 euros.

2008, DFPE 105 - Signature d'une convention avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du service de garde d'enfants à domicile au bénéfice des familles parisiennes (16e). - Montant : 65.457 euros.

2008, DFPE 106 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "ABC Puériculture" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Cité des Ours" (18e). - Montant : 150.572 euros.

2008, DFPE 110 - Signature d'une convention passée avec l'Association pour l'Education et l'Animation des Jeunes pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Les Benjamins du 20e" (20e). - Montant : 114.248 euros.

2008, DFPE 119 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association pour l'Education et l'Animation des Jeunes pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin d'enfants "Les Benjamins du 20e" (20e). - Montant : 24.675 euros.

2008, DFPE 125 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Le Repaire des Lutins" pour attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche parentale du même nom (20e). - Montant : 66.923 euros.

2008, DFPE 128 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Caramel" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Maison des Ours" (12e). - Montant : 120.415 euros.

2008, DFPE 129 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective en appartements "Framboise" (19e). - Montant : 286.796 euros.

2008, DFPE 135 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Croix-Rouge française" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Saint-Pierre du Gros Caillou" (7e). - Montant : 566.060 euros.

2008, DFPE 140 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Le Chalet" (10e). - Montant : 145.564 euros.

2008, DFPE 141 - Signature d'une convention avec l'association "Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin d'enfants "Les Lutins" (7e). - Montant : 12.615 euros.

2008, DFPE 143 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Passerelle" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Outremer" (13e). - Montant : 146.495 euros.

2008, DFPE 144 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "A.I.R.A.P." pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "l'Envolée" (13e). - Montant : 103.081 euros.

2008, DFPE 148 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Enfant Présent" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale Gourdault (13e). - Montant : 337.095 euros.

2008, DFPE 150 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Trotte-Lapins" (15e). - Montant : 138.792 euros.

2008, DFPE 151 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "APETREIMC" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "RAM DAM" (18e). - Montant : 211.440 euros.

2008, DFPE 156 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Centre d'Actions Locales du XVIIIe" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Toupie" (18e). - Montant : 145.971 euros.

2008, DFPE 157 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Enfant Présent" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale Panoyaux (20e). - Montant : 75.880 euros.

2008, DFPE 158 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Enfant Présent" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale Marcadet (18e). - Montant : 386.851 euros.

2008, DFPE 165 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Enfant Présent" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la structure multi-accueil (18e). - Montant : 81.095 euros.

2008, DFPE 167 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention avec l'association "Enfant Présent" pour le fonctionnement d'un établissement, type crèche collective 70, rue des Panoyaux (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 66.462 euros.

2008, DFPE 168 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Croix-Rouge française" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "La Butte aux Cailles" (13e). - Montant : 245.579 euros.

2008, DFPE 178 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Ganone" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Ganone" (4e). - Montant : 142.891 euros.

2008, DFPE 180 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association pour le développement de la pré-scolarisation - A.D.P.S. pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Atelier Berlioz" (9e). - Montant : 136.362 euros.

2008, DFPE 182 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Mini Coccinelles" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Mini Coccinelles" (11e). - Montant : 34.460 euros.

2008, DFPE 183 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Bidibule et Gribouille" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Gribouille" (11e). - Montant : 150.390 euros.

2008, DFPE 184 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Mosaïque, l'Atelier des Enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (11e). - Montant : 60.306 euros.

2008, DFPE 185 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "La Cours des Noues" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Cour des Noues" (11e). - Montant : 126.000 euros.

2008, DFPE 193 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Haut comme trois pommes" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Haut comme trois pommes" (11e). - Montant : 95.311 euros.

2008, DFPE 196 - Signature d'une convention passée avec l'association "Le Petit d'Homme - Jardin d'enfants Montessori" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin d'enfants (11e). - Montant : 26.800 euros.

2008, DFPE 201 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Union départementale des associations familiales de Paris - U.D.A.F. de Paris" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Necker" (15e). - Montant : 48.792 euros.

2008, DFPE 202 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Croix-Rouge française" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Marie Ernest May" (17e). - Montant : 273.402 euros.

2008, DFPE 203 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Solidarité Roquette" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "les Pitchouns" (11e). - Montant : 72.078 euros.

2008, DFPE 206 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'Association générale des familles du 17e pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Le P'tit Jardin" (17e). - Montant : 36.080 euros.

2008, DFPE 207 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Centre Epinettes Famille Insertion Accueil" (C.E.F.I.A.) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Kellner" (17e). - Montant : 26.959 euros.

2008, DFPE 208 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec l'association "Les Maisons des Tout-Petits" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Maison des Tout-Petits" (17e). - Montant : 152.734 euros.

2008, DFPE 210 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Union Départementale des Associations Familiales de Paris - U.D.A.F de Paris" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "La Jonquière" (17e). - Montant : 37.638 euros.

2008, DFPE 214 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Caravansérail Développement" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa ludothèque (13e). - Montant : 83.083 euros.

2008, DFPE 215 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association Initiatives Rencontres et Solidarité 10e pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (10e). - Montant : 120.672 euros.

2008, DFPE 217 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'Association générale des Familles du XVIe pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte garderie (16e). - Montant : 7.590 euros.

2008, DFPE 218 - Signature d'une convention avec l'association "Le Jardin d'Enfants de l'Organisation des Nations Unies à Paris" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement du jardin d'enfants (16e). - Montant : 29.790 euros.

2008, DFPE 219 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Le Dauphin Bleu" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (18e). - Montant : 52.119 euros.

2008, DFPE 225 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Croix-Rouge française" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 37.058 euros.

2008, DFPE 226 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Crèche Avenir" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 63.920 euros.

2008, DFPE 228 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Espace 19" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 38.013 euros.

2008, DFPE 230 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Plaisir d'enfance" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son établissement de type multi-accueil (19e). - Montant : 90.485 euros.

2008, DFPE 235 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Espace 19" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (19e). - Montant : 59.413 euros.

2008, DFPE 237 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Espace 19" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (19e). - Montant : 30.679 euros.

2008, DFPE 238 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Espace 19" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (19e). - Montant : 60.303 euros.

2008, DFPE 239 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "L'Atelier des Enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie (19e). - Montant : 45.481 euros.

2008, DFPE 242 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Les Petits Loups - Crèche parentale" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche parentale (19e). - Montant : 82.428 euros.

2008, DFPE 243 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "L'Ile aux Trésors" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche parentale (19e). - Montant : 64.310 euros.

2008, DFPE 245 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Les 19e Rugissants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche parentale (19e). - Montant : 55.279 euros.

2008, DFPE 246 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Les Petits Lardons" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche parentale (10e). - Montant : 144.753 euros.

2008, DFPE 247 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Les Zèbres de l'Atlas" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (10e). - Montant : 67.767 euros.

2008, DFPE 248 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "La Nouvelle Etoile des Enfants de France" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 66.878 euros.

2008, DFPE 253 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Charenton" (12e). - Montant : 88.315 euros.

2008, DFPE 254 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Caisse d'allocations familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Chevaleret" (13e). - Montant : 79.061 euros.

2008, DFPE 255 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Caisse d'allocations familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Boutroux" (13e). - Montant : 75.502 euros.

2008, DFPE 256 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Caisse d'allocations familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Belliard" (18e). - Montant : 20.800 euros.

2008, DFPE 257 - Signature d'un avenant à la convention passée avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Tanger" (19e). - Montant : 60.376 euros.

2008, DFPE 262 - Signature d'un avenant à la convention entre la Ville de Paris et l'association "Oeuvre de Secours aux Enfants", gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents dénommé "La Maison des Sources", 83, rue Julien-Lacroix (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 121.670 euros.

2008, DFPE 263 - Signature un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Aire de Famille" gestionnaire du lieu d'accueil enfants-parents "Le Coquelicot" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 64.449 euros.

2008, DFPE 265 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention entre la Ville de Paris et l'association "Les Equipes d'Amitié", gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents "La Caragole" (10e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 45.213 euros.

2008, DFPE 266 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Horizons" (10e) gestionnaire d'un lieu d'accueil enfants-parents pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 50.424 euros.

2008, DFPE 267 - Signature de deux avenants n° 1 aux conventions pluriannuelles de fonctionnement avec l'association "L'Arbre Bleu", gestionnaire du lieu de parole et du lieu d'information dénommés "L'Arbre Bleu". - Montant : 91.251 euros.

2008, DFPE 268 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention entre la Ville de Paris et l'association "Parler à d'autres", gestionnaire du lieu de parole dénommé "Les P'tits, les Grands" (9e), pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 110.212 euros.

2008, DFPE 270 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée entre la Ville de Paris et la "Fondation de Rothshild", gestionnaire du lieu d'accueil enfants parents dénommé "L'Ilot Bébés" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 122.758 euros.

2008, DFPE 296 - Dépôt de permis de construire pour une halte-garderie de 25 places (18e). - Montant : 1.450.000 euros.

2008, DFPE 303 - Approbation et signature d'un contrat de transaction entre la SAGI, mandataire de la Ville de Paris, et la société Terrassement et Réseaux Divers (TRD), titulaire d'un marché de travaux pour la réalisation d'une crèche collective de 30 berceaux, 10-12, rue Daubigny (17e).

2008, DFPE 313 - Signature d'une convention passée avec l'association "Union Départementale des Associations Familiales de Paris-U.D.A.F. de Paris" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Jardin du Ranelagh" (16e). - Montant: 15.177 euros.

2008, DFPE 314 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" gestionnaire d'un Relais Auxiliaires Parentales pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 22.264 euros.

2008, DFPE 316 - Signature d'une convention passée avec l'association "Enfance pour tous" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Les Réglisses" (20e). - Montant : 101.724 euros.

2008, DFPE 317 - Signature d'une convention passée avec la fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale "Beaugrenelle" (15e). - Montant : 229.450 euros.

2008, DFPE 318 - Approbation et signature d'un avenant au marché de travaux conclu par la R.I.V.P., mandataire de la Ville de Paris, pour la réalisation d'une halte-garderie de 30 places (13e).

2008, DFPE 320 - Signature d'un marché de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'une crèche collective de 66 places, d'un logement de fonction, d'une halte-garderie de 30 places et d'un centre de PMI sur le lot 2 de la ZAC "Beaujon" (8e).

2008, DFPE 326 - Approbation et signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux conclu par la RIVP, mandataire de la Ville de Paris, pour la réalisation d'une halte-garderie de 20 places, 25-27, rue de la Gaîté (14e).

2008, DFPE 328 - Signature d'une convention passée avec l'association "Oeuvre Nouvelle des Crèches Parisiennes" (O.N.C.P) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Saint-Ambroise" (11e). - Montant : 159.399 euros.

2008, DFPE 332 - Signature d'un marché relatif à l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de petite enfance, 21, rue de Vaucouleurs (11e). - Montant : 2.083.707,67 euros.

2008, DPA 142 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'entreprise "Paris Ouest Construction SA" pour la restructuration et l'extension de la crèche et la création d'une halte-garderie situées 11 bis, rue Edouard Robert (12e).

2008, DPA 161 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de maîtrise d'oeuvre passé avec M. Bruno ROLLET, pour la construction d'une crèche collective et d'un jardin d'enfants - secteur Léman/Belleville (19e).

2008, DPA 169 - Approbation du principe de réalisation des travaux de restructuration partielle à la crèche Sainte-Marthe, 26, impasse Sainte-Marthe (10e), et les modalités de passation du marché de travaux correspondant.

2008, DFPE 112 - Signature d'une convention avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Heikhal Ménahem" (20e). - Montant : 216.830 euros.

2008, DFPE 115 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yossef Crèche et Jardin d'Enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche familiale "Gan Yossef" (20e). - Montant : 322.464 euros.

2008, DFPE 117 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec la Fondation "CASIP COJASOR" (Comité d'Action Sociale Israélite de Paris et Comité Juif d'Action Sociale et de Reconstruction) pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Susanne et David Levy" (20e). - Montant : 219.430 euros.

2008, DFPE 130 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yossef Crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Gan Yossef" (20e). - Montant : 154.496 euros.

2008, DFPE 191 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Ozar Hatorah" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Ozar Hatorah" (11e). - Montant : 98.097 euros.

2008, DFPE 195 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Institutions Ganone Yad" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Ganone Yad" (11e) - Montant : 64.127 euros.

2008, DFPE 197 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Ozar Hatorah" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Ozar Hatorah" (13e). - Montant : 197.957 euros.

2008, DFPE 223 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Jeunesse Loubavitch" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective (19e). - Montant : 30.308 euros.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur.

2008, DPA 177 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de maîtrise d'oeuvre signé avec le groupement solidaire CHAUDIÈRE épouse FRÉNAK, JULLIEN et PARICA International relatif à l'aménagement d'une halte-garderie crèche et d'une bibliothèque 26, rue Chaptal (9e).

M. Christophe NAJDOVSKI et M. Christophe GIRARD, rapporteurs.

2008, DPP 2 - Subventions à 15 associations dans le cadre du programme Ville Vie Vacances 2008. - Montant total : 72.400 euros. - Signature d'une convention correspondante.

2008, DPP 3 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Aide aux Victimes" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 80.000 euros.

2008, DPP 4 - Signature d'une convention avec l'association "Aide aux Victimes XVIII" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 7.000 euros.

2008, DPP 5 - Signature d'une convention avec l'association "Protection Civile de Paris" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 6.000 euros.

2008, DPP 6 - Signature d'une convention avec l'association "Les Pupilles de l'Enseignement public de Paris" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 30.000 euros.

2008, DPP 7 - Signature d'une convention avec l'Association sportive et artistique des sapeurs-pompiers de Paris (ASASPP) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 18.000 euros.

2008, DPP 10 - Signature d'une convention avec l'association "Jeunesse Feu Vert Fondation Robert Steindecker" pour l'attribution d'une subvention dans le cadre du programme Ville Vie Vacances 2008. - Montant : 2.000 euros.

2008, PP 72 - Autorisation à M. le Préfet de police de signer les marchés à conclure avec les attributaires désignés par la Commission d'appel d'offres de la Ville de Paris.

2008, PP 73 - Autorisation à M. le Préfet de police de signer l'avenant n° 1 au marché du 31 octobre 2007, notifié le 2 novembre 2007 relatif à la maîtrise d'oeuvre de l'opération de rénovation des salles de restauration sociale de la Préfecture de police situées au 1er étage de l'immeuble sis 1, rue Massillon (4e).

2008, PP 74 - Approbation du principe de la passation d'un marché pour la fourniture de dotations vestimentaires destinées à différentes catégories de personnels de la Préfecture de police. - Autorisation à M. le Préfet de police de signer les marchés correspondants.

2008, PP 75 - Modification de la délibération n° 2004 PP 67 des 7 et 8 juin 2004 fixant la nature, le programme des épreuves, les modalités et les règles générales d'organisation des concours externe et interne pour l'accès à l'emploi d'agent de maîtrise à la Préfecture de police.

2008, PP 76 - Modification de la délibération n° 2004 PP 72 des 7 et 8 juin 2004 fixant la nature, le programme des épreuves, les modalités et les règles générales d'organisation des concours externe et interne pour l'accès à l'emploi de technicien à la Préfecture de police.

2008, PP 77 - Signature d'une convention relative au remboursement par la Ville de Paris (Préfecture de police) des dépenses de téléphonie fixe prises en charge sur le budget de l'État.

2008, PP 78 - Approbation d'un projet de règlement amiable de diverses affaires mettant en cause la responsabilité de la Commune de Paris.

2008, PP 79 - Signature de marchés pour la réalisation de travaux de réhabilitation complète des façades et des dallages des sous-sols du poste de commandement de compagnie de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Clichy-sous-Bois (93390). - Individualisation d'une autorisation de programme de 4.436.000,00 euros TTC pour ladite opération.

2008, PP 80 - Signature d'une convention de groupement de commandes avec les services État de la Préfecture de police pour les services de gestion des frais inhérents aux remboursements des soins occasionnés par les accidents du travail des personnels de la Préfecture de police.

2008, PP 81 - Acquisition par la Ville de Paris (Préfecture de police) de lots de copropriété à usage de bureaux, propriété de M. Michel WEIL, dans l'immeuble situé 7, boulevard Morland (4e), en vue de regroupement des ASP des arrondissements centraux de Paris. - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer l'acte d'acquisition correspondant. - Section d'investissement du budget spécial de la Préfecture de police. - Individualisation d'une autorisation de programme de 3.165.000 euros pour l'opération correspondante.

2008, PP 82 - Maîtrise d'oeuvre pour la reconstruction d'un centre de secours de la BSPP sis 43-49, avenue Voltaire à Livry-Gargan (93). - Désignation du maître d'oeuvre. - Autorisation à M. le Préfet de police de signer le marché correspondant. - Section d'investissement du budget spécial de la Préfecture de police. - Individualisation d'une autorisation de programme de 2.802.000,00 euros TTC pour l'opération correspondante.

2008, PP 83 - Dispositions fixant la nature, le programme des épreuves, les modalités et les règles générales d'organisation du concours d'agent (e) de surveillance de Paris et de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'agent (e) de surveillance de Paris principal (e) de la Préfecture de police.

2008, PP 84 - Approbation du principe de la fourniture de produits d'entretien, petits matériels de ménage et articles ménagers pour les services de la Préfecture de police de Paris.

M. Georges SARRE, rapporteur.

2008, SGRI 7 - Subvention à la Fédération Musique Espérance (20e). - Montant : 20.000 euros.

2008, SGRI 24 - Subvention attribuée à l'association "Médecins du Monde", 62, rue Marcadet (18e) pour ses deux programmes de la lutte contre le VIH/Sida au Bénin et en République Démocratique du Congo.

2008, SGRI 25 - Subvention attribuée à l'Association François Xavier Bagnoud, 20, rue Vignon (9e), pour la phase 3 de son projet d'appui global destiné aux orphelins, enfants vulnérables et familles indigentes affectés par le VIH/Sida à Kigali (Rwanda).

2008, SGRI 28 - Subvention à la compagnie "Théâtre du Soleil" (12e). - Montant : 20.000 euros.

2008, SGRI 29 - Subvention au Théâtre des Bouffes du Nord (10e). - 5.000 euros.

2008, SGRI 30 - Subvention à l'association "Les Yeux dans le Monde" (4e). - Montant : 5.000 euros.

2008, SGRI 31 - Subvention à l'association "Les Radiophonies" (6e). - Montant : 4.000 euros.

2008, SGRI 35 - Subvention à l'association "Théâtre Cà et Là" (94400 Vitry-sur-Seine). - Montant : 1.500 euros.

2008, SGRI 47 - Subvention au Comité Français pour la Solidarité Internationale (9e) pour l'organisation de l'édition 2008 de la campagne "AlimenTerre". - Montant : 10.000 euros.

2008, SGRI 50 - Signature d'un avenant à la convention avec le Groupement d'Intérêt Public ESTHER (12e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 170.000 euros.

2008, SGRI 52 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention au profit de l'association "Organisation Pan-Africaine de Lutte contre le Sida" (OPALS) (6e). - Montant : 311.616 euros.

2008, SGRI 53 - Subvention au "Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural" (GRDR) 66-72, rue Marceau 93109 Montreuil, pour son projet de soutien à 300 orphelins et enfants vulnérables face au VIH/Sida, conduit en partenariat avec l'association malienne "enfants de l'espoir".

M. Pierre SCHAPIRA, rapporteur.

2008, DPVI 29 - Subventions d'investissement à 2 associations du quartier Politique de la Ville Porte Pouchet (17e). - Montant total : 7.570 euros.

2008, DPVI 30 - Subvention d'investissement à l'association "Plus Loin" implantée dans le quartier Saint-Blaise (20e). - Montant : 6.460 euros.

2008, DPVI 32 - Subvention d'investissement à une association du Quartier Politique de la Ville Amiraux-Simplon (18e). - Montant total : 11.292 euros.

2008, DPVI 37 - Subventions à 16 associations créatrices d'emplois d'adultes-relais en complément de celles versées par l'Etat et signature de conventions avec 8 associations. - Montant total : 70.341 euros.

2008, DPVI 38 - Subvention d'investissement à l'association Passaj 13 (13e) du quartier politique de la Ville Masséna (13e). - Montant : 4.844 euros.

2008, DPVI 43 - Subventions à 5 associations menant des actions au titre de la Politique de la ville sur les quartiers "Porte Saint-Denis - Porte Saint-Martin" (10e) et "Fontaine-au-Roi" (11e). - Montant total : 7.500 euros.

2008, DPVI 56 - Signature d'une convention avec le Conseil régional d'Ile-de-France sur la politique de la ville pour 2008-2009.

Mme Gisèle STIEVENARD, rapporteure.

2008, DPVI 26 - Avenant n° 1 à la convention annuelle signée avec la Fédération des Centres Sociaux de Paris (FCS 75) pour l'attribution d'une subvention complémentaire relative à un dispositif d'accompagnement à la préparation du Diplôme Initial de Langue Française (DILF) - Montant : 10.000 euros.

Mme Gisèle STIEVENARD, **Mme Pascale BOISTARD**, rapporteures.

2008, DASES 102 - Signature d'une convention avec l'Association Générale des Familles (16e) pour l'attribution d'une subvention compensatrice de loyer. - Montant : 4.164 euros.

2008, DFPE 284 - Subvention à l'association "LOREM (Loisirs Résidentiels des Mariniers)" (14e) destinée à financer la "Ludothèque : lien social, familles, soutien à la parentalité, action éducatives". - Montant : 5.000 euros.

2008, DFPE 285 - Subvention à l'association "Plus Loin" (20e) destinée à financer l'action "Rencontre, découverte et ouverture en famille". - Montant : 3.000 euros.

2008, DFPE 286 - Subvention à l'association "Le Petit Ney" (18e) destinée à financer le "Pôle ludothèque". - Montant : 2.500 euros.

2008, DFPE 287 - Subvention à l'association "Culture 2+" (18e) destinée à financer les "Papothèques" africaine, maghrébine, chinoise et tamoule et l'action "Accueil des enfants en première année de maternelle dans leur langue maternelle". - Montant : 9.500 euros.

2008, DFPE 288 - Subvention à l'association "Mission populaire - Foyer Le Picoulet" (11e) destiné à financer l'action "Accompagnement et médiation auprès des familles". - Montant : 3.000 euros.

2008, DFPE 289 - Signature d'une convention avec l'association "RSI La Ressource" (17e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 6.000 euros.

2008, DFPE 290 - Subvention au Comité d'Etablissement du Gérant de l'Infrastructure SNCF, 6 avenue François Mitterrand, La Plaine Saint-Denis (93), destinée à financer la ludothèque "Planète Jeux" (18e). - Montant : 27.000 euros.

2008, DFPE 291 - Signature d'une convention avec la fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.000 euros.

2008, DFPE 305 - Subvention à l'association "Oeuvre de Protection des Enfants Juifs", 46, boulevard Voltaire (11e), destinée à financer la "Maison des Familles et des Cultures". - Montant : 15.000 euros.

2008, DFPE 306 - Signature d'une convention avec l'association "Cafézoïde" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 12.000 euros.

2008, DFPE 308 - Subvention à l'association "Caravansérail Développement" (13e) destinée à financer la "ludomobile". - Montant : 5.000 euros.

Mme Olga TROSTIANSKY, rapporteure.

2008, DASES 103 - Signature avec le Département de Paris d'une convention de mise à disposition précaire et gratuite pour des locaux situés au 163, avenue d'Italie (13e).

Mmes Olga TROSTIANSKY et Myriam EL KHOMRI, rapporteures.

2008, DASES 64 - Subvention à la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie - FNACA Comité du 19e arrondissement. - Montant : 950 euros.

2008, DASES 65 - Subvention à la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (FNACA) comité du 1er et 2e arrondissements. - Montant : 600 euros.

2008, DASES 76 - Signature d'une convention avec le Comité Départemental de Paris de la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie - F.N.A.C.A pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 33.280 euros.

2008, DASES 78 - Signature d'une convention avec l'Association Des Cinq Communes - Compagnon de la libération (4e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 65.550 euros.

2008, DASES 84 - Subvention à "La Légion", Amicale des Anciens de la Légion Etrangère de Paris (7e) - Montant : 1.300 euros.

2008, DASES 85 - Subvention à l'association "Libération Nord - Le plus Ancien des Mouvements de la Résistance " (11e) - Montant : 2.000 euros.

2008, DASES 86 - Subvention à la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc et Tunisie. Comité local du 20e. - Montant : 1.000 euros.

2008, DASES 87 - Subvention au Club Informatique F.N.A.C.A - PARIS (13e) en compensation du règlement du loyer de son local - Montant : 2.000 euros

2008, DASES 88 - Subvention à la Fondation de la Résistance (7e) en règlement de ses loyers pour l'occupation de locaux communaux, 16-18 place Dupleix (15e). Montant : 12.067 euros.

2008, DASES 89 - Subvention à l'association Nationale des Anciens du R.I.C.M (Régiment d'Infanterie - Chars de Marine) (15e) pour le règlement de ses loyers et pour la poursuite de ses activités. - Montant : 2.785 euros.

2008, DASES 90 - Subvention à l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale (15e) pour le règlement de ses loyers - Montant : 1.944 euros.

2008, DASES 92 - Signature d'une convention avec l'association "Les Vieilles Tiges" (1er) pour l'attribution d'une subvention pour le règlement de ses loyers - Montant : 35.940 euros.

2008, DASES 93 - Subvention à la Fédération Nationale du Train (15e) pour le règlement de ses loyers. - Montant : 757 euros.

2008, DASES 94 - Signature d'une convention avec l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre - Service Départemental de Paris (5e) - pour l'attribution d'une subvention - Montant : 51.497 euros

2008, DASES 95 - Subvention à la Fédération Nationale des Blessés du Poumon - Combattants (13e) pour le règlement de ses loyers. - Montant : 10.620 euros.

2008, DASES 96 - Subventions à l'association "Les Amitiés de la Résistance" (15e) pour le règlement de ses loyers et pour la poursuite de ses activités. - Montant total : 7.530 euros.

2008, DASES 97 - Subvention à l'Union Départementale des déportés, internés et victimes de Guerre de la Seine (10e). - Montant : 600 euros.

2008, DASES 98 - Subvention à la Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur (7e) pour le règlement des loyers de sa section du 15e arrondissement. - Montant : 700 euros.

2008, DASES 100 - Subvention au Comité d'Entente des Anciens Combattants et Victimes de Guerre du 3e arrondissement. - Montant : 850 euros.

2008, DAC 141 - Lancement d'un appel d'offres ouvert en vue de la passation d'un marché à bons de commande pour la création, l'entretien et la restauration de plaques commémoratives et approbation des modalités d'attribution du marché.

2008, DAC 312 - Subvention à la Société d'Histoire des Juifs de Tunisie (S.H.J.T.) (9e). - Montant : 3.000 euros.

2008, DAC 406 - Subvention à l'Association pour la Mémoire des Enfants Juifs Déportés du 12e. - Montant : 3.450 euros.

2008, DAC 449 - Subvention à l'association "Ephata" pour le spectacle "Les petites haines ou le retour à la vie" présenté au Théâtre des Déchargeurs (1er) en 2008. - Montant : 1.000 euros.

Mme Catherine VIEU-CHARIER, rapporteure.

2008, DJS 15 - Signature d'une convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 1er arrondissement pour l'attribution d'une subvention - Montant : 10.000 euros.

2008, DJS 22 - Signature d'une convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 8e arrondissement pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.000 euros.

2008, DJS 29 - Signature d'une convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 15e arrondissement pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 22.000 euros.

2008, DJS 30 - Signature d'une convention avec l'association "Office du Mouvement Sportif du 16e arrondissement" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 19.000 euros.

2008, DJS 31 - Signature d'une convention avec l'Office du Mouvement Sportif du 17e arrondissement pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 19.100 euros.

2008, DJS 43 - Subvention à l'Académie des Sports (16e). - Montant : 8.000 euros

2008, DJS 59 - Subventions à quinze associations parisiennes. - Montant total : 22.200 euros.

2008, DJS 69 - Subventions à quinze associations du 9e arrondissement. - Montant total : 19.000 euros.

2008, DJS 81 - Subventions à douze associations du 15e arrondissement. - Montant total : 15.350 euros.

2008, DJS 83 - Subventions à quatorze associations du 16e arrondissement. - Montant total : 26.750 euros.

2008, DJS 86 - Subventions à quinze associations du 18e arrondissement. - Montant total : 18.800 euros.

2008, DJS 87 - Subvention à l'association "Flèche Athlétic Club" (18e). - Montant : 6.300 euros.

2008, DJS 88 - Subventions à quinze associations du 19e arrondissement. - Montant total : 20.780 euros.

2008, DJS 98 - Signature d'une convention avec l'association "Ligue de Paris de Judo, Jujitsu, Kendo et Disciplines Associées" (14e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 32.000 euros.

2008, DJS 99 - Signature d'une convention avec l'association "Club Athlétique de Paris" (14e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 100.000 euros.

2008, DJS 101 - Signature d'une convention avec l'association "GRS Paris Centre" (1er) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 29.000 euros.

2008, DJS 104 - Signature d'une convention avec l'"Association Sportive du Bon Conseil" (7e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2008, DJS 105 - Signature d'une convention avec l'association "Entente Sportive Petits Anges 7ème" (7e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 13.500 euros.

2008, DJS 106 - Signature d'une convention avec l'association " Paris Amicale Camou " (7e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 12.000 euros.

2008, DJS 109 - Signature d'une convention avec l'association "Espérance de Reuilly" (12e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 18.000 euros.

2008, DJS 112 - Signature d'une convention avec l'association "Sporting Club de Paris" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 26.500 euros.

2008, DJS 119 - Signature d'une convention avec l'association "Jeunesse Athlétique de Montrouge" (14e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 13.000 euros.

2008, DJS 121 - Signature d'une convention avec l'association "Roc 14" (14e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 8.000 euros.

2008, DJS 122 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Alésia Football Club" (14e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 44.000 euros.

2008, DJS 123 - Signature d'une convention avec l'association "Rugby Club Paris 15" (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 10.000 euros.

2008, DJS 134 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Basket 18" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 25.000 euros.

2008, DJS 136 - Signature d'une convention avec l'association "Amicale Manin Sport Paris" (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 13.000 euros.

2008, DJS 137 - Signature d'une convention avec l'association " FC Solitaires Paris Est " (19e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 15.000 euros.

2008, DJS 138 - Signature d'une convention avec l'association "Club Sportif Multisport du 20e" (20e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 12.200 euros.

2008, DJS 139 - Signature d'une convention avec l'association "Coopyr Sportif" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 9.200 euros.

2008, DJS 140 - Signature d'une convention avec l'association "Ménilmontant Patro Sports" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 12.000 euros.

2008, DJS 186 - Subvention à l'association "BAZIK". - Montant : 900 euros.

2008, DJS 199 - Subvention au Comité d'Ile de France de Lutte. - Montant : 10.000 euros.

2008, DJS 200 - Subvention à la Fédération Française d'Escrime - Montant : 15 000 euros.

2008, DJS 207 - Subvention au Club des Français Volants pour l'organisation du championnat de France des clubs 2008 de patinage artistique. Montant : 5.000 euros.

2008, DJS 210 - Subvention à la Fédération Française de Football Américain pour l'organisation de la finale du championnat de France de football américain - Montant : 7.000 euros

2008, DJS 216 - Signature d'une convention avec l'association Sporting Club International pour l'attribution d'une subvention - Montant : 25 000 euros.

2008, DJS 221 - Subvention à l'association P.U.C. Volley-Ball (13e) pour la saison 2008-2009 - Montant : 1.175.700 euros.

2008, DJS 222 - Subvention à la société anonyme sportive Stade Français Paris pour la saison 2008-2009 - Montant : 823.225 euros.

2008, DJS 223 - Subvention à la société anonyme sportive Paris Levallois - Montant : 613.920 euros

2008, DJS 224 - Subvention à la société anonyme sportive Paris Handball Club pour la saison 2008-2009 - Montant : 502.315 euros.

2008, DJS 226 - DF 73 - Exonération de la taxe sur les spectacles en faveur du Paris Saint-Germain concernant les sommes reversées aux associations "Alliance Maladies Rares" et "Enfance et Partage".

2008, DJS 232 - Signature d'une convention avec la Fédération Française d'Athlétisme (13e), pour l'attribution d'une subvention - Montant : 150 000 euros

2008, DJS 358 - Subvention à une association du 4e arrondissement. - Montant : 600 euros

2008, DJS 292 - Subventions à sept associations du 5e arrondissement. - Montant total : 6.080 euros.

2008, DJS 295 - Subventions à douze associations du 11e arrondissement. - Montant total : 17.700 euros.

2008, DJS 296 - Subventions à treize associations du 12e arrondissement. - Montant total : 17.950 euros.

2008, DJS 298 - Subventions à neuf associations du 14e arrondissement. - Montant total : 9.300 euros.

2008, DJS 299 - Subventions à douze associations du 15e arrondissement. - Montant total : 11.620 euros.

2008, DJS 300 - Subventions à sept associations du 15e arrondissement. - Montant total : 5.850 euros.

2008, DJS 301 - Subventions à neuf associations du 17e arrondissement. - Montant total : 8.350 euros.

2008, DJS 303 - Subventions à dix-sept associations du 19e arrondissement. - Montant total : 26.600 euros.

2008, DJS 304 - Subventions à dix-neuf associations du 20e arrondissement. - Montant total : 21.600 euros.

2008, DJS 313 - Subvention à une association sportive dans le 11e arrondissement. - Montant : 8.000 euros.

2008, DJS 317 - Subvention au Comité Départemental de Savate Boxe Française de Paris pour l'organisation des Championnats du Monde - Montant : 10.000 euros.

2008, DJS 335 - Subvention à la Ligue Régionale d'Ile de France de Squash (15e) pour l'organisation des Internationaux de France 2008. Montant : 10 000 euros.

2008, DJS 359 - Subvention à l'association " Comité Départemental de Rugby de Paris" (18 e). - Montant : 11.000 euros.

2008, DJS 394 - Lancement d'un marché négocié relatif à la réfection de l'étanchéité et du carrelage du fond du bassin à la piscine Suzanne Berlioux (1er).

2008, DPA 111 - Approbation du principe de réalisation des travaux d'aménagement de locaux en vestiaires au stade Sébastien Charléty (13e) et des modalités de passation du marché de travaux.

2008, DPA 230 - Approbation du principe de la réalisation de prestations de contrôle technique des structures et des équipements techniques du Palais Omnisports de Paris-Bercy (12e) et des modalités de passation du marché correspondant.

2008, DPA 231 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux passé avec l'entreprise Eiffage Construction IDF Paris pour l'aménagement d'un gymnase dans les anciens locaux du Stadium 13 (13e).

2008, DPA 240 - Approbation du principe de la passation d'un marché à bons de commande pour la réalisation de travaux d'entretien, de maintenance et de renouvellement d'équipements électriques au Palais Omnisports de Paris-Bercy (12e) et des modalités de passation dudit marché.

2008, DPA 245 - Souscription de six avenants aux marchés de travaux relatifs à la construction d'un complexe sportif comprenant une piscine, trois salles de sport et un centre de remise en forme (20e).

M. Jean VUILLERMOZ, rapporteur.

2008, DJS 100 - Signature d'une convention avec l'association "CAP Sport Art Aventure Amitié" (CAP-SAAA) (15e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 28.000 euros.

2008, DJS 198 - Signature d'une convention avec la Fédération Française Handisport pour l'attribution d'une subvention. - Montant 122.730 euros.

M. Jean VUILLERMOZ et Mme Véronique DUBARRY, rapporteurs.

Liste des membres présents.

MM. Gérard d'ABOVILLE, Pierre AIDENBAUM, Gilles ALAYRAC, David ALPHAND, Mmes Aline ARROUZE, Lynda ASMANI, MM. Daniel ASSOULINE, David ASSOULINE, Pierre AURIACOMBE, Mmes Marie-Chantal BACH, Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Dominique BERTINOTTI, Geneviève BERTRAND, Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BRAVO, Jean-Bernard BROS, Ian BROSSAT, Mmes Colombe BROSSEL, Catherine BRUNO, Delphine BURKLI, M. Jean-Pierre CAFFET, Mmes Frédérique CALANDRA, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE GÉE, M. Jean-Marie CAVADA, Mme Sandrine CHARNOZ, MM. Pierre CHARON, Michel CHARZAT, Mme Joëlle CHÉRIOUX, M. Pascal CHERKI, Mmes Odette CHRISTIENNE, Claire de CLERMONT-TONNERRE, Lyne COHEN-SOLAL, MM. Yves CONTASSOT, Alexis CORBIÈRE, Thierry COUDERT, Jérôme COUMET, Daniel-Georges COURTOIS, François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mme Rachida DATI, Melles Emmanuelle DAUVERGNE, Roxane DECORTE, MM. Bertrand DELANOË, Alain DESTREM, Mmes Laurence DOUVIN, Véronique DUBARRY, MM. Jérôme DUBUS, Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, MM. Michel DUMONT, René DUTREY, Mmes Myriam EL KHOMRI, Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mmes Léa FILOCHE, Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, MM. Bernard GAUDILLÈRE, Jean-Jacques GIANNESINI, Mmes Danièle GIAZZI, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe GIRARD, Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Philippe GOUJON, Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mmes Anne HIDALGO, Valérie HOFFENBERG, Halima JEMNI, MM. Bruno JULLIARD, Patrick KLUGMAN, Mmes Brigitte KUSTER, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, MM. François LEBEL, Jean-Pierre LECOQ, Jean-François LEGARET, Mme Annick LEPETIT, MM. Romain LÉVY, Alain LHOSTIS, Mmes Katia LOPEZ, Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Roger MADEC, Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Daniel MARCOVITCH, Jean-Baptiste MENGUY, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, MM. Jean-Louis MISSIKA, Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIE, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Martine NAMY-CAULIER, Annick OLIVIER, Anne-Constance ONGHENA, Françoise de PANAFIEU, M. Mao PENINOU, Mmes Frédérique PIGEON, Géraldine POIRAULT-GAUVIN, Olivia POLSKI, Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO di BORGO, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, MM. Christian SAINT-ETIENNE, Hermano SANCHES RUIVO, Mme Marielle de SARNEZ, MM. Georges SARRE, Christian SAUTTER, Pierre SCHAPIRA, Mme Danielle SIMONNET, M. Richard STEIN, Mmes Gisèle STIEVENARD, Karen TAÏEB, MM. Pierre-Christian TAITTINGER, Jean TIBÉRI, Mme Claude-Annick TISSOT, MM. Philippe TORRETON, Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, MM. Daniel VAILLANT, François VAUGLIN, Mmes Pauline VERON, Catherine VIEU-CHARIER, M. Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

Excusés **:** Mme Florence BERTHOUT, M. Pierre CASTAGNOU, Mme Virginie DASPET, M. Bernard DEBRÉ, Mmes Mireille FLAM, Christine LAGARDE, M. Pierre LELLOUCHE, Mme Anne TACHENE.

Annexe n° 1 - Questions posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police.

A - Questions des Conseillers de Paris.

I - Questions du groupe U.M.P.P.A.

QOC 2008-117 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur la mise en place des comités de ligne décidée par le contrat "S.T.I.F.-R.A.T.P. 2008-2011".

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris quand seront mis en face les comités de ligne décidés par le contrat S.T.I.F. - R.A.T.P. 2008-2011 ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-118 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Préfet de police sur les mesures envisagées pour empêcher le développement anarchique du stationnement des deux-roues motorisés sur les trottoirs.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Préfet de police quelles mesures peuvent envisager ses services pour empêcher le développement anarchique du stationnement des deux roues motorisés sur les trottoirs."

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"Ces dernières années, le parc des véhicules en circulation dans Paris a connu une évolution majeure avec l'augmentation très forte des 2 roues à moteur, à un niveau sans proportion avec le parc de stationnement spécifiquement aménagé pour les accueillir, même si les deux roues peuvent stationner sur les emplacements de droit commun.

Une tolérance de stationnement pour les véhicules à deux-roues motorisés et non motorisés était accordée sur les trottoirs par les dispositions de l'ancien code de la route dans la mesure où l'article R.37-1 considérait le stationnement d'un véhicule sur le trottoir comme gênant, sauf disposition contraire prise par l'autorité de police. L'article 32 de l'ordonnance préfectorale du 15 septembre 1971 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique à Paris précisait que "le stationnement des cycles, cyclomoteurs et vélomoteurs sur les trottoirs, terre-pleins et contre-allées ne [devait] pas gêner les piéton".

Toutefois, le Code de la route a été réformé en 2001, et en l'état actuel du droit, ce stationnement est considéré comme gênant la circulation publique et passible d'une contravention de la 2e classe, en application de l'article R. 417-10 du Code de la route. Il n'est désormais plus possible à l'autorité de police de fixer une règle plus souple.

Il est toutefois demandé aux services de police de faire preuve de discernement dans leur action de verbalisation lorsque le stationnement d'un véhicule à deux roues sur un trottoir n'est manifestement pas gênant pour la circulation du public, dont les personnes à mobilité réduite, et n'entrave pas les accès aux passages pour les piétons, aux portes cochères et aux voies échelles des sapeurs-pompiers. L'espace réservé aux piétons doit excéder 2,40 mètres.

Les contrôles exercés se sont traduits par l'établissement de 32.826 procès-verbaux de contravention au cours du 1er semestre 2007 et de 34.888 procès-verbaux pour la même période en 2008 pour le motif précité.

L'augmentation du nombre d'emplacements réservés aux véhicules à deux roues motorisés, notamment sur les trottoirs les plus larges, ainsi que cela a été expérimenté sur le boulevard Hausmann, faciliterait certainement l'action de la Préfecture de police, ainsi que sa lisibilité vis-à-vis des usagers. Cette compétence relève de l'action municipale."

QOC 2008-119 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris relative à la mise en place d'une campagne de propreté, à l'instar de celle de la R.A.T.P. pour inciter les Parisiens à plus de civisme.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris quelle campagne de propreté il entend mener, à l'instar de celle de la R.A.T.P., pour inciter les Parisiens à plus de civisme dans ce domaine ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-120 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Préfet de police au sujet des points retenus pour développer la vidéo-surveillance dans les années à venir sur le 16e arrondissement.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Préfet de police quels points sont retenus pour développer la vidéo-surveillance des années à venir sur le 16e arrondissement ?"

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"Le projet "plan de vidéo-protection pour Paris" (P.V.P.P.) est soumis à une obligation de résultats à court terme.

Aussi, depuis septembre 2008, une direction de projet et une assistance à maîtrise d'ouvrage pilotent et contrôlent les étapes du dialogue compétitif, les études et les travaux ainsi que le déploiement du dispositif et sa mise en service opérationnelle.

Le Préfet de police souhaite que les décisions d'implantation des caméras soient arrêtées après dialogue et concertation avec les élus parisiens. En outre, il veillera à l'application stricte du régime de protection des libertés publiques relatif à la vidéo-surveillance.

A cette fin, le Préfet de police a proposé au Maire de Paris la création d'un comité d'éthique composé de personnalités qualifiées. Le contrôle prévu par la loi et exercé par la commission départementale présidée par un magistrat du siège continuera par ailleurs à s'appliquer pleinement.

Le projet de vidéo-protection pour Paris sera prochainement présenté devant le Conseil de Paris auquel sera soumis une cartographie d'implantation des caméras, élaborée à partir d'un travail de concertation des services de police sur une hypothèse de 50 à 70 caméras par arrondissement, visant les sites institutionnels ou à forte densité de population, les axes de circulation et les quartiers sensibles.

Une charte d'éthique de la vidéo-protection sur la voie ou dans les espaces publics informera les citoyens, dans un langage simple et clair, sur les conditions de mise en œuvre de la vidéo-protection, sur la nature des règles protectrices des libertés publiques et individuelles, sur l'étendue des droits des citoyens et des moyens de faire valoir leurs droits.

Le 16e arrondissement est actuellement doté de 15 caméras positionnées sur la voie publique permettant un visionnage principalement sur le boulevard Murat, les Portes Dauphine et Maillot, les Places Charles-de-Gaulle et du Trocadéro ainsi que sur les quais de Seine.

Ce dispositif est complété en limite de l'arrondissement par des caméras positionnées autour du Parc des Princes (13), de l'hippodrome d'Auteuil et sur le boulevard périphérique (14).

Les travaux effectués par les services conduisent à un besoin d'une soixantaine de caméras supplémentaires réparties sur l'ensemble de l'arrondissement, mais avec un effort particulier sur les axes de forte circulation, tels que les Boulevards des Maréchaux, les Places des Portes de Saint-Cloud et d'Auteuil, avenue d'Iéna et les berges de Seine ainsi qu'en ceinture du jardin du Trocadéro."

QOC 2008-121 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris pour une meilleure information des Parisiens, pour les associer à la lutte contre les termites qui continuent à progresser dans de nombreux quartiers.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris s'il ne juge pas utile d'assurer une meilleure information des Parisiens pour les associer à la lutte des termites, qui continuent à progresser dans de nombreux quartiers."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-122 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris concernant l'intensification des travaux de replantation dans le bois de Boulogne, suite à la tempête de 1999.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris comment il entend intensifier les travaux de replantation dans le Bois de Boulogne toujours victime de la tempête de 1999 ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-123 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur son soutien à l'hôpital Henry-Dunant, dont l'avenir semble incertain.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris comment il entend apporter son soutien à l'hôpital Henry Dunant dont l'avenir semble incertain, ce qui inquiète la communauté médicale, et ses nombreux patients ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-124 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Préfet de police sur les mesures envisagées pour concilier l'amélioration de l'éclairage public de nombreuses artères et l'exigence à réaliser des économies d'énergie.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Préfet de police comment pendant cette nouvelle mandature, l'Exécutif de la Capitale va concilier la nécessité d'améliorer l'éclairage public de nombreuses artères, et l'exigence de réaliser des économies d'énergie ?"

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"L'éclairage public participe indirectement mais nécessairement aux conditions de sécurisation de l'espace public. Cependant, son implantation sur la voie publique et sa maintenance relèvent de la compétence municipale, en l'occurrence la direction de la voirie et des déplacements.

La Préfecture de police, qui porte un intérêt particulier à toute initiative au service, directement ou indirectement, de la sécurité de nos concitoyens, est prête à participer à toute démarche, à laquelle la Ville de Paris, collectivité responsable de l'éclairage public, souhaitera associer mes services.

Il est en particulier intéressant de mener une démarche de réflexion conjointe dans le cadre du déploiement de la vidéo-protection à Paris afin que la qualité des images soit optimisée la nuit.

De plus, les études de prévention situationnelle auxquelles sont astreints les porteurs de projets urbains d'émergence, peuvent inclure la qualité des éclairages dans le diagnostic et les mesures de sécurité préconisés."

QOC 2008-125 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur le programme d'aménagement des stations du réseau souterrain retenu pour 2009, par la R.A.T.P.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris quel programme d'aménagement des stations du réseau souterrain a été retenu, pour 2009, par la R.A.T.P. ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-126 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le coût environnemental de l'opération "Paris plage".

Libellé de la question :

"Depuis 2002, et pour une durée moyenne de trois semaines, "Paris-Plage" prend ses quartiers d'été, et au fil des ans, les aménagements sont de plus en plus nombreux et nécessitent plus de sable, de cahutes, de divers équipements, utilisant des norias de camions et de bulldozers. Il faut ajouter à cela, le fonctionnement de groupes électrogènes, et le ramassage des déchets...

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris le coût environnemental, année par année, de cette manifestation."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-127 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l'indisponibilité du service des "tubes pneumatiques".

Libellé de la question :

"La Ville de Paris utilise depuis fort longtemps des tubes pneumatiques en guise de "service de transmission de plis en interne", entre la Préfecture de Paris (Morland) et l'Hôtel de Ville, mais aussi entre la Mairie de Paris et les bureaux situés au 9 place de l'Hôtel de Ville.

Le service entre l'Hôtel de Ville et le "9 place", devait être modernisé, un appel d'offres a d'ailleurs été lancé en mai 2006 et depuis... rien ! Or, ce service permet d'envoyer des plis urgents, dans les deux sens, entre ces deux bâtiments assurant une remise immédiate à l'intéressé, en évitant ainsi "un abandon du pli", perçu parfois que le lendemain. Il semblerait que, depuis quelques mois, ce service ne soit plus disponible.

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris, la raison de cette indisponibilité et souhaitent la reprise rapide de ce service."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-128 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris à propos de la protection et de l'entretien des édifices religieux dans la Capitale.

Libellé de la question :

"L'Observatoire du Patrimoine religieux, association nationale qui milite activement pour la préservation des églises, estime dans une communication récente "qu'un nombre important des 100.000 bâtiments religieux risquent de tomber en déshérences dans les 30 ans à venir".

Si la menace semble peser particulièrement sur les édifices ruraux, le risque n'est pas écarté que ce patrimoine religieux, porteur d'une forte charge symbolique, puisse être également menacé dans nos villes.

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. interrogent M. le Maire de Paris sur le recensement des édifices religieux parisiens ainsi que sur la menace de démolition qui pourrait peser sur certains d'entre eux."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-129 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le bilan de la politique de gratuité des musées de la Ville de Paris depuis 2001, ainsi que l'état des fréquentations depuis 7 ans.

Libellé de la question :

"En décembre 2001, la Ville a décidé d'ouvrir à tous, gratuitement, les collections permanentes des musées municipaux.

Toutefois, cette gratuité ne s'applique pas aux expositions temporaires qui sont accueillies dans les musées, sauf pour les membres de la société des amis des musées de Paris.

Concernant la fréquentation des musées municipaux, Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris, communication d'un bilan de la politique de gratuité pratiquée depuis 2001 ainsi que la transmission de l'état des fréquentations des musées, musée par musée et année par année, depuis 7 ans.

Dans la mesure du possible, peut-on distinguer dans cette fréquentation, les visiteurs Parisiens, Franciliens, Provinciaux et Etrangers."

Réponse (Mme Colombe BROSSEL, adjointe) :

"Mme Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P. ont souhaité disposer d'un bilan de la politique de gratuité des collections permanentes des musées municipaux et de l'état des fréquentations des musées, musées par musées, depuis 2001.

Il convient tout d'abord de souligner que si, comme l'indique Mme DUMAS, l'accès gratuit aux expositions temporaires est prévu pour les membres des société d'amis des musées municipaux, elle est également ouverte aux personnes porteuses de handicap et à leur accompagnateur ainsi qu'aux enfants jusqu'à 14 ans. Un tarif jeune (correspondant à 50 % du prix du billet) s'applique par ailleurs jusqu'à 26 ans et un tarif réduit (correspondant à 75 % du prix du billet) aux personnes de plus de 60 ans, aux chômeurs et titulaires de minima sociaux et aux familles nombreuses.

Un état des fréquentations portant sur la période 2001-2008 (au 31 août) est joint à la présente réponse. Ce tableau montre que la fréquentation globale brute des collections est passée de 537.000 visiteurs en 2001 à 1.288.000 en 2007 (+ 139 %). Comme le souligne le tableau joint en annexe, l'augmentation a été spectaculaire en 2002 (866.000 visiteurs, + 61 % par rapport à 2001), s'est prolongée en 2003 (957.846 visiteurs, + 78 % par rapport à 2001) avant de connaître un fléchissement en 2004 (667.516, + 24 % par rapport à 2001) et de retrouver un niveau nettement supérieur en 2006.

(Voir annexe n° 2).

Cette première analyse doit néanmoins être corrigée afin de tenir des comptes des diverses phases de fermeture qu'ont connu les musées (Petit-Palais, musée d'Art moderne, Cernuschi) et de réaliser une comparaison à périmètre constant. En comparant l'année 2001 et l'année 2007 sans tenir compte du musée d'Art moderne et du Petit-Palais, le nombre de visiteurs dans les collections permanentes est passé de 296.000 à 713.000.

La gratuité a ainsi permis, globalement, de consolider la fréquentation des collections permanentes à un niveau près de deux fois et demi supérieur à celui connu en 2001. Un résultat qui devrait encore s'améliorer en 2008, où on enregistre une augmentation des entrées dans les collections de + 18%.

Cette analyse se vérifie parfaitement à Carnavalet dont les collections permanentes sont traditionnellement très visitées et qui n'a pas fermé pendant la période.

Ainsi, la gratuité a engendré une augmentation de fréquentation de 175 % dès la première année, puis à nouveau une augmentation de 32 % entre 2002 et 2003. Si la tendance s'est inversée en 2004, les résultats de l'année 2005 montrent que la fréquentation est restée beaucoup plus élevée qu'en 2001 (+ 130 %). Ce mouvement haussier s'est poursuivi en 2006 (+ 137 % par rapport à 2001) et en 2007 avec une fréquentation consolidée à un niveau de 150 % supérieur à celui de 2001.

On rappellera aussi qu'au-delà de son succès en terme de fréquentation globale, la gratuité ne constitue pas le seul levier d'une politique d'élargissement des publics. C'est pourquoi la Direction des Affaires culturelles s'attache quotidiennement à proposer des actions pédagogiques diversifiées et à développer des opérations et des outils de médiation tournés vers la conquête de nouveaux publics.

Il est enfin utile de souligner, en conclusion, que l'origine géographique des visiteurs des musées municipaux est bien équilibrée entre public francilien, provincial et étranger. Si la Direction des Affaires culturelles ne dispose pas de chiffres systématiques à cet égard, des études ciblées menées en 2006 sur le Petit-Palais et le musée Carnavalet ont fait apparaître :

- pour le Petit-Palais, un public composé à 38 % d'étrangers, 42 % de franciliens et 20% de provinciaux ;

- pour Carnavalet, 53 % d'étranger, 29 % de franciliens et 18 % de provinciaux."

QOC 2008-130 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le théâtre de la Gaîté-Lyrique.

Libellé de la question :

"Lors de la séance du 8 avril 2002, notre Assemblée a approuvé le principe de la réalisation de travaux d'aménagement d'un centre dédié aux musiques actuelles et aux arts numériques dans l'ancien théâtre de la Gaîté Lyrique.

En 2003, elle adoptait les modalités de passation de différents marchés et, en 2004, la délibération concernant la signature du marché de maîtrise d'oeuvre attribuée par la commission d'appel d'offres et autorisant le dépôt des demandes de permis de construire et de démolir.

L'ouverture de ce centre a été plusieurs fois retardée, puisqu'il devait ouvrir en 2006 et nous apprenons qu'en raison d'un nouveau contretemps, l'ouverture est désormais reportée au début de l'année 2010.

Catherine DUMAS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris de bien vouloir informer les élus de notre Conseil sur le suivi de ce dossier, les raisons des retards successifs et le nouveau planning envisagé."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-131 Question de M. François LEBEL, Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au ravalement de l'église de la Madeleine.

Libellé de la question :

"En 2000, la Ville de Paris a entrepris de nombreux travaux pour faciliter l'accès et embellir la place de la Madeleine, dont l'aménagement du parvis sud de la place devant l'entrée principale de l'église dont des travaux de couverture, de chéneaux et corniches ont été entrepris en 2004 et 2006.

La place de la Madeleine, avec sa perspective est l'une des plus connue de la Capitale, aussi, l'église, par son histoire, sa construction, est elle aussi très visitée. Malheureusement, son état extérieur a perdu de son éclat, et nécessiterait un ravalement.

Aussi afin de préserver et de valoriser ce patrimoine religieux et culturel, Laurence DOUVIN, François LEBEL et les élus du groupe U.M.P.P.A., demandent au Maire de Paris que l'église de la Madeleine fasse l'objet d'un ravalement."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-132 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris au sujet d'une évaluation des deux changements majeurs apportés dans la circulation routière aux abords de la place Charles-de-Gaulle, sous la précédente mandature, avec la mise en sens unique des avenues Marceau et Mac-Mahon.

Libellé de la question :

"Sous la dernière mandature deux changements majeurs ont été apportés dans la circulation routière aux abords de la place Charles-de-Gaulle avec la mise à sens unique des avenues Marceau et Mac Mahon.

Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris qu'une évaluation soit effectuée de ces changements comportant l'ensemble de leurs conséquences notamment en termes de reports, de nuisances, de passage et de fréquentation des bus concernés, et que ses résultats fassent l'objet d'une communication au Conseil de Paris."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-133 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police sur la multiplication de feux de circulation, notamment aux carrefours.

Libellé de la question :

"L'augmentation importante du nombre des feux tricolores installés à des carrefours, notamment à multiples voies, ne facilite pas toujours la circulation des véhicules, et provoque rapidement des embouteillages, en raison du temps des feux qui sont très courts, perturbant le piéton qui a peu de temps pour traverser...

De plus, il a été établi, ces aménagements n'aident pas forcément à améliorer la sécurité, puisque le comportement de l'automobiliste change, l'incitant à accélérer pour franchir le carrefour.

Enfin, les retenues provoquées par la multiplication des feux et la brièveté de ceux-ci amènent à certaines heures une utilisation des avertisseurs sonores totalement abusive et qui pénalise la vie des riverains.

Aussi, Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris et au Préfet de police de tirer un bilan annuel de ce type d'aménagement au regard des accidents, du report de circulation, des encombrements, de la pollution et des nuisances sonores afin d'envisager la suppression de certains de ces feux dont l'inutilité ou même la caractère pénalisant auraient été démontrés."

Réponse de l'Adjoint non parvenue.

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"L'implantation de feux tricolores équipant des carrefours répond à la nécessité de protéger les piétons dans la traversée des voies et de réguler les flux de circulation des véhicules selon les importances respectives et les débits des axes concernés (abords d'établissements scolaires, secteurs commerçants ou à forte fréquentation touristique).

La présence de ces dispositifs permet également d'assurer la sécurité des personnes à mobilité réduite, notamment malvoyantes.

Le plus souvent, la circulation automobile est régulée par les feux tricolores situés sur les axes structurants, ainsi que ceux de moyenne importance, afin d'éviter les "effets accordéons". Ils ont leur cohérence au regard des contraintes de gestion du trafic.

En tout état de cause, la politique d'implantation de la signalisation routière relève du domaine de la Ville de Paris.

Au regard de la circulation et de la sécurité, les services de la Préfecture de police en charge de ces questions font part de leur avis et propositions aux services municipaux, ceux de la Direction de la Voirie et des Déplacements notamment.

Après chaque accident de la circulation, des études sont immédiatement conduites afin de déterminer les aménagements permettant de renforcer la sécurité des usagers de la voie publique sur le site considéré."

QOC 2008-134 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur la réutilisation de la Petite Ceinture, selon les différentes propositions formulées par Réseau Ferré de France.

Libellé de la question :

"Réseau Ferré de France (R.F.F) a formulé différentes propositions pour Paris contenues dans une étude dont le Maire de Paris a été destinataire en avril 2006.

Cette étude visait à réactiver une partie de la petite ceinture ferroviaire de la Z.A.C. de l'Evangile jusqu'à la Bibliothèque François Mitterrand. Pour l'utilisation d'un parcours en site propre intégral (sans aucun croisement à niveau), cette nouvelle rocade de métro desservant le Nord-Est de Paris serait dotée d'une régularité et d'une vitesse commerciale élevées, très favorable au report modal.

Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent donc au Maire de Paris les suites qu'il entend donner à ce dossier."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-135 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur la multiplication du nombre de barrières métalliques de la Préfecture de police sur la voie publique.

Libellé de la question :

"On peut voir actuellement à Paris, sur la voie publique, notamment quai François Mitterrand, quai Voltaire, boulevard Saint-Germain, rue de Rivoli, avenue Victoria, etc.., un certain nombre de barrières métalliques qui ont été installées pour la protection du public lors de manifestations, et qui depuis n'ont pas été retirées. Outre le fait qu'elles ne soient pas très esthétiques, elles entravent la circulation des piétons et ajoutent des obstacles à un espace déjà fort encombré.

Aussi, Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Préfet de police que les barrières mises en place en raison de diverses manifestations, soient retirées dès qu'elles n'ont plus lieu d'être."

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"Les nombreuses manifestations qui viennent de se dérouler : Techno parade, Journées du patrimoine, Défistival, visite du Pape Benoit XVI, manifestations revendicatives… ont nécessité la mise en place de barrières sur la voie publique tant pour juguler les flux de public que pour neutraliser certains axes de circulation. Rien que pour la visite papale, la Préfecture de police a installé 13.300 barrières.

Le laps de temps entre ces différentes manifestations n'a pas facilité leur ramassage complet et immédiat.

La Préfecture de police, consciente de la gêne occasionnée aux riverains, met en œuvre tous les moyens et instructions pour que les opérations de reprise en compte des barrières s'effectuent dans les délais les plus brefs et que les secteurs concernés retrouvent rapidement une physionomie normale."

QOC 2008-136 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les conditions et les raisons du changement de directeur de l'Atelier d'Urbanisme.

Libellé de la question :

"M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. émettent des réserves sur les conditions de nomination de M. ROL-TANGUY à la Direction générale de l'Atelier parisien d'Urbanisme.

Ils regrettent que les administrateurs aient appris, par la presse le 1er juillet dernier, cette nomination alors que l'article 16 des statuts précise que c'est bien le Conseil d'administration de l'A.P.U.R. qui nomme le directeur général, sur proposition de la présidence.

Dans ces conditions, les administrateurs ont été mis devant le fait accompli lors du Conseil d'administration du 26 août, considérant ainsi le Conseil comme une simple "chambre d'enregistrement".

Aussi, Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. demandent au Maire de Paris des précisions sur les conditions du départ de M. VAQUIN et sur les raisons qui ont guidé le choix de M. ROL-TANGUY et souhaitent connaître les conditions financières de ce recrutement, à un moment où l'A.P.U.R. connaît quelques difficultés (déficit budgétaire de 238.000 euros en 2007)."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-137 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux choix rédactionnels du magazine d'information municipale "à Paris".

Libellé de la question :

"Le magazine trimestriel "à Paris", magazine d'information municipale de la Ville de Paris traite, outre des sujets thématiques en fonction de l'actualité, des évènements sportifs, culturels qui sont organisés dans tous les arrondissements parisiens, notamment dans la rubrique Quartiers // agenda.

A titre d'exemple, le numéro 28 ne présente qu'une seule manifestation dans le 17e arrondissement : les salons Studyrama de l'emploi des jeunes diplômés à l'Espace Champerret. Sans remettre en cause la qualité et l'intérêt évident de cette opération, il est regrettable qu'elle soit la seule proposée dans un arrondissement aussi vaste que le 17e, les autres arrondissement bénéficiant d'une information plus dense avec deux, trois voire quatre manifestations.

Brigitte KUSTER et les élus du groupe U.M.P.P.A. souhaiteraient savoir sur quels critères les manifestations figurant dans l'agenda du magazine municipal parisien sont choisies."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-138 Question de M. Gérard d'ABOVILLE et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police suite à l'accident nautique qui s'est déroulé sur la Seine, à Paris, le 13 septembre dernier.
QOC 2008-141 Question de MM. Jean-François LEGARET, Jean-Pierre LECOQ et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux dangers de la navigation sur la Seine.

Libellé de la première question :

"L'accident nautique qui s'est déroulé sur la Seine, à Paris, le samedi 13 septembre dernier vers 21 heures 30 causant la mort par noyade de deux personnes, pose la question du respect et du contrôle de l'application du règlement particulier de police existant à Paris, et plus particulièrement dans le Bras de la Monnaie, lieu ou s'est produit l'accident, dans lequel la vitesse doit être comprise entre 6 et 12 kilomètres à l'heure.

Sans préjuger les résultats de l'enquête en cours, mais compte tenu des informations en notre possession le 15 septembre, considérant que l'usage du plan d'eau parisien doit être partagé en toute sécurité aussi bien par des bateaux de plaisance de taille modeste que par des bateaux de transport de passagers de plus en plus grands, la vitesse de ces derniers ne devrait-elle pas être plus régulièrement contrôlée ?

Les horaires et le nombre de rotations des navires transportant des touristes devant impérativement être conditionnés par le strict respect du règlement de navigation précité, quelle qu'en puisse être l'incidence économique."

Libellé de la deuxième question :

"M. Jean-François LEGARET et M. Jean-Pierre LECOQ, Conseillers de Paris, respectivement Maire du 1er arrondissement et Maire du 6e arrondissement, attirent l'attention de M. le Maire de Paris et de M. le Préfet de police sur les dangers de la navigation sur la Seine qui ont été tragiquement mis en lumière par le dernier accident survenu, à un moment où la Ville de Paris veut renforcer le transport des Parisiens par la Seine, avec la mise en oeuvre des navettes "Voguéo".

MM. Jean-François LEGARET et Jean-Pierre LECOQ demandent à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police de réexaminer, avec tous les acteurs concernés, l'ensemble des règles en vigueur pour la navigation sur la Seine, alors que le trafic n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années."

Réponse de l'Adjoint non parvenue.

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"La sécurité de la navigation sur la Seine, et la cohabitation sans risque des différents types de navigation (transit de marchandises, bateaux à passagers de gros gabarit à vocation touristique, bateaux de plaisance et bateaux-logements ou ERP), est la résultante de trois facteurs : la rigueur des pilotes, l'adéquation des moyens de contrôle et de coercition et la fréquence des contrôles.

Globalement, la navigation sur la Seine reste sûre. Le triste accident mortel survenu récemment, au sujet duquel une enquête judiciaire est en cours, est le troisième accident mortel en vingt ans.

Si la réglementation applicable à la Seine est déterminée par la Préfecture de police, qui dispose du service de la navigation de la Seine, la Préfecture de police dispose d'une unité spécialisée : la brigade fluviale.

Celle-ci est aujourd'hui compétente sur Paris et les trois départements de la Petite couronne. Toutefois, une extension de compétence à l'ensemble de la Région Ile-de-France est envisagée par le Ministère de l'Intérieur.

La brigade fluviale effectue des contrôles réguliers en matière de police administrative ainsi que des contrôles de vitesse.

Sur cet aspect, toutefois, l'évaluation de la vitesse maximale ou adéquate en circulation est plus compliquée à apprécier que sur la route. En effet, la vitesse à respecter, entre 6 et 12 kilomètres/heure, ne dépend pas seulement de l'action du pilote et de la "vitesse propre" du bateau, mais doit tenir compte de celle du courant, qui s'ajoute ou se soustrait.

En outre, les cinémomètres fixes à la disposition des contrôleurs ont une marge d'erreur de 5 kilomètres/heure, ce qui en navigation ne permet pas de matérialiser les vitesses inférieures à 17 kilomètres/heure.

Lors des opérations de contrôle, la brigade fluviale avertit par radio VHF l'ensemble des bateaux de la vitesse mesurée afin de la réduire. Ces avis audibles par tous les usagers du fleuve ont un effet dissuasif immédiat permettant de réguler la navigation.

Il est nécessaire de préciser que les bateaux ne disposent pas de compteur de vitesse (type lochmètre) qui ne donnerait de toute façon que la vitesse propre. Ils naviguent donc au "compte-tour", en estimant en permanence la vitesse du courant qui varie selon les portions du fleuve.

Une vigilance particulière est exercée par les autorités de contrôle s'agissant des distances de sécurité à respecter entre bateaux à passagers (deux fois la longueur du bateau concerné), des zones de dépassement et d'interdiction de dépasser, ou encore des zones de virage d'alternat lors de la traversée des îles.

D'une part, en transposant à la navigation fluviale les actions répressives et les mécanismes de sanction existant en matière routière : contrôle de vitesse, de l'alcoolémie et de l'usage de stupéfiants, seront renforcés et pourront donner lieu à des mesures de retrait de permis, de contravention par timbre-amende et même d'immobilisation. Ces mesures dissuasives seront introduites dans un vecteur législatif d'ici à la fin 2008.

D'autre part, des actions spécifiques visant à accroître les moyens technologiques de contrôle sont prévues sur la Seine : installation de caméras sur les points les plus sensibles, notamment les bras de Seine entourant les Iles de la Cité et Saint-Louis, expérimentation du recours à la technologie GPS pour que les bateaux puissent mesurer directement leur vitesse réelle, expérimentation de l'enregistrement des communications radios de sécurité. Les deux dernières, si elles sont concluantes, pourraient ensuite être imposées aux exploitants.

Lorsque les résultats de l'enquête technique du bureau enquête accident des transports relative à l'accident du 13 septembre dernier seront connus, ces mesures seront le cas échéant amendées ou complétées. En tout état de cause, les contrôles seront poursuivis et répétés, dans l'attente de l'entrée en vigueur des mesures législatives annoncées."

QOC 2008-139 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur la superficie nécessaire et le budget à envisager pour réaliser et gérer une crèche et une halte-garderie dans la mairie du 16e arrondissement.

Libellé de la question :

"M. Pierre-Christian TAITTINGER demande à M. le Maire de Paris quelle superficie serait nécessaire pour réaliser dans la Mairie du 16e une crèche et une halte-garderie ? Quel budget devrait être envisagé pour réaliser cette gestion ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-142 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les nombreux projets envisagés autour de la porte d'Auteuil (16e).

Libellé de la question :

"La Ville de Paris souhaite engager de nombreux projets autour de la Porte d'Auteuil, que ce soit l'aménagement de l'ancienne gare, l'extension du stade Roland-Garros sur le stade Hébert, la transformation du stade multisports Jean-Bouin en stade de rugby de 20.000 places, la création de structures multisports sur l'hippodrome d'Auteuil et la rénovation de la piscine Molitor.

Ces équipements, par leur dimension, vont modifier considérablement la physionomie de ce quartier, et nécessitent d'être étudiés dans leur globalité afin que ne soient pas écartées des aspects aussi fondamentaux que les questions de déplacement, de stationnement, de sécurité et de soutien à la vie économique et associative.

M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD, Conseillers de Paris du 16e arrondissement, et les membres du groupe U.M.P.P.A., demandent au Maire de Paris :

1°) de préciser le calendrier des opérations envisagées autour de la Porte d'Auteuil ;

2°) s'il entend accéder à la demande du Maire d'arrondissement en organisant un plan global d'urbanisme de ce quartier afin d'intégrer dans la réflexion d'ensemble les nécessaires besoins en terme de déplacements, de stationnement, de sécurité et de soutien à la vie économique et associative."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-143 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant le changement de lieu de la "Fête au bois", anciennement "Fête à Neu-Neu", habituellement située sur la pelouse de Saint-Cloud, au cœur du bois de Boulogne et maintenant installée sur la pelouse de la Muette, en lisière du boulevard des Maréchaux.

Libellé de la question :

"Du 30 août au 19 octobre se tient dans le 16e arrondissement la "Fête au Bois", anciennement "Fête à Neu-Neu".

Si cette fête populaire offrant un temps de distraction à la population a changé de nom, elle a aussi - et surtout - changé de lieu. Habituellement située sur la pelouse de Saint-Cloud, au cœur du Bois de Boulogne, elle a trouvé place cette année sur la pelouse de la Muette, en lisière du Boulevard des Maréchaux.

Le Maire du 16e à l'écoute des avis du Commissariat de police de l'arrondissement, de l'administration de la Ville de Paris (et en particulier de la Direction des Espaces verts et de l'Environnement), et même du cabinet de Mme Lyne COHEN-SOLAL, a rendu le 24 juillet un avis défavorable au déménagement de cette manifestation, par un courrier adressé à M. DELANOË.

Conscient toutefois du manque de visibilité de cette manifestation, et des difficultés d'accès pour les visiteurs sans voiture, le Maire du 16e a proposé au Maire de Paris de prévoir une signalétique renforcée, et la mise en place de navettes depuis le boulevard des Maréchaux.

Le Maire de Paris n'a pas jugé utile de répondre au courrier du Maire du 16e ni même de l'informer de sa décision de procéder au déménagement de la fête qui inévitablement crée une gène pour les riverains.

M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD, Conseillers de Paris du 16e arrondissement, et les membres du groupe U.M.P.P.A., demandent au Maire de Paris :

1°) d'apporter aux élus de l'arrondissement une explication quant à sa décision d'installer, malgré l'avis négatif du Maire de l'arrondissement, la fête foraine sur la pelouse de la Muette ;

2°) d'assumer cette décision :

- en sollicitant du Préfet de police une surveillance renforcée aux alentours du site, et en particulier jusqu'aux stations de métro et R.E.R. les plus proches, pour éviter les nuisances ;

- en déployant des effectifs complémentaires chargés de la propreté aux alentours du site ;

- en s'assurant que le parc, une fois la manifestation terminée, soit rendu à la population dans l'état dans lequel il se trouvait, après plusieurs années de travail des services des Parcs et Jardins de la Ville ;

3°) de s'engager à ce qu'une réflexion associant la mairie d'arrondissement soit menée dès la fin de la fête pour trouver une solution pérenne quant à son installation."

Réponse non parvenue.

II - Question du groupe Centre et Indépendants.

QOC 2008-140 Question de Mme Valérie SACHS et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris concernant le renouvellement des délégations de service public relatives à la gestion des marchés alimentaires découverts.

Libellé de la question :

"Le mandat des quatre concessionnaires[1] qui se partagent depuis la délibération des 9 et 10 décembre 2002 les marchés découverts parisiens, arrivera à terme le 31 décembre 2008.

L'échéance prochaine conduit à s'interroger sur l'équilibre géographique, sociologique et économique des marchés alimentaires parisiens. Le désengagement de la Ville de Paris au profit de concessionnaires privés conforte la nécessité d'un audit, évaluant les forces et faiblesses du système choisi.

Malgré le dépôt d'une précédente question orale le 7 avril dernier par Valérie Sachs au nom du groupe Centre et Indépendants (copie jointe) et restée sans réponse, l'opposition municipale semble exclue du dossier. Aussi les élus du groupe Centre et Indépendants se voient dans l'obligation de renouveler et compléter leurs questions. Ils souhaitent :

- que la Ville de Paris fasse réaliser un audit de fin de gestion des quatre concessionnaires choisis au regard du cahier des charges qui leur avait été imposé, qui précise la santé financière des concessionnaires en fin de contrat ; si ce bilan a été effectué, qu'il soit communiqué ;

- que la Ville motive sa décision de réduire à trois le nombre de concessionnaires ;

- cette décision étant l'une des plus importantes de la mandature, que la commission "Développement économique" puisse s'emparer du dossier avant toute prise de décision ; que le nouvel appel d'offres lui soit communiqué en urgence.

[1] Par délibération des 9 et 10 décembre 2002, la gestion des marchés découverts a été attribuée aux sociétés CORDONNIER FRERES (lot A, 4e, 10e, 11e, et 12e arrondissements, BENSIDOUN (lot B, 1er, 5e, 6e, 13e et 14e arrondissements), DADOUN (lot C, 7e, 8e, 15e et 16e arrondissements), et enfin E.G.S (lot D, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements)."

Réponse non parvenue.

III - Questions du groupe "Les Verts".

QOC 2008-109 Question de M. Yves CONTASSOT et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à la diffusion par voie électronique des communiqués de presse du Maire de Paris à l'ensemble des élus parisiens.

Libellé de la question :

"'Considérant que les communiqués de presse du Maire de Paris représentent un élément important de la communication institutionnelle de la Ville de Paris,

Considérant que ces communiqués font l'objet d'une large diffusion au sein de l'administration, et que cela est nécessaire à l'information des agents,

Considérant que, paradoxalement, les éluEs ne reçoivent aucun des communiqués de presse,

Considérant que ce n'est pas aux éluEs de faire la démarche de s'abonner à un service de presse destiné aux professionnels,

Considérant l'accord oral donné sur le principe de la diffusion par voie électronique des communiqués de presse du Maire de Paris à l'ensemble des éluEs parisienNEs par l'adjoint au Maire de Paris qui présidait la séance du Conseil de Paris de juillet 2008,

Considérant que la satisfaction de cette demande ne requiert aucun investissement financier,

Considérant qu'il ne faut que quelques minutes pour mettre en place une telle diffusion,

Yves CONTASSOT et les éluEs VertEs au Conseil de Paris demande au Maire de Paris pourquoi les communiqués de presse ne sont toujours pas diffusés à l'ensemble des éluEs parisienNEs ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-110 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à l'exposition "le Charles-de-Gaulle, escale à Paris", dans le salon des Tapisseries et la salle des Prévôts, du 16 mai au 28 juin 2008.

Libellé de la question :

"Du 16 mai au 28 juin 2008, la Mairie de Paris a organisé dans le Salon des Tapisseries et la salle des Prévôts une exposition gratuite consacrée au porte-avions Charles de Gaulle.

L'exposition intitulée "Le Charles de Gaulle, escale à Paris", outre une maquette reconstituant une partie du Charles de Gaulle à l'échelle 1/8e, a proposé diverses animations telles que des simulateurs de missions, une initiation à la conduite des opérations aéronavales et à la réalisation des noeuds marins, la participation à des ateliers de matelotage ainsi qu'une exposition de photos et de toiles de peintres de la Marine.

Regrettant que la Mairie de Paris ait pris la décision de consacrer une exposition à un tel thème, et de l'avoir fait sans concertation, Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" au Conseil de Paris demandent à M. le Maire de Paris de bien vouloir communiquer aux éluEs du Conseil de Paris les détails concernant les coûts engagés pour cet événement ainsi que le nombre de visiteurs qu'a accueilli cette exposition."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-111 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à l'illumination de la Tour-Eiffel, à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne.

Libellé de la question :

"Le 31 juillet dernier, Sylvain GAREL a adressé un courrier (dont nous vous avions transmis une copie) à M. Nicolas LEFEBVRE, Directeur de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE), pour exprimer le profond désaccord du groupe des éluEs "Verts" au Conseil de Paris à propos du partenaire choisi pour l'illumination de la Tour Eiffel aux couleurs de l'Europe à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne.

En effet, désigner l'entreprise "Areva" comme sponsor unique pour cet événement ne semble pas un choix judicieux car cet événement fut pour cette entreprise, spécialiste français de l'énergie nucléaire, l'occasion d'une campagne de promotion de ses activités, alors même que de nombreux partenaires européens n'ont pas fait le choix du nucléaire et que les incidents plus ou moins graves et plus ou moins dissimulés se multiplient en France et dans toute l'Europe.

Or la réponse apportée par M. Nicolas LEFEBVRE nous pose question.

En effet, ce dernier, par un courrier du 12 août dernier, indique que "cette initiative revient entièrement au Secrétariat général de la présidence française de l'Union Européenne et au Ministère des Affaires Etrangères" et que "la SETE n'y a absolument pas été associée".

Aussi, Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" au Conseil de Paris s'étonnent que le choix du sponsor pour l'illumination spéciale de la Tour Eiffel, monument qui appartient à la Ville de Paris (qui dans le cadre d'une délégation de service public en a confié l'entretien et l'exploitation à la Société d'Exploitation de la Tour Eiffel (SETE)) n'ait pas été décidé en concertation avec la Mairie de Paris et souhaitent connaître les termes de l'accord qui a autorisé cet événement."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-112 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à l'inauguration du "village des Droits de l'Homme", le 30 août dernier, sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville.

Libellé de la question :

"Samedi 30 août était inauguré sur le parvis de l'Hôtel de Ville un "Village des Doits de l'Homme". Dans un monde où les atteintes à ces droits sont multiples et concernent la quasi-totalité des Etats, les éluEs "Verts" se félicitent d'une telle initiative.

Mais, sa conception et son inauguration nous étonnent et nous conduisent à vous poser, Monsieur le Maire, un certain nombre de questions.

1) Pour quelles raisons les Conseillers de Paris ont-ils reçu l'invitation à cette inauguration par mail seulement la veille ?

2) Alors que la LDH, le MRAP, la LICRA, RSF et d'autres associations connues des Parisiens étaient absentes de cette manifestation, on trouvait parmi la petite dizaine de stands, - à côté des légitimes Amnesty International ou ATD Quart Monde - des associations qui au mieux relèvent du groupement religieux, au pire sont des sectes : Baha'i International Community, Buddha's Light International Association, The Tent Project , sans oublier Eurythmie Vitale (SER) qui nous propose par le biais d'un Gourou qui fait sans doute payer fort cher ses services de "Libérer ta respiration intuitivement" et de te "Protéger activement d'influences non voulues". Qui a procédé au choix des associations présentes ?

3) Lors du discours d'inauguration prononcé par notre collègue Yamina BENGUIGUI devant quelques dizaines de personnes dont une majorité d'exposants, étaient logiquement cités les noms de personnalités que notre Conseil ont faites citoyennes d'honneur de la Ville de Paris. Mais pour quelles raisons certaines (HU-JIA, Mumia Abbu JAMAL) ont été oubliées ? Et cela s'est à nouveau produit lors du discours de Anne HIDALGO prononcé quatre jours plus tard à l'occasion de la cérémonie organisée à l'Hôtel de Ville pour le 60e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'homme. Y aurait-il des bons et des mauvais citoyens d'honneur de la Ville de Paris ?

4) Au regard des éléments précédents et vu la durée très courte de cet évènement dont le taux de fréquentation était très faible, nous sommes en droit de nous demander s'il était opportun de déployer de tels moyens ?"

Réponse non parvenue.

QOC 2008-113 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police relative à la venue du Pape Benoît XVI à Paris et au dispositif de sécurité déployé à cette occasion.

Libellé de la question :

"A l'occasion de la venue du Pape Benoît XVI, le vendredi 12 et samedi 13 septembre, d'importantes forces de l'ordre ont été déployées (près de 9.200 policiers).

Par ailleurs, durant cette visite, de nombreuses stations de métro, gares et ponts ont été fermés au public : la gare Saint-Michel Notre-Dame (RER C), les stations de Saint-Michel (RER B et métro ligne 4), de Cluny-la-Sorbonne (métro ligne 10), Cité (métro ligne 4), les gares des Invalides et de pont de l'Alma (RER C) et les ponts Notre-Dame, d'Arcole et Saint-Louis.

Aussi les éluEs "Verts" au Conseil de Paris s'étonnent que la visite d'un chef religieux ait entraîné la fermeture de tant de stations de métro, de gares et de ponts utilisés par de nombreux franciliens, pour la plupart non concernés par cet évènement. Pour rappel, la communauté catholique de Paris compte 150.000 pratiquants, sur une population totale de 2,3 millions de Parisiens.

Ainsi nous vous demandons des éclaircissements sur les raisons ayant motivé la mobilisation d'un tel dispositif de sécurité qui a fortement perturbé la vie de nombreux quartiers et de leurs riverains ?"

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"A l'instar des visites de nombreux chef d'Etat ou personnalités, le voyage du Pape Benoît XVI, les 12 et 13 septembre derniers, était, une mission particulièrement sensible en termes de sécurité et d'ordre publics. En conséquence, il incombait à la Préfecture de police de déployer un dispositif proportionné aux risques et menaces pesant sur l'hôte de la France.

Outre la sécurité du souverain pontife, les dispositifs déployés visaient également à assurer la gestion, le bon déroulement de rassemblements de plusieurs dizaines de milliers de personnes, notamment sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris (50.000 personnes) ou sur l'esplanade des Invalides (260.000 personnes), et faciliter la mise en place du dispositif de premier secours.

La Préfecture de police s'est efforcée de concilier les exigences de sécurité liées à la visite apostolique de Benoit XVI et la liberté d'aller et venir des personnes souhaitant se déplacer dans la Capitale.

Pour ce qui concerne les désagréments subis par les Parisiens à l'occasion de cette visite, notamment les fermetures de stations du métropolitain ou les neutralisations de certaines artères, les organisateurs avaient invité les participants à privilégier les déplacements sur les différents sites par les transports en commun, dont l'offre avait été revue à la hausse. Cette orientation, conforme aux principes du développement durable, a en outre permis une meilleure gestion du dispositif de sécurité.

La Préfecture de police, consciente de la gêne occasionnée, s'est attachée en permanence à ne procéder aux neutralisations de circulation que le temps strictement nécessaire au bon déroulement de l'évènement et à la sécurité. La circulation était relancée au plus vite dès la fin des diverses manifestations."

QOC 2008-114 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative à la circulation d'une Formule 1 dans les rues de Paris, le 31 août dernier, à l'initiative de la Fédération française du Sport Automobile.

Libellé de la question :

"Le dimanche 31 août dernier, à l'initiative de la Fédération française du sport automobile (F.F.S.A..), une Formule 1 de l'écurie Torro Rosso (sponsorisée par la marque Red Bull, boisson énergisante récemment autorisée en France mais sujette à controverses et réserves par de nombreux spécialistes) a effectué un parcours dans Paris aux abords de monuments tels que la Concorde, les Invalides, la Tour Eiffel et le Trocadéro.

Le groupe des éluEs "Verts" a exprimé son désaccord, jugeant cette initiative inopportune à l'heure où la Ville de Paris s'efforce de réduire la circulation automobile et de promouvoir les transports en commun et les circulations douces.

Le spectacle d'un bolide arpentant les rues de Paris à 166 kilomètres/heure entre en totale contradiction avec la politique de prévention et de sécurité routière mise en oeuvre à Paris.

De plus, cet événement avait pour objectif de promouvoir et de lancer la mise en vente des places du Grand Prix de France de Magny-Cours 2009, dont la tenue, nous le savons, provoque un regain d'activité significatif sur l'Héliport de Paris à Issy-les-Moulineaux et donc une gêne dont se sont plaint de nombreux riverains.

Aussi, Sylvain GAREL et les éluEs du groupe "Les Verts" au Conseil de Paris adressent au Maire et à la Préfecture de Police les questions suivantes :

- Qui a autorisé cet événement et pour quelles raisons ?

- La Préfecture de police a-t-elle l'intention de verbaliser le délinquant qui a enfreint le Code de la route en circulant à 166 kilomètres/heure dans les rues de Paris ?"

Réponse de l'Adjoint non parvenue.

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"La Fédération française du sport automobile (F.F.S.A.) a effectué une déclaration conformément à la réglementation applicable aux manifestations à but récréatif, culturel ou sportif.

Au vu du dossier, la Préfecture de police n'avait pas de motif de refus dirimant à opposer à cette manifestation ayant vocation à promouvoir le Grand Prix de France, manifestation d'envergure internationale, et à célébrer la présence d'un sportif français à haut niveau de la compétition. Des précédents ont eu lieu au cours des années précédentes.

La Préfecture de police soutient le partage respectueux et équilibré de la voie publique. Ainsi, elle participe, tant par son encadrement de sécurité que par sa présence institutionnelle en faveur de la sécurité routière, aux manifestations de promotion du vélo ou encore du roller. Elle ne saurait ostraciser a priori tel ou tel mode de déplacement.

S'agissant de l'événement proprement dit, une réunion préparatoire avait eu lieu entre les organisateurs et les services de la Préfecture de Police, laquelle avait permis de définir les conditions de sécurité exigibles. A savoir une circulation en groupe compact à vitesse modérée et encadrée par des motocyclistes chargés de réguler la circulation. Les déplacements devaient respecter les règles édictées par le code de la route.

Toutefois, la Préfecture de police a été amenée à faire deux observations à la F.F.S.A. :

D'une part, celle-ci n'avait pas mentionné dans sa demande le rôle du sponsor, à savoir une marque commerciale de boisson alcoolisée. Dans le contexte de lutte contre les phénomènes d'alcoolisation massive chez les jeunes, elle n'aurait pas manqué de demander des contreparties de la part de l'organisateur en termes d'actions préventives.

D'autre part, durant la manifestation, le pilote s'est écarté de l'encadrement motocycliste et semble avoir contrevenu aux règles fixées. Si l'infraction n'a pu être légalement constatée - ni la vitesse mentionnée par la presse vérifiée - cet incident n'est pas admissible.

Aussi, tirant les enseignements des difficultés rencontrées, la Préfecture de police n'a pas autorisé le projet de parade de véhicules de course anciens envisagé par le même organisateur le 26 septembre 2008."

QOC 2008-115 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police relative aux diverses manifestations parisiennes liées aux Jeux olympiques de Pékin.

Libellé de la question :

"L'organisation des Jeux Olympiques par la Chine a suscité de nombreuses réactions d'organisations et de personnalités politiques qui ont souhaité rappeler les violations des droits humains et la répression du peuple tibétain perpétrées par ce régime liberticide.

Aussi, diverses manifestations ont été organisées à Paris. Et il apparaît, qu'à l'occasion de ces divers événements, la Préfecture de police de Paris a mis en place un dispositif de sécurité et de maintien de l'ordre qui pose question.

En effet, lors du passage de la flamme olympique à Paris en avril dernier, tandis que divers manifestants pro-tibétains et militants des droits de l'homme s'étaient positionnés pacifiquement le long du parcours pour rappeler en cette occasion leurs revendications en matière de respects des droits humains en Chine, les Forces de l'ordre ont procédé à de nombreuses arrestations violentes, avec pour instruction de confisquer par la force les drapeaux tibétains ou toutes banderoles y faisant référence. Plus grave, il apparaît que certaines interventions contre les manifestants ont été menées en collaboration avec les services de sécurité chinois qui n'avaient aucun mandat et aucune légitimité pour intervenir sur le sol français.

Suite à ces incidents, la Ministre de l'Intérieur, Mme Michèle ALLIOT-MARIE avait ordonné une "enquête administrative" et l'Inspection générale des services (I.G.S.) avait diligenté une enquête concernant la présence policière massive.

Lors de la manifestation de soutien organisée à Paris le 8 août dernier à l'occasion de l'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin, les organisateurs qui avaient reçu l'autorisation de justice de manifester ont été empêchés de manifester devant l'ambassade de Chine par une intervention policière musclée.

Et plus récemment, lors du rassemblement pacifiste organisé à Paris, place de la Reine Astrid, le 23 août dernier à l'appel de plusieurs organisations tibétaines pour marquer la fin des Jeux Olympiques à Pékin, les manifestants ont de nouveau été empêchés de manifester devant l'ambassade de Chine, et des photos reporters, dont un de l'A.F.P., qui couvraient cet événement parfaitement paisible et pacifique et prenaient des clichés de l'action, ont été interpellés puis emmenés en fourgon cellulaire au commissariat du 8e arrondissement, rue du Faubourg Saint-Honoré, où ils ont été entendus pendant deux heures.

Estimant que ces évènements portent gravement atteinte à la liberté d'expression et aux libertés individuelles, Sylvain GAREL et les éluEs "Verts" au Conseil de Paris vous adressent les questions suivantes :

1) Concernant la manifestation d'avril dernier : où en est l'enquête administrative lancée par la Ministre de l'Intérieur et à quelle date seront communiqués les résultats de cette enquête ?

2) Concernant la manifestation du 8 août dernier : comment se fait-il que des organisations ayant obtenu une autorisation de justice à manifester se soient vues interdire de manifester devant l'ambassade de Chine?

3) Concernant la manifestation du 23 août dernier : quelles raisons ont motivé l'interpellation des journalistes ?"

Réponse (M. LE PRÉFET DE POLICE) :

"La Préfecture de police a été saisie de 9 demandes de manifestations revendicatives liées au déroulement des Jeux Olympiques de Pékin et au respect des Droits de l'Homme en Chine. Seules deux d'entre elles, celles des 7 et 8 Août, ont fait l'objet d'un arrêté d'interdiction.

L'interdiction était prononcée en raison :

- des débordements violents constatés lors du passage de la flamme olympique le 7 avril dernier pour lesquels une enquête administrative a été diligentée, à la demande de Mme le Ministre de l'Intérieur. Cette enquête, qui n'a pas révélé de faute de commandement, a été transmise à son cabinet. J'ai déjà eu l'occasion de répondre en détail à vos interrogations à ce sujet lors d'une précédente réunion du Conseil de Paris ;

- au motif que le lieu choisi pour ces manifestations, à cette date précise et pendant les Jeux, pouvaient être ressenti comme une provocation excessive et engendrer des réactions hostiles de la part de la communauté chinoise en France, de nature à créer des troubles graves à l'ordre public devant les locaux de l'Ambassade.

Il convient en outre de souligner que les manifestations aux abords des ambassades sont très strictement réglementées au regard des usages diplomatiques et du droit international.

Suite à un référé liberté devant le Tribunal administratif de Paris, l'application de l'arrêté a été suspendue par le juge. La Préfecture de police a appliqué cette décision juridictionnelle et l'association "Reporters sans frontières" a tenu sa manifestation aux abords de l'ambassade de Chine.

Le rassemblement initial et la conférence de presse se sont déroulés devant le restaurant "Le Fouquet's" sis 99, avenue des Champs Elysées. Le cortège s'est ensuite dirigé à l'angle de l'avenue Georges V et de la rue de la Trémoille face à la représentation diplomatique. Le parcours suivi par l'association "Reporters sans frontières" était conforme à la déclaration de manifestation faite par l'organisation.

Enfin, une action revendicative, le 23 août dernier, n'ayant fait l'objet d'aucune déclaration, donc irrégulière au regard du droit interne, a conduit à l'interpellation des manifestants qui déployaient une banderole sur le toit de l'immeuble abritant l'ambassade de Chine."

QOC 2008-116 Question de M. Yves CONTASSOT et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative aux mesures des champs électromagnétiques émis par les bornes "wi-fi".

Libellé de la question :

"Dans un communiqué de presse récent, le Maire de Paris a déclaré que les champs électromagnétiques émis par les bornes WI-FI dans les bibliothèques de la Ville étaient à un niveau de 80 à 400 fois inférieurs au seuil.

Il existe un niveau de champ maximal pour les antennes de téléphonie mobile qui varie selon les fréquences et qui a été publié dans le décret du 3 mai 2002 et qui a servi lors des négociations de la charte de la téléphonie mobile à Paris.

Il semblerait néanmoins qu'à ce jour aucun texte réglementaire ne fixe de limite aux champs électromagnétiques générés par les bornes WI-FI.

De même, le protocole de l'A.N.F.R. pour mesurer les champs des antennes de téléphonie mobile est connu.

A l'inverse il ne semble pas qu'il existe un protocole normalisé de mesures des champs des bornes WI-FI.

Yves CONTASSOT et les éluEs "VertEs" au Conseil de Paris demandent donc au Maire de Paris d'indiquer sur quels textes officiels il s'appuie pour communiquer sur la faiblesse relative des champs électromagnétiques."

Réponse non parvenue.

IV - Questions du groupe communiste.

QOC 2008-106 Question de M. Ian BROSSAT et des membres du groupe communiste à M. le Maire de Paris concernant la mutation forcée d'un enseignant de l'école élémentaire de la rue Cavé (18e).

Libellé de la question :

"L'école élémentaire de la rue Cavé (Paris 18e) a vu sa rentrée reportée cette année. Les professeurs de cet établissement entendaient protester contre la mutation forcée d'un enseignant, maître formateur.

Cette mutation lui a été imposée sans qu'une faute grave n'ait été signifiée. Elle fait suite à des divergences pédagogiques relatives à ses méthodes d'enseignement. Il lui a été notamment reproché la lecture en classe d'un article extrait de "Charlie Hebdo" portant sur la situation des sans-papiers.

Cet enseignant, qui exerce depuis des années de façon volontaire dans cet établissement du 18e arrondissement, est très apprécié. Sa mutation a engendré un malaise considérable au sein de la communauté scolaire de l'arrondissement.

Cette mutation forcée nous incite à nous interroger sur les pratiques de l'Education nationale et les menaces qui pèsent sur la liberté pédagogique laissée aux enseignants dans nos établissements.

Je souhaiterais donc connaître les démarches entreprises par la Municipalité visant à obtenir des éclaircissements sur ce point et à faire connaître notre soutien à cet enseignant qui continue à demander sa réintégration."

Réponse non parvenue.

QOC 2008-107 Question de M. Ian BROSSAT et des membres du groupe communiste à M. le Maire de Paris relative à la réouverture de la "boutique solidaire" située à l'angle de la rue Myrha et de la rue Léon (18e), touchée par un grave incendie en juillet dernier.

Libellé de la question :

"Dans la nuit du 14 au 15 juillet 2008, la boutique solidaire située à l'angle de la rue Myrha et de la rue Léon (Paris 18e) a été touchée par un grave incendie. Cet événement a conduit à la suspension de l'activité de cet établissement.

La créatrice de ce commerce était bénéficiaire du R.M.I. depuis de nombreuses années après avoir connu un licenciement. Chômeuse en fin de droit, elle s'était appuyée sur une aide de l'A.D.I.E. pour créer un commerce solidaire au sein de la Goutte d'Or. Salon de thé, atelier de couture, cet établissement a rencontré un beau succès dès sa création.

Selon les dires de la gérante, l'incendie du 14 juillet dernier fait suite à de très nombreuses insultes et menaces visant à lui faire quitter le quartier. Depuis lors, elle se trouve privée de son lieu de travail, et elle a dû, en conséquence, suspendre son activité.

Un grand nombre de témoignages de sympathies sont parvenus en soutien à cette commerçante. En attendant de pouvoir rouvrir son magasin, la gérante souhaiterait pouvoir disposer d'un local provisoire. Les propositions qui lui ont été faites pour l'instant sont inadaptées. La réouverture de ce commerce à la Goutte d'Or revêt une importance certaine pour ce quartier en mutation.

Connaissant le soutien de notre Municipalité aux activités de l'économie solidaire, je souhaiterais connaître les moyens que la Municipalité compte déployer afin d'obtenir que cette boutique puisse rouvrir dans les plus brefs délais."

Réponse (Mme Seybah DAGOMA, adjointe) :

"M. Ian BROSSAT et des élus du groupe communiste souhaitent connaître de quelle manière la Municipalité compte intervenir pour que l'activité de la société "Isabelle Cherchevsky Atelier", sise au 35, rue Myrha (18e) dont les locaux ont été incendiés dans la nuit du 14 au 15 juillet 2008, puisse reprendre rapidement.

Immatriculée le 2 décembre 2005 et constituée sous la forme commerciale d'une société à responsabilité limitée - S.A.R.L., la société" Isabelle Cherchevsky Atelier" menait dans ces locaux une double activité de salon de thé et d'atelier de couture, développant ainsi un espace de convivialité pour sa clientèle et contribuant à la vie locale. A la suite de l'incendie qui serait d'origine criminelle, une action conjointe de la mairie du 18e, de la S.E.M.A.V.I.P. et de la S.E.M.A.-EST s'est concrétisée par plusieurs propositions de locaux, entre autres au 24, rue de la Charbonnière, dans le quartier de la Goutte d'Or. Selon les informations disponibles à ce jour, Mme CHERCHEVSKY ne souhaiterait pas donner de suite favorable à ces propositions, les locaux proposés étant situés trop loin de la zone de fréquentation de sa clientèle habituelle.

L'activité de salon de thé s'est donc interrompue, au moins temporairement. Toutefois, les activités de l'atelier de couture seraient partiellement poursuivies par Mme CHERCHEVSKY à partir de son domicile.

Mme CHERCHEVSKY est actuellement, après expertise du sinistre, dans l'attente de la décision de prise en charge par l'assurance. Tenant compte des délais de versement de ces fonds et d'exécution des travaux de réparation, le redémarrage des activités au 35, rue Myrha peut être envisagé dans environ six mois.

En réponse à la question posée par M. Ian BROSSAT et des élus du groupe communiste, il est précisé que, dans l'attente de la remise en état des locaux incendiés, outre les propositions déjà transmises à l'intéressée, la Direction du Développement économique et de l'Emploi, à partir de son répertoire mensuel de locaux commerciaux disponibles en pied d'immeuble chez les bailleurs sociaux parisiens, est en mesure d'accompagner les recherches d'un local provisoire permettant de poursuivre les activités de la société "Isabelle Cherchevsky Atelier"."

B - Question d'un Conseil d'arrondissement.

QOC 2008-108 Question du Conseil du 8e arrondissement à M. le Maire de Paris concernant l'application, à Paris, des dispositions de l'article 69 de la loi du 31 décembre 2006, modifiant l'article L. 2124-13 du Code général de la propriété des personnes publiques disposant que "tout navire ou engin flottant sur le domaine public fluvial ne peut y stationner plus d'un mois, sans l'accord du maire de la commune".

Libellé de la question :

"L'article L. 2124-13 du Code général de la propriété des personnes publiques dispose que tout navire ou engin flottant sur le domaine public fluvial ne peut y stationner plus d'un mois, sans l'accord du maire de la commune.

S'agissant du fleuve Seine et quel que soit, par ailleurs, le gestionnaire des zones de stationnement de ces navires le long de son cours parisien, une autorisation préalable de stationner, délivrée par le Maire de Paris, est nécessaire pour éviter aux propriétaires de ces bateaux de tomber sous le coup des sanctions prévues par l'article L. 2125-7, qui prévoit une indemnité de stationnement majorée de 100 %.

Cette autorisation ne préjuge en rien les éventuels différends qui pourraient exister entre la commune et le gestionnaire des emplacements. Elle peut n'être que provisoire mais sa délivrance à ce titre est en mesure d'éviter aux propriétaires des bateaux des conséquences pécuniaires graves.

Le Conseil du 8e arrondissement demande à M. le Maire de Paris pour quelle raison il n'a pas délivré ces autorisations, malgré les demandes répétées des intéressés, restées par ailleurs sans réponse.

Il souhaite également savoir, d'une façon plus particulière, s'agissant du port des Champs-Elysées, seul port géré, à Paris, par "Voies navigables de France", quelle est l'attitude de la Ville devant les différents projets de cet organisme visant à "rentabiliser" cet emplacement exceptionnel par l'implantation sur le fleuve et sur la berge de diverses barges, baraques et autres dispositifs, qui n'auraient pour conséquence que de défigurer ce site classé MH et inscrit en 1991 au Patrimoine mondial par l'UNESCO."

Réponse non parvenue.

Annexe n° 2 - Question n° 129

EVOLUTION DE LA FREQUENTATION DES MUSEES DEPUIS 2001

	EXPOSITIONS								COLLECTIONS								TOTAL GENERAL							
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
MAM	291 448	206 579	207 150	56 598	27 670	510 046	174 179	452 094	52 074	179 093	124 697	40 599	53 056	285 535	211 708	314 978	343 522	385 672	331 847	97 197	80 726	795 581	385 887	767 072
Petit palais	99 506	0	0	0	0	119 589	212 243	137 471	0	210	0	0	90 213	667 829	363 296	392 249	99 506	210	0	0	90 213	787 418	575 539	529 719
Carnavalet	108 905	58 994	83 843	60 020	70 437	37 499	27 139	218 678	159 764	438 783	679 797	335 335	368 050	403 694	458 165	526 337	268 669	497 777	663 640	395 355	438 487	441 193	485 294	745 014
Crypte	1 485	82 541	111 670	110 489	87 892	106 793	111 040	155 021	169 964	47 863	2 209	9 244	3 732	1 691	2 134	0	171 449	130 404	115 879	119 733	91 624	108 484	113 174	155 021
Balzac	25 320	16 974	5 144	0	9 176	3 251	4 673	887	1 073	13 688	18 573	24 311	13 048	15 666	15 971	19 380	26 393	30 662	23 717	24 311	22 224	18 917	20 644	20 267
Bourdelle	11 409	8 920	1 796	13 540	26 125	31 511	31 417	58 568	23 361	33 537	35 952	27 449	12 627	10 218	15 239	8 976	34 770	39 457	37 748	40 989	38 752	41 729	46 656	67 544
Electra	10 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 247	0	0	0	0	0	0	0
Catacombes	125 461	219 038	216 923	212 949	142 611	237 309	261 224	206 759	0	0	0	0	0	0	0	0	125 461	219 038	216 923	212 949	142 611	237 309	261 224	206 759
Cernuschi	55 279	0	80 527	38 371	38 714	66 362	19 964	20 148	9 384	0	0	0	49 742	36 457	29 172	34 148	64 663	0	80 527	38 371	88 456	102 819	49 136	54 296
Cognacq Jay	7 715	2 274	992	0	17 773	6 804	0	16 743	25 417	33 944	32 110	34 938	21 149	26 770	24 314	25 031	33 132	36 218	33 102	34 938	38 922	33 574	24 314	41 774
Galliera	61 702	69 542	93 251	70 937	47 168	41 000	75 724	91 944	0	0	0	0	0	0	0	0	61 702	69 542	93 251	70 937	47 168	41 000	75 724	91 944
Mémorial	10 001	7 983	9 397	14 218	8 018	3 545	5 724	1 991	1 522	8 363	6 955	7 610	6 970	10 725	8 630	15 734	11 523	16 346	16 352	21 828	14 988	14 270	14 354	17 724
Arts déco	49 909	36 213	16 650	19 156	16 817	8 697	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49 909	36 213	16 650	19 156	16 817	8 697	0	0
V. Hugo	4 644	50 758	14 321	14 968	12 754	25 060	21 187	6 402	60 289	75 615	114 749	152 703	110 469	101 725	107 641	126 950	64 933	126 373	129 070	167 671	123 223	126 785	128 828	133 352
Hastevilla	0	25 308	70	0	0	0	0	0	19 324	19 379	21 468	20 336	18 775	20 137	19 197	22 091	19 324	44 687	21 538	20 436	18 775	20 137	19 197	22 091
V. Romantique	41 092	33 697	44 067	140 890	47 571	51 934	35 021	43 034	7 474	16 613	16 412	8 009	13 551	19 643	26 979	33 506	48 566	50 310	60 479	148 899	61 122	71 577	62 000	76 539
Zadkine	10 081	11 371	17 187	13 081	13 278	6 394	10 373	0	7 600	9 197	4 924	6 892	0	876	3 978	21 164	17 681	20 568	22 111	19 975	13 278	7 270	10 351	21 164
TOTAL	914 204	827 092	904 988	765 217	566 004	1 255 194	989 698	1 409 736	337 246	866 185	957 846	667 516	761 382	1 580 966	1 288 424	1 540 539	1 451 450	1 693 277	1 862 834	1 432 733	1 327 386	2 836 160	2 278 322	2 950 275

Musée d'Art Moderne fermé d'octobre 2003 au 02 février 2006

*Projection 2008 sur la base des 8 premiers mois

Sommaire

Ouverture de la séance. 723

Condoléances. 723

Remerciements. 723

Félicitations. 723

Adoption de comptes rendus. 723

2008, DASCO 164 - Communication de M. le Maire de Paris sur la rentrée scolaire. Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans à Paris. Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place par M. le Maire de Paris d'un droit d'accueil à l'école les jours de grève. 723

2008, SGCP 34 - Adoption du Règlement intérieur du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal. 741

Suspension et reprise de la séance. 745

Vœu déposé par Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Gilles ALAYRAC et Jean-Bernard BROS relatif à la mise en place d'un Observatoire parisien de la laïcité. 745

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la condamnation à mort de Troy DAVIS. 746

2008, DPVI 40 - Subventions à 9 associations dans le cadre du plan d'accompagnement social en direction des résidents de foyers de travailleurs migrants parisiens. - Montant total : 76.500 euros. 746

Vœu déposé par le groupe communiste relatif à la régularisation administrative de travailleurs intérimaires. Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés visant à demander au Préfet de police d'examiner les dossiers des travailleurs sans-papiers de l'agence d'intérim Man-BTP. 747

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'attribution des places en résidences pour personnes âgées. Vœu déposé par l'Exécutif. 748

2008, SG 58 - Subvention à l'association "Comité des Métallos" pour son parcours filles/femmes. - Montant : 5.000 euros. 749

2008, SG 94 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Je. Tu. Il..." pour l'attribution d'une subvention pour son action de sensibilisation des jeunes au respect mutuel entre les sexes au titre de 2007. - Montant : 110.000 euros. 750

2008, SG 98 - Subvention à l'association "ProChoix" (11e) pour ses actions d'information. - Montant : 12.000 euros. 751

Voeu déposé par le groupe communiste sur le projet de regroupement des établissements de l'A.P.-H.P. Voeu déposé par l'Exécutif. 752

Voeu déposé par le groupe communiste relatif au soutien à l'association des familles victimes du saturnisme. 754

2008, DFPE 10 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention passée avec la Fondation "Oeuvre de la Croix Saint-Simon" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Bethléem" (6e). - Montant : 395.939 euros. 754

2008, DFPE 298 - Approbation et signature d'un avenant à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage passée avec la SEM "PariSeine" (ex SEMEA 15) pour la réhabilitation du pavillon Lenègre de l'ancien hôpital Boucicaut, rue Lacordaire (15e), et l'aménagement dans une partie de celui-ci d'une crèche collective de 66 places. Voeu déposé par les groupes Centre et Indépendants et U.M.P.P.A. 756

2008, DFPE 331 - Signature d'un marché relatif à l'exploitation d'un établissement d'accueil collectif de petite enfance situé 19, rue Charles Lecocq (15e). - Montant : 5.011.954 euros. 757

2008, DFPE 107 - Signature d'une convention passée avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Gan Kitov" (17e). - Montant : 209.658 euros. 2008, DFPE 108 - Signature d'une convention et d'un avenant avec l'association "Gan Ménahem" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la crèche collective "Léa Frankforter" et du jardin d'enfants "Sinaï" (18e). - Montant : 283.194 euros. 2008, DFPE 224 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Jeunesse Loubavitch" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 102.609 euros. 2008, DFPE 227 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Crèche Gan Esther" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 65.260 euros. 2008, DFPE 229 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche collective (19e). - Montant : 266.998 euros. 2008, DFPE 233 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa crèche familiale (19e). - Montant : 285.868 euros. 2008, DFPE 234 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de la halte-garderie "Orh Eliahou" (19e). - Montant : 67.965 euros. 2008, DFPE 236 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Ohel Esther" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de sa halte-garderie (19e). - Montant : 33.228 euros. 2008, DFPE 240 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention passée avec l'association "Gan Yaël crèche et jardin d'enfants" pour l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de son jardin d'enfants (19e). - Montant : 115.484 euros. 2008, DFPE 295 - Subvention à l'association "Ozar Hatorah" (13e) pour le changement de fenêtres et l'acquisition de matériel dans la crèche, 31, rue des Cordelières (13e). - Montant : 19.490 euros. Voeu déposé par l'Exécutif. 758

Dépôt de question d'actualité. 763

Suspension et reprise de la séance. 764

Examen des questions d'actualité. I - Question d'actualité du groupe M.R.C. à M. le Maire de Paris relative aux immeubles de grande hauteur. 764

II - Question d'actualité du groupe communiste à M. le Préfet de police relative à l'expulsion des habtiants du 150, boulevard Vincent-Auriol (13e). 765

III - Question d'actualité présentée par le groupe "Les Verts" relative à la situation dans le 19e arrondissement et les moyens à mettre en œuvre pour un bien vivre dans tous les quartiers. 767

IV - Question d'actualité posée par le groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris relative à la culture cet été à Paris (acte 2). 769

V - Question d'actualité posée par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés à M. le Maire de Paris relative au désengagement de l'Etat dans les quartiers "politique de la ville". 770

VI - Question d'actualité du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative à la fiscalité. 771

Suspension et reprise de la séance. 773

2008, DPA 235 - Approbation du principe de réalisation des travaux de désamiantage et de modernisation des sols au groupe scolaire 18, rue du Clos (20e) et des modalités de passation du marché de travaux. 773

Voeu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au maintien de l'école élémentaire, 9, rue de Vaugirard (6e). 774

Désignation de conseillers de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture. 775

Vœu déposé par les groupes U.M.P.P.A. et Centre et Indépendants relatif aux logements des étudiants et des enseignants chercheurs. 775

2008, DJS 265 - Signature d'un avenant à la convention triennale 2006-2008 avec l'association "R.Style" (19e) pour l'attribution d'une subvention - Montant : 7.500 euros. 776

Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif aux moyens du conseil de la jeunesse du 20e arrondissement. Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'affectation d'un poste d'animateur jeunesse à la mairie du 15e. 777

2008, DJS 71 - Subventions à dix associations du 10e arrondissement. - Montant total : 12 800 euros. 778

2008, DJS 94 - Signature d'une convention avec l'association "Paris Profession Sport et Jeunesse" (13e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 40.000 euros. 778

2008, DJS 365 - Autorisation donnée à la Fédération Française de Tennis de lancer une consultation de concepteurs en vue d'une extension du stade Roland-Garros (16e). Voeu déposé par le groupe "Les Verts". Voeu déposé par l'Exécutif. 778

2008, DJS 400 - Fixation des tarifs d'utilisation des équipements sportifs municipaux gérés en régie pour les établissements scolaires, associations et autres groupements. 785

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la dénomination du gymnase de la Porte d'Asnières. 786

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'avenue de Clichy. Vœu déposé par l'Exécutif. 786

2008, DU 9 - Attribution de la dénomination "place de la Fontaine Timbaud" à une place située à Paris (11e). 787

2008, DU 10 - Attribution de la dénomination "allée Maria Doriath" au terre-plein central du boulevard de Charonne (11e). 788

Vœu déposé par les groupes "Les Verts" et communiste relatif à la dénomination d'un lieu parisien en hommage à Mahmoud Darwich. 788

2008, DLH 58 - Location au bénéfice de "Paris-Habitat - OPH" par bail emphytéotique d'une emprise de terrain faisant partie de la propriété communale située 45-47, avenue du Maréchal Fayolle (16e). 789

2008, DLH 108 - Création par la Ville de Paris d'une aide en faveur de l'accession à la propriété des locataires du parc social parisien dénommé "Prêt Parcours Résidentiel". 790

2008, DLH 165 - Réalisation par la RIVP d'une opération d'acquisition-conventionnement de 153 logements PLUS et 150 logements PLS, 20-26, rue Saint-Fargeau (20e). 793

Vœu déposé par l'Exécutif relatif aux expulsions locatives à Paris. 794

Voeu présenté par le groupe communiste relatif aux ventes à la découpe à Paris. 795

Voeu présenté par le groupe communiste relatif aux menaces d'expulsion de locataires démunis, malades, handicapés et âgés victimes d'une vente à la découpe (16e). 796

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'éventuelle vente du patrimoine immobilier de la fondation Lebaudy. . .796

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif relatif à la construction de la maison-relais 13-15, rue de Plaisance dans le 14e arrondissement. Vœu déposé par l'Exécutif. 797

Vœu déposé par le groupe communiste relatif à la situation des locataires 107, boulevard Soult dans le 12e. 799

Voeu déposé par Mme Lyne COHEN-SOLAL relatif au devenir de la caserne pour officiers du Val de Grâce (5e). .799

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à "Moins belle la vie rue des Rosiers". 800

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la mise en œuvre du règlement local de publicité. 800

Voeu relatif à l'achat de Mobicartes destinées à l'ensemble des soldats français en mission en Afghanistan déposé par le groupe U.M.P.P.A. 801

2008, DAC 151 - Subvention à l'association "Actuel-Art " (11e), pour l'organisation de ses activités 2008. - Montant : 6.700 euros. Voeu déposé par MM. Patrick BLOCHE, Georges SARRE et Philippe DUCLOUX relatif à la subvention attribuée en 2008 à l'association "Actuel Art". 803

2008, DAC 160 - Signature d'un avenant à la convention passée avec l'association "Théâtre Silvia Monfort" (15e), pour l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement. - Montant : 450.000 euros. - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention d'équipement. - Montant : 20.000 euros. 804

2008, DAC 194 - Signature d'un avenant à la convention signée avec l'association "Halle Saint-Pierre" (18e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 340.000 euros. 805

2008, DAC 272 - Signature d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs passée avec l'Association pour la Création et la Diffusion Artistique - A.C.D.A. (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 100.000 euros. 806

Désignation de conseillers de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture (suite). 807

2008, DAC 463 - Signature d'une convention avec la RATP relative au renforcement du service de transports pendant l'opération "Nuit Blanche" du 4 octobre 2008. 807

2008, DGIC 12 - Approbation des partenaires de l'opération "Nuit blanche 2008". 808

2008, SG 50 - Signature d'une convention avec l'association "Festival de films gays & lesbiens de Paris" (20e) pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 23.000 euros. 809

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux conditions d'accès au "104" pour les associations et les institutions locales. 809

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la mise en place d'un fond de soutien aux salles d'art et essai. 810

Voeu déposé par M. Ian BROSSAT et les éluEs du groupe communiste relatif à la création de l'équipement culturel "Petit bain". 811

Voeu déposé par Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE et les élus du groupe U.M.P.P.A. pour le maintien de l'atelier de sculpture d'art figuratif de la rue Boulard dans le 14e arrondissement. 811

Voeu déposé par M. Denis BAUPIN, Mme Fabienne GIBOUDEAUX et les éluEs du groupe "Les Verts" concernant l'avenir de la Cartonnerie au 163, rue des Pyrénées dans le 20e arrondissement. Voeu déposé par l'Exécutif. 813

Voeu déposé par M. Christophe GIRARD et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés proposant d'honorer la mémoire de Rainer Maria Rilke en donnant son nom à une bibliothèque municipale. 814

Voeu déposé par MM. Jérôme DUBUS, Yves POZZO di BORGO et les élus du groupe U.M.P.P.A. et du groupe Centre et Indépendants, pour que soit attribuée le nom d'une place de Paris à Alexandre Soljenitsyne. 815

Désignation de conseillers de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans des jurys d'architecture (suite). 816

Suspension et reprise de la séance. 817

2008, SGRI 51 - Signature d'une convention pour l'attribution d'une subvention au profit de l'association "Moto Action" pour son programme "Moto Action Sida, Campagne Cameroun 2008". - Montant : 35.000 euros. 817

2008, SGRI 67 - Subvention à Action Contre la Faim (14e). - Montant : 100.000 euros. 2008, SGRI 68 - Subvention à l'association "Handicap International" (69361 Lyon Cedex 07). - Montant : 70.000 euros. 818

Voeu déposé par M. Ian BROSSAT, Mmes Aline ARROUZE, Danielle FOURNIER, M. Sylvain GAREL et les éluEs du groupe communiste et du groupe "Les Verts" relatif à la politique de coopération internationale de la Ville de Paris à Jérusalem. 819

2008, DAC 494 - Création d'un nouveau tarif de billet combiné donnant à accès à deux expositions temporaires organisées simultanément dans un ou plusieurs musées de la Ville de Paris. 820

2008, DAC 305 - DEVE 149 - Subvention à l'association "Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie" (18e). - Montant : 4.000 euros. Voeu déposé par M. Ian BROSSAT et les éluEs du groupe communiste relatif à la subvention accordée à l'Association du Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie. 821

2008, DAC 454 - SGRI 20 - Signature de deux conventions pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 40.000 euros et d'une subvention d'équipement de 20.000 euros à l'association "Maison d'Europe et d'Orient" (12e). 822

2008, DF 65 - Communication sur le Crédit municipal de Paris. 823

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties en raison des travaux d'économie d'énergie réalisés par les propriétaires privés. 828

Voeu déposé par M. Jérôme DUBUS et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en place d'un dégrèvement sur la cotisation de la taxe foncière pour les sociétés H.L.M. 829

2008, DGIC 11 - Lancement en procédure d'appel d'offres ouvert d'un accord cadre relatif à la réalisation des campagnes de communication de la Ville de Paris. 830

Voeu déposé par M. Jérôme DUBUS, Mmes Martine NAMY-CAULIER et Delphine BURKLI sur l'extension des zones touristiques en vue d'une ouverture dominicale des commerces. 831

Voeu déposé par Mme Valérie SACHS et les élus du groupe Centre et Indépendants relatif au renouvellement des délégations de service public concernant la gestion des marchés alimentaires découverts. 832

Voeu déposé par Mme Lyne COHEN-SOLAL et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au devenir de l'activité d'artisanat d'art située au 187, rue Saint-Jacques (5e). Voeu déposé par M. Jean TIBERI, Mme Chantal BACH, M. Christian SAINT-ETIENNE et les élus du groupe U.M.P.P.A. et du Centre et Indépendants, relatif au devenir de l'atelier Georges Leblanc situé 187, rue Saint-Jacques (5e). Voeu déposé par l'Exécutif. 832

Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif au Wifi dans certains établissements de la Ville et au dialogue social déposé par les éluEs du groupe "Les Verts". 833

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif aux médiathèques et bibliothèques de la Ville de Paris. Vœu déposé par l'Exécutif. 835

2008, DASCO 79 - Signature d'une convention avec la Cité Internationale Universitaire de Paris (CIUP) pour l'attribution d'une subvention pour le programme de bourses de recherche de la Ville de Paris. - Montant : 1.500.000 euros. Voeu déposé par le groupe Centre et Indépendants. 835

2008, DDEE 189 - Autorisation à M. le Maire de Paris de signer l'avenant 2008 à la convention pluriannuelle de partenariat 2006-2008 entre la Ville et l'association Réseau 2000 (19e) animant des espaces publics numériques. - Subvention de fonctionnement. - Montant : 55.000 euros. Voeu déposé par le groupe communiste relatif à l'association "Réseau 2000". Voeu déposé par l'Exécutif. 836

Vœu déposé par les groupes communiste et M.R.C. relatif à la privatisation de "La Poste". Vœu déposé par le groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif au projet gouvernemental de privatisation de l'établissement public "La Poste". 837

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à la commission de développement économique entrepreneunariale. 839

Voeu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la création d'un comité de pilotage "Intelligence économique à Paris". 840

2008, DVD 15 - Lancement d'une consultation par voie d'appel d'offres pour la réalisation de travaux de voirie pour l'aménagement des liaisons cyclables et signature du marché correspondant. 841

2008, DVD 151 - Lancement d'un appel d'offres ouvert pour la refonte du système urbain de régulation des feux "SURF 2000". 841

2008, DVD 168 - Signature d'un avenant n° 2 à la convention de concession signée avec la Société Auxiliaire de Parcs de la Région parisienne pour proroger de 9 mois la concession du parc de stationnement "Passy" (16e). 842

Voeu déposé par M. Jacques BOUTAULT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif aux couloirs de bus et à la sécurité des cyclistes. 843

Vœu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la durée d'utilisation gratuite du vélib' pour les abonnés. 845

Vœu déposé par le groupe M.R.C. relatif à la campagne de communication sur les déplacements à Vélib'. 846

Vœu déposé par le groupe Centre et Indépendants relatif à une campagne de sensibilisation au respect du Code de la route et à la révision de la formation des agents de terrain de la Préfecture aux mutations du trafic parisien. 847

Voeu déposé par M. David ALPHAND, Mme Lynda ASMANI, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Thierry COUDERT, Mmes Roxane DECORTE, Laurence DOUVIN, Géraldine POIRAULT-GAUVIN et les membres du groupe U.M.P.P.A. relatif au lancement d'une étude sur la mise en place d'un dispositif de péage urbain à Paris et dans son agglomération. 848

Voeu déposé par Mme Laurence DOUVIN et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à l'extension de la ligne 14. 849

Voeu déposé par Mmes Brigitte KUSTER, Françoise de PANAFIEU, Laurence DOUVIN, MM. Jérôme DUBUS, Jean-Didier BERTHAULT et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la couverture du périphérique. 850

Voeu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et des élus du groupe Centre et Indépendants relatif à l'éclairage public et la sécurisation des passages pour piétons. Voeu déposé par l'Exécutif. 851

Voeu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et des élus du groupe Centre et Indépendants relatif à l'augmentation du rythme d'installation des emprises de stationnement des deux-roues. 852

Voeu déposé par Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS et les membres du groupe Centre et Indépendants relatif à la sécurité des piétons, l'interdiction de circulation des deux-roues motorisés sur les trottoirs de Paris et la rédaction de l'article 4-2 de la Charte des deux-roues motorisés à Paris. 852

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif aux conséquences de la défaillance de la société Altadis en charge de l'approvisionnement des buralistes de la Capitale en cartes de stationnement prépayé "Paris-Cartes". 853

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'application à Paris du nouveau plan contre les embouteillages en Ile-de-France. 854

2008, DEVE 126 - Avis du Conseil de Paris sur la demande d'autorisation formulée par la société "Climespace" en vue d'exploiter, au titre de la réglementation relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), une installation de réfrigération et de refroidissement située dans la gare RER Auber (9e). 855

Suspension et reprise de la séance. 856

Voeu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la simplification des procédures afin d'inciter les entreprises parisiennes à procéder à la mise en place de cendriers muraux. 856

2008, DEVE 137 - Approbation du principe et des modalités d'attribution du marché de nettoyage des sanitaires publics implantés dans les espaces verts et les cimetières parisiens. Voeu déposé par Mme Fabienne GASNIER et les membres du groupe Centre et Indépendants relatif à la sécurité des sanitaires publics implantés dans les espaces verts. 857

Voeu déposé par M. Yves CONTASSOT et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif à l'avenir du jardin partagé du centre d'animation de la Poterne des Peupliers (13e). 858

Voeu déposé par M. François LEBEL, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY et les élus du groupe U.M.P.P.A. relatif à la fermeture du jardin Salomon de Rothschild. 859

2008, DVD 45 - Approbation du principe et des modalités de réalisation des travaux de réhabilitation du pont levant de la passerelle et des postes de commande de la rue de Crimée (19e). - Autorisation à M. le Maire de Paris de solliciter une subvention. Voeu déposé par Mme Anne-Constance ONGHENA, M. Jean-Jacques GIANNESINI et les élus du groupe U.M.P.P.A. 860

2008, DEVE 124 - DJS 386 - Approbation des modalités d'attribution du marché de maîtrise d'oeuvre des pelouses centrales de l'hippodrome d'Auteuil, Bois de Boulogne (16e). 861

2008, DDATC 113 Subvention - Fonds du Maire - à l'association "Pour le Couple et l'Enfant à Paris du 15e". - Montant : 3.000 euros. 863

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A relatif à l'attribution des subventions aux associations. 863

Vœu déposé par le groupe Centre et indépendants relatif aux nuisances sonores des vols de nuit au dessus de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle à Roissy. 864

2008, DPP 11 Signature d'un avenant à la convention de partenariat passée avec l'Immobilière 3F pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 175.872 euros. 2008, DPP 12 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec ICF La Sablière pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 123.065 euros. 2008, DPP 13 Signature d'un avenant à la convention de partenariat passée avec le Logement francilien pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain". - Montant : 134.700 euros. 2008, DPP 14 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec l'OPAC de Paris pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 4.245.030 euros. 2008, DPP 15 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la RIVP pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 973.756 euros. 2008, DPP 16 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SAGECO pour la surveillance des logements sociaux situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" pour l'attribution d'une subvention. - Montant : 75.112 euros. 2008, DPP 17 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SAGI pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain". - Montant : 58.142 euros. 2008, DPP 18 Signature d'un avenant à la convention de partenariat avec la SIEMP pour la surveillance des logements sociaux prioritairement situés dans les quartiers "Politique de la Ville" et les secteurs du "Grand projet de renouvellement urbain" et versement d'une subvention. - Montant : 114.323 euros. 865

Voeu déposé par M. Ian BROSSAT et les élus du groupe communiste relatif aux renouvellements des autorisations d'ouverture de nuit des établissements festifs parisiens. Voeu déposé par l'Exécutif. 868

Voeu déposé par M. Jean-Pierre CAFFET et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la création du fichier EDVIGE. Voeu déposé par le groupe "Les Verts" relatif à la création du fichier EDVIGE. Voeu déposé par M. Ian BROSSAT, Mme Emmanuelle BECKER et les éluEs du groupe communiste relatif à la création du fichier EDVIGE et de son successeur. Voeu déposé par l'Exécutif. 870

Voeu déposé par M. Rémi FÉRAUD et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés, visant à demander au Préfet de police l'arrêt des contrôles d'identité renforcés aux abords des écoles de langue française du 10e arrondissement. Voeu déposé par M. Alain LHOSTIS, Mme Emmanuelle BECKER et les éluEs du groupe communiste, relatif aux contrôles d'identité renforcés dans le 10e arrondissement. Voeu déposé par l'Exécutif. 870

Voeu déposé par Mme Véronique DUBARRY et les éluEs du groupe "Les Verts" relatif aux exilés afghans du 10e arrondissement. Voeu déposé par l'Exécutif. 871

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à l'application du plan antidrogue dans la Capitale. 873

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la mise en œuvre dans la Capitale du traitement informatisé des contraventions. 874

Vœu déposé par le groupe U.M.P.P.A. relatif à la nécessité de diminuer le nombre des appels "abusifs" entraînant une intervention non justifiée de la Brigade des Sapeurs-pompiers de Paris. Vœu déposé par l'Exécutif. 874

Voeu déposé par M. Roger MADEC et les élus du groupe socialiste, radical de gauche et apparentés relatif à la requalification de la résidence Michelet. 876

Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil municipal, dans divers organismes. 877

Adoption, par un vote global de l'Assemblée des projets de délibération n'ayant pas donné à inscription. 878

Clôture de la séance. 878

Votes spécifiques. 878

Affaires diverses adoptées par l'ensemble de l'Assemblée. 881

Liste des membres présents. 905

Annexe n° 1 - Questions posées à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police. 906

I - Questions du groupe U.M.P.P.A. QOC 2008-117 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur la mise en place des comités de ligne décidée par le contrat "S.T.I.F.-R.A.T.P. 2008-2011". 906

QOC 2008-118 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Préfet de police sur les mesures envisagées pour empêcher le développement anarchique du stationnement des deux-roues motorisés sur les trottoirs. 906

QOC 2008-119 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris relative à la mise en place d'une campagne de propreté, à l'instar de celle de la R.A.T.P. pour inciter les Parisiens à plus de civisme. 906

QOC 2008-120 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Préfet de police au sujet des points retenus pour développer la vidéo-surveillance dans les années à venir sur le 16e arrondissement. 906

QOC 2008-121 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris pour une meilleure information des Parisiens, pour les associer à la lutte contre les termites qui continuent à progresser dans de nombreux quartiers. 907

QOC 2008-122 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris concernant l'intensification des travaux de replantation dans le bois de Boulogne, suite à la tempête de 1999. 907

QOC 2008-123 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur son soutien à l'hôpital Henry-Dunant, dont l'avenir semble incertain. 907

QOC 2008-124 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Préfet de police sur les mesures envisagées pour concilier l'amélioration de l'éclairage public de nombreuses artères et l'exigence à réaliser des économies d'énergie. 907

QOC 2008-125 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur le programme d'aménagement des stations du réseau souterrain retenu pour 2009, par la R.A.T.P. 907

QOC 2008-126 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le coût environnemental de l'opération "Paris plage". 907

QOC 2008-127 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur l'indisponibilité du service des "tubes pneumatiques". 908

QOC 2008-128 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris à propos de la protection et de l'entretien des édifices religieux dans la Capitale. 908

QOC 2008-129 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le bilan de la politique de gratuité des musées de la Ville de Paris depuis 2001, ainsi que l'état des fréquentations depuis 7 ans. 908

QOC 2008-130 Question de Mme Catherine DUMAS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur le théâtre de la Gaîté-Lyrique. 909

QOC 2008-131 Question de M. François LEBEL, Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative au ravalement de l'église de la Madeleine. 909

QOC 2008-132 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris au sujet d'une évaluation des deux changements majeurs apportés dans la circulation routière aux abords de la place Charles-de-Gaulle, sous la précédente mandature, avec la mise en sens unique des avenues Marceau et Mac-Mahon. 909

QOC 2008-133 Question de Mme Laurence DOUVIN et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police sur la multiplication de feux de circulation, notamment aux carrefours. 909

QOC 2008-134 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur la réutilisation de la Petite Ceinture, selon les différentes propositions formulées par Réseau Ferré de France. 910

QOC 2008-135 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police sur la multiplication du nombre de barrières métalliques de la Préfecture de police sur la voie publique. 910

QOC 2008-136 Question de M. Jérôme DUBUS et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris sur les conditions et les raisons du changement de directeur de l'Atelier d'Urbanisme. 910

QOC 2008-137 Question de Mme Brigitte KUSTER et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris relative aux choix rédactionnels du magazine d'information municipale "à Paris". 910

QOC 2008-138 Question de M. Gérard d'ABOVILLE et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Préfet de police suite à l'accident nautique qui s'est déroulé sur la Seine, à Paris, le 13 septembre dernier. QOC 2008-141 Question de MM. Jean-François LEGARET, Jean-Pierre LECOQ et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative aux dangers de la navigation sur la Seine. . .911

QOC 2008-139 Question de M. Pierre-Christian TAITTINGER à M. le Maire de Paris sur la superficie nécessaire et le budget à envisager pour réaliser et gérer une crèche et une halte-garderie dans la mairie du 16e arrondissement. 912

QOC 2008-142 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre A URIACOMBE, Eric HELARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant les nombreux projets envisagés autour de la porte d'Auteuil (16e). 912

QOC 2008-143 Question de M. Claude GOASGUEN, Mme Danièle GIAZZI, M. Bernard DEBRE, Mmes Céline BOULAY-ESPERONNIER, Marie-Laure HAREL, M. Pierre GABORIAU, Mme Valérie HOFFENBERG, MM. Pierre AURIACOMBE, Eric HELARD et des membres du groupe U.M.P.P.A. à M. le Maire de Paris concernant le changement de lieu de la "Fête au bois", anciennement "Fête à Neu-Neu", habituellement située sur la pelouse de Saint-Cloud, au cœur du bois de Boulogne et maintenant installée sur la pelouse de la Muette, en lisière du boulevard des Maréchaux. 912

II - Question du groupe Centre et Indépendants. QOC 2008-140 Question de Mme Valérie SACHS et des membres du groupe Centre et Indépendants à M. le Maire de Paris concernant le renouvellement des délégations de service public relatives à la gestion des marchés alimentaires découverts. . . .913

III - Questions du groupe "Les Verts". QOC 2008-109 Question de M. Yves CONTASSOT et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à la diffusion par voie électronique des communiqués de presse du Maire de Paris à l'ensemble des élus parisiens. 913

QOC 2008-110 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à l'exposition "le Charles-de-Gaulle, escale à Paris", dans le salon des Tapisseries et la salle des Prévôts, du 16 mai au 28 juin 2008. 913

QOC 2008-111 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à l'illumination de la Tour-Eiffel, à l'occasion de la présidence française de l'Union européenne. 913

QOC 2008-112 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative à l'inauguration du "village des Droits de l'Homme", le 30 août dernier, sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville. 914

QOC 2008-113 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police relative à la venue du Pape Benoît XVI à Paris et au dispositif de sécurité déployé à cette occasion. 914

QOC 2008-114 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris et à M. le Préfet de police relative à la circulation d'une Formule 1 dans les rues de Paris, le 31 août dernier, à l'initiative de la Fédération française du Sport Automobile. 915

QOC 2008-115 Question de M. Sylvain GAREL et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Préfet de police relative aux diverses manifestations parisiennes liées aux Jeux olympiques de Pékin. 915

QOC 2008-116 Question de M. Yves CONTASSOT et des membres du groupe "Les Verts" à M. le Maire de Paris relative aux mesures des champs électromagnétiques émis par les bornes "wi-fi". 916

IV - Questions du groupe communiste. QOC 2008-106 Question de M. Ian BROSSAT et des membres du groupe communiste à M. le Maire de Paris concernant la mutation forcée d'un enseignant de l'école élémentaire de la rue Cavé (18e). 917

QOC 2008-107 Question de M. Ian BROSSAT et des membres du groupe communiste à M. le Maire de Paris relative à la réouverture de la "boutique solidaire" située à l'angle de la rue Myrha et de la rue Léon (18e), touchée par un grave incendie en juillet dernier. 917

QOC 2008-108 Question du Conseil du 8e arrondissement à M. le Maire de Paris concernant l'application, à Paris, des dispositions de l'article 69 de la loi du 31 décembre 2006, modifiant l'article L. 2124-13 du Code général de la propriété des personnes publiques disposant que "tout navire ou engin flottant sur le domaine public fluvial ne peut y stationner plus d'un mois, sans l'accord du maire de la commune". 918

Annexe n° 2 - Question n° 129 919

La Secrétaire générale du Conseil de Paris
Directrice de la publication
Catherine SCHMITT